



**HAL**  
open science

**The embrace of debt : an ethnography of the indebtedness of the working class in Vitoria (Brazil, Espirito Santo), within and beyond the favelas**

Timothée Narring

► **To cite this version:**

Timothée Narring. The embrace of debt : an ethnography of the indebtedness of the working class in Vitoria (Brazil, Espirito Santo), within and beyond the favelas. Sociology. Université Paris Cité, 2022. English. NNT : 2022UNIP7239 . tel-04416706

**HAL Id: tel-04416706**

**<https://theses.hal.science/tel-04416706>**

Submitted on 25 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris Cité

CESSMA – Centre d’Etude en Sciences Sociales sur les  
Mondes Africains, Américains et Asiatiques

Ecole doctorale 624- Sciences des Sociétés

Mentions : Sociologie et anthropologie

Timothée Narring

## **L’êtreinte de la dette**

*Une ethnographie de l’endettement des milieux populaires  
de Vitoria, au sein et au-delà des favelas*

*Thèse dirigée par : Isabelle Guérin et Blandine Destreman*

Présentée et soutenue publiquement le 5 décembre 2022 devant un jury  
composé de :

Federico Neiburg (professeur, Université Fédérale de Rio de Janeiro,  
rapporteur)

Jeanne Lazarus (directrice de recherche CNRS, rapporteuse)

Gabriel Feltran (professeur, Université Fédérale de São  
Carlos, examinateur)

Cibele Rizek (professeure, Université Fédérale de São  
Paulo, examinatrice)

Marie-Caroline Saglio-Yatzirmirsky (professeure, INALCO, examinatrice)

# REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont en premier lieu à Isabelle Guérin et Blandine Destremau, qui ont orienté et inspiré l'écriture de cette thèse. Leurs idées brillantes et leur implication tout au long de ce processus de maturation ont été décisives. Ma thèse a été directement influencée par le travail pionnier d'Isabelle Guérin sur la « Femme Endettée ». Elle s'est aussi nourrie des apports décisifs de Blandine Destremau sur la conceptualisation de la reproduction sociale des familles<sup>1</sup> et sur la question des temporalités. Leur contribution à cette thèse a été à la fois complémentaire sur le plan scientifique et inestimable sur le plan humain. Je souhaite ici leur exprimer ma profonde gratitude.

Je remercie les membres du jury de cette thèse : Jeanne Lazarus, Federico Neiburg, Marie-Caroline Saglio-Yatzirmirsky, Gabriel Feltran et Cibele Rizek. Je souhaite exprimer ma profonde reconnaissance à cette dernière pour la qualité de ses commentaires sur les premières versions de chapitre. Lectrice assidue et éclairante, elle m'a ouvert de nombreuses perspectives d'analyses stimulantes, comme celle de dresser le « chemin des dettes ».

Je tiens également à rendre hommage à Hadrien Saiag (1985-2021) pour son enthousiasme face à mes premiers retours de terrain et son expertise sur les questions monétaires au sein des périphéries urbaines. C'est à lui que je dois le fait d'explorer le rôle des mères dans le recouvrement des dettes. Plus largement, c'est grâce au séminaire « Financiarisation par le bas » que j'ai commencé à m'intéresser à la question de la dette. Merci également à Emilia Schijman, Solène Morvant-Roux, Bruno Théret et Quentin Ravelli pour les échanges stimulants que nous avons eu au cours de ce séminaire.

Je remercie le laboratoire du CESSMA pour m'avoir soutenu durant ces cinq années, tant sur le plan administratif qu'intellectuel, en particulier Pepita Ould Ahmed, Olivier Sinaman, Didier Nativel et Gilles Guiheux. Ma reconnaissance va aussi à l'équipe des doctorant-e-s pour leur dynamisme : Felipe Barrientos, Tania Herrera, Cécile Mouchel, Khalic Parker, Bia Schwenck, Véronique Acking, Chérif Yakoubi, Marilou Sarrut, Ada Kerserho, Nadège Letourneur ! Merci à Antoine Rieu et Elena Reboul, pour les nombreuses discussions et à Bérénice Bon et Jean-Baptiste Lanne pour leurs leurs thèses inspirantes. Mes remerciements vont aussi à Isabelle Hillenkamp pour les conseils avisés qu'elle m'a prodigué depuis le début de mes recherches.

À Salvador, je remercie Genauto Carvalho qui m'a ouvert les portes de sa maison ainsi que de nombreux terrains de recherche passionnants ; je tiens aussi à exprimer ma gratitude à Mary, Fernando, Milena et Fernanda Machado Freitas. Itapuão a été, pour moi, un port d'attache et un lieu convivial avant et après le terrain.

À Vitória, je remercie Leonora Mol, Valmir Dantas, Gê Cassilhas, Irani Novae, Denise Biscoitto et Zenaide Vazzoler pour leur confiance ; Claudio Zanotelli pour ses conseils.

---

<sup>1</sup> La lecture de Bruno Lautier et l'accès à sa bibliothèque, rendus possible par Blandine Destremau, ont constitué une source importante d'inspiration pour penser la reproduction sociale.

Merci aussi à Hélène Ducourant pour être venue à la foire des dettes et m'avoir fait bénéficier de son regard comparatif entre la France et le Brésil ; ainsi qu'à Pierre Blavier pour ses conseils et son travail inspirant.

À Da Casa, je remercie Bira, Heryka, Tharyanny, Bira, Ricardo.

Pour écrire cette thèse, j'ai eu la chance d'être entouré d'ami-e-s et de parent-e-s dévoués. Je remercie Marion Narring pour ses qualités d'éditrice pointilleuse et de sœur (jumelle) généreuse ; Cécile Mouchel pour les nombreux graphiques et tableaux qu'elle a réalisés (et pour son énergie débordante) ; Lilian Papini pour ses schémas qui éclairent les temporalités des dettes ; Pierre Narring pour sa venue à Vitória et tous ses commentaires ; Nelo Magalhaes, pour ses nombreux conseils, soutiens et relectures depuis notre entrée en thèse ensemble ; Marianne Müller et Margot Meziane pour leurs corrections attentionnées ; Clément Lissandre, pour ses qualités de cartographe en plus de sa visite précieuse au *morro* ; Véronique Acking pour ses traductions ; Mira Mina pour ses croquis et son appui bibliographique ; Nicolas Lainez, véritable puits de références sur la dette ; Isis Castaneda, Amira Yahiaoui et Juan Pablo Yanez pour l'ouverture philosophique ; Thomas Mougeolle pour l'éclaircissement des photos ; Tonio, Chipou, Tom, Dam et Martin, mes acolytes de scène pour leur énergie musicale ; la colocation d'Argenteuil et son pilier, Péraf ; Kiou, Laura, Daniela et Fosta pour leur soutien précieux ; Renatinho, Hude, Deise, Mariana pour les moments magiques au Capão.

Je tiens à remercier Florian, mon frère, pour son altruisme et sa rigueur ; Pierre et Isabelle, mes parents, pour leur soutien et leur courage au cours de ces dernières années. J'ai une pensée particulière pour mon frère, Matthieu Narring (1987-2017), dont la perte brutale a laissé une trace indélébile sur cette thèse. La profondeur de sa sensibilité et la force de son engagement m'ont porté de Vitória jusqu'à Paris pour achever cette recherche.

Par ailleurs, je ne peux imaginer que mon intérêt pour les questions intergénérationnelles puisse avoir été aussi fort si mes cinq grands-parents n'avaient pas été aussi présents et aimants depuis mon enfance. Merci notamment à Gisèle, Marie-Thérèse et Odette.

Enfin, cette thèse n'aurait jamais vu le jour sans Renata. C'est elle qui m'a fait longuement dériver vers l'anthropologie, en suivant les inflexions données par le terrain, en explorant davantage les catégories et les manières d'agir des habitants du *morro*. Une grande partie des réflexions exprimées dans cette thèse ont été influencées de près ou de loin par son regard sensible et sa trajectoire de vie.

Não poderia fechar essa página sem antes agradecer a todos os *moradores do morro*. Minha gratidão a elas e a eles. Agradeço especialmente às famílias que me acolheram, às pessoas que me abriram as portas das suas casas e as suas histórias de vida, aos amigos que me deram suporte. Muitas amizades foram tecidas ao longo desses anos de *lutas*. Sem elas, essa tese não existiria.

## RÉSUMÉ

Cette thèse vise à analyser les effets de l'expansion du crédit sur les milieux populaires brésiliens. Elle repose sur l'ethnographie des circulations de dettes au sein et au-delà de trois *favelas* de Vitória (Espírito Santo). Pour la réaliser, j'ai habité dans trois familles et joué dans les équipes de football locales pendant 14 mois, répartis entre 2016 et 2021.

À l'inverse de l'époque de croissance et de création d'emplois qui contribue au boom du crédit de 2003 à 2014, la conjoncture économique se dégrade depuis la récession économique de 2015. Les familles sont confrontées à la baisse des revenus du travail, au poids croissant des dettes et des intérêts ainsi qu'à l'inflation des denrées alimentaires. Dans le même temps, les institutions financières enregistrent des profits élevés grâce au ciblage du crédit sur les milieux populaires qui l'utilisent pour financer les dépenses de logement, d'alimentation et de santé. Les contradictions entre la reproduction sociale des familles et l'accumulation financière s'intensifient donc au cours de cette période.

Comment l'exacerbation de *ce paradoxe socio-reproductif* (Fraser, 2020) peut-elle être atténuée ? Comment les familles parviennent-elles à « joindre les deux bouts » ? À quel point le train de la reproduction sociale des familles se contracte-t-il pour dégager toujours plus de quoi assurer la reproduction de l'économie financière ?

Face à ces questions, l'ethnographie met en évidence l'amplification des dépendances intergénérationnelles. Sous l'effet des politiques sociales et de crédit du début des années 2000 (Lavinias, 2017), les personnes âgées sont devenues les pourvoyeuses de revenus et de crédits d'un certain nombre de leurs enfants et de leurs petits-enfants. Pour compenser l'appauvrissement des familles, elles jonglent entre de multiples dettes et s'activent au sein et au-delà de la maison pour dégager des revenus supplémentaires, destinés au paiement des dettes. Ce *travail de la dette* est polarisé chez les femmes (Guérin, 2022), notamment les grands-mères.

Pour « tenir », les familles mobilisent également des stratégies de temporisation du paiement des dettes. L'ethnographie souligne la capacité des débiteurs à jouer sur le temps en retardant le paiement des dettes domestiques. Elle explore aussi les foires de renégociation des dettes au cours desquelles débiteurs et crédateurs s'accordent sur le rééchelonnement des dettes, impayables en l'état actuel. De cette manière, les débiteurs réintègrent, à moyen terme, le *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012).

Mots clefs : dette, reproduction sociale, solidarités intergénérationnelles, genre

## ABSTRACT

This thesis aims to analyse the effects of the expansion of consumer credit since the beginning of the 2000s in Brazil. It is based on the ethnography of the circulation of debts within the working class of Vitória (Espírito Santo). In order to carry it out, I have lived in three families, from neighbouring *favelas*, and played in the local soccer teams for 14 months, spread out between February 2016 and February 2021.

In contrast to the era of growth and formal job creation that contributed to the credit boom from 2003 to 2014, economic conditions deteriorate since the economic recession (2014-2015). Brazilian families are then faced with declining labor incomes, growing debt burdens and food inflation. At the same time, financial institutions are recording high profits thanks to the targeting of credit to the working class, who uses it to finance housing, food and health expenses. The period between 2016 and 2021 thus reflects an exacerbation of the *socio-reproductive paradox* (Fraser, 2020), due to the sharpening of the contradictions between the social reproduction of families and financial accumulation.

How do families manage to “make ends meet”? How is the contradiction between financial accumulation and social reproduction mitigated? At what point does the train of social reproduction of families contract in order to free up more and more money for the reproduction of the financial economy?

To show how families “hold on”, ethnography highlights the amplification of intergenerational dependencies. As a result of the social and credit policies of the early 2000s (Lavinias, 2017), the elderly became the income and credit providers for a number of their children and grandchildren. To compensate for impoverished families, they juggle multiple debts and work within and beyond the home to generate additional income to pay off debts. This *work of and for debt* is polarized among women (Guérin, 2022), especially grandmothers.

In order to “hold on,” families also mobilize strategies and devices for delaying the payment of debts. The ethnography highlights the ability of debtors to play with time by delaying the payment of debts and certain local debts. It follows the path of debts, from the *favelas* and the counter of the main credit institution to the debt renegotiation fairs. During these events, debtors and creditors agree on the rescheduling of debts, unpayable in their current state, over an extended period.

Key words: debt, social reproduction, intergenerational solidarity, gender

## RESUMO

Esta tese tem como objetivo analisar os efeitos da expansão do crédito ao consumo desde o início dos anos 2 000 no Brasil. Ela baseia-se na etnografia da circulação das dívidas dentro das camadas populares de Vitória (Espírito Santo). Para realizar esse estudo, morei com três famílias de *favelas* vizinhas e joguei em times de futebol locais durante 14 meses, entre fevereiro de 2016 e fevereiro de 2021.

Em contraste com a era de crescimento e criação de empregos que contribuiu para o boom do crédito de 2003 a 2014, a situação econômica se deteriora desde a recessão econômica (2015-2016). As famílias brasileiras enfrentam a diminuição do trabalho e renda, o aumento das dívidas e o aumento do custo da cesta básica. Ao mesmo tempo, as instituições financeiras obtêm altos lucros devido ao direcionamento do crédito para a « população de baixa renda » que o utiliza para financiar despesas com moradia, alimentação, e saúde. O período de 2016 e 2021 testemunha assim uma exacerbação do *paradoxo sócio reprodutivo* (Fraser, 2020), à medida que se acentuam as contradições entre a reprodução social das famílias e a acumulação financeira.

Como é que as famílias conseguem "pagar as contas"? Como é mitigada a contradição entre a acumulação financeira e a reprodução social ? Em que medida o trem da reprodução social das famílias está se contraindo para proporcionar cada vez mais a reprodução da economia financeira ?

À etnografia sobrelinha a amplificação das dependências intergeracionais. Como resultado das políticas públicas do início dos anos 2000, os idosos tornaram-se os provedores de renda e crédito para vários de seus filhos e netos. Para compensar o empobrecimento das famílias, eles fazem *malabarismos* com dívidas múltiplas e trabalham dentro e fora de casa para gerar renda extra para pagar as dívidas. Este *trabalho da dívida* é polarizado entre as mulheres (Guérin, 2022), especialmente entre as avós. Ao mesmo tempo em que protege seus parentes, ele é essencial para a acumulação financeira. As famílias também mobilizam estratégias para atrasar o pagamento das dívidas. A etnografia destaca a capacidade dos devedores de jogar com o tempo, atrasando o pagamento das contas da casa. Ela segue o caminho das dívidas desde as *favelas* até chegar ao feirão de renegociação de dívidas. Nesse evento, as dívidas, hoje impagáveis, são parceladas. Esse processo permite reintegrar os devedores ao *governo pela dívida* (Lazzarato, 2012).

Palavras chaves: dívidas, reprodução social, solidariedade intergeracional, gênero;

# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	20
<i>Du progrès du crédit au piège de la dette</i> .....	21
<i>Par-delà une approche matérialiste de la dette</i> .....	25
<i>L'étreinte de la dette</i> .....	31
<i>« Le pauvre a eu accès à l'argent dans ce pays. » (Lula, 2010) .....</i>	35
<i>L'articulation des politiques sociales aux politiques de crédit (2003-2010).....</i>	39
<i>Le cadre de la reproduction sociale .....</i>	44
1. La contribution des féministes marxistes à l'analyse de la reproduction.....	44
2. La reproduction sociale des familles .....	48
3. L'exacerbation du <i>paradoxe socio-reproductif</i> entre 2016 et 2021 .....	48
<i>Les approches de la financiarisation</i> .....	53
1. Les cinq approches de la financiarisation.....	53
2. Les travaux sur la financiarisation brésilienne .....	56
3. La financiarisation par le bas .....	58
<i>Du développement industriel de Vitória à la consolidation des favelas</i> .....	61
<i>L'entrée sur le terrain .....</i>	65
<i>Méthode d'enquête</i> .....	68
<i>Plan de la thèse</i> .....	71
Chapitre 1 : Précarisation, endettement et stratification sociale .....	75
I. La précarisation du travail dans un contexte de récession .....	79
A. <i>Des éléments de contexte macroéconomique</i> .....	80
1. Hausse du chômage et du travail informel .....	81
2. Stagnation des salaires et faiblesse du salaire minimum .....	85
3. La construction civile, un secteur clé au cœur de la récession .....	86
4. L'augmentation de l'endettement familial entre 2014 et 2021.....	87
B. <i>Les répercussions à l'échelle du morro .....</i>	91
1. L'informalisation des situations de travail formel.....	91
2. L'augmentation du travail à son compte .....	93
3. Les dilemmes des maçons du quartier.....	96
II. Travail, dette et stratification sociale.....	99

<b><i>A. Précarisation du travail et augmentation de l'endettement.</i></b>	<b>100</b>
<b><i>B. La stratification sociale du morro.</i></b>	<b>102</b>
1. Une catégorie infime de rentiers locaux	104
2. La strate stable du <i>morro</i> .	105
3. La strate moyenne	106
4. La strate basse	107
<b><i>C. Creusement des dettes domestiques et appauvrissement.</i></b>	<b>110</b>
1. Chômage de Luis et emballement des dettes de consommation	110
2. L'achat à crédit des colis alimentaires auprès de vendeurs ambulants	111
3. L'emballement de la dette d'électricité.	112
4. L'importance du <i>dizimo</i> , le poids de la dette divine	113
5. Prioriser et retarder le paiement des dettes.	113
<b><i>D. Le surendettement d'une famille de commerçants</i></b>	<b>115</b>
1. Le prêt d'août 2020, un point de départ au récit des dettes.	116
2. Relire la trajectoire financière des Nunes entre 2016 et 2021	118
3. Le dilemme entre engagement communautaire et monétarisation du travail.	121
4. Le maintien de lignes de démarcation entre strates stable et moyenne	123
<i>Conclusion</i>	127
<b>Chapitre 2 : L'étreinte du crédit</b>	<b>129</b>
<i>La rencontre avec Lili</i>	129
<i>Les financières, au cœur de l'endettement des secteurs populaires de Vitória</i>	130
<b>I. L'encastrement du crédit dans des relations de clientèle</b>	<b>134</b>
<b><i>A. Un segment du marché du crédit : les consommateurs pauvres</i></b>	<b>135</b>
<b><i>B. L'agence de Da Casa, contrepoint à l'agence bancaire</i></b>	<b>136</b>
<b><i>C. Des dettes exorbitantes, chaudes et personnelles</i></b>	<b>140</b>
<b><i>D. La fidélisation des clients commerciaux.</i></b>	<b>141</b>
<b>II. La transformation des dettes domestiques en dettes financières</b>	<b>143</b>
<b><i>A. Le crédit, une aide pour faire face aux apertos</i></b>	<b>143</b>
1. Le discours des clients au guichet.	144
2. le discours des cadres de la financière	145
<b><i>B. La transformation des apertos en dettes financières.</i></b>	<b>146</b>
1. Les usages du crédit d'après le directeur de Da Casa.	146
2. Des factures de la maison aux dettes de la Maison Financière	147

<b>A. Emprunter pour faire face aux imprévus.....</b>	<b>151</b>
1. Problèmes de santé .....	151
2. Difficultés de logement .....	151
3. Incarcération d'un proche.....	152
<b>C. Un dispositif de crédit adapté aux dispositions des milieux populaires ...</b>	<b>153</b>
<b>III. Les refinancements de dettes.....</b>	<b>156</b>
<b>A. Renouveler, superposer et regrouper les crédits (refinanciar) .....</b>	<b>157</b>
1. Refinancer une dette de carné : renouveler et superposer .....	157
2. Regrouper les crédits fusionnés en une seule dette .....	159
3. Renouveler le crédit sans effectuer de nouvel emprunt .....	160
<b>B. Techniques de vente.....</b>	<b>161</b>
1. Prendre la défense du client face à l'analyste .....	161
2. Appuyer sur la nécessité de résoudre les problèmes à court terme .....	162
3. Inciter à payer en avance pour obtenir une réduction .....	163
4. Jouer sur l'exception de la libération ( <i>liberação</i> ) du crédit .....	164
<b>C. Un équilibre fragile entre usure et pertes financières .....</b>	<b>165</b>
1. Pour un crédit normal .....	165
2. Pour un refinancement sans assurance.....	166
3. L'assurance incorporée automatiquement, un intérêt déguisé .....	167
4. La question des « pertes financières » .....	168
<i>Conclusion :</i> .....	171
<b>Chapitre 3 : Lutttes financières, batailles féminines.....</b>	<b>173</b>
<i>Une approche ethnographique inspirée de l'ethnocomptabilité .....</i>	<i>174</i>
<b>I. Les batailles de Cira .....</b>	<b>176</b>
<b>A. La parenté pratique, source de nouvelles dettes .....</b>	<b>178</b>
1. La contribution insuffisante des fils.....	178
2. La construction de nouveaux liens de parenté.....	179
3. Endettement familial et <i>parenté pratique</i> .....	180
<b>B. La mobilisation d'un vaste réseau féminin de crédit .....</b>	<b>181</b>
2. Les cartes de magasin des nièces de Cira (Selia et Iris).....	184
3. L'intensité des relations de crédit auprès des commerçants et des amies du <i>morro</i> .....	185
<b>C. Faire les comptes : le carnet de Cira.....</b>	<b>186</b>
<b>D. Faire face au non-versement du salaire de Bada (janvier-avril 2020) .....</b>	<b>190</b>
<b>E. Ce qui compte, les usages de l'argent .....</b>	<b>195</b>

1. Les anniversaires.....	195
2. La bière, substance de loisir.....	196
3. Le paiement d'une assurance funéraire pour une mort digne .....	196
<b>II. Pour Vitória sans victoire.....</b>	<b>199</b>
<b><i>A. Une famille de la strate stable de retour au morro .....</i></b>	<b><i>199</i></b>
<b><i>B. Le jonglage budgétaire de Maria (septembre 2018-janvier 2019).....</i></b>	<b><i>201</i></b>
<b><i>C. Circulations élargies et jeux sur le temps.....</i></b>	<b><i>209</i></b>
<b><i>D. L'échec d'un projet familial.....</i></b>	<b><i>210</i></b>
1. Déménager à Vitória pour ressouder les liens familiaux .....	211
2. « Toute ma lutte a été à moitié vaine » .....	212
3. La maison, symbole de la dévalorisation du travail.....	213
<b><i>E. Subjectivités de classe : l'abîme entre les générations.....</i></b>	<b><i>213</i></b>
1. Des trajectoires de vie contrastées .....	213
2. Un père <i>Sans-Terre</i> , une fille de classe moyenne.....	215
<b>III. Les fils partent, les dettes restent.....</b>	<b>217</b>
<b><i>A. Banni de la colline (Corrido do Morro).....</i></b>	<b><i>218</i></b>
<b><i>B. Des dettes réclamées à la maison.....</i></b>	<b><i>220</i></b>
<b><i>C. La primauté des dettes interpersonnelles, internes à la favela.....</i></b>	<b><i>222</i></b>
1. La violation d'obligations territoriales, point de bascule vers le surendettement .....	223
2. Priorité au remboursement des dettes interpersonnelles .....	224
3. Dettes de trafic et sanctions corporelles .....	225
<b><i>D. L'incorporation des dettes des fils par les mères.....</i></b>	<b><i>226</i></b>
1. Payer les dettes de trafic.....	227
2. Assumer le douloureux travail de recouvrement des dettes .....	228
<i>Conclusion.....</i>	<i>230</i>
<b>Chapitre 4 : Autour des retraités, la reproduction de la famille endettée .....</b>	<b>233</b>
<i>Famille et capitalisme financiarisé .....</i>	<i>235</i>
<i>La maison des favelas, en dedans ou en dehors du capitalisme ?.....</i>	<i>237</i>
<b>I. La transformation de la famille sous l'effet des politiques publiques .....</b>	<b>238</b>
<b><i>A. La contribution croissante des personnes âgées au revenu familial.....</i></b>	<b><i>239</i></b>
<b><i>B. L'élargissement des politiques sociales au début des années 2000 .....</i></b>	<b><i>241</i></b>
<b><i>C. Les pourvoyeuses de revenus dans les familles monoparentales.....</i></b>	<b><i>243</i></b>

II. La reproduction de la famille par la cohabitation résidentielle et la mutualisation des ressources .....	245
<i>A. « Vivre ensemble », la maison intergénérationnelle .....</i>	<i>245</i>
<i>B. L'emboîtement complexe de plusieurs unités de consommation .....</i>	<i>248</i>
<i>C. Construire et agrandir la maison, un processus modelé par la dette .....</i>	<i>251</i>
<i>D. Mutualiser les ressources .....</i>	<i>253</i>
III. L'amplification des solidarités intergénérationnelles .....	256
<i>A. La pertinence de la catégorie de « solidarités intergénérationnelles » .....</i>	<i>257</i>
<i>B. L'activation des solidarités intergénérationnelles pour faire face aux chocs économiques .....</i>	<i>258</i>
<i>C. La famille Bireiro : l'imbrication des sphères domestiques et capitalistes à l'échelle de la maison .....</i>	<i>261</i>
IV. Le travail pour la dette .....	268
<i>A. Des grands-parents dévoués.....</i>	<i>268</i>
<i>B. Au tour des filles et des petits-fils.....</i>	<i>271</i>
<i>C. La remise au travail par la dette .....</i>	<i>273</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>275</i>
Chapitre 5 : Les temporalités de la dette.....	278
<i>A. Le gouvernement par la dette du temps des milieux populaires (séquence A) .....</i>	<i>284</i>
<i>B. La dissociation entre la dette et le débiteur (séquence B).....</i>	<i>286</i>
<i>C. La normalisation des débiteurs (séquence C).....</i>	<i>289</i>
<i>D. La superposition de plusieurs cycles de la dette.....</i>	<i>292</i>
II. La révision du passé de la dette pour envisager le futur .....	294
<i>A. Les foires de la dette : l'actualisation de pratiques anciennes d'effacement de dettes ?.....</i>	<i>295</i>
<i>B. Barèmes et ancienneté de la dette : le temps comme arbitre du feirão ....</i>	<i>299</i>
<i>C. Un arrêt sur image : la chute des dettes astronomiques .....</i>	<i>302</i>
<i>D. La performativité de la mise en scène médiatique .....</i>	<i>304</i>
<i>E. La fabrique des dettes visibles .....</i>	<i>306</i>
III. Rééchelonner les dettes pour réintégrer les débiteurs au « gouvernement par la dette » .....	308
<i>A. Étaler dans le futur les dettes impayables dans le présent.....</i>	<i>309</i>

<i>B. Racheter du temps</i> .....	311
<i>C. Prolonger l'attente</i> .....	313
<i>D. Du feirão aux Colombiens</i> .....	317
<i>Conclusion</i> .....	322
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE</b> .....	325
<i>Du chemin des débiteurs au labyrinthe de la dette</i> .....	328
<i>Les territoires de la dette, apports et limites</i> .....	334
<i>Vers une bureaucratisation de la gestion du surendettement ?</i> .....	336
<i>Postface</i> .....	340
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	341

## TABLE D'ILLUSTRATIONS

### Encadré

Encadré 1 : Les principales mesures de la réforme du travail de 2017 .....	84
Encadré 2: La mise en place de l' <i>auxílio emergencial</i> (revenu d'urgence) (avril 2020) .....	194
Encadré 3 : La loi de prévention et de traitement du surendettement (2021) .....	283

### Tableau

Tableau 1: Taux d'intérêt mensuels et annuels en 2013 et 2019 au Brésil et à Vitória ( <i>source</i> : ANEFAC et Timothée Narring ; <i>auteur</i> : Timothée Narring) .....	50
Tableau 2 : Recettes et dépenses de Dandara en novembre 2019 ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteur</i> : Cécile Mouchel) .....	94
Tableau 3: Dépenses totales et mensuelles de la famille Arca en 2019 et 2020 (exprimées en reais) ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteur</i> : Cécile Mouchel) .....	187
Tableau 4 : Règlement des dettes de Cira pour le mois de février 2019 (reconstitution du carnet, <i>auteur</i> : Timothée Narring).....	189
Tableau 5: Les entrées d'argent de Bada et Cira pour l'année 2020 ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteur</i> : Cécile Mouchel) .....	193
Tableau 6 : Les entrées et sorties d'argent entre janvier et avril 2020 (famille Arca) ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteur</i> : Cécile Mouchel) .....	194
Tableau 7 : Tableau synthétisant les dettes de Rodrigo en 2010 ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteur</i> : Cécile Mouchel).....	222
Tableau 8: La Provision des Débiteurs Défectueux (PDD) ( <i>source</i> : Da Casa, feirão 2019) .....	300
Tableau 9 : Le barème de négociation pour les rééchelonnements ( <i>source</i> : feirão ; <i>auteur</i> : Timothée Narring).....	300
Tableau 10: Le barème en cas de rééchelonnement de la dette (« Novação ») ( <i>source</i> : Da Casa, feirão 2019).....	301

Tableau 11: Le barème du règlement immédiat des dettes ( <i>source</i> : feirão ; <i>auteur</i> : Timothée Narring) .....	301
Tableau 12: Les principales issues des négociations au guichet de Da Casa lors du feirão ( <i>source</i> : Timothée Narring et Hélène Ducourant) .....	313

## **Carte**

Carte 1: Principales capitales fédérales brésiliennes ( <i>source</i> : IBGE, 2010).....	61
--	----

## **Figures**

Figure 1 : Le morro, les lieux clés de l'ethnographie (auteur : Clément Lissandre ; source : Timothée Narring) .....	74
--	----

## **Photographies**

Photo 1: Chantier chez Seu Val en janvier 2018 ( <i>auteur</i> : Timothée Narring).....	77
Photo 2: Luna étend le linge (auteur : Timothée Narring).....	198
Photo 3: Démêler et prendre soin des cheveux.....	216
Photo 4: football entre Diego et son petit-fils.....	248
Photo 5: Négociations en face-à-face au guichet de Da Casa ( <i>auteur</i> : Timothée Narring) .....	279
Photo 6: Parterre de clients en attente au premier jour du feirão ( <i>auteur</i> : Timothée Narring) .....	282
Photo 7: De multiples dettes ( <i>source</i> : Feirão, 2019 ; <i>auteur</i> : Timothée Narring) .....	298
Photo 8: La dissociation entre les espaces de négociation (individuelle) et d'attente (collective) ( <i>auteur</i> : Timothée Narring).....	299
Photo 9: Déception et interpellation des organisateurs (auteur : Timothée Narring) .....	308

## **Graphiques**

Graphique 1 : Encours de crédit en reais entre 2006 et 2018 ( <i>source</i> : IBGE ; <i>auteur</i> : IBGE) .....	42
Graphique 2: taux de chômage, entre le premier semestre 2012 et l'avant-dernier semestre 2021 ( <i>source</i> : IBGE, 2022 ; <i>auteur</i> : IBGE) .....	81
Graphique 3: Salaire minimal dans différents pays d'Amérique Latine ( <i>source</i> : Banque Mondiale 2016-2022 ; <i>auteure</i> : Cécile Mouchel) .....	86
Graphique 4: taux de croissance du secteur de la construction civile entre 2014 et 2018 au Brésil ( <i>source</i> : DIEESE, 2020 ; <i>auteure</i> : Cécile Mouchel).....	87
Graphique 5: Part des familles brésiliennes ayant des factures en retard entre janvier 2010 et octobre 2021 ( <i>source</i> : IPEC ; <i>auteure</i> : IPEC) .....	88
Graphique 6: Part des familles brésiliennes endettées à l'égard du système financier entre janvier 2010 et octobre 2021 ( <i>source</i> : IPEC ; <i>auteur</i> : IPEC) .....	89
Graphique 7 : taux d'endettement des familles brésiliennes à l'égard du Système Financier National (en % du revenu disponible brut accumulé au cours des 12 derniers mois) ( <i>source</i> : Banque Centrale du Brésil, décembre 2021) .....	90
Graphique 8: Entrées et sorties d'argent quotidiennes de Dandara en novembre 2019 ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteure</i> : Cécile Mouchel).....	95
Graphique 9: Le réseau de crédit de Yuri et Simone en 2020 ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteure</i> : Cécile Mouchel).....	126
Graphique 10: La configuration résidentielle de la famille Bireiro ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteure</i> : Mira Mina) .....	261
Graphique 11: évolution du rapport entre les mensualités de crédit et les revenus de Linda et Carlos Bireiro de janvier 2016 à mars 2020 ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteure</i> : Cécile Mouchel) .....	264
Graphique 12: Part des différents types de crédit sur l'endettement financier total de Linda et Carlos en décembre 2019 ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteure</i> : Cécile Mouchel).....	265
Graphique 13: Le cycle de base de la dette et du débiteur ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteure</i> : Lilian Papini).....	291
Graphique 14: La superposition des temporalités variables et mécaniques de la dette ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteure</i> : Lilian Papini) .....	293

Graphique 15: Quand le temps des débiteurs n'est plus contrôlé par la dette ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteur</i> : Lilian Papini) .....	316
Graphique 16: L'imbrication des rythmes quotidiens des prêts illégaux avec le rythme mensuel des plans de rééchelonnement ( <i>source</i> : Timothée Narring ; <i>auteur</i> : Lilian Papini) .....	320

# **Index**

BB : Banque du Brésil

BCB : Banque Centrale du Brésil

SPC : Service de Protection du Crédit

BCD : Banque Communautaire de Développement

CDC : Code de Défense du Consommateur

CEF : Caixa Econômica Federal

CLT : Code du Travail

CNDL : Confederação Nacional de Dirigentes Lojistas

FGTS : Fond de Garantie du Temps de Travailleur (fond d'épargne du salarié)

IPTU : Imposto Predial Territorial Urbano (Taxe Foncière Urbaine)

IBRE : Institut Brésilien d'Économie

PROCON : Institut de Défense du Consommateur

IBGE : Institut Brésilien de Géographie et de Statistique

PEIC : Recherche sur l'Endettement et les Défauts de paiement des Consommateurs

IPA : Institut de Recherche Appliquée

DIEESE : Département Intersyndical de Statistique et d'Études Socioéconomiques

PT : Parti des Travailleurs

SFN : Système Financier National

## PERSONNAGES PRINCIPAUX

### Famille Nunes

**Yuri**, 44 ans, et **Simone**, 43 ans, disposent d'un restaurant snack sur la place de la *favela* Garrincha. Ils ont deux enfants (Kaoa et Lio). Yuri travaille également comme agent de développement local pour la banque communautaire. Il est un leader local apprécié des habitants de Garrincha pour son engagement bien qu'il n'ait jamais été élu.

Simone est issue d'une famille de fondateurs du *morro* : la **famille Belio**, arrivée au début des années 1970. Ses parents, **Luisa** et **Rosemar**, sont retraités et membres actifs de la communauté catholique du *morro*. Son frère, **Mario**, habite en face de chez eux. C'est lui qui me trouve un logement lors de mon second terrain en décembre 2016.

### Famille Edilson

**Dédé**, maçon, 40 ans, et **Fernanda**, vendeuse au supermarché, 39 ans, habitent la *favela* Garrincha avec leurs quatre enfants. Dédé est le président de l'équipe de football dans laquelle je joue.

### Famille Gouveia

**Adele**, 55 ans, et **Luis**, 56 ans, habitent sur les cimes de la *favela* Garrincha depuis 1995. Ils ont cinq enfants (Leo, Raf, Jão, Daniela et Mira) et quatre petits-fils. Adele est employée domestique et Luis est vigile de nuit. Leurs filles travaillent comme commis de cuisine dans un restaurant. Leurs fils, Leo et Raf, sont impliqués dans le trafic local. João ne travaille pas.

### Famille Bireiro

**Carlos**, 74 ans, et **Linda**, 72 ans, tous deux retraités, vivent depuis 1983 au sein de la *favela* Da Paz. Carlos a construit deux maisons sur leur terrain, à partir de la fin de 1995. Carlos et Linda cohabitent avec deux de leurs filles et six de leurs petits-enfants.

### Famille Arca

**Cira**, 40 ans, et **Bada**, 46 ans, habitent sur les hauteurs de Garrincha depuis le début des années 2000. La première enchaîne différents petits boulots. Le second est agent d'entretien. Ils ont, chacun, un enfant issu de leur premier mariage ; et deux enfants ensemble.

Cira est très proche de ses trois sœurs : Milena, Zinha et Lena (**sœurs Saliu**) qui habitent à proximité de chez elle avec leurs familles respectives.

### Famille Ruego

**Pedro**, 61 ans, retraité, et **Maria**, 44 ans, employée d'entretien sont revenus vivre à Vitória en 2013 avec leur fille Vitória<sup>2</sup> depuis Rio de Janeiro. Ce retour a été impulsé par Maria qui souhaitait se rapprocher de sa mère et de ses sœurs (**famille Penha**). Par l'intermédiaire de Maria, je rencontre sa **tante Lili**, qui se plaint des crédits effectués à Da Casa.

### Famille Dos Santos

**Maria-Teresa** (MT), 60 ans, et son mari, **João**, 70 ans, habitent la *favela* Garrincha depuis la fin des années 1970. Ils tiennent une petite épicerie, au rez-de-chaussée de leur maison. Leur fille, Nadia, leur beau-fils, Pedro et leurs deux petits-enfants, Julio et Mica, cohabitent avec eux. Maria Teresa lance la construction d'un nouvel étage de la maison en 2016. Elle m'invite à y séjourner lors de prochains terrains.

### Famille Silhas

**Jorge**, 55 ans, a acheté une maison sur la place d'Evaristo grâce à la perception d'une indemnité d'accident du travail. Ses trois filles, **Fabia**, **Lea** et **Nati** habitent le second étage de la maison avec leurs maris et leurs enfants. Fabia est membre de la banque communautaire. Par son intermédiation, Jorge accepte de me louer une chambre au premier étage de la maison lors de mon premier terrain, entre février et juin 2016.

### Autres acteurs

Maçon expérimenté, **Mané** est un personnage charismatique du *morro*.

Cuisinière à son compte, **Carla** habite la *favela* Da Paz. Elle m'invite à séjourner chez elle après notre rencontre en octobre 2019. Son fils, Oscar, est l'un des premiers de sa génération à obtenir à la fois une licence et un master.

Leader local, **Orfeu** détient de nombreuses maisons au sein du *morro*. Son collègue, **Ritalo**, est tenancier du principal bar de la place de Garrincha.

Femme de ménage à son compte, **Dandara**, 42 ans élève seule ses deux enfants. Elle est née et a grandi au *morro*, tout comme ses frères et sœurs qui habitent la *favela*.

**Dona Gê** est une femme retraitée de 74 ans, habitant la *favela* Garrincha avec ses enfants et petits-enfants. Son fils, Felipe tient une petite boutique au rez-de-chaussée de sa maison.

---

<sup>2</sup> Le prénom n'a pas été modifié afin de préserver le triple sens de Vitória (« Victoire », prénom et nom de la ville). Dans la mesure où la fille de Maria et Pedro a habité très peu de temps au morro, elle reste inconnue de la quasi-totalité des habitants.

## INTRODUCTION

*« Le crédit s'est amélioré à l'époque de Lula (2003-2010), car les gens avaient plus de pouvoir d'achat. Tu voyais les magasins livrer au morro (colline) : Dadalto<sup>3</sup>, des enceintes, des penderies, des machines à laver ! Plein de choses ! Des réfrigérateurs ! Il y avait des gens qui n'avaient jamais eu de réfrigérateur chez eux. Pour descendre les escaliers, il fallait dévier sa trajectoire parce que beaucoup de gens montaient avec des sacs de ciment, des télévisions, des enceintes. » (Carla, 67 ans, cuisinière, favela Da Paz<sup>4</sup>, Vitória, septembre 2020)*

*« Les gens ne percevaient pas seulement le crédit comme un progrès. Ils se sentaient comme partie (prenante) de la société, car avoir du crédit, c'est un sentiment d'appartenance. (...) Tout ce à quoi les gens avaient accès auparavant, c'est tout cela en moins qu'il y a aujourd'hui. Les gens parviennent à acheter mais ne peuvent plus payer parce que le taux d'intérêt est élevé. Désormais, je me méfie à cause de ma situation financière. Je n'ai plus le même point de vue qu'avant. Non, je pense que la dette est un piège pour la population brésilienne. (...) C'est une voie sans issue. Elle t'assomme et tu restes là, sans savoir quelle direction tu dois prendre. » (Yuri, 47 ans, leader local, favela Garrincha, Vitória, septembre 2020)*

*« J'ai acheté une télé. J'en ai payé deux avec les intérêts. (...) Les établissements de crédit travaillent pour que le travailleur endetté ne puisse jamais payer ses dettes et pour qu'il reste toujours endetté. » (Gedeleão, 35 ans, chauffeur Uber, avenue Vargas, Vitória, décembre 2019)*

---

<sup>3</sup> Entreprise d'électroménager à l'origine de l'établissement de crédit, Da Casa Financeira.

<sup>4</sup> Tous les lieux et les noms cités ont été modifiés et inventés.

## *Du progrès du crédit au piège de la dette*

L'endettement financier s'est imposé dans l'existence matérielle et quotidienne des milieux populaires brésiliens au cours des deux dernières décennies. À Vitória, 520 km au nord de Rio de Janeiro, l'expansion du crédit transforme le paysage des *favelas*. Des dizaines de maisons en ciment s'érigent ou s'agrandissent sur les flancs de la colline (*morro*) depuis la fin des années 1990. L'entrée massive d'appareils électroménagers et d'objets connectés reconfigure l'intérieur des maisons. Carla, cuisinière à son compte, relie ces transformations à « l'époque de Lula », président entre 2003 et 2010. Son récit montre le lien indissociable entre le développement du crédit et l'amélioration des conditions de travail et d'habitat. L'expansion du crédit se matérialise par l'intensification des livraisons et des circulations de marchandises dans les ruelles escarpées du *morro*. Pour Yuri, l'accès au crédit symbolise l'intégration des populations les plus pauvres à la jeune démocratie brésilienne<sup>5</sup>. Il est vecteur de progrès matériel et de citoyenneté. Pourtant, deux décennies plus tard, le regard de Yuri a profondément changé. Ce leader local dénonce le *piège* de la dette qui s'est refermé sur lui et sur les habitants du *morro* en raison de l'accumulation des crédits et des taux d'intérêt élevés. Gedelão, chauffeur Uber, observe une réaction similaire au volant de son véhicule. Lorsque j'évoque le nom de Da Casa, il fustige l'action de cet établissement de crédit local qui transforme les travailleurs endettés en débiteurs perpétuels.

Qu'ils parlent d'un *progrès* ou d'un *piège*, Carla, Yuri et Gedelão établissent une distinction entre crédit et dette. Le crédit a une connotation positive, associée à la confiance, l'honneur et la réputation, alors que la dette sous-tend l'idée de péché, de faute et de culpabilité (Guérin, 2018). Pourtant, crédit et dette sont les deux faces d'une même pièce (Peebles, 2010). « Une dette monétaire est d'abord un crédit, qui désigne la mise à disposition temporaire d'une ressource (...). En même temps, ce crédit consacre l'existence d'une dette qui en constitue son autre face puisque la ressource ainsi mise à disposition devra être remboursée ultérieurement » (Guérin, 2018, 83). Du *progrès* du crédit au *piège* de la dette, ce sont les perceptions d'un même phénomène qui se sont altérées. Ces représentations antagonistes ne peuvent être appréhendées qu'au regard d'un changement radical de contexte. En l'occurrence, la récession et la précarisation du travail ont pris le dessus entre 2015 et 2021, après une période de croissance forte, de création d'emplois formels et de politiques redistributives entre 2003 et 2013.

---

<sup>5</sup> La Constitution date de 1988.

À l'aune de ce contexte changeant, cette thèse interroge le rôle central du crédit dans la reproduction sociale des familles brésiliennes, définie comme l'ensemble des relations sociales, des obligations et des institutions quotidiennes engagées dans le maintien de la vie d'une génération à l'autre (Brenner et Laslett, 1989). Elle explore en quoi les familles perpétuent leur existence sociale et matérielle par la dette. Face à l'aggravation du contexte économique, le train de la reproduction sociale se rétrécit. L'ethnographie met en évidence le recentrement des usages du crédit sur la survie matérielle entre 2016 et 2021. La dépendance des familles aux institutions financières s'accroît pour financer les dettes et les dépenses d'alimentation, d'électricité, de santé ou de logement (Equit, 2020). Si le crédit protège dans l'immédiat, il ampute durablement les revenus des familles au profit des institutions financières. Les fils de la dette relient ainsi, d'un seul et même mouvement, la reproduction sociale des familles à la reproduction du capital financier.

Ce processus contradictoire est critiqué par des auteures féministes issues du marxisme. Ces dernières fustigent la « financiarisation de la reproduction sociale » (Adkins et Dever, 2016, 129) dans la mesure où la dette exploite les travailleurs et accroît la charge de travail domestique (Allon, 2014 ; Tepe-Belfrage et Montgomerie, 2016 ; Roberts, 2018 ; Gago et Cavallero, 2019). Silvia Federici (2014) en déduit que l'action des femmes est désormais aussi essentielle à la reproduction sociale de la famille qu'à l'accumulation et au renouvellement des profits financiers. Isabelle Guérin (2022) mobilise le concept de *travail de la dette* pour décrire et théoriser les obligations financières qui échoient aux femmes en Inde du Sud. Dans ce contexte, la dette fait l'objet d'une division sexuelle des tâches au sein des familles car elle est perçue comme émasculante, donc incompatible avec l'idéal de masculinité. Elle est à l'origine d'un travail gratuit et invisibilisé consistant à jongler entre de multiples prêts, entretenir des relations et gérer la pression des créanciers (Guérin et Villareal, 2015).

Hormis certains travaux (Roberts et Zulfiquar, 2018 ; Guérin, 2022), les rapports entre dette et reproduction sociale restent l'objet d'approches macrosociales centrées sur les pays du Nord. Face à cette lacune, l'ethnographie des milieux populaires brésiliens offre un terrain d'analyse privilégié. L'érosion des revenus du travail confère à la dette une centralité accrue pour assurer la subsistance des familles entre 2016 et 2021. Elle conduit les retraités, en particulier les grands-mères, à jouer un rôle crucial de pourvoyeuses de crédits et de revenus à leurs enfants et leurs petits-enfants. Là où les théories de la reproduction sociale aplatissent les dynamiques sociales en deux genres (Guillaumain, 1996 ;

Tabet, 2004) ou en reliant classe et genre (Federici, 2019 ; Bhattacharya, 2020), cette thèse met à jour l'importance des relations intergénérationnelles (Narotzky, 2021). Elle défend la nécessité de combiner les catégories de genre et de génération pour saisir comment les milieux populaires de Vitória « tiennent » dans une période de récession (Blavier, 2018). Au *morro*, les grands-mères condensent les obligations morales et financières vis-à-vis de leur famille et des institutions financières. Elles incarnent la *femme endettée*, théorisée par Isabelle Guérin (2022), comme pivot du capitalisme et du patriarcat.

Cette thèse repose sur l'ethnographie des circulations de dettes des habitants des *favelas* Garrincha, Paz et Evaristo, qui entourent l'un des *morros* (collines) de Vitória. L'immersion de longue durée au sein de ce territoire éclaire le rôle du crédit et de la dette dans les pratiques ordinaires de consommation. Au supermarché, dans les magasins de bricolage, les épiceries et les grandes enseignes, *les pauvres paient échelonnés* (*pobre paga parcelado*). Cette phrase, répétée à plusieurs reprises par mes interlocuteurs, synthétise la nécessité du crédit pour effectuer ses achats quotidiens. Compte tenu de leurs faibles revenus, les habitants du *morro* étalent le paiement des courses et des factures sur plusieurs mois. Le qualificatif *pauvre*<sup>6</sup>, employé ici pour se définir, objective une position d'infériorité au sein de la société brésilienne (Souza, 2009). À Vitória, les riches se concentrent sur les *îles*<sup>7</sup> et les quartiers littoraux alors que les *pauvres* peuplent les *collines* (*morros*). Cette ségrégation territoriale est le reflet de rapports hiérarchiques qui semblent immuables aux habitants du *morro*<sup>8</sup>, lesquels se définissent aussi comme des *travailleurs* (Araujo, 2018). Au cours de la thèse, j'emploierai principalement la catégorie *morro*, puisque c'est la catégorie la plus fréquemment employée par les habitants des trois *favelas* étudiées<sup>9</sup>.

Outre le fractionnement des achats quotidiens, les milieux populaires ont recours aux dettes financières. J'entends, par-là, les crédits souscrits auprès des établissements de crédit, des grandes enseignes partenaires des institutions financières et des banques. Si les premiers et les seconds se sont développés au cours des années 1990, leur essor massif intervient lors de la décennie suivante, qui voit la création d'une ligne de crédit spécifique : le crédit consigné (*credito consignado*). Ce dernier repose sur le prélèvement automatique des

---

<sup>6</sup> La forme italique est utilisée pour les termes d'autodéfinition.

<sup>7</sup> Ilha do Boi et Ilha do Frade.

<sup>8</sup> C'est l'opposé de la passion égalitaire, décrite par Tocqueville, qui anime la société française et s'associe à un imaginaire de possibilités de transformation des rapports de pouvoir.

<sup>9</sup> La catégorie de *morro* fait l'objet d'une abondante littérature en science sociale (Valladares, 2005, Cavalcanti, 2007) et irrigue la culture populaire comme en témoigne la chanson « *Le morro n'a pas sa chance* » (*O morro nao tem vez*) (Moraes, 1962).

remboursements sur la prestation sociale (ou le salaire) des débiteurs par l'État (ou l'employeur) qui les rétrocèdent directement au créancier. Le lancement du crédit consigné illustre l'architecture par l'État d'un marché du crédit focalisé sur les « populations à bas revenus » (Müller, 2012 ; Fotta, 2018 ; BCB, 2015). Cette catégorie est construite par les administrations et la Banque Centrale du Brésil pour mettre en œuvre les politiques sociales et les politiques de crédit. Elle désigne les populations gagnant moins de trois salaires minimums, soit une part importante des milieux populaires. Dans un contexte de forte croissance, l'État articule des politiques de redistribution monétaire aux politiques d'inclusion financière pour les populations et les régions les plus pauvres du Brésil. Pour la première fois, des millions de Brésiliens ouvrent un compte bancaire, souscrivent un crédit, achètent un véhicule ou deviennent propriétaires de leur logement. « *Le crédit a ouvert de l'espace* », résume Orfeu, ancien leader local du *morro*. En plus d'améliorer les conditions d'habitat des familles, la facilité d'échelonnement des paiements permet à certains habitants de renouer avec leur famille, en prenant l'avion pour la première fois de leur vie. Carla et Margaret, qui ont migré à 15 ans depuis le Nord-Est du Brésil, ont pu rendre visite à leur famille grâce à l'achat à crédit des billets d'avion. La dette facilite ainsi la circulation au sein d'un pays immense et le maintien des relations sociales. « *On volait à l'époque de Lula, maintenant on ne vole plus* », observe Carla, en novembre 2019. Depuis la récession de 2015-2016, la précarisation du travail et l'augmentation de l'endettement atteignent des proportions inédites (BCB, 2020). C'est l'ensemble d'un modèle de consommation à crédit qui se retrouve désormais fragilisé.

Dans ce chapitre introductif, je présente l'approche de cette thèse et explique les significations de son titre. Puis, après avoir contextualisé l'ethnographie par rapport aux politiques publiques et aux discours sur l'expansion du crédit au Brésil, je définis le cadre théorique de cette recherche, à savoir la reproduction sociale. Enfin, je présente, de façon plus large, les approches de la financiarisation avec lesquelles cette ethnographie dialogue.

## ***Par-delà une approche matérialiste de la dette***

Dans cette thèse, j'articule une approche matérialiste<sup>10</sup> à l'analyse des émotions et des subjectivités de la dette. Envisager les dettes dans leur matérialité signifie prêter une attention particulière aux rapports de pouvoir entre créanciers et débiteurs ainsi qu'aux répercussions des dettes sur les conditions de vie des milieux populaires. Cette démarche s'inspire de travaux anthropologiques et sociologiques qui reposent sur la description exhaustive sans pour autant revendiquer le terme d'« ethnographie matérialiste » (Engels, 1845 ; Le Play, 1855 ; Cottureau et Marzok, 2012). Elle analyse les pratiques économiques et financières *par le bas*, soit depuis la perspective des milieux populaires, afin de reconstituer les structures de pouvoir (Guérin, 2018 ; Saiag, 2020).

Cette approche implique de repositionner la question du crédit par rapport au travail et à la consommation. La dette peut être appréhendée comme le segment de temps nécessaire reliant la consommation présente au travail futur (Adkins, 2017). Elle doit être pensée à partir de la dialectique entre la faible rémunération du travail et les besoins, désirs et aspirations de consommation des milieux populaires. Le salaire minimum brésilien demeure l'un des plus faibles d'Amérique Latine (Lavinias, 2017), ce qui justifie l'échelonnement des dépenses de consommation. Avec l'augmentation du chômage, le crédit devient un « *filet de sécurité de dernier recours* » (Roberts et Zulfiqar, 2019, 4).

Les milieux populaires ont également développé de nouvelles aspirations et des désirs de consommation avec l'expansion du crédit depuis le début des années 2000. Ma recherche prend en compte cette dimension subjective de la dette, en partie façonnée par l'État et les stratégies marketing des entreprises (Hennigen et Bonazza, 2014). La consommation à crédit transforme les projections et les aspirations à la mobilité au sein des milieux populaires, comme le montrent de multiples travaux issus d'autres contextes géographiques (James, 2014 ; Gonzalez, 2016 ; Marambio-Tapia, 2017). Associée aux politiques de transferts sociaux, elle renforce l'autonomie des femmes et revalorise leur statut au sein des familles (Badue et Bireiro, 2018). En témoignent les circuits féminins de cartes de magasins et de crédit (Müller, 2014). La consommation à crédit est aussi vectrice de loisirs pour les enfants et de plaisirs personnels. Elle permet de faire diversion par rapport à l'attraction du trafic de drogue, en rendant possible l'achat de téléphones et de

---

<sup>10</sup> Inspirée de la philosophie de l'histoire marxiste, attachée à la description des conditions de production (Engels et Marx, 1976).

télévisions qui maintiennent les enfants à l'intérieur de la maison plutôt que dans la rue (Han, 2012). Enfin, la consommation est le lieu de transformations symboliques et de l'affirmation d'un « droit à briller<sup>11</sup> » pour les milieux populaires brésiliens (Machado et Scalco, 2022). Rosana Pinheiro Machado (2014) analyse les *rolês*, descentes de jeunes de la périphérie au sein des centres commerciaux. Leurs pratiques collectives recouvrent une dimension subversive qui participe de l'affirmation d'une identité subalterne visible dans l'espace public. Ceci implique donc d'aller au-delà de la matérialité des dettes, sans pour autant la nier, en explorant les émotions et les subjectivités véhiculées par cette dernière.

En revanche, la récession économique, entamée au cours de l'année 2014, marque la fin de la période d'expansion du crédit. L'ethnographie intervient dans un contexte marqué par la précarisation du travail et l'emballlement des dettes des ménages amplifiés par la pandémie de Covid-19. L'informalisation du travail, la baisse des revenus et la raréfaction des opportunités de travail renforcent la difficulté à tenir les budgets. Comme dans d'autres régions du monde, l'usage du crédit se resserre sur les nécessités de subsistance quotidienne (Equit, 2020 ; Montgomerie et Tepe-Belfrage, 2017). Il sert d'amortisseur aux « *crises financières ordinaires* » (Harker, 2019, 43), qui s'intensifient. Mais le poids excessif des intérêts et la baisse des revenus provoquent des défauts de paiement massifs. Le surendettement<sup>12</sup> atteint 30 millions de Brésiliens en 2019, soit 20 % de la population adulte (IDEC, 2019). Il est défini comme une situation où l'excès de dettes met en danger la satisfaction des nécessités vitales des familles. L'engagement des associations de consommateurs et de certaines municipalités pour en faire un problème public (Leal, 2016 ; Fernandes, 2019) montre la pertinence d'une approche centrée sur la contradiction entre la reproduction sociale des familles et la reproduction des profits.

La philosophe américaine Nancy Fraser envisage cette contradiction en tant que *paradoxe-socio reproductif* : « D'un côté, la reproduction sociale est un prérequis au maintien et à l'accumulation du capital ; de l'autre, la tendance du capitalisme à l'accumulation exponentielle et illimitée tend à déstabiliser le processus même de reproduction sociale duquel il dépend » (2020, 42). En d'autres termes, le capitalisme se nourrit de la reproduction sociale pour émerger, se maintenir et prospérer tout en sapant constamment

---

<sup>11</sup> « Le droit de briller est le désir de choses à la mode et d'expériences agréables, mais c'est aussi une revendication existentielle de visibilité, de reconnaissance et de citoyenneté (...) être capable d'acheter des articles de consommation de manière autonome est un puissant acte d'autoréflexion intégré dans la politique » (Machado et Scalco, 2022, 2°).

<sup>12</sup> Il est défini comme une situation où l'excès de dettes met en danger la satisfaction des nécessités vitales des endettés.

les bases de cette reproduction. Fraser part des discussions actuelles sur la « crise du *care* » pour construire son raisonnement. Elle fait référence aux différentes pressions actuelles, exercées sur un ensemble de capacités sociales : les capacités à donner la vie, éduquer, apporter de l'affection, nettoyer et administrer son foyer. Pour Fraser, la « crise du *care* » n'est pas de nature conjoncturelle mais systémique. Le capitalisme ne peut pas exister sans les activités de prise en charge et d'entretien de la vie qui lui fournissent une main-d'œuvre éduquée et en bonne santé. Pourtant, il ne leur accorde aucune valeur monétaire, ce qui entrave leur réalisation (Destremau et Georges, 2017). Le *paradoxe socio-reproductif* découle donc d'une tension plus large entre le « social » et l'« économique ». « Il est simultanément au point de séparation et de jonction entre production et reproduction » (Fraser, 2020, 55).

Pour Nancy Fraser, la dette est aujourd'hui la « force motrice du capitalisme financier » (*Ibid*, 56) À travers elle, « le capital absorbe le travail, discipline les États, transfère la richesse de la périphérie vers le centre et aspire les revenus des foyers, des familles, des communautés et de la nature » (57). Elle oriente les politiques d'austérité conduites par les États occidentaux et latino-américains pour atténuer les effets de la crise des *subprimes*. Dans ce contexte, le *paradoxe socio-reproductif* apparaît renforcé. Je le définis comme la tension entre d'un côté les politiques de baisse du « coût du travail » et de réduction des dépenses sociales exigées par les entreprises pour élargir l'accumulation financière ; et de l'autre, le maintien d'une main-d'œuvre en bonne santé et productive pour atteindre l'objectif de profits escomptés. Dans cette thèse, je montrerai que le Brésil est un lieu privilégié pour étudier le *paradoxe socio-reproductif* en raison de l'application de taux d'intérêt parmi les plus élevés au monde. En même temps, je partirai de ce concept pour analyser les effets de la dette sur les milieux populaires de Vitória.

Deux décennies après le début de l'expansion du crédit au Brésil, les débats scientifiques sur ses effets restent pris entre deux feux antagonistes. Soit le crédit est abordé, de façon globale, par des économistes politiques (Dowbor, 2015 ; Lavinas, 2017) et des géographes marxistes (Montenegro et Contel, 2017) qui dénoncent l'exploitation financière dans la lignée critique de Graeber (2013) et de Lazzarato (2012). Soit il est envisagé, de manière spécifique, par des anthropologues et des sociologues qui appréhendent la diversité des transformations au sein des familles populaires (Müller, 2014 ; Badue et Bireiro, 2018), du logement (Rizek, et al/2014) ou des pratiques d'économie solidaire (França Filho, 2005). L'apport critique des premiers a pour revers une vision excessivement homogène des effets du crédit. Elle est nuancée et infléchie par les ethnographies économiques qui montrent

que le social résiste à l'imposition de la seule logique financière (Neiburg *et al*, 2014 ; Müller, 2014). Cette opposition de perspectives, globales ou spécifiques, se redouble d'un conflit<sup>13</sup> entre la théorie critique et le projet politique de l'économie solidaire. La première rejette en bloc la « financiarisation du social » (Lavinias, 2017, 12), implantée par le Parti des Travailleurs au pouvoir (2003-2016). À l'inverse, le second se concentre sur les avancées, comme la mise en place de systèmes locaux de finances solidaires grâce aux politiques publiques fédérales, régionales et municipales (Leal, 2013 ; Hudon et Meyer, 2016 ; França Filho *et al*, 2018).

Plutôt qu'à trancher ce dissensus, cette thèse vise à remédier à l'absence d'une enquête ethnographique de longue durée sur les rapports au crédit des milieux populaires brésiliens. Mon premier objectif est de contribuer à l'analyse des transformations des milieux populaires par la dette au Brésil en combinant plusieurs échelles d'analyse : la maison, le voisinage, le *morro* et les réseaux d'endettement à l'échelle de la ville. À cet effet, je m'appuie sur un engagement continu dans la vie quotidienne des habitants du *morro* pendant 14 mois, répartis entre 2016 et 2021. En plus de l'observation directe, je mobilise la méthode des trajectoires de vie (Guérin *et al*, 2011) auprès d'une cinquantaine de familles. Cette démarche s'affine grâce à l'immersion prolongée auprès de cinq familles, que j'ai fréquentées au moins trois fois par semaine pendant plusieurs mois. La recension des budgets et des récits de dette vise alors à « prendre en compte ce que les gens comptent », en se demandant : « Qu'est-ce qui compte dans la vie ? » (Cottureau et Marzok, 2012, 7).

En plus de la densité ethnographique, l'apport de cette recherche tient à l'approche multiscalaire de la dette. Elle explore l'ensemble des espaces sociaux et des pratiques financières des habitants du *morro*, en s'appuyant sur les contributions méthodologiques de deux méthodes ethnographiques : « l'étude de cas élargie »<sup>14</sup> (Gluckman, 1958 ; Burawoy, 2003) et « l'ethnographie de la connexion globale » (Tsing, 2020, 26). La première approche vise à explorer les ramifications qui relient un terrain de recherche à un ensemble historique et géographique plus large. « L'étude de cas applique la science réflexive à l'ethnographie afin d'extraire le général du particulier, de se déplacer entre les dimensions micro et macro

---

<sup>13</sup> Il s'observe lors du congrès de recherche « Re(penser) la conjoncture en Amérique latine : territoires, échelles et acteurs » en juin 2017, à Nogent sur Marne, à travers des discussions mouvementées et des incompréhensions réciproques entre des chercheurs de l'économie solidaire, dont certains ont participé aux gouvernements du Parti des Travailleurs (PT) et des sociologues critiques vis-à-vis de l'action du PT au pouvoir (2003-2016).

<sup>14</sup> Ce dispositif d'enquête a été fondé par Max Gluckman et l'École de Manchester pour appréhender la « colonisation par le bas » (voir le numéro 49 (3) de *Social Analysis* (2005)).

et de connecter le présent avec le passé en anticipation du futur » (Burawoy, 2003, 426). Elle dialogue étroitement avec « l'ethnographie de la connexion globale » proposée par Ana Tsing (2020). Selon cette anthropologue, les phénomènes du capitalisme mondial ne peuvent être appréhendés qu'à partir de « la matérialité collante des rencontres pratiques » (2020, 25), qui connectent des processus globaux à des territoires spécifiques<sup>15</sup>. La mobilisation du concept de « friction » rend compte des interactions et des conflits entre universel et particulier, qui s'imbriquent pour « créer les formes du capitalisme dans lequel nous vivons » (2020, 30). Tsing poursuit cette méthode en étudiant la vie sociale des objets qui transitent à une échelle transnationale, en étudiant les « chaînes de valeur » qui connectent ces objets des producteurs aux consommateurs (2017). Je m'inspire de ces deux approches pour tenter d'identifier des processus généralisables à l'échelle des milieux populaires brésiliens, bien que les faits analysés restent circonscrits à Vitória.

Après avoir réalisé un mémoire de master sur la seconde banque communautaire du Brésil<sup>16</sup> (Narring, 2016), implantée à Vitória, j'ai renoncé à en faire l'objet central de ma recherche de thèse. Ce choix s'est justifié par les limites de cet objet d'étude et d'une approche en termes d'économie solidaire. Les banques communautaires de développement (BCD) que j'ai étudiées ont un poids restreint dans l'endettement des familles<sup>17</sup>. Or, les approches en termes d'économie solidaire surestiment leur importance et leurs vertus émancipatrices alors que les BCD font face à de multiples d'obstacles<sup>18</sup> qui restreignent leurs marges d'action. En revenant à Vitória quelque mois après mon mémoire, j'ai constaté, de fait, la multiplicité et la variété des dettes des habitants du *morro*.

J'ai alors commencé à suivre le chemin des dettes des habitants du *morro* : des épiceries aux grandes enseignes, des fours du trafic de drogue aux banques, des établissements de crédit aux réseaux de crédit illégaux. L'ethnographie de la circulation des

---

<sup>15</sup> Le séminaire « Ethnographie globale de la mondialisation » de Laurent Berger discute ces différentes approches de l'ethnographie à l'EHESS entre 2016 et 2019.

<sup>16</sup> La seconde à être créée en dehors de l'État du Ceara et la seconde en termes de taille. Ses membres jouent également un rôle de coordination de l'ensemble des banques communautaires du Sud-Est brésilien.

<sup>17</sup> Je m'appuie ici sur des données collectées à partir de terrains auprès de trois institutions : un mois à Fortaleza pour étudier Banco Palmas, dix jours à Matarandiba pour étudier Banco Mar. Concernant Banco Palmas, mes entretiens, menés en décembre 2016, avec une vingtaine de ses clients montrent que ceux-ci sont principalement endettés avec la banque publique du Nord-Est et avec des prêteurs informels (*agiotas*), et qu'ils priorisent le remboursement de ces derniers sur celui de la banque communautaire.

<sup>18</sup> Absence de statut juridique et dépendance vis-à-vis des partenaires publics et privés, instrumentalisation de ces partenariats par certaines entreprises privées au détriment des habitants, faible circulation et appropriation des monnaies locales par les habitants (Narring, 2018). Il faut toutefois souligner la résilience des BCD face à la dégradation du contexte économique entre 2016 et 2021.

champignons (*matsutake*), des cueilleurs aux consommateurs, m'a particulièrement inspirée pour reconstituer les « chaînes de valeur » entre endettés et créditeurs. À la différence d'Ana Tsing (2017), je ne m'imprégnais pas de l'odeur des champignons, mais des émotions et des sensations suscitées par les dettes. Ethnographier les circulations d'argent, des cartes de crédit ou de magasins m'a conduit à appréhender une diversité d'espaces, d'acteurs et d'institutions qui façonnent l'« écologie de la dette » de Vitória (Harker, 2019, 45). Ce concept, issu d'une approche géographique de la dette, me permet d'appréhender un large éventail de relations sociales, de crédits, de prêts informels, de circulations d'argent et d'obligations familiales, qui sont co-constitutives d'une économie de la dette à l'échelle de Vitória, une agglomération de deux millions d'habitants<sup>19</sup>.

Pour appréhender cette *écologie de la dette*, j'ai suivi les habitants du *morro* dans les étapes successives de leur « vie à crédit » (Schijman, 2013, 1). Entre le guichet du principal établissement de crédit local et la foire de renégociation des dettes, j'ai observé les récits des premiers crédits souscrits, les achats aux supermarchés, les refinancements de dettes et les nombreux défauts de paiement. Depuis la foire des dettes de Vitória, j'ai suivi la trace de réseaux de crédit illégaux auxquels de nombreux commerçants du centre-ville et des villes voisines sont endettés. Cette démarche en mouvement (Biondi, 2018) a permis d'observer les manières par lesquelles les milieux populaires contournent les restrictions d'accès au crédit liés au fichage<sup>20</sup>. Elle met en exergue les réseaux de crédit, orchestrés à l'échelle du *morro* par les mères et les grands-mères, et, à l'échelle de l'agglomération, par des migrants d'autres pays d'Amérique latine, qui se développent dans l'illégalité. Des arrangements variables et conflictuels permettent ainsi de continuer à consommer ou à emprunter sous une autre identité, pour les millions de Brésiliens fichés (Ossandón, 2017).

En outre, l'ethnographie des familles du *morro* vise à saisir comment l'endettement transforme les relations morales, affectives et matérielles à l'échelle des familles, du voisinage et du quartier. Pour ce faire, j'ai misé sur l'immersion de longue durée au sein du *morro* et sur des séjours de terrain de moyenne (trois à cinq mois) et courte durée (deux

---

<sup>19</sup> Les « *écologies de la dette* » sont des « *enchevêtrements d'espace-temps topologiques et topographiques* » (Harker, 2019). En Palestine, un large éventail de relations sociales, familiales, financières forme une « écologie de la dette », connectant la capitale Ramallah aux villages de Cisjordanie. Harker replace l'émergence du crédit dans un contexte de concentration de l'activité économique et de centralisation administrative, incarnée par le rôle central joué par Ramallah dans l'organisation palestinienne. En même temps, il montre que les visites familiales dans les villages de Cisjordanie, les nombreux transferts monétaires et obligations familiales produisent des circulations d'argent et de personnes qui dépassent la capitale.

<sup>20</sup> Les débiteurs en défauts de paiement se retrouvent inscrits dans l'un des trois fichiers nationaux ce qui entraîne la restriction de leur accès au crédit.

semaines à un mois), échelonnés sur cinq ans. Jouer au football au sein de la principale équipe de la *favela* Garrincha a été un moyen privilégié d'intégration à mon arrivée en février 2016. Surtout, j'ai habité successivement dans trois familles des *favelas* Garrincha, Da Paz et Evaristo. Leurs maisons ont constitué une fenêtre d'analyse privilégiée sur l'économie domestique<sup>21</sup> (Motta, 2014) et une ouverture sur les relations de voisinage diversement affectées par le crédit. Au total, cette immersion de 14 mois m'a permis d'appréhender de quelles manières le crédit s'immisce dans l'intimité des familles (Anderson et al, 2020), comme le suggère le titre donné à cette thèse.

### ***L'étreinte de la dette***

Ce titre traduit à la fois l'emprise de la finance sur les milieux populaires brésiliens et l'entrelacement des relations de parenté et des relations de crédit au sein du *morro*.

L'étreinte (*abraço*) est « l'action d'entourer quelqu'un de son corps en serrant fortement » (Cnrtl, 2020) ou l'action de « renforcer la pression qui s'exerce sur quelqu'un ou un groupe » (Larousse, 2020). Il s'agit d'abord d'un geste ancré dans le quotidien du *morro*, par lequel les habitants se saluent entre eux. Le second sens évoque la question du pouvoir en faisant ressortir sa dimension contraignante.

L'étreinte fait écho à la catégorie native d'*aperto*, employée par les habitants du *morro* pour évoquer leurs difficultés financières (Badue et Bireiro, 2018). *Aperto* signifie littéralement « resserrement » budgétaire. Être *apertado* peut signifier plusieurs choses : être excessivement endetté, faire face à des imprévus qui menacent l'équilibre de son budget, ou simplement manquer d'argent. L'*étreinte*, catégorie construite au cours de la rédaction de cette thèse, dialogue ainsi étroitement avec cette catégorie d'*aperto*. Elle permet de restituer, de manière polysémique, l'ambivalence des relations d'endettement tissées par les habitants du *morro* (Guérin, 2018).

Dans un premier sens, le rapport des habitants du *morro* au crédit est encadré dans des relations de clientèles, mobilisant affects et interactions de face-à-face. Da Casa

---

<sup>21</sup> Le concept d'économie domestique permet de distinguer la sphère de la reproduction par rapport à la sphère de la production. S'il a pour base la maison et les relations familiales, il « inclut un ensemble de relations personnelles à la fois plus large (réseau amical ou de voisinage) et plus restreint (pas toute la parenté) ». Il apporte « une protection rapprochée : celle qui subsiste lorsque la protection sociale assurée par l'État-providence a disparu, celle qui assure le confort matériel et affectif des individus en dehors de leurs ressources strictement monétaires ». (Weber, 2013, 27).

Financeira (« De la Maison Financière ») illustre l’ancrage des institutions non bancaires au sein des couches populaires de Vitória. Elle mobilise le registre des relations domestiques pour fidéliser ses clients et légitimer l’application de taux d’intérêt exorbitants. Les habitants du *morro* combinent les crédits de Da Casa avec les crédits affectés<sup>22</sup> de grandes enseignes et pour certains, des crédits bancaires. Cette mosaïque<sup>23</sup> de dettes représente un poids conséquent sur le budget des ménages du fait du coût élevé des intérêts et du refinancement successif des dettes. L’étreinte se resserre et provoque une sensation de manque de souffle (Cortado, 2016) : *suffocation financeira (sufoco financeiro)*, *apnée (apneia)* et *aperto* sont les catégories mobilisées pour décrire leurs ressentis.

Dans un second sens, l’étreinte signifie l’entrelacement des relations de parenté dans la circulation du crédit. Le fichage dans la liste des mauvais payeurs d’une part importante des habitants est compensé par l’intensification des transferts d’argent sous de multiples formes (cartes de crédit, cartes de magasin, liquide). On assiste à une complexification des arrangements monétaires au sein de la famille élargie, mais aussi parfois, auprès de voisins ou d’amis. Ces interdépendances permettent d’explorer les logiques morales qui affectent la circulation, l’évaluation et le règlement des dettes (Neiburg *et al*, 2014).

Enfin, ce titre éclaire la relation qui s’est nouée entre les habitants du *morro* et moi, chercheur français, blanc, issu d’une classe supérieure<sup>24</sup>. Habiter au sein du *morro*<sup>25</sup> m’a ouvert la possibilité de comprendre l’économie domestique « de l’intérieur » des maisons où j’ai séjourné et contribué aux échanges monétaires et financiers<sup>26</sup>. Dans un premier temps, jouer au football tous les vendredis m’a permis de légitimer ma présence. Participer aux excursions et matchs, en dehors du *morro*, m’a rendu connu et apprécié de nombreux habitants qui faisaient le déplacement. En outre, habiter au sein de deux maisons où les cheffes de familles sont des femmes âgées m’a permis de briser la frontière du genre. Ces

---

<sup>22</sup> Emprunt affecté à l’achat d’un objet, tel que des appareils électroménagers (réfrigérateur, congélateur), des objets connectés (télévision, téléphone portable).

<sup>23</sup> Ce terme a été employé la première fois par Cibele Rizek lors de la lecture de mon ethnographie. Je tiens à la remercier.

<sup>24</sup> Je suis fils d’un haut fonctionnaire (ingénieur-urbaniste) et d’une professeure de français devenue théologienne, venus de Lorraine en région parisienne. J’ai étudié à Sciences Po, puis à l’EHESS.

<sup>25</sup> Les conditions de logement ont donné lieu à deux types d’arrangements : à mon arrivée en 2016, je payais un loyer de 600 reais à la personne qui m’hébergeait ; puis, dans les deux autres familles, je participais aux courses et payais l’électricité car mes hôtes refusaient le paiement d’un loyer, au nom de la relation amicale et familiale qui s’était tissée entre nous.

<sup>26</sup> Au-delà du paiement d’un loyer ou d’une contribution aux paiements de la facture d’électricité, j’ai aussi prêté de l’argent à certains de mes hôtes et amies. Je reviendrai là-dessus plus loin.

dernières m'ont mis en lien avec des amies, voisines et membres de leur famille. On m'a alors répété à plusieurs reprises : « *La communauté t'a étreint* ».

En revanche, la présentation de mon projet de recherche sur les dettes a parfois provoqué des silences gênés. À plusieurs reprises, mes questions ont déclenché des réactions balbutiantes et la répétition d'informations générales, comme « *je n'ai aucune dette* ». À force de tâtonnements et de certaines maladresses, j'ai mesuré à quel point la dette est un sujet de recherche glissant, chargé de jugements moraux et d'émotions discriminantes sur les autres et sur soi-même. De plus, le manque de disponibilité de mes interlocutrices, lié au travail et aux obligations domestiques, a limité la possibilité de mener des discussions approfondies. En dehors des trois familles où j'ai habité et d'une poignée de personnes, j'ai souvent ressenti le malaise causé par certaines de mes questions envahissantes et une sensation de blocage. Cela m'a confronté à plusieurs dilemmes : comment « ethnographier » des dettes aussi complexes à démêler et délicates à raconter sans que la perception d'invasion causée ne finisse par froisser mes interlocuteurs ? Comment créer les conditions pour que les enquêtés racontent leurs difficultés financières alors que les dettes renforcent le repli sur soi et le sentiment de culpabilité ? De quelle manière les représentations que les enquêtés se font de l'ethnographe affectent-elles leurs discours et les résultats de la recherche menée ?

De façon inattendue, les relations financières tissées avec certains habitants ont contribué à dénouer le fil de ces tensions, dans plusieurs situations. Cinq personnes m'ont sollicité pour leur prêter de l'argent à partir de septembre 2018. À trois reprises, j'ai prêté des sommes non négligeables, allant d'un à deux salaire minimum et demi (entre 1 000 et 2 500 reais, soit 250 à 575 euros). L'argent utilisé venait à chaque fois de mon salaire de doctorant<sup>27</sup>. Une fois, j'ai sollicité une avance de mon père pour un leader local surendetté à qui j'avais déjà prêté de l'argent. J'ai accepté sa demande étant donné notre proximité et son aide décisive tout au long du terrain. En retour, je lui ai demandé s'il était possible de me raconter plus en profondeur sa situation financière. L'ethnographie a ainsi emprunté un chemin détourné, dans la lignée de celui exploré par Carole Stack (1974) dans sa recherche

---

<sup>27</sup> Lié au contrat doctoral avec l'Université Paris-Cité (2017-2020). Le salaire d'un doctorant est de 1 445 euros environ, soit cinq salaires minimum brésiliens.

pionnière sur les circuits d'échange au sein des communautés afro-américaines aux États-Unis<sup>28</sup>.

L'échange « informations détaillées *versus* prêts » traduit toutefois le risque d'une certaine marchandisation des relations entre le chercheur et celles et ceux avec lesquels il mène son enquête. En effet, le chercheur pourrait abuser de sa position dominante en profitant de la situation de vulnérabilité des personnes enquêtées. Mais, dans mon cas, la relation de proximité avec celles et ceux à qui j'ai prêté de l'argent était antérieure aux prêts. De plus, à chaque prêt, je me fixais deux principes : le premier, de n'exiger aucun intérêt ; le second, de laisser un temps conséquent aux personnes pour me rembourser.

Ces prêts ont révélé l'écart entre leurs conditions de vie précaires de travailleurs surendettés et mes privilèges de classe et d'Européen. Néanmoins, ils m'ont conduit à renforcer les liens d'amitié, dans plusieurs cas, et à dénouer la crispation du leader local qui s'était muré dans le silence lors de mes derniers terrains. L'effet positif de ces crédits interpersonnels sur l'ethnographie était insoupçonné et non planifié. Si ma recherche semblait souvent abstraite et lointaine à mes interlocuteurs, prêter de l'argent a produit des effets concrets et immédiats (Zaluar, 1985). Les réactions de soulagement et de gratitude<sup>29</sup>, exprimées aussitôt avec emphase, ont été suivies par la nécessité d'évacuer la pression psychologique imposée par la dette.

Les mois suivants, je me suis retrouvé davantage sollicité pour écouter les difficultés financières et domestiques et pour prodiguer des conseils ou soutenir moralement mes interlocuteurs les plus proches. Je suis devenu un témoin clef de la vie financière de certaines familles, de leurs relations de couple ou intergénérationnelles et des *luttas* (*lutas*) quotidiennes pour payer les factures, gagner sa vie et gérer les imprévus (Cabanès et al, 2015). On m'a alors qualifié d'ami inclus à la fois dans le « nous » des habitants et dans celui de la famille. Cette situation m'a permis, d'une certaine façon, de me projeter, de façon plus concrète, dans les temporalités de « mes débiteurs ».

En reconstituant après coup la trajectoire de cette ethnographie, je réalise que j'ai moi-même pris part aux circuits de dettes interpersonnelles. Être pris dans l'*étrainte* financière est devenu une ressource insoupçonnée pour saisir les ressorts matériels et les

---

<sup>28</sup> Stack montre comment s'engager dans la circulation incessante de flot d'argent, de cigarettes, de services comme la garde d'enfants, a été décisif dans la compréhension de cette communauté.

<sup>29</sup> Nous nous sommes mis à chaque fois d'accord sur une période d'un mois, que nous avons repoussée ensuite à une ou deux reprises. L'objectif était que ce prêt puisse permettre de régler d'autres dettes prioritaires.

répercussions émotionnelles des dettes. Sans tisser ces liens amicaux et monétaires, je n'aurais jamais accédé à des données aussi précises, ni éprouvé certaines émotions liées aux dettes pour appréhender les soubassements moraux de cette économie. Faire une ethnographie des dettes a donc nécessité de rompre avec la posture d'extériorité du chercheur en entrant moi-même dans des relations de crédit et dans les relations familiales de mes hôtes.

Ces prêts ne concernent toutefois qu'une minorité de cas. La plupart du temps, c'est par ma présence quotidienne et mes retours successifs au *morro* que je suis devenu un interlocuteur privilégié des familles étudiées. Mes premiers retours sur le terrain ont surpris les habitants du *morro* qui se sont sentis reconnus et considérés qu'un étranger puisse s'intéresser à un territoire aussi décrié par les médias. Ils ont conduit mes interlocuteurs à me raconter les changements intervenus depuis le terrain précédent. À chaque retour au *morro*, j'éprouvais ainsi la sensation d'une accélération subite de la collecte de données avant de retrouver un rythme de croisière du fait de la faible disponibilité de mes interlocutrices. Face à cet obstacle, j'ai approfondi les liens avec mes hôtes successifs : les sœurs Silhas<sup>30</sup>, employées domestiques et membres de la banque communautaire, Maria Teresa et João Dos Santos, tenanciers d'une petite épicerie, Carla, cuisinière. Ma présence quotidienne et ma contribution aux échanges économiques ont permis l'entrée dans l'intimité des maisonnées.

Dans la partie suivante, je replace l'expansion du crédit (2003-2015) dans une perspective historique, en m'appuyant sur la littérature scientifique et sur plusieurs discours du président Lula.

### **« Le pauvre a eu accès à l'argent dans ce pays. » (Lula, 2010)**

L'expansion du crédit pour les milieux populaires traduit à la fois une politique de développement économique, centrée sur la stimulation de la demande intérieure, et une stratégie de conciliation de classe (Singer, 2011 ; Braga, 2012). Je propose de l'appréhender à travers cinq discours du Président Lula (2003-2010) afin de saisir les principaux arguments à l'origine de la politique d'expansion du crédit par l'État. Un premier discours emblématique est celui du 17 novembre 2010 où Lula dresse le bilan de sa présidence en

---

<sup>30</sup> Lors de mon premier terrain, je louais une chambre à leur père au rez-de-chaussée mais passais la plupart du temps au premier étage où Luciana, Bizaide et Gê disposaient chacune d'un deux-pièces.

matière de crédit. Pour ce faire, il s'adresse aux représentants des banques nationales, des coopératives de crédit et des banques communautaires :

*« Nous sommes en train d'en finir avec ce temps où les seuls qui empruntaient étaient ceux qui n'avaient pas besoin d'argent (...). Durant un temps, la mode était de ne pas prêter. Et s'il fallait prêter, il valait mieux prêter beaucoup à un seul, un citoyen assis du côté du directeur (de l'agence), qui parlait avec le directeur, échangeait des cigares avec lui, plutôt qu'avoir affaire à un tas de travailleurs ruraux (capiao) et de tongs<sup>31</sup> (Havainas) qui se rendaient là pour emprunter 500 reais (110 euros), 50 reais (11 euros), 30 reais (6,50 euros), 20 reais. Cela a changé, et je pense que vous avez beaucoup de responsabilité là-dessus, et que vous devez aller encore plus loin, encore plus loin dans cette idée d'atteindre les États les plus pauvres, les plus en retard et de créer plus de conditions ; en partant d'une chose simple, le pauvre qui va avoir accès à 50 reais, il ne va pas acheter du dollar, il ne va pas acheter de voiture, il va acheter de la nou-rriture. Donc, ce miracle de la multiplication qui est en train de se dérouler au Brésil, ce miracle doit continuer. (...). En 2003, quand nous sommes arrivés (au pouvoir), le crédit mis à disposition dans le pays entier était d'à peine 380 millions (84,5 millions d'euros). Aujourd'hui, juste à la Banque du Brésil, il doit y avoir 380 reais (pires). Et au Brésil, il y a plus de 1 000 600 000 000 de crédit mis à disposition (230 milliards d'euros) ! » (Lula Da Silva, Forum II sur l'inclusion financière, Brasilia, 17 novembre 2010<sup>32</sup>).*

Lula présente ici deux arguments principaux. Le crédit est un outil central de la lutte contre la pauvreté menée par l'État brésilien à destination des populations et des régions les plus vulnérables du pays. Il permet de satisfaire des nécessités vitales et de rendre la vie plus digne. La mise en perspective d'ordres de grandeur contrastés, au sujet de l'encours de crédit entre 2003 et 2010, démontre l'efficacité de cette politique publique. Elle produit un effet performatif. La redistribution, opérée par l'État à destination des « mains » des Brésiliens les plus pauvres, apparaît alors historique. Le second argument consiste à insister sur les effets positifs du crédit à l'échelle macroéconomique. Lula énonce, dès son discours d'intronisation du 28 octobre 2002, les répercussions positives du crédit sur la création d'emploi et la croissance. Puisque les pauvres ont la propension la plus forte à consommer, comme le souligne Keynes (1936), cibler ces « populations à bas revenus » contribue à multiplier la masse monétaire en circulation.

Ainsi, le crédit dynamise la croissance et le développement du pays, en stimulant la consommation intérieure. Lula fait implicitement référence au mécanisme du multiplicateur,

---

<sup>31</sup> Lula fait référence à une clientèle populaire qui se déplace en tongs pour se rendre à la banque.

<sup>32</sup> Traduction personnelle.

mis en évidence par Keynes, en parlant en des termes religieux du « *miracle de la multiplication* ». Sa conception produit les effets escomptés, puisqu'il est estimé que le crédit à la consommation est responsable de 45 % de la croissance des dépenses des ménages entre 2003 et 2013 et d'un tiers du PIB sur la période 2003-2013 (Borça et Guimar, 2015).

Outre ces deux arguments, le développement du crédit pour les pauvres s'accompagne de la volonté d'instaurer un crédit à bas coût. Cela conduit à la mise en place du crédit consigné, crédit dont les mensualités de remboursement sont prélevées automatiquement sur la paie et les prestations sociales des Brésiliens par l'État ou par les entreprises qui les transfèrent directement aux créanciers. Après avoir été expérimenté dans les années 1990, le crédit consigné est instauré, en septembre 2003, pour les salariés du secteur privé, puis en avril 2004 pour les retraités et les bénéficiaires sociaux. En quelques années, il devient la principale ligne de crédit à la consommation du pays (Lavinás, 2017). Voici les explications du Président Lula lors de sa création :

*« Quiconque a travaillé à l'intérieur de l'usine le sait, bien souvent, un ouvrier reçoit son paiement le 5, et le 6 il ne lui reste plus rien. Là, il emprunte 50 reais à un camarade qui lui dit : "Je te prête 50 pour recevoir 100 le jour du paiement anticipé (vale)". Je veux dire, sans blague, la motivation (du crédit), c'est le pain, le fromage. Et ce qui est fait ici, c'est la possibilité que le travailleur, sans avoir besoin de ne dépendre de personne, vienne à une banque et dise : "Regardez, j'ai besoin d'emprunter 500 reais, 300, 400, et je vais payer l'intérêt convenu avec vous." (...) C'est une garantie dont le peuple brésilien a besoin. »* (Lula, Palacio do Planalto, 2003).

Lula justifie la mise en place du crédit consigné par les besoins substantiels des travailleurs et par la proposition d'un crédit bon marché : *« Je crois que cela ouvre la possibilité que les personnes puissent contracter, même s'il est petit, un emprunt pour payer des intérêts bien moins chers que ceux de la place (de marché). »* Le coût inférieur aux pratiques usuelles d'emprunt entre travailleurs eux-mêmes et aux pratiques des institutions bancaires est brandi comme un droit pour les travailleurs brésiliens. Lula donne l'exemple de prêts interpersonnels à 100 % de taux d'intérêt pour justifier la nécessité de créer un crédit bancaire bon marché. Le développement du crédit sous-entend alors la possibilité de s'affranchir de la figure de l'*agiota*, figure populaire de l'usurier, enraciné dans la société brésilienne (Machado, 1935)<sup>33</sup>.

---

<sup>33</sup> Le roman *Os Ratos*, de Dyonelo Machado, l'un des plus célèbres de la littérature brésilienne, aborde cette figure de l'usurier.

Bon marché, le crédit bancaire est aussi présenté comme un mécanisme désencastré, permettant de rompre avec les liens de dépendance préexistants (Ducourant, 2009).

La création du crédit consigné s'accompagne de l'ouverture massive de comptes bancaires simplifiés par lesquels transite l'argent du crédit : « *Sans doute, ceux qui ont déjà un compte ne lui donnent pas d'importance. Mais pour ceux qui en ont un pour la première fois, parvenir à entrer dans une banque en étant traités ni comme des indigents ni comme des suspects, mais comme des clients, et ramasser les 30 centimes ou les 30 reais de ce qu'ils ont vendu pour les déposer à la banque, c'est une chose inhabituelle pour (...) des milliers et des milliers de Brésiliens.* » Pouvoir entrer dans une banque et ouvrir un compte bancaire en étant traité comme citoyen permettrait alors de rompre avec la suspicion dont souffrent les pauvres.

Sept ans plus tard, à l'aube de la fin de son second mandat, Lula dresse un bilan élogieux de la création de cette ligne de crédit : « *Nous avons créé quelque chose qui s'appelle crédit consignado qui servait à prêter de l'argent à ceux qui ne pouvaient pas entrer dans une banque, aux pauvres qui ne pouvaient pas entrer à la banque. Savez-vous combien les pauvres de ce pays ont aujourd'hui emprunté ? 129 milliards de reais (29,6 milliards d'euros). C'est la plus importante ligne de crédit pour les particuliers.* » (23 septembre 2010) La catégorie de *pauvres*, au cœur du discours luliste, vise à mettre en valeur la redistribution qui s'est opérée à travers le crédit. La mobilisation récurrente des statistiques dans les cinq discours étudiés éclaire l'ampleur inédite et historique de l'accès des *pauvres* à la monnaie. Elle signifie leur reconnaissance symbolique à la fois comme citoyens et comme consommateurs satisfaisant leurs nécessités matérielles.

De plus, cette politique d'expansion du crédit répond à la stratégie de conciliation de classe qui a conduit Lula au pouvoir (Lula, 2002)<sup>34</sup>. D'un côté, le crédit contribue à la subsistance des plus pauvres et symbolise leur reconnaissance comme citoyens à part entière. Lula met en scène l'ampleur des transferts d'argent orchestrés par l'État. Il dégage une transformation aussi matérielle que spatiale à travers l'espace symbolique de la banque où toute personne a désormais accès. Cibler les *pauvres* à travers cet instrument monétaire

---

<sup>34</sup> La campagne présidentielle de 2002 se caractérise par le recentrement des positions du candidat Lula. Après trois élections perdues, l'ancien leader syndicaliste négocie un programme économique plus conciliant avec les intérêts des élites du pays. « *Lula nous a surpris* », affirment les représentants du secteur bancaire à la presse après la visite d'Aloizio Mercadante, responsable du programme économique de Lula. <https://www1.folha.uol.com.br/fsp/brasil/fc2108200218.htm><https://www1.folha.uol.com.br/fohla/dinheiro/ult91u56147.shtml> <https://www1.folha.uol.com.br/fohla/brasil/ult96u56672.shtml>. Sa *Lettre au Peuple Brésilien* propose une stratégie de développement national autour d'un compromis de classe fondé sur des objectifs de croissance élevée et d'une redistribution plus ample vis-à-vis des travailleurs (Lula, 2002). Lula n'est désormais plus une menace pour les intérêts des élites financières et agraires qu'il s'engage à préserver.

contribue à asseoir sa légitimité. En témoigne l'élection présidentielle de 2006 et l'appui massif du « sous-prolétariat » à Lula (Singer, 2011). Alors que cette population, majoritairement non salariée, qui gagne moins de deux salaires minimums, était divisée entre Lula et le candidat de droite lors de l'élection de 2002, elle appuie massivement le premier lors de l'élection suivante. Un nouveau bloc politique se constitue alors autour de l'ancien leader syndicaliste.

D'un autre côté, le développement du crédit répond aux intérêts de l'élite financière et s'accompagne de l'abandon définitif de toute régulation des taux d'intérêt. Dès septembre 2003, les députés du PT (Parti des Travailleurs) impulsent la suppression du paragraphe 3 de la Constitution de 1988 qui limitait à 12 % le taux d'intérêt annuel maximum. Héritée de la loi d'usure de 1933, cette disposition n'avait jamais été appliquée du fait de l'obligation constitutionnelle de mettre en œuvre une loi complémentaire ainsi que de la faible circulation du crédit lors des années 1990. Pourtant, elle contenait en elle-même l'assise constitutionnelle pour encadrer le coût du crédit. Cette loi aurait donc pu, potentiellement, servir à contenir le pouvoir de captation monétaire des institutions financières. En conséquence, la promesse d'un crédit bon marché n'a jamais été tenue, même si le crédit consigné reste le moins cher de tous. L'abandon de toute assise constitutionnelle revient donc à normaliser les pratiques d'usure des banques et des établissements de crédit. Les députés créent les conditions d'une accumulation historique, réalisée non plus seulement sur les dettes publiques, mais aussi sur les dettes privées (BCB, 2015 ; Dowbor, 2015). L'expansion du crédit à la consommation offre d'importants débouchés face à l'épuisement du modèle rentier qui était adossé à l'inflation (Théret, 1993 ; Marques Pereira et Théret, 1999 ; Neiburg, 2007).

Dans la partie suivante, je replace la mise en place du crédit consigné dans un ensemble plus large de politiques d'endettement qui s'articule aux politiques sociales entre 2003 et 2015.

### ***L'articulation des politiques sociales aux politiques de crédit (2003-2010)***

Les politiques publiques du début des années 2000 ont massifié l'accès des milieux populaires à la consommation. Articulées aux politiques de redistribution, les politiques de

crédit et d'inclusion financière ont conduit à l'aménagement du plus grand marché du crédit d'Amérique latine (Lavinias, 2017).

L'élargissement des prestations sociales et l'augmentation des revenus du travail, au cours de la présidence de Lula (2003-2010), ont créé les conditions propices à l'endettement des milieux populaires. D'un côté, les programmes sociaux, initiés au début des années 1990 par son prédécesseur, Federico Henrique Cardoso, fusionnent et s'étendent avec la mise en place de la *Bolsa família*<sup>35</sup> et du minimum vieillesse (BPC, Bénéfice de Prestation Continue). De l'autre, l'État revalorise le salaire minimum et soutient la salarisation du travail (Roubaud *et al*, 2021). Entre 2002 et 2010, 14 millions d'emplois sont créés dans le secteur formel et le salaire minimum réel augmente de 50 % environ (Rocha, 2010)<sup>36</sup>. Ces interventions visant l'augmentation des revenus issus du travail sont évaluées comme les plus efficaces dans la réduction des inégalités et la chute de la pauvreté<sup>37</sup>. Sur l'ensemble de la période 2003-2012, le nombre de Brésiliens pauvres<sup>38</sup> est réduit de 41 à 15 millions, soit de 24,26 % à 8,54 % de la population (IPEA, 2012), même si certains débats demeurent sur la définition et l'évaluation même de ce phénomène<sup>39</sup> (Salama et Destremau, 2002).

Les politiques de crédit et d'inclusion financière s'articulent aux politiques sociales de manière à massifier la consommation des ménages populaires (Rizek et Georges, 2013). Le premier gouvernement Lula fait de la politique de crédit l'un des principaux axes de sa politique économique. Les années 2003-2007 sont ainsi décrites comme la phase d'« *expansion du crédit* » par plusieurs économistes et statisticiens (Carneiro, 2006 ; Camacho *et al*, 2005 ; IPEA, 2007). Mais, en pratique, le développement du crédit se poursuit à un rythme soutenu jusqu'en 2015, comme le montre le graphique 1.

---

<sup>35</sup> Allocations familiales visant les familles les plus pauvres et conditionnées par un certain nombre de critères, comme la scolarisation des enfants.

<sup>36</sup> Le salaire minimum a ainsi permis aux Brésiliens d'acheter 2,3 paniers de biens en 2010, contre 1 à 1,5 en 2002 (Rocha, 2010).

<sup>37</sup> Les programmes sociaux n'ont eu qu'un impact limité sur la réduction de la pauvreté entre 2002 et 2010. Ils ont permis d'atténuer l'ampleur de la pauvreté. Mais la baisse qui leur est imputable n'est que de 6,4 % (Salama 2009). C'est d'abord la reprise de la croissance, la nature de cette croissance ainsi que ses effets sur le marché du travail qui ont permis de la réduire.

<sup>38</sup> L'IPEA considère comme pauvre tout personne gagnant moins du salaire minimum (2012). Définition assez restrictive étant donné la faiblesse du salaire minimum et dont on peut questionner la pertinence tant le niveau de vie est étroitement lié aux conditions financières des autres membres de la famille.

<sup>39</sup> Chute de la pauvreté absolue (en fonction du seuil de la *Bolsa família*) de 27,6 % à 6,5 % ; autour de 35 millions de personnes seraient sorties la pauvreté en 10 ans ; En particulier, chute de l'extrême pauvreté de 10,8 % à 2,5 %. En revanche en prenant le seuil de pauvreté relative (50 % du salaire moyen), contribution plus limitée ; 25,2 % à 22,3 % entre 2003 et 2014 ;

Cette politique d'endettement intervient au Brésil, à la congruence de processus monétaire et politique, dans une conjoncture macroéconomique favorable. Elle est rendue possible par la stabilisation monétaire, achevée par le Plan Real (1994), après des années d'hyperinflation (Neiburg, 2007) très rentables pour les banques (Théret, 1993). De plus, le paysage financier s'est reconfiguré au cours des années 1990 avec les privatisations de plusieurs banques nationales et régionales<sup>40</sup> et leur rachat par les banques les plus puissantes du pays. On observe alors la reconcentration du paysage financier autour des cinq banques les plus puissantes : Itaú, Bradesco, Santander, Caixa Econômica et Banco do Brasil. Par ailleurs, de nombreuses imbrications sont opérées entre banques, établissements de crédit et grandes enseignes commerciales, marquées par des rachats et l'ouverture de nouvelles filiales dédiées notamment au crédit (Carneiro, 2006). Le capital étranger pénètre de manière croissante au sein de ces institutions.

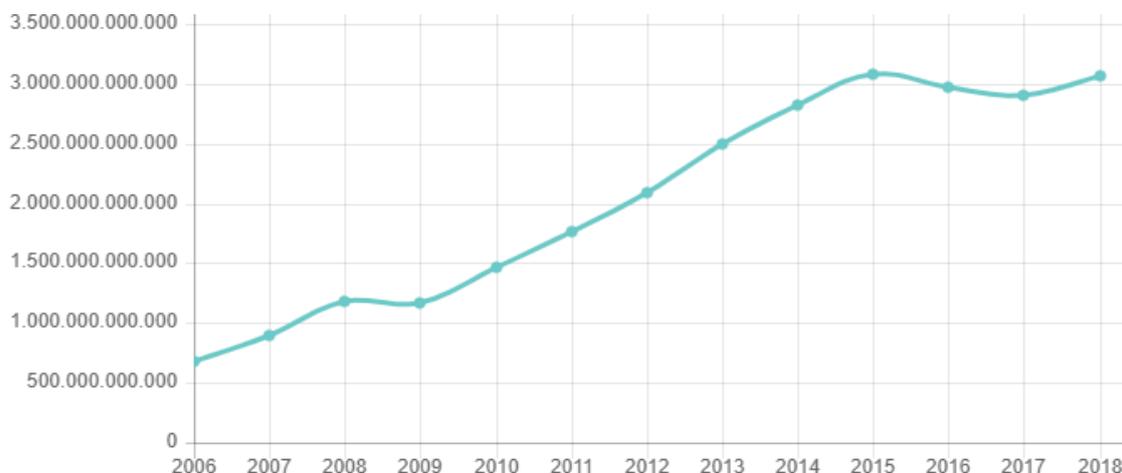
Comme je l'ai montré ci-dessus, Lula institutionnalise le crédit consigné dès son arrivée au pouvoir. Parce qu'il réduit le risque de défaut de paiement pour les banques créancières, ce crédit présente un coût très inférieur aux autres types de crédit (BCB, 2015 ; IPEA, 2012). Le taux d'intérêt annuel du crédit consigné passe de 32 % à 22,5 entre décembre 2004 et 2013, puis remonte à 24,8 % en août 2017 (BCB, 2015, Brandão, 2021). Le public souscrivant ce type de crédit est principalement constitué de retraités et de bénéficiaires sociaux<sup>41</sup>, comme le confirme l'ethnographie des familles du *morro*. Des programmes de financement de logements et de véhicules se développent, en plus du crédit consigné et deviennent d'autres vecteurs de l'expansion du crédit (Rizek, 2014).

---

<sup>40</sup> Par exemple, la privatisation de la Banque de l'État de Bahia (BANEB) et son rachat par Bradesco ; ou la privatisation de la Banque de l'État de São Paulo (BANESPA), rachetée par Santander.

<sup>41</sup> En 2011, 57,5 % des usagers du crédit consigné étaient des retraités, des veuves ou des allocataires du minimum vieillesse (Ferreira et Lima, 2014).

### Encours de crédit en reais entre 2006 et 2018 (source : IBGE, auteur : IBGE<sup>42</sup>)



Graphique 1 : Encours de crédit en reais entre 2006 et 2018 (source : IBGE ; auteur : IBGE)

Le développement du crédit s'accompagne aussi de la création de fichiers recensant diverses informations sur les consommateurs et de transferts massifs d'informations entre l'État et les institutions financières. La création du CadUnico de la *Bolsa Familia*, registre public, permet l'appropriation par les acteurs bancaires d'informations détaillées sur la situation des ménages, bénéficiaires ou non, qui ont demandé à être inclus dans le programme. De plus, les banques ont la possibilité d'acheter aux municipalités et aux États fédérés les informations des fiches de paie de leurs fonctionnaires, de manière à connaître précisément leur revenu disponible et les mensualités de crédit consigné. L'échange d'informations et de dossiers entre le secteur public et le secteur financier est tel que les banques ajustent avec précision leurs stratégies de vente de crédit au moment stratégique où les nouveaux bénéficiaires sociaux reçoivent leurs prestations. Ceux-ci se voient immédiatement proposer la création d'une ligne de crédit consigné, par téléphone, en déposant potentiellement sur son compte une somme qui peut atteindre jusqu'à vingt fois la valeur de la prestation (Lavinias, 2017).

D'autres fichiers apparaissent également à partir de 2003. Ce sont des fichiers nationaux privés recensant les informations relatives aux débiteurs défaillants et à leurs dettes, comme le SPC (Service de Protection du Crédit). Ils sont mis à disposition des acteurs économiques qui participent au financement de la collecte. Alimentés principalement par les banques et établissements de crédit, les fichiers ont pour objectif de lutter contre l'incertitude inhérente

<sup>42</sup> <https://cidades.ibge.gov.br/brasil/pesquisa/29/21912?tipo=grafico&indicador=21912> (consulté le 30 août 2022).

à toute transaction économique, et en particulier aux transactions de crédit. L'inscription des consommateurs défaillants sur l'un des principaux fichiers les prive de tout accès au crédit ainsi qu'à d'autres services. Au Brésil, on dit que quelqu'un *a le nom sale* lorsqu'il se retrouve inscrit dans ce type de fichier.

Sous l'effet de la hausse de l'endettement des ménages brésiliens<sup>43</sup>, passé de 20 % à 46 % entre 2003 et 2014, l'encours de crédit atteint 3 111 milliards de reais en 2015, soit 54.5 % du PIB brésilien (contre 22 % en 2001). Sur ce stock, les institutions financières prélèvent 28.4 % de taux d'intérêt, soit 800 milliards de reais en 2015 (15.4 % du PIB). Or, la population gagnant moins de 3 salaires minimum est à la fois le principal segment du marché du crédit et le segment le plus endetté par rapport au revenu. La Banque Centrale du Brésil dénombre 34,4 millions de clients, soit 60 % du marché du crédit, gagnant moins de trois salaires minimums. Par ailleurs, l'endettement individuel des clients des institutions financières atteint 73 % de leur salaire (BCB, 2015). En dépit de la récession économique de 2014, les profits des principales banques du pays continuent à augmenter en 2015 (Dowbor, 2015 ; Lavinias, 2017)<sup>44</sup>.

Par conséquent, la période 2003-2015 illustre les effets ambivalents de la politique de conciliation de classe, impulsée par Lula (Singer, 2011). Le crédit renforce l'accès des pauvres à l'argent et ouvre un espace de possibilités inenvisageables jusqu'ici au sein des milieux populaires. En même temps que les conditions matérielles d'existence s'améliorent substantiellement, les institutions financières enregistrent des profits records. Cette politique de conciliation devient difficilement soutenable à partir de la récession de 2015-2016. La fin d'une période de croissance, conditionnant les politiques de redistribution pour les plus pauvres et d'allègements fiscaux pour les plus riches, déstabilise ce modèle. Le renversement du gouvernement du Parti des Travailleurs en 2016 ouvre la voie à un agenda accéléré de réformes de flexibilisation de la main-d'œuvre et d'austérité budgétaire. La dimension stimulante du crédit tend alors à s'estomper au profit de l'*étreinte* de la dette. L'enjeu de la reproduction sociale devient alors central.

Pour l'analyser, je pars de la définition du cadre de la reproduction sociale, qui oriente cette thèse.

---

<sup>43</sup> L'unité d'analyse est celle des ménages endettés à l'égard du système financier.

<sup>44</sup> Itaú, Bradesco et Santander voient leurs bénéfices augmenter de 15 % en 2015 par rapport à 2014.

## ***Le cadre de la reproduction sociale***

La notion de reproduction recouvre une « polysémie irréductible », comme l'observe Étienne Balibar (2021, 12). Elle peut à la fois être traduite par renouvellement, restauration, répétition, perpétuation ou régénération. Au sens marxiste, la reproduction désigne le renouvellement de la force de travail. Je pars de cette définition et des contributions des auteures féministes qui ont analysé ce processus pour l'étudier ensuite à l'échelle des familles brésiliennes. L'une des visées de cette thèse est de montrer que les familles du *morro* se reproduisent comme entité intergénérationnelle et comme collectif endetté sur un même territoire. La reproduction se traduit par la répétition d'un mode de vie et la perpétuation de liens sociaux dans lesquels les dettes financières s'immiscent de plus en plus. L'expansion du crédit est toutefois source de transformations des conditions matérielles et des subjectivités depuis le début des années 2000. Mais, dans un contexte économique bouleversé, le train de la reproduction se rétrécit et se recentre sur le renouvellement des conditions de subsistance des milieux populaires entre 2015 et 2021. La précarisation du travail et l'emballlement des dettes et des intérêts à régler m'amènent à envisager cette période comme l'exacerbation du *paradoxe socio-reproductif* (Fraser, 2020).

Sous un autre angle, Bourdieu et Passeron (1970) envisagent la reproduction comme l'héritage des positions socialement dominantes d'une génération à l'autre. À la différence de Marx, leur analyse se concentre sur le rôle de l'éducation dans la formation des classes sociales. Les familles les mieux dotées en capital culturel assurent sa transmission à leurs enfants. L'école légitime et reproduit cet avantage. L'approche marxiste et bourdieusienne converge tout de même dans la mesure où l'école comme la dette aboutissent à la reproduction de positions subalternes. Elles mettent en évidence l'échec de la promotion sociale véhiculée par ces institutions.

### **1. La contribution des féministes marxistes à l'analyse de la reproduction**

Au sens marxiste, on parle de reproduction des conditions de la production. Marx distingue la *reproduction simple*, au sens où les conditions de production doivent être sans cesse renouvelées pour que l'activité économique se poursuive, de la *reproduction élargie*, au sens où l'accumulation du capital se perpétue sur le long terme.

La notion de *reproduction simple* a été une « illumination théorique » (Federici, 2019, 56) pour les auteures féministes des années 1970. « En trouvant chez Marx que les activités

qui reproduisent la force de travail étaient essentielles à l'accumulation capitaliste » (56), les auteures féministes ont pu démontrer que la restauration de la force de travail ne peut s'accomplir sans la reproduction biologique et le travail domestique (Dalla Costa, 1975 ; Vogel, 1983). Ceci implique la mise à contribution des femmes pour faire l'amour, mettre au monde, allaiter, nourrir et cuisiner, élever les enfants, laver et entretenir la maison. Alors que ces activités sont essentielles à l'existence du travail rémunéré et à l'accumulation des profits, elles demeurent gratuites (Bhattacharya et al, 2020)<sup>45</sup>. En s'appuyant sur la méthode historico-matérialiste de Marx, les auteures féministes démontrent le caractère construit des hiérarchies et des identités de genre qui s'articulent avec les rapports de classe. Elles permettent de conceptualiser la « production et la reproduction de la force de travail<sup>46</sup> » (Bhattacharya et al, 2020, 13)<sup>47</sup> qui reste à l'étape embryonnaire dans la théorie de Marx.

Tout en s'inspirant de sa méthode, les auteures féministes procèdent à la critique<sup>48</sup> de Marx et au renversement de l'hypothèse selon laquelle le travail domestique serait voué au déclin. Elles montrent que la famille ouvrière se transforme et que le rôle de la ménagère s'étoffe lors du passage de l'industrie lourde à l'industrie légère. Au lieu d'exploiter les ouvrières jusqu'à leurs limites physiques, des lois de limitation de la durée du travail sont prises, à partir de 1860, et provoquent le retour progressif des femmes au foyer. Ces dispositifs étatiques, qui culminent lors du New Deal aux États-Unis, témoignent de la stratégie d'investir dans la reproduction sociale pour disposer d'une main-d'œuvre disciplinée, stable et productive. Ils confirment la pertinence d'une analyse des imbrications entre le foyer et l'usine.

Cette approche féministe s'actualise aujourd'hui pour dénoncer l'exploitation des travailleurs endettés (Marazzi, 2010 ; Federici, 2014 ; Gago et Cavallero, 2017). Elle souligne l'alourdissement de la charge du travail domestique sous l'effet du crédit. Pour Silvia Federici (2018), la dette atomise et divise les travailleurs entre eux. Elle transforme les espaces de solidarité en lieu d'asservissement mutuel. Cette approche critique souligne,

---

<sup>45</sup> La campagne internationale « Salaire pour le travail ménager » (« *Wage for Housework* »), entamée en 1972, concrétise sur le terrain militant leur travail scientifique.

<sup>46</sup> Il existe un débat au sein du féminisme pour savoir si le travail domestique produit une valeur d'échange ou d'usage ; autrement dit, si le travail domestique est affecté ou non par les variations de prix de la force de travail au sein des usines.

<sup>47</sup> Marx reconnaît que la reproduction du travailleur est une condition essentielle de l'accumulation capitaliste ; mais il ne la conçoit que sous l'angle de la consommation.

<sup>48</sup> « Écrire sur le genre dans le Capital, c'est donc composer avec deux Marx et deux points de vue différents sur le genre et la lutte des classes. » (Federici, 2019, 28)

de façon pertinente, le renforcement des dominations de genre imbriquées aux dominations de classe.

Mais elle évacue les aspirations et les désirs des débitrices et débiteurs qui sont, en partie, façonnées par l'expansion du crédit<sup>49</sup>. Aux États-Unis, Caitlin Zaloom (2019) montre le rôle crucial du crédit pour financer les études des enfants dans des communautés noires et les nombreux sacrifices réalisés par les parents. Dans le contexte post-apartheid en Afrique du Sud, Deborah James (2014) souligne les aspirations et les valeurs déployées par les nouvelles classes moyennes noires qui accèdent à une certaine mobilité sociale par le crédit et par l'intégration à certains corps de fonctionnaires. Ces deux exemples montrent que le crédit est aussi mobilisé pour se projeter dans un futur meilleur et concrétiser un processus d'ascension sociale. Dans ces deux exemples, la reproduction sociale ne se limite pas à la survie matérielle mais elle s'étoffe de projections sur le moyen terme et d'une possible ascension sociale. On peut alors parler de *reproduction élargie*.

Si les approches féministes et marxistes de la reproduction évacuent les attentes et les projections des endettés, c'est qu'elles restent cantonnées aux dimensions physiques et biologiques de ce processus. Le risque d'une telle approche est de réduire l'existence des travailleurs à celle de leurs corps, comme le souligne l'anthropologue Didier Fassin : « Dans l'inégalité par exploitation, la personne n'est vue que comme force de travail ; sa vie n'a de valeur que pour autant qu'elle ne participe elle-même à la production » (2018, 159). À l'inverse, dans sa leçon inaugurale au Collège de France, *De l'inégalité des vies*, Fassin construit un cadre d'analyse qui va au-delà de l'approche matérialiste. Pour ce faire, il procède à la réinterprétation de son travail ethnographique<sup>50</sup> à la lumière des concepts philosophiques, ce qui aboutit à concevoir la vie sous la double dimension, du vivant et du vécu :

« Il y a, d'un côté, la vie qui s'écoule avec un commencement et une fin, comme pour tout être vivant et de l'autre, la vie qui fait la singularité humaine parce qu'elle se compose d'événements qui peuvent être racontés. On pourrait ainsi parler de vie biologique et de vie biographique. L'espérance de vie mesure l'étendue de la première. L'histoire de vie relate la richesse de la seconde. L'inégalité des vies ne peut être appréhendée que dans la reconnaissance des deux. Elle doit à la fois les distinguer et les connecter. » (2021, 40)

---

<sup>49</sup> Des travaux récents montrent que le capitalisme façonne ces désirs (Lordon, 2010) et tire profit des émotions (Illouz, 2019).

<sup>50</sup> Depuis plus de deux décennies, Didier Fassin a réalisé des ethnographies de patients contaminés par le sida, de demandeurs d'asiles, des prisons, de forces spéciales de la police.

Si la vie biologique prend fin à la mort physique, la vie biographique peut continuer. En témoigne la vie posthume d'auteurs, d'ouvrages ou de simples récits. Comme Fassin (2018) qui envisage la vie sous sa double dimension, biologique et biographique, j'envisage la reproduction sociale sous une double approche, matérialiste et subjective. Cette perspective vise à articuler les dimensions biologiques, physiques, affectives et émotionnelles de ce processus modelé, en grande partie, par le crédit au Brésil.

La dette s'incarne à la fois dans des objets matériels et monétaires, qui mettent en rapport les institutions financières, l'État et les milieux populaires, dont le corps est le support de la force de travail ; et dans des existences particulières, qui sont lieux d'expressions d'émotions, de valeurs et de sensations propres à chacun. L'approche matérialiste met en lumière les relations de pouvoir façonnées par la dette au sein du capitalisme financiarisé alors que l'approche subjective souligne la manière dont la dette est éprouvée par les individus et leurs familles, selon son inscription dans une trajectoire de vie. Il s'agit donc d'articuler ces deux niveaux d'analyse en posant l'hypothèse suivante : les travailleurs endettés ne se reproduisent pas que de manière physique et biologique comme des corps exploités au profit du capitalisme financiarisé, mais ils reproduisent également leurs existences sociales, c'est-à-dire un ensemble de liens, de valeurs, d'aspirations qui donnent sens à celles-ci et se transforment au cours du temps. Il faut donc adosser l'approche marxiste et féministe de la reproduction sociale à l'analyse des émotions, des aspirations et des désirs (Steans et Tepe, 2010 ; Narotzky, 2015).

De cette manière, il est possible d'envisager ce processus dans sa propre dynamique, en prenant en compte les inflexions et les transformations provoquées par la stimulation du crédit ou l'emballement des dettes. Dans le premier cas, l'expansion du crédit, entre 2003 et 2015, favorise une reproduction *élargie*, au sens où elle ouvre de nouvelles possibilités et des aspirations de mobilité sociale. Dans le second cas, l'emballement des dettes et la précarisation du travail créent les conditions d'une reproduction, que je qualifie de *rétrécie*, entre 2016 et 2021, au sens où le crédit vise à assurer la subsistance matérielle. La mobilisation de ces catégories permet de saisir en quoi la dette transforme les conditions de la reproduction sociale en fonction des contextes historiques, économiques, et culturels.

Dans le contexte des *favelas*, la reproduction sociale intervient d'abord à l'échelle de la famille. C'est à cette échelle collective que se fixent les obligations et les droits de chacun, selon des critères de genre et de génération.

## 2. La reproduction sociale des familles

Cette thèse analyse la reproduction des familles du *morro* comme entités intergénérationnelles et comme collectifs endettés au sein d'un même territoire. La notion de reproduction illustre, de façon pertinente, la permanence et l'ancrage de longue durée des familles au sein des *favelas*.

À Vitória, les familles du *morro* se maintiennent au sein d'un même territoire et souvent, d'une même maison depuis trois, voire quatre générations. Grâce à la proximité résidentielle et la mutualisation d'un certain nombre de ressources (foncières, alimentaires, monétaires), elles perpétuent leur présence ainsi que les valeurs et les liens qui les rattachent à ce territoire. Les conditions de la reproduction se transforment également sous l'effet de l'endettement financier. Au *morro*, la transformation la plus visible est la construction et l'agrandissement de maisons en ciment et la pénétration d'objets connectés et d'appareils électroménagers.

Un nouvel assemblage de relations se tisse entre d'un côté, les familles et les territoires populaires et de l'autre, le capitalisme financiarisé. Certes, la dette a toujours joué un rôle central dans la reproduction des conditions de vie des familles, qu'il s'agisse des ardoises des commerçants, des emprunts auprès de membres de la famille, de voisins ou d'amies. *La vie a toujours été apertada* (« serrée »), expliquent les habitants du *morro* pour expliquer le recours ancien et régulier au crédit. Mais l'endettement financier marque une accélération et une intensification de ce processus dans un périmètre bien plus vaste depuis le début des années 2003. Les dettes de proximité s'imbriquent de plus en plus aux dettes financières et renforcent la dépendance des familles aux banques et aux établissements de crédit pour concrétiser leurs désirs et leurs aspirations. Le crédit devient également un filet de sécurité pour faire face aux risques sociaux et assurer sa subsistance. S'il est source de protection à court terme, il contribue à moyen et long terme à déstabiliser les familles sous l'effet de taux d'intérêt exorbitants. Par ses effets d'étau de plus en plus tangibles sur le quotidien des familles entre 2016 et 2021, la dette illustre l'exacerbation du *paradoxe socio-reproductif*.

## 3. L'exacerbation du *paradoxe socio-reproductif* entre 2016 et 2021

La tension latente entre la reproduction sociale des familles et l'accumulation du capital se renforce entre 2016 et 2021. Les « populations à bas revenus » représentent, de loin, un segment particulièrement volumineux et lucratif de débiteurs sur le marché du

crédit (BCB, 2015). Les institutions financières tirent profit de la vente de crédit aux familles pauvres, qui utilisent celui-ci pour financer leurs dépenses d'alimentation, de santé ou d'éducation. L'application de taux d'intérêt élevés, permise par l'État, crée les conditions d'une accumulation soutenue du capital. Elle se traduit, à l'échelle des familles, par l'amputation croissante et conséquente des revenus. Dans son rapport annuel de 2020, la Banque Centrale du Brésil<sup>51</sup> (2020) constate que le coût élevé du service de la dette pousse les familles à couper dans les dépenses de consommation. Les privations se renforcent avec l'augmentation des taux d'intérêt de plusieurs lignes de crédit (tableau 1). Entre 2013 et 2019, les taux d'intérêt des cartes de crédit et des crédits revolving ont bondi de 75 points pour les premiers et de 136 points pour les seconds<sup>52</sup> (ANEFAC, 2020). À Vitória, les cartes de crédit et les emprunts auprès d'établissements de crédit non bancaires sont parmi les principales sources d'endettement des milieux populaires. Les seconds atteignent des taux d'intérêt annuels de 216 % auprès de l'établissement Da Casa en 2019. Le coût démesuré du crédit par rapport aux revenus des milieux populaires fragilise les conditions de la reproduction sociale des familles du *morro*. Si les établissements de crédit tirent profit de l'usure, ils s'exposent aussi à des défauts massifs de paiement et à une instabilité financière chronique. La faillite de Da Casa, en février 2020, peut être interprétée comme une preuve de l'insoutenabilité du *paradoxe socio-reproductif*. Malgré la liquidation judiciaire de Da Casa, la dette se reproduit et se transfère aux organismes de recouvrement ainsi qu'à un autre établissement de crédit. La stratégie de compression des coûts du travail, impulsée par Michel Temer à son arrivée au pouvoir en 2016, illustre également les conflits entre l'accumulation du capital et la reproduction sociale des familles. Plutôt que d'amortir les effets de la récession, la loi du travail de 2017 prolonge et amplifie ses effets. Elle affaiblit les droits des salariés et crée de nouvelles formes de contrats précaires. Les revendications anciennes des milieux patronaux se concrétisent par l'affaiblissement des prud'hommes et du pouvoir des syndicats. La « loi Temer » contribue à affaiblir durablement les conditions de reproduction de la main-d'œuvre. Par là même, elle renforce la dépendance des milieux populaires vis-à-vis des prestations sociales.

Alors que le salaire minimum, sur lequel ces prestations sont indexées, n'est pas revalorisé au-dessus de l'inflation, les familles doivent composer avec l'inflation du prix des

---

<sup>51</sup> Ces données permettent de dégager une tendance claire à l'augmentation du service de la dette. Néanmoins, il faut les analyser avec précaution dans la mesure où ces statistiques reposent uniquement sur des revenus et des dettes formelles.

<sup>52</sup> Cela tient compte de l'inflation.

denrées alimentaires de premières nécessités (IPA, 2020). Le rapport entre le « panier de biens<sup>53</sup> » et le salaire minimum réel s'est dégradé de 2,13 entre 2013 à 1,58 pour l'année 2020. Il revient ainsi à un niveau inférieur à l'année 2005<sup>54</sup>. À Vitória, la plus forte augmentation du prix des denrées alimentaires intervient en 2019 et en 2020. Le prix du panier de biens alimentaires augmente respectivement de 23,24 % et de 20,24 %. Le prix du riz et les haricots noirs, aliments les plus consommés par les habitants du *morro*, augmente respectivement de 76,83 % et de 55 % entre décembre 2019 et décembre 2020 (DIEESE, 2021).

### Les taux d'intérêt des principales lignes de crédit en 2013 et 2019

	Mars 2013	2013	Juin 2019	2019	
Type de crédit	Taux mensuel	Taux annuel	Taux mensuel	Taux annuel	Différence de points
Carte de crédit	9,37 %	192,94 %	11,49 %	268,83 %	75,89 %
Crédit revolving	7,72 %	144,09 %	11,79 %	280,92 %	136,83 %
Crédit affecté	1,52 %	19,84 %	1,60 %	20,98 %	1,14 %
Crédit bancaire	2,91 %	41,09 %	3,64 %	53,58 %	12,49 %
Crédit souscrit dans une financière	6,88 %	122,21 %	6,71 %	118,00 %	-4,21 %
<b>Crédit à Da Casa (Vitória)</b>	X	X	<b>18 %</b>	<b>216 %</b>	X

Tableau 1: Taux d'intérêt mensuels et annuels en 2013 et 2019 au Brésil et à Vitória (*source* : ANEFAC et Timothée Narring ; *auteur* : Timothée Narring)

En conséquence, les contradictions entre la reproduction des familles et l'accumulation du capital s'amplifient, entre 2016 et 2021, sous l'effet du poids élevé et

<sup>53</sup> 13 biens composent le panier de biens au Brésil (*cesta básica*) : riz, haricot noir, viande bovine, tomate, beurre, huile de soja, banane, sucre, pain, pomme de terre, farine, lait et café.

<sup>54</sup> En prenant le référentiel de prix de São Paulo.

croissant des intérêts et de la précarisation du travail, orchestrée par l'État. La dégradation de la conjoncture macroéconomique, de la récession économique à la pandémie de Covid-19, favorise l'aiguïsement de ces tensions. Dans ce contexte, comment les familles parviennent-elles à « joindre les deux bouts » ? Dans quelle mesure le modèle de consommation à crédit est-il remis en cause par le poids excessif des dettes et des intérêts et par la réduction des capacités de remboursement des ménages ? Comment la contradiction entre la reproduction sociale et l'accumulation financière peut-elle être surmontée ? Qui paie le coût de ce paradoxe, en termes de travail gratuit, de fatigue mentale et émotionnelle ? À quel point le train de la reproduction sociale des familles se contracte-t-il pour dégager toujours plus de quoi assurer la reproduction de l'économie financière ? Quelles sont les conséquences en termes de rapports sociaux ?

Pour montrer comment les familles « tiennent » dans ce contexte de récession, je propose deux lignes d'analyse. La première consiste à souligner l'amplification des dépendances intergénérationnelles. L'ethnographie des familles du *morro* conforte les analyses de Susana Narotzky (2021) sur le rôle de pourvoyeurs de revenus et d'un toit assumé par les retraités espagnols vis-à-vis de leurs enfants après la crise des *subprimes*. Elle l'étend en montrant qu'au *morro*, les retraités agissent aussi comme garants de l'accès au crédit de leurs proches et comme payeurs en dernier ressort. Ces rôles familiaux sont étroitement liés à l'amplification des politiques sociales, sous Lula (2002-2010) et à leur imbrication avec les politiques de crédit (Lavinás, 2017). Ils découlent aussi de l'intériorisation des obligations familiales par les personnes âgées, notamment les femmes qui agissent en tant que mères et grands-mères. Je distingue ici le *travail de la dette* du *travail pour la dette*. Le premier consiste à assurer la mise en circulation de l'argent et des moyens de paiement (cartes de crédit, carte de magasin, chèque) entre les différentes maisons de la famille et les institutions financières. Il implique des compétences relationnelles et organisationnelles et la capacité à jongler entre différentes temporalités pour maintenir son accès au crédit et celui de ses enfants et petits-enfants (Guérin, 2022). Puisque ces derniers ont un accès restreint au crédit, en raison du fichage ou de revenus insuffisants, ils s'appuient sur leurs mères ou grands-mères pour emprunter. Le second consiste à s'activer au sein et à l'extérieur de la maison pour dégager des revenus supplémentaires, destinés au paiement des dettes. Il implique la mise à contribution des autres membres de la famille pour partager les coûts de la dette et pour assurer la subsistance de tous lorsque le poids des crédits devient excessif. Absorber le poids exorbitant des intérêts n'est réalisé qu'au

travers de nombreux redéploiements (*remanejos*), jonglage (*malabarismo*) budgétaires (Guérin et Villarreal, 2015) et reconstitution (*repor*) des réserves de trésorerie. Ce travail mobilise le temps des femmes, implique des compétences d'arbitrage et de négociation, de la créativité quant à l'usage des moyens de paiement ainsi que de nombreux déplacements entre la maison des patrons, les guichets des institutions financières, les supermarchés et les grandes enseignes. Alors que le *travail de la dette* redonne des marges de manœuvre budgétaire aux familles, le *travail pour la dette* garantit la reproduction de l'économie financière. Plus qu'une distinction nette, ces deux types d'activités s'enchevêtrent et contribuent à la reproduction de la société dans son ensemble et à l'atténuation du *paradoxe socio-reproductif* (Fraser, 2020). Elles montrent que le capitalisme financiarisé s'approprie les capacités de mises en circulation de l'argent des femmes et tirent profit de leur sens des obligations familiales.

Pour « tenir », les habitants du *morro* mobilisent également des stratégies et des dispositifs de temporisation du paiement des dettes. La temporisation signifie la possibilité de retarder le paiement des dettes domestiques et de suspendre le paiement des dettes financières<sup>55</sup> lorsqu'elles menacent la reproduction sociale des familles. Elle est rendue possible par l'absence de sanction physique et juridique de la part des établissements de crédit. En outre, les institutions financières invitent les consommateurs en défaut de paiement à renégocier leurs dettes lors des foires de la dette (*feira das dividas*). Lors de ces événements, les débiteurs et les créiteurs scellent de nouveaux compromis sur les temporalités de la dette. Le rééchelonnement des dettes aboutit à redonner du temps pour payer. L'étreinte financière se relâche ainsi. Dans le même temps, les foires de la dette permettent aux créiteurs de renouer avec leurs clients en défauts de paiements. Par la redéfinition des temporalités du crédit et la signature d'un nouveau contrat, elles contribuent à la réintégration des débiteurs au sein du *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012). Cela signifie que le temps de ces derniers sera de nouveau contrôlé par la dette et régi selon les principes de culpabilité que celle-ci véhicule. Les dispositifs de temporisation des dettes illustrent ainsi une tentative de conciliation entre la préservation de la reproduction sociale des familles et la relance de l'accumulation financière (voir chapitre 5).

Dans la partie suivante, je présente les différentes approches de la financiarisation auxquelles cette ethnographie se rattache.

---

<sup>55</sup> À l'exception des crédits consignés.

## ***Les approches de la financiarisation***

L'ethnographie des milieux populaires brésiliens doit être réinscrite dans le champ plus large des travaux en sciences sociales sur la financiarisation. Depuis la crise financière de 2008, la production scientifique sur cette thématique abonde et engendre de larges débats sur la place de la finance au sein des sociétés et du quotidien des ménages.

### **1. Les cinq approches de la financiarisation**

Dans une revue de littérature exhaustive, Ossandón, Deville, Lazarus et Luzzi (2021) proposent de classer les approches sur la financiarisation selon cinq catégories. La première s'attache à démontrer le poids croissant de l'industrie financière au sein des économies nationales et mondiales. Elle s'attache à démontrer la financiarisation de divers secteurs de l'économie, comme l'éducation, le logement ou les retraites (French *et al*, 2011 ; Christophers, 2015 ; Zwan, 2014 ; Lemoine, 2022). La financiarisation est appréhendée ici comme « un moment particulier de l'histoire du capitalisme qui se caractérise par le rôle croissant de la finance par rapport aux autres domaines de l'économie et de la société. » (Ossandón, *et al*, 2021, 19) Cette approche trouve une résonance particulière dans les travaux anglo-saxons qui utilisent le cadre théorique de l'économie politique pour critiquer la pénétration des instruments financiers dans le quotidien des ménages (Langley, 2008 ; Allons, 2015 ; Roberts et Zulfikar, 2019a). Depuis la crise des *subprimes*, de nombreux travaux soulignent le renforcement de l'emprise du secteur financier sur les ménages et les contestations que cela provoque, en particulier en Grèce (Daskalaki *et al*, 2020), au Royaume-Uni (Deville, 2016) ou en Espagne (Ravelli, 2019). Parce qu'elle met en lumière la manière dont les activités reproductives sont devenues des sites d'accumulation financière, l'approche de *la financiarisation de la reproduction sociale*<sup>56</sup> oriente le cadre d'analyse de cette thèse (Federici, 2014 ; Adkins et Dever, 2016 ; Montgomerie et Tepe-Belfrage, 2017, 655). Pour contribuer à cette littérature, je propose d'explorer de manière plus approfondie les répercussions de l'endettement tout en soulignant les rapports de pouvoir qui se jouent entre les familles, l'État et les institutions financières à une échelle nationale.

La seconde approche de la financiarisation se concentre sur la « gouvernamentalité » des conduites sous l'influence croissante de la logique financière (Burchell *et al*, 1991 ; Marron, 2007 ; Lazzarato, 2012). Elle s'inspire de Foucault (2004) pour montrer comment

---

<sup>56</sup> Des travaux issus de la sociologie économique analysent également les conséquences de la financiarisation à l'échelle des ménages (Fligstein et Golstein, 2015 ; Lin et Tomaskovic-Devey, 2013).

la domination financière transforme les subjectivités individuelles, en faisant prévaloir la logique d'investisseur ou d'entrepreneur de soi-même. Randy Martin (2002) analyse la *financiarisation de la vie quotidienne* à partir des jugements, des calculs et des pratiques ordinaires des ménages américains. Maurizio Lazzarato (2012) théorise l'avènement d'un *homme endetté*, comme la conséquence de l'effondrement de l'État social et de l'instauration de politiques autoritaires, en Europe, qui transforme les droits en dettes. *L'homme endetté* est gouverné par une subjectivité de la culpabilité et par la préemption de son futur par l'obligation de payer ses dettes. Le rapport débiteur/créditeur est le principal axe de pouvoir du capitalisme financiarisé. Principal fondement de cet ordre, la morale de l'endetté implique « *un travail sur soi, une torture de soi* », selon les termes de Nietzsche, repris par Lazzarato. Cette thèse dialogue étroitement avec cette approche. Elle conforte et complexifie la théorie du *gouvernement par la dette* en montrant que ce dernier ne s'applique pas de façon linéaire mais prend forme au travers de séquences et de rythmes contrastés (Adkins, 2017). L'incapacité des débiteurs à tenir la cadence accélérée des paiements pousse les institutions financières à mettre en œuvre des techniques de relâche et de normalisation. Ce mode de gouvernement ne tient donc que par le recalibrage et la réadaptation des dispositifs de pouvoir en fonction de la situation des dettes et des débiteurs.

La troisième approche est constituée par les études sociales de la finance, au carrefour de la sociologie économique et des études sur les technologies (Callon, 1998 ; McFall et Ossandón, 2014). Elle documente le rôle des connaissances techniques et scientifiques inscrites dans les dispositifs et les pratiques d'évaluation à destination des ménages (Poon, 2009 ; Stearns, 2011 ; Vargha, 2011). Les experts de l'ingénierie financière, à l'origine de la conception et de la mise en place de ces dispositifs, sont au centre de cette approche. En témoignent les recherches de José Ossandón sur les gestionnaires de risque au Chili, qui prêtent à des populations pauvres, sans revenus fixes (2014) ; et d'Hélène Ducourant sur l'histoire du crédit revolving en France (2009). Cette approche permet de comprendre, dans le cas brésilien, l'ancrage et le rôle essentiel des établissements de crédit et des grandes enseignes dans l'endettement des milieux populaires.

La quatrième approche est celle de l'« ethnographie économique » (Weber, 2013). Elle consiste à explorer les pratiques financières des ménages, comme la gestion d'un budget ou de l'épargne ou le jonglage entre les dettes (Guérin et Villareal, 2015). Citons l'influence de Viviana Zelizer au sein de cette approche à travers le concept de « travail relationnel », mobilisé pour délimiter les obligations morales et déchiffrer les imbrications

complexes entre dettes, échanges, dons et faveur. Je reviendrai plus tard sur cette approche qui constitue le point de départ de cette recherche et la principale méthode employée.

Ossandón *et al* (2021) proposent une cinquième approche de la financiarisation, intitulée l'« oikonomisation financière ». Ces auteurs constatent l'essor croissant de recherches sur les interactions entre les ménages, d'un côté, et les instruments et les marchés financiers, de l'autre. Ils proposent de conceptualiser ces travaux sous le terme d'*oikonomia*, afin d'étudier les façons dont les ménages sont « administrés » et « gouvernés » par la finance. Cette approche s'inscrit dans la sociologie pragmatique, perspective qui « fait de la façon dont les gens font les choses, leurs pratiques et leurs techniques, leur objet d'étude » (Ossandón, 2021, 303). Elle prend le contrepied des perspectives macroéconomiques de la financiarisation, comme celles de la gouvernementalité, qui montrent comment ce processus global s'impose aux ménages et modifie leurs subjectivités. À partir d'études micro, l'*oikonomia* étudie les relations et les arrangements dynamiques qui se nouent entre les ménages et les institutions financières. Cette approche rompt avec l'hypothèse d'une prédominance de rapports de force macro pour mettre en exergue la complexité des interactions entre une myriade d'acteurs (ménages, grandes enseignes, établissements de crédit, fonds de pension, entreprises de recouvrement). Elle permet ainsi de sortir d'un récit téléologique de la financiarisation qui tend à uniformiser les effets de ce processus sur les ménages et à le réduire à sa dimension transcendante. Enfin, cette approche vise à relier plus concrètement les pratiques des ménages à celles de l'offre de crédit, ce qui la distingue des approches en termes d'ethnographie économique. Elle influence ma démarche ethnographique en combinant l'ethnographie des familles du *morro* avec une analyse des relations entre créditeurs et débiteurs au guichet du principal établissement de crédit local.

Si cette catégorisation des approches de la financiarisation est stimulante et riche de références, elle n'évoque pas David Graeber (2013) dont l'ouvrage, *La dette, 5 000 ans d'histoire*, est devenu un best-seller. Pour cet anthropologue, « une dette est la perversion d'une promesse. C'est une promesse doublement corrompue par les mathématiques et la violence. » (2013, 478) La dette recouvre ainsi deux formes de pouvoir : celui de la quantification et celui de la coercition des créditeurs. La quantification distingue la dette de toutes les autres formes d'obligation, dans la mesure où elle permet aux créditeurs de spécifier numériquement la somme précise qui leur est due. Quant à la coercition, elle est le produit de relations inégalitaires entre débiteurs et créanciers. La mainmise de ces derniers sur les moyens de contrainte physique fait du paiement de la dette un ordre exécutoire. En

développant une perspective de longue durée, Graeber illustre l'application de sa thèse aux rapports entre États occidentaux et colonisés, ouvriers et patrons, ménages et banquiers. Son œuvre dialogue étroitement avec les deux premières approches évoquées (critique du poids croissant de l'industrie financière et gouvernementalité des conduites), au sens où elle affermit la critique du pouvoir exorbitant de la finance au sein du débat public. Je montrerai dans cette thèse que l'approche de Graeber est féconde pour analyser les dettes financières mais qu'elle s'applique plus difficilement aux dettes internes aux *favelas*.

Dans la sous-partie suivante, j'analyse comment les différentes approches, mises en évidence par Ossandón *et al* (2021), se retrouvent dans les travaux brésiliens sur la financiarisation.

## **2. Les travaux sur la financiarisation brésilienne**

Les approches de la financiarisation donnent lieu au Brésil, soit à des travaux à l'échelle macro en termes d'économie politique, soit à des études fines et ciblées.

Inscrits dans la première approche présentée, les travaux de Lena Lavinás (2018) mettent l'accent sur le rôle croissant de l'industrie financière au sein de l'économie nationale et sur la financiarisation de secteurs clés de l'économie. Pour cette économiste, les politiques de redistribution, instaurées par le PT au pouvoir (2003-2016), ont été entièrement subsumées à la logique marchande d'inclusion financière des « populations à bas revenus ». La création du crédit consigné en 2003 en constitue l'illustration la plus directe. Elle garantit le branchement des institutions financières sur les administrations publiques et la Sécurité Sociale qui leur rétrocèdent directement les remboursements de leurs clients en les prélevant des salaires et des bénéfices sociaux. « La plupart de la clientèle (90 %) s'appuie sur une forme spécifique de garantie : les revenus réguliers versés par l'État, qu'il s'agisse de salaires ou d'une prestation sociale. »<sup>57</sup> (Lavinás, 2017, 92) Par sa politique de redistribution et de protection sociale, d'une part, et sa permissivité à l'égard de l'industrie du crédit et de la dette de l'autre, l'État crée les conditions de l'accumulation financière.

De plus, les politiques d'exonérations fiscales contribuent à l'affaiblissement progressif de la Sécurité Sociale. Sous Lula, quatre des six impôts supprimés correspondaient au financement de la Sécurité Sociale (Cordilha, 2015). Ces mécanismes s'accompagnent d'incitations fiscales destinées à encourager le recours des ménages à des services privés. En plus du secteur de l'éducation supérieure, Lavinás montre que le secteur de la santé est

---

<sup>57</sup> Traduction personnelle.

au cœur des innovations financières pour intégrer les classes populaires au marché en proposant des assurances (*plano de saúde*) à bas prix avec des taux de couverture limités<sup>58</sup>.

L'analyse de Lavinias éclaire donc le rôle de l'État dans l'extension du marché du crédit. L'approche par les politiques sociales montre comment la déstructuration des mécanismes collectifs de protection sociale et les incitations fiscales à recourir à des assurances privées créent les conditions propices à la marchandisation des conditions de reproduction de vie des ménages.

De son côté, le sociologue Roberto Grün (2007) explique l'hégémonie financière comme l'aboutissement d'une bataille culturelle sur les modes d'organisation de l'entreprise et sur la fixation des taux d'intérêt. Il analyse le processus de normalisation de Lula vis-à-vis de l'élite financière du pays lors de la discussion sur l'application de la loi d'usure, restée lettre morte depuis Getulio Vargas<sup>59</sup>. Les banques traditionnelles mobilisent des arguments comme la corruption intrinsèque de la société brésilienne et la préférence des individus pour l'incertitude pour obtenir l'abandon de cette loi. Le niveau élevé des taux d'intérêt est jugé « nécessaire mais passager » (Grün 2007, 8) par les banques traditionnelles. Les députés du congrès et le gouvernement du PT se rangent du côté de ces arguments<sup>60</sup>. L'approche culturelle de la finance permet donc d'explicitier les justifications et les luttes de pouvoir conduisant au désencastrement de la finance de tout contrôle étatique et social.

À l'inverse de ces approches macro, l'expansion du crédit est documentée par des travaux empiriques que l'on peut rattacher à l'approche ethnographique de la financiarisation (Ossandón *et al*, 2021). Luara Candido (2007) montre que le crédit consigné est utilisé par les retraités pour répondre aux nécessités des membres de leur famille. Elle distingue deux types de cas : dans l'un, le crédit consigné conduit à renforcer le pouvoir des retraités au sein de leur famille ; dans l'autre, il engendre une diminution de leur autonomie, dans la mesure où le crédit consigné est utilisé par des familles très endettées pour rembourser d'autres crédits. Ces obligations ramènent les retraités à un rôle de protection vis-à-vis du reste de la famille.

---

<sup>58</sup> En 2015, 38 % des assurés ont des plans de santé inférieurs à 99 reais, soit 25 euros mensuels.

<sup>59</sup> Ancien Président ayant mis en place un décret le 7 avril 1933 pour encadrer les taux d'intérêt.

<sup>60</sup> « La force de l'asymétrie des ressources symboliques » entre une élite blanche et le peuple brésilien permet de « faire croire à ce dernier qu'il mérite vraiment le taux d'intérêt le plus élevé du monde, même s'il ne l'apprécie pas. » (Haddad, 2003, cité par Grün, traduction personnelle). Il est intéressant de souligner comment cette justification tire profit des représentations populaires du Brésilien au naturel malin, paresseux et malhonnête, cherchant toujours à contourner le système.

De son côté, Lucia Müller (2014) montre que l'expansion du crédit ne se traduit pas par l'imposition d'une nouvelle subjectivité d'*homo oeconomicus* et par l'affaiblissement des relations familiales. Au sein des familles, les dettes financières s'imbriquent avec d'autres dettes et formes d'échanges économiques qui sont prioritaires lorsqu'elles concernent des amis ou des parents. Le gouvernement par la dette ne s'impose donc que partiellement à la vie économique des familles. Cette étude date toutefois de plus d'une dizaine d'années<sup>61</sup>, ce qui peut expliquer des changements par rapport à la période actuelle.

Enfin, Carolina Leal (2016) et Viviane Fernandes (2019) apportent une compréhension fine des dispositifs de renégociation de dettes mis en place par les Instituts de Défense des Consommateurs en partenariat avec les défenseurs des droits. Elles mettent en lumière l'entremêlement d'ordre moral distinct et de multiples formes d'évaluation de la part des crédateurs et des débiteurs : d'un côté, la bonne foi, la sincérité et la volonté de trouver une solution digne et honnête ; de l'autre, le respect d'un contrat dans les conditions actuelles du marché du crédit, animées par l'idée qu'un bon client est d'abord un « bon payeur d'intérêts ». La recherche de Fernandes explore le surendettement sous le prisme de la « santé financière », mobilisée par ces institutions pour traiter des répercussions psychologiques de l'excès de dettes.

Les approches de la financiarisation au Brésil restent ainsi divisées entre des travaux macroéconomiques, s'inscrivant dans une approche d'économie politique, et des travaux empiriques, reliés à l'ethnographie économique. La catégorisation proposée par Ossandón *et al* (2021) et les travaux actuels reproduisent cette division d'échelle. Or, l'objectif de cette thèse est de proposer une ethnographie multi-scalaire. Elle se rattache à l'approche de la *financiarisation par le bas* et dialogue étroitement avec l'anthropologie économique brésilienne.

### **3. La financiarisation par le bas**

Une approche de la *financiarisation par le bas*<sup>62</sup> examine les pratiques financières des personnes subalternes, opérant en marge des banques, en les resituant dans les contextes économiques, sociaux et culturels qui les façonnent (Morvant-Roux, 2009 ; Guérin, 2018 ; Saiag, 2020). Elle postule « l'idée de dettes plurielles, dont la qualité (émancipatrice ou asservissante) ne peut être jugée a priori : elle dépend des pratiques quotidiennes et de leur vécu, mais aussi de la manière dont ces dettes sont à la fois modelées par des rapports

---

<sup>61</sup> Les entretiens ont eu lieu entre décembre 2008 et 2009.

<sup>62</sup> Inspirée par l'approche de la « politique par le bas » pour analyser les sociétés africaines (Bayart, Mbembé et Toulabor, 1992).

sociaux préexistants et constitutifs de ces mêmes rapports sociaux. » (Guérin, 2018, 86) La financiarisation par le bas puise dans les apports de l'institutionnalisme monétaire selon lequel la dette serait à l'origine de la monnaie (Théret, 1998 ; Aglietta et Orléan, 1998 ; Saiag, 2016). Appliquée au cas brésilien, elle interroge les ressorts et les retombées de l'intégration des « populations à bas revenus » au marché du crédit dont elles constituent la principale cible depuis 2003.

Cette approche contribue à souligner l'ambivalence de la dette (Guérin, 2018). Dans le cas argentin, Hadrien Saiag (2020) montre que le crédit est synonyme de progrès matériel et symbolique au sein des milieux populaires de Rosario, tout en renouvelant les formes d'exploitation. Pour Emilia Schijman (2017), l'endettement massif des habitants d'un grand ensemble de Buenos Aires est le point de départ d'une interdépendance généralisée, mettant en circulation des espaces, des objets et des services intimement liés à l'univers domestique. L'approche *par le bas* éclaire comment les habitants produisent un « droit vivant » qui leur permet de stabiliser un tant soit peu leurs situations financières et leurs conditions d'habitat. Dans le sud de l'Inde, Isabelle Guérin (2022) analyse l'émergence de la figure centrale de la « femme endettée » comme la conséquence de l'expansion du marché du crédit et du renforcement des normes de parenté et de sexualité. Si l'exploitation des femmes s'intensifie, l'accès au crédit ouvre aussi certains interstices de liberté dans lesquels les femmes s'engouffrent, en mobilisant des relations sexuelles et affectives avec d'autres prêteurs informels. Cette approche de la financiarisation implique ainsi d'étudier la société *par le bas* en partant de l'ethnographie pour ensuite remonter les structures sociales et économiques.

Elle dialogue avec l'anthropologie économique brésilienne<sup>63</sup> (Neiburg *et al.*, 2014). Cette dernière envisage l'économie à partir de la distinction entre les pratiques économiques, les institutions et espaces sociaux (*economy*) et les idées théoriques à propos de l'économie (*economics*), dans la mesure où ces deux dimensions interagissent et s'entremêlent dans la construction épistémologique et ontologique de cette entité. À la différence des approches classiques, cette approche propose de partir de l'observation des pratiques et des catégories mobilisées par les populations subalternes pour repenser ensuite l'économie en termes conceptuels. Cela aboutit à un renversement des approches classiques en économie, caractérisées par leur perspective macroéconomique : « Notre proposition est

---

<sup>63</sup> Voir notamment les activités du groupe « *Économie et Culture* » du Museo Nacional de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ).

une approche radicalement ethnographique, intéressée par la recherche des significations natives de l'économie par la compréhension des usages et des significations des catégories qui servent à penser et à agir dans l'univers économique, ou à agir et à penser "économiquement" dans les relations humaines<sup>64</sup>. » (Neiburg *et al*, 2014, 51)

Comme la *financiarisation par le bas*, l'anthropologie économique brésilienne mobilise une approche ethnographique en replaçant les pratiques financières dans les contextes historiques, sociaux et culturels qui les façonnent. Elle souligne la multiplicité des sens de l'économie et restitue les points de vue des débiteurs. Une telle méthode est applicable aussi bien à l'étude d'institutions, comme la bourse de valeur (Müller, 2006) ou de phénomènes au cœur du système monétaire, comme l'inflation (Neiburg, 2007) ; mais aussi à la combinaison et à l'entremêlement de pratiques économiques formelles et informelles des habitants des *favelas* à l'échelle de *configurations de maison* (Motta, 2014). Elle permet ainsi de rompre avec des séparations disciplinaires et épistémologiques inappropriées selon lesquelles l'économie, science moderne, étudierait les échanges marchands alors que l'anthropologie serait reléguée à l'étude d'éléments périphériques et résiduels d'origines non-économiques (religion, croyances, culture). Rejetant le qualificatif de « spécialité » focalisée sur les marges du système économique, l'anthropologie économique a pour mission d'« étudier ethnographiquement le cœur des transactions et des flux d'argent au sein du capitalisme » (Neiburg, 2010, 21).

L'ethnographie des circulations de dettes des milieux populaires de Vitória s'inscrit dans cette perspective. Cela implique d'accompagner le mouvement des débiteurs au sein et au-delà des *favelas*, en analysant les pratiques de crédit du guichet de l'établissement Da Casa jusqu'à la foire de la dette de Vitória. L'analyse des flux d'argent au sein du capitalisme implique donc l'articulation de l'échelle micro (familiale) et méso (métropolitaine) afin de mettre en lumière des processus macroéconomiques. Elle se nourrit donc à la fois des ethnographies économiques et des travaux de sociologie sur la gouvernementalité et d'économie politique pour affiner la compréhension du paradoxe socio-reproductif. En définitive, la description de la circulation des crédits et du *travail de la dette* entre les maisonnées et les institutions financières vise à comprendre comment le capitalisme se maintient tout en exacerbant les conflits de classe, de genre, voire de génération.

---

<sup>64</sup> Traduction personnelle.

Après avoir souligné la contribution de ces diverses approches à la problématique de cette thèse, je vais maintenant présenter le terrain sur lequel se déroule cette ethnographie, la ville de Vitória et ses *favelas*.

### ***Du développement industriel de Vitória à la consolidation des favelas***

La restructuration de l'économie brésilienne, de la culture du café au développement industriel, est à l'origine de l'expansion urbaine de la région de la « Grande Vitória » à partir des années 1960 (Zanotelli, 1990). Elle engendre l'arrivée de migrants ruraux, depuis l'arrière-pays de l'Espírito Santo ainsi que de Minas Gerais et de Bahia, qui peuplent les *morros* de la ville.



**Carte 1: Principales capitales fédérales brésiliennes** (source : IBGE, 2010)

Jusqu'au début des années 1960, l'économie de la région urbaine de Vitória repose sur la production et l'exportation du café (Motta, 1982). Face à la crise de ce secteur, l'État tente de rompre la dépendance de l'économie vis-à-vis du café en lançant de « Grands

Projets Industriels » (Zanotelli, 1990). Soutenus par l'apport de capitaux internationaux et publics, ceux-ci aboutissent à la constitution de trois complexes industriels : sidérurgique, chimique et portuaire (Dalcomuni, 1990). Plusieurs groupes industriels majeurs s'implantent alors dans l'Espírito Santo, à l'image de La Companhia Vale do Rio Doce (CVRD), devenue Vale, la Companhia Sidurerúrgica de Tubarão (CST), rachetée ensuite par Arcelor Mital (Cavé, 2011). La construction d'un second port en eau profonde en fait l'un des complexes portuaires les plus importants du Brésil. De même, la proximité avec les gisements miniers du Minas Gerais conduit à l'attraction d'autres activités : entreprises minières (CVRD), entreprise de fabrication d'acier (CST), agro-exportatrices (Aracruz) qui a donné naissance au groupe Fibria, le plus grand producteur mondial de cellulose blanche d'eucalyptus. Le développement industriel conduit à l'expansion urbaine de la Région Métropolitaine de la Grande Vitória, en particulier les villes de Vila Velha, Serra et Caricacica. En 2020, la population de l'ensemble de l'agglomération entière dépasse les deux millions d'habitants.

L'occupation désordonnée des collines est la conséquence directe du développement industriel de la région qui incite de nombreux migrants ruraux à rejoindre Vitória. Après les occupations d'Evaristo, Paz et Começo dans les années 1950, le processus d'occupation des collines s'amplifie dans les années 1960. C'est à cette époque que la *favela* Garrincha, située sur les hauteurs du *morro*, se constitue suite à l'arrivée de migrants issus principalement de Bahia et de Minas Gerais. L'incapacité à payer un loyer dans le parc de logement formel et la recherche d'un emploi en ville les amènent à s'installer sur les collines (Vitória, 2016). Dans le même temps, ces populations assurent une main-d'œuvre bon marché pour travailler comme gouvernantes au sein des maisons des quartiers littoraux du centre-ville et comme ouvriers du bâtiment. Les habitants du *morro* à intégrer les industries sidérurgiques et portuaires sont en revanche plus rares.

On raconte que le « Sergent Baiano », policier à la retraite, reconverti dans la défense des pauvres, a impulsé l'occupation illégale des collines entre la fin des années 1950 et 1960. Pour donner le signal de l'*invasion* des collines, il effectue un feu de nuit sur ces terres, recouvertes de buissons et de cultures de café, de banane et de canne à sucre. Les premiers habitants débroussaillent les chemins, construisent les premières baraques en bois et délimitent les terrains distribués par le « Sergent Baiano ». Comme le relèvent les témoignages d'anciens habitants, les pouvoirs publics tentent d'empêcher ces occupations, avant de finalement les tolérer.

L'occupation de Garrincha s'intensifie dans les années 1970 avec l'arrivée de migrants du nord de l'Espírito Santo, contraints de quitter leurs terres. Leur installation est liée à l'implantation de l'entreprise Aracruz, productrice d'eucalyptus, sur des terres habitées et cultivées par des communautés africaines et indigènes, réminiscence de *quilombolas*. Celle-ci contraint peu à peu les habitants à céder leurs terres moyennant chantages et menaces (Freitas, 2005). L'État stimule l'essor de la production de cellulose par des subventions à l'exportation. Il soutient Aracruz, en considérant comme vides les terres occupées par ces communautés en mobilisant des militaires pour obliger les familles à quitter leurs terres (Fase, 2002).

Ce déplacement forcé de population montre à quel point le *morro* présente les traces de l'histoire esclavagiste. Une partie des fondateurs du *morro* est issue de communautés de descendants d'esclaves, victimes du processus d'« accumulation primitive » (Marx, 1990). D'autres habitants évoquent le fait d'avoir des grands-parents ou arrière-grands-parents esclaves. Or, la condition d'endetté est centrale entre le XVI<sup>e</sup> siècle et la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'esclave africain est endetté à vie vis-à-vis de son maître, à qui il reverse l'essentiel de son revenu (Zanetti, 2002)<sup>65</sup>. Cet état d'endetté permanent donne lieu à de multiples résistances et à la fuite massive d'esclaves, qui fondent des communautés *quilombolas* dans l'arrière-pays de Salvador et dans le nord de l'Espírito Santo. Avec l'approche de l'abolition de l'esclavage, le marronnage s'intensifie dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il montre que « beaucoup d'esclaves veulent gagner la liberté avec leurs pieds plutôt que la recevoir passivement des mains d'un maître auquel ils ne font pas confiance. » (Helg, 2016, 11) À l'inverse, une part importante d'esclaves s'efforce d'acheter leur liberté là où ils sont déjà établis. La condition pour cela est une fidélité et une obéissance sans faille au maître qui a le pouvoir de donner la liberté, ainsi que le paiement de la « *carta de alforria* » (attestation de liberté)<sup>66</sup> (Ganem, 2020). Or le coût élevé de cette dernière, que le propriétaire est libre de

---

<sup>65</sup> Valéria Zanetti montre qu'entre 1840 et 1860, un esclave gagne 640 reis par jour à Porto Alegre et qu'il doit rendre 428 reis à son maître. Avec les 212 reias qui lui restent, il a les moyens d'acheter un demi-litre de cachaça ou une tranche d'oignons ou trois langues (langues de quoi ?) séchées (Zanetti, 2002, 80). Cela nous donne une notion « des efforts qu'un esclave non spécialisé doit accomplir pour survivre », d'après Maestri (2015, 11). Ce dernier reprend cet exemple pour critiquer Katia M. de Queiros Mattoso, l'une des historiennes les plus reconnues sur le plan académique. Maestri lui reproche d'atténuer la violence de la société esclavagiste en insistant sur les mobilités sociales internes à la société et de minimiser la différence entre captif et libre, le premier étant libre de l'usage de son argent, alors que le second emploie la majeure partie de son salaire au paiement de sa dette.

<sup>66</sup> « L'expectative de liberté favorisait les maîtres dans leur contrôle du maintien de la main-d'œuvre dans une conduite ordonnée, obéissante et sobre, engagée dans l'obtention du pécule nécessaire à son affranchissement tant rêvé – vu que de “bons services rendus” étaient le prérequis fondamental pour le commencement d'une quelconque négociation » (Schwartz, 2001, traduit par Valerie Ganem, 2020, p. 13).

fixer, s'avère un processus long et coûteux (Mattos, 1978, Schwartz, 2001), comme le montre le récit littéraire d'Ana Maria Gonçalves<sup>67</sup> (2006). Certains esclaves adaptent les tontines africaines à leurs nouveaux besoins et créent des associations collectives d'épargne auprès desquelles ils déposent des cotisations cosignées par des incisions sur un bâton nominatif. Parmi les esclaves devenus libres, les femmes se distinguent par leurs habilités spécifiques à obtenir le capital nécessaire à acheter leur liberté et celle de leurs enfants, en particulier en travaillant comme vendeuses ou colporteuses sur les marchés. Le dilemme entre la fuite et le paiement de la *carta de alforria* montre la centralité de la dette dans la société esclavagiste. La formation des *quilombolas*, desquels une partie de la population émigre ensuite pour rejoindre les *favelas*, est la conséquence directe d'un refus de cette condition d'endetté permanent. Cette digression historique permet de se demander si l'on n'assiste pas aujourd'hui à un redéploiement de la force de la dette comme outil d'asservissement bien que cette dernière prenne des formes moins coercitives. Elle témoigne d'une certaine continuité historique des dominations et des résistances produites par la dette qui interviennent sur le long terme (Graeber, 2013).

Mais revenons à la situation spécifique des *favelas* de Vitória. Les conditions de vie des premiers habitants du *morro* sont caractérisées par une extrême précarité, en raison de l'absence d'eau, d'électricité et de baraquements réalisés avec des matériaux de récupérations. Au milieu des années 1970, la mairie implante un approvisionnement en eau. Au cours de la décennie suivante, elle fait construire la rue Elza Soares, principale voie d'accès pour atteindre le haut de la colline depuis la place d'Evaristo jusqu'aux cimes de Garrincha. En revanche, il faut attendre le début des années 2000 pour qu'une politique de réhabilitation des logements et des espaces publics soit mise en œuvre. Celle-ci marque un changement substantiel des conditions de logement des habitants les plus pauvres. Mais elle s'avère inachevée et insuffisante pour intégrer socialement et économiquement ces territoires à la ville (Miranda, 2012).

Le *morro* s'élève en bordure de l'avenue Socrates, l'une des principales voies de transport menant au centre-ville de Vitória. Il est constitué de sept *favelas* et d'une population d'environ 31 000 habitants. Cette ethnographie se focalise sur une partie de ce territoire : les *favelas* Garrincha, Evaristo et Paz où j'ai habité entre 2016 et 2021 à des périodes intermittentes. Garrincha est l'une des *favelas* qui m'a le plus intéressé car elle se

---

<sup>67</sup> *Um defeito de cor* (un défaut de couleur).

caractérise par une forte présence associative (notamment une ONG d'éducation et une banque communautaire) tout en souffrant du manque d'infrastructures publiques<sup>68</sup> et des rivalités entre leaders locaux (Narring, 2018).

Dans la partie suivante, je retrace brièvement l'histoire de l'enquête et les méthodologies employées.

### ***L'entrée sur le terrain***

J'explique ici les conditions de mon entrée sur le terrain pour montrer dans quels réseaux sociaux je me suis retrouvé impliqué et la manière dont mon positionnement a évolué au cours du terrain.

J'arrive pour la première fois en février 2016 au *morro* dans l'optique d'analyser les effets de la banque communautaire. Je me présente comme étudiant français intéressé par les pratiques de finances solidaires dans les périphéries urbaines. Les habitants m'associent à la banque communautaire dont les membres me présentent aux habitants. Aldete Silhas, agente de crédit de la banque communautaire, propose de me loger au sein de la maison de son père, située sur la place d'Evaristo au pied du *morro*. Tous les jours, je monte à pied le long de la rue principale, avant de m'engouffrer dans les escaliers tortueux qui mènent à la *favela* Garrincha. Le soir, je redescends le *morro* et reste avec Aldete et ses sœurs qui se partagent l'étage supérieur de la maison avec leurs compagnons et enfants respectifs.

À Garrincha, ma présence permet d'attester des transformations des conditions d'habitat sous l'effet du crédit communautaire. Je me retrouve « impliqué à mon insu dans un réseau d'alliances et d'oppositions » (Althabe, 1990, 130) : du côté des ONG, de la banque communautaire, des membres de l'Église catholique liées aux familles les plus stables et les plus anciennes du *morro*. En témoignent les liens tissés avec la famille Nunes qui habite à proximité de la place centrale : Mario (le fils) m'invite à boire des bières et me trouve un logement vide lors de ma brève visite de décembre 2016 ; ses parents me préparent le petit-déjeuner et m'invitent à l'église catholique. Je parviens à décentrer le regard, en habitant huit mois au sein d'une famille évangéliste de Garrincha entre septembre 2018 et février 2019, puis entre octobre 2020 et février 2020. Petits commerçants, les Dos Santos habitent dans une des parties les plus enclavées du *morro*. Cela

---

<sup>68</sup> Les habitants attendent depuis des années l'achèvement de la nouvelle école primaire et secondaire.

me permet de prendre mes distances avec les Nunes. Passer les soirées aux bars avec des femmes plus humbles, comme Dandara, Zinha et Mina, qui élèvent seules leurs enfants, m'amène à côtoyer des familles monoparentales, issues d'une strate moins stable que les Nunes. De plus, marcher seul et quotidiennement dans les ruelles du *morro* me rend autonome par rapport à mes interlocuteurs de départ et disponible pour discuter avec des individus variés : jeunes trafiquants, grands-mères, assistantes sociales, livreurs de colis alimentaires, commerçants, pasteurs et membres prosélytes des nombreuses églises du *morro*. Bavard et curieux, je tisse des liens avec de nombreuses personnes.

En retour, comment les habitants me perçoivent-ils ? On me désigne, tour à tour, comme un stagiaire de la banque communautaire, un cinéaste de documentaire, un touriste qui vient « se balader », quelqu'un qui ne travaille pas, l'avocat d'un établissement de crédit, mais l'assignation de ces identités passagères joue finalement un rôle secondaire par rapport à celle de *français du morro* (*francês do morro*), mon principal surnom. Je m'intègre au territoire grâce à une présence quotidienne, solitaire et étendue dans le temps. Le tissage de liens d'amitié et d'interconnaissances l'emporte sur l'identité professionnelle et l'activité scientifique à l'origine de ma venue. Ma présence continue et mes visites successives sont perçues comme une preuve d'attachement vis-à-vis du *morro*. Elle valorise ce territoire tant décrié. Les unes des tabloïds et les discours des commissaires de police associent en effet les trafiquants du quartier Da Paz (et de Garrincha) aux principaux commanditaires du trafic à l'échelle de l'agglomération de Vitória<sup>69</sup>. La facilité avec laquelle on me laisse circuler contredit cette distorsion du réel et constitue un motif de fierté pour les habitants du *morro*.

Cet ancrage dans la vie quotidienne de la *favela* fait de moi le témoin des transformations du quartier, de l'évolution du travail et des familles. En étant seul, je deviens objet de plaisanteries et de confidences mais aussi parfois d'intrigues. Les premières renforcent la complicité avec mes interlocuteurs comme lors d'une fouille de la police militaire sur la place du *morro* en janvier 2019. En subissant le même sort que de nombreux habitants du *morro*, les personnes présentes sur la place éclatent de rire et relaient cet évènement auprès de leurs proches. Loin de constituer un évènement décisif pour la suite du terrain, à l'image du combat de coq balinaï décrit par Clifford Geertz (1980), cet évènement témoigne de la complicité qui s'est progressivement tissée entre eux et moi. À mesure de mes retours sur le terrain et de la construction de liens privilégiés, on se confie

---

<sup>69</sup> Lorsqu'un homicide intervient dans l'une des périphéries de Vitória, les trafiquants du quartier Da Paz sont presque systématiquement suspectés d'être les coupables.

de plus en plus à moi. Enfin, les intrigues provoquent des moments de mise à distance de certaines personnes et m'amènent à devoir justifier les raisons de ma présence et mes agissements. L'une des rumeurs les plus fréquentes concerne les mœurs. On prête parfois à certaines femmes déjà en couple des intentions sexuelles à mon égard et réciproquement. Cela a des effets ambivalents : d'un côté, le fait de correspondre aux critères de beauté dominant de la société brésilienne (blanc, yeux bleus, mince, européen) me rend attractif et facilite l'accès aux données (Grillo, 2013)<sup>70</sup> ; de l'autre, la crainte de rumeurs et de fausses informations m'amène à prendre une certaine distance vis-à-vis de jeunes femmes. Cela explique sans doute le fait d'avoir construit peu de liens d'amitié avec des personnes de cette catégorie d'âge, à l'inverse de plusieurs femmes âgées de qui je suis devenu très proche.

Un autre exemple d'intrigue concerne les lieux que je fréquente. En septembre 2020, Carla, chez qui j'habite à la *favela* Paz, reçoit un appel anonyme lui indiquant que j'ai participé au baile funk de Garrincha la veille au soir, en pleine période Covid. En « *participant à un cluster* », je suis accusé par cette personne de risquer de la contaminer. Cet appel crée la sensation d'être pris dans des relations panoptiques où l'ensemble de mes faits et gestes sont scrutés, visibles et potentiellement déformables. Il m'interroge sur la rapidité et la circulation d'une rumeur d'une *favela* à l'autre. J'explique simplement à Carla que je suis resté dix minutes à l'entrée de cette fête sans y entrer. Sa confiance à mon égard n'en ressort pas altérée.

L'invitation de François Jullien (2012) à penser les catégories d'« entre » et d'« écart », en opposition à celle de « différence », résonne avec mon expérience ethnographique au *morro*. Elle permet d'appréhender les décalages, les quiproquos, les rumeurs, les moments comiques comme autant de ressources créatives pour penser le rapport à l'altérité. D'après François Jullien, le concept de différence fige. Il présuppose l'existence d'une norme de départ et ramène à la question de l'identité. À l'inverse, la notion d'écart ouvre un espace de réflexivité pour analyser « l'entre ». « C'est une figure, non de rangement, mais de dérangement, à vocation exploratoire » (Jullien, 2012). En tant qu'ethnologue, « faire travailler l'écart » a signifié, pour moi, assumer la « position bancale » du chercheur de terrain, qui se retrouve à jongler entre divers cercles de sociabilité. Cette « position bancale »

---

<sup>70</sup> Carolina Grillo montre dans son ethnographie de *favelas* cariocas comment l'image de « *patricinia* » qu'elle renvoie, c'est-à-dire de jeune femme blanche des beaux quartiers, a facilité son entrée car on la confondait avec une « femme de trafiquants ». Dans mon cas, le fait de correspondre aux standards de beauté conduit mes interlocutrices à me donner une importance particulière et à faciliter le terrain, en me donnant des informations clés ou en me faisant rencontrer d'autres personnes.

consiste à explorer la distance de classe, de culture et de race qui me sépare de mes interlocuteurs malgré la proximité soudaine et les liens affectifs tissés avec plusieurs personnes. La conséquence de ce positionnement a été d'éprouver des sensations et des approches contradictoires : d'un côté, j'ai développé une perspective d'analyse depuis l'intérieur de la *favela*, en m'identifiant aux habitants et en développant un sentiment d'appartenance pour le *morro* ; de l'autre, j'ai développé une approche de l'extérieur, nourrie par le regard de sociologue, à qui l'on rappelait sans cesse son statut de *français (francés)*. En étant à la fois en dedans et en dehors du *morro*, j'ai exploré une ligne de crête particulièrement féconde. Explorer l'« entre » a consisté ainsi à accepter les conflits d'identité. Me retrouver moi-même impliqué dans l'étreinte financière éclaire ainsi la pertinence d'un travail réflexif sur cette catégorie au cœur de l'ethnographie.

Après avoir souligné la dimension réflexive de cette recherche, je présente les méthodes employées au cours de cette enquête.

### ***Méthode d'enquête***

L'ethnographie constitue la principale méthode d'accès au savoir scientifique dans le cadre de cette recherche. Pour Rosana Guber (2016), elle constitue à la fois une méthode, fondée sur l'immersion personnelle de plusieurs années au sein d'un territoire ; une perspective, qui restitue les points de vue, les actions et les catégories natives utilisées par les habitants du *morro* ; enfin, une narration qui rende compte des multiples dimensions de l'expérience sociale (Schijman, 2017).

Pour m'immerger au sein du *morro*, je me suis imprégné des lectures d'ethnographes urbains, comme Gabriel Feltran, Karina Biondi, Carolina Grillo et Daniel Hirata. Ces derniers ont orienté ma manière d'envisager le terrain sur trois aspects au moins. En premier lieu, j'ai été inspiré par leur conception de l'ethnographie comme engagement de la vie personnelle du chercheur au sein des périphéries brésiliennes. Leur capacité à mettre les émotions et les sensations, provoquées par les situations de terrain, au service de la recherche a influencé la réalisation de mon terrain. Pour ce faire, je me suis impliqué, de manière quasi-totale, dans la vie quotidienne des familles et des espaces de sociabilité du *morro*. Je ne sortais du territoire que pour prolonger ma recherche, au guichet de Da Casa ou sur les places du centre-ville fréquentées par des prêteurs illégaux, ou pour des motifs « alimentaires » (courses, extension de visa). En passant l'essentiel de mon temps au sein du

*morro* et en laissant ma vie personnelle s’imbriquer avec le travail scientifique, j’ai pu restituer les catégories et les représentations des habitants sur la dette.

En second lieu, j’ai été influencé par les apports des ethnographies urbaines à explorer les entremêlements entre marchés et pratiques légales/illégales (Feltran, 2016, Hirata, 2019). Cela m’a poussé à explorer la diversité et la multiplicité des dettes, comme les dettes de trafic et les prêts quotidiens des *Colombiens* à destination de petits commerçants (chapitre 5). J’ai, durant quelque mois, envisagé d’étudier davantage les relations d’endettement au sein de la faction locale du trafic de drogue de Garrincha. Mais la difficulté à concilier le maintien de la confiance des personnes de la banque communautaire et des familles qui m’hébergeaient avec l’ancrage auprès de jeunes du trafic a freiné ce projet. Il me semblait aussi difficile de combiner l’exploration du trafic local avec l’exigence de distance et de discrétion que les habitants s’imposent.

Enfin, j’ai été influencé par la proposition d’une démarche « *en mouvement* » formulée par Karina Biondi (2017, 44). Cette dernière montre qu’on ne peut saisir la vie quotidienne des périphéries que par les circulations de personnes, d’informations et de marchandises entre les prisons et les ruelles des *favelas*. De la même manière, cette ethnographie montre qu’on ne peut comprendre le rapport à la dette des milieux populaires que par les circulations de crédit entre les maisons de la *favela*, les institutions financières, les maisons des patrons et les réseaux illégaux de prêt à l’échelle de la ville. Pour saisir les dynamiques sociales, financières ou politiques d’un territoire, il est donc nécessaire de dépasser l’échelle de ce dernier afin de mettre en évidence les circulations et déterminations extérieures qui le connectent à un ensemble plus large (Feltran, 2010).

Au cours de cette immersion, j’ai collecté quatre types de données et de sources différentes.

D’abord, le carnet de terrain m’a permis de décrire, de la manière la plus dense et exhaustive, l’ensemble des situations, des pratiques et des discussions informelles auxquelles j’ai participé (Geertz, 1998). Ces éléments sont restitués de manière factuelle, en précisant le contexte spatial et temporel dans lequel ils s’insèrent, ainsi que les sensations, les réactions et les émotions qu’ils provoquent sur mes interlocuteurs et sur moi-même. Chaque jour, je consigne ces observations entre 14 heures et 17 heures, puis le soir, entre 22 heures et minuit et demi. Au moment d’écrire la thèse, le carnet de terrain est le principal outil d’accès aux données. J’y résume également les éléments marquants de chaque

entretien, en tentant de me souvenir des phrases clés et des réactions physiques et verbales de mes interlocuteurs.

La seconde méthode déployée consiste en l'analyse des trajectoires de vie des habitants du *morro* (Guérin *et al*, 2014). Elle repose sur des entretiens semi-directifs qui visent à « reconstituer les grandes étapes du cycle de vie et les implications financières et économiques de ces différentes étapes ». Il s'agit de mettre l'interlocuteur dans une situation de récit sur les principaux évènements de sa vie familiale (naissance, mariage, décès, construction de la maison), sociale (intégration à une église, participation aux activités communautaires) et professionnelle (éducation scolaire, formation, premier travail, premier emploi salarié, licenciements). La méthode des « trajectoires de vie » permet ensuite d'appréhender l'ensemble des ressources qu'une personne est capable de mobiliser : ressources propres (épargnes, revenus, vente de certains biens) et ressources extérieures (emprunt, aide familiale, dons). Appliquée lors de mon premier terrain sur les clients de la banque communautaire (Narring, 2016), j'ai élargi cette méthode à davantage de familles en suivant en détail les transformations du travail, de la dette et du réseau social entre décembre 2016 et février 2021. Les visites successives ont permis de souligner les mutations et d'interroger, progressivement, la quasi-totalité des membres de la famille élargie.

L'approche des trajectoires de vie a aussi été étoffée, en m'inspirant de la méthode de *l'ethnocomptabilité domestique* (Cottreau et Marzok, 2012), et expérimentée auprès de trois familles. Cette méthode consiste à analyser comme les gens comptent, en recensant l'ensemble des entrées et des sorties d'argent quotidiennes et la manière dont les gens évaluent leurs actions en cours et rétrospectivement. J'ai tenté de mettre en œuvre cette méthode au sein d'une des familles qui m'a hébergé ainsi que de deux autres familles que j'ai fréquentées trois à quatre fois par semaine pendant quatre mois<sup>71</sup>. Néanmoins, le caractère chronophage de cette démarche qui implique la visite quotidienne des familles et repose sur la disponibilité gratuite de ces dernières ne la rend que partiellement applicable.

Enfin, l'ethnographie se combine à la collecte de données quantitatives et qualitatives auprès d'une agence de crédit de l'établissement Da Casa où se rendent les habitants du *morro*. Grâce à la collaboration entre cette institution et la banque communautaire de Garrincha<sup>72</sup>, j'ai pu rencontrer plusieurs cadres de Da Casa et obtenir

---

<sup>71</sup> Cette méthode dialogue également avec les « *financial diaries* » (Morduch et Schneider, 2014).

<sup>72</sup> Da Casa a financé une ligne de crédit pour la banque communautaire, à travers sa fondation, entre 2018 et 2020. Le taux d'intérêt est de 3 % par mois.

leur accord pour mener cette enquête. Entre octobre 2018 et février 2019, puis en décembre 2020, j'ai fréquenté assidûment les guichets de souscription de crédits, en me positionnant du côté des vendeurs. Cette position m'a permis de recenser de manière minutieuse des données sur le montant des dettes, les taux d'intérêt appliqués, le nombre de refinancement effectués, le nombre de crédits déjà effectués par les clients, leur quartier et leur profession. La quantification permet ici d'aborder une facette des rapports de pouvoir de la dette. Elle reste toutefois circonscrite au cas d'un établissement de crédit. Cette approche s'articule avec l'observation des relations de clientèle qui mettent en jeu des affects chaleureux et provoquent des réactions contrastées chez les clients, entre soulagement et plainte.

Enfin, la perspective multiscalaire adoptée ici implique la mobilisation de données statistiques de la Banque Centrale et des principaux instituts de démographie, d'économie et de géographie brésiliens pour souligner les principales tendances à l'œuvre, à l'image du premier chapitre.

Au cours de cette thèse, j'utilise la première personne du singulier dans la mesure où ces données ont été collectées à partir d'une expérience subjective. L'ensemble des noms, des lieux et des personnes liées au *morro* ont été modifiés et inventés. Ce choix découle d'un contexte urbain marqué par des rapports de pouvoir conflictuels et du respect de l'anonymat des personnes concernées. La forte interpénétration du trafic de drogue dans la vie quotidienne explique aussi ce choix. Les seules photos présentes dans la thèse ne permettent pas d'identifier le visage des personnes du *morro*. La plupart d'entre elles sont extraites du feirão. Elles représentent des individus extérieurs aux *favelas* Garrincha, Paz et Evaristo.

Dans la suite du texte, l'italique est employée pour les catégories natives et pour des expressions ou des phrases répétées à plusieurs reprises par les habitants du *morro* ; ainsi que pour les catégories scientifiques mobilisées au cours de cette thèse. Sinon, j'utilise les guillemets pour toutes citations liées à des témoignages personnels.

## ***Plan de la thèse***

À partir de l'ethnographie des circulations de dettes au sein et au-delà du *morro*, cette thèse montre comment l'exacerbation du *paradoxe socio-reproductif* est gérée et atténuée à l'échelle des familles brésiliennes entre 2016 et 2021.

Le chapitre 1 part de l'analyse des effets de la récession et de la précarisation du travail pour appréhender leurs effets sur l'endettement des milieux populaires et la stratification sociale du *morro*. La baisse des revenus du travail provoque des retards croissants dans le paiement des dettes domestiques. Elle conduit à l'harmonisation par le bas des conditions de vie et au resserrement des différences de revenus entre les familles de la fraction stable et les familles les plus pauvres. Néanmoins, les premières parviennent à amortir les effets de l'excès de dettes grâce à l'étendue de leur réseau social et la constitution d'un petit patrimoine, à la différence des secondes.

Le chapitre 2 montre que la souscription du crédit au guichet de Da Casa se traduit par la transformation des dettes domestiques de court terme en dettes financières de moyen terme. L'application de taux d'intérêt exorbitants est rendue acceptable par l'ajustement du dispositif de concession du crédit aux dispositions matérielles et affectives des milieux populaires. Néanmoins, elle fragilise durablement les conditions de vie des débiteurs, ce qui se répercute par des défauts de paiement massifs et des profits instables pour Da Casa. Le *paradoxe socio-reproductif* se manifeste donc par la crise de cette financière.

Le chapitre 3 souligne différentes facettes des *lutas* (lutas) financières des femmes, qu'il s'agisse de jongler entre de multiples cartes de crédit et relations pour contourner les restrictions imposées par le fichage ; de financer les études d'une fille ; de rembourser les dettes de trafic et les crédits d'un fils expulsé du quartier. La mise en perspective de ces récits conduit à souligner la primauté donnée au paiement des dettes de proximité sur les dettes financières. L'examen des modes de recouvrement des dettes de trafic amène à nuancer la violence de l'exploitation financière.

Les chapitres 4 et 5 montrent comment les familles « tiennent » malgré l'exacerbation du *paradoxe socio-reproductif*. Le chapitre 4 analyse la reproduction de la famille comme collectif endetté, grâce à la mutualisation des ressources et la division des tâches entre les sexes et les générations. Il met en lumière le rôle central des grands-mères, retraitées et veuves, que ce soit dans l'entretien et le maintien de la solidarité familiale que dans les remboursements permettant l'accumulation financière du capital privé.

Le chapitre 5 explore les temporalités contrastées du *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012) du refinancement des crédits à la foire de renégociation des *dettes*. Il montre comment créateur et débiteur scellent un nouveau compromis sur le temps afin d'atténuer les répercussions matérielles des dettes tout en prolongeant la dette sur le moyen terme.

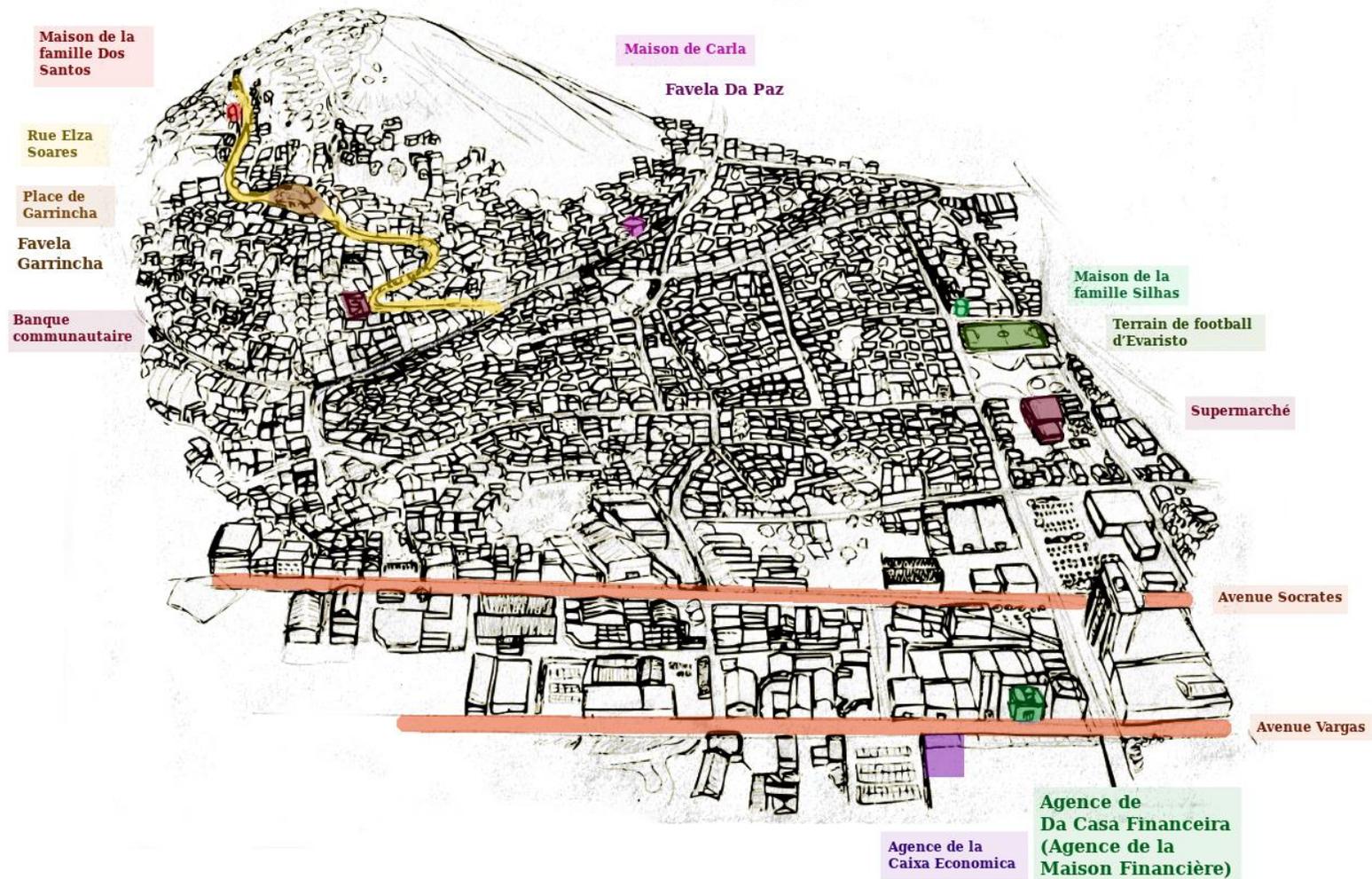


Figure 1 : Le morro, les lieux clés de l'ethnographie (auteur : Clément Lissandre ; source : Timothée Narring)

## Chapitre 1 : Précarisation, endettement et stratification sociale

Dimanche 14 septembre 2020. Vers 18 h 30, Dédé entre dans le salon familial encore tout transpirant. « *Quel jour on est déjà ?* » demande-t-il en plaisantant à sa femme Fernanda. Dédé n'est pas surpris de me voir là. Président du club de football de Garrincha (2016-2019), Dédé et moi sommes amis depuis notre rencontre sur le terrain d'Evaristo en 2016. Aujourd'hui, Dédé revient d'un chantier situé au centre-ville. Essoufflé, il pose son sac et s'assoit avec nous sur le canapé. « *Il n'y a plus de dimanche* », observe Fernanda. Avant, l'ensemble de la famille se réunissait autour d'un barbecue de la fin de matinée au début de soirée. Désormais, le dimanche est un jour de travail. Dédé emmène avec lui son fils aîné, Ignacio, 16 ans. Pendant ce temps, Fernanda reste à la maison avec les trois fils les plus jeunes. L'extension de la semaine de travail au dimanche, « *est une nécessité* » vu l'augmentation du coût de la vie, « *passé du simple au double* » entre début 2019 et fin 2020. Entre-temps, la pandémie de Covid-19 est arrivée. Maintenus « *à l'intérieur de la maison* », les enfants « *ne font que grossir* » (Dédé, 14 septembre 2020), tirant vers le haut les dépenses alimentaires.

Après avoir été salarié pendant 14 ans, dans la même entreprise du bâtiment, Dédé travaille à son compte depuis son licenciement, le 25 novembre 2019. La journée la mieux payée est celle du dimanche où il rénove des agences bancaires. Cela contraste avec la semaine, dont les journées sont moins bien rémunérées et parfois non travaillées. De son côté, Fernanda est toujours vendeuse dans un supermarché du lundi au vendredi. Elle travaille plusieurs samedis par mois depuis le licenciement de son mari. Dédé attribue la dégradation de ses conditions de travail à « *l'homme qui est entré au pouvoir* ». Il relie les baisses de salaires des ouvriers du bâtiment à l'arrivée de Bolsonaro<sup>73</sup>. Le salaire de sa catégorie, ouvrier polyvalent, a été réduit de 1900 à 1400 reais. Son entreprise a tiré profit de cette baisse du coût du travail pour licencier la plupart des employés fin 2019, afin de les réembaucher moins cher en 2020.

Le 17 janvier, j'aperçois Dédé devant une maison en construction en contrebas d'une impasse escarpée. Cet édifice de briques d'un mètre trente de hauteur attire mon attention car il n'a pas changé d'un iota depuis deux ans et demi. « *Le propriétaire de cette*

---

<sup>73</sup>Toutefois, la réforme du travail, qui transforme en profondeur l'organisation du travail a été impulsée sous la présidence de Michel Temer (2016-2018).

*maison, Seu Val, a fait des emprunts à la folie, sans faire gaffe. Sur sa fiche de paie<sup>74</sup>, il n'y a presque plus rien si bien qu'il est retourné à travailler » (Ibid). J'en déduis que Seu Val a souscrit des crédits dont le remboursement est directement prélevé sur sa prestation d'invalidité. L'amputation d'une partie de son revenu par la dette entraîne l'interruption du chantier. Victime d'un accident du travail, Val reçoit une pension d'invalidité depuis 2015. Avec ce revenu, il lance la construction de sa maison, en faisant appel à la main-d'œuvre de Dédé. Mais, les mensualités de crédit diminuent fortement son revenu « à cause d'intérêts bâtards »<sup>75</sup> (*juros desgramados*). À moitié entamé, le chantier est suspendu. Lorsque Dédé reprend les travaux, il facture 70 reais par jour, soit bien moins que le montant minimum de sa journée de travail (100 reais). Pour les maçons à leur compte, « la tendance est à l'aggravation car personne n'a d'argent pour payer » (Ibid).*

Sous les briques des maisons inachevées, on trouve des dettes. L'usure, objectivée par l'application de taux d'intérêt annuels de plus de 300 % (BCB, 2022)<sup>76</sup>, conduit à l'assèchement des ressources monétaires de Seu Val. Elle engendre un effet ricochet sur la rémunération de Dédé. Pendant que l'un renonce à poursuivre la construction de sa maison, l'autre compense l'irrégularité et la baisse de son revenu journalier par le travail le dimanche. La suspension du chantier éclaire les imbrications entre un bénéficiaire d'une aide sociale (Seu Val), un établissement de crédit (Crefisa) et un maçon à son compte (Dédé). Ce paysage stagnant de murs en briques à moitié édifiés est donc le reflet d'une économie où la précarisation du travail et l'excès de dettes s'alimentent mutuellement.

Cet exemple suggère de relier la précarisation du travail à l'endettement, afin de saisir les changements sociaux à l'œuvre dans les milieux populaires. Mais cela pose une question de focale : comment, à partir d'une ethnographie, située sur une colline de Vitória, rendre compte d'interconnexions à l'échelle d'une agglomération, d'un État, voire du pays entier ? Comment le récit ethnographique peut-il rendre compte de changements issus du contexte national ? Quels sont les moments vécus qui relient la précarisation du travail à l'emballement des dettes des familles ?

---

<sup>74</sup> Comme les salariés, les bénéficiaires sociaux reçoivent, au Brésil, une fiche de paie (*folha de pagamento*). La fiche de paie matérialise le montant de la prestation sociale diminuée de la mensualité de crédit.

<sup>75</sup> D'après Dédé, le principal crédit souscrit par Seu Val lui coûte environ 7 000 reais pour un capital de départ de 2000 reais. Il est souscrit avec l'établissement de crédit Crefisa.

<sup>76</sup> <https://www.bcb.gov.br/estatisticas/reporttjjuros?parametros=tipopessoa:1;modalidade:221;encargo:101> (consulté le 27 avril 2022).

## Chantier du lundi soir à la maison de Seu Val



Photo 1: Chantier chez Seu Val en janvier 2018 (auteur : Timothée Narring)

La dévalorisation du travail est le point de départ de cette ethnographie des dettes. Les ouvriers du bâtiment, travailleuses domestiques, vigiles de nuit, agents d'entretien, laveurs de voitures et vendeurs ambulants, qui peuplent le *morro*, forment une classe laborieuse<sup>77</sup>. Le travail physique, pénible et chronophage, abîme leurs corps en profondeur. Je distingue ici la précarité structurelle de leurs conditions de vie, qui constitue un état continu au cours de leur existence, de la précarisation, processus entamé dans les années 1990 et intensifié par la récente réforme du travail (Carelli, 2019 ; Lima et Bridi, 2019 ; Krein *et al*, 2021). La précarisation se traduit par le recours massif à la sous-traitance et la création de nouveaux contrats temporaires et mal rémunérés (Druck *et al*, 2018 ; Roubaud *et al*, 2021). La dialectique centrale (précarité structurelle/précarisation) fait écho au travail de Guy Standing (2017) pour fonder une nouvelle classe sociale : le « précarariat ». Ce dernier désigne « les situations socioprofessionnelles, minées par l'insécurité économique et

---

<sup>77</sup> Voir Louis Chevalier, 1848 et Martinache et al, 2008.

l'angoisse quotidienne de la précarité devenue un registre propre de l'organisation du travail et une réalité pour beaucoup de salariés » (Paugam et Vendramin, 2020, 243). Parce qu'ils font face à une informalisation du travail formel et à une incertitude permanente, les habitants du *morro* ressemblent au « précaire ». Toutefois, à la différence des sociétés européennes, où le précaire émerge avec l'effritement de la « société salariale » (Castel, 2007), une part non négligeable de l'activité économique a toujours été informelle au Brésil.

Commencer l'ethnographie des dettes par la question du travail vise à présenter les principaux acteurs de cette recherche : les habitants du *morro* qui se définissent comme des *travailleurs* (Araujo, 2018). Elle s'inscrit dans la continuité des travaux attachés à décrire de façon exhaustive les conditions de vie des milieux populaires (Engels, 1844, Machado, 1984, Cottreau et Marzok, 2012). Je m'inspire notamment de l'approche des féministes matérialistes qui envisage les familles ouvrières comme productrices de revenus<sup>78</sup>. L'idée est de comprendre par quelles stratégies les habitants du *morro* « gagnent leur vie » (Cabanes *et al.*, 2015 ; Araujo, 2018). Cette approche interroge les moyens par lesquels les familles dégagent un revenu suffisant pour assurer leur reproduction sociale.

Ce premier chapitre repose sur une analyse dynamique des rapports entre travail, dette et réseau social afin d'explicitier les effets de la récession et de la précarisation du travail sur les familles du *morro*. Sous l'effet du déclin du travail salarié et de l'émergence de nouveaux contrats temporaires et moins bien rémunérés, ils sont amenés à privilégier le court terme, en s'engageant dans des activités informelles. Mais ceci implique de renoncer aux droits au chômage et à la retraite, sur le long terme. La baisse des revenus du travail, combinée à l'effritement de la protection garantie par le travail salarié, conduit les familles à retarder le paiement des factures domestiques (eau, électricité, loyer, internet, carte de crédit) et à souscrire des prêts à la consommation pour les éponger.

L'analyse des rapports entre précarisation du travail et dettes s'enrichit dès lors que l'on prend en compte la densité du réseau social des familles du *morro*. Elle montre en quoi la construction et l'entretien de relations sociales avec leurs parents, amis, voisins et patrons assurent une protection et un accès au crédit pour faire face aux *apertos* (« resserrement »). Cette troisième composante de l'analyse implique une description des circulations d'argent et de cartes de crédit au sein des diverses *favelas* qui forment le *morro* et parfois au-delà.

---

<sup>78</sup> Voir aussi les travaux de Frédéric Le Play sur les ouvriers européens (1848).

Sur le plan méthodologique, ce chapitre s'appuie sur les données macroéconomiques produites par les principaux instituts de statistiques brésiliennes<sup>79</sup>. Ces données permettent de saisir les principales tendances à l'œuvre en matière d'emplois et de revenus de la population. Mais le cœur de la démonstration repose sur l'ethnographie. L'objectif est d'analyser la manière dont les différents strates des milieux populaires sont affectées par ces transformations macroéconomiques. L'ethnographie permet également de souligner les frontières floues entre des catégories que les statistiques considèrent comme figées. La distinction entre travail formel et informel en est l'illustration, puisque ces frontières sont mouvantes et souvent indéterminées. De même, les statistiques se focalisent sur l'échelle du ménage, alors que l'ethnographie souligne qu'au *morro*, l'échelle d'analyse la plus pertinente est celle de la famille intergénérationnelle (voir chapitre 4).

La première partie du chapitre examine les effets de la récession de l'économie brésilienne et des politiques de flexibilisation de la main-d'œuvre sur les travailleurs et l'endettement à la fois à l'échelle nationale et à celle du *morro*. La seconde partie montre comment la précarisation du travail provoque une hausse de l'endettement des familles et une recomposition de la stratification sociale des *favelas*.

## I. La précarisation du travail dans un contexte de récession

Après une décennie de création d'emplois salariés, on assiste au retour de l'informalisation des situations de travail depuis la récession<sup>80</sup> (Beluzzo, 2013 ; Lima et Bridi, 2019 ; Carelli, 2019). L'informalisation affecte à la fois les salariés, dont une partie des heures ou des journées de travail ne sont pas déclarées, et les chômeurs qui basculent vers le travail à leur compte ou le travail sans contrat (Roubeaud et *al*, 2021).

La réforme du travail de 2017 (Encadré 1) accélère la précarisation du travail. En altérant près de cent dispositions du « code du travail brésilien » (*Consolidação das Leis do Trabalho*<sup>81</sup>), elle crée de nouveaux contrats temporaires et moins bien rémunérés, étend la sous-traitance et inverse la hiérarchie des normes, en faisant prévaloir la négociation

---

<sup>79</sup> L'IBGE (Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques), le DIEESE (Département Intersyndical de Statistique et d'Études Socio-économiques) et l'PIPEA (Institut de Recherche en Économie Appliquée).

<sup>80</sup> Elle se définit par les taux de croissance négatifs de l'économie brésilienne en 2015 et 2016.

<sup>81</sup> Le décret de consolidation des lois du travail (CLT) a été instauré en 1943 par le président Gétúlio Vargas.

collective, à l'échelle de l'entreprise, sur la loi (Duck *et al*, 2021). Les revendications des milieux patronaux se concrétisent dans un contexte de recul des syndicats et de déclin du Parti des Travailleurs (PT) au pouvoir depuis 2003. La loi est votée en trois mois, un an après le renversement de la présidente Dilma Rousseff (2010-2016). Pour Dari Krein, « la réforme du travail a contribué à amplifier la précarisation du travail en remplaçant les emplois formels par le travail à son compte et par l'emploi privé, sans contrat de travail formel, puisque, en assouplissant les normes (...) elle a encouragé la violation des droits du travail » (Krein *et al*, 2021, 35). De son côté, Graça Duck (2011) associe la précarisation à la déstabilisation et à la fragmentation des collectifs de travailleurs.

Après avoir contextualisé les principales tendances de l'économie brésilienne, je décris l'informalisation des situations de travail formel qui touche les habitants du *morro*. La baisse et les variations des revenus du travail, qui en résultent, provoquent l'augmentation de l'endettement domestique<sup>82</sup> et financier<sup>83</sup>.

## ***A. Des éléments de contexte macroéconomique***

Entre 2014 et 2021, deux moments clés caractérisent la dégradation de la conjoncture économique. La récession, initiée en 2014-2015, marque une rupture avec la décennie précédente de croissance soutenue. Ses effets s'intensifient au cours de l'année 2016 (IBGE, 2021, IHU, 2021). La pandémie de Covid-19, à partir de mars 2020, entraîne une nouvelle accélération de la hausse du chômage et chute du travail informel (Roubaud *et al*, 2021).

Au lieu d'atténuer le choc de la récession par des politiques de redistribution et d'investissement public, l'État contribue à la détérioration des conditions de travail et à l'appauvrissement de la population. L'Amendement Constitutionnel 241 (PEC 241), adopté en décembre 2016, suspend l'augmentation des dépenses sociales, en valeur réelle, pour vingt ans. Le ministère du travail est supprimé en 2019 par le président Bolsonaro, après 78 ans d'existence.

---

<sup>82</sup> L'endettement domestique désigne l'ensemble des factures liées à l'administration et à l'entretien de l'économie de la maison (alimentation, électricité, eau, gaz, impôt local, loyer).

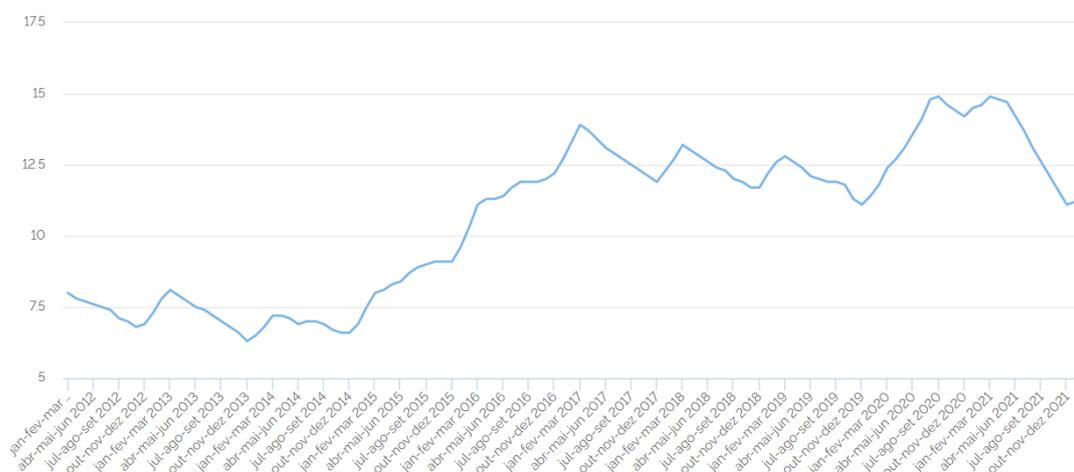
<sup>83</sup> L'endettement financier désigne les crédits à la consommation souscrits auprès des banques et des établissements de crédit, les factures de carte de crédit et de magasins ainsi que les financements de véhicules.

J'analyse, dans les pages suivantes, la dégradation de la conjoncture entre 2014 et 2021.

## 1. Hausse du chômage et du travail informel

La situation économique de 2014-2021 est le négatif de la période précédente (2002-2014). En témoigne l'augmentation du chômage<sup>84</sup> et du travail informel. Alors que le taux de chômage chute de 9,1 % à 6,1 % entre 2002 et 2012, il augmente de 7,2 % à 13,2 % entre le premier semestre de 2014 et le premier semestre de 2017 (IBGE, 2022, graphique 1). Après une légère baisse en 2018, il atteint presque 15 % en avril-mai-juin 2020, puis redescend légèrement en dessous de 12,5 % en juillet 2021. La réforme du travail de 2017 ne crée ainsi pas les emplois escomptés (Krein et al, 2021).

**Graphique 1 : Taux de chômage, entre janvier-février-mars 2012 et août-septembre-octobre 2021**



**Graphique 2: taux de chômage, entre le premier semestre 2012 et l'avant-dernier semestre 2021 (source : IBGE, 2022 ; auteur : IBGE)**

Lecture : Le taux de chômage est de 6,4 % au dernier semestre de 2014. Il est de 14,9 % au premier semestre 2021.

Le degré d'informalité de l'économie brésilienne, réduit de 43,6 % à 32,5 % entre 2002 et 2012, remonte et atteint 41,6 % en 2019 (IBGE, 2020). Plus de quatre personnes sur dix n'ont pas de contrat de travail et travaillent à leur compte. Cette

<sup>84</sup> Le chômage comptabilise les personnes en âge de travailler (plus de 14 ans) qui ne travaillent pas, mais qui sont disponibles et essaient de trouver un emploi. L'IBGE considère comme chômeurs y compris les personnes qui ont une promesse d'emploi mais ne commenceront à travailler que d'ici trois mois et plus.

dynamique se renforce lors de la pandémie de Covid-19. En 2021, la dynamique de création d'activités informelles (+10,1 %) est nettement supérieure à la création d'emplois formels (+4,2 %) (IBGE, 2021<sup>85</sup>). Toutefois, ces données sont à prendre avec précaution puisque, par définition, l'informalité est difficile à mesurer et que les frontières entre travail formel et informel sont très poreuses (Machado, 2018).

Les jeunes sont les plus touchés par cette hausse du chômage. Les deux catégories d'âge où l'augmentation du taux de chômage est la plus prononcée sont celles des 14-17 ans<sup>86</sup> (courbe bleue) et des 18-24 ans (courbe noire). Leur taux de chômage respectif atteint 40 % pour les premiers et 24 % pour les seconds au troisième trimestre de 2021, contre respectivement 21,1 % et 13,8 % au dernier semestre de 2014. À l'inverse, le taux de chômage des 40-59 ans est inférieur à 8 % au troisième trimestre de 2021. Non seulement, le taux de chômage des 14-25 ans est nettement plus élevé que les autres tranches d'âge, mais il a explosé depuis la fin de l'année 2014.

L'augmentation du chômage a pour effet de priver de revenus une part croissante de personnes<sup>87</sup>. Entre 2014 et 2019, il y a sept millions de chômeurs en plus qui se retrouvent privés de revenus d'après l'Enquête Nationale par Sondage auprès des Ménages (PNAD), l'enquête statistique de plus grande ampleur réalisée par l'IBGE (2021). Avec le déclenchement de la pandémie de Covid-19, cette catégorie augmente fortement. Entre le second semestre de 2019 et le second semestre de 2020, le PNAD dénombre 12,8 millions de personnes en plus sans revenus du travail. Début 2021, 43 millions de Brésiliens vivent sans revenu du travail, soit environ 21 % de la population brésilienne<sup>88</sup>. « Ces données font référence aux familles dans lesquelles aucun membre n'a d'emploi ou ne reçoit de revenu du travail. Une partie de ces familles est composée de retraités, qui n'ont pas de revenu du travail, mais reçoivent un revenu de la retraite, généralement d'un montant égal à un salaire minimum. » (IHU, Waldir Quadros, 24 novembre 2021, 1)

---

<sup>85</sup> <https://agenciabrasil.ebc.com.br/economia/noticia/2021-10/ibge-aumenta-emprego-formal-e-informal-mas-cai-rendimento-medio> (consulté en ligne le 11 mars/2022); <https://agenciabrasil.ebc.com.br/economia/noticia/2020-11/ibge-informalidade-atinge-416-dos-trabalhadores-no-pais-em-2019>; [https://www.ibge.gov.br/estatisticas/economicas/contas-nacionais/9300-contas-nacionais-trimestrais.html?=&t=series-historicas&utm\\_source=landing&utm\\_medium=explica&utm\\_campaign=pib#evolucao-taxa](https://www.ibge.gov.br/estatisticas/economicas/contas-nacionais/9300-contas-nacionais-trimestrais.html?=&t=series-historicas&utm_source=landing&utm_medium=explica&utm_campaign=pib#evolucao-taxa)

<sup>86</sup> Dans les milieux populaires, il est courant de travailler avant la majorité.

<sup>87</sup> Au Brésil, le droit à l'indemnité chômage est de 5 mois maximum.

<sup>88</sup> Les estimations de cette catégorie varient. Ils seraient 25 % selon Sandro de Carvalho qui se fonde sur l'enquête du PNAD Continua. En juin 2021, cela dépasserait même 30 % (selon IPEA, Sandro de Carvaho) mais il s'agit d'une période postérieure à celle de l'enquête ethnographique.

Toutefois, la catégorie de chômeurs sans revenus est particulièrement arbitraire dans un contexte où l’informalité est forte et où les marchés drainent des gains importants, notamment au sein des périphéries urbaines (Hirata, 2019). L’estimation de ce phénomène est donc complexe et nécessairement imprécise. Néanmoins, l’augmentation exponentielle de personnes sans revenus permet de souligner une tendance claire, que cette ethnographie confirme empiriquement. Au *morro*, l’absence de revenus est compensée, en partie, par les revenus des retraités comme l’observe Waldir Quadros (voir chapitre 4).

### **Encadré 1 : Les principales mesures de la réforme du travail de 2017**

- la loi de 2017 renverse la hiérarchie des normes en droit du travail, en faisant prévaloir l'accord collectif entre l'entreprise et le syndicat patronal (accord collectif au niveau de l'entreprise) sur la loi (fédérale)

- elle légalise la journée de travail de 12 heures avec un intervalle de 36 heures entre deux jours ouvrables ;

- elle introduit le contrat intermittent et le contrat à temps partiel

- elle étend les domaines d'application de la sous-traitance

De plus, la loi de 2017 réduit certains droits des travailleurs, en termes de rémunération :

- elle supprime l'incorporation des primes aux salaires

- elle met fin à la rémunération des heures supplémentaires en itinérance (le temps de transport vers des entreprises situées en dehors de la ville, dans un lieu difficile d'accès) (Lima et Bridi, 2019)

Enfin, la loi de 2017 affaiblit la justice du travail :

- elle introduit de graves obstacles économiques à l'accès à la justice, comme la restriction de la gratuité de la justice pour les travailleurs pauvres, qui sont désormais obligés de payer des honoraires d'avocat et d'expert

- elle crée un plafonnement des indemnités pour les préjudices moraux et matériels, variables selon le salaire des travailleurs

- elle cherche à empêcher le tribunal du travail d'interpréter la norme, en exigeant que les décisions judiciaires soient conformes à la lettre aux termes de la disposition légale

- elle instaure des voies de contournement du tribunal du travail, telles que l'arbitrage individuel

- elle met fin à la contribution obligatoire aux syndicats sans modifier le cadre du syndicat unique, supprimant ainsi l'unique source de revenu de plusieurs syndicats

**Encadré 1 : Les principales mesures de la réforme du travail de 2017**

## 2. Stagnation des salaires et faiblesse du salaire minimum

Les enquêtes statistiques, à l'échelle nationale, comme celle du PNUD<sup>89</sup> soulignent la stagnation des salaires entre 2015 et 2021 et leur réduction prononcée pour les populations les plus pauvres (IBGE, 2021). Le revenu moyen réel des salariés est passé de 2 620 reais en octobre 2014 à 2 495 reais en juin 2016. Après avoir connu une légère remontée à 2 797 reais en août-septembre 2020, il se réduit à 2 449 reais en juillet 2021 (graphique IBGE).

De plus, le salaire minimum brésilien reste parmi les plus faibles en Amérique latine. À part la Colombie, la plupart des pays d'Amérique latine ont fixé des salaires minimums supérieurs au salaire minimum brésilien. C'est le cas des voisins chilien et argentin. Estimé en dollar, le salaire minimum brésilien baisse de 245 dollars en 2016<sup>90</sup> à 214 en 2021 (graphique 3). Ceci a un impact certain sur les revenus de la protection sociale, puisque 60 % des prestations sociales sont équivalentes à un salaire minimum (Lavinias, 2017).

L'enquête menée par l'IBGE au dernier semestre de 2018 démontre que 80 % des travailleurs brésiliens gagnent moins de 1 700 reais<sup>91</sup>, soit moins de deux salaires minimums. « Les données (...) montrent que l'impact majeur sur le marché du travail dû à la crise économique s'est produit en 2016. Que se passe-t-il à partir de 2016 ? (...) Jusqu'alors nous travaillions avec une perspective analytique qui était celle de la mobilité ascendante et du progrès social. Mais ce scénario a changé. De ce fait, le nom même de la structure de ma recherche a changé : je ne travaille plus avec la catégorie "classe moyenne inférieure". J'appelle cette catégorie "classe supérieure des pauvres", car la crise provoque un appauvrissement des structures sociales. » (Quadros, économiste, IBGE, 2021, 2). La substitution de la catégorie de « classe supérieure des pauvres » en lieu et place de celle de « classe moyenne basse » illustre l'alignement par le bas des conditions de vie de la catégorie

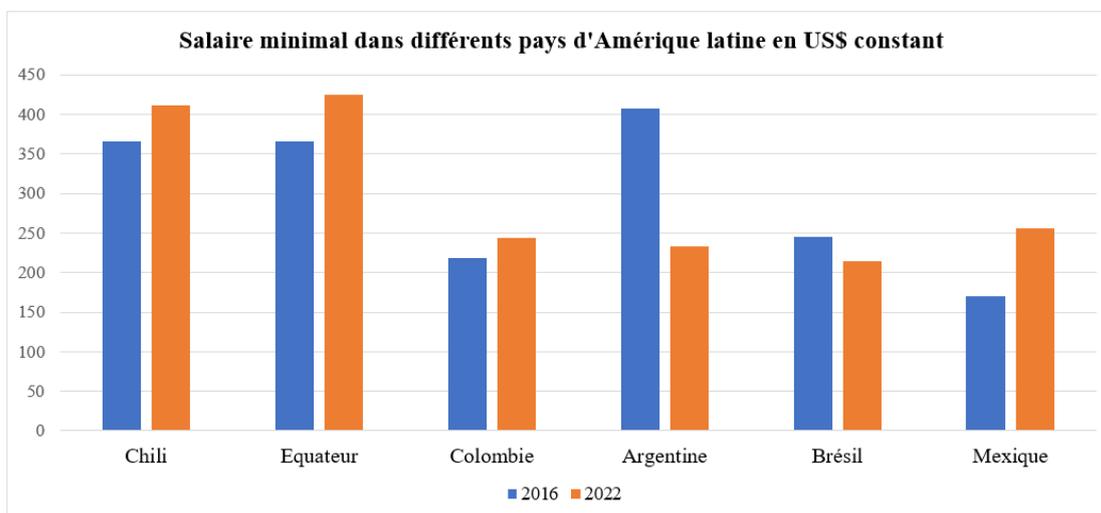
---

89 Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios Contínua (Enquête nationale par sondage auprès des ménages), conduite par l'IBGE (Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques). C'est l'enquête la plus importante en termes de données quantitatives. L'ensemble des données ont été consultées en ligne sur <https://www.ibge.gov.br/>, le 25 janvier 2022.

90 La faiblesse du salaire minimum a conduit DIEESE à effectuer une évaluation de ce qu'ils estiment être le salaire minimum nécessaire : pour ce faire, ils partent de l'analyse du panier d'un bien de consommation, en prenant comme référence le plus cher d'entre eux, et l'applique à 4 personnes : 2 adultes (1 part chacun) et 2 enfants (une demi-part). En décembre 2020, DIEESE estime que « le salaire minimum nécessaire » devrait être équivalent à 5.304 reais ce qui correspond à 5,08 fois le minimum actuel, de 1 045,00 reais » (DIEESE, Note tech, 2020, p. 2).

<sup>91</sup> <https://www.ihu.unisinos.br/159-noticias/entrevistas/590032-e-assustadora-a-bomba-relogio-que-temos-pela-frente-80-dos-trabalhadores-brasileiros-sao-pobres-e-vivem-com-renda-de-ate-1-700-reais-entrevista-especial-com-waldir-quadros> (consulté le 25 janvier 2022).

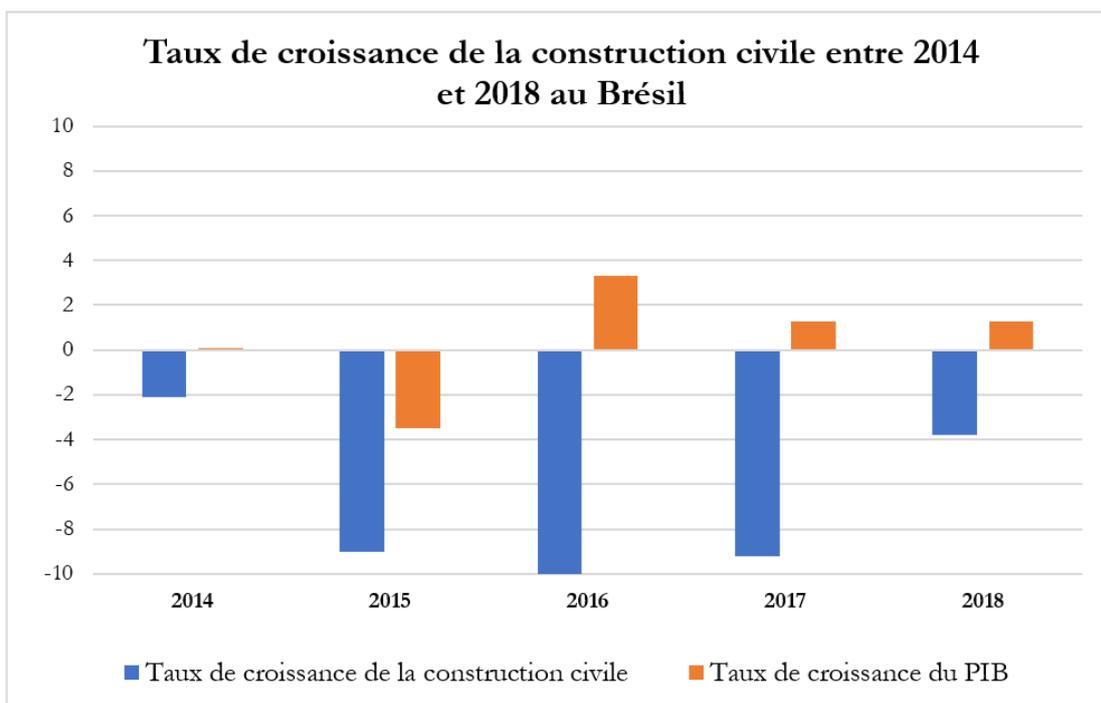
la plus vaste de travailleurs. Cette dernière a connu une amélioration nette de ses revenus et de sa position sociale lors de la décennie précédente. Elle subit désormais la stagnation des salaires et l'augmentation du chômage.



**Graphique 3: Salaire minimal dans différents pays d'Amérique Latine** (*source* : Banque Mondiale 2016-2022 ; *auteur* : Cécile Mouchel)

### 3. La construction civile, un secteur clé au cœur de la récession

Entre 2003 et 2010, le secteur de la construction civile est le fer de lance de la forte croissance de l'économie brésilienne. Son poids dépasse 6 % du PIB entre 2011 et 2014 (IBGE, 2015). Mais après une expansion continue, la construction civile entre en forte récession de 2014 à 2018. La récession de ce secteur est plus longue et plus forte que celle du PIB, comme le montre le diagramme ci-dessous. Les affaires de corruption tel le Lavajato, qui implique les plus grandes entreprises du bâtiment comme Oldebrecht, contribuent au déclin de ce secteur d'activité. Entre 2014 et 2018, 1,22 million de postes de travail sont détruits. Le secteur de la construction civile ne compte plus que 6,3 millions de travailleurs en 2019, contre 7,9 millions cinq ans plus tôt (DIEESE, 2020). Le diagramme ci-dessous met en perspective la baisse de la croissance de l'ensemble du PIB avec celle de la construction civile entre 2014 et 2018.



**Graphique 4: taux de croissance du secteur de la construction civile entre 2014 et 2018 au Brésil** (source : DIEESE, 2020 ; auteure : Cécile Mouchel)

Le basculement du travail salarié vers le travail informel est l'autre caractéristique centrale de ce secteur. En 2019, 61,8 % des travailleurs de la construction civile ne sont pas salariés. Enfin, les conditions de travail sont de plus en plus précaires. En décembre 2018, la majorité des travailleurs du secteur ont moins d'un an d'ancienneté. La forte rotation des salariés est l'une des premières conséquences de la réforme du travail 2017. La mise en place des contrats intermittents et la négociation collective à l'échelle des entreprises permettent ainsi d'embaucher à moindre coût (Krein *et al*, 2021). La précarisation du travail se répercute sur le niveau d'endettement des familles brésiliennes.

#### **4. L'augmentation de l'endettement familial entre 2014 et 2021**

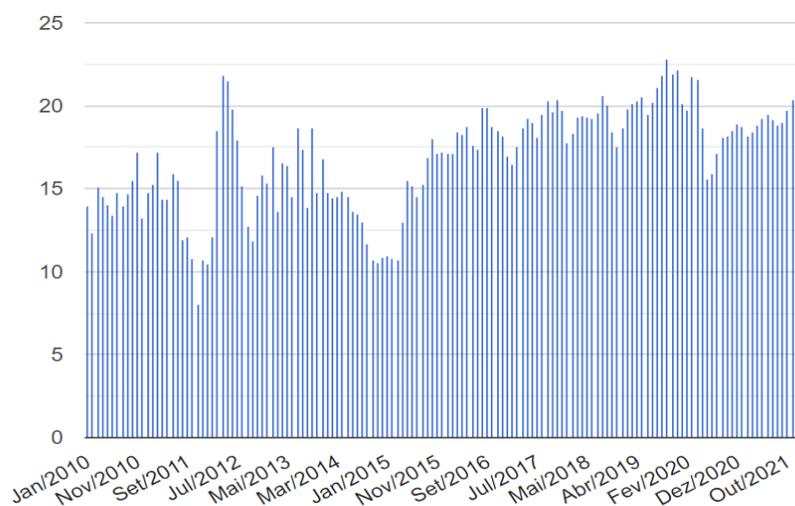
L'augmentation de l'endettement familial des familles est étroitement liée à la récession et à la précarisation du travail, comme le constate la Banque Centrale Brésilienne. « La phase déclinante du cycle financier combiné avec le début du ralentissement de l'activité économique, en 2014, se transcrit par des niveaux d'endettement historiquement élevés pour les familles brésiliennes. Après avoir vécu le pire moment en 2015, il a fallu attendre 2017 pour que les signes d'amélioration de la capacité de paiement des familles commencent à devenir plus évidents » (BCB, 2019, 58). La Banque Centrale souligne ainsi la dégradation de la « capacité de paiement des familles », comme l'une des principales

conséquences de la récession. Sur l'ensemble de la période (2014-2021), trois éléments permettent de constater une augmentation de l'endettement à l'échelle du Brésil : d'abord, la part des familles brésiliennes ayant des factures en retard ; ensuite, le nombre de familles endettées vis-à-vis du système financier ; enfin, la part de l'endettement financier des familles, soit le poids des mensualités de crédit par rapport au revenu des ménages.

La part des ménages ayant des factures en retard augmente sensiblement, si l'on se fie aux données de l'IPEC (2022) sur l'État de São Paulo<sup>92</sup>, le plus important du pays, situé comme Vitória, dans le Sud-est brésilien. Entre octobre 2014 et septembre 2016, le pourcentage de familles de São Paulo, qui ne parviennent pas à régler leurs factures dans le temps imparti, double. La part des familles avec des factures en retard passe de 10,72 % en octobre 2014 à 19,87 % en septembre 2016 et atteint 22,8 % en octobre 2019.

**Graphique 3 : Part des familles brésiliennes ayant des factures en retard entre janvier 2010 et octobre 2021**

Lecture : 23.14 % des familles de São Paulo ont des factures en retard au premier semestre 2022.



**Graphique 5: Part des familles brésiliennes ayant des factures en retard entre janvier 2010 et octobre 2021 (source : IPEC ; auteure : IPEC)**

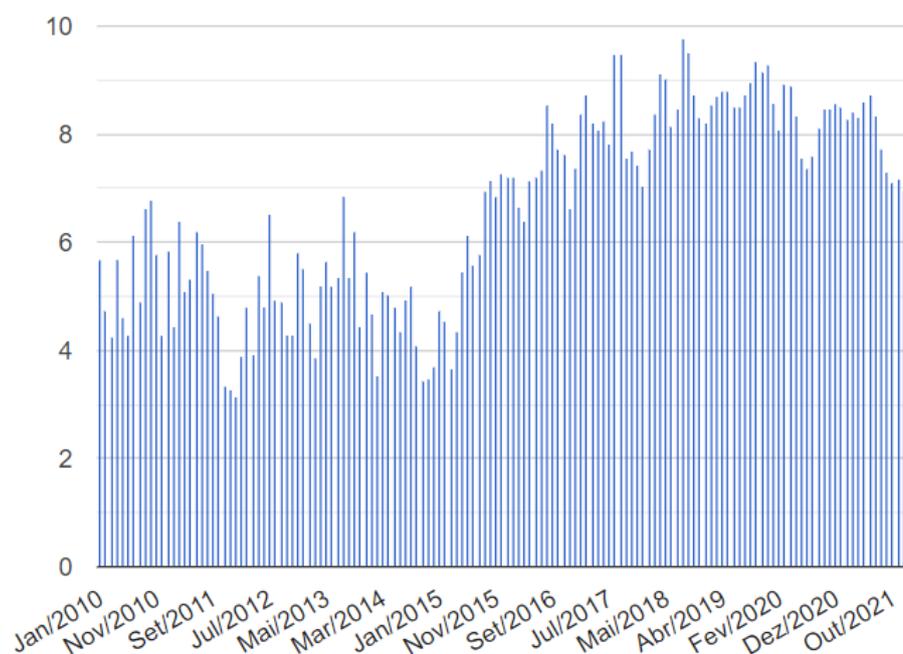
<sup>92</sup> Les données ont été collectées sur 2 200 consommateurs de São Paulo, représentatifs de la population locale. Elles permettent de souligner une tendance claire, mais sont à prendre avec précaution, vu les limites territoriales de l'enquête statistique et le nombre restreints de familles enquêtées.

L'augmentation des factures en retard est révélatrice du poids croissant des dépenses contraintes (eau, alimentation, électricité, gaz, loyer) par rapport au revenu des ménages. L'enquête sur le budget des familles, réalisées en 2017 et 2018 par l'IBGE (2019), montre que 74 % des familles brésiliennes estiment rencontrer des difficultés pour payer leurs factures. Parmi elles, 58,3 % font part de leurs difficultés et 14,1 % d'une très grande difficulté. Le retard des factures d'eau, d'électricité et de gaz concerne 37,5 % des familles.

Un second critère de la hausse de l'endettement est la croissance du nombre de familles endettées vis-à-vis du Système Financier National (SFN), en particulier depuis la pandémie de Covid-19. L'endettement financier concerne ici les dettes de carte de crédit, de financement de véhicule et de crédit à la consommation dans les banques et les divers établissements de crédit. Entre janvier 2010 et mai 2015, soit au début de la récession, la part des familles endettées passe de 44,31 % à 55,05 %. La pandémie de Covid-19 entraîne une nouvelle augmentation de l'endettement qui passe de 49,9 % en janvier 2019 à 59,15 % en février 2021.

**Part des familles brésiliennes endettées à l'égard du système financier entre janvier 2010 et octobre 2021 (source : IPEC)**

Lecture : en mars 2020, 63,73 % des familles de São Paulo sont endettées à l'égard du système financier.

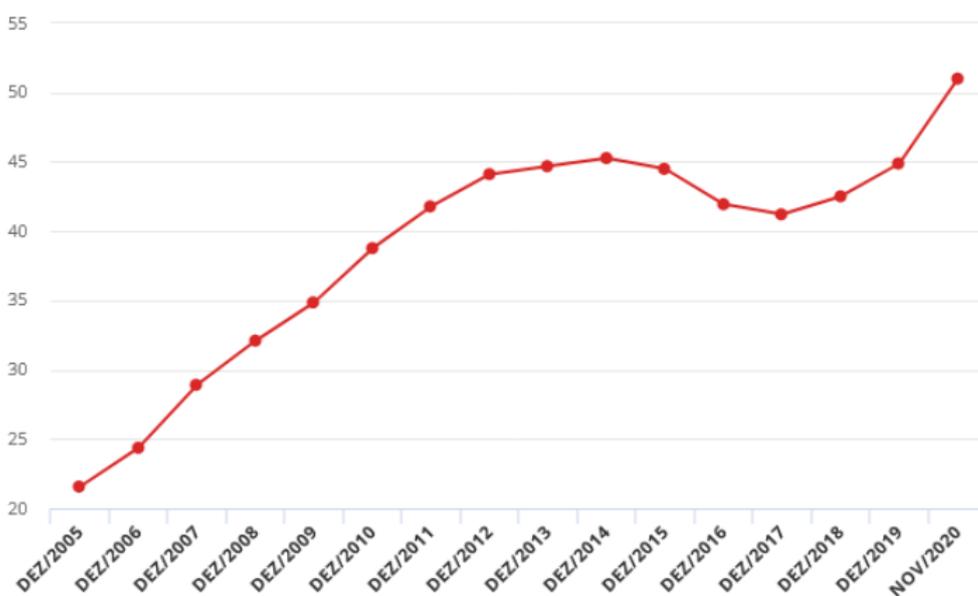


**Graphique 6: Part des familles brésiliennes endettées à l'égard du système financier entre janvier 2010 et octobre 2021 (source : IPEC ; auteur : IPEC)**

Enfin, l'endettement financier augmente fortement au début de la récession, puis s'intensifie à la suite du déclenchement la pandémie de Covid-19. La Banque Centrale constate une augmentation de l'endettement financier des familles de 30 % à 43 % entre 2003 et 2015. D'après la Banque Centrale, les familles brésiliennes sont endettées<sup>93</sup> à hauteur de 51 % de leur revenu annuel à l'égard des banques sur l'ensemble de l'année 2020, contre 43 % en 2015. Toutefois, ces données restent approximatives puisqu'elles n'incluent ni les revenus ni les dettes informelles qui représentent un poids non négligeable dans les milieux populaires étudiés.

**Taux d'endettement des familles brésiliennes à l'égard du Système Financier National** (en % du revenu disponible brut accumulé au cours des 12 derniers mois) (*source* : Banque Centrale du Brésil, décembre 2021)

Lecture : l'endettement des familles brésiliennes auprès du Système Financier National est de 51 % en novembre 2020.



Graphique 7 : taux d'endettement des familles brésiliennes à l'égard du Système Financier National (en % du revenu disponible brut accumulé au cours des 12 derniers mois) (*source* : Banque Centrale du Brésil, décembre 2021)

Dans la sous-partie suivante, j'analyse comment ces transformations macroéconomiques se retrouvent à l'échelle du *morro* de Vitória entre 2016 et 2021.

93 L'endettement prend ici en compte l'ensemble des dettes à l'égard des banques (carte de crédit, crédit consigné et crédit personnel, financement de logement et de véhicules).

## ***B. Les répercussions à l'échelle du morro***

La récession et la précarisation du travail se traduisent, au sein du *morro*, par une baisse des revenus du travail, un recours croissant au travail informel et une augmentation du nombre de jours travaillés.

### **1. L'informalisation des situations de travail formel**

L'informalisation des situations de travail formel est l'une des conséquences de la dégradation de la conjoncture économique et de la réforme du travail. Au sein du *morro*, les salariés font face à l'alourdissement de la charge de travail, l'application de nouveaux types de contrats, le retard ou la suspension du paiement des salaires. Prenons à titre d'exemple le cas d'un employé de ménage au sein d'une entreprise de quinze personnes.

Bada Arca, 47 ans, est employé de ménage dans une boîte de strip-tease depuis 2010. Son patron et lui ont conclu un arrangement tacite. Bada travaille de 10 heures à 19 h 30 le lundi, le mercredi et le vendredi, et de 7 h 30 à 17 heures le mardi et le jeudi. Après déduction d'une pause d'une demi-heure pour manger, Bada travaille 9 h 30 par jour. Cela équivaut à 47 h 30 par semaine, contre 43 heures d'après la loi. Sur son contrat de travail, sa rémunération correspond au salaire minimum en vigueur (992 reais en 2019). Mais son patron rallonge la paie en liquide de 500 reais tous les mois. Cette prime informelle rémunère le surplus d'heures de travail de Bada et économise à son employeur le paiement d'une partie des cotisations. En plus des heures extra en semaine, il arrive que son patron lui demande de travailler le samedi. Cet arrangement a permis à sa femme, Cira de trouver une certaine stabilité dans la gestion du budget familial puisqu'elle compte sur le salaire, versé le 8 du mois, et sur le complément liquide, versé le 30. Avec 1 492 reais, Cira n'a besoin de travailler qu'un à deux jours par semaine pour assurer un revenu familial suffisant (voir chapitre 3).

Au début de l'année 2018, les conditions de travail de Bada se détériorent. « *Un employé de ménage a été renvoyé en janvier, puis une autre au milieu de l'année. On me dit : « il y a moyen que tu fasses ça en plus ? » Ce qu'il y a à faire, je le fais. Je suis entré dans cette entreprise pour faire seulement le ménage. Maintenant je m'occupe de l'électricité, je vais à la banque, je fais à manger, je vais au marché, je fais tout. J'étais juste censé passer la serpillière et laver.* » (27 janvier 2019) À la suite des

licenciements de deux employés, la charge de travail de Bada va presque doubler. Depuis mars 2018, il travaille systématiquement du lundi au samedi, de 7 heures du matin à 19 h 30, soit 12 heures par jour si l'on compte la pause d'une demi-heure le midi. Sur son contrat de travail, Bada achève sa journée de travail à 17 heures et sa semaine le vendredi. En pratique, sa charge horaire de travail est passée de 47 heures à 72 heures mais son salaire est resté le même qu'avant. Bada espérait obtenir, au moins, de la moitié du salaire d'un des anciens employés qu'il remplace. « *Mais l'argent n'est pas venu.* » Cela signifie donc que les 23 heures supplémentaires réalisées par Bada sont assurées gratuitement. Depuis mars 2018, Bada subit donc la non-rémunération de 35 % de son travail.

Pour autant, il écarte l'idée de faire appel aux tribunaux du travail. Lorsque je l'interroge sur cette éventualité, il répond : « *Pour l'instant, je travaille encore.* ». L'éventualité d'un conflit avec son patron est associée au risque de perdre son travail et son salaire. Bada se montre aussi compréhensif des difficultés financières de l'entreprise que redevable vis-à-vis de son patron qui l'a aidé par le passé. « *Ce sont eux qui m'ont donné le matériel pour construire la maison entière : les briques, le réservoir d'eau, le carrelage de toute la cuisine. Maintenant que la situation est difficile, je ne peux pas ne regarder que vers l'avant. Je dois regarder ce que la personne a fait de bien pour moi dans le passé.* » (10 octobre 2018) Compte tenu de ces dons, Bada écarte la possibilité d'une action en justice pour faire valoir ses droits.

À partir de novembre 2019, sa préoccupation enfle. « *Le problème, c'est que je ne sais plus qui est mon patron. Le propriétaire de la maison a renvoyé mon patron. Du coup, je ne sais même pas qui va payer mes droits, mon 13<sup>e</sup> mois et mes vacances.* » (15 novembre 2019) Bada anticipe la possibilité d'être licencié : il voit cela comme une opportunité positive lui permettant de toucher 15 000 reais d'indemnités et d'obtenir une allocation-chômage pendant 5 mois. Dans le même temps, il pourrait continuer à travailler sans contrat de travail afin de doubler son salaire. Puis, son patron lui proposerait peut-être de signer un nouveau contrat. Lorsque je lui demande pourquoi ses patrons accepteraient sa proposition, il répond : « *Je n'aime pas me mettre au-dessus des autres, mais ce que je fais, personne ne le fait.* » Se rendre indispensable au fonctionnement de son entreprise le rend légitime vis-à-vis de son patron.

Mais en décembre, le paiement de son salaire est suspendu. Le plan de Bada (être licencié tout en continuant à travailler) tombe à l'eau. Entre janvier et début avril 2020, Bada continue à travailler en journée, à un rythme moins soutenu, sans recevoir le moindre salaire. Il perçoit tout de même 130 reais en liquide certaines semaines.

Cet exemple emblématique de la période 2018-2021 se caractérise par la non-rémunération des heures de travail supplémentaires, puis par la suspension du paiement du salaire. Malgré la détérioration de sa situation, Bada s'accroche à son poste et s'ajuste à la situation incertaine de son entreprise. L'extorsion des heures et des journées de travail est rendue acceptable par les dons passés des patrons et par la peur de se retrouver sans travail. Bada fait preuve de loyauté et d'abnégation au travail pour maximiser ses chances de préserver son emploi. Il espère ainsi bénéficier d'un possible redressement de l'entreprise.

Après cette mise en évidence des effets de la précarisation du travail sur le travail salarié, je montre que la stagnation du salaire minimum, depuis 2014, pousse de nombreux salariés à travailler à leur compte.

## **2. L'augmentation du travail à son compte**

La faiblesse du salaire minimum pousse à refuser le salariat, en travaillant à son compte. Dandara, 44 ans, mère célibataire et travailleuse domestique, en est l'illustration : *« Si j'allais travailler de lundi à vendredi et de façon déclarée, je gagnerais un salaire minimum. C'est 990 reais. Cela ne suffit pas pour payer le loyer, 450 reais, l'électricité, 50 reais, l'appareil dentaire de Bruno, 200 reais et la nounou d'Ester, 150 reais. »* (Dandara, 6 novembre 2019) Même en suspendant le paiement de l'appareil dentaire de son fils comme ces deux derniers mois, *« il ne resterait que 340 reais pour manger. »* Or, pour trois personnes, *« cela ne suffit pas, à moins d'avoir des colis alimentaires gratuits et de marcher nus dans la rue »*, assure Dandara, en éclatant de rire. Celle-ci en conclut que *« le salaire minimum ne permet pas de vivre. »*

Dandara opte pour le travail journalier à son compte du lundi au samedi. Chaque jour, elle travaille dans une maison différente. Elle négocie avec chaque patron sa paie en liquide, en fonction de la charge de travail, selon la taille de la maison et les tâches à réaliser. Les journées du lundi au vendredi sont rémunérées entre 100 et 120 reais, car il s'agit de faire le ménage dans des appartements. En revanche, la journée de samedi est payée 200 reais car il s'agit d'un appartement duplex avec jardin et piscine. *« Comme journalière, je gagne presque deux mille reais. Cela permet de payer mes factures. Si je gagnais un salaire minimum, je tombe du pont. Je préfère travailler ainsi, en sautant de branche en branche, pour régler mes factures. La seule chose que je ne paie pas, c'est la Sécurité Sociale (INSS). »* (6 novembre 2019) *« Tomber du pont »* signifie ici perdre le contrôle du budget familial et se retrouver dans une situation de grande vulnérabilité. Si elle regrette de ne pas cotiser, Dandara priorise l'accroissement de son salaire liquide et l'élargissement de ses marges de manœuvre budgétaire à court terme.

Une analyse détaillée des entrées et sorties d'argent pour le mois de novembre 2019 montre que cette stratégie de travail à son compte permet de gagner plus de deux salaires minimums et de s'octroyer certains loisirs, comme la bière ou les jeux de hasard. L'amplitude des heures travaillées et l'extension des journées de travail du lundi au samedi permettent à Dandara de s'y retrouver dans la gestion des finances familiales. La prestation sociale du *Bolsa Familia* (200) et la pension alimentaire de son ex-mari (290) pour ses deux enfants apportent également un complément de revenu. Le tableau suivant retrace l'ensemble des entrées et des sorties d'argent au cours du mois de novembre 2019. J'ai collecté ces données en me rendant trois fois par semaine chez Dandara au cours du mois et en fréquentant régulièrement les bars de la place de Garrincha avec elle.

### Le budget mensuel de Dandara en novembre 2019

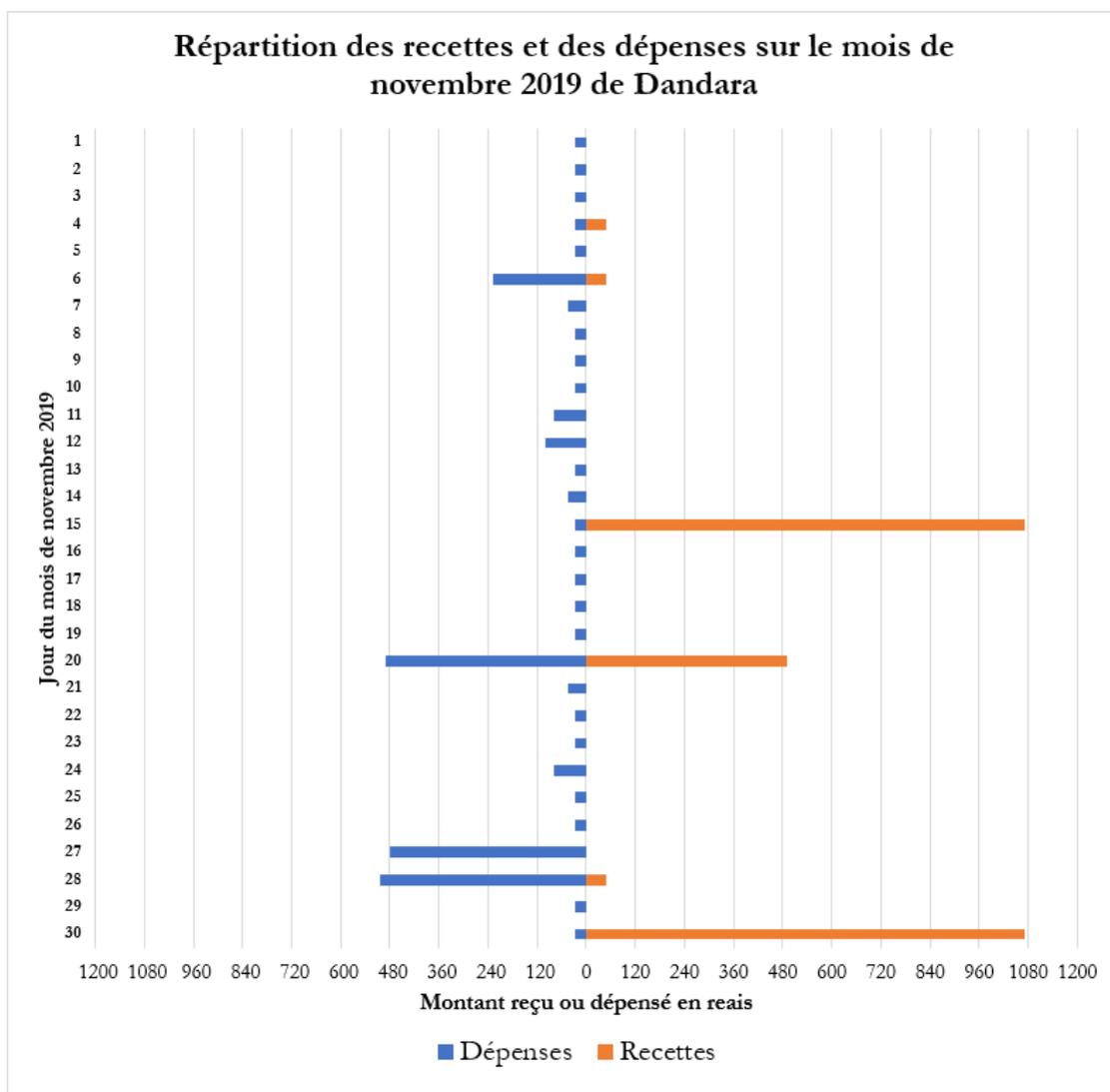
#### RECETTES (Novembre 2019)

Dénomination	Origine	Date de paiement	Montant
<b>Revenus du travail</b>			<b>2285</b>
Travail journalier	Patrons	15 et 30 novembre	2140
Extra	Patrons	4, 6 et 28 novembre	145
<b>Programmes sociaux</b>			<b>200</b>
Bolsa familia	Etat	20 novembre	200
<b>Autres</b>			<b>290</b>
Pension alimentaire	Ex-mari	20 novembre	290
<b>Recettes totales</b>			<b>2775</b>

#### DEPENSES (Novembre 2019)

Dénomination	Titulaire de la dette	Date du paiement	Montant
<b>Charges mensuelles</b>			<b>570</b>
Loyer	Julia	27 au lieu du 20 novembre	450
Electricité	Julia	6 novembre	50
Gaz	Vendeur ambulant	12 novembre	70
<b>Dépenses quotidiennes</b>			<b>1490</b>
Dépenses alimentaires	Supermarché Commerce du morro (Simone)	Ensemble du mois	870
Dépenses de santé	Entreprise	20 novembre	200
Produits de beauté	Vendeuse (Valeria)	28 novembre	160
Vêtements	Vendeuse (Zora)	20 novembre	260
<b>Loisirs</b>			<b>300</b>
Bière	Botecos	28 novembre	300
<b>Autres</b>			<b>310</b>
Loterie			60
Cadeaux d'anniversaire			100
Garde de sa fille	Julia	6 novembre	150
<b>Dépenses totales</b>			<b>2670</b>

Tableau 2 : Recettes et dépenses de Dandara en novembre 2019 (source : Timothée Narring ; auteure : Cécile Mouchel)



Graphique 8: Entrées et sorties d'argent quotidiennes de Dandara en novembre 2019 (source : Timothée Narring ; auteure : Cécile Mouchel)

Une analyse globale des dépenses de Dandara montre que celles-ci servent d'abord à assurer la subsistance du ménage. Les dépenses contraintes (le loyer, l'électricité, le gaz, la garde de sa fille), représentent 1 540 reals, soit 70 % du budget familial. Cela prouve qu'il faut gagner plus d'un salaire minimum et demi pour assurer la subsistance d'une famille monoparentale avec deux enfants. Le cas de Dandara est spécifique dans la mesure où elle ne s'endette pas auprès des institutions financières par peur de contrôle. La plupart de ses dettes concernent des ardoises de commerçants qu'elle connaît depuis plusieurs décennies. Comme la montre, la figure 7, Dandara a très peu de revenus au cours de la première quinzaine du mois. Cela ne l'empêche pas d'effectuer ses achats dans les commerces du quartier et de rembourser ensuite à la fin du mois. La figure 7 montre ainsi le recours

régulier au crédit de Dandara sur des périodes d'une à trois semaines pour financer les dépenses de consommation quotidienne. Toutefois, avec certaines commerçantes, comme Valeria ou Zora, Dandara se contente d'amortir sa dette d'un mois à l'autre. Par exemple, elle amortit chaque mois une partie de sa dette de bières au bar de Laurinha en lui remettant autour de 300 reais. L'amortissement traduit à la fois le respect des obligations financières et la possibilité de continuer à acheter à crédit le reste du mois. Il est rendu possible par les liens d'amitié et la confiance des commerçants envers Dandara.

Par l'extension de la semaine de travail et certains extras, celle-ci assure la reproduction de la subsistance matérielle de son ménage d'un mois à l'autre et l'entretien des liens sociaux avec sa famille et ses amis du *morro*. Au lieu d'épargner, elle priorise les cadeaux d'anniversaires, les repas avec ses amies, les jeux de hasard et la bière. Après une journée de dur labeur, Dandara s'assoit sur la place de Garrincha avec ses amies. Parfois, elle me montre son verre d'Heineken du doigt, en m'assurant : « *Ça, c'est mon loisir.* »

Outre les travailleuses domestiques, la faiblesse des salaires pousse les maçons du *morro* à travailler à leur compte. C'est le cas de Dédé, rencontré au début de ce chapitre. Suite à l'harmonisation par le bas de sa catégorie d'ouvrier polyvalent, Dédé refuse d'être embauché au prix d'un salaire inférieur : 1 400 reais, contre 1 800 reais auparavant. Dans la partie suivante, j'analyse les effets de la précarisation du travail sur les stratégies des maçons du *morro* pour gagner leur vie.

### **3. Les dilemmes des maçons du quartier**

La précarisation du travail place les ouvriers du bâtiment face à plusieurs dilemmes. Pour les plus qualifiés d'entre eux, vaut-il mieux travailler « déclaré » avec un salaire fixe ou bien travailler « à la tâche » afin d'augmenter leur revenu payé en liquide quitte à renoncer à toute sécurité sociale ? Pour les maçons au chômage, comment évaluer et facturer le prix de leur travail alors que les particuliers, qui font appel à eux, disposent de ressources limitées et comptent sur leurs liens personnels pour baisser le prix de leur travail ? Je présente ici la trajectoire de vie d'un travailleur du bâtiment, Mané, qui illustre les changements et les dilemmes auxquels ces maçons sont confrontés depuis leur arrivée à Vitória.

Mané, 48 ans, vient de Montanha, un village de l'arrière-pays. Il quitte ses parents à 8 ans pour travailler dans une ferme. « *Un fazendeiro (propriétaire d'une ferme) m'a emmené avec lui, ma mère m'a laissé partir.* » À 10 ans, il « *tirait le lait des vaches* » et s'occupait seul de l'ensemble des animaux d'un domaine. Il ne gagnait pas d'argent mais « *une connerie : un*

*vêtement, un pantalon* ». Cette description du travail infantile est commune à un certain nombre d'habitants du *morro* issus des campagnes. « *Quand je suis arrivé à Vitória, en 1990, je me suis dit : ces grands bâtiments, à la campagne on ne voit pas ça, je suis allé faire des travaux sur la ventilation du bâtiment au troisième étage. Je me souviens que je me suis cogné la tête sur le sol et que j'ai perdu connaissance. Quand je me suis réveillée, j'avais déjà passé 46 jours à l'hôpital.* » (Mané, 20 novembre 2019) Cette première chute ranime en lui la peur de mourir, expérimentée dès son plus jeune âge : un coup de couteau de son frère à 5 ans qui marque d'un trait vif son crâne, la chute du haut d'un arbre à dix ans, les cicatrices de morsures d'animaux sur son torse. « *De mes huit frères avec qui je travaillais, le seul vivant qui reste, c'est moi.* » Mané énumère ensuite deux autres accidents de travail et une perte de connaissance au milieu d'un carrefour du centre-ville de Vitória. « *Si je suis vivant aujourd'hui, c'est grâce à Dieu.* »

Comme Dédé, Mané est employé mais il a conclu un arrangement informel avec son employeur en 2014 : celui-ci le rémunère en fonction de sa productivité horaire, ce qui permet d'atteindre jusqu'à 6 000 reais par mois ; en échange, Mané doit rendre l'argent de son épargne de travailleur (FGTS) le jour où il quitte l'entreprise et renoncer à l'ensemble de ses droits sociaux. De cette manière, tout est légal aux yeux de la justice puisqu'il dispose d'un contrat de travail signé. « *Travailler à la tâche* » est avantageux par son efficacité et son sens de l'effort. « *Dans cette entreprise, il faut être productif. Si tu poses des briques et tu ne fais pas 15 mètres par jour, tu n'es pas bon. J'ai déjà fait 81 mètres par jour dans cette entreprise. Aujourd'hui, il faut faire 25 mètres de brique pour être au salaire indiqué sur le contrat. Ma masse moyenne là-bas est de 45 à 60 mètres, c'est le double.* » (Mané, 25 novembre 2018). Mais « *travailler à la tâche* » est de moins en moins attractif. « *Avant, tu sais combien ils payaient le mètre de briques en plus ? 6 reais. Maintenant c'est plus que 80 centimes.* » Alors que Mané gagnait jusqu'à six salaires minimums en 2014, son revenu ne dépasse pas deux salaires minimums en 2019.

Lors de mon retour sur le terrain en septembre 2020, Mané ne travaille plus pour la même entreprise sous-traitante. Il enchaîne les contrats intermittents<sup>94</sup>, créés par la loi Temer. Selon lui, les entreprises recrutent par projet ; elles recrutent le temps d'un chantier ; « *aujourd'hui, on fait un immeuble, ensuite ils résilient ton contrat de travail.* » (10 septembre 2020) Dans les périodes de creux, Mané travaille à son compte pour des particuliers. Par exemple, ces deux derniers jours il a travaillé dans la ville voisine pour rénover l'appartement de la

---

<sup>94</sup> Art. 443. § Paragraphe 3 : « Est considéré comme intermittent le contrat de travail dans lequel la prestation de services, (...) n'est pas continue, se produisant avec une alternance de périodes de prestation de services et d'inactivité, déterminées en heures, jours ou mois, indépendamment du type d'activité du salarié et de l'employeur (...). » (CLT, loi n° 13.467, 2017)

filles de Ritalo, patron du bar de la place de Garrincha : « *Ce travail aurait dû être payé 760 reais, j'ai reçu bien moins. Mais j'avais honte de demander plus.* » Travailler pour un notable du quartier place Mané face au dilemme : exiger une meilleure paie au risque de froisser le tenancier de bar ou bien se plier à une rémunération inférieure à ce qu'il attendait.

Dédé et Mané sont parmi les derniers de leurs groupes d'amis d'enfance à être licenciés et travailler à leur compte. Lucas, Felipe, José et Mario ont tous les quatre perdu leur emploi entre 2015 et 2016. Moins qualifiés qu'eux, ils connaissent des périodes plus irrégulières de travail et d'importantes variations de revenus. Ces exemples illustrent l'informalisation du travail formel, sous l'effet de la récession et la réforme du travail de 2017. L'affaiblissement du pouvoir de négociation des travailleurs par rapport aux employeurs pousse à travailler à son compte ou à alterner les contrats intermittents avec des périodes de travail à son compte. Or, ce dernier est souvent mal rémunéré car il est déterminé par les relations de patronage avec des notables du *morro*. Il amène à privilégier les revenus à court terme, au détriment de la cotisation pour faire valoir les droits au chômage et à la retraite à plus long terme.

La précarisation du travail tend à affaiblir les solidarités locales à l'échelle de la *favela* Garrincha. D'un côté, un certain nombre de maçons du *morro* ne comptent plus que sur leurs réseaux de connaissances, d'amis et de voisins pour trouver du travail. Ils se rabattent sur des chantiers à l'intérieur du *morro* ou dans d'autres périphéries de Vitória. Mais cela pose la question du prix juste à facturer pour des amis ou des connaissances. Des tensions sont palpables au sein de mon équipe de football. Dédé fait les frais des critiques des dirigeants actuels depuis qu'il n'est plus président :

« *Dédé n'est pas la personne que tu penses. Il facture son travail, il n'aide pas les autres. Il a travaillé pour Seu Val, un vieux appauvri. Si Dédé n'avait pas facturé la main-d'œuvre, la maison serait déjà construite (...)* Quand je suis arrivé au *morro*, il y a 20 ans, Mané a été la première personne que j'ai connue : ma maison a été faite de cette manière, on a rassemblé un groupe d'hommes, tout le monde a aidé à charger le matériel de la place jusqu'en haut. » (Noa, vice-président, terrain de football d'Evaristo, septembre 2020) Noa critique la monétarisation des relations sociales au sein du *morro*. Il reconnaît que, si une personne dispose d'une condition financière stable, il est normal qu'elle paie. Mais pour une personne « appauvrie », comme Seu Val, cela devrait être gratuit. Cette apologie d'une économie fondée sur le don et la réciprocité prend source dans une vision mythifiée des solidarités communautaires (Valladares, 2005, Cavalcanti, 2007). La critique de Noa met toutefois en évidence l'effritement de l'entraide communautaire depuis

une vingtaine d'années. La précarisation du travail renforce ce processus tant la mesure où d'anciens salariés, comme Dédé, dépendent désormais du travail à leur compte pour assurer la subsistance de leur famille.

Dans cette partie, j'ai montré que la récession et la réforme du travail poussent à l'informalisation du travail salarié et au développement du travail à son compte. L'informalisation du travail salarié aboutit au non-paiement d'une partie des heures travaillées et à l'alternance de contrats temporaires. La faiblesse du pouvoir de négociation des salariés conduit à s'accrocher à l'espoir de préserver son emploi en travaillant quasi gratuitement. Le pouvoir discrétionnaire des employeurs, qui mettent les retards ou l'absence de paiement sur le coup de la « crise », renforce l'exploitation des travailleurs. Le développement du travail à son compte, stimulé par le chômage et la faiblesse des salaires, est façonné, à l'extérieur du *morro*, par des relations arbitraires avec les propriétaires de maisons, et à l'intérieur, par des dilemmes moraux sur la fixation du prix de la journée de travail. Les maçons du *morro* s'adaptent aux incertitudes concernant la tenue des chantiers et leur paiement par le travail le week-end. Cela produit un allongement de la durée du travail, observé par Luiz Antonio Machado (1984), qui réduit les temps de sociabilité au sein de la famille et du quartier.

Ces transformations du travail se répercutent sur l'endettement des familles et sur la stratification sociale du *morro*.

## **II. Travail, dette et stratification sociale**

Cette seconde partie analyse comment les familles du *morro*, issues de diverses strates des milieux populaires, sont affectées par la précarisation du travail et l'érosion des droits sociaux. Elle souligne le rôle central de la dette pour assurer le sauvetage des projets des uns et la subsistance des autres.

Après avoir montré le lien étroit entre la précarisation du travail et la hausse de l'endettement familial, cette partie présente les principaux critères de stratification sociale au sein du *morro*. Puis, elle montre l'alignement par le bas des conditions de vie des habitants de la strate stable du *morro*. Leur niveau de vie se rapproche de celui de la fraction moyenne bien que certaines différences persistent en termes d'accès au crédit et d'étendue du réseau social.

## ***A. Précarisation du travail et augmentation de l'endettement.***

La hausse de l'endettement des familles se manifeste d'abord par des retards plus fréquents et plus longs dans le paiement des factures courantes d'eau, d'électricité et dans le paiement des loyers. La plupart des habitants du *morro* rencontrent des difficultés à payer en temps et en heure ces dettes domestiques. Ils soulignent notamment le poids des dépenses d'électricité<sup>95</sup> par rapport à leur revenu depuis la régularisation des connexions clandestines<sup>96</sup>, entamée fin 2015. Cette dernière a conduit à l'implantation d'un compteur d'électricité par maison et à la rénovation des infrastructures du quartier, de manière à ce que les ménages paient leur consommation. « *L'objectif d'EDP (Énergie Du Portugal) c'est de pouvoir couper l'électricité sans monter au morro. Ce type de projet est fait pour les endroits pauvres où il y a des gatos (connexions clandestines).* » (Bruno, employé d'une entreprise sous-traitante d'EDP, 5 septembre 2020). En contrepartie, EDP promet l'instauration d'un système plus sécurisé et la possibilité, pour les familles pauvres, de disposer d'un tarif social.

La régularisation de l'électricité intervient au moment où de nombreux habitants perdent leur travail. Elle provoque des défauts de paiement et des coupures d'électricité pour des dizaines de familles. Cela entraîne une tentative d'intimidation d'un des principaux leaders du quartier, Yuri Nunes, qui a soutenu ce projet. Des habitants se rendent à son domicile pour se plaindre du coût trop élevé des factures et des coupures d'électricité. Face à l'impossibilité de renégocier avec l'entreprise EDP, certains habitants s'arrangent entre eux pour installer de nouvelles connexions illégales en se branchant sur les fils de l'électricité publique, dont la ville de Vitória a la responsabilité. La surcharge des connexions clandestines provoque alors des courts-circuits et une multitude de zones obscures.

Une grande partie des familles s'adapte à cette obligation de paiement par une gestion maîtrisée des retards de paiement. Étant donné qu'EDP ne coupe l'électricité qu'à partir de trois mois de retard, elles retardent systématiquement le paiement. Cette stratégie existait déjà avant la régularisation des connexions clandestines. Mais elle se généralise, à partir de 2016, et s'étend d'un à trois mois de retard dans de nombreuses familles. Un certain nombre d'entre elles dépassent les trois mois de retard et subissent des coupures

---

<sup>95</sup> Si le coût d'électricité est aussi élevé, c'est aussi parce que l'Etat de l'Espirito Santo facture, en plus, un impôt (ICMS) qui s'applique à l'ensemble des ménages.

<sup>96</sup> Il y avait 70 % de connexions clandestines avant la régularisation d'après les cadres de l'entreprise d'électricité.

d'électricité. Dans ce cas, soit elles parviennent à se rebrancher illégalement, soit le coût de la dette est réparti entre les membres élargis pour retrouver l'accès à l'électricité.

La hausse de l'endettement des familles se manifeste également par les déménagements à répétition des locataires. Plusieurs familles monoparentales déménagent à plusieurs reprises dans une même année à cause du retard dans le paiement des loyers. Entre 2018 et 2019, la famille de France déménage à trois reprises, celle de Carla à cinq reprises, contre une seule fois entre 2014 et 2018.

En outre, l'augmentation de l'endettement se traduit par la chute du commerce local. La plupart des achats sont différés et inscrits sur l'ardoise des commerçants. Or, les défauts de paiement de nombreux clients privent les commerces des revenus sur lesquels ils comptaient. « *Si l'on a fermé, c'est à cause des ardoises (fiado). On a plus de 4 000 reais qui n'ont pas été payés* » assure un commerçant de Garrincha. La baisse des revenus du travail a pour effet la réduction de la consommation locale, ce qui se répercute par le déclin et la fermeture de plusieurs commerces. L'épicier Beranrdo a mis la clef sous la porte début 2020. Il a quitté le *morro* à cause de problèmes de dettes, selon certains commérages. Simon et Yuri ont fermé le restaurant et conservé uniquement la partie snack et dépôt de boissons de leur commerce. Lino a ouvert son épicerie début 2018. Face à la faiblesse des ventes, il est retourné travailler comme chauffeur routier à l'extérieur du *morro*. L'épicerie de João, au-dessus de laquelle j'ai habité, a connu également une chute des ventes, notamment depuis la fin de l'année 2018. Maria Teresa met cause la concurrence des entreprises ambulantes de colis alimentaires qui circulent en camionnettes dans les ruelles de la *favela*. Celles-ci proposent aux familles d'acheter des aliments à crédit, en remboursant les deux mois suivant l'achat. La présence accrue de ces camionnettes est le reflet du recours croissant à l'endettement pour subvenir aux nécessités alimentaires.

Enfin, les retards plus fréquents dans le paiement des factures conduit à souscrire des crédits à la consommation. Le récit de Ninha, travailleuse domestique à son compte, montre le lien étroit entre la précarisation du travail, le retard des factures domestiques et la souscription de crédits. « *Avant, je faisais des ménages tous les jours. Quand la crise a frappé, tout s'est arrêté. J'ai été licenciée une première fois en décembre 2014. Je suis restée 4 mois au chômage en recevant 600 reais d'indemnisation, tout en travaillant sans contrat une fois par semaine, payée 120 reais. Fin avril, mon employeur m'a demandé ma carte de travail pour m'embaucher de nouveau. Mais finalement ça a pris plus de temps que prévu et entre mai et juin, je n'ai rien reçu (...). Ma fille aussi avait aussi ses dettes à elle. Donc fin mai (2015), nous avons dû faire un crédit pour payer nos dettes : le loyer, l'électricité, le plan*

*funéraire, les mensualités du frigidaire, l'alimentation vu qu'on dépense beaucoup en aliments.* » Le retard de trois mois dans le paiement du loyer et de l'électricité est à l'origine de la souscription d'un crédit de 2000 reais dans un établissement de crédit local.

Ninha se plaint notamment du poids élevé des factures d'électricité depuis la régularisation des connexions clandestines. Elle assure que sa facture est passée de 150 à 300 reais entre fin 2014 et mai 2015. Le crédit sert ainsi à éponger plus de 800 reais de dettes d'électricité en mai 2015. Puis, Ninha a travaillé de nouveau en juillet et en août 2015. Début septembre, elle est licenciée une seconde fois et les retards de facture s'accumulent de nouveau. « *Avant, si je travaillais quelque part, j'avais déjà un autre endroit pour faire des ménages si ça s'arrête. Aujourd'hui, même les lessives ne suffisent pas pour payer les factures.* » (Ninha, 27 décembre 2016) Ninha se plaint des périodes de creux, qui provoquent l'emballement des factures impayées, sous l'effet de la baisse et des variations de revenus. Les retards dans le paiement des comptes de la maison et du réfrigérateur s'accumulent alors qu'ils constituent des postes de dépenses prioritaires. L'acquisition du second représente une avancée matérielle importante d'où la volonté de le rembourser en priorité. La souscription du crédit vise à régler ces dettes domestiques. L'augmentation de l'endettement domestique, à l'image des factures d'électricité, du loyer et du réfrigérateur, alimente donc l'endettement financier. Le recours au crédit intervient comme « *filet de sécurité* » (Roberts et Zulfiqar, 2019) pour financer les dépenses de reproduction sociale que les revenus du travail ne peuvent plus financer (voir chapitre 2).

La précarisation du travail et la hausse de l'endettement se répercutent également sur la stratification sociale du *morro*.

## ***B. La stratification sociale du morro***

Le *morro* se caractérise par une certaine hétérogénéité interne (Narring, 2016). Si les habitants se définissent comme des *travailleurs* et comme des *pauvres* (Araujo, 2018), les situations socio-économiques et financières varient d'une famille à l'autre. Pour caractériser ces différences, j'ai construit quatre critères principaux.

Le premier concerne le niveau de revenu du ménage. Il est déterminé par le travail de ses membres. Le type d'activité pratiquée, les conditions (rémunération journalière, bi-hebdomadaire ou mensuelle) et le statut des travailleurs (salarié, à son compte, sans contrat de travail) conditionnent le niveau de revenu et l'accès à la protection sociale. Ce

critère implique de prendre en compte les multiples stratégies mobilisées pour accroître les revenus (Machado, 1983 ; Araujo, 2018).

Le second critère concerne les conditions d'habitat : le ménage est-il propriétaire ou locataire ? Sa maison est-elle accessible depuis la rue ou située dans des impasses ou des ruelles (*becos*) mal desservies ? Cette distinction entre rue principale et *becos* est centrale puisqu'elle signifie une inégalité d'accès aux infrastructures publiques (éclairage public, eau, réseau d'égouts) (Cavalcanti, 2007). En outre, plus les maisons sont situées en bas du *morro*, plus les constructions sont achevées et hautes. Plus les maisons sont situées sur la partie haute de la *colline*, plus les constructions sont basses et sommaires.

Le troisième critère est celui de la configuration familiale et du degré de solidarité entre les membres d'une même famille. Le renouvellement générationnel et la permanence sur un même territoire favorisent les relations d'entraide au sein de la famille élargie, entre petits-enfants et grands-parents. Ce critère permet de contrebalancer une approche statique fondée sur le ménage, alors qu'il existe d'amples circulations d'aliments, d'argent et de soins entre les maisons de la *favela* (Marcellin, 1999 ; Motta, 2014 ; Machado, 2019). Il interroge à quel point le réseau familial est suffisamment soudé et résilient pour faire face à l'accumulation des dettes.

L'accès au crédit constitue le quatrième critère. Selon s'ils sont ou non fichés dans l'un des registres nationaux de débiteurs, les habitants du *morro* sont confrontés à des restrictions dans l'accès quotidien à la consommation auprès des supermarchés et des grandes enseignes. Le fichage trace également une frontière entre ceux qui peuvent emprunter auprès des établissements de crédit et des banques et ceux qui en sont exclus. Ce critère s'inspire des apports de la sociologie économique qui souligne en quoi le fichage et les nouvelles techniques de comptabilité et de transparence, renforcent les hiérarchies (Miller, 2001 ; Guseva et Rona-Tas, 2001 ; Best, 2005-2009) et oblige les individus à s'autocontrôler pour maintenir leur accès au crédit. En plus de l'accès au crédit formel, ce critère interroge la capacité à emprunter auprès de l'entourage et à acheter à crédit auprès des commerçants du *morro*. Il renvoie aux travaux issus d'anthropologie économique qui soulignent l'enchâssement de la dette dans des rapports territoriaux et moraux (Peebles, 2010 ; James, 2014 ; Guérin, 2013).

La mobilisation de ces critères m'amène à dégager une segmentation des habitants du *morro* en quatre catégories, selon leurs niveaux de vie et leurs statuts : une strate de

rentiers locaux, une strate de commerçants et d'ouvriers très qualifiés, une strate moyenne, une strate dépendante des bénéfiques sociaux et des réseaux de charité<sup>97</sup>.

### 1. Une catégorie infime de rentiers locaux

Au sommet de la hiérarchie locale se trouve une catégorie infime de rentiers locaux. Il s'agit d'habitants qui se sont constitués un large patrimoine de maisons au sein du *morro* et gagnent plus de quatre salaires minimums par mois. Une étude locale, réalisée auprès de 400 ménages, affirme que cette catégorie de revenus représente 3 % des ménages (Biscoitto, 2019). Ces derniers sont, pour la plupart, d'anciens maçons reconvertis dans l'entrepreneuriat, la vente ou la location de maisons. Pour ce faire, ils s'appuient sur leur savoir-faire technique et sur leur maîtrise des réseaux locaux. Leur stratégie consiste à racheter, rénover et louer un bien pour se constituer un revenu mensuel régulier. Ritalo 57 ans et Orfeu, 63 ans, tous deux ouvriers du bâtiment, incarnent cette strate du *morro*. Le premier tient le bar le plus fréquenté du quartier, situé sur la place de Garrincha. Il a utilisé l'argent de son commerce pour racheter des maisons qu'il rénove et loue. Ritalo dispose désormais de trois maisons au *morro*, de son bar et d'une maison secondaire dans la campagne.

Orfeu a été président de l'association communautaire de Garrincha entre 1995 et 2000. Il utilise alors sa position politique privilégiée pour monter une petite entreprise de rénovation d'espaces publics. Le maire de l'époque lui accorde des chantiers en échange de soutiens politiques. Avec l'argent de l'entreprise, Orfeu se constitue un petit patrimoine au début des années 2000, peu de temps après sa conversion à l'église Universelle du Royaume de Dieu<sup>98</sup>. Il rénove, agrandit, sépare les maisons en appartements qu'il loue. Depuis la mise en place du projet Terra (2005-2012), la mairie a l'obligation de reloger des familles habitantes en « zone à risque ». Orfeu tire profit de ce programme public et du retard pris, en assurant la mise en lien des familles bénéficiaires avec les services municipaux. Cela lui permet d'engranger d'importants profits lors de la vente des maisons à la mairie. En 2019, Orfeu a vendu deux maisons pour 65 000 reais alors qu'il les avait achetées pour un prix quatre fois inférieur. En 2020, il loue 11 maisons, ce qui lui permet de recevoir environ cinq salaires minimums par mois.

---

<sup>97</sup> Pour présenter cette classification, je m'appuie sur l'observation ethnographique ainsi que sur les entretiens de type « trajectoire de vie » (Guérin et al, 2011), réalisés auprès d'une cinquantaine de familles entre 2016 et 2021. Je me réfère également à une source secondaire : la recherche conduite par un collectif d'habitants auprès de 400 ménages du *morro* au cours de l'année 2008 (Biscoitto, 2019). Cette dernière repose sur des visites à domicile dans les sept *favelas* du *morro*, en utilisant une grille d'entretien prédéfinie. L'ampleur de l'échantillon et le souci de représenter les ménages des différentes *favelas* lui confèrent une certaine pertinence.

<sup>98</sup> L'une des principales églises pentecôtistes.

Orfeu et Ritalo revendiquent leur stratégie de travail informel pour gagner leur vie et réinvestir directement dans des maisons plutôt que cotiser à la sécurité sociale. « *Si j'avais toujours signé un contrat de travail, j'aurais déjà ma retraite, mais je ne serais pas arrivé là où j'en suis. En travaillant pour mon compte, j'ai eu l'occasion de gagner beaucoup d'argent et de faire ce que je voulais faire et j'ai réussi ! (...)* J'ai trouvé une autre manière (*outro jeito*) de prendre ma retraite. » (Orfeu, 2020) Ce discours fait écho aux travaux de Diana Lima (2003) qui observe une symétrie entre la position marginale des travailleurs, pour qui l'État est absent, et l'appel des pasteurs à « créer leur propre business ». La trajectoire d'Orfeu illustre la formation d'une éthique d'entrepreneur, entre sa conversion au néopentecôtisme et du lancement de ses propres activités (Feltran, 2020). Elle témoigne d'un rejet croissant du salariat.

En plus d'anciens maçons, cette strate de rentiers est formée par d'anciens trafiquants qui ont réinvesti leur argent dans des maisons et dans le commerce. En témoigne Genesio, ancien gérant du trafic devenu propriétaire de deux pizzerias et Paraíba, un leader local, propriétaire de plusieurs salons de coiffure. Les maisons semblent ainsi le capital économique le mieux valorisé pour se constituer un revenu régulier grâce aux loyers payés par les habitants les plus pauvres du *morro*. Néanmoins, cette catégorie représente un poids marginal dans la population locale.

## **2. La strate stable du *morro***

La seconde catégorie est formée par des commerçants, des techniciens et des ouvriers très qualifiés qui combinent solidité des liens familiaux et revenus supérieurs à deux salaires minimums. Les unions conjugales sont plus stables que dans les fractions moyenne et basse du *morro*. Pères et mères contribuent mutuellement au revenu du ménage. D'après les données locales, 22 % des familles gagnent entre deux et quatre salaires minimums en 2019 (Biscoito, 2019).

Les fils et les petits-fils des *fondateurs du morro* (*fundadores do morro*) sont sur-représentés au sein de cette strate. L'ancienneté de leur famille leur a permis d'accéder à des terrains, donnant directement sur la rue Elza Soares. En général, les grands-parents ont construit la base des maisons actuelles, ce qui assure aux enfants et aux petits-enfants un accès privilégié au logement. Ces générations présentes construisent leur foyer au-dessus de leur maison ou sur les terrains donnés par ces derniers. Leur accès à la propriété ne se caractérise pas par l'acquisition d'un titre de propriété, mais par le droit d'usage légitimé par l'ancienneté sur le territoire et par le paiement des impôts locaux auprès de la mairie de Vitória. Ainsi, cette fraction stable dispose d'un petit patrimoine qui s'est consolidé au cours

de la première décennie des années 2000. La capacité des familles à perdurer au *morro* sur trois, et parfois quatre générations, a pour effet l'extension du réseau d'entraide familial.

De plus, ces familles disposent d'un accès au crédit à l'extérieur du *morro*, auprès des grandes enseignes, des banques et des établissements de crédit. Une partie de ses membres ont des plafonds élevés de cartes de crédit, de cinq à dix fois supérieurs à leurs revenus mensuels.

Cette ethnographie se concentre notamment sur les effets de la précarisation du travail et de l'endettement sur cette strate stable. La récession et la réforme du travail provoquent d'importantes pertes de revenus pour les ouvriers très qualifiés du bâtiment, à l'image de Dédé et Mané. Les familles de commerçants sont confrontées aux effets de la chute de la consommation locale. Enfin, les mécaniciens du port et les ouvriers qualifiés des entreprises pétrolières de Vitória subissent d'importantes pertes salariales. L'ethnographie vise à saisir en quoi l'harmonisation par le bas des conditions de vie de cette fraction stable entraîne l'effacement des différences de statut social et de condition socio-économique par rapport à la strate moyenne du *morro*.

### **3. La strate moyenne**

J'utilise ce terme car il s'agit de la strate la plus importante en terme numéraire. D'après les données locales, 51,75 % des ménages ont un revenu mensuel entre un et deux salaires minimums en 2019 (Biscoito, 2019). Cette catégorie est constituée à la fois par des travailleurs précaires et par des bénéficiaires sociaux. Les premiers sont travailleuses domestiques, employés de ménage, vigiles de nuits, commerçants ambulants, maçons à leur compte et éboueurs. Ils et elles représentent les principales catégories d'activités occupées par les habitants du *morro*. Les seconds sont retraités, veuves, bénéficiaire du minimum vieillesse ou d'une allocation d'handicapés, ajustée sur le niveau du salaire minimum.

En plus de revenus faibles et volatils, ces familles sont moins anciennes au sein du *morro*. À la différence de la strate stable, elles sont arrivées à la fin des années 1980 et dans les années 1990 lors de l'accélération du développement urbain de Vitória. En conséquence, elles n'habitent ni sur la place ni sur la rue Elza Soares mais se concentrent dans les impasses et les ruelles (*becos*).

Enfin, les habitants de la strate moyenne ont un accès limité au crédit. La plupart d'entre eux sont inscrits dans l'un des registres de débiteurs en défaut de paiement. Cela les

rend dépendants d'autres membres de leurs familles ou d'amis pour accéder à la consommation.

#### 4. La strate basse

En bas de la hiérarchie sociale du *morro*, on trouve les familles dépendantes des revenus de la protection sociale. 16,25 % des familles du *morro* ont un revenu familial inférieur à un salaire minimum (Biscoito, 2019). La plupart sont des familles monoparentales, souvent des mères seules avec leurs enfants. La *Bolsa Familia* est le seul revenu stable. Vu l'insuffisance de cette prestation sociale pour assurer la subsistance familiale, ces ménages dépendent de réseaux de charité, reliés aux ONG de Garrincha, aux églises et au Centre d'Assistance Sociale (CRAS), situé au pied de la colline. La plupart d'entre eux louent leur logement aux membres de la strate stable du *morro*. Les retards dans le paiement des loyers provoquent des déménagements réguliers et une instabilité résidentielle chronique.

Au sein de la fraction basse, la configuration familiale est dominée par les mères et les grands-mères. Il arrive, souvent, que les premières ne parviennent à fonder leurs propres foyers et restent habiter dans le logement des secondes. Le fort degré de dépendance résidentielle et financière est l'une des principales caractéristiques de ces familles monoparentales.

Cette description de la stratification sociale au sein du *morro* dialogue étroitement avec le travail de Jessé de Souza et d'un groupe de chercheurs brésiliens sur les transformations des classes populaires depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

Les conditions de vie des strates basse et moyennes se rapprochent de celles que Jesse Souza (2009) définit comme la *ralé*, (« la *populace* ») pour critiquer l'abandon des pouvoirs publics à leur égard (Dos Santos, 2019). La *ralé* ne dispose d'aucun capital économique et culturel. Pire, elle est dépourvue des préconditions sociales, culturelles et morales nécessaires pour se constituer un quelconque capital. « La *ralé* ne peut être employée que comme un simple « corps », c'est-à-dire une simple dépense d'énergie musculaire. C'est ainsi que cette classe est exploitée par les classes moyennes et supérieures : en tant que « corps » vendu à bas prix, que ce soit dans le travail des domestiques, ou dans la dépense d'énergie musculaire dans un travail masculin disqualifié. » (Souza, 2009) Cette définition éclaire de façon pertinente le caractère laborieux et éprouvant du travail réalisé

par les habitants du *morro*<sup>99</sup>. En témoignent les travailleuses domestiques, qui passent leur vie à servir des familles de classes moyennes et hautes ; et la plupart des maçons du *morro*, qui sont exclus du travail salarié et ne peuvent compter que sur leur force physique pour assurer leur subsistance.

Souza (2009) insiste également sur la misère affective et matérielle qui caractérise les familles de la *ralé*. Or, cette caractéristique ne s'applique qu'aux familles de la strate basse du *morro*, qui dépendent de réseaux de charité et du *Bolsa Família* versé par l'État. Les habitants de la strate moyenne du *morro* rejettent le qualificatif de « miséreux », d'« exclus » ou d'« abandonnés », utilisés par Souza, pour se définir. Ils mettent un point d'honneur à assurer, par eux-mêmes, la subsistance de leur famille et à *payer les comptes* (*pagar as contas*) de leur maison. Une frontière morale et financière se dresse ainsi entre les familles « assistées » de la fraction basse et les familles « travailleuses » de la fraction moyenne qui redouble d'effort physique et de discipline pour « ne devoir rien à personne ». En ce sens, les secondes s'écartent de la position marginale, occupée par la *ralé* et aspirent à ce que leur éthique du travail soit reconnue.

Au-dessus de la *ralé*, Jesse Souza souligne l'émergence d'une nouvelle classe de travailleurs qu'il qualifie de *batailleurs* (2012). Souza utilise cette catégorie pour démontrer qu'aucune « nouvelle classe moyenne »<sup>100</sup> ne s'est constituée au Brésil, contrairement à la thèse de Marcelo Neri (2008) et des gouvernements du PT. Ces *batailleurs* sont marchands sur les foires, employés, entrepreneurs ruraux, ouvriers qualifiés, chauffeurs de taxi. La distinction vis-à-vis de la *ralé* s'établit sur deux principaux critères : le caractère structuré des familles et la capacité à redoubler d'effort au travail. Souza souligne la capacité à interioriser et incorporer des dispositions, telles que la discipline, la maîtrise de soi et la capacité à se projeter vers l'avenir. « Cette classe a gagné sa place au soleil par un effort

---

<sup>99</sup> Souza établit une distinction entre la *populace* et le lumpenprolétariat européen, mis en évidence par l'analyse marxiste. Alors que le second peut être incorporé au secteur productif dans les périodes de croissance et bénéficié d'une certaine ascension sociale, la première est maintenue à l'écart du secteur industriel et cantonnée à une situation d'infériorité. En l'absence de formation technique et d'accès à l'éducation, cette position de classe se reproduit.

<sup>100</sup> Marcelo Neri catégorise la société brésilienne en cinq classes (A, B, C, D et E) selon un critère décroissant de revenus. La « nouvelle classe moyenne » désigne les Brésiliens qui sont passés de la « classe D » à la « classe C » au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. La « classe C » se définit comme une population de 16 à 60 ans, dont le revenu se situe entre la médiane du revenu par tête des ménages (en considérant uniquement le revenu du travail) et la limite inférieure du décile supérieur, juste en dessous des classes A et B (les 10 % les plus riches) (Lavinhas, 2017). D'autres indicateurs, comme l'acquisition d'une maison, d'une voiture, l'accès au crédit, la signature d'un contrat de travail témoignent de l'expansion de cette « classe C » (Neri, 29, 2010). Cette définition fait l'objet de nombreuses critiques dans la mesure où elle restreint la classe à une dimension purement économique et qu'elle ne dialogue pas avec les définitions sociologiques de la « classe » (Leal, 2022).

extraordinaire : par sa capacité à résister à la fatigue des emplois multiples et aux horaires de travail, à travailler deux fois plus longtemps à l'école et au travail, par sa capacité extraordinaire à épargner et à résister à la consommation immédiate et, aussi ou plus important que tout ce qui précède, par une croyance extraordinaire en elle-même et en son travail. » (Souza, 2012, 50) Cette définition des *batailleurs* dialogue étroitement avec ce que je qualifie de « strate stable ». Au *morro*, ces familles ont agrandi leur maison et amélioré leurs situations, depuis la fin des années 1990, grâce à la progression au sein de l'échelon des entreprises et à la combinaison de plusieurs activités. Elles ont bénéficié des revalorisations salariales, de l'accroissement du paiement des heures supplémentaires et du « travail à la tâche », comme dans l'industrie du bâtiment. On compte, parmi elles, des familles de commerçants qui ont bénéficié de l'augmentation de la consommation locale au cours de la première décennie du siècle. Enfin, d'autres employés, comme les vigiles de nuit ou les employés de grande surface, ont conquis une certaine stabilité en travaillant pendant leurs vacances, effectuant des heures supplémentaires et acceptant des activités extras. Les revenus qui ne servent pas à assurer la subsistance quotidienne du ménage sont réinvestis dans la construction et l'agrandissement du logement.

En revanche, réserver le terme de *batailleurs* à la strate stable des milieux populaires présente plusieurs limites. La première d'entre elles est sémantique. Au *morro*, les femmes de la strate moyenne se définissent comme des *luttenses* (*lutadoras*) ou des *batailleuses* (*batalhadoras*) alors qu'elles occupent la même position sociale et la même activité qu'il y a deux décennies. C'est le cas des travailleuses domestiques, comme Dandara, qui mobilisent le champ lexical de la guerre pour définir leur abnégation au travail. Tout en présentant certaines caractéristiques de la *ralé* (famille monoparentale, travail journalier et non salarié), elles se définissent comme des *batailleuses*, en raison de leur capacité à endurer les épreuves physiques et psychiques de la vie. Ainsi, la détermination au travail ne permet pas de distinguer la fraction moyenne de la fraction stable du *morro*.

La seconde limite est d'ordre socio-économique. Entre la strate basse du *morro*, qui constitue le cœur de la *ralé*, et la strate stable du *morro*, qui se rapproche des *batailleurs* au sens de Souza, il existe une vaste catégorie de population. Or, cette strate moyenne n'est ni misérable comme la *ralé*, ni soudée comme les *batailleurs*. L'exemple de Dandara montre que, par le sens de l'effort, certaines travailleuses domestiques gagnent mieux que des salariés et disposent de pratiques de loisirs et de consommation qui les rapprochent de la strate stable. Dans le même temps, le fait d'occuper la même position sociale depuis 25 ans

et de ne disposer d'aucun patrimoine témoigne d'une différence notable avec les familles de commerçants et d'ouvriers qualifiés. La théorie de Jesse Souza contribue ainsi à caractériser les différentes strates du *morro* et à éclairer la dynamique interne aux familles de ce territoire. Toutefois, elle oublie un maillon essentiel de la chaîne à mi-chemin entre la *ralé* et les *batailleurs* : une vaste fraction à la fois vulnérable et capable d'assurer plus que sa survie quotidienne.

Afin de mieux comprendre les effets de la précarisation du travail et de l'endettement sur la stratification sociale du *morro*, j'analyse le cas de deux familles issues des strates stables et moyennes du *morro*.

### ***C. Creusement des dettes domestiques et appauvrissement***

Le cas de la famille Gouveia illustre le lien étroit entre la précarisation du travail et le creusement des dettes domestiques au sein de la strate moyenne du *morro*. Cela se traduit par l'échelonnement du paiement des courses alimentaires et le retard dans le paiement des factures d'électricité. Adele, 56 ans, employée domestique, et Luis, 58 ans, vigile de nuit habitent sur la partie haute du *morro* avec leurs trois fils, au rez-de-chaussée de leur maison. L'étage supérieur est habité par Mina, leur fille, et leurs trois petits-enfants. Adele regrette le caractère inachevé de sa maison, la taille réduite du logement et le manque de fonctionnalité de la cuisine, dépourvue de fenêtre. Les revenus du ménage (2 300 reais entre 2016 et 2018), l'usufruit d'un logement précaire, la profession des parents et la faible contribution des fils font que cette famille se situe dans la fraction moyenne du *morro*.

Entre décembre 2016 et octobre 2018, le paiement des factures d'électricité n'excède jamais deux mois de retard. Les courses alimentaires sont effectuées en payant la majeure partie des dépenses à comptant. Pour ce faire, Adele utilise son salaire, 1 100 reais, et un peu moins de la moitié du salaire de son mari, soit 650 reais. Elle se plaint de son mari qui dilapide son salaire dans l'alcool et la rue au profit d'autres femmes.

#### **1. Chômage de Luis et emballement des dettes de consommation**

La situation financière de la famille Gouveia se dégrade après le licenciement de Luis en octobre 2018. L'employeur de Luis refuse de lui verser son indemnité de départ. Celui-ci porte plainte, mais la décision du tribunal tarde. Entre octobre 2018 et avril 2020, Luis ne perçoit aucun revenu. Le seul revenu stable du ménage est celui d'Adele, soit 1 100 reais. Leurs fils aînés, Léo et Raf, impliqués dans le trafic local de drogue ne participent pas

au paiement des factures. Quant au fils benjamin, João, il reste tout le temps à la maison. Ses troubles psychiatriques l'empêchent de travailler.

En décembre 2018, Adele me fait part de son espoir d'une revalorisation salariale pour l'année 2019. Elle estime que l'agrandissement de la maison de ses patrons entraîne l'accroissement de la charge et du temps de travail. La construction d'un nouvel étage, doté de deux chambres, accroît le temps de travail nécessaire pour faire la poussière, les vitres et le sol. Cela représente, selon elle, 30 minutes de travail quotidien supplémentaire, soit 2 heures 30 minutes par semaine. Adele compte sur cette revalorisation pour régler une partie des factures d'électricité qui se sont accumulées ces derniers mois. « *C'est 1 100 par mois, tout le monde me dit que c'est du travail esclave. Ça devrait être au moins 1 500 reais* » (Adele, novembre 2019). Mais sa patronne refuse de payer ses heures supplémentaires. Le chômage de Luis et la non-revalorisation du salaire d'Adele, entraînent l'accumulation de dettes d'alimentation et d'électricité.

## **2. L'achat à crédit des colis alimentaires auprès de vendeurs ambulants**

Début 2019, dix jours après la réception de son salaire, Adele n'a plus suffisamment d'argent pour faire les courses pour l'ensemble de la semaine à venir. « *Vu que je n'ai pas les moyens de faire les courses au supermarché, alors j'achète les colis alimentaires* » (15 janvier 2019). Adele n'a plus de carte de crédit depuis qu'elle s'est retrouvée fichée *au SPC* (Service de Protection du Crédit). Elle compense l'exclusion de l'accès au crédit formel par l'achat à crédit de colis alimentaires auprès de vendeurs ambulants. « *J'achète avec eux pour pouvoir échelonner, parce que sinon je ne peux pas payer (...). Quand on est apertado (« serré »), c'est nécessaire. Ils apportent tout ça et je paie deux mensualités de 180 reais.* » (décembre 2020)

L'achat des colis alimentaires répond au manque d'argent et à l'inquiétude grandissante de voir les armoires de la cuisine se vider. Un colis alimentaire est constitué de 15 kg de riz, 10 kg de haricots, 5 kg de pâtes, 4 litres d'huile de palme, 5 kg de sucre, 5 kg de farine, une douzaine d'œufs et deux litres de lessive. Ces grandes quantités sont ajustées au nombre élevé de personnes à nourrir. En effet, Adele cuisine pour elle et son mari, ses trois fils ainsi que pour trois de ses petits-fils, soit 8 personnes. La concentration de la prise des repas révèle l'absence de séparation entre Adele, son mari et ses fils qui habitent le rez-de-chaussée, et ses petits-enfants qui habitent l'étage supérieur. Elle montre la pertinence d'une approche de l'économie domestique sous l'angle intergénérationnel (Lomnitz, 1989 ;

Araos, 2019). Les achats à crédit des colis alimentaires sont donc ajustés à la concentration de la prise des repas et à la taille de cette famille. Ils sécurisent l'approvisionnement alimentaire de la famille pour plusieurs semaines.

L'achat à crédit des colis alimentaires représente cependant un coût exorbitant. Le prix d'un colis est de 360 reais, avec un paiement échelonné en deux mensualités de 180 reais. Le prix d'un « panier » de produits équivalent, acheté au supermarché, revient aux alentours de 140 reais en novembre 2019, soit 240 reais de moins. Pour parvenir à cette comparaison, j'ai relevé le prix de chaque produit au supermarché situé au pied du *morro*, et appliqué les quantités fournies par les vendeurs de colis alimentaires. J'ai également vérifié que ces prix sont représentatifs des tarifs moyens, calculés par l'institution de Protection des Consommateurs (Procon) sur la même période <sup>101</sup>. L'achat à crédit des colis alimentaires auprès des vendeurs ambulants revient à doubler le coût des dépenses d'alimentation par rapport au supermarché. Les vendeurs ambulants appliquent des intérêts exorbitants. La pauvreté et le fichage de nombreux habitants sont une niche de marché fort rentable, dans laquelle ces derniers s'engouffrent pour vendre à crédit des aliments. « *Le morro est un puits d'argent pour quiconque veut investir* » constate un habitant face à leur succès.

Fin novembre 2019, la dette de colis alimentaires d'Adele atteint un salaire minimum et demi (1 500 reais). Ceci est lié au fait que les vendeurs l'incitent à acheter de nouveaux colis alimentaires alors qu'elle n'a pas terminé de rembourser les anciens. À cela s'ajoute une dette de 150 reais à sa fille, Deborah, à qui elle a emprunté la carte de magasin pour faire les courses au supermarché Extrabom et une ardoise de 200 reais auprès des épiciers du quartier. Ainsi, la dette d'alimentation atteint 1 800 reais, soit une fois et demie le revenu mensuel du ménage. Elle se combine aux factures d'électricité en retard.

### **3. L'emballage de la dette d'électricité**

En novembre 2019, la dette d'électricité devient problématique pour Adele qui craint une coupure d'électricité. « *Ils coupent l'énergie à la troisième facture. J'en ai quatre !* ». Dans la mesure où il n'y a qu'un seul compteur d'électricité pour l'ensemble de la maison, Adele concentre la responsabilité du paiement de la consommation mensuelle des trois générations qui habitent sa maison. À l'étage, les enfants de Mina regardent la télévision la

---

<sup>101</sup> Au supermarché en bas du morro, j'ai relevé les prix suivants : 15 kg de riz pour 35 reais, 5 kg de haricot noir pour 22 reais, 5 kg de sucre pour 22 reais, 4 litres d'huile de palme pour 22 reais, 5 kg de pâtes pour 22 reais, deux litres de lessives pour 4,33, un kilo de farine pour 3 reais, un kilo de farine de manioc pour 4,33 reais et une douzaine d'œufs pour 6,61 (voir Procon, Sp, 2019).

moitié de la journée, en utilisant leur abonnement Netflix. Cela contribue à une facture d'électricité élevée, atteignant en moyenne 200 reais par mois, soit plus de 18 % du revenu d'Adele. En obtenant une avance (*vale*) de sa patronne, cette dernière parvient tout de même à payer deux des quatre factures d'électricité en retard fin novembre 2019. Elle désamorce ainsi le risque d'une coupure d'électricité.

#### **4. L'importance du *dizimo*, le poids de la dette divine**

Après l'alimentation et l'électricité, le paiement du *dixième* à l'église est le troisième poste de dépense. En vertu de l'interprétation de la prescription religieuse, Adele doit « rendre 10 % de son salaire à Dieu », soit 120 reais chaque mois. Ce paiement compte particulièrement pour elle dans la mesure où l'église est un lieu de réconfort. « *Il n'y a pas d'affection à la maison, pas d'amour. Ma famille est désunie. À l'église, j'ai de l'affection. Le pasteur m'appelle "tata". Il est blanc avec des yeux comme les tiens. J'aime aller là-bas.* » Adele suspend le paiement du *dizimo* d'octobre à décembre 2019 du fait de ses difficultés financières, mais elle le reprend en janvier 2020.

Les divisions familiales sont entretenues par le fait que deux de ses fils sont engagés dans le trafic de drogue et que les tentatives d'Adele pour les en sortir ont échoué. À la différence d'autres familles où les fils contribuent aux dépenses familiales, les fils d'Adele n'y participent pas régulièrement. L'aîné, Raf, gérant du trafic local, a financé le changement de la bonbonne de gaz en novembre 2019. Mais cette contribution est rare. Le reste du temps, l'argent gagné par les fils est dépensé à l'extérieur de la maison. Adele et ses filles critiquent la dilapidation de l'argent masculin dans les fêtes, les femmes et la drogue. Si la mère rejette cet argent sale, elle regrette parfois les retombées positives qu'il aurait pu avoir sur la maison. « *Si mes fils m'avaient aidé, j'aurais déjà construit ma maison.* » (15 novembre 2019).

La situation familiale s'est aggravée après que Raf a reçu une balle dans le pied de la part d'un policier en février 2020. Frôler la mort l'a conduit à se retirer du trafic de drogue. Raf passe ses journées à moitié assis devant la maison. Boiteux et sans revenu, il représente une charge en plus pour sa mère et ses sœurs, qui achètent ses médicaments, préparent ses bandages et cuisinent pour lui.

#### **5. Prioriser et retarder le paiement des dettes**

La réception du salaire et du paiement de ses vacances travaillées en janvier 2020 permet à Adele de régler une partie de ses dettes. Le 8 décembre, elle reçoit 1 000 reais sur son compte bancaire et 1 800 en liquide (paiement des vacances), puis 600 reais en liquide

pour la seconde moitié de son 13e mois. Sa patronne a déduit 300 reais de cette somme, qu'Adele avait empruntés pour payer une partie des factures d'électricité. Avec les 2 500 reais restant, Adele règle plusieurs dettes. Elle paie en premier lieu les épiciers du quartier (150 reais) et la facture d'électricité de décembre et de janvier (400 reais). Dans un second temps, elle paie son *dizimo* à l'église à l'église (340 reais). Quelques jours plus tard, elle réduit sa dette vis-à-vis des vendeurs de colis alimentaires, en payant 410 reais à l'un, et 2010 à l'autre.

Adele priorise ainsi le règlement de ses dettes vis-à-vis des épiciers du *morro* et vis-à-vis de l'église de la place<sup>102</sup>. En revanche, elle se contente d'amortir les dettes d'alimentation vis-à-vis des vendeurs ambulants. Amortir signifie ne payer qu'une partie de sa dette. Adele préfère garder une partie de l'argent sur son compte bancaire pour pouvoir faire face aux dépenses des futures semaines plutôt que rembourser intégralement les vendeurs ambulants. Cela montre que les dettes des « colis alimentaires » font l'objet d'une pression bien moins forte que les dettes contractées auprès des commerçants du *morro*. Si les premières sont très coûteuses en termes d'intérêt, leurs conditions de remboursement sont flexibles. Adele joue sur la possibilité d'étirer dans le temps le paiement pour se redonner des marges de manœuvre budgétaire. Amortir les dettes permet d'entretenir la confiance des vendeurs à son égard et de pouvoir continuer à acheter avec eux par la suite. Cette stratégie de temporisation des paiements atténue, en partie, le poids exorbitant des intérêts qui contraignent le budget familial.

Le cas de la famille Nunes montre que la violation du droit au chômage de Luis et la non-revalorisation du salaire d'Adele sont à l'origine de l'emballement des dettes d'électricité et d'alimentation. Les restrictions d'accès au crédit formel, produites par le fichage, l'empêchent de faire ses courses au supermarché. Elles conduisent à se reporter sur les vendeurs ambulants au prix de l'envolée des dettes alimentaires. Cet exemple montre en quoi l'accès inégal au crédit formel est producteur de hiérarchies sociales (Fourcade et Healy, 2017). Au sein du *morro*, un fossé se creuse entre les familles qui maintiennent un accès au crédit formel, et peuvent se rendre dans les supermarchés plusieurs fois par semaine, et celles qui dépendent des vendeurs ambulants et d'un accès occasionnel à la

---

<sup>102</sup> Elle a prévenu les commerçants du quartier, Lina et Zé, qu'elle ne pourrait payer que début janvier car la situation est très serrée. Anticiper les retards de paiement et négocier une nouvelle échéance de paiement permettent de souligner sa volonté de payer et d'obtenir un délai auprès des commerçants du quartier. Sans difficultés, Adele obtient l'approbation de Lina et Zé.

consommation. Il s'exprime à travers le surcoût d'intérêts payés par les seconds. Toutefois, l'approvisionnement d'aliments en grande quantité assure la survie du ménage pour une période d'un mois minimum.

Si la famille Gouveia tombe dans la précarité matérielle sous l'effet de la baisse des revenus du travail et du fichage, les familles commerçantes de la fraction stable se confrontent, elles, à l'effritement de leurs aspirations matérielles et de leur statut social.

#### ***D. Le surendettement d'une famille de commerçants***

La trajectoire financière de Simone Belio Nunes, 44 ans, et Yuri Nunes, 45, ans montre l'alignement par le bas des conditions de vie des commerçants du *morro*. Ceux-ci accumulent une multitude de dettes, qui deviennent impayables début 2020, à commencer par les factures des fournisseurs, les factures de cartes de magasin, les impôts locaux et les factures d'électricité. Ces dernières atteignent près de 30 000 reais au début de l'année 2020. Simone et Yuri mobilisent un vaste réseau social, en particulier les membres de leur famille élargie, pour régler les obligations financières prioritaires. Cet exemple illustre la déstabilisation d'une famille stable du *morro* sous l'effet de la chute de la consommation locale qui précipite la faillite du restaurant. La situation interroge alors la capacité du couple à mobiliser son entourage familial ainsi que plusieurs amis et connaissances pour faire face à cette période délicate.

Yuri et Simone habitent dans une rue goudronnée accessible en voiture et bien desservie par les infrastructures publiques. Simone est issue d'une famille de fondateurs du *morro*. Le couple a acheté en 2014 un bâtiment de deux étages, situé sur la place du quartier auprès de Manuel, son beau-père. Yuri est employé par la banque communautaire et joue un rôle de leader influent au sein du *morro*. Il gagne l'équivalent de deux salaires minimums entre 2013 et 2018. Par ailleurs, Yuri et Simone disposent, tous deux, d'un accès au crédit formel. Leur plafond de carte de crédit et de magasin est bien supérieur à leurs revenus.

Yuri est l'un de mes principaux interlocuteurs depuis mon premier terrain (février 2016). Je le suis un peu partout : à la banque communautaire, aux matchs de foot, aux réunions politiques et dans les bars du quartier. Je constate l'étendue de son réseau social au sein du *morro* et l'habileté avec laquelle il tisse des liens à l'extérieur, avec des fondations et des politiciens. Mais depuis mon terrain d'octobre 2018, Yuri est beaucoup moins enjoué qu'à l'accoutumée. Il semble triste et replié sur lui, refusant de s'épancher sur

les raisons de ce changement. Je ne comprends qu'à partir d'un coup de téléphone du 19 août 2020 l'origine de son attitude fuyante.

### **1. Le prêt d'août 2020, un point de départ au récit des dettes**

19 août 2020, 21 h 45. Depuis la Vallée du Capao, région montagneuse de la Chapada Diamantina (Bahia), je reçois un message de Yuri sur Whats App : « *J'ai une urgence ici, peut-être que tu peux m'aider.* » Interloqué, je le rappelle aussitôt. L'extrait suivant retrace approximativement une partie de notre discussion.

*Y : (...) Le restaurant a fermé en mars, t'es au courant ?*

*T : Non.*

*Y : Quand t'étais là, la situation était déjà compliquée, mais depuis le Covid, ça a encore empiré. J'ai dû résoudre plein de choses, payé les fournisseurs, j'ai vendu ma voiture, on te l'a dit ?*

*T : Non, je savais pas.*

*Y : J'ai une urgence, il faut que je rembourse quelqu'un.*

*T : Si c'est pour te prêter de l'argent, je peux me débrouiller pour faire un virement. Il y a des applications qui sont bien rapides. La question, c'est pour quand et combien ?*

*Y : Le truc, c'est que c'est pas une petite somme et j'en ai besoin demain. C'est une urgence (la conversation coupe plusieurs fois à cause des bourrasques à l'autre bout du fil).*

*T : Je peux t'aider. Peut-être que la solution, ce serait de transférer depuis le compte de Renata, ça serait plus rapide. Je vais parler avec elle. La question c'est de savoir combien t'as besoin.*

*Y : 2 500 (450 euros), c'est pour rembourser une personne qui m'a aidé à couvrir un crédit revolving. Cette personne m'a beaucoup aidé, et je dois la payer demain. (...). Excuse-moi, quand tu m'as appelé, j'étais à l'étage en train d'aider Gustavo, mon fils, qui construit au-dessus pour habiter avec sa copine. (...) On a dû fermer le commerce, c'était trop de charges, j'ai eu plein de difficultés ces six derniers mois, beaucoup de produits, de choses qu'on a dû payer. Que des dettes. Maintenant c'est un peu mieux. J'ai fait un accord avec la banque communautaire pour régler ça.*

*T : Mais tu dois à d'autres banques ?*

*Y : Non, grâce à Dieu, j'ai pas voulu emprunter. Tu connais Da Casa et ces banques où les intérêts sont brutaux, je me serais enfoncé encore plus. Je ne dois qu'à la banque communautaire et à des personnes physiques*

*T : Donc, Yuri, je vois ça avec Renata, ma copine, pour voir si je te fais le virement depuis son compte. Si je peux, je le fais.*

*V : D'accord, mon ami, merci beaucoup alors. (Léger silence). Mon gars, je devais me présenter pour être conseiller municipal (vereador) cette année, mais avec ce problème, ça ne l'a pas fait.*

La demande de Yuri ne me laisse pas une once de doutes, vu ma redevabilité à son égard. En plus de faciliter mon intégration à la *favela*, Yuri a été d'un secours précieux dans certains moments critiques. C'est lui qui m'a emmené aux urgences après une chute sur la

tête lors d'un match de foot en janvier 2018. Ayant subi une perte de la mémoire de plusieurs heures, je suis très reconnaissant à l'égard de Yuri, qui a fait preuve d'une rare patience et d'une disponibilité sans limite, jusque tard dans la nuit pour me ramener au *morro*. Sa demande réactive le souvenir de cet évènement. Le prêt n'est qu'une mince contrepartie par rapport à tous les dons de Yuri à mon égard. Après cet appel, je m'arrange avec Renata pour effectuer un virement depuis son compte bancaire. Yuri reçoit 2 500 reais sur son compte<sup>103</sup> le surlendemain de notre appel. Cette somme équivaut à deux salaires minimums et demi.

Cet appel téléphonique témoigne d'un moment d'extension virtuelle du terrain (Biondi, 2017). Il s'agit, en effet, d'un dépassement temporaire du territoire physique du *morro* pour mener l'ethnographie des dettes. L'ambiance venteuse du *morro* et le bruit des marteaux sont rendus audibles par le téléphone. Le récit de Yuri, son débit de paroles accéléré et foisonnant de digressions me replongent dans l'ambiance de la *favela*. Alors que je me trouve à 1 500 km de Vitória, ce prêt m'amène à intervenir pour la première fois dans la vie financière de la famille Nunes. Il illustre l'intensité des liens tissés et une réciprocité ambivalente : d'un côté, je permets à Yuri d'accéder rapidement à une somme d'argent élevée qu'aucun de ses proches ne pourrait lui prêter ; de l'autre, mon acceptation de la demande de prêt contribue à dénouer le silence de Yuri. Cette impression se confirme lors du retour sur le terrain en septembre 2020. Yuri explique que sa situation financière entraîne une perte d'estime de lui-même et un état d'anxiété élevé. Il rattache la dégradation de sa situation financière à celle de sa santé mentale (Fernandes, 2019). Yuri me demande comment il peut me rembourser et quand j'aurai *besoin de l'argent*. Je lui propose de prioriser ses autres dettes et d'attendre que sa situation se résorbe. Mon contrat doctoral ayant été prolongé de six mois, j'ai de quoi lui prêter et attendre début 2021 pour que ses difficultés se tassent. En retour, je demande à Yuri s'il peut me raconter comment Simone et lui en sont arrivés à cette situation financière insoutenable. Yuri accepte et me demande conseil pour établir un ordre de priorité entre les dettes à régler et dégager de nouvelles entrées d'argent.

Cette conversation téléphonique met en exergue l'enchaînement des déconvenues financières de la famille Nunes et leurs retombées personnelles pour Yuri. Ce dernier renonce à son projet de candidature aux élections municipales sous l'effet des dettes.

---

<sup>103</sup> Yuri et Renata ont leur compte bancaire à la Caixa Economica, l'une des principales banques brésiliennes. Le transfert entre les deux est donc rapide.

Toutefois, il continue à se projeter dans l'avenir. En témoigne sa participation à la construction de l'appartement de son fils, au-dessus de l'ancien restaurant. Contrairement à la thèse du *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012), le temps de Yuri n'est pas entièrement dominé par la contrainte de payer ses dettes, puisqu'il consacre plusieurs journées par semaine à aider son fils. Relire la trajectoire financière de Yuri et Simone entre février 2016 et 2021 permet de saisir les principales causes qui sont à l'origine de leur surendettement.

## 2. Relire la trajectoire financière des Nunes entre 2016 et 2021

Mon premier souvenir de la famille Nunes remonte à la photo de Simone à la une d'un journal local, affiché au sein de la banque communautaire le 8 février 2016. « *Sa force de volonté devient un exemple et lui permet de gagner un prix national* » indique le titre. Simone a remporté un prix d'entreprenariat en juillet 2014. Elle porte des boucles d'oreilles rondes et arbore un air serein. Ses bras croisés sont appuyés sur les briques rouges de la future terrasse du restaurant. À cette époque, le restaurant compte 3 employées. Yuri et Simone comptent l'agrandir en aménageant la terrasse à l'étage.

Le lendemain de mon arrivée au *morro*, le 9 février 2016, Yuri m'invite à déjeuner dans le restaurant familial. Simone ne compte plus qu'une seule employée : Marcia. Lors de notre entretien de mars 2016, elle assure que la fin de la *guerre* entre deux factions locales rivales de Garrincha et Da Paz a pour effet le départ d'une partie de ses clients : des jeunes du trafic dont la plupart sont, soit en prison, soit morts. Ses ventes ont chuté.

Mon premier terrain s'achève en juin 2016. Quelques semaines plus tôt, Marcia a été licenciée par Simone. « *Renvoyer Marcia a été notre sauvetage, sinon on aurait perdu le bâtiment* » (Yuri, 8 septembre 2020). Les ventes ayant chuté entre 2014 et 2016, réduire les coûts de main-d'œuvre permet de régler l'impôt foncier local (IPTU) et de préserver la propriété du bâtiment dont il paie encore les mensualités au beau-père de Simone.

La situation du commerce continue à se détériorer entre janvier 2016 et janvier 2018. Deux facteurs locaux y contribuent selon Simone. Le premier est le déplacement des *fours*<sup>104</sup> (*bocas*) de la place principale de Garrincha à un autre secteur du quartier : la *petite pierre* (*pedrinha*), en contrebas de la colline. Face à l'intensification des opérations de police<sup>105</sup>, les lieux de vente de drogue se concentrent autour des impasses

---

<sup>104</sup> Lieu de vente de cocaïne, marihuana et crack.

<sup>105</sup> Entre octobre et novembre 2018, la place centrale est occupée pendant près de trois semaines par la police militaire, suite à la divulgation de vidéos montrant des jeunes du trafic sortant d'une fête armée lourdement.

étroites et accidentées qui bordent la *pedrinha*. Cela précipite la baisse de la fréquentation de la place centrale du quartier. Ainsi, les mutations des lieux de trafic affectent directement la configuration commerciale du *morro* (Hirata, 2019). Le second facteur est que la place du quartier ne sert plus de terminal de bus. Fin 2018, le terminal du bus 089, qui relie le centre-ville à la place de Garrincha, est déplacé au quartier voisin de Da Paz. Simone a perdu une clientèle régulière du restaurant midi et soir : celle des chauffeurs de bus.

À la différence de sa famille, Yuri laisse les facteurs locaux au second plan pour replacer la chute des ventes du commerce dans un contexte économique plus large : l'inflation du prix des denrées alimentaires et la baisse des revenus des habitants du *morro*. « *Aujourd'hui, ce n'est plus viable de vendre des plats (marmite) à emporter à 10 reais* ». Yuri constate que « *tout le monde est ruiné* » et que de nombreux clients n'ont jamais remboursé leurs repas. Il évoque aussi la baisse de son salaire à la banque communautaire. Ce dernier diminue de moitié entre 2018 et 2019, passant de deux à un salaire minimum. La division par deux de son salaire alors que les ventes du restaurant s'effritent et que le prix des matières premières explose. « *Depuis 2019, nous sommes dans cette apnée. Pour sortir de cette situation, il faudrait que je quitte la banque communautaire et que je trouve un travail mieux rémunéré* » (Yuri, 14 septembre 2020).

Malgré les changements macroéconomiques et locaux, Yuri s'impute la responsabilité d'une mauvaise gestion budgétaire. Son « erreur » est d'avoir fait remettre en état sa voiture en utilisant ses dernières réserves d'épargne en avril 2019. Yuri a utilisé les 6 800 reais de son compte épargne pour réparer sa voiture et changer certaines pièces. Il n'a ainsi pas été en mesure de couvrir les dettes du restaurant lorsque sa femme l'a informé de la situation en janvier 2020. La vente de la voiture a permis alors d'éponger les dettes les plus urgentes : les factures d'électricité de sa maison et du commerce, les factures de téléphone. Yuri regrette aujourd'hui d'avoir bradé sa voiture à un prix trois fois inférieur sa valeur réelle. Il s'en veut d'avoir entamé toutes ses réserves d'épargne dans les réparations, alors qu'il aurait fallu prioriser le paiement des dettes.

Quand il prend la mesure de la situation financière du restaurant, « *la dette dépasse plus de 30 000 reais (...)* *Quand je dis ma dette, c'est les miennes et celles de Simone. Simone souffrait seule quand j'ai mis la main sur ses comptes. Ça m'a foutu la frousse. La priorité a été de régler d'abord ses dettes. Je me suis sacrifié au-delà de ce que je pouvais pour régler ses dettes* ». Le discours de Yuri

---

L'attention médiatique se concentre alors sur la place du quartier où le restaurant de Simone. Les commerces subissent un affaiblissement conséquent de leurs ventes

bascule ainsi de la reconnaissance de sa dette personnelle à celle, collective, du couple. Il insiste sur son dévouement excessif qui se répercute par une forte anxiété.

La nécessité de régler urgemment les dettes du restaurant et la volonté de se libérer une fois pour toutes de ces obligations lui ont fait envisager la possibilité d'emprunter auprès des trafiquants locaux. Yuri me raconte avoir imaginé souscrire un crédit auprès d'un gérant du quartier.

« Un jour, j'étais en train de marcher, un bandit est passé, et ma tête a pris feu. Ma tête prenant feu, je ne savais plus quoi faire. "Est-ce que je demande de l'argent à ce mec ?" (dialogue avec lui-même). "Ce mec a de l'argent." "Prends, prends !" Et je pensais : "vas-y, vas-y !" (Yuri se reprend alors). "Non, non ne te mêle pas avec ces gens." "Va là-bas." "Non, non." "Vas-y !" Mon gars, j'ai descendu le morro, je suis allé à la maison. J'ai pris un bain, j'ai prié, prié, j'ai parlé à Simone. "T'es fou Yuri, t'es fou, ces gens, t'emprunte un jour avec eux, ils voudront être remboursés à telle date et te tueront." J'ai commencé à me sentir désespéré, désespéré (rire). (Puis sur un ton conclusif). C'est comme ça, Timo, une expérience de plus que je vais avoir, si j'arrive à passer par ces galères sans blesser personne, je vais devenir un stratège comme personne ! » L'action hypothétique d'emprunter à ce gérant permet de souligner l'attraction pour la liquidité de l'argent que représentent les trafiquants. Le dilemme qui traverse Yuri montre sa représentation ambivalente du trafic local. D'un côté, ce dernier est associé à la possibilité d'obtenir du liquide et de soulager de façon immédiate les problèmes familiaux. De l'autre, il est vu comme une forme d'engrenage sans issue. Le discours de son épouse associant les dettes de trafic à la mort instantanée montre l'impératif moral d'écarter, au plus vite, cette hypothèse d'emprunt.

L'excès de dettes conduit Yuri à vendre sa moto, puis sa voiture à un prix bradé, enfin à la fermeture du restaurant en mars 2020. La situation aboutit ainsi à la privation des moyens propres de locomotion, synonyme de progrès matériel. Yuri reconnaît qu'il n'avait pas anticipé un tel déclassement. « Ce qui nous arrive, on croit que c'est quelque chose qui est loin de nous, dans notre milieu » (8 septembre 2020). « Notre milieu » fait référence à l'entourage proche de Yuri celui de ses beaux-parents (Luisa et Rosemar Belio) qui habitent au rez-de-chaussée de leur maison et de son beau-frère, Mario, qui habite en face de chez eux avec sa femme et ses deux enfants. Cette expression désigne également la strate stable des familles auxquelles les Nunes et les Belio appartiennent. Dans ce contexte, elle signifie le fait d'avoir été pris de court par cette vague de dettes. Cette dernière brise le processus de mobilité sociale enclenché depuis une dizaine d'années avec le lancement du restaurant familial.

Yuri est dérouter. Non seulement ses beaux-parents lui ont avancé de l'argent à plusieurs reprises pour l'aider à payer les factures, mais ces derniers ont aussi dû éponger les dettes de Diego, le benjamin de Simone (voir chapitre 5). Mario, le frère aîné de Simone, s'en tire le moins mal. S'il gagnait jusqu'à quatre salaires minimums en 2015, son salaire a fondu depuis de 30 %. En outre, Mario a changé trois fois d'entreprise en trois ans et connu plusieurs phases de chômage. Malgré ses études secondaires et un diplôme technique, il est lui aussi touché par les baisses salariales et l'enchaînement de contrats courts.

La détérioration de ses conditions de vie tranche avec les signes de distinction culturels et monétaires, affichés lorsque je le rencontre en février 2016. Mario Belio insiste sur sa curiosité pour l'étranger et parle de son projet de voyage à Amsterdam. Il emmène ses enfants, son épouse et son pit-bull en vacances chaque année. De plus, il soutient la candidature de l'homme d'affaires Almoedo lors des élections présidentielles de 2018 et critique l'assistanat des habitants du haut du *morro* « *qui vivent de la Bolsa Familia* ». Le sentiment de supériorité, affiché par Mario vis-à-vis d'autres habitants, lui vaut certaines railleries. « *Il n'a même pas la raie du cul pour chier* » (*não tem a beira do cu para cagar*) répète Dandara. Cette dernière critique le décalage entre ses aspirations de classe moyenne et sa situation d'habitant de la *favela*.

Quatre ans plus tard, le nom d'Amsterdam ne revient plus jamais dans nos conversations. « *Le niveau de vie de Mario a fortement baissé* » constate Yuri. Ce dernier évoque des dettes de cartes de crédit que Mario parvient difficilement à éponger. Sa femme, Maria, est licenciée début 2020. Mario devient le principal pourvoyeur de revenus de son ménage.

La proximité nouée avec Yuri et Mario ainsi qu'avec les parents de ce dernier m'ont permis d'observer comment la récession économique a engendré une perte de statut social et une chute des revenus pour les familles Nunes et Belio. Alors que Mario s'identifiait à la nouvelle classe moyenne à mon arrivée, ses espoirs de mobilité sociale semblent s'être dissipés au cours de ces cinq dernières années. Quant à Yuri, le surendettement fragilise son équilibre psychique et se répercute sur son engagement politique.

### **3. Le dilemme entre engagement communautaire et monétarisation du travail**

L'excès de dettes fragilise la santé mentale et l'implication communautaire de Yuri, puisque ce travail ne procure aucune entrée d'argent susceptible d'amortir les dettes. Pire, il l'épuise. Répondre aux problèmes des autres occupe une part considérable de son temps et de son esprit alors qu'il peine à faire face à ses propres difficultés. Yuri est pris en tenaille

entre d'un côté, la nécessité de payer ses dettes, en monétisant son travail et donc en se désengageant des problèmes locaux, de l'autre l'importance de son implication et du statut social qu'elle lui procure. Fin septembre 2020, Yuri envisage de « *se mettre à distance de la banque communautaire* » et de travailler davantage en dehors du *morro*. « *Il faut que je débuse un emploi à l'extérieur du morro : donner des conférences sur l'économie communautaire. Sinon ici je peux trouver du travail comme maçon. Je travaillerai avec Dédé comme assistant maçon ; la journée est payée 70 reais, je peux donc gagner 350 reais par semaine* ». Les projections dressées par Yuri montrent le lien entre surendettement et désengagement communautaire. Le besoin immédiat d'argent l'amène à s'imaginer en assistant maçon à un prix journalier extrêmement faible.

Par ailleurs, Yuri se plaint de la surcharge qui pèse sur ses épaules de leader local<sup>106</sup>. Il n'est ni président de l'association de Garrincha, ni conseiller municipal, mais c'est lui qu'on considère comme responsable des problèmes communautaires et comme médiateur des conflits domestiques. La dégradation de sa situation financière l'amène à ne plus répondre aux demandes des habitants entre avril et juillet 2020. Déprimé, Yuri ne va même plus travailler à la banque communautaire pendant cette période.

En même temps, son engagement local est un rempart face à la culpabilisation et la dépression. « *Le truc c'est la honte, c'est se sentir ébranlé. Tu sais pourquoi je ne restais pas devant le snack l'année dernière ? Parce que j'ai honte. Tu sais pourquoi tant de gens se suicident ? Moi j'ai la chance d'avoir cet engagement avec la communauté, cela m'aide* ». Si le don, qui anime son action locale entre en conflit avec le fait de monétiser son travail et de dégager les entrées nécessaires au paiement de dette, c'est cet engagement communautaire qui assure l'équilibre psychique de Yuri en lui conférant un statut de leader reconnu des habitants. De plus, cette position d'interface entre le *morro* et l'extérieur lui permet d'obtenir de nombreuses avances d'argent pour régler ses dettes prioritaires.

Fin septembre 2020, Yuri est remotivé par l'élection municipale à venir. S'il a renoncé à être candidat, il soutient Donat, un habitant d'une autre *favela*. Dépouvé de légitimité et de propositions, ce dernier essuie une défaite cinglante. Au deuxième tour, Yuri et l'ensemble des membres de la banque communautaire soutiennent João Coser, candidat

---

<sup>106</sup> Yuri fait la liste des nombreuses suppliques des habitants (septembre 2020) : il n'y a pas d'eau dans la partie haute du *morro* depuis 3 jours et Cesan et la mairie tardent à intervenir ; il faut obtenir un rendez-vous avec un psychiatre pour le fils de Maria. Seul Yuri a les contacts de l'UNIMED pour y accéder ; on lui demande d'intervenir pour faire la médiation au milieu d'un conflit de couple ; il faut régler le problème de la cour de l'église catholique, que le trafic s'approprie pour organiser des bailes funks qui produisent de fortes nuisances sonores.

du PT contre Lorenzo Pazilini, candidat d'extrême droite. Le second l'emporte y compris au sein du *morro*. C'est un coup dur pour les membres de la banque communautaire.

À mon retour en février 2021, Simone m'alerte sur la santé mentale de Yuri qui « *n'est plus le même* ». Lorsque je lui rends visite. Il assure « *avoir perdu toute motivation depuis l'élection* » et fait part de sa désillusion à l'égard des habitants : « *La communauté a voté contre ce qu'on construit ici* ». C'est la deuxième fois, après l'élection de Bolsonaro en octobre 2018, que Yuri dresse ce constat. Au-delà de la désillusion politique, cette défaite électorale le prive d'une possibilité de travail rémunéré. « *Je croyais que cette élection allait m'ouvrir des possibilités d'emploi* ». En soutenant le successeur du maire actuel, Yuri imaginait obtenir un poste de cabinet lui permettant de s'acquitter de ses dettes<sup>107</sup>. Dans un contexte d'appauvrissement, la politique est ainsi ramenée à un enjeu monétaire pour sortir de l'*apnée* financière.

#### **4. Le maintien de lignes de démarcation entre strates stable et moyenne**

Un an après la faillite du restaurant, la situation de Yuri et de Simone reste problématique. En témoigne ma dernière note de terrain, le 8 février 2021 : « aujourd'hui Yuri et Simone ont passé plus d'une heure au téléphone avec la mairie et les services d'impôts, puis avec le notaire. Ils craignent de perdre le bâtiment où sont installés le restaurant et l'appartement de leur fils, à cause de nouveaux arriérés d'impôts fonciers (IPTU). Leur dette de 4 000 reais passe à 7 000 avec les frais de notaires et les pénalités de retard. Puis on les informe d'une autre dette d'impôts en cours. Ni eux ni moi ne comprenons le doublement du coût de l'IPTU. Les dettes semblent former un labyrinthe : lorsqu'ils sortent d'une allée, ils se retrouvent bloqués dans une autre impasse. Cela me procure une sensation de vertige. »

Toutefois, Yuri obtient une aide monétaire de la part de la tante de Simone, retraitée de 60 ans. Sans m'indiquer le montant, je comprends que Yuri parvient à payer l'IPTU en renégociant auprès de la mairie et du notaire, à son grand soulagement. Comme en août 2020, Yuri réussit à éliminer les dettes susceptibles d'avoir le plus de répercussions matérielles. En août 2020, sans mon aide financière, il aurait perdu l'usage du crédit. En février 2021, il aurait pu perdre le bâtiment que Simone et lui tardent à rembourser à Manuel, le beau-père de celle-ci.

---

<sup>107</sup> Ici, mon analyse de l'élection, sous l'angle des avantages matériels, s'écarte de l'interprétation symbolique de Dominique Vidal qui la considère comme un rituel de reconnaissance et de respect entre habitants des *favelas* et pouvoirs publics (1999). L'élection est perçue comme une opportunité d'emploi pour pouvoir régler ses dettes et retrouver une certaine stabilité financière.

Malgré la dégradation des conditions de vie de la famille Nunes, son réseau social dense est source de protection. Le schéma 1 retrace les multiples relations d'endettement de Simone et Yuri (page 126). Les traits violets indiquent les nombreuses dettes en retards liées à des entreprises (ronds verts), comme les factures de supermarchés et les dettes de fournisseurs. Les traits bleus indiquent les dettes contractées à l'égard de membres de leur famille (rond bleu) pour régler les dettes en retard.

Ce schéma conduit à souligner à la fois l'étendue du réseau social de Yuri et de Simone ainsi que la ténacité des solidarités familiales. Les huit prêts d'argent, accordés par leur entourage familial (traits bleus) ont permis de régler une partie des dettes en retard (traits violets), notamment celles des supermarchés (Carrefour) et des fournisseurs. Ils permettent de « rester en compte » avec ces institutions commerciales et de préserver l'accès au crédit formel de la famille Nunes. Le réseau social de Yuri s'exprime également au travers des avances sur salaire de la banque communautaire et du fonds des commerçants<sup>108</sup>. En tant que technicien de la banque communautaire et leader local, Yuri possède une légitimité qui lui assure un accès à des montants de crédit qui dépassent 10 000 reais. Octroyer cette avance est aussi justifié du point de vue des cadres de la banque communautaire. Puisque Yuri est l'un des piliers de l'organisation, qui relaie son action au sein du *morro*, il faut à tout prix que sa situation se résorbe. De son côté, Simone mobilise ses parents à plusieurs reprises (Luisa et Manuel Belio) et sa famille élargie (tantes, oncle). Enfin, ce schéma souligne la capacité de Yuri à emprunter auprès de personnes extérieures au *morro* (Timothée, Rogerio) pour régler ses dettes.

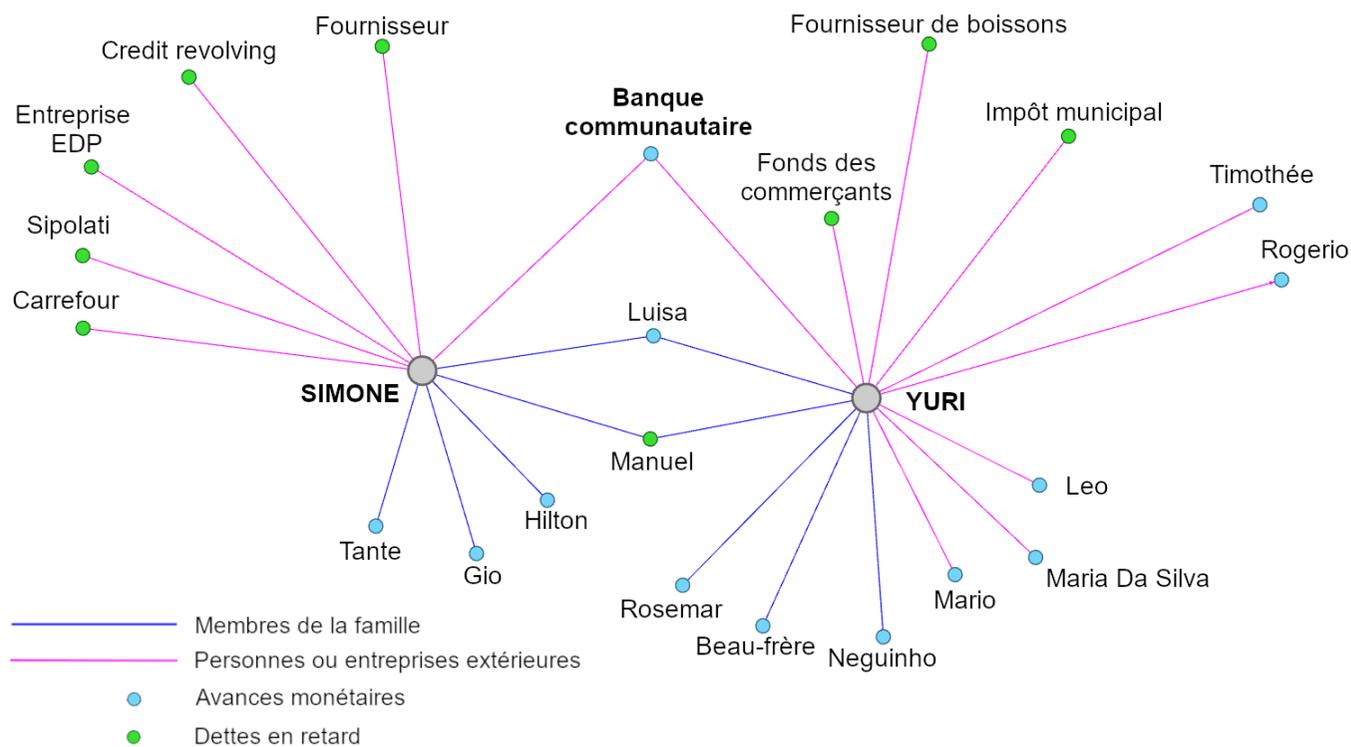
Le cas de la famille Nunes illustre un processus de déstabilisation des familles stables du *morro*, qui se caractérise par la dépossession de plusieurs biens, marqueurs de différenciation sociale et de confort (voiture et moto). Il se traduit par la menace d'une saisie du bâtiment qui abritait le restaurant en raison du défaut de paiement des impôts. Le surendettement actuel est corrélé aux larges possibilités d'investissement de cette famille, grâce à son accès au crédit et à son ancrage familial au sein du *morro*. Au début des années 2010, les Nunes se projettent sur le long terme et se constituent un patrimoine, à travers l'achat d'un bâtiment, et d'une épargne d'un peu plus de 10 000 reais pour faire face à d'éventuels imprévus. Désormais, ils *luttent* pour sauvegarder la propriété de ce bâtiment et

---

<sup>108</sup> Le fonds des commerçants, organisé par la banque communautaire, avance aux commerçants l'achat de leurs stocks. Et ceux-ci remboursent le mois suivant. Dans ce cas-là, Yuri est aussi endetté vis-à-vis de la banque communautaire.

pour retrouver un équilibre financier, alors que leurs réserves d'épargne sont épuisées. Mais le réseau de crédit des Nunes leur apporte une protection face au surendettement. Il atténue le processus de déclassement de cette famille et constitue un puissant marqueur de distinction vis-à-vis des familles des strates moyennes du *morro*.

Schéma 1 : Réseau de crédit de Yuri et de Simone Nunes



Graphique 9: Le réseau de crédit de Yuri et Simone en 2020 (source : Timothée Narring ; auteure : Cécile Mouchel)

L'endettement des Nunes se rattache, en partie, à la reproduction sociale. Il concerne les factures domestiques, comme l'électricité et le téléphone, et les conditions d'habitat, avec le projet de transformer l'étage du bâtiment de l'ancien restaurant en appartement pour leur fils. Néanmoins, alors que la famille Gouveia s'endette mensuellement pour subvenir à ses besoins vitaux, la famille Nunes s'endette auprès de son réseau social pour payer les dettes du commerce, à court terme, et pour rester propriétaire du bâtiment à plus long terme. Les avances monétaires de leur réseau social visent d'abord à atténuer les effets de la faillite du restaurant. En cela, l'endettement ne concerne pas directement la reproduction sociale de la famille.

Entre 2016 et 2021, les différences de revenu s'atténuent entre les familles Gouveia et Nunes, mais les différences en termes d'accès au crédit et de réseau social persistent. Yuri et Simone résistent, en partie, à la déstabilisation de leurs conditions de vie grâce à l'étendue de leur réseau social et à la force des solidarités familiales. À l'inverse, Adele se retrouve seule pourvoyeuse de revenus de la famille et seule responsable pour subvenir aux besoins vitaux des trois générations qui habitent la maison. Elle mobilise des relations de charité, en faisant appel à Yuri, et d'autres leaders locaux, pour obtenir des dons alimentaires dans les périodes les plus délicates, en particulier lors la pandémie. Cela prouve que la frontière entre la strate moyenne, qui vit essentiellement de son travail, et la strate basse, dépendante des réseaux de charité, est de plus en plus poreuse dans le cas de la famille Gouveia.

### ***Conclusion***

Ce premier chapitre met en évidence l'effritement du travail comme pilier central de la reproduction sociale des familles du *morro* entre 2016 et 2021. La chute des revenus du travail accroît la centralité du crédit pour financer les dépenses d'alimentation et d'électricité, dans un certain nombre de familles de la strate moyenne du *morro*. Chez les Gouveia, la dette finance une reproduction sociale *rétrécie*, au sens où elle vise à garantir la survie matérielle d'un mois à l'autre. L'accès restreint au crédit formel conduit à s'endetter à un coût élevé auprès de vendeurs ambulants. La dette menace ainsi la reproduction sociale à moyen terme, bien qu'Adele atténue ce risque en s'arrangeant pour retarder les paiements.

Le crédit se substitue également aux revenus du travail, dans les familles de la strate stable du *morro*. Néanmoins, ces dernières disposent à la fois d'un accès aux institutions financières ainsi qu'aux nombreux prêts de leurs parents et amis. La solidité du réseau social

amortit les effets de la récession tout en illustrant les effets d'un accès inégal au crédit (Fourcade et Healy, 2014).

Le cas de la famille Nunes témoigne de la détérioration du confort matériel et d'un statut social supérieur, en raison de la faillite de leur commerce. Le retournement du cycle macroéconomique et la reconfiguration du trafic local entraînent la mise échec d'un projet de mobilité sociale. Néanmoins, l'amplification des solidarités intergénérationnelles et l'acquisition d'un petit patrimoine sont sources de protection. Le maintien des frontières entre la strate moyenne et stable tient ainsi au degré de résilience du réseau social et à la formation d'un petit capital immobilier.

Ce premier chapitre montre que le territoire est un opérateur de dynamiques sociales, qui s'imbrique avec les déterminants macroéconomiques. En témoignent les effets de la régularisation des connexions clandestines d'électricité sur l'endettement des familles. Or, Jesse Souza évacue cette dimension dans sa théorie des classes sociales brésiliennes. Une ethnographie multiscalaire montre comment les dynamiques macroéconomiques et locales s'alimentent mutuellement dans ce cas. Mais d'autres situations, elles peuvent s'infléchir l'une et l'autre et provoquer des effets ambivalents.

Par ailleurs, la précarisation du travail et la récession se traduisent par une mise sous tensions des solidarités à l'échelle de la *favela*. Les conflits internes à l'équipe de football de Garrincha illustrent le dilemme entre la monétarisation de la main-d'œuvre, à l'intérieur du *morro*, et le besoin de travail rémunéré pour les maçons à leur compte. L'allongement du temps de travail et la désynchronisation des rythmes de travail au sein des familles favorisent la réduction des temps de sociabilités. De février 2016 à février 2020, la place Elza Soares, place centrale de Garrincha, s'est vidée les week-ends. L'intensité de la vie sociale, caractérisée par les fêtes de l'équipe de foot, les forros et jeux de hasard, a diminué. Les habitants se replient sur la sphère domestique lorsqu'ils organisent des fêtes ou des moments de convivialité.

Face à la réduction des revenus du travail, de nombreuses personnes descendent la colline pour se rendre à l'agence de Da Casa Financeira. Le chapitre suivant étudie le recours au crédit des milieux populaires de Vitória pour régler les dettes et les problèmes domestiques.

## Chapitre 2 : L'étreinte du crédit

« On emprunte à Da Casa parce que l'argent que nous gagnons ne suffit pas pour payer les factures de la maison (*contas da casa*). » (Jorge, 45 ans, vigile de nuit, *morro*, octobre 2018).

Le premier chapitre montre que l'érosion des revenus du travail provoque une augmentation de l'endettement des familles du *morro*. Le second chapitre met en évidence un processus de transformation des dettes domestiques en dettes financières. Pour ce faire, l'ethnographie se penche sur le moment de la souscription du crédit au guichet du principal établissement de crédit local.

### *La rencontre avec Lili*

En janvier 2017, Maria Ruego<sup>109</sup> me raconte les problèmes de sa tante, Lili, avec Da Casa Financeira. Cette retraitée de 71 ans se plaint de deux crédits, réalisés un mois plus tôt à l'agence la plus proche du *morro* : un crédit *consignado* et un prêt à la consommation. Le premier vise à couvrir l'achat d'un téléphone portable par son petit-fils et le paiement des factures d'eau, d'électricité et de carte de crédit. Lili demande un prêt de 3 000 reais. Mais l'agent de crédit la convainc d'emprunter 8 000 reais, en mobilisant les arguments suivants : « Ma grand-mère fait aussi des crédits, comme ça » ; « Elle en profite » ; « Après vous serez trop âgée, vous ne pourrez plus faire de crédits ». De retour chez elle, Lili regrette d'avoir accepté cette proposition. Elle garde 5 000 reais sur son compte bancaire dans l'optique de les restituer. Le lendemain, elle retourne à l'agence, accompagnée de Maria. Mais le directeur assure que ce crédit, prélevé automatiquement sur sa pension de retraite, n'a plus rien à voir avec Da Casa. La banque Barrisul est désormais titulaire de sa dette. La pension de retraite de Lili sera prélevée d'un tiers pendant les six prochaines années.

Le second prêt à la consommation est un crédit de 1 000 reais, payable en 11 mensualités de 210 reais chacun, soit 2 310 reais. Lili nie avoir fait ce crédit. Persuadée que sa tante n'aurait jamais accepté un crédit alors que son reste à vivre, 650 reais (145 euros), est déjà comprimé par le crédit consigné, Maria porte plainte, mais elle perd en première instance. Elle dénonce la manipulation des personnes âgées analphabètes par Da Casa. Lili se plaint des répercussions de ces crédits : « *La viande et les médicaments manquent parfois. Si je pouvais travailler, je travaillerais. Mais j'ai la vue affaiblie, les genoux, les chevilles, le cou aussi. J'ai de*

---

<sup>109</sup> Voir chapitre 3.

*sérieux problèmes de colonne vertébrale, mais je ne peux pas me soigner avec l'argent qui me reste.* » (20 décembre 2016, maison de Maria). La rencontre avec Lili me marque à plusieurs égards. Elle témoigne du ciblage des personnes âgées par les institutions financières. La complexité du crédit consigné, souscrit pour éponger les comptes domestiques et les dettes de son petit-fils, émerge à travers son récit. La sous-traitance de la vente du crédit par Banrisul à Da Casa révèle l'imbrication étroite entre banque et établissement de crédit. Elle complique la possibilité d'une action en justice.

Attristée par cette situation, Lili fait preuve de méfiance lors de notre première rencontre, à l'initiative de Maria. Mes questions l'inquiètent. Elle me confond avec un avocat de Da Casa. Je me justifie en lui expliquant que mon but est de comprendre sa situation financière. Pour ce faire, je lui propose d'éplucher ses crédits et la décision de la justice.

### ***Les financières<sup>110</sup>, au cœur de l'endettement des secteurs populaires de Vitória***

Ce chapitre analyse le rôle central des financières dans l'endettement des milieux populaires. Ces établissements de crédit<sup>111</sup>, distincts des banques, proposent des crédits affectés et des prêts en liquides rapidement accessibles, moyennant un taux d'intérêt extrêmement élevé. Ils vendent également des crédits consignés au profit des banques, comme le montre le cas de Lili. Néanmoins, la vente des crédits consignés est devenue secondaire lors de mon terrain à Da Casa entre octobre 2018 et décembre 2019.

Je me concentre ici sur les prêts en liquides souscrits au guichet de Da Casa. Ces crédits sont souscrits pour faire face aux imprévus et aux factures en retard dans un contexte d'érosion des revenus du travail. Sur un échantillon<sup>112</sup> de 50 familles du *morro*, 37 d'entre elles ont souscrit, au moins un crédit dans une financière entre 2017 et 2020. 31 ont emprunté à Da Casa. Seules douze d'entre elles ont souscrit un crédit *consignados* dans une banque. Les emprunts sollicités dans des établissements de crédit sont donc trois fois plus fréquents que les crédits dans des banques. Pourtant, les financières brésiliennes restent un phénomène largement sous-étudié. Il existe un déséquilibre dans les recherches actuelles,

---

<sup>110</sup> J'utilise le terme « financières », traduit depuis le portugais (*financeira*) pour désigner les établissements de crédit comme Da Casa.

<sup>111</sup> Les financières désignent les établissements de crédit non bancaires. Elles font partie, au Brésil, de la catégorie juridique des « Sociétés de Crédit, de Financement et d'Investissement » (SCFI). À la différence des banques, il n'est pas possible d'y ouvrir un compte bancaire (BCB, 2015).

<sup>112</sup> Issu des familles des *favelas* Garrincha, Evaristo et Paz. Il comporte des familles des quatre strates du *morro*, présenté au chapitre 1, et s'efforce de prendre en compte le poids respectif de chacune d'entre elles. Les familles de la strate moyenne et stable sont donc les plus représentées.

focalisées sur le crédit bancaire (Candido, 2010 ; Müller, 2011 ; Dowbor, 2015 ; Lavinias, 2017 ; Brandão, 2020), et dans une moindre mesure sur les financements de logement (Kopper, 2016 ; Klink, 2020). Afin de remédier à cette lacune, il convient d'analyser les retombées matérielles du crédit à la consommation de Da Casa sur les milieux populaires de Vitória. Pour ce faire, je m'appuie sur deux sources bibliographiques : la finance des marges (*fringe banking*) et la financiarisation de la consommation.

Le *fringe banking* s'est constitué depuis les années 1980 comme un segment<sup>113</sup> particulier et croissant du marché financier aux États-Unis, en marge des banques traditionnelles (Caskey, 1994 ; Drysdale et Keest, 2000 ; Logemann, 2002). Proliférant dans un contexte de libéralisation des politiques de crédit et de travail<sup>114</sup>, il désigne les services financiers proposés par les entreprises de prêt sur gage et d'encaissement de chèque aux populations à faibles revenus : les « *unbanked* » (7 % de la population américaine en 2015) et les « *underbanked* » (20 % de la population américaine) qui disposent d'un compte bancaire mais n'ont pas accès à l'ensemble des services bancaires, en particulier le crédit (Lazarus et de Blic, 2021). Caskey (1994) met en exergue le lien entre l'incapacité des pauvres à épargner dans les banques de dépôts et l'accès restreint aux services bancaires, qui les poussent à se tourner vers d'autres institutions financières. La croissance soutenue des prêts sur salaire<sup>115</sup> (*payday lending*), depuis les années 1990, des États-Unis jusqu'en Angleterre, est l'une des traductions les plus manifestes de la *finance des marges* (Aitken, 2010)<sup>116</sup>. Les travaux anglo-américains soulignent les angles morts juridiques et la fragilité du cadre législatif qui permettent aux établissements de crédit d'appliquer des frais et des intérêts supérieurs aux banques classiques (Stegman et Faris, 2003). La démonstration du surcoût de l'accès au crédit des segments les plus pauvres de la population est similaire au cas de Da Casa qui facture des taux d'intérêt supérieurs à 200 % par an. Elle conforte la thèse pionnière de Caplovitz (1963) selon laquelle les pauvres paient plus cher l'accès aux biens de consommation.

---

<sup>113</sup> La notion de segment fait référence à Sloan.

<sup>114</sup> Dans sa thèse, Simon Bittman remet en cause l'interprétation dominante selon laquelle la constitution d'un segment spécifique du marché bancaire interviendrait dans les années 1980. À partir d'un important travail d'archives, il montre que le partage entre « *fridge* » et « *mainstream* » *banking* est « *le produit du processus de construction d'un marché moral du crédit non affecté lors des quatre premières décennies du siècle.* » (16, Bittman, 2018).

<sup>115</sup> Prêts de 2 à 4 semaines, moyennant un taux d'intérêt élevé et garantis par un chèque personnel postdaté que l'emprunteur promet de rembourser sur son prochain salaire (Stegman et Faris, 2003, Aitken, 2010).

<sup>116</sup> Alors qu'il n'y avait aucun point de vente de prêts sur salaire en 1990, il y a en 2010 entre 25 000 et 30 000 points de vente et d'innombrables opérations sur Internet (Aitken, 2010). D'après Fellowes et Mabanta (2008), il y a au moins 178 millions de transactions annuelles de prêts sur salaire aux États-Unis, soit un total de 40 milliards de dollars prêtés et plus de 6,5 milliards de dollars de frais perçus (Fellowes & Mabanta, 2008 : 6)

De son côté, le cas précurseur du Chili<sup>117</sup> souligne la pertinence d'une approche culturelle du crédit sous le prisme des supermarchés et des grandes enseignes (Ossandón, 2011 ; Han, 2012). Cette réalité est matérialisée par le rôle central des cartes de magasins dans le quotidien des classes populaires. Leur émission a connu une augmentation très soutenue depuis le début des années 1990. Ces cartes sont quatre fois plus nombreuses que les cartes de crédits bancaires en 2007 (Montero et Tarzija'n 2010). Elles permettent aux grandes enseignes d'attirer des clients non bancarisés et d'entamer une relation de crédit avec eux (Pralhad, 2004). Comme dans la France des *Trente Glorieuses* (Ducourant, 2009), la construction du marché du crédit chilien s'étend progressivement du « crédit à la consommation à la consommation de crédits <sup>118</sup> ». José Ossandón apporte une compréhension fine des stratégies de gestion des risques des grandes enseignes chiliennes. Ces dernières partent du principe qu'un certain nombre de clients vont faire défaut. Mais ces pertes sont considérées comme le prix à payer pour se construire une clientèle fidèle sur le long terme. Les grands magasins ajustent alors le plafond de crédit en fonction du comportement commercial des clients. Les trajectoires de grandes enseignes comme Falabella et Ripley au Chili, Casas Bahia au Brésil, Walmart au Mexique témoignent « d'une sorte de financiarisation via les magasins qui s'apparente à la méthode latino-américaine du crédit » (Ossandón, 2017, 4).

À une échelle moindre, la trajectoire de Da Casa présente un certain nombre de similarités avec ces grandes enseignes et permet de saisir la construction d'un marché du crédit pour les segments populaires de Vitória. Créée en 1987, Da Casa émane de l'entreprise d'électroménager Dadalto qui connaît un franc succès. Elle s'appuie sur son ancrage dans le tissu commercial de Vitória, à travers des partenariats avec les grandes enseignes qui s'y implantent dans une période de développement commercial de son agglomération<sup>119</sup>. Comme au Chili, la carte de magasin Da Casa est l'outil principal qui relie les clients aux supermarchés et grandes enseignes de la ville. Pour ce faire, Da Casa propose des offres avantageuses en termes d'échelonnement et l'accès à des cartes de magasins estampillées au nom de chaque grande enseigne partenaire. De plus, elle cible une clientèle

---

<sup>117</sup> Le développement du crédit s'inscrit au Chili dans le contexte postérieur à l'implantation de la dictature du général Pinochet. À la fin des années 1970, chacune des grandes chaînes de magasins comptait déjà quelques milliers de clients possédant un compte de crédit. En 1980, des cartes magnétiques ont été introduites. Enfin, au début des années 2000, les principales enseignes du pays ont été cotées en bourse.

<sup>118</sup> Titre de la thèse d'Hélène Ducourant (2009).

<sup>119</sup> La construction du principal supermarché de la ville « Shopping Vitoria » achevée en 1993 et du « Troisième Pont » reliant les deux plus grandes villes de l'agglomération en 1995 traduit ce développement urbain.

dont les banques se désintéressent : des travailleurs pauvres, majoritairement non-salariés (Ossandón, 2014). À la fin des années 2000, l'activité de crédit, dissociée du lieu de la vente de biens électroménagers (Ducourant, 2009)<sup>120</sup>, est devenue le cœur de son activité. Fort de son expansion territoriale dans d'autres États (Rio, Minas Gerais, Bahia), Da Casa enregistre des profits importants qui permettent de couvrir les dettes liées à la faillite de l'entreprise-mère, Dadalto, tombée en redressement judiciaire en 2015. L'approche du crédit sous le prisme des grandes enseignes interroge les stratégies par lesquelles Da Casa rend soutenable l'accumulation financière dans une période d'appauvrissement monétaire de sa clientèle.

### **Du *morro* à la Maison Financière, suivre le chemin des débiteurs**

En janvier 2018, la banque communautaire de Garrincha conclut un partenariat avec Da Casa<sup>121</sup>. La venue de plusieurs cadres de l'établissement de crédit au *morro* me donne l'occasion de les rencontrer et de formuler ma demande d'accès au terrain. J'explique que mon objectif est de saisir comment un établissement de crédit prête à des clients pauvres, sans revenu stable, et parvient à remplir un objectif de rentabilité. Les cadres de Da Casa semblent enthousiastes à ma venue et prêtent une faible attention à mes justifications. Le rôle d'intermédiaire joué par les membres de la banque communautaire et cette rencontre suffisent à garantir mon entrée sur le terrain. Ce dernier commence véritablement en novembre 2018 après une discussion en tête à tête avec Rodrigo C., directeur commercial de Da Casa. Je suis invité à passer une semaine au siège de la financière pour saisir son fonctionnement et le travail des analystes de crédit. Puis, Rodrigo contacte le directeur de l'agence la plus proche du *morro*, pour l'informer de mon arrivée la semaine suivante. La facilité à enquêter au sein de Da Casa me surprend. La présence d'un sociologue, habitant au *morro*, ne semble effrayer personne, contrairement à mes doutes initiaux. Au bout des premiers jours, je saisis que c'est surtout mon identité d'Européen, habitant à Paris, qui intéresse mes interlocuteurs<sup>122</sup>.

---

<sup>120</sup> Hélène Ducourant identifie le même processus en France de passage « du crédit à la consommation à la consommation du crédit » à travers l'exemple de Cofidis et de Cetelem (2009).

<sup>121</sup> Il consiste en la création d'une ligne de crédit communautaire, financé par la compagnie financière, à un taux d'intérêt mensuel de 3 %, soit bien moins cher que le taux d'intérêt pratiqué par Da Casa avec ses clients. Ce partenariat entre une association, issue de la finance solidaire et une compagnie de crédit, inspirée du business social incarne le brouillage croissant entre les logiques d'action redistributives et lucratives. Mais il redonne des marges de manœuvre financières aux banques communautaires, asphyxiées par l'érosion des financements publics depuis 2016.

<sup>122</sup> Plusieurs cadres de Da Casa me parlent de leurs voyages passés et à venir à Paris.

Entre novembre 2018 et janvier 2019, j'observe trois jours par semaine la vente de crédit au guichet. Pour ce faire, je me positionne juste derrière l'agent commercial qui me présente comme un étranger venu faire un stage au Brésil. Grâce à cette place privilégiée, je collecte des centaines de données sur les clients de Da Casa, leur origine géographique, leur âge, leur historique de crédits, leur activité professionnelle et leur revenu, les taux d'intérêt appliqués et les manières de le justifier. Cette observation au guichet s'inspire de l'enquête de longue durée de Jeanne Lazarus (2012) au sein de plusieurs agences bancaires afin d'analyser les discours et les interactions entre créditeurs et débiteurs. Toutefois, elle se focalise moins sur les dimensions morales et sociales de l'argent au guichet des banques, que sur la légitimation de taux d'intérêt démesurés au guichet d'une financière.

Ce chapitre vise ainsi à comprendre ce qui rend possible l'assentiment des milieux populaires de Vitória aux pratiques usurières de Da Casa. Pour ce faire, j'analyse la manière dont le crédit s'intègre à des formes de vie précaires ; puis, je mets en rapport les stratégies de la financière avec les dispositions matérielles et affectives de sa clientèle.

La première partie montre que l'ancrage de Da Casa dans les secteurs populaires repose sur la ténacité des liens de clientèle tissés depuis trois décennies. La seconde analyse comment les dettes domestiques de court terme se transforment en dettes financières de moyen terme sous l'effet du crédit. Enfin, la dernière partie met en évidence le prolongement de l'exploitation financière sous l'effet des refinancements de crédit.

## **I. L'encastrement du crédit dans des relations de clientèle**

*« Da Casa personnalise la prise en charge des clients. Si on a affaire à un avocat, ce sera plus sérieux, carré. Mais avec les personnes à bas revenus, on les appelle par le nom, les étreint, les écoute. On devient très souvent une sorte de psychologue ». (Gisèle, directeur d'agence, janvier 2019).*

Da Casa se distingue des autres institutions financières par l'importance accordée aux relations de clientèle. Le traitement chaleureux et attentionné de débiteurs, issus de milieux populaires, contribue à légitimer l'application de taux d'intérêt extrêmement élevés.

## ***A. Un segment du marché du crédit : les consommateurs pauvres***

Da Casa intervient dans un segment du marché du crédit délaissé par les banques : celui des consommateurs à bas revenus, majoritairement non-salariés. La théorie du « segment », lancée dans les années 1920 par Albert Sloan<sup>123</sup>, est pertinente pour analyser le ciblage de ces populations (Lazarus, 2014), que le marketing qualifie désormais de *bas de la pyramide* (Prahalad, 2004).

Le cas de Da Casa est représentatif de la trajectoire d'une partie des financières brésiliennes qui ont, d'abord, émergé comme entreprises commerciales, puis ont investi dans le crédit affecté avant de se concentrer sur la vente de crédits à la consommation. Si l'on consulte le classement des dix financières les plus lucratives du pays, élaboré par la revue spécialisée, *Finanças Mais* entre 2016 et 2020, plusieurs d'entre elles suivent cette trajectoire : Pefisa, créé en 1980 par Pernambucanas, grande enseigne de chaussures qui a ensuite lancé sa ligne de crédit « Tentation » pour l'achat de vêtement ; Midways, émanant de Riachuelos, l'une des principales grandes enseignes du pays ; Todescredi, fondé en 2008, par l'entreprise leader de la vente de meuble, Todeschini ; Kredilig, établissement de crédit fondé en 2003, par l'entreprise familiale des supermarchés Koering, ayant connu un franc succès dans le sud-est du pays. Issu de l'entreprise familiale Dadalto, le cas de Da Casa est très similaire à celui de Koering. Il s'est construit à partir de la domination du commerce régionale par cette entreprise d'électroménager. Mais, à la différence de toutes ces financières nationales, Da Casa reste un établissement de crédit de taille moyenne, implanté dans trois États du Sud-Est brésilien et un État du Nord-Est<sup>124</sup>.

En revanche, la plus importante financière du pays, Crefisa, présente une histoire et une stratégie bien différente des financières à l'origine commerciale, comme Da Casa. Crefisa est créée en 1964 à São Paulo. Dès ses débuts, elle propose des crédits à la consommation aux secteurs populaires du centre-ville. Avec le lancement du crédit consigné en 2003, Crefisa se spécialise dans la vente de crédit aux fonctionnaires et aux bénéficiaires sociaux inscrits dans les fichiers de consommateurs défaillants. Elle combine le ciblage de millions de Brésiliens fichés à un processus hautement technologique de prélèvement direct des remboursements sur le compte bancaire des clients. Cette stratégie

---

<sup>123</sup> Président de General Motors, il a pour slogan : « une voiture pour chaque bourse et pour chaque but ».

<sup>124</sup> Par ailleurs, il existe d'autres configurations de « financières ». Certaines émergent d'entreprises de vente de voiture, à l'image d'Omni (issue d'une entreprise de véhicules d'occasion) ou de Credipar (sociétés financières émanant du groupe PSA). D'autres sont créés par de grandes banques nationales, comme ITAU CDB.

s'est avérée payante. Crefisa a connu une croissance spectaculaire dans la dernière décennie. Avec plus de 1 000 agences et un chiffre d'affaires d'un milliard en 2019, elle est la première financière du Brésil.

Lorsque j'interroge les cadres de Da Casa, ces derniers insistent sur le positionnement intermédiaire occupé par cette financière dans le paysage national. « *Da Casa intervient dans cet écart entre les banques et les financières, comme Crefisa. Le crédit personnel dans une banque, sans garantie, se situe aux environs de 9-10 % (par mois). À l'inverse, il y a des financières, comme Crefisa, qui propose des crédits à plus de 20 %. Donc, entre les banques et ces financières, il existe un fossé que personne ne comble, un intervalle de prix. Da Casa se positionne dans cet intervalle où il n'y a personne. Elle propose un package différent de celui des banques : un niveau d'attention, de proximité, de rapidité, d'efficacité dans la relation au client. Tu pourrais te demander : comment on peut parler d'un prix intermédiaire ? Non, ce prix n'est pas bon marché, mais le gars qui va à la banque n'obtient pas de crédit. La banque le lui refuse. Quelle est l'autre option ? Au-dessus de 20 %. Aller à Crefisa, ou emprunter à l'agiot (usurier informel). C'est là qu'intervient Da Casa, avec une proposition intermédiaire entre 10 et 15 %* ». Ricardo A. brandit l'exemple de Crefisa pour montrer la solution intermédiaire proposée par Da Casa : moins coûteuse et plus humaine. Crefisa facture autour de 22 % d'intérêts par mois et s'appuie sur un système de prélèvement automatique. À l'inverse, Da Casa annonce un taux d'intérêt allant de 12 % à 16.45 % par mois. Elle mise sur les affects et la proximité de sa relation clientèle. La concession rapide et en espèces du crédit la différencie aussi de Crefisa et des banques nationales qui transfèrent l'argent sur le compte bancaire des clients.

L'examen comparatif d'une agence de Da Casa par rapport à une agence bancaire permet de souligner deux conceptions différentes de la relation de clientèle.

## ***B. L'agence de Da Casa, contrepoint à l'agence bancaire***

Comme le suggère son nom, Da Casa Financeira (« De la Maison Financière ») se présente comme un prolongement de l'espace domestique. Elle suggère aux clients qu'ils peuvent se sentir comme chez eux au sein des agences qu'ils fréquentent.

L'agence de l'avenue Vargas est le lieu central de mon enquête sur Da Casa. Elle est située en face d'un supermarché où sont implantés plusieurs magasins ainsi que l'agence bancaire de la Caixa Economica, l'une des principales banques brésiliennes. Il faut marcher

environ 25 minutes depuis le haut du *morro* pour accéder à cette avenue, après avoir coupé l'avenue Socrates en travaux.

Alors qu'il faut passer deux portes pour entrer dans l'agence bancaire, puis s'engouffrer dans le portique de sécurité sous l'œil de deux vigiles, les portes coulissent automatiquement à Da Casa. Sans contrôle de sécurité, les clients entrent et ressortent de l'agence. Cette dernière comporte une salle unique, spacieuse, où les clients attendent sur un parterre de chaises avant d'être reçus par les employés, installés de l'autre côté le long de tables en enfilade. À leur droite, trois agents debout tiennent la caisse où les clients règlent leurs factures d'eau, d'électricité, de téléphone et de cartes de crédit. À leur gauche, trois agents, assis, reçoivent les clients pour la concession du crédit personnel (CP). À côté d'eux, une agente de l'entreprise « *Soluções Financeiras* » (« Solutions financières ») reçoit les clients du crédit consigné. Le bureau du directeur de l'agence est situé au bout de cette rangée et directement accessible aux clients. Il communique étroitement avec un bureau, situé immédiatement à gauche à l'entrée de l'agence, où une employée est chargée de recenser les difficultés des clients et de répondre à leurs réclamations. Cet espace spécifique permet de filtrer les clients qui ont des réclamations ou des problèmes spécifiques.

À l'inverse, l'agence de la Caixa Econômica<sup>125</sup> est séparée de l'extérieur par des portes en verre qui filtrent la lumière, et l'espace est segmenté en plusieurs boxes. Les guichets sont ordonnés selon le portefeuille de client traité par les conseillers. Plus les bureaux des agents sont loin de l'entrée, plus cela signifie qu'on a affaire à une clientèle aisée. Les agents de la banque arborent un tailleur noir et blanc pour les femmes, une chemise pour les hommes.

L'atmosphère est nettement moins codifiée et plus conviviale à Da Casa. Peintures et décorations vertes ornent les murs, loin du ton blanchâtre de la Caixa. Les agents portent une tenue sobre : pantalon jean, polo blanc ou tee-shirt de la financière. Leur ton de voix chaleureux tranche avec la formalité des agents de la Caixa. Lorsqu'ils reconnaissent des clients de l'agence, les marques d'attention fusent. Ils se lèvent même parfois pour les saluer et leur donner un *abraço* (*étreinte*).

En dehors de ces visages familiers, le trajet d'un client lambda est toujours le suivant. Il retire un numéro correspondant au motif de sa venue sur la borne automatique : crédit

---

<sup>125</sup> J'ai passé deux jours dans cette agence où j'envisageais un terrain mais vite abandonné face à la difficulté d'accès compte tenu des multiples démarches administratives à accomplir.

personnel, facture à payer, carte de crédit à récupérer, difficultés ; patiente quelques minutes avant d'être appelé, par son prénom, par l'agent compétent. « Comment je peux aider ? » est, généralement, la première question posée par les agents de crédit après avoir pris de brèves nouvelles de leurs interlocuteurs. Le client est soit orienté à la caisse, soit directement auprès des agents commerciaux pour la réalisation d'un crédit ou d'une nouvelle carte de crédit. À la caisse, les échanges oraux sont généralement très factuels, cantonnés au paiement des mensualités de crédit et des factures. C'est l'espace qui attire le plus de clients en raison de la variété des paiements qu'on peut y effectuer. La caisse est un lieu stratégique pour rabattre quiconque vient effectuer un paiement vers le secteur du crédit personnel. Les agents ont des objectifs mensuels d'offre de crédit, qui permettent de décrocher des primes à chaque fois qu'une vente de crédit aboutit. Vu leur faible revenu, légèrement supérieur au salaire minimum, ces primes sont essentielles pour accroître leur salaire. Comme l'observe Agathe Hummel (2014) au sujet de Compartamos, une financière mexicaine, la concurrence exacerbée entre agents de crédit crée les conditions d'une surstimulation de la demande de crédit. En plus des primes proportionnelles aux nombres de crédits vendus, les employés reçoivent chaque semaine et chaque mois leur classement au sein de l'entreprise et les classements spécifiques de la vente de chaque type de produit. L'envoi des classements s'accompagne de courriel de motivation où les employés sont incités à dépasser leurs précédents records de ventes.

Après le règlement des factures au guichet, les caissières proposent la souscription d'un nouveau crédit. Elles se saisissent du carnet des clients, venus payer leur crédit, pour leur proposer de repartir chez eux avec de *l'argent en plus*. Si le client se montre intéressé, la caissière informe aussitôt un agent commercial à qui il remet en main le carnet du client. Elle propose un nouveau prêt, y compris aux clients en difficultés. Pour ce faire, la stratégie consiste à brandir la menace d'un échelonnement automatique de la facture de carte de crédit, en cas de retard supérieur à un mois, pour convaincre le client de souscrire un crédit afin d'éviter le fichage et de perdre l'usage de sa carte. De manière similaire, l'agent chargé des réclamations des clients réoriente ceux qui peuvent encore refinancer leurs dettes vers les agents commerciaux.

Pour effectuer un crédit, ces derniers vérifient d'abord les données du client : identité, adresse, profession, conditions de travail et revenu de leur ménage. Puis, les agents commerciaux s'assurent que le client n'est pas fiché, en consultant le SPC (Service de Protection du Crédit). Pour accéder au crédit, il est nécessaire d'apporter un contrat de

travail antérieur à six mois ainsi que ses fiches de paie pour les salariés. Mais pour la plupart des clients, qui ne sont pas salariés, l'usage de la carte de crédit Da Casa fait office d'expérience client. Il est conseillé d'apporter ses factures des trois derniers mois pour connaître les capacités de paiement du client. Un client non salarié n'ayant jamais fait de crédit est incité à faire une demande de carte pour entamer son expérience client et bénéficier ensuite d'un crédit. Mais ces critères demeurent flexibles. Ils dépendent de l'appréciation des analystes de crédit qui varient souvent d'une personne à l'autre.

Pour un premier crédit, les agents commerciaux effectuent une première simulation du crédit, en appliquant le taux d'intérêt mensuel le plus élevé de la grille tarifaire, 16,45 % (décembre 2018) échelonné sur 18 mois. L'agent annonce au client la proposition du montant emprunté et le plan de remboursement prévu. En l'absence de refus, cette offre est envoyée au secteur de l'analyse du crédit, situé au siège de Da Casa. Le client retourne s'asseoir dans le parterre de client en attente. L'analyste a vingt minutes maximums pour valider la proposition de crédit. Si le crédit est validé, l'agent du crédit personnel lui remet l'argent en main propre. Ainsi, en moins d'une heure, le client ressort de l'agence avec l'argent en main propre.

Cette description de l'organisation de l'agence montre que l'ensemble de son activité tourne autour de la vente du crédit et du refinancement de dettes passées. À travers les circulations des clients, un objet central émerge dans les interactions avec les employés de Da Casa : le carnet. À l'allure d'un carnet de chèque, cet instrument renferme des feuilles agrafées indiquant le plan de remboursement du client. Chaque feuille correspond à une mensualité avec le numéro correspondant, la date de paiement et le montant indiqué. Le carnet est un outil simple permettant de rappeler au client l'échéance et la valeur des remboursements à acquitter. Il matérialise l'échange vis-à-vis de la financière et décline les mensualités à rembourser<sup>126</sup>. Sa facilité d'usage est calibrée sur le faible niveau d'éducation scolaire de la clientèle, en particulier des nombreuses personnes âgées.

Le carnet passe de la caisse où le client vient régler sa mensualité au bureau des agents commerciaux où les clients refinancent leurs dettes ; du bureau des clients à problème au guichet des agents commerciaux. Circulant de mains en mains, le carnet matérialise à la fois la souscription du crédit et son refinancement. Les feuilles déchirées

---

<sup>126</sup> La financière propose également d'emprunter via la carte de crédit, en incorporant chaque prestation à la facture mensuelle, ou en payant en chèque prédaté mais c'est peu utilisé.

traduisent, à l'image de chèques, le paiement des mensualités. À mesure de l'ancienneté du crédit, le carnet se plie, s'écorne, se tord.

Cette description des relations entre créiteurs et débiteurs montre un parallèle étroit avec les pratiques du *fringe credit*. À l'inverse de l'agence bancaire, où les pauvres doivent se justifier de leurs usages de l'argent et se confronter à des jugements moraux (Lazarus, 2012), l'agence de la financière est accueillante et conviviale. Les employés font preuve d'empathie avec les clients sans porter d'appréciation sur leurs pratiques financières. Le contraste entre l'attitude des employés de la financière et celle de la banque traduit une norme implicite pour les premiers : ne pas humilier cette clientèle *humble (humilde)*, mais lui montrer sa considération. Il faut faire preuve d'empathie avec les problèmes qui rythment la vie des milieux populaires pour mieux leur vendre de crédit.

### ***C. Des dettes exorbitantes, chaudes et personnelles***

Pour David Graeber, la force de la dette réside dans le pouvoir de quantification des créiteurs. « À la différence de toutes les autres formes d'obligation, une dette est précisément quantifiable. C'est ce qui permet aux dettes de devenir froides, simples, impersonnelles. Et tout cela leur permet ensuite de devenir transférables. » (22, 2013). L'ethnographie au guichet de Da Casa conforte la thèse du pouvoir de quantification des créiteurs. La vente de crédit constitue le moment décisif, où le montant de l'argent emprunté est multiplié par deux à trois fois et demie en l'espace de quelques minutes. Au Brésil, la suppression des dispositifs constitutionnels censés fixer un taux d'intérêt maximum, par la Chambre des députés en 2003, a créé les conditions d'une usure institutionnalisée par l'État. En l'absence d'encadrement du coût du crédit, le pouvoir de quantification des créiteurs se mue en pouvoir de multiplication des intérêts payés par les milieux populaires de Vitória.

En revanche, les dettes ne sont pas « froides, simples, et impersonnelles », comme l'affirme Graeber, mais plutôt chaudes, personnalisées et complexes. Les secteurs populaires de Vitória souscrivent des crédits dans des interactions de face-à-face avec les agents commerciaux de Da Casa. Ces derniers mobilisent des affects chaleureux pour fidéliser et personnaliser leurs relations. À l'inverse de la thèse de Graeber (2013), la quantification ne détermine pas seule la nature des dettes. Elle va de pair avec des relations personnalisées de clientèle où l'empathie et l'écoute sont les ressorts affectifs de la vente du

crédit. Da Casa mise sur la relation de réciprocité tissée entre agents de crédit et clients les plus fidèles pour susciter un sentiment de redevabilité des seconds envers les premiers et assurer le refinancement des crédits à moyen terme.

En plus de la mobilisation de ces affects, Da Casa propose diverses offres promotionnelles pour fidéliser sa clientèle.

#### ***D. La fidélisation des clients commerciaux***

Le point de départ de la relation de clientèle est la facilité de réaliser la carte de crédit Da Casa et les promotions d'échelonnement assorties à cette dernière dans les magasins et supermarchés partenaires. Par exemple, les achats avec la carte Da Casa donnent lieu à des possibilités d'échelonnement des courses sans intérêts. Les clients ont jusqu'à 60 jours pour payer leur première facture. La carte de crédit Da Casa est utilisée dans la quasi-totalité des supermarchés, des grandes enseignes et commerces de Vitória. Son acceptation dans le commerce local découle de la construction d'un réseau de partenaires étendu à partir des années 1990. Da Casa a capitalisé sur le succès de l'entreprise d'électroménager Dadalto pour tisser ces relations. Certains partenariats ont débouché sur l'émission de cartes de magasin spécifiques, estampillées au nom de Da Casa et de l'enseigne partenaire. Par exemple, la carte de magasin Sipolati, l'un des leaders régionaux de la vente de meubles et d'électroménagers, porte le sigle Da Casa.

Pour les clients, la carte de crédit Da Casa offre des possibilités d'échelonnement avantageuses. Maria Teresa, chez qui j'ai habité le plus longtemps, compte sur la promotion d'achats en trois fois des achats au supermarché pour faire les courses et réapprovisionner sa petite épicerie. Alors que ses autres cartes de crédit ne permettent qu'un échelonnement sur deux mois, celle de Da Casa propose jusqu'à 3 mois sans intérêts. Puisque *les pauvres échelonnent leurs achats (Povre compra parcelado)*, ils recherchent la carte qui propose les offres de fractionnement des courses les moins coûteuses et les plus étendues. Celle de Da Casa réunit ce double critère.

En fonction des achats réalisés avec la carte de crédit Da Casa et les cartes des magasins partenaires, les clients engrangent des points de fidélité. À chaque 500 reais d'achat, ils acquièrent le droit à un crédit de 100 reais sans intérêts. Da Casa met en avant cette ligne de crédit, dite « crédit fidélité », pour attirer sa clientèle en agence. Chaque jour,

une vingtaine de clients se rendent à l'agence pour consulter leur solde et retirer cet argent<sup>127</sup>. Le retrait du « crédit *fidelidade* » entraîne souvent des réactions de soulagement des clients. « *Vous n'avez pas idée à quel point le (crédit) fidelité aide ! (...) L'argent ne sort même pas d'ici, de dedans, il sort d'ici (guichet) pour entrer là (à la caisse)* » (11 janvier 2018, cliente). La plupart des clients utilisent immédiatement l'argent pour régler les factures à la caisse. Ce crédit est aussi utilisé par des personnes qui n'ont jamais emprunté de crédit personnel à Da Casa<sup>128</sup>.

Le 19 novembre 2018, une infirmière de 32 ans s'avance au guichet. Elle assure que c'est parce qu'elle est habituée à utiliser le crédit fidélité qu'elle a ensuite réalisé plusieurs crédits personnels pour payer les dettes accumulées lors de ses études. « *Pour moi, Da Casa est une aide dans ma vie. C'est pour cela qu'il faut payer ses factures en temps et en heure. Comme ça, tu as tout l'argent dont tu as besoin.* » Le crédit fidélité permet ainsi de convertir les usagers réguliers de la carte de crédit en usagers des prêts à la consommation.

Une fois qu'un client commercial est devenu un client financier, Da Casa noue un contact régulier avec lui à travers l'usage du téléphone. Les agents commerciaux les appellent dans les moments de creux pour leur proposer un crédit en se rendant en agence. Leur discours est le suivant : « *Bonjour Madame, Da Casa Financeira, Je vous appelle parce que vous avez déjà un argent disponible en agence* » ou bien « *Je vous appelle pour vous dire que Madame a déjà un crédit pré-approuvé, il suffit juste de venir en agence.* » Les expressions « *argent disponible* » et « *crédit pré-approuvé* » signifient que l'argent est à portée de main. La promesse virtuelle des agents commerciaux vise à concrétiser la possibilité de souscrire un crédit alors que ce dernier est conditionné à l'approbation des analystes.

Cette première partie montre que Da Casa s'appuie sur la force du réseau commercial de Daldato et sur son ancrage au sein des milieux populaires pour construire son offre de crédit. Les cartes de crédit et de magasin des grandes enseignes partenaires relient les consommateurs à la financière et permettent d'évaluer la capacité de paiement des futurs débiteurs. Par un ensemble d'incitations (offres d'échelonnement avantageuses

---

<sup>127</sup> Si le crédit fidélité est annoncé « sans intérêts », Da Casa y incorpore tout de même annuités et coûts de gestion : par exemple, si un client retire 1 000 reais avec le *fidelidade*, il remboursera en deux fois ; la première prestation de 500 reais incorporera en plus 9.90 (coût de gestion) ajoutés à 7.90 d'annuités, soit 517,80 ; la seconde prestation, uniquement les 7.90 d'annuités, soit 507,90. Ainsi, le coût total du remboursement sera de 1 025,70 reais, répartis sur deux mois. S'il reste très faible par rapport aux autres crédits, le coût des intérêts atteint 2,52 % par mois.

<sup>128</sup> En témoigne Maria Teresa qui a toujours voulu éviter de solliciter un crédit personnel chez Da Casa, mais qui utilisait ses points d'achats dans les supermarchés OK et Extrabom pour accéder ensuite au crédit fidélité.

et crédit fidélité), Da Casa attire sa clientèle en agence. Pour autant, cela n'explique pas l'assentiment des clients au crédit personnel à des taux d'intérêt supérieurs à 200 %.

Face à cette question, Tharyanny, une analyste de crédit, habitant dans un quartier périphérique de Cariacica<sup>129</sup> avance trois raisons : Da Casa est « *moins bureaucratique qu'une banque* » ; c'est une financière « *qui a un nom, c'est la première de l'État de l'Espírito Santo* » ; surtout, les gens ont « *un besoin urgent d'argent et ils penseront plus tard à la question des intérêts* » (Tharyanny, analyste de crédit, 25 ans). C'est sur cette dernière raison que je propose de me focaliser dans la partie suivante, en montrant le calibrage du dispositif d'octroi du crédit sur les nécessités matérielles des milieux populaires.

## **II. La transformation des dettes domestiques en dettes financières**

Le crédit est souscrit dans des moments délicats pour faire face aux « *crises financières ordinaires* » (Harker, 2019). À part le montant des mensualités, la question du coût de la dette reste une préoccupation d'ordre secondaire lors de la souscription de l'emprunt. Parce qu'il est octroyé en liquide, après un temps d'attente limité, le crédit soulage le besoin d'argent immédiat des clients et leur permet de gagner du temps (Han, 2019 ; Anderson *et al*, 2019). Il répond ainsi à la finalité des clients qui défilent aux guichets : *desapertar*, soit « desserrer » l'état financier dans lequel ils se retrouvent pris. Parce qu'elle calque son dispositif d'octroi du crédit sur la demande d'*argent urgent (dinheiro urgente)* des milieux populaires et qu'elle mobilise des affects chaleureux, Da Casa légitime l'exploitation par la dette (Graber, 2013).

Dans cette partie, je présente d'abord les usages et la signification du crédit du point de vue des clients et des employés de Da Casa. Puis, je souligne comment les formes et les temporalités du crédit sont ajustées aux dispositions des secteurs populaires de Vitória.

### ***A. Le crédit, une aide pour faire face aux apertos***

La légitimité du crédit tient au fait qu'il arrive à point nommé pour faire face aux *apertos* (« resserrement budgétaire ») des clients. Cette catégorie est centrale pour saisir

---

<sup>129</sup> Ville voisine de Vitoria. Il s'agit de la ville la plus pauvre de l'agglomération.

comment des ménages en proie aux dettes et aux problèmes domestiques s'empressent de souscrire un crédit.

### 1. Le discours des clients au guichet

L'octroi rapide du prêt en liquide provoque des réactions de soulagement de la part des clients qui associent le crédit à un « secours » ou une « aide ».

Le 1<sup>er</sup> décembre 2018, Hermine, 70 ans, s'avance toute sourire au guichet en saluant les agents de crédit par leur prénom. Une fois assise, elle exprime son inquiétude sur sa capacité à payer sa mensualité de crédit de 277 reais d'ici au 5 décembre. Et ce, parce qu'elle a une facture de carte de crédit plus élevée que prévu, s'élevant à 516 reais, à payer la même semaine. Hermine a déjà remboursé 8 des 18 mensualités de son carnet pour un crédit initial de 1 500 reais. Elle paie toujours en avance (*adiantado*) afin d'obtenir une réduction des intérêts. « *Je suis un peu plus apertada ce mois-ci. J'ai un problème qu'il faut que je règle.* » Gabriel, agent commercial propose un refinancement des mensualités restantes du crédit actuel ou un second crédit « *parallèle* ». Face au refus du premier, Gabriel lui propose un crédit de 600 reais. Le plan de remboursement est fixé en 9 mensualités de 131 reais. Hermine accepte. Avec une partie de l'argent du crédit, elle paie sa mensualité de décembre à la caisse. Du coup, elle obtient une ristourne : la mensualité revient à 272 reais au lieu des 277 indiqués sur son carnet. Avant de quitter l'agence, Hermine exprime sa gratitude à voix haute à l'ensemble des agents commerciaux : « *Da Casa est comme une mère. Elle m'aide quand il y a besoin, mais je n'aime pas devoir* ». La réaction d'Hermine permet de souligner sa reconnaissance vis-à-vis de Da Casa. L'usage de cette expression, surprenante au premier regard, est constaté par Viviane Fernandes dans le contexte des renégociations de dettes à l'Organe de Protection des Consommateurs de Rio (2019). Associer une institution financière à la figure maternelle permet de louer son caractère accueillant et protecteur. Lors de revisites en agence en décembre 2019, j'ai observé un discours similaire de la part de Maria F., une retraitée cumulant un crédit bancaire, les charges en retard de sa résidence privée avec un emprunt à la financière : « *Da Casa est ma mère et mon père. Je dis, père et mère ; un secours de toute sorte ; vraiment un secours* » (Agence Laranejeiras, Serra, décembre 2019). Cette expression fait écho à la figure du sauveur, analysée par Jeanne Lazarus, comme l'une des représentations possibles des employés de banque qu'elle étudie. Le sauveur « dé-standardise les relations et les conseils donnés. Les clients sortent de son bureau avec l'apaisement lié à la certitude que leurs problèmes insurmontables vont trouver une fin » (48, 2012). À Da Casa, cette figure est autant convoquée par les clients qu'endossée par

certains agents commerciaux pour améliorer leur vente. Elle signifie à la fois la personnalisation des relations, en contrepoint à l'univers codifié de la banque, et le dénouement d'un problème urgent, grâce à l'octroi rapide du prêt.

En apparaissant comme sauveur, Da Casa parvient à susciter un sentiment de redevabilité chez une partie de sa clientèle. Pour Dircy, ancienne directrice d'agence, la redevabilité est la conséquence de l'octroi du crédit à la suite d'événements bouleversants : « *On a des clients qui nous disent : Da Casa m'a aidé pour l'enterrement de ma mère. Cette relation c'est notre différentiel. C'est une relation si forte que le client a le sentiment de devoir à la personne qui lui a emprunté.* » (Dircy, gérante, 2018) Comme l'observe Montgomerie et Tepe-Belfrage (2017, 2018), le crédit interfère avec « les intimités de la vie » des classes populaires anglaises (naissance, mariage, décès, maladies) (Roberts et Zulfiqar, 2017). L'ethnographie de l'endettement familial au *morro* permet de souligner l'inscription du crédit dans des moments et des événements cruciaux de la vie marqués par la violence. C'est le cas des enterrements, mais aussi de l'incarcération d'un membre de la famille ou des problèmes d'habitat.

Pour Hermine et Maria, le crédit recouvre une dimension routinière et affective. Ces deux femmes se rendent tous les mois à l'agence depuis plusieurs années pour payer leurs factures et leurs crédits. Elles ont pris l'habitude d'emprunter à Da Casa en cas d'*aperto* et intégré le fait que si elles remboursent de façon anticipée, elles paieront moins d'intérêts.

De leur côté, les cadres de la financière envisagent aussi la sensibilité du rapport au crédit comme une manière de renforcer l'adhésion de sa clientèle.

## **2. le discours des cadres de la financière**

Les cadres de Da Casa raccordent la dette aux besoins et aux émotions de leur clientèle. Pour le directeur commercial, Ricardo A., « *Da Casa intervient toujours dans des moments sensibles de la vie des personnes. Ceci a de l'importance émotionnelle pour les clients. On répond à leurs nécessités et finit par être la solution dans les moments sensibles. La banque est froide. Très souvent, elle n'approuve pas le crédit. Elle n'octroie pas le crédit au moment où le client en a besoin. C'est là que tu comprends de façon très claire pourquoi nous occupons ce vide que la banque ne remplit pas. La banque ne parvient pas à avoir ce niveau de proximité que Da Casa a avec ses clients. Da Casa entre toujours au moment sensible de la vie des personnes.* » (18 décembre 2019, siège de Da Casa) Le directeur commercial oppose ainsi la distance et la froideur de la banque à la proximité de Da Casa. La force de cette financière est sa capacité à se raccorder à la sensibilité des personnes. Le

recours au crédit coïncide ainsi avec une phase de difficultés que le crédit permet de résoudre et de soulager selon le directeur commercial de la financière.

Outre susciter la reconnaissance et la redevabilité des clients, les cadres de Da Casa insistent sur le caractère social du crédit pour justifier l'usure. Ce discours présente des similarités étroites avec le discours des cadres de Cetelem, analysés par Hélène Ducourant (2011). Le geste de prêter est associé, pour les créditeurs, à celui de « faire du social ». Du côté de Da Casa, plusieurs cadres insistent sur le traitement humain des clients, comme une particularité de cette financière. « *C'est une entreprise qui a une dimension humanitaire très forte et on travaille dessus. Même si on facture un taux d'intérêt très élevé, il y a une relation personnelle avec les clients. On les respecte beaucoup. C'est paradoxal parce que notre business c'est l'argent, des intérêts élevés, mais c'est très marrant comment on parvient à avoir de l'humanité même comme ça* » (Irisna, gérante, secteur vente du CP). Cette caractéristique distingue Da Casa d'autres établissements de crédit. « *Losango<sup>130</sup> a fait faillite à cause de son système automatique, nous, notre plus grande banderole, c'est l'intervention humaine.* » (Diricy, gérante du secteur vente CP)

Ainsi, le continuum de représentations positives associées au crédit du siège de Da Casa au guichet de l'avenue Varga est lié au moment délicat dans lequel le crédit est souscrit. Détaillons à présent les usages du crédit pour souligner le lien entre reproduction sociale et endettement financier.

## ***B. La transformation des apertos en dettes financières***

Les *apertos* justifient le recours au crédit des secteurs populaires de Vitória. Ce terme s'applique à la fois aux factures en retard, aux imprévus et aux urgences auxquels font face les habitants du morro. Face aux difficultés quotidiennes, le crédit est la seule ressource monétaire immédiatement disponible (Montgomerie et Tepe-Belfrage, 2016).

### **1. Les usages du crédit d'après le directeur de Da Casa**

Pour le directeur commercial de Da Casa, Ricardo A., les quatre principaux usages du crédit sont le paiement des dettes, des travaux en urgence, les dépenses de maladie et le financement de l'activité économique. Ses propos se fondent sur une enquête menée par Da Casa auprès de sa clientèle en 2015. « *Une première raison, c'est d'emprunter de l'argent pour renégocier d'autres dettes. Nous avons de nombreux clients qui empruntent de l'argent pour se réorganiser*

---

<sup>130</sup> L'une des principales financières du pays, spécialisée notamment dans la vente de véhicules.

*financièrement. Une deuxième raison, c'est qu'ils empruntent de l'argent pour intervenir dans leurs maisons : des travaux en urgence en ces temps de pluie par exemple. Troisièmement, il s'agit parfois d'une maladie qui prend par surprise. Le client a emprunté de l'argent pour pouvoir assurer le traitement d'un être cher. Enfin, la dernière raison c'est pour monter son propre business. Le client prend l'argent, comme fonds de roulement, soit pour créer sa propre entreprise. Si vous prenez ces quatre raisons-là, c'est 90 %. Toutes les autres raisons ne dépassent pas 10 %.* » (18 décembre 2019, siège DC) Ce constat est conforté par les observations de terrain menées entre octobre 2019 et décembre 2020 à l'agence de l'Avenue Vargas et celle de Laranjeiras, soit deux des principales agences de l'agglomération de Vitória. J'observe toutefois deux différences notables : d'une part, l'usage du crédit pour rembourser des dettes est, de loin, la raison principale du crédit<sup>131</sup> ; d'autre part, l'usage du crédit pour financer une activité économique ne concerne qu'une infime minorité de clients. En 2019 et 2020, l'usage du crédit se concentre sur le paiement des factures d'électricité, d'eau et sur les factures de crédit, liées aux dépenses d'alimentation et d'habillement. Il démontre l'ajustement croissant du rythme de l'endettement financier sur l'endettement domestique dans un contexte de dégradation du pouvoir d'achat des classes populaires. Le rapport entre Da Casa et sa clientèle illustre ainsi l'affermissement du lien entre crédit et reproduction sociale. Face à la baisse des revenus du travail et la stagnation des bénéfices sociaux, le crédit amortit la précarisation des conditions de vie.

## **2. Des factures de la maison aux dettes de la Maison Financière**

Observations au guichet et entretiens prouvent que le paiement des *factures de la maison* (*contas da casa*) est le principal usage du crédit. À l'agence, il est courant d'observer que le client dépense immédiatement l'argent du crédit à la caisse pour payer une facture. Les agents de crédit dressent eux-mêmes ce constat : « *La plupart des clients viennent pour payer des dettes. Ce matin, j'ai eu une cliente pour une carte (de crédit), une autre pour la facture d'eau* » (Gabriel, agent commercial 28 octobre 2018).

Mes observations directes au guichet et les entretiens menés avec certains clients confortent aussi cette idée. Le samedi 12 janvier, je rencontre Sandra, 76 ans, infirmière à la retraite. Sandra est voûtée et triste lorsqu'elle s'assoit au guichet. Elle demande 2 000 reais (445 euros), soit un peu plus que son salaire mensuel (1 800 reais). La proposition de remboursement, énoncée par l'agent de crédit, est de 18 mensualités de 328,20 reais. C'est

---

<sup>131</sup> Cette observation fait écho à l'analyse du surendettement de Viviane Fernandes (2019), qui souligne que la cause première de ce dernier est la volonté de payer ses dettes.

trop cher pour Sandra qui se dit « *très apertada ce mois-ci* ». Elle se résout à n'emprunter que 1 500 reais (333 euros), soit un plan de remboursement de 18 mensualités de 232 reais. Guilherme termine d'imprimer le contrat pendant que j'échange quelques mots avec Sandra. Elle se met à parler en français avec l'accent genevois. J'apprends que sa sœur est en Suisse et qu'elle s'y rendait régulièrement jusqu'en 2017. Je prends son contact et nous échangeons quelques jours plus tard par téléphone :

*T : Pourquoi vous empruntez à Da Casa ?*

*S : Personne ne prête (ailleurs). C'est difficile. C'est la seule qui te prête. Avant, je suis allé voir plusieurs banques comme la Caixa (Economica). Je n'ai pas réussi à obtenir un crédit. Du coup je suis venue à Da Casa. Comme j'ai travaillé comme infirmière et couturière, et que j'ai mon nom propre<sup>132</sup>, ça a marché.*

*T : Et ça revient cher ?*

*S : tu empruntes 1000, tu paies 2000, le taux d'intérêt c'est 100 %. Comme j'ai pas de boulot, j'essaie d'honorer mes dettes, comme ça lorsque je vais à Da Casa, ils me prêtent tout de suite. J'ai mon nom propre et je tiens à cette confiance. On ne peut pas dire que l'État aide les gens ici : C'est dommage parce qu'on fait tout notre possible pour être honnêtes.*

L'entretien avec Sandra montre que c'est l'échec de sa demande de crédit bancaire qui l'a amenée à se rendre à l'agence de la financière. Comme les prêts sur salaire au Royaume-Uni, les crédits à la consommation de Da Casa apparaissent comme une solution de « dernier recours » (Anderson et al, 2019, 8) pour « joindre les deux bouts » (Sandra H., 19 janvier 2019). Sandra peine à boucler le paiement des principales factures du début du mois, notamment l'eau et l'électricité « *qui sont très chères au Brésil* » (Ibid). Elle a aussi besoin de faire ses courses pour la semaine prochaine. Le crédit lui apporte un filet de sécurité pour payer les factures domestiques et financer les dépenses alimentaires. La condition pour y accéder est de payer en temps et en heure ses mensualités. Or, la faible protection apportée par l'État conduit à transformer ses droits d'accès aux services essentiels, comme l'électricité, en dettes financières. Sandra insiste sur la *lutte* morale à mener pour préserver sa crédibilité vis-à-vis des institutions financières. Elle prend sur elle les répercussions de l'augmentation du coût de la vie et la stagnation des pensions de retraite.

De nombreux clients effectuent un crédit au guichet afin d'éponger leurs factures mensuelles de carte de crédit<sup>133</sup>. Le jeudi 6 décembre 2018, Daniel reçoit une femme de 51

---

<sup>132</sup> Cela signifie que la cliente n'est pas fichée.

<sup>133</sup> Depuis 2018, la Banque Centrale impose le rééchelonnement automatique des factures de crédits impayés sur douze mois avec un taux d'intérêt de 13 %. Si le client ne peut pas payer sa facture de carte de crédit du

ans. Elle a une facture de carte de crédit de 1 850 reais qui expire aujourd'hui. « *J'ai été apertada avec le mariage de mon fils* ». Daniel lui explique la nouvelle règle d'échelonnement automatique appliquée par la Banque Centrale : « *quand le client ne paie pas la facture de la carte de crédit, ils échelonnent automatiquement sur 12 mois* ». La cliente n'a pas les moyens de payer une facture aussi élevée. Du coup, elle sollicite un crédit de 2 350. « *Je fais comme ça : je prends ce crédit, je paie la facture et je ne dois plus qu'à vous* ». Le crédit de 2 350 reais entraîne un plan de remboursement de 12 mensualités de 472.15 reais. La cliente passe immédiatement à la caisse et règle sa facture de crédit de 1 850 reais. Celle-ci concerne les dépenses occasionnées lors du mariage de son fils (cadeaux, participation aux dépenses du traiteur) et les dépenses courantes (alimentation, vêtement).

L'ethnographie de l'endettement familial au *morro* souligne également le recours croissant au crédit de Da Casa pour payer les factures d'électricité en retard. Ce dernier est la conséquence de la régularisation des connexions clandestines depuis 2015. L'implantation de ce projet a requis la mobilisation des leaders locaux et de la banque communautaire pour légitimer sa mise en place et régulariser les nouveaux usagers. Elle provoque de nombreuses réclamations lors de mon arrivée au morro, comme le montre cet extrait du journal de terrain :

Lundi 5 avril 2016 : Yuri est inquiet du prix élevé des factures d'énergie que de nombreux ménages ne parviennent pas à payer. Il évoque aussi le fait que celles-ci auraient augmenté depuis la régularisation. « *C'est un grand trouble. Il faut sortir au plus vite de cette merde. On aurait dû en parler devant le forum local et inviter les habitants* ». Les factures dépassent parfois 200 reais, soit plus de 20 % du salaire minimum brésilien. Certains habitants, empruntent au guichet de Da Casa pour payer leurs factures en retard et éviter une coupure d'électricité.

D'autres habitants du *morro* souscrivent des prêts à la consommation pour pallier un retard dans le paiement des impôts locaux. Dona Rose, veuve de 63 ans, a accumulé les factures de six années consécutives de taxe d'habitation (IPTU). Elle a vu à la télévision qu'on pouvait perdre sa maison. Or, elle a déjà dû quitter son ancienne maison de Viana à cause d'une inondation. « *Da Casa m'a appelé, m'a dit que j'avais droit à 2000 reais de crédit. J'ai payé les IPTU que je n'avais pas payés depuis des années.* » En l'absence d'un titre de propriété, le

---

mois, il doit au moins payer un minimum de 30 % et rembourser le reste avec la facture du mois suivant. Mais si le client ne paie pas sa facture, un nouveau crédit rééchelonne automatiquement sa dette avec des taux d'intérêt élevés.

paiement de cet impôt local légitime l'occupation du foncier et désamorce le risque de perdre la maison bien que cela soit extrêmement rare.

Les usages du crédit sont également déterminés par les dettes de voisinage. Un certain nombre de clients empruntent au nom d'une autre personne car ils sont fichés. Leur dette financière est donc redoublée par une dette envers la personne qui a accepté de mettre en jeu sa réputation en prêtant son "nom". Par exemple, Cida, une habitante d'Evaristo, se rend le 22 novembre 2019 à Da Casa avec une amie afin d'emprunter 4 000 reais. Elle utilise le nom de son mari, ancien chef de chantier, qui dispose d'un plafond élevé de crédit, pour que son amie puisse emprunter. L'approbation du crédit par l'analyste donne lieu à une scène comique où Cida, son mari et son amie se relaient au téléphone avec l'analyste de crédit. Cette dernière finit par valider le crédit. Ainsi, les agents commerciaux sont complices de ces chaînes de dette qui leur permettent d'accroître leurs ventes.

Enfin, le crédit permet de solder des dettes de voisinage. Le 18 octobre 2019, j'aperçois Seu Jorge, épicier de Garrincha. Il règle une mensualité de 655 reais, mais le paiement est effectué à un autre nom que le sien, celui de Marieme. En rentrant, j'apprends, par une agente de la banque communautaire, que l'épicier a accumulé une dette à l'égard de cette voisine. Le retard de remboursement a provoqué la colère de Marieme. Pour régler la situation, un accord est conclu : Jorge emprunte 6 000 reais à Da Casa au nom de Marlene. Avec cet argent, il la remboursera. Puis, il se chargera du paiement des mensualités pendant un an et demi. L'encastrement de la dette financière dans une dette de voisinage oblige l'épicier à prioriser le paiement de Da Casa par rapport à ses dettes à la banque communautaire. Il garantit le paiement d'intérêts exorbitants à la financière.

Ainsi, le recours du crédit pour payer les dettes domestiques permet d'éviter une coupure d'électricité ou d'eau, de régulariser l'occupation du logement, de préserver l'usage de sa carte de crédit. Les retards dans le paiement des *factures de la maison (contas da casa)* sont transformés en dettes à l'égard de la « Maison Financière ». La logique de la dette est donc reproduite et étendue d'une période de quelques semaines ou mois à celle d'un an et demi. Par ailleurs, la facilité de l'accès à l'argent sert aussi au règlement des dettes interpersonnelles. Dans ce cas, l'encastrement du crédit dans des arrangements informels facilite l'extraction des revenus des habitants du *morro*.

## ***A. Emprunter pour faire face aux imprévus***

En plus des *factures domestiques (contas da casa)*, le crédit permet de faire face aux imprévus qui surviennent dans les trajectoires de vie accidentées des couches populaires de Vitória.

### **1. Problèmes de santé**

Le crédit compense la faiblesse des droits et des dispositifs de protection sociale, comme le montre le cas des problèmes de santé. Suite à l'accident vasculaire cérébral de son père, Carla a souscrit plusieurs crédits à Da Casa. *« J'ai commencé à m'endetter en 2010. Mes dépenses ont augmenté avec l'achat d'un fauteuil roulant, de médicaments. Il fallait aussi payer une aide-soignante. J'utilisais mes cartes de crédit pour acheter les médicaments et faire des courses, en échelonnant les achats. Mais ça ne suffisait plus. Du coup, j'ai pris un crédit de 1 200 reais à Da Casa, que j'ai ensuite refinancé. Dans ce type de situation, tu n'as nulle part où aller. Et il fallait payer quelqu'un qui reste avec mon père à la maison ».*

Carla souligne la nécessité de souscrire un crédit vu la faiblesse de son salaire, équivalent au salaire minimum. Elle fait part de sa reconnaissance à l'égard de la financière. *« Da Casa m'a aidé deux fois, j'ai emprunté de l'argent face à l'aperto et ils ont renégocié avec moi face à un autre aperto (peguei dinheiro no aperto e renegociaram no aperto). »* Le terme *aperto* s'applique à la fois à l'urgence des soins à financer en 2010 et au défaut de paiement de l'année suivante. Carla souligne la possibilité de suspendre les remboursements pendant plusieurs mois et de rééchelonner la dette. L'aide de la financière est donc autant légitimée par la fonction sociale du crédit affecté qu'à la possibilité de renégocier sa dette après un défaut de paiement.

Maryrose, une femme de ménage de 67 ans, évoque elle aussi la combinaison de problèmes de santé et de baisse des recettes familiales pour expliquer la souscription du crédit. *« J'ai emprunté pour mon fils au chômage, pour l'aider car la base de la maison c'est moi. Ensuite ma petite-fille a été hospitalisée, ensuite j'ai été hospitalisée quatre mois. Il a fallu acheter des médicaments spécifiques. »* (Maryrose, femme de ménage, 67 ans, 2020). L'enchevêtrement de problèmes de travail et de santé a conduit ainsi cette grand-mère à s'endetter auprès de Da Casa.

### **2. Difficultés de logement**

Le crédit constitue aussi une aide pour faire face aux problèmes d'habitat. Les mois de novembre 2018 et 2019 sont marqués par de fortes pluies à Vitória. Les habitations précaires, comme celles de la partie haute du *morro*, sont exposées aux risques d'inondation et de glissement de terrain. Au guichet, plusieurs clients expliquent le recours à Da Casa

pour faire des travaux en urgence. Par exemple, la matinée du 22 novembre 2019, un client emprunte pour « *boucher les trous de la toiture* ».

L'ethnographie permet de constater également l'usage du crédit de Da Casa pour la construction de murs afin de sécuriser l'espace domestique des interventions policières et courses-poursuites avec les jeunes du trafic. Jorge et Carlota, habitants de Garrincha, ont emprunté « *pour construire un mur. C'est pour fermer, puisque ces bandits sont entrés trois fois chez moi pour fuir de la police. L'un d'eux a laissé son arme dans le sac de ma femme. On veut faire un vrai portail de gravier pour être tranquille.* »<sup>134</sup> Le crédit répond ici à la volonté de sécuriser l'espace domestique dans un contexte d'affrontement entre policiers et trafiquants.

### 3. Incarcération d'un proche

Le crédit est aussi utilisé pour payer les frais d'avocat à la suite de l'incarcération d'un proche. En témoigne, l'échange suivant avec Rosa.

R : *Je n'aime pas m'embrouiller avec ce truc de faire des emprunts*

T : *Tu n'as jamais été dans une financière, comme Da Casa ?*

R : *Si j'ai été à Da Casa une fois, mais le taux d'intérêt est très élevé.*

T : *Quand ça ?*

R : *C'était il y a 7 ans que j'ai eu besoin. J'ai emprunté 3 000. Le taux d'intérêt est très élevé.*

T : *Tu te rappelles pourquoi tu as emprunté ?*

R : *C'est à l'époque où Pedro est allé en prison. J'ai dû trouver un avocat, j'avais pas d'argent pour payer. J'ai dû faire un emprunt.*

T : *C'est toi qui as tout payé ? Ou tes fils t'ont aidé ?*

R : *J'ai tout payé, mes fils n'ont pas aidé. Ceux qui m'ont aidé c'est ma fille, ma sœur et mon patron, parce qu'en plus de payer l'emprunt, je devais payer 6 000 d'avocat. J'ai emprunté les 3 000 que j'ai donnés comme premier versement (entrada). Et ensuite il fallait payer l'emprunt et 500 par mois à l'avocat (pendant six mois), jusqu'à enterrer les autres 3 000. C'est là que ma fille et ma sœur m'ont aidé, et mon patron me donnait 100 par mois.*

Rosa est hostile à l'idée de s'endetter. Les taux d'intérêt élevés de Da Casa la dissuadent généralement. Mais elle a tout de même effectué un crédit pour faire sortir son fils au plus vite de prison. En plus des frais d'avocat, l'incarcération d'un membre de la famille est source de dépenses exceptionnelles qui compriment le budget des familles. Le

---

<sup>134</sup> La banque communautaire propose aussi un crédit de logement pour faire face aux problèmes d'insalubrité et d'insécurité des habitants du *morro* (voir Narring, 2016).

crédit permet aux mères de financer les dépenses alimentaires de leur fils, de payer le bus pour se rendre régulièrement au parloir, d'apporter des cadeaux. Dans ces situations douloureuses, le recours au crédit souligne à quel point l'endettement est lié au *care* (Han, 2012). Loin d'être isolés, problèmes de santé, accidents, incarcération, décès forment un ensemble d'imprévus, récurrents dans la vie des habitants du *morro*. Ces derniers utilisent alors la catégorie d'*argent urgent (dinheiro urgente)* pour expliquer le recours à Da Casa.

Pour Alice, agente commerciale, l'« *argent urgent* » est une cause principale du recours au crédit. *“On essaie de répondre au rêve de la personne. Mais il y a beaucoup de désespoir, vraiment. La personne a besoin d'un argent urgent pour un fils en prison, pour un problème de santé. Ça arrive rarement que ce soit pour un rêve, un voyage ou le projet de faire des travaux dans sa maison”* (Alice, Serra, décembre 2019). Alice distingue ainsi l'usage du crédit pour un loisir ou une action planifiée de l'usage imprévu lié à un problème grave qui concerne la plupart des situations.

La rapidité de l'accès à cet *argent urgent* permet de saisir la légitimité de Da Casa auprès des milieux populaires de Vitória.

### ***C. Un dispositif de crédit adapté aux dispositions des milieux populaires***

La force de Da Casa réside dans sa capacité à compresser les étapes préalables à l'octroi du crédit de manière à soulager son besoin de monnaie. Une fois le crédit sollicité, les analystes de crédit disposent de 20 minutes maximum pour valider la demande. La durée entre le moment de la demande et de l'octroi du crédit est de 30 minutes en moyenne. À l'inverse, un crédit à la banque nécessite entre 24 et 48 heures. Les clients de la financière soulignent la rapidité et la facilité de l'accès à l'argent qui tranchent avec le crédit bancaire. *« À la Caixa Econômica, on te demande ton bulletin de salaire, tel et tel papier. J'aurais difficilement obtenu un crédit. À Da Casa, à chaque fois que j'ai eu besoin, ils m'ont secouru dans l'heure. Je crois que ce qui est important c'est qui te secourt quand tu as besoin. »* (Maryrose, 50 ans, foire de récupération du crédit, décembre 2019). Dans la mesure où la plupart des clients ne sont pas salariés, les garanties exigées par la banque les rendent souvent inéligibles au crédit. La rapidité de l'accès à l'argent constitue un critère essentiel compte tenu des urgences domestiques.

Le versement en main propre rend l'argent immédiatement utilisable. Pour le directeur commercial de Da Casa, il évite le prélèvement automatique de la part d'autres institutions financières où les clients sont déjà débiteurs :

« On ne dépose pas sur le compte (bancaire) parce que si le client est déjà endetté ailleurs, ce qui est le cas de la plupart, la banque reprend l'argent. Donc, ça ne sert à rien de transférer l'argent si la banque les prélève. Et dans le cas des clients qui n'ont pas de compte bancaire, ils reçoivent déjà en espèce pour faire ce qu'ils ont à faire. Tout cela en quelques minutes. J'imagine que cela fait la différence pour le client qui est pressé par ses dettes, un client qui a la maison inondée ou le gars qui est à l'hôpital et a besoin de médicaments ». (Rodrigo, décembre 2019, siège Da Casa).

Ce discours éclaire la convergence entre les pratiques de Da Casa et celles du *fringe credit* (finance des marges) (Caskey, 1994, Aitken, 2010). Le versement en liquide est adapté à la spécificité de ce segment du marché du crédit, dont la vie financière est marquée par des défauts de paiement antérieurs. L'importance donnée aux liens de clientèles contribue à attirer une clientèle qui se plaint d'être souvent maltraitée aux guichets des banques et des administrations. Enfin, la rapidité de l'accès au crédit est ajustée au besoin d'*argent urgent*. Ces trois éléments permettent, aux cadres de Da Casa, de justifier le fait que les pauvres paient plus cher l'accès à la consommation, comme l'a mis en évidence Caplovitz (1963) dans les communautés noires aux États-Unis.

« Donner l'argent en main propre, donner l'argent rapidement sans bureaucratie, parce que le client entre dans le magasin. Et en 20 minutes, il sort avec l'argent. Ceci a de la valeur, un crédit rapide sans bureaucratie, au moment où le client en a le plus besoin » (Ricardo A., siège de DC, janvier 2019). Selon le directeur commercial de la financière, la concession express et en espèce de l'argent représente un supplément de valeur. Sa conception fait écho à la dimension symbolique que recouvre la monnaie pour les secteurs populaires de Vitória. Verser le crédit en espèce en l'espace d'une vingtaine de minutes constitue une marque de respect pour une population pauvre accoutumée à se sentir humiliée par le manque d'argent.

L'analyse des trajectoires de vie des habitants du *morro* témoigne d'une mémoire répandue de longues périodes associées aux carences de monnaie, de viande et de gaz. Dans leurs récits, il y a un fossé entre un monde « sans » et « avec », entre le manque éprouvé pendant des décennies et l'abondance de la consommation à crédit depuis une vingtaine d'années (Machado, 2020). Pour la génération née pendant les années 1980, le contraste est saisissant entre leur enfance extrêmement pauvre et les progrès matériels substantiels des années 2000. Replacer l'essor du crédit dans les trajectoires biographiques de cette génération permet de saisir que la mise en place du crédit est perçue comme une avancée substantielle. Leur enfance a été amputée pour la plupart. À 10 ans, ils descendaient le *morro* pour travailler : garder les enfants des patrons, apprendre à laver leurs maisons, faire la queue au marché pour remplir les caddies de gens aisés. En contrepartie, ils remettaient

l'argent gagné aux mains de leur mère qui l'utilisait pour les nécessités basiques de la famille à condition que leur mari ne le dilapide pas *dans la rue* pour boire et faire profiter leurs amantes. Ce récit ramène l'enfance au manque de tout et bien souvent, au gaspillage du peu qu'il y a par les pères alcooliques<sup>135</sup>. L'accès massif au crédit deux décennies plus tard tranche avec leur enfance miséreuse. Se rendre à Da Casa en cas d'*aperto* évite les privations éprouvées par l'enfance et le sentiment de paralysie créé par le manque d'argent. Élevés à servir les riches, on peut être pauvre, mais tenir en main les mêmes billets que les patrons sans avoir à s'efforcer au travail. L'accès rapide et facile à l'argent contribue à atténuer le sentiment d'impuissance et à se sentir partie prenante d'un monde social, où les hiérarchies s'atténuent, comme le montrent de multiples travaux au Chili (Gonzalez, 2017), en Afrique du Sud (James, 2014) et en Inde (Guérin, 2018).

L'enquête au guichet donne à voir une autre réalité sociale où l'accumulation des problèmes de travail, de famille et les nombreux imprévus reconfigurent la signification de l'argent. Dans ce contexte, le crédit donne du répit pour se réorganiser au milieu de nombreuses dettes à régler et un soulagement face aux difficultés quotidiennes. Comme l'observent des géographes britanniques dans le cas des prêts sur salaire, « le soulagement est la première forme par laquelle le crédit et la dette sont ressentis : le report spatial et temporel d'une préoccupation urgente d'une manière qui permet de maintenir une partie importante d'une forme de vie dans le contexte de la menace de sa dissolution. La combinaison de la résolution d'un problème dans l'"ici et maintenant" et de l'extension de l'avenir au-delà de l'immédiateté du "jour suivant". » (Anderson *et al*, 2019, 6) Par la vélocité de la conversion du crédit en argent liquide, ce dernier entraîne un supplément d'appréciation de la part des clients. L'argent se pare ainsi d'une couche émotionnelle rassurante. Il apporte un répit au milieu d'une niche de problèmes et réduit l'anxiété. Le crédit convertit l'impuissance en micro-pouvoir instantané. Il éclaircit brièvement la perception d'un présent troublé par la superposition d'obligations et de problèmes insolubles. Alléger les soucis les plus douloureux et décaler sur le moyen terme la charge du paiement permet de gagner du temps.

En résumé, ce dispositif de crédit est calibré sur les dispositions des secteurs populaires de Vitória (Ducourant, 2011). L'argent prêté par Da Casa prend une valeur supplémentaire du fait de sa forme liquide et de sa facilité d'accès. Le crédit offre la

---

<sup>135</sup> Je ferai référence ici à un autre chapitre de la thèse où ces trajectoires de vie seront décrites et analysées.

possibilité de temporiser et décaler les difficultés les plus pressantes sur une année et demie. Le règlement des dettes domestiques de court terme a pour contrepartie l'émission d'une dette financière sur le moyen terme. La catégorie d'*argent urgent* permet de saisir cette primauté du règlement immédiat des factures et des imprévus domestiques sur le coût des intérêts à régler dans l'avenir. L'usure est donc légitimée non seulement par l'encastrement dans des relations de clientèle, mais aussi par la capacité de la financière à s'ajuster aux nécessités et temporalités de reproduction sociale des milieux populaires.

Dans la troisième partie, j'analyse comment les dettes financières se prolongent sur plusieurs années sous l'effet des refinancements.

### **III. Les refinancements de dettes**

Plus d'un tiers des emprunts souscrits au guichet concernent le refinancement des dettes passées et présentes par l'émission d'un nouveau crédit. Cette opération entraîne la multiplication du montant de la dette et sa prolongation sur une période d'un an et demi au minimum. Alors que la plupart des clients empruntent un crédit pour régler ou amortir des dettes domestiques de court terme, le refinancement étend l'endettement financier sur plusieurs années.

Cette stratégie de reconduction des dettes est au cœur des pratiques de *fringe credit* comme le montrent Stegman et Faris (2003) à propos des prêts sur salaire. Elle conduit à « convertir des utilisateurs occasionnels en emprunteurs chroniques » (Ibid, 8). Rob Aitken (2010) montre que les crédits « en série » forment un « cycle auto-réalisateur dans lequel le crédit sur salaire devient une solution à lui-même » (87). À Vitória, j'observe un processus similaire où le crédit soulage les problèmes et les dettes domestiques immédiats tout en absorbant durablement les revenus des milieux populaires. Seul un nouveau crédit permet alors de compenser le manque d'argent généré par le paiement des intérêts d'un autre crédit. Ce paradoxe illustre à quel point l'endettement financier permet et menace à la fois la reproduction sociale (Roberts, 2013 ; Tepe-Belfrage et Montgomerie, 2016).

Dans cette partie, je présente les différents types de refinancements, réalisés par Da Casa afin d'analyser ensuite le coût de l'exploitation financière.

## ***A. Renouveler, superposer et regrouper les crédits (refinanciar)***

L'activité de l'agence repose sur le refinancement des crédits des clients fidèles avant que ces derniers n'achèvent le remboursement prévu. Après six mois de remboursement, les agents commerciaux de Da Casa appellent les clients pour les inciter à refinancer leur crédit. « Les agences stimulent le refinancement pour gagner des intérêts en plus » résume Dircy (ancienne directrice d'agence, octobre 2018). Refinancement (*refinanciamento*) est le terme utilisé par les agents commerciaux de Da Casa pour désigner le renouvellement, la fusion des dettes entre elles ainsi que l'emprunt d'une nouvelle somme d'argent superposée à la dette actuelle. La logique de la dette est donc reproduite et amplifiée par cette pratique.

Je montrerai d'abord la stratégie de renouvellement des crédits superposé à un nouvel emprunt qui est l'opération la plus lucrative et la plus courante. Puis, je décrirai la stratégie de regroupement de plusieurs crédits en cours en une seule dette. Enfin, j'analyserai les refinancements simples, soit le renouvellement des dettes passées sans emprunts d'argent supplémentaire.

### **1. Refinancer une dette de carnê : renouveler et superposer**

Refinancer implique généralement une double opération : le refinancement du crédit en cours et la contraction d'un nouvel emprunt. Cette combinaison prend diverses formes. On peut :

- refinancer un crédit personnel en un nouveau crédit personnel
- refinancer un crédit affecté (appelé Crédit Direct au Consommateur) en crédit personnel
- refinancer une facture de carte de crédit (de Da Casa) en crédit personnel

Le refinancement est proposé au client tous les mois à partir du moment où il a remboursé le capital de départ emprunté, soit au bout de six mois. Celui-ci reçoit un appel téléphonique l'invitant à se rendre en agence. Au guichet, les agents commerciaux leur proposent une « *réduction sur la dette actuelle que le client élimine, et la possibilité d'emprunter un montant en plus* » (Daniel, octobre 2018). Un nouveau carnet est alors édité, constitué de l'addition de la dette du premier carnet déduite de la ristourne d'une partie des intérêts et du nouvel emprunt, auxquels s'applique le taux d'intérêt mensuel échelonné sur un an et demi.

Si le client est hostile au remboursement sur 18 mois, l'agent commercial renégocie avec lui une durée inférieure. Prenons un exemple :

26 novembre 2018 : une cliente a déjà payé 8 mensualités des 18 prévues de 360 reais. Elle souhaite emprunter 2 000 reais en plus. Gabriel lui propose un refinancement. Il annonce, d'abord, qu'il lui « donne 1 190 reais de réduction » (*desconto*) sur sa dette actuelle. Celle-ci est réduite de 3 600 ( $10 \times 360$ ) à 2 410 reais par Da Casa. Puis, Gabriel ajoute à ce montant les 2 000 reais que la cliente souhaite emprunter en plus. Le montant du nouveau crédit est donc de 4 410 reais. Pour calculer les mensualités à rembourser, Gabriel ajoute l'assurance (352 reais) et l'IOF (Impôt sur les Opérations Financières, 95,5 reais) sans l'expliciter. Il applique un taux d'intérêt mensuel de 11,8 %. Le plan de remboursement qui s'affiche sur son écran est de 18 mensualités de 662,28 reais. La dette totale atteint 11 921,04 pour un crédit de 4 410,35, qui refinance une dette de 3 600 reais et y ajoute 2 000 reais prêtés en cash au client. Gabriel lui assure : « Tu ne dois plus cet ancien carnet ( $18 \times 360$ ). Tu ne devras plus que celui-ci » (le nouveau carnet qu'il imprime).

Cet exemple permet de discerner les étapes du refinancement et la mise en scène de la réduction (*desconto*) par l'agent commercial. Mais cette dernière ne s'applique qu'à une partie des intérêts des mensualités à venir (1 190). Or, la majeure partie de la dette restante (2 410) est réincorporée au nouveau crédit, donc rééchelonnée et de nouveau soumise au jeu des intérêts. Le refinancement éclaire le pouvoir de multiplication de la dette des crédateurs (Graeber, 2013). En une dizaine de quelques clics et cinq minutes d'interactions, le montant de la dette passe de 4 410 reais à 11 921 reais. Alors que l'agent commercial focalise le regard du client sur la ristourne présente, le refinancement durcit les conditions de remboursement dans le futur.

Il est symbolisé par le fait de jeter à la poubelle l'ancien carnet, aux feuilles tordues et couleurs défraîchies, et l'émission d'un nouveau carnet dont les feuilles sont lisses et l'encre chaude. Ce geste illustre le fait de se délivrer de la dette actuelle pour le client. Pourtant, l'agent commercial ne fait que transférer la dette sur un nouveau carnet. En repoussant l'extinction de la dette et démultipliant le montant des intérêts, le refinancement des dettes contribue à fabriquer des endettés permanents (Stegman et Faris, 2003).

Le principe d'équivalence, qui fonde l'échange entre créancier et débiteur, est rendu difficilement atteignable. L'approche de Graeber (2013), qui pense la dette comme « un échange qui n'est pas allé jusqu'au bout » (148), permet de rendre compte de la stratégie de la financière. À mesure qu'un débiteur se rapproche de la dernière échéance de paiement, les agents commerciaux intensifient les coups de téléphone pour proposer un nouveau

crédit. Cette stratégie étire le temps de la dette, « ce qui se passe dans l'entre-deux quand les deux parties ne peuvent pas se séparer parce qu'elles ne sont pas encore égales » (Ibid, 149). En renouvelant le crédit, prêtant davantage, superposant les intérêts des crédits passés et présents, Da Casa crée les conditions pour que l'échange n'arrive jamais à son terme. Elle crée et conforte une situation de rente.

Les refinancements s'appliquent également au crédit affecté. Ce dernier est effectué en magasin par les clients dans l'optique d'acheter à crédit un bien. Au guichet de Da Casa, les agents commerciaux proposent aux clients ayant une difficulté de remboursement de refinancer leur crédit affecté en crédit personnel de manière à liquider leur dette. Alors que le crédit affecté porte généralement sur des temporalités plus courtes, allant de 6 à 12 mois, avec un taux d'intérêt mensuel de 6 %, le crédit personnel refinance leurs dettes sur une durée d'un an et demi avec un taux d'intérêt deux fois et demie plus élevé. Prenons un exemple.

15 novembre 2018 : Un client a un contrat de crédit affecté avec 10 mensualités de 180 reais. Il lui manque 4 mensualités à payer, soit 720 reais. Guilherme lui annonce une réduction de 41 reais. Le montant à refinancer est donc de 679,17. Le client emprunte 1 500 reais en plus, soit un crédit de 2 179,17. Cela donne un plan de remboursement de 18 mensualités de 386,21 reais. Soit 6 951 reais. Guilherme a appliqué le taux d'intérêt mensuel de 14,732 % ' . Ainsi, le crédit personnel prolonge la dette du client sur 14 mois en accroissant le paiement des intérêts.

Analysons maintenant la stratégie de fusionner plusieurs dettes en un seul crédit.

## **2.Regrouper les crédits fusionnés en une seule dette**

Fusionner les crédits actuels en un seul crédit est l'une des principales stratégies de la financière. « *Le client a plusieurs engagements (financiers) à plusieurs endroits avec différentes échéances, et là il prend un seul crédit destiné à payer ces dettes à divers endroits, et à obtenir une dette concentrée en un seul endroit, une seule échéance. Quels changements pour le client ? Le client a l'esprit beaucoup plus tranquille. Parce qu'il devait à 10 endroits différents. Il doit (désormais) à un (seul) endroit, à une date d'échéance* » (Ricardo A., directeur commercial DC, 2020). Cette observation part du constat que les clients ont souvent d'autres dettes en cours. L'objectif de Da Casa consiste à regrouper ces dettes entre elles. Il permet d'accroître le montant de l'emprunt sur lequel les intérêts sont ponctionnés. « *Obtenir une dette concentrée en un seul endroit, une seule échéance* » (Ibid) vise à embrasser l'ensemble des dettes du client.

Le regroupement des dettes est présenté sous l'angle de la simplification des démarches. Les agents commerciaux insistent sur la simplification de l'organisation

financière des clients et le relâchement de leurs préoccupations. En effet, n'avoir qu'une mensualité par mois à laquelle consacrer la dépense familiale est plus aisé que devoir trouver, à plusieurs reprises dans le mois, l'argent nécessaire au paiement des diverses mensualités. Ainsi, le business de Da Casa repose sur le refinancement de dettes passées fusionnées et rééchelonnées sur le moyen terme.

### **3. Renouveler le crédit sans effectuer de nouvel emprunt**

Un dernier type de refinancement consiste à restructurer la dette sans effectuer d'emprunt additionnel. Les clients en difficultés de paiement sont souvent hostiles aux propositions de nouveaux crédits. Ils refinancent moins pour disposer d'argent en main propre que pour reporter le paiement de dettes prioritaires.

Le 25 novembre 2018, une femme vient de payer sa 13<sup>e</sup> mensualité des 18 mensualités prévues, d'un montant de 294 reais. Daniel, l'agent commercial lui fait une remise de 349 reais. La valeur à refinancer est donc de 1 121 reais. Daniel lui propose de repartir avec le montant de son choix en plus de cela. Mais la cliente refuse : *« J'arrive déjà pas à payer, je vais pas en prendre un autre. »* La cliente choisit de reporter le paiement de sa mensualité au 7 janvier, ce qui lui donne un mois et demi de répit. Le plan de remboursement est alors fixé en  $9 * 296,18$  reais, soit 2 665 reais.

Face au risque d'accumulation de dettes, certains clients opposent un rejet catégorique aux propositions de refinancement. Par exemple, le 11 janvier 2018, une femme rejette la proposition de l'agent commercial : *« Je ne veux pas de ça ! Si on ne fait pas attention, on se fait avoir et on perd pied. C'est pour ça qu'il y a autant de personnes âgées qui deviennent toutes folles ! »*. Cette réaction hostile au refinancement témoigne de la conscience du poids insoutenable des mensualités en cas de refinancement. Le parallèle dressé avec les personnes âgées témoigne de la sur-représentation de la catégorie des plus 65 ans au sein de l'agence. D'autres clients ont appris de leurs défauts de paiement passés pour refuser le refinancement. *« Si tu refinances, la dette finit par empiéter sur (les factures) d'eau, d'électricité, de téléphone »* (cliente A, guichet de DC, 2018).

Néanmoins, les agents commerciaux parviennent parfois à obtenir l'assentiment de clients opposés au départ. Pour ce faire, je souligne les instruments et les arguments de vente mobilisés.

## ***B. Techniques de vente***

Les agents commerciaux jouent l'aversion des analystes à valider le prêt, en se plaçant du côté des clients pour le convaincre de refinancer sa dette.

### **1. Prendre la défense du client face à l'analyste**

Novembre 2018 : Une cliente ayant deux carnets en cours s'assoit : « *ce truc d'avoir deux carnets me rend folle.* » Elle a payé 10 mensualités du premier carnet, fixé en 18 fois 397 reais pour un crédit de 2000 reais et 4 mensualités du second crédit,  $193 \times 18$  pour un crédit de 1 000 reais. Gabriel, agent commercial, lui explique que le refinancement ne peut s'appliquer qu'au premier carnet car il faut au moins avoir remboursé six mensualités. La cliente a besoin d'argent. Il lui propose alors de refinancer le premier carnet en empruntant ce dont elle a besoin. « *L'aspect positif du refinancement, c'est que les intérêts partent grâce à la réduction !* » (octobre 2018). Elle répond : « *Le problème, c'est que je vais recommencer à payer de nouveau. Et c'est déjà tellement compromis ce début de mois.* » Gabriel lui explique que la cliente n'est pas obligée d'accepter mais que « *cela vaut le coup de tenter* » et d'ajuster en fonction de la réponse de l'analyste. Après avoir calculé le coût du refinancement, il assure : « *Pour liquider ce carnet ( $8 \times 397$ ) aujourd'hui, ça revient qu'à 3 171. Mais je te donne une réduction de 674. Tu élimines ce carnet-là et repars avec un autre carnet avec le montant en plus que tu veux emprunter. Tu veux repartir avec 5 000 ? Une promotion vient d'être accordée.* » Gabriel retourne l'écran de son ordinateur vers la cliente : « *La prochaine mensualité tomberait le 26, mais si tu paies plus tôt, ça te donne une réduction.* » La cliente semble stressée, elle souffle à plusieurs reprises. Elle accepte finalement de refinancer son crédit le plus ancien en empruntant 800 reais en plus. Soit  $3\,171 - 600 + 800 = 3\,371$ . Le refinancement correspond à un plan de  $362,33 \times 18$ . Soit 6 521,94 reais à rembourser, presque le double du montant emprunté. Avant d'envoyer la proposition à l'analyse, Gabriel glisse : « *Je vais faire votre défense, madame* » (face à l'analyste de crédit). Toutefois, l'analyse rejette la proposition à cause d'une facture de carte de crédit impayée de 242 reais impayée depuis plusieurs jours. La cliente explique qu'elle vient de perdre son travail de femme de ménage. Gabriel tente alors une réanalyse du crédit, en expliquant, sur le tchat, à l'agent du siège, qu'elle dispose d'un très bon historique : « *Madame X a déjà payé 20 000 avec Da Casa et effectué 9 contrats. Merci de faire tout votre possible pour approuver en respectant marge disponible* ». L'agent commercial insiste sur les efforts déployés pour négocier l'approbation du crédit vis-à-vis de l'analyste réticent. Sa cliente semble très reconnaissante. On retrouve ici la position du "sauveur", endossée ici par l'agent commercial pour légitimer le coût du crédit et renforcer la confiance de la cliente (Lazarus, 2012). La première réponse

défavorable de l'analyste de crédit aboutit au renforcement de la complicité qui s'est nouée en face-à-face entre cliente et agent commercial.

Cette demande de refinancement traduit d'abord la volonté de regrouper les dettes actuelles en un seul crédit avec une seule date de paiement. Le comportement de l'agent commercial, Gabriel, permet de rendre visibles les stratégies de vente mobilisées : d'abord, convaincre la cliente en mettant en scène la "réduction" ; s'adapter à son choix de date de paiement ; puis se positionner en défense du client face à l'analyste. L'agent commercial démontre son empathie par rapport au client et la volonté de s'employer à négocier pour convaincre l'analyste. Le client approuve l'aide octroyée par des commentaires élogieux et une certaine reconnaissance à l'égard de Da Casa.

## **2. Appuyer sur la nécessité de résoudre les problèmes à court terme**

Les agents commerciaux jouent également sur les nécessités immédiates des clients pour les convaincre. Lors d'une matinée à l'agence de Laranjeiras, située dans la ville de Serra, j'accompagne Alice, agente commerciale. Dès qu'un client est hostile aux mensualités proposées, elle réoriente la discussion vers ses difficultés actuelles et la nécessité de se libérer de ses préoccupations les plus urgentes : une facture de carte de crédit dont la date de paiement a été dépassée et qui risque d'engendrer un échelonnement automatique ; la nécessité d'emprunter 4 000 reais pour un fils au chômage ; les charges de l'immeuble qui n'ont pas été payées depuis trois mois. Lorsqu'elle observe certaines réticences de la part du client, Alice focalise son attention sur le problème prioritaire à résoudre : éviter de perdre l'usage de sa carte de crédit, tenir la promesse d'aider son fils, atténuer sa dette vis-à-vis de la copropriété afin de temporeriser le conflit vis-à-vis du voisinage. « *Quand le client est résistant comme cela, j'appuie sur sa douleur : qu'est ce qui compte le plus : c'est de ne pas résoudre son problème ou de répondre à sa nécessité ?* » (CP, Laranjeiras, Serra) Face aux réticences de certains clients, les agents de crédit mettent ainsi en balance la résolution des problèmes les plus immédiats avec le paiement des mensualités, préoccupation de second ordre. Rafael, formateur des agents de recouvrement, va dans le même sens : « *Il faut toujours aller à la blessure ; demander quel est le projet de vie du client et se le réapproprier.* » (décembre 2020) Ceci implique d'être en empathie avec les problèmes du client pour pouvoir ensuite orienter sa décision.

Dans son enquête au guichet de plusieurs banques, Jeanne Lazarus (2012) souligne les enjeux du qualitatif à employer pour désigner les salariés au contact des clients. On retrouve ici une certaine ambiguïté, entre les cadres de Da Casa, qui désigne les vendeurs de crédit comme des « agents commerciaux », et les clients qui les désignent, le plus souvent,

comme des « gérants ». Les vendeurs de crédit se jouent eux-mêmes de ses frontières en endossant tour à tour le rôle de conseillers, de commerciaux, voire de psychologue. Chacune de ces trois identités est adaptée aux situations : la première s'applique généralement aux quelques clients huppés de l'agence qui empruntent des sommes importantes et réfléchissent à deux fois avant de prendre leur décision ; on retrouve la seconde dans les interactions routinières dans lesquelles la principale attente du client est l'accès rapide à l'argent ; la troisième s'applique de manière plus ponctuelle aux clients qui utilisent le guichet comme lieu pour raconter leurs problèmes. La figure du psychologue est aussi mobilisée par les agents commerciaux lorsque leurs clients sont hostiles à la vente, à l'image d'Alice dans l'exemple précédent.

### **3. Inciter à payer en avance pour obtenir une réduction**

Les exemples de refinancements illustrent également l'argument du paiement anticipé comme stratégie à portée de main du client pour réduire le coût de ses mensualités. « *C'est vous qui décidez quand vous payez* » répètent souvent les agents commerciaux. Ce discours revient à inverser la responsabilité du coût de la dette, en la reportant sur le client. Plus celui-ci anticipera le paiement de la mensualité, plus le coût de la mensualité sera réduit. Mais, payer anticipé (*pagar adiantado*) implique de prioriser le remboursement de Da Casa par rapport à d'autres dettes. Ce discours fait abstraction de l'incapacité de la plupart des clients à réunir la somme nécessaire au paiement avant la date prévue. Entre le revenu limité des clients et le coût élevé des intérêts, les dispositions monétaires des milieux populaires sont souvent incompatibles avec la promesse d'une réduction.

1<sup>er</sup> décembre 2018 : Un homme d'une cinquantaine d'années en marcel, costaud, s'assoit auprès de Gabriel dans le secteur du CP. C'est un bon client qui paie généralement en avance et obtient des réductions qui lui conviennent. « *Ma mensualité est de 1 400 reais. Mais avec la promotion, j'arrive à payer en avance (pour avoir la réduction). Il faut savoir jouer* ». Pourtant, le client a deux mensualités de 1 400 en retard ainsi qu'une facture de crédit échelonnée en trois fois de 593 reais. Le lendemain, une autre cliente fait la même observation : « *il faut savoir travailler avec l'argent* ». Cela implique de s'adapter au coût élevé du crédit en priorisant le paiement de Da Casa.

Ainsi, l'incitation à payer en avance est vue comme un moyen accessible au client de réduire sa mensualité et ce discours est incorporé, dans une certaine mesure, par les clients. Toutefois, d'après le directeur du recouvrement, Da Casa n'applique les réductions

qu'à hauteur de 70 % des règles prévues par le Code de Défense des Consommateurs en cas de paiement anticipé. La financière joue sur cette illégalité pour renforcer l'exploitation financière. Dans la mesure où le calcul de la réduction n'est pas accessible, il n'est pas aisé de s'en rendre compte. À moins d'aller devant l'Organe de Défense des Consommateurs (Procon), les clients qui paient en avance se retrouvent lésés. De plus, cette institution n'est qu'une interface de médiation entre consommateurs et entreprise. Au mieux, elle peut exiger la correction des « erreurs de calcul » de la part de la financière.

#### **4. Jouer sur l'exception de la libération (*liberação*) du crédit**

Les agents commerciaux jouent sur les obstacles liés à l'accès au crédit pour justifier le coût élevé du crédit et obtenir les meilleures ventes possibles. Après avoir été *au SPC*, certains clients tentent d'effectuer de nouveaux prêts. Dans ce cas, les agents de crédit appliquent le taux d'intérêt mensuel le plus élevé, 16,45 %. C'est le cas d'un homme noir, 50 ans, travaillant comme chauffeur. Il a besoin de 3 000 reais pour son fils. Alice envoie directement la proposition de 16\*517 au plus fort taux d'intérêt. « *On va essayer de réinitier votre relation (de crédit). J'envoie cette demande en mode 'test' à l'analyste* ». (22 novembre 2019) Le temps au guichet n'a pas dépassé trois minutes. Je remarque que plus l'interaction au guichet est rapide, plus le taux d'intérêt est élevé. Alice sous-entend que l'application du taux d'intérêt le plus élevé est la condition du renouvellement du crédit pour les clients ayant été en défaut de paiement. En position de sujétion (Guérin, 2 000), ces derniers se résorbent à accepter le taux le plus défavorable.

Les agents commerciaux justifient également le coût élevé du crédit par le manque d'expérience de leur client. 7 décembre 2018. Gabriel reçoit un client de 28 ans qui souhaite emprunter 1 500 reais. Il simule, cela donne 18\*290,59. « *J'ai une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne : j'arrive à approuver le crédit de 1 500 pour toi ! La mauvaise nouvelle : ça congèlerait le plan (de remboursement) et le taux parce que c'est ton premier emprunt. Si tu ne veux pas payer en 18 fois, tu peux payer en avance* ». Gabriel retourne l'écran avec la fiche client. Il lui montre les étoiles. Le client n'en a, pour l'instant, aucune : « *payer en avance c'est ce qui va améliorer ta notation !* » Le client calcule sur son téléphone les intérêts : 5 200 reais. Gabriel continue son explication : « *Da Casa te fait payer les intérêts (correspondant) au temps où tu gardes l'argent. C'est toi qui décides de quand et combien tu paies !* ». Les agents de crédit jouent sur le manque d'expérience des clients et leur historique de « mauvais payeur » pour prêter au taux d'intérêt le plus élevé. Cette stratégie contribue à ramener le problème du coût du crédit à une question de choix individuel et d'autodiscipline financière.

Par conséquent, les refinancements de crédit sont légitimés grâce à la mise en scène des réductions et des faveurs octroyées par les agents commerciaux aux clients, à l'encontre des recommandations des analystes de crédit. Inciter les clients à emprunter pour régler leurs problèmes urgents et à payer en avance pour atténuer le coût des intérêts contribue à leur acceptation. Dans la partie suivante, j'analyse les répercussions matérielles du crédit, en procédant au calcul des taux d'intérêt annuels pratiqués.

### ***C. Un équilibre fragile entre usure et pertes financières***

J'aborde ici la question du taux d'intérêt (*taxa de juro*), payée par les secteurs populaires de Vitória dans l'un des pays où le crédit est parmi les plus chers au monde (BCB, 2015 ; OCDE, 2017). Ma démarche consiste à évaluer le coût réel de la dette des clients à Da Casa en démêlant le processus de composition des taux d'intérêt, entendu non comme totalité mais comme assemblage de plusieurs couches (Guyer, 2017). En agence, le taux d'intérêt présenté à l'oral au client est toujours mensuel de manière à atténuer le coût de l'exploitation financière (Dowbor, 2015). En revanche, le taux d'intérêt annuel, écrit en petit sur le contrat, varie entre 175 % et 350 %.

Pour dissiper toute ambiguïté, je procède à l'évaluation précise du coût du crédit dans cette partie à partir d'exemples concrets.

#### **1. Pour un crédit normal**

Une femme emprunte 2 200 reais. Sur son écran, l'agent commercial applique le taux d'intérêt indiqué oralement, soit 16,45 %. Le calcul des mensualités est réalisé automatiquement par le logiciel de Da Casa. Il aboutit à un plan de 18 mensualités de 432,73 reais, soit 7 739,14 reais à payer.

Le logiciel mis en place par la Banque Centrale du Brésil<sup>136</sup> permet de calculer directement le taux d'intérêt mensuel, à partir du moment où l'on dispose de l'ensemble des autres données. Il applique la formule suivante :

---

<sup>136</sup> <https://www3.bcb.gov.br/CALCIDADA0/publico/calculadorFinanciamentoPrestacoesFixas.do> (consulté le 23/05/2022).

$$q_0 = \frac{1 - (1 + j)^{-n}}{j} p$$

$n$  = le nombre de mensualités

$j$  = taux d'intérêt mensuel

$p$  = montant de la mensualité

$q_0$  = montant du crédit

En utilisant les données de l'exemple présent, le calcul aboutit à un taux d'intérêt mensuel de 18,78 %. En le multipliant par 12, on trouve le taux d'intérêt annuel de ce crédit, soit 225,36 %. Ce calcul montre que le taux d'intérêt mensuel (18,78 %) est plus de deux points supérieurs au taux d'intérêt mensuel annoncé par l'agent de crédit (16,45 %).

Si le coût du crédit est aussi élevé, c'est sans doute parce que l'agent de crédit incorpore le coût de l'assurance (176 reais), au calcul de l'emprunt. Il incorpore aussi le coût de l'IOF (Impôt sur les Opérations Financières) de 47,84 reais. Additionnés au capital de départ, ces deux éléments font grimper le montant du crédit de 2200 à 2423,84 reais. Mais surtout Da Casa soumet l'assurance et l'IOF au jeu des taux d'intérêt. On peut alors recalculer le montant des intérêts en prenant en compte ces deux éléments dans le capital de départ.

Les agents commerciaux ont pour objectif de vendre 70 % de leur crédit avec assurance. Or, le consentement des clients n'est jamais demandé. *« Sur 10 clients, 7 doivent prendre l'assurance dans nos objectifs. »* (Gabriel, agent commercial, novembre 2018). L'incorporation de l'assurance à la dette du client est donc la norme plus que l'exception. Elle favorise le surenchérissement du coût du crédit. Prenons maintenant un exemple où l'assurance n'est pas facturée au client pour souligner la différence de coût.

## 2. Pour un refinancement sans assurance

Dona Mora de Lourdes, 62 ans, s'assoit au guichet de Gabriel S., agent du CP. Elle vient de payer la 6<sup>e</sup> mensualité de son crédit le plus ancien, équivalent à 331,22 reais. Gabriel S. lui propose de refinancer son crédit en repartant avec de l'argent en plus. Dona Mora souhaite 1 000 reais. Gabriel effectue les calculs : *« De l'ancien carnet, j'arrive à vous donner une réduction de 2 200 reais, cela donnerait 1 775 à refinancer. En repartant avec 1 000 reais en plus, cela donne 2775, vous allez payer 431,04 reais (en 18 fois). »* Gabriel prend un ton enjoué et franc au moment où il annonce le montant de la prestation. Il a sélectionné, parmi la table des intérêts, un taux de 13,75 % mensuels.

Le calcul du refinancement est le suivant : le capital de départ est de 1 175+1 000 = 2 775. Le nouveau plan de remboursement est de 18 mensualités de 431,04 reais, ce qui donne 7 758,72 à payer au total. « Là on est dans le cas des 3 clients sur 10 qui ne paient pas l'assurance » assure Gabriel. Il s'agit d'une « bonne cliente » « qui paie parfaitement depuis 17 ans ». L'analyste de crédit aurait sans doute refusé la validation du crédit si Gabriel avait ajouté l'assurance. Dans ce cas-ci, après avoir appliqué la formule et utilisé le logiciel de la Banque Centrale, le taux d'intérêt mensuel est de 14,08 %. Cela signifie que le taux d'intérêt annuel est de 169 %.

Par ailleurs, dans le cas du crédit de Dona Moures, le calcul du coût réel de la dette s'accroît et se complique si l'on prend en compte qu'il s'agit d'un refinancement. L'agent de crédit a pris pour base de calcul 1 175 reais. Bien qu'il ait effectué une réduction des mensualités restantes de l'ancien carnet, cette somme incorpore déjà des intérêts, impossible à comptabiliser dans la mesure où je n'ai pas connaissance du montant du dernier crédit.

Après l'octroi de chaque crédit, l'agent commercial complète le document Excel consacré à ses ventes. Il entre le montant du crédit accordé et le plan de remboursement. Puis, il soustrait à sa vente le PDD (Provision de Débiteurs Défectueux) de l'agence, qui estime les pertes futures engendrées par le non-remboursement et les provisions exigées par la Banque Centrale. Ce mois-ci, le PDD est évalué à 37 % du chiffre d'affaires. Après avoir déduit l'ensemble des coûts intermédiaires de la financière, dont le PDD, Gabriel obtient un profit liquide de 566,92 reais pour cette opération, soit 20,4 % par rapport au montant emprunté (2 775 reais).

Cet exemple permet de constater que si le taux d'intérêt réel est aussi démesuré, c'est lié notamment aux coûts de l'assurance (et de l'impôt) qui sont intégrés au capital de départ et soumis à intérêt. Une autre explication est que les profits futurs dégagés par le crédit doivent couvrir les pertes futures, estimées par l'établissement de crédit. Le coût du crédit doit ainsi couvrir le montant élevé des défauts de paiement potentiels, calculés par le PDD.

### **3. L'assurance incorporée automatiquement, un intérêt déguisé**

L'incorporation automatique de l'assurance lors de la vente du crédit apporte une première piste au décalage entre coût réel et coût annoncé par Da Casa. Lors de mon observation au guichet, il n'est jamais fait mention de la possibilité de contracter l'assurance

et surtout, de l'usage auquel cette dernière correspondait. Assurait-elle le remboursement de la dette dans le cas où celui-ci ne pourrait plus rembourser, du fait d'un licenciement ? D'une maladie ? D'un décès ? N'ayant jamais observé d'explication sur l'usage concret de l'assurance et quasi toujours observé sa facturation, j'en déduis qu'il s'agit d'un intérêt déguisé. Gabriel le confirme en explicitant l'objectif de 70 % d'assurances vendues sur l'ensemble des ventes des agents commerciaux. Cela se transpose par l'incorporation automatique de l'assurance au crédit.

Correspondant à 8 % du montant emprunté, l'assurance est ajoutée à la somme du crédit, somme qui sera soumise à intérêt et échelonné. Sous le jeu des taux d'intérêt et du temps des mensualités, l'assurance est donc productrice d'intérêts qui démultiplie son coût.

6 décembre 2018 : Une cliente de la *favela* Evaristo demande à emprunter 1 200 reais. Elle a effectué la simulation chez elle par internet, ce qui donnait 316\*6. Daniel simule dans le système et constate que le coût des mensualités est bien plus élevé : il arrive à 6\*344 ou à 8\*299. La cliente réagit : « *mais, ils parlent avec ou sans assurance sur le site ; et j'ai mis sans assurance* » ; du coup Daniel retire les intérêts du calcul. Cela aboutit à 6\*333,71 au lieu de 6\*344. La différence entre les deux est de 168 reais, alors que le taux d'intérêt s'élève à 8 % du montant emprunté, soit 96 reais. Cela signifie que l'assurance, correspondant à 96 reais, produisait 72 reais d'intérêts en plus avec l'échelonnement. Si ce crédit est exceptionnellement peu coûteux et échelonné sur un temps court<sup>137</sup>, il permet de montrer empiriquement que la facture de l'assurance augmente les profits de la financière. Cette dernière représente 8 % du capital emprunté mais 19,44 % des intérêts prélevés.

#### **4. La question des « pertes financières »**

L'exemple de Dona Mora permet d'introduire la PDD (Provision des Débiteurs Défectueux) comme un indicateur central de la financière, utilisée pour estimer les pertes futures, et déduire le profit liquide que lui procure chaque vente. La PDD est incorporée au prix de crédit de manière à « *administrer le risque* » (Ricardo, directeur commercial, DC, 2019) pris par la financière en prêtant à une clientèle principalement pauvre et non salariée. La PDD correspond aux provisions effectuées par les institutions financières, en vertu des règles imposées par la Banque Centrale, proportionnelles aux défauts de paiement des clients. À partir de 91 jours de retard d'une mensualité, la financière doit mettre en réserve

---

<sup>137</sup> Ce cas est doublement exceptionnel : d'abord, Daniel accepte de vendre un crédit en six mensualités, alors que le minimum est généralement un échelonnement en dix mois ou un an. Deuxièmement, il retire le coût de l'assurance, qui s'élevait à 168 reais, soit 8 % du crédit total.

30 % de son montant ; 100 % à partir de 180 jours de retard. Le directeur commercial de Da Casa insiste sur l'ampleur des pertes financières que ce critère permet d'estimer :

*« La PDD c'est un problème énorme pour nous. Aujourd'hui, en moyenne, nous perdons 40 % du total de ce que nous prêtons. 40 % de tout le chiffre d'affaires généré par les emprunts. C'est énorme, c'est énorme ! Ça a un coût absurde. »* (Ricardo, octobre 2018). La PDD aurait atteint jusqu'à 45 % ces dernières années, caractérisées par la dégradation de la conjoncture économique. Pourtant, les rapports de Da Casa que j'ai pu consulter sur internet font référence à un PDD à 36,38 % en 2018 et 34,6 % en 2017. Cela signifie, tout de même, que le niveau d'impayés demeure très élevé à cette période. L'ampleur des provisions, effectuées par Da Casa, n'est que le corollaire de sa position sur le marché du crédit. À la marge du crédit bancaire, la financière cible principalement une clientèle aux revenus faibles et instables, susceptibles de faire défaut de paiement au premier soubresaut. Or, si les taux d'intérêt élevés couvrent ce « risque » et engendrent des profits juteux, ils renforcent également l'étreinte financière qui rend le paiement de la dette impossible pour de nombreux clients<sup>138</sup>.

En agence, les agents commerciaux doivent remplir le document calculant le profit liquide de leurs ventes, en intégrant quasi systématiquement la PDD de manière à déduire les pertes futures de la financière<sup>139</sup>. À l'agence de l'avenue Vargas, les employés du CP appliquent un PDD de 37 % fin 2019. Ainsi, une partie des intérêts est censée absorber le paiement des pertes estimées.

L'administration des pertes a un prix coûteux, ce qui distingue une financière régionale comme Da Casa de Crefisa, la plus importante financière du Brésil. *« Il y a deux choses qui rendent Crefisa milliardaire. On facture un taux d'intérêt de 13 % par mois. Ils facturent un taux de 24 %. C'est un taux gigantesque. Je crois que c'est inimaginable pour vous, en Europe, de penser qu'on travaille avec un taux de 24 % (par mois). En plus de travailler avec 24 %, ils prélèvent directement sur le compte du client, ça leur permet d'abaisser les pertes de 40 % à 20 %. En plus de générer*

---

<sup>138</sup> Fitchrating, une revue financière à destination des investisseurs, témoigne de la situation financière de Da Casa entre 2016 et 2018 : « les crédits classés parmi les segments de risque 'D-H' du Bacen représentaient le pourcentage élevé de 32,5 % du portefeuille de crédit en juin 2018 (les crédits non remboursés depuis plus de 90 jours, 29,5 %), 32,4 % en juin 2017 et 32,5 % en juin 2016. Comme en 2017, la société financière a maintenu en 2018 une position de plus grande sélectivité des clients par le biais de changements de processus et de critères de concession, ainsi que par la réévaluation des produits, afin de préserver ses marges d'exploitation. Fitch considère que le défaut de paiement restera à des niveaux élevés, au moins à court terme. »

<sup>139</sup> Dans des situations limites où l'analyste risque de rejeter la demande de crédit d'un client « bon payeur », les agents commerciaux demandaient au directeur de l'agence de « remettre à 0 » le PDD. L'idée était d'éviter de simuler un profit liquide pour des clients remboursant toujours le crédit en entier.

*beaucoup plus d'intérêts, ils ont la moitié de nos pertes. Du coup, ça ne vaut pas le coup de comparer leur profit au nôtre. Leur profit est beaucoup plus important que le nôtre, du fait d'un taux d'intérêt plus élevé et de leur capacité à aller directement prélever le compte du client. Nous, on n'a pas ça. On a un petit carnet pour le client, et c'est le client qui décide lorsqu'il paie.* » (Ricardo A., Da Casa, 2020). Ainsi, par la force de la technologie déployée et de son accès au compte bancaire des clients, Crefisa réduit le risque de défaut, tout en facturant le crédit le plus élevé du marché brésilien. Elle justifie son taux par le fait de prêter à des clients « négatifs », qui n'ont plus accès au crédit bancaire. Crefisa a fait de ce segment conséquent du marché (60 millions de débiteurs en 2019) sa cible. Elle obtient aujourd'hui un profit d'un milliard de reais (250 millions d'euros en 2018) et un rendement sur capitaux propres (ROE) supérieurs aux grandes banques du pays<sup>140</sup>. Il existe ainsi une configuration propice à l'accumulation financière aux marges du crédit bancaire, notamment du fait de la forte segmentation du marché produite par l'exclusion de millions de Brésiliens de l'accès au crédit bancaire.

Cette digression sur Crefisa permet de souligner les incertitudes et instabilités qui caractérisent le modèle financier de Da Casa. En l'absence de prélèvement automatique des débiteurs, Da Casa est particulièrement impactée par la conjoncture macroéconomique de ses clients. Or, sa clientèle pauvre et majoritairement non salariée a été la première affectée par la récession économique. Le directeur du recouvrement de Da Casa, Ubiratan N., voit une corrélation étroite entre la situation macroéconomique du pays et le niveau d'impayés de la financière. Il souligne qu'après un niveau de défaut de paiement faible entre 2007 et 2013, les années 2014 et 2015 ont été marquées par un envolement des impayés. C'est ce qui a conduit Da Casa à investir davantage dans la foire de récupération du crédit (voir chapitre 5), dont la première expérimentation a eu lieu en décembre 2011. Ainsi, à la différence de Crefisa dont les profits continuent à augmenter après la récession, Da Casa est confrontée à des résultats instables.

Lors de mes visites au siège de la financière, en février 2019, j'observe un resserrement de l'octroi des crédits du fait de l'augmentation des impayés. Les analystes sont sommés d'être plus exigeants pour valider un crédit, en vérifiant que les mensualités ne dépassent pas 30 % du revenu des débiteurs. Les cadres de Da Casa leur demandent

---

<sup>140</sup> « Crefisa obtient un rendement des capitaux propres (ROE) plus élevé que les grandes banques. Le ROE de Crefisa est passé de 36 % en 2015 à 33 % en 2017 toujours au-dessus de géants comme Bradesco, avec 17 %, ou Itaú, proche de 20 %. » (Revue Finança Mais, 2017). À son meilleur classement parmi les financières, Da Casa était la 10<sup>e</sup> financière la plus rentable sur son patrimoine liquide en 2017 (+24.9 %), après un résultat négatif en 2016 (-21 %) ».

d'être plus exigeants dans la collecte des renseignements sur les capacités de paiement des clients, en observant notamment si ces derniers n'ont pas déjà d'autres crédits dans d'autres financières. Cet examen plus rigoureux de l'octroi des crédits va à l'inverse de la logique de Da Casa consistant à privilégier l'octroi rapide du plus grand nombre de crédits quitte à essuyer quelques pertes. Il montre que la difficulté des clients à payer, compte tenu de la chute des revenus du travail et du coût démesuré du crédit, se répercute sur la soutenabilité financière de la financière.

### ***Conclusion :***

J'ai montré dans ce chapitre que Da Casa légitime ses pratiques d'exploitation financière en jouant sur la proximité et l'ancrage dans le quotidien des milieux populaires de Vitória. À la différence des banques traditionnelles, cette financière met en place un processus rapide d'octroi des prêts, parfaitement ajusté aux besoins d'*argent urgent* des habitants du *morro*. Elle rencontre une certaine adhésion de la part des milieux populaires qui associent la facilité d'accès à la monnaie à une marque de respect et de reconnaissance. Proximité, rapidité de l'octroi des prêts, taux d'intérêt élevés sont des caractéristiques convergentes avec les pratiques de *fringe credit*, analysées aux États-Unis et au Royaume-Uni (Stegman et Faris, 2003 ; Aitken, 2010). Mais, à la différence du *fringe credit*, qui a prospéré dans les marges de la légalité et des banques aux États-Unis (Bittman, 2019), les financières s'inscrivent, au Brésil, dans un cadre légal et bénéficient du renoncement de l'État à encadrer les taux d'intérêt.

Ce chapitre contribue à élargir l'analyse de l'expansion du crédit au Brésil, des banques nationales (Müller, 2014 ; Lavinias, 2017) aux financières régionales, comme Da Casa, ou nationales, comme Crefisa. Il suggère que la création du crédit consigné, au début des années 2000, a eu un effet d'aspiration sur les établissements de crédit qui ciblent un public délaissé par les banques : les travailleurs non-salariés. Mais, à l'image de Da Casa, bon nombre de financières agissent comme correspondant bancaire de banques nationales pour la vente du crédit consigné. Da Casa articule ainsi un positionnement de niche de marché avec un positionnement de sous-traitant des banques qui lui permet d'attirer une clientèle de retraités en agence. Entre 2018 et 2020, les retraités semblent une clientèle choyée dans la mesure où ils disposent d'un revenu stable et sont d'excellents payeurs.

Enfin, ce chapitre permet de souligner à la fois l'ampleur des profits générés par Da Casa et la fragilisation de son modèle business, dans un contexte d'effritement des revenus du travail. L'application de taux d'intérêt usuriers engendre des défauts de paiement nombreux qui justifient en retour le maintien de taux d'intérêt élevés. À l'image d'un serpent qui se mordrait la queue, l'étreinte du crédit finit par se retourner contre Da Casa. Cette métaphore met en exergue le fait que le *paradoxe socio-reproductif* (Fraser, 2020) se répercute aussi sur les établissements de crédit qui voient leur soutenabilité financière menacée.

Dans le chapitre suivant, je montre comment les femmes tentent d'amortir les coûts du crédit et de contourner le fichage provoqué par les défauts de paiement.

### Chapitre 3 : *Luttes* financières, batailles féminines

Le premier chapitre a montré que la précarisation du travail provoque l'emballlement des dettes des familles, à commencer par les dettes domestiques. Les habitants du *morro* s'ajustent à cette situation par l'extension du temps de travail et par la désynchronisation des rythmes de vie au sein des familles. Le deuxième chapitre a décrit le processus de transformation des dettes domestiques de court terme en dettes financières de moyen terme, à partir de la description du moment de la souscription du crédit à Da Casa. Ce troisième chapitre opère un retour au *morro* pour analyser comment les femmes gèrent les *apertos*, c'est-à-dire les périodes de « resserrement » budgétaire. Il décrit de façon exhaustive leurs *luttes* financières, du point de vue des mères, pour pouvoir conceptualiser ensuite le processus de reproduction sociale, à l'échelle de la famille (chapitre 4).

Le récit de la gestion des dettes met en lumière les multiples facettes des *batailles* féminines : Cira s'efforce de contourner le fichage par l'entretien d'un vaste réseau de crédit et de mobiliser diverses relations d'endettement pour compenser le chômage de son mari ; Maria se met en quatre pour financer les études et le mode de vie consumériste de sa fille ; Maria Teresa doit payer les multiples dettes laissées par son fils, exclu du *morro*, à la suite du non-paiement de ses dettes à l'égard d'un chef local du trafic.

Ces trois cas confortent les analyses de la dette en termes de genre (Guérin, 2014). Ils éclairent les rôles féminins de gestionnaire de l'argent (Perrin-Heredia, 2009 ; Lazarus, 2009 ; Lacan, 2015) et d'intermédiaires affrontant les pressions des crédateurs (Han, 2012 ; Rosa, 2012). Au *morro*, la responsabilité des mères se confronte à la logique<sup>141</sup> coercitive des trafiquants, légitimée par leur domination territoriale ainsi qu'à la logique financière, caractérisée par le coût élevé des intérêts (Dowbor, 2015). Le recouvrement des dettes est donc modelé par les logiques morales et par les rapports de pouvoir internes à la *favela*, qui mettent sous pression physique et psychologique les mères de famille.

Le terme de *lutte* est employé quotidiennement par les habitants du *morro* pour évoquer leur travail pénible et épuisant. *Lutter* implique une éthique de labeur et d'endurance en répétant chaque jour les mêmes efforts (Müller, 2009). Le discours sur le travail regorge d'expressions issues du champ lexical de la guerre : *il faut tuer un lion par jour*,

---

<sup>141</sup> J'emprunte le terme de logique sociale à Ana Perrin Heredia en suivant une approche analogue : partir de l'analyse d'un événement et de ses répercussions familiales pour discerner ensuite les logiques sociales qui structurent les pratiques économiques (2009).

*batailler, aller à la lutte, se râper, être des guerrières.* Dans un second sens, la *lutte* prend une dimension historique et se rattache à la topologie accidentée de la colline (Cavalcanti, 2007). Elle fait référence à l'histoire des *fondateurs (fundadores)* de ce territoire<sup>142</sup>. *Lutter* signifie ici s'arroger le droit d'occuper un territoire et de le rendre habitable. Un monument, disposé à l'entrée de la *favela*, rend hommage à leurs efforts : « 1960-1970 : *Aux fondateurs du quartier Garrincha qui ont lutté et souffert* ». Enfin, la *lutte* désigne les efforts réalisés pour faire face aux difficultés financières. Elle fait écho à ce qu'Isabelle Guérin (2022) décrit comme le *travail de la dette*, soit une activité féminine consistant à jongler entre de multiples obligations financières (Guérin et Villareal, 2015). « Le volume important des transactions, le temps investi, la routine et la répétition, les compétences et le savoir-faire requis » en font « une véritable forme de travail non rémunérée et invisible » (Guérin, 2022).

Au Brésil, le fichage prive des millions de débiteurs de l'accès au crédit en leur nom propre. Il atteint autour de 40 % de la population adulte en 2019. Au *morro*, les habitants s'adaptent à cette situation en utilisant les cartes de crédit et l'identité de leurs proches. Comme au Chili (Ossandón, 2014), les femmes sont en première ligne de ces stratégies de contournement. L'analyse du *travail de la dette* implique la description des réseaux familiaux de crédits au sein des *favelas* et de l'analyse de leurs imbrications avec les institutions financières. Elle montre à quel point les *luttés* financières recouvrent à la fois un travail sur soi et un travail collectif entre femmes de plusieurs générations.

### ***Une approche ethnographique inspirée de l'ethnocomptabilité***

Ce chapitre s'inspire de l'*ethnocomptabilité*, une méthode d'exploration et d'enquête fondée par Alain Cottereau (2012). L'*ethnocomptabilité* se définit ainsi comme « prise en compte de ce qui est pris en compte, à l'intérieur d'un milieu social donné » (Cottereau et Maroz, 2012, 14). L'objectif est de comprendre « comment les gens comptent » et « ce qui compte dans la vie » (*Ibid*). Cette approche consiste à déchiffrer les modes d'évaluation des gens, en identifiant les cadres de référence par rapport auxquels leurs évaluations se construisent, et à les replacer dans une double temporalité : l'analyse de l'action en train de se faire et l'analyse rétrospective. Dans une *Famille Andalouse*, Alain Cottereau et Moktar Marzok expérimentent cette anthropologie de l'évaluation auprès d'un couple marocain et

---

<sup>142</sup> Ce second sens de la *lutte* dialogue avec le « *temps des luttés* » décrit par Mariana Cavalcanti pour évoquer les mémoires des habitants d'une favela de Rio sur la construction et l'urbanisation du quartier (2007).

de leurs enfants installés dans le sud de l'Espagne<sup>143</sup>. Pendant quatre mois, ils procèdent à des relevés exhaustifs de toutes les entrées et sorties quotidiennes d'aliments, d'argents, de vêtements et de marchandises de la famille. La question du genre est au centre de l'ouvrage, bien qu'elle ne soit pas théorisée. Fatima, la mère, se révèle comme la membre la plus productive du ménage. La superposition des activités domestiques aux activités commerciales ainsi que les économies réalisées sur les dépenses d'alimentation expliquent son rôle central dans la reproduction de la famille.

L'ethnocomptabilité trouve une résonance particulière en portugais. La catégorie de *compte* (*conta*) que les classes populaires brésiliennes emploient au quotidien condense une multiplicité de sens (Araújo, 2017). *Conta* désigne dans le langage courant les factures des ménages et, par extension, les dettes à payer. Dans sa thèse, Marcela Araújo propose « d'évaluer ce qui compte (*o que conta*), qui compte (*quem conta*) et comment on compte (*como se conta*) pour prendre en charge (*tomar conta*) et rendre compte de la vie (*dar conta da vida*) (2017, 306) ». Sa démarche dialogue étroitement avec l'*ethnocomptabilité*, en mettant l'accent sur les modes d'évaluation, de prise en charge et de soin au sein de la maison. Elle fait écho à la revendication<sup>144</sup>, portée par les auteurs féministes, de considérer les espaces domestiques comme des unités de production à part entière, et de réfuter l'opposition artificielle entre production et reproduction (Federicci, 1970 ; Kergoat, 2001 ; Falquet *et al*, 2010 ; Silveira, 2021). Cette proposition fait d'autant plus sens, que dans les milieux populaires brésiliens, la maison est souvent le lieu d'une petite activité commerciale.

Dans les discussions quotidiennes au *morro*, les habitants disent qu'ils se sentent *sufocados* (suffoqués), *apertados* (serrés) ou *qu'ils sont au SPC* (Service de Protection du Crédit)<sup>145</sup>. C'est par l'expression de ressentis liés au manque de souffle (Cortado, 2018), d'espace et par des catégories administratives (Han, 2012) que s'exprime le champ lexical de la dette. Entrer sur le terrain des dettes a donc supposé d'employer avec parcimonie le mot « dettes ». Le silence et la gêne que son emploi déclenche traduisent la charge morale redoutable de ce terme. À l'inverse, la catégorie *conta* recouvre un sens plus actif, et moins

---

<sup>143</sup> Une telle approche est rendue possible par les liens de parenté de Moktar Marzok avec la famille étudiée, la confiance et la disponibilité de cette dernière, ainsi que par la complémentarité de ce jeune chercheur qui habite avec cette dernière et l'anthropologue Alain Cottereau qui analyse et oriente la recherche à distance. La télé-ethnographie apporte ainsi une distanciation et une réflexivité supplémentaire à l'immersion et à la description quotidienne.

<sup>144</sup> Araújo cite Frédéric Le Play (1844) qui a déjà mis en place une méthode avant-gardiste consistant à considérer les ménages ouvriers comme producteurs de revenus au XIXe siècle.

<sup>145</sup> Sigle de l'un des principaux fichiers pour les débiteurs en défaut de paiement.

dépossédant. Elle fait émerger la possibilité d'évaluer et de raconter (*contar*) soi-même sa situation, donc d'être sujet du discours.

À mon sens, une approche inspirée de l'*ethnocomptabilité* conduit à mettre en évidence le *travail de la dette* (Guérin, 2022) accompli par les femmes non seulement sur le plan individuel mais aussi sur le plan collectif. Les femmes prennent sur elles-mêmes les imprévus, les décalages de trésoreries, l'accroissement des obligations domestiques liés à la précarisation du travail et aux reconfigurations familiales. Ma démarche ne repose pas sur une recension quotidienne des entrées et sorties d'argent mais sur des recensions régulières, en moyenne deux par semaine, et sur un suivi des familles pendant cinq ans. Elle s'inspire de l'exhaustivité de l'*ethnocomptabilité* et de la prise en compte des manières d'agir et d'évaluer de ces femmes.

## I. Les batailles de Cira

*« Je n'aime pas le mot lutte, je le trouve trop faible. Je préfère parler de batailles » (Cira, septembre 2020).*

18 septembre 2020. 21 heures. Les enceintes catapultent une musique de carnaval bahianaise. Après avoir dansé toute seule dans le salon, Cira est accoudée à la fenêtre en train de fumer sa cigarette. Songeuse, elle scrute du haut du *morro* les néons de lumière plongeant sur la baie de Camburi. Bada, son mari, est sur la défensive depuis le conflit de la veille entre Cira et Jef « *Je ne reconnais pas mon fils, il n'a pas été humble* » observe Bada. Cira le foudroie du regard et répète ce dernier mot : « *humble ?* ». Elle reproche à son mari son manque de soutien. En tant que père, Bada aurait dû corriger Fabio et l'obliger à participer davantage aux dépenses de la maison, à commencer par celles liées à Liu, le fils de Fabio. Mais Bada met sur le même plan Jef et Tibo, le fils aîné de Cira « *qui ne paie rien* ». Il assure qu'il ne préfère pas entrer sur ce terrain glissant des contributions respectives des deux fils adultes aux dépenses de la maison. L'intensité retombe quelque peu.

Puis Bada change de sujet. Il critique la consommation excessive de bière de Cira. Avant, le couple buvait, chaque soir, les deux litres de bière entreposés sous l'évier. Mais ces derniers temps, cela ne suffit plus pour Cira dont la dépendance alcoolique s'accroît. Pour preuve, Bada relaie les critiques de sa sœur aînée, Milena. À son évocation, Cira éteint

les enceintes. Je ressens un électrochoc entre le vrombissement musical et le silence qui précède sa réponse. Cira me fixe du regard et s'efforce de parler calmement, en distinguant le poids de chaque mot :

*« Timon, d'hommes, il y a six personnes à l'intérieur de cette maison : Bada, Fabio, Tibo, Jo, Liu, Kevin et le chien qui est aussi macho. Il y a qui comme femme ici ? Moi. Et personne ne me donne de la valeur parce que je bois. Mais, personne ne voit ce que je fais : je lave, je repasse, je cuisine, je range. Je laisse tout parfaitement en ordre pour tout le monde. C'est le plat à emporter de chacun, c'est tout ! Ils savent juste critiquer : « c'est qu'elle boit trop ». Mais pourquoi je bois trop ? Pour voir si j'oublie la fatigue de ce que je fais toute la journée ! Je garde 5 enfants la journée. Lorsqu'ils arrivent le soir, il y a un repas tout prêt, le café a coulé, la maison est rangée. Et qu'est-ce qu'ils font ? Bada s'assoit sur le canapé et se devant la télévision ; Fabio entre dans la chambre, prend un bain et ressort pour aller de nouveau travailler ; Tibo reste la nuit entière allongée sur son lit. Jo et Kevin, je ne peux pas les condamner parce qu'ils sont mineurs. Pareil pour Liu, mais personne ne voit la fatigue que j'accumule toute la journée. » (Cira, 24 octobre 2020).*

L'insuffisante participation financière des fils aux dépenses familiales est source de tensions récurrentes au sein du couple. Cira renverse la critique de son mari en soulignant l'absence de contribution des hommes au travail domestique. Elle fustige, non seulement leur passivité, mais aussi leur aveuglement des tâches accomplies tout au long de la journée. Le soir venu, Cira boit pour se détendre et dissiper son épuisement. Elle ne supporte pas d'être la cible des critiques alors qu'il s'agit d'un moment de loisir et qu'elle a déjà assuré l'ensemble de ses obligations. Sa réponse met en lumière l'inégalité des tâches au sein de la maison et le rejet de la culpabilisation des femmes qui transgressent les normes de genre, en buvant de l'alcool.

La famille Arca a un profil représentatif de la strate moyenne du *morro*. Elle habite la partie haute de la *favela* Garrincha, marquée par la difficulté d'accès et les problèmes récurrents d'accès à l'eau. Son revenu dépasse légèrement deux salaires minimums. Bada, auxiliaire de vie, gagne 1 500 reais que Cira complète en gardant des enfants et en vendant des cigarettes, des sucettes glacées et de la cachaça depuis chez elle. Ni Cira ni Bada n'ont accès au crédit formel. Tous deux sont *au SPC*, l'un des fichiers qui recensent les consommateurs en défaut de paiement. Cira a perdu son accès au crédit à la suite d'un défaut de paiement avec Da Casa en 2015. Mais cela n'est pas un problème pour elle dans la mesure où elle dispose d'un vaste réseau social au sein du *morro*. S'appuyer sur une multitude de relations d'endettement lui permet de gérer les décalages de trésorerie et de consommer à crédit dans les supermarchés et les grandes enseignes. Lorsque le ménage s'agrandit de quatre à sept membres, fin 2018, et que Bada ne reçoit plus son salaire, Cira

mobilise ses relations d'endettement. Je montre ici le rôle précieux du crédit pour faire face à une augmentation des dépenses et à de fortes variations des recettes, notamment entre la fin de l'année 2018 et le début de l'année 2021.

### ***A. La parenté pratique, source de nouvelles dettes***

Le retour des fils respectifs de Cira et Bada et l'arrivée d'un petit-fils adoptif témoignent d'une conception des relations familiales en termes de *parenté pratique* (Weber, 2005). L'agrandissement de la taille du ménage et la prise en charge d'un bébé se traduisent par l'emballlement des dettes de consommation.

#### **1. La contribution insuffisante des fils**

Lors de mon premier terrain, en 2016, Cira et Bada habitent avec leurs deux fils : Jo (né en 2009) et Kevin (né en 2013). Tibo, le fils aîné de Cira, vit encore dans la maison de ses grands-parents qui l'ont élevé. Il revient vivre chez sa mère en 2017. En décembre 2019, Fabio, le fils de Bada, se sépare de sa compagne et revient habiter chez son père. Il emmène avec lui son fils, Liu, né quelque mois plus tôt. Tibo et Fabio, 25 ans tous les deux, travaillent comme livreurs. Leur revenu est d'un salaire minimum environ. Il arrive qu'ils donnent 100 reais à Cira certains mois, mais ceci est rare. En attente de plus d'initiatives de leur part, Cira et Bada critiquent le déséquilibre financier produit par leur retour et leurs comportements égoïstes<sup>146</sup> :

*Bada : Quand il n'y avait que nous quatre, il n'y avait pas de problème. Aucun ! Parce que ces deux-là, Jo et Kevin, étaient neutres. Donc, de positifs, il y avait moi et elle. Parce qu'elle a (de l'argent), j'ai (de l'argent).*

*Cira : « s'il n'a pas, j'ai ; si j'ai pas, il a. »*

*B : « Et ces deux-là sont arrivés, et c'est un poids, tu saisis, un poids ! En plus d'apporter un poids, arrive le contrepoids. Parce que ce que je ne dépense pas avec les deux ici, Kevin et Jo, je dois le dépenser avec celui-ci (Liu), en couches, en lait au chocolat. C'est nous qui assurons tout pour lui, tout. Les couches, le lait, c'est nous, sauf que son père ne le reconnaît pas. (...) Au minimum, Fabio devrait donner 500 reais. S'il ne peut pas, il pourrait donner 350 et justifier ces 350, mais il ne donne rien. »*

---

<sup>146</sup> Par exemple, Cira demande un emprunt de 1 200 reais en mars 2020 à Tibo pour rembourser. Mais Tibo refuse car il épargne pour acheter une moto, d'un montant de 3 000 reais.

Les retours respectifs de Tibo et Fabio entraînent ainsi un surcroît de dépenses qui n'est pas compensé. D'après le carnet de comptes, les dépenses mensuelles augmentent de 555 reals entre 2019 et 2020, soit une hausse de 20 %.

Comment Bada et Cira évaluent-ils ce que devrait être la contribution de leurs fils respectifs aux dépenses du ménage ? Le critère principal concerne le coût des dépenses d'un enfant de deux ans, lié à la spécificité des aliments consommés et à l'hygiène. Bada relie l'arrivée de Liu à l'emballement de la dépense familiale. En tant que grand-père, il devient le pourvoyeur de revenus de son petit-fils. Bada en conclut que Fabio devrait compenser strictement les dépenses induites par Liu. Au minimum, il aurait pu faire preuve d'humilité et amortir une partie de ses coûts. Le non-respect de ce principe l'indispose.

## **2. La construction de nouveaux liens de parenté**

La prise en charge de Liu, le fils de Fabio, aboutit à la construction de nouvelles relations de parenté entre Cira et celui-ci. Bada explicite les raisons de l'arrivée de Liu au sein de leur foyer :

Bada : « *La mère de Liu l'a abandonnée, il allait avoir un an, elle l'a balancé devant ma porte ici. Il n'avait ni mère, ni père, ni grand-mère (pour l'éduquer).* »

Cira : « *Tu devrais dire qu'il n'avait pas de grand-mère de sang !* »

B : « *Il avait une fibrose. C'est Cira et moi qui nous sommes bougés pour l'opérer. Il avait le nombril gonflé de 10 cm.* »

Ce reproche de Cira à Bada montre qu'elle considère Liu comme son petit-fils puisque c'est elle qui s'occupe de lui toute la journée. Bada et Fabio travaillent comme employés tout au long de la journée pendant que Cira administre la maison, les factures et prend soin de Liu et d'autres enfants du voisinage. Cette division sexuelle entre le travail salarié et le travail domestique ainsi que la construction d'un lien affectif avec Liu l'amène à revendiquer le statut de grand-mère.

L'extrait précédent traduit une conception des relations familiales en termes de *parenté pratique* (Weber, 2005 ; Schijman, 2017). À la différence de la parenté officielle, le concept de *parenté pratique*, met l'accent sur la solidarité quotidienne entre des personnes qui n'ont pas nécessairement des liens de sang ainsi que sur l'affiliation symbolique engendrée par les liens tissés. Dans le cas de la famille Arca, la *parenté pratique* n'émerge pas du besoin de se loger comme dans le cas d'un grand ensemble de Buenos Aires, étudié par Emilia Schijman (2017), mais de la nécessité de prise en charge d'un *enfant abandonné* par sa mère.

Elle résulte du fait que Cira et Bada aient tous deux des enfants issus d'un premier mariage, que le fils de Bada se soit ensuite séparé de sa femme juste après la naissance de leur enfant et enfin, que cette dernière ait renoncé à assumer son rôle de mère. Les séparations, recompositions familiales et dénis de maternité<sup>147</sup> sont donc les facteurs à l'origine de la construction de nouveaux liens de parenté entre Cira et Liu. La catégorie de *peito-filho de consideração (neto de consideração)*, employée par Cira, pour qualifier son rapport à Liu, consacre ce nouveau lien de parenté.

La *parenté pratique* est une pratique forgée par les soins, l'attention et les moments d'affection et de complicité, partagés au quotidien, par Cira et Liu. Elle se traduit par une *mutualité de l'existence* (Sahlins, 2011) entre grand-mère et petit-fils adoptif. Ce concept, fondé par Marshall Sahlins, signifie que : « les parents sont des personnes qui s'appartiennent l'une à l'autre, sont des parties l'une de l'autre, sont co-présentes l'une dans l'autre, dont les vies sont jointes et interdépendantes » (Sahlins, 2013, 21). L'entremêlement des affects, des émotions et des espaces, fréquentés au quotidien, par Cira et Liu, façonnent cette *mutualité de l'existence*.

### 3. Endettement familial et *parenté pratique*

La dynamique de l'endettement familial est façonnée par la *parenté pratique*. L'échelonnement des dépenses de consommation permet de s'adapter à l'agrandissement de la famille qui provoque l'emballement des dépenses de reproduction sociale (alimentation, gaz, eau, vêtement, hygiène) entre 2019 et 2020 (Guérin, 2021). Alors que les achats à crédit représentent 41 % des dépenses en octobre 2019, ils grimpent à 58 % en décembre 2019, premier mois où le ménage est constitué de sept membres, puis de 68 % en février à 77 % en avril 2020. Vu l'augmentation des denrées alimentaires (DIESE, 2020), l'achat de viande s'effectue à crédit tout comme une bonne partie des courses au supermarché. En novembre 2020, Cira effectue un achat de 720 reais, échelonnés en trois mensualités de 240 reais, pour l'ensemble des dépenses d'alimentaires<sup>148</sup> au supermarché. L'inscription « *viande et courses* » apparaît sur le cahier de compte.

La *parenté pratique* est également source de nouvelles dettes. La prise en charge d'un bébé représente un coût élevé pour Cira et Bada. L'arrivée de Liu induit des dépenses spécifiques : couches, laits, gâteaux, vêtements et chaussures ornent le cahier de compte de

---

<sup>147</sup> Ici exceptionnel. Dans la plupart des cas, ce sont les hommes qui renoncent à assumer leur paternité.

<sup>148</sup> Pour ce faire, elle emprunte la carte de crédit de Ceu, la belle-mère des sœurs de Cira.

Cira. Vu le manque d'argent liquide récurrent, celle-ci échelonne les dépenses sur plusieurs mois. Elle complète les achats au supermarché par des achats plus ponctuels dans les commerces du *morro*, échelonnés sur une période d'un mois à l'autre.

L'usage croissant du crédit répond également à l'adaptation des équipements domestiques à l'agrandissement de la taille du ménage. Cira et Bada achètent deux lits supplémentaires : l'un pour Liu, l'autre pour Kevin. L'acquisition du premier intervient quelques semaines après l'arrivée de Liu. Elle revient à 1 200 reais, échelonnée en 8 mensualités de 150 reais. Le lit coûte deux fois plus cher qu'un lit neuf en magasin mais Cira dispose d'un délai supplémentaire pour rembourser car le vendeur ambulancier est une vieille connaissance du *morro*. En mars 2020, Cira et Bada achètent un nouveau lit d'occasion pour leur fils Jo. Cela permet à Fabio, qui dormait sur le canapé, de reprendre l'ancien lit de Jo. Cette valse des lits montre l'adaptation progressive des conditions de logement du ménage à l'agrandissement de sa taille. La *parenté pratique* implique ainsi l'émission de nouvelles dettes pour s'adapter aux ruptures et aux recompositions familiales. Le crédit s'imisce ainsi au quotidien dans les pratiques de soin et d'affection mais aussi dans le partage des aliments entre des personnes qui n'ont pas de liens de sang : d'un côté, Cira vis-à-vis de Liu et Fabio ; de l'autre, Bada vis-à-vis de Tibo. La dynamique d'endettement est modelée par le regroupement de personnes, issues de deux familles différentes, sous un même toit. Le recours au crédit permet de s'ajuster aux transformations de la parenté. Par la temporisation des dépenses, il permet le tissage de nouveaux liens de parenté tout en étant source de conflits. Une question demeure toutefois : comment Cira finance-t-elle la plupart des dépenses du ménage à crédit alors qu'aucun de ses membres n'a accès au crédit formel en son nom propre ?

### ***B. La mobilisation d'un vaste réseau féminin de crédit***

Pour Cira le *travail de la dette* consiste à mobiliser un vaste réseau de crédit alliant parents, amies et commerçants du *morro* pour s'ajuster à l'emballage de la consommation du ménage. Le premier cercle de ce réseau est constitué par les circulations intenses de cartes de crédit entre Cira et ses sœurs.

Le réseau de crédit de Cira est d'abord constitué par les transferts de cartes de crédit, de magasin et d'argent liquide entre trois maisons : celle de Cira, celle de ses sœurs et nièces,

celle de Céu, la belle-mère de ses sœurs<sup>149</sup>. J'utilise le concept de *configurations de maison*<sup>150</sup> (Marcellin, 1999) pour souligner comment ces maisons sont reliées par des transferts quotidiens de cartes de crédit et de magasin et d'argent. Cette analyse en réseau conduit à dépasser l'échelle du ménage et de la maison pour souligner l'entremêlement des relations de parenté et des pratiques financières, qui relie les sœurs Arca aux frères Santos. On comprend alors comment Cira et Bada contournent les restrictions d'accès au crédit imposées par le fichage.

Les trois sœurs de Cira, Milena, Zinha, et Lena (famille Arca) sont respectivement mariées aux trois frères de la famille Santos : Marco, Michel et Santi dont Céu est la mère. Milena et Zinha habitent avec leurs maris respectifs (Marco et Michel) le rez-de-chaussée et le sous-sol de la maison construite par leur père. Lena et Santi habitent l'étage supérieur de la maison de Céu, avec leurs deux enfants. Enfin, Bada et Cira disposent de leur propre maison à une cinquantaine de mètres de ces deux maisons voisines. Précisons maintenant les principales actrices du réseau de crédit de Cira.

### 1. Céu, la principale intermédiaire de crédit de Cira et de ses sœurs

Pour consommer au sein des supermarchés et des grandes enseignes, Cira emprunte la carte de crédit de Céu, retraitée de 65 ans, qui dispose d'un plafond de crédit 12 fois supérieur à son revenu en 2019<sup>151</sup>. En retour, elle lui propose de descendre à la banque pour payer ses factures et régler ses démarches financières<sup>152</sup>. Milena et Lena font de même puisqu'elles sont fichées au SPC. La veille de l'expiration de la facture de la carte de crédit, le 10 de chaque mois, Cira passe chez Céu récupérer cette dernière. Puis, elle monte les escaliers, récupère l'argent dû par Lena. Ensuite, elle descend l'impasse et tourne à gauche pour se rendre chez Milena. Cira récupère la part de Milena. Elle descend alors tout en bas du *morro*, à une vingtaine de minutes de chez elle, pour payer l'ensemble de la facture au guichet de la banque.

Le *travail de la dette* implique donc la mise à disposition du temps de Cira pour résoudre les démarches financières de Céu et pour coordonner l'usage et la circulation des

---

<sup>149</sup> Les trois sœurs de Cira sont mariées avec les trois fils de Céu. Elles ont donc la même belle-mère.

<sup>150</sup> À partir d'une ethnographie de familles afro-brésiliennes de la région de Babia, ce concept est utilisé pour penser, au quotidien, les interdépendances matérielles et symboliques entre diverses maisons (Marcelli, 1999).

<sup>151</sup> Céu gagne deux salaires minimum (une pension de retraite combinée à une activité non déclarée de travailleuse domestique). Elle dispose de deux cartes de crédit avec les banques Itaú et Santander. Son plafond de crédit atteint jusqu'à 25 000 reais fin 2019.

<sup>152</sup> En mars 2019, l'une des cartes de Céu a été piratée. Cira et ses sœurs l'ont aidé à faire opposition et à porter plainte en assumant une bonne partie des démarches.

cartes de crédit entre ses sœurs. Cira se charge de leur rappeler les échéances de paiement et le moment où elle passera pour récupérer le paiement. Étant donné qu'elle est la seule à ne pas travailler en dehors du *morro* en journée, elle assume les tâches suivantes : assembler le montant des mensualités et des annuités payées, vérifier que la somme de la contribution de chacune corresponde au montant précis à acquitter et enfin, se rendre au guichet pour payer en bas *du morro*. Cet échange de la carte de crédit contre de petits services contribue à ce que l'ensemble de la famille élargie tienne les échéances de remboursement des dettes. Par là même, Cira atténue les préoccupations de Céu et lui économise la descente et la remontée escarpée du *morro*.

Ce réseau de crédit prend la forme d'obligations concentriques reliant la maison de Céu aux maisons de Cira et de ses sœurs, pour se rattacher en fin de compte à la banque grâce aux allées et venues de Cira d'une maison à l'autre. Cira agit comme la clef de voûte de ce réseau de crédit, en orchestrant les transferts d'argent, de carte de crédit et de magasin entre les maisons du *morro* et les institutions financières.

*Timothée : « Tu es un peu comme le pilier financier de la famille ? »*

*Céu : « Exactement. Je suis comme cela : elles en ont besoin. Je leur prête. J'ai déjà eu un plafond élevé de 25 mille avec Itaú. Elles voulaient acheter ceci, cela, pas de soucis ! Vu qu'elles remboursent parfaitement. Mais depuis que j'ai été escroquée par téléphone, mon plafond de carte de crédit a été réduit à 5 mille reais. Mais bon, même comme ça, j'ai acheté un téléphone pour Michel, une télévision pour Milena, un téléphone pour Santi, t'as vu ? Je leur donne un coup de main à tous ! J'achète pour eux tous, mais ils ne tardent pas à payer. »*

Même après cet incident, réglé par Cira, Céu reste l'intermédiaire par lequel ses fils et sa belle-fille acquièrent les objets de télécommunication qu'ils ne peuvent payer comptant. L'extrait précédent montre que les prêts de carte de crédit sont contrebalancés par les soins corporels de Zinha et par l'aide matérielle de Lena, son autre belle-fille, pour faire les courses, et de Cira pour régler les problèmes de carte de crédit.

La carte de crédit de Céu correspond également à des usages quotidiens, comme la consommation de viande, mais aussi à des projets de plus long terme, tels que l'achat de ciment pour le futur bar que Cira et Bada projettent de construire. En septembre 2019, Cira note ainsi dans son carnet de compte : « *Céu-252 reais\*3 pour le ciment et le sable acheté.* » Le paiement s'échelonne sur trois mois. Cira emprunte cette carte de crédit pour des achats importants pour lesquels le plafond de la carte de sa nièce, Selia, est insuffisant.

Une réciprocité, fondée sur l'entraide financière, s'est construite entre Céu et Cira depuis que la seconde a perdu son accès au crédit formel. La première met à disposition

son large plafond de carte bancaire pendant que la seconde l'allège en s'occupant des démarches financières. De cette manière, Cira devient une interlocutrice quotidienne de la belle-mère de ses sœurs. Les deux femmes partagent également des repas hebdomadaires et s'invitent pour les anniversaires et les barbecues. L'intensification des sociabilités est liée à l'intensification des solidarités financières. On peut donc émettre l'hypothèse que le *travail de la dette* crée de la *parenté pratique* entre les deux femmes.

## 2. Les cartes de magasin des nièces de Cira (Selia et Iris)

La carte de crédit la plus utilisée par Cira pour de petits achats quotidiens est celle de sa nièce, Selia. « *Quand Selia a eu 18 ans, je lui ai dit : "Mets tes documents dans la poche et on va au shopping faire une carte."* » (Milena, mère de Selia, sœur de Cira, octobre 2018). À la demande de sa mère, Selia a sollicité plusieurs cartes de magasin et de crédit dès qu'elle a eu 18 ans. Ces demandes sont faciles et rapides à concrétiser au Brésil. De cette manière, Cira a récupéré l'usage de la carte de magasin Mastercard-Visa, utilisable dans l'ensemble des grandes enseignes et des supermarchés de la ville.

Au quotidien, Cira utilise cette carte de Selia, pour faire les courses alimentaires et vestimentaires. Pour payer la facture de crédit, Cira se rend au magasin C&A tous les 10 du mois. Selia n'a donc ni à se déplacer ni à effectuer de démarches. En septembre 2020, elle a quitté le *morro* pour s'installer avec son compagnon à Serra, la ville voisine. « *Selia est partie mais la carte est restée avec moi* » observe Cira. Cette dernière a donc l'usufruit de la carte de Selia depuis son départ.

D'après Milena, la mère de Selia : « *cette manière de s'aider avec les cartes, ce n'est qu'entre nous, les sœurs, parce que c'est nous qui nous gérons les salaires de nos maris. Donc ça ne sert à rien de parler avec Michel, parce qu'il demandera à Zinba et si Zinba demande à Marco, Marco me demandera à moi donc on se communique l'une et l'autre, entre nous* » (Milena, octobre 2018). L'argent des salaires, comme celui des cartes de crédit et de magasin, est géré par les sœurs qui se concertent entre elles. Compte tenu de l'entrelacement des relations de parenté, la coordination à l'échelle de la *soeurerie* permet de réguler et de décider la répartition des usages de la carte de crédit de Céu.

Pour Milena, faire faire une carte de crédit à sa fille, à sa majorité, permet de garantir l'accès quotidien à la consommation à l'ensemble de sa *soeurerie*. J'utilise volontairement ce néologisme, féminin de fratrie, pour souligner la dimension collective du *travail de la dette*. La *soeurerie* constitue une échelle d'analyse pertinente pour saisir la capacité de Cira et Milena

à contourner les restrictions d'accès au crédit et à financer les dépenses de reproduction sociale.

En octobre 2019, la sœur cadette de Selia, Iris, fête ses 18 ans. Le mois suivant, Milena l'accompagne pour faire une nouvelle carte de magasin Mastercard-Visa. On retrouve, dès janvier 2020, la trace d'Iris dans le carnet de compte de Cira lors de l'achat de vêtements (08/01/2020) et d'un mixeur (08/09/2020). Le contournement du fichage est donc rendu à la fois possible par la sollicitation de la belle-mère retraitée qui dispose d'un large plafond de crédit bancaire et des nièces, qui, mettent à disposition leurs cartes de magasin.

Les solidarités financières entre femmes de trois générations différentes confortent donc cette *parenté pratique* (Weber, 2006). La dette renforce les rapports de confiance et d'entraide mutuelle entre sœurs, nièces et belle-mère. Les sœurs Arca gèrent l'argent de leur mari et se répartissent l'usage des plafonds de carte de crédit. Le *travail de la dette* consiste donc à entretenir cette *parenté pratique*, par les circulations intenses de cartes, de soins et d'affect entre les maisons familiales ; et par les transferts d'argent des maisons familiales vers les institutions financières et commerciales.

### **3. L'intensité des relations de crédit auprès des commerçants et des amies du *morro***

Au sein du *morro*, la crédibilité de Cira et ses liens d'amitié lui permettent de solliciter des avances liquides ponctuelles auprès des commerçants, de la banque communautaire et de certaines amies. La plupart des relations de crédit se concentrent dans le périmètre réduit de la rue Elza, entre la banque communautaire et la place centrale de Garrincha. Sans avoir un réal en poche, Cira s'approvisionne dans les épiceries du quartier. Elle achète à crédit ce qu'il manque dans les tiroirs de la cuisine : une brique de lait pour Liu, un paquet de haricots noirs, des fruits. Le pain et la bière sont achetés chez « l'Allemand », un ami d'enfance de Cira, originaire du même village de Bahia. Les vêtements, produits de beauté et cadeaux d'anniversaire, sont achetés chez Zora, sur la place du quartier. Cira se fournit en bières dans les *botecos* de la place, comme celui de Ritalo pour se divertir une fois la journée passée.

La crédibilité de Cira au sein des commerces du quartier n'est pas seulement liée au fait qu'elle est bonne payeuse. Elle tient aussi à sa personnalité charismatique. Cira manie l'humour avec habileté et ses virées dans les *botecos* (petits bars) déclenchent rires, taquineries et étreintes chaleureuses. Cette présence singulière et régulière dans les espaces de sociabilité contribue à entretenir sa réputation et à en faire un personnage (*figura*) apprécié de la vie du

quartier. De cette manière, Cira accède facilement aux « bons plans » (Cottureau et Marzok, 2012) : colis alimentaires distribués gratuitement par les ONG et certaines associations ; achat de vêtements de seconde main à des prix bradés ; petits boulots, compatibles avec ses multiples obligations. Ainsi, lors de la campagne des élections régionales (*estaduais*) en octobre 2018, je croise Cira avec une bière dans la main, et dans l'autre, le drapeau d'un candidat. Elle travaille comme *bouche d'urne* (*boca de urna*) ce qui consiste à déambuler dans la rue en agitant le drapeau à l'effigie d'un candidat. Pour 200 *reais* par semaine, ce « petit boulot » lui permet de joindre l'utile à l'agréable.

Le réseau de crédit de Cira s'étend également au-delà de la *favela*. « *Jusqu'au marché, les commerçants veulent me vendre à crédit (a fiado)* » plaisante-t-elle. Les commerçants du marché d'Evaristo, situés en bas du *morro*, lui proposent volontiers d'échelonner le paiement de ses courses. La crédibilité de Cira dépasse ainsi l'échelle du voisinage et de la *favela*. Elle témoigne de la facilité à s'approvisionner en denrées alimentaires.

Cira s'appuie donc à la fois sur la ténacité des relations de parenté et sur la confiance des commerçants auprès de qui elle effectue ses courses. Voyons maintenant, de façon détaillée, comment elle gère les entrées et les sorties d'argent.

### ***C. Faire les comptes : le carnet de Cira***

En février 2020, j'organise une petite fête pour mon départ du *morro* en invitant amis et connaissances sur la place centrale de Garrincha. Vers 23 heures, Cira et Bada nous rejoignent, joyeux et éméchés. Bada me prend à partie et me répète avec enthousiasme : « *Tu as vu le carnet ? 34 252 reais !* ». Il fait référence à ma visite de la semaine dernière durant laquelle Cira m'a présenté le bilan des comptes de l'année 2019. Ce chiffre semble signifier une excellente performance financière de la part de son épouse. Intérieurement, je me demande comment Cira est parvenue à régler autant de choses alors que les revenus mensuels du couple ne semblent pas dépasser deux salaires minimums. En janvier 2021, j'observe des réactions similaires à l'énoncé du bilan des dépenses de l'année 2020 : 42 822,10 reais. Bada et Cira échangent des regards complices en se moquant de mon air interloqué. Ce montant me semble relativement élevé par rapport à la stagnation des entrées d'argent. Dans la sous-partie suivante, je montre comment Cira est parvenue à compenser la chute des revenus de son mari. Mais d'abord, je propose d'expliquer comment elle se sert du cahier de compte et quelles priorités orientent l'usage de l'argent.

Années	Dépenses totales	Dépense mensuelle moyenne
2019	34 259	2 855
2020	42 822,31	3 568,5

**Tableau 3: Dépenses totales et mensuelles de la famille Arca en 2019 et 2020 (exprimées en reais)** (*source* : Timothée Narring ; *auteur* : Cécile Mouchel)

Cira a appris auprès de sa mère à faire les comptes lorsqu'elle était enfant. Elle a reproduit l'usage de cette méthode une fois qu'elle a fondé une famille. Le cahier repose sur une structure binaire. Dans la colonne de droite, Cira répertorie les petites dépenses quotidiennes, effectuées en cash. Ici, l'acte de paiement coïncide avec l'acquisition de biens. Le plus souvent, il s'agit de dépenses alimentaires : « marchés », « viandes », « pains », « ticket de bus ». Dans la colonne de gauche, Cira inscrit les achats dont le paiement est différé au début du ou des mois suivants : paiement des mensualités de crédit, des ardoises des commerçants, des avances en cash. Elle ratifie la dette de l'annotation « pg » pour indiquer qu'elle a été payée (*paga*). Si les premières dettes sont contractées d'un mois à l'autre, la durée des secondes varie d'un mois à un an et demi. Dans la colonne de gauche, Cira inscrit également les factures régulières : les abonnements, comme le téléphone, internet et Netflix ainsi que le paiement de l'assurance funéraire.

L'extrait suivant du cahier de compte traduit l'importance du paiement différé des dettes du ménage. En atteste l'importance de la colonne de gauche par rapport à celle de droite, consacrée aux dépenses quotidiennes. 68 % des dépenses concernent des remboursements. La plupart des dettes sont interpersonnelles. Le prénom ou le surnom du créancier est inscrit sur le cahier de compte, et ce, y compris dans le cas des cartes de crédit et de magasin.

Le cahier de compte témoigne du contrôle précis de la dépense familiale et du règlement des dettes. Cira retranscrit l'ensemble des sorties d'argent au centime près. En revanche, les entrées d'argent ne sont pas notées. Si Cira compte sur le salaire de Bada le 8 du mois, les dates et les montants de ses revenus varient d'un mois à l'autre. Ainsi, les dépenses quotidiennes et les dettes des mois précédents devancent et déterminent l'usage des entrées d'argent. Les recettes s'ajustent ainsi aux *comptes* à régler. À partir du 20 du mois, Cira note les factures à régler le 8 du mois suivant. Ces inscriptions marquent l'anticipation des comptes à venir. Par exemple, ma lecture du carnet de compte au 25 septembre 2020

permet de constater que la colonne de droite est vide, alors que la colonne de gauche est déjà remplie par les factures et les mensualités à payer, à la date du 8 octobre 2020.

L'écriture des comptes traduit un souci de prévision et de planification des dettes et des dépenses sur un temps relativement court. Cela permet à Cira et à Bada d'ajuster leurs efforts au travail pour être en mesure de régler leurs dettes. Lorsqu'elle anticipe des pics de dépenses, Cira mobilise trois types d'action : en premier lieu, elle provisionne sur son compte bancaire les revenus du couple. Si ces derniers ne suffisent pas, Cira se renseigne sur des possibilités d'activités ponctuelles rémunérées, telles que garder un enfant en plus en journée ou s'occuper d'une personne âgée la nuit. Enfin, si le travail ne suffit pas, Cira mobilise les avances en liquide de membres de sa famille. Quant à Bada, il effectue occasionnellement des heures ou des jours de travail supplémentaires, comme laver la terrasse de ses patrons le dimanche. Anticiper les dettes à deux semaines d'intervalle a donc une incidence sur l'action des cheffes de famille. Ainsi, le dosage des efforts au travail et des économies budgétaires est ajusté au paiement des dettes du mois suivant. De cette manière, le travail pour la dette est rendu soutenable et reproduit à l'échelle mensuelle.

La description d'un extrait de la colonne de gauche du carnet permet de repérer l'entrecroisement des mensualités de crédit affecté, des ardoises des commerçants du *morro* et des remboursements aux membres de la famille. Prenons, par exemple, le relevé du 08/02/2020, que j'ai reconstitué à l'identique, en précisant l'objet et le lieu où la dette a été contractée.

**Dettes réglées en février 2019 par Cira (reconstitution du carnet)**

<b>Créditeurs</b>	<b>Lieu</b>	<b>Type de dette</b>	<b>Montant réglé (en reais)</b>
Agoracred (établissement de crédit)	Centre-ville de Vitoria	Crédit réalisé au nom de Selia (nièce) pour l'achat d'un congélateur	289,1
Zora (commerçante)	Place Elza Soares	Achat de vêtements	324,5
Ceu (belle mère de ses soeurs)	voisinage	Prêt de la carte de crédit (achat de ciment)	352,35
Baxinho (vendeur ambulant)	<i>morro</i>	Mensualité du lit	150
Milena (sœur)	voisinage	Prêt de la carte de crédit	436
Lira (commerçante)	Place Elza Soares	Achat de crèmes et produits de beauté	140
Internet	Entreprise locale	abonnement	70
Vivo (opérateur de téléphone)	Entreprise nationale	abonnement	125
Fabiana (amie)	voisinage	Avance en cash	120
Pax (assurance funéraire)	Centre-ville de Vitoria	assurance	47,1
Jorge (épiciier)	Rue Elza Soares	Achat de légumes	100
Allemand (boulangier-vendeur de bière)	Rue Elza Soares	Achat de pain et de bière	160
<b>Total</b>			<b>2 314,05</b>

Tableau 4 : Règlement des dettes de Cira pour le mois de février 2019 (reconstitution du carnet, *auteur* : Timothée Narring).

Personnes physiques du quartier et institutions commerciales et financières se suivent dans la colonne de gauche du carnet de compte. On peut lire le nom de cinq commerçants du quartier, de deux membres de la famille, d'une compagnie de crédit et des opérateurs de téléphone et d'internet, qui ont été remboursés le mois en question.

L'ordre d'apparition des dettes témoigne des priorités fixées par Cira. En l'occurrence, l'établissement de crédit Agoracred apparaît toujours à la première ligne entre mai 2019 et octobre 2020. Cira explique que cette dette est prioritaire, puisqu'elle ne veut pas « *salir le nom de Selia* », sa nièce. La priorisation du remboursement de cette dette traduit la volonté d'honorer la confiance de Selia et de maintenir une source d'accès au crédit qui bénéficie à l'ensemble de la *soeurerie*. Ainsi, pour les personnes fichées comme Cira, les dettes à l'égard des institutions formelles s'encastrent dans des obligations personnelles et collectives<sup>153</sup>.

Après avoir payé Selia, Cira rembourse les membres de la famille élargie qui prêtent leurs cartes de crédit. Viennent ensuite les commerçants du quartier. En dernier, elle rembourse l'*Allemand*, un ami d'enfance, originaire de la même ville de Bahia, qui détient plusieurs boulangeries. Cira peut se permettre de retarder les remboursements en raison de ce lien et du statut privilégié de l'*Allemand* au sein du *morro*. L'ordre d'apparition dans le cahier de compte éclaire ainsi la hiérarchisation des obligations financières.

Venons-en maintenant à la manière dont Cira fait face à la situation critique, provoquée par le non-versement du salaire de Bada entre janvier et avril 2020.

#### ***D. Faire face au non-versement du salaire de Bada (janvier-avril 2020)***

Une difficulté du terrain a été de saisir comment Cira et Bada sont parvenus à tenir l'intensification du rythme des dépenses alors que Bada s'est retrouvé sans revenus les quatre premiers mois de l'année 2020. Cette énigme se résout lorsqu'on analyse les multiples activités réalisées par Cira. Cette dernière compense le chômage de son mari grâce à la production de nouveaux revenus et à l'obtention de prêts auprès de son réseau social.

---

<sup>153</sup> L'effet insoupçonné de cet encastrement est de sécuriser les profits des établissements de crédit. Pendant 15 mois, Cira rembourse 289 reals soit, 43 35 reals, alors que le montant du freezer en payant comptant était de 2 300 reals dans le magasin Simonetti où elle l'a acheté. Cela signifie qu'entre mars 2019 et octobre 2020, Cira a payé 2 035 reals d'intérêts à la compagnie de crédit. Le revenu familial a donc été amputé de 200 reals tous les mois pendant plus d'un an, soit environ 6 % du revenu mensuel moyen.

Pour pallier le non-versement du salaire de Bada, Cira remplace une aide-soignante d'août 2019 à janvier 2020 deux soirs par semaine<sup>154</sup>. Elle travaille la nuit, car c'est le seul moment où Bada est présent à la maison, pour s'occuper de Liu et de Kevin. Cela montre que la désynchronisation des emplois du temps au sein du couple est une manière d'accroître les entrées d'argent tout en tenant leurs obligations domestiques (Lénée, 2017). En décembre 2019, Cira reçoit 900 reais, issus du paiement de son FGTS (fonds d'épargne du travailleur) dont le gouvernement a autorisé le versement. Elle met cet argent de côté sur son compte bancaire, anticipant le manque de recettes à venir durant les mois suivants. Puis, en janvier, Cira reçoit son dernier salaire et son indemnité de fin de contrat : 1 510 reais. Avec ces 2 410 reais, Cira éponge la plupart des dettes de janvier 2020.

De plus, entre janvier et avril, elle garde trois enfants au lieu de deux du lundi au vendredi ; ainsi que deux petites voisines, certains jours. Le revenu mensuel des gardes d'enfant passe de 450 à 580 reais. Enfin, Cira profite des températures estivales en janvier et février pour écouler tous les stocks de glaces à l'eau dans lesquels elle a investi fin décembre. Elle gagne 280 reais en janvier et environ 200 reais en février<sup>155</sup>. Ainsi, la diversification des sources de revenus du ménage et l'intensification du travail féminin compensent, en partie, l'absence de revenus de Bada. Elle démontre la capacité de Cira à assurer simultanément la garde d'enfants, le travail domestique<sup>156</sup> et la vente à domicile en journée. La superposition et le brouillage des activités destinées à prendre soin et à dégager de nouvelles sources de revenus témoignent de son hyperproductivité matérielle et affective.

Les revenus restent toutefois insuffisants pour régler les factures et assurer la subsistance du ménage entre janvier et avril 2020. Cira souscrit plusieurs emprunts dont on retrouve la trace sur son cahier de compte, au moment où elle les rembourse : 436 reais à sa sœur Milena ; 400 reais à sa tante, Ana, au mois de février ; en décembre 2019, 310 reais à Iris, sa nièce ; et 200 reais à « l'Allemand »<sup>157</sup> en mars. Ces emprunts permettent de ne pas

---

<sup>154</sup> Elle pensait travailler au départ deux ou trois mois, mais s'est arrangée pour travailler plus longtemps lorsque Bada n'a pas reçu son salaire.

<sup>155</sup> En revanche, n'étant pas présent sur le terrain en mars et avril 2020, je n'ai pas pu estimer avec Cira ses ventes. Néanmoins, ces dernières étaient bien plus faibles étant donné qu'elle a écoulé son stock et que les températures étaient bien moins élevées. J'ai fait une estimation très approximative de 50 *reais* pour mars et pour avril.

<sup>156</sup> Cottureau et Marzok font le même constat au sujet de la comptabilité entre garde d'enfants et travail domestique. Comme le dit Fatima, « *parmi mes activités, la plus avantageuse, c'est la garde des enfants : ça me permet de faire d'autres choses en même temps : faire les courses et m'occuper de la maison* » (2011, 145).

<sup>157</sup> Dans le carnet, la distinction entre la priorité des remboursements de prêts en cash par rapport aux ardoises est notable ; par exemple, « l'Allemand » apparaît dans les dernières lignes pour les achats à crédit, mais en première ligne pour les avances en liquide.

retarder le remboursement de la mensualité de crédit avec Agoracred et de financer certaines dépenses d'alimentation. La durée de remboursement varie entre deux et cinq mois.

Enfin, Cira négocie avec la personne qui leur a acheté la « maison de Serra » la reprise du paiement des mensualités, suspendu depuis mars 2019. Cira insiste sur l'urgence de recevoir cet argent puisque son mari n'a plus de salaire. Après négociation, les deux femmes aboutissent à un accord fin janvier : la nouvelle propriétaire va payer une mensualité de 500 reals tous les deux mois, à compter de début février.

Ainsi, l'étude de la période janvier-avril 2020 montre l'efficacité de Cira comme productrice de revenus et gestionnaire de dettes. Le *travail de la dette* se caractérise ici par des compétences d'anticipation et de prévision, qui permettent à Cira de mettre de côté ses revenus d'aide-soignante, et par une habileté à négocier avec la personne à qui elle a vendu l'ancienne maison de Serra.

Pour souligner le dynamisme des familles pauvres, Jonathan Morduch et ses collègues mobilisent le *cash flow intensity of income* (Collins *et al*, 2009, 32). Cette catégorie rapporte l'ensemble des sorties d'argent (dépenses, dettes, remboursements et éventuels dons) aux revenus. Isabelle Guérin l'a mobilisé également pour insister sur la capacité des femmes indiennes à lever des fonds très nettement supérieurs aux revenus et à assurer la rotation des ressources familiales. Entre janvier et avril 2020, le *cash flow intensity of income* atteint 2,80 chez les Arca. Il me semble plus pertinent de prendre en compte ce ratio sur les quatre mois où les revenus ont chuté plutôt que sur l'ensemble de l'année. Cela tient au fait, que la plupart des dettes sont *déterrées* (*desenterradas*) et *enterrées* (*enterradas*) en l'espace de deux à cinq mois. Cela montre la vitesse rapide à laquelle les cartes de crédit et l'argent circulent d'une maison à l'autre ainsi que la durée de vie de chaque dette. Cette dernière est particulièrement courte entre le moment de sa souscription et de son remboursement.

Origine des revenus	Temporalité de versement	Revenus Bada (en reais)	Revenus Cira (en reais)	Montant total (en reais)
<b>Travail</b>		<b>6 000</b>	<b>10 742</b>	<b>16 742</b>
Aide à domicile	Janvier		2 410	
Ventes domestiques	Janvier-Décembre		3 360	
Gardes d'enfants	Janvier-Décembre		5 282	
Paieement en liquide	Mai-Décembre	4 000		
FGTS	Août	2 000		
<b>Etat</b>		<b>10 260*</b>	<b>8400</b>	<b>18 660</b>
Indemnisation du travail	Avril-Décembre	10 260		
Bénéfice d'urgence	Mai-Décembre		8400	
Apport individuel				
<i>* Indemnisation de Bada : placée comme un revenu versé par l'État, mais qui correspond aussi à un revenu du travail, puisque le fond public mis en place vise à la substitution du paiement des entreprises par une aide publique.</i>				
<b>Contribution des fils</b>		400		<b>400</b>
<b>Vente de la maison de Serra</b>		2 000		<b>2 000</b>
<b>Revenu total</b>				<b>35 402</b>

**Tableau 5:** Les entrées d'argent de Bada et Cira pour l'année 2020 (*source* : Timothée Narring ; *auteure* : Cécile Mouchel)

## Entrées et sorties d'argent entre janvier et avril 2020

Mois	Dépenses effectives (en reais)	Revenus de Cira (en reais)	Ratio dépenses/revenus
Janvier	3 754	2 370	1,6
Février	3 449	1 280	2,7
Mars	4 315,3	730	6
Avril	4 029,3	1130	3,6
<b>Total</b>	<b>15 547,6</b>	<b>5 510</b>	<b>2,9</b>

**Tableau 6 :** Les entrées et sorties d'argent entre janvier et avril 2020 (famille Arca) (*source* :  
Timothée Narring ; *auteur* : Cécile Mouchel)

### **Encadré 2 : La mise en place de l'*auxílio emergencial* (revenu d'urgence)**

Sous l'impulsion des députés, l'Etat met en place, en avril 2020, un revenu d'urgence (*auxílio emergencial*) pour limiter les effets de la pandémie de Covid-19. La loi prévoit l'instauration d'un revenu de 600 reais par mois pour les travailleurs informels et les personnes à bas revenus. L'*auxílio emergencial* atteint 1200 reais pour les familles monoparentales. Il est suspendu une première fois en décembre 2020. Après trois mois d'interruption, l'Etat prolonge l'*auxílio emergencial* durant quatre mois à partir d'avril 2021, mais avec un montant diminué à 150 reais pour les célibataires, de 250 reais pour les familles et de 375 reais pour les familles monoparentales.

Au total, plus de 68 millions brésiliens ont bénéficié de ce revenu d'urgence selon l'Etat. Au *morro*, la plupart des habitants y ont accédé. Lors de mon terrain de septembre 2020, cette aide d'urgence est saluée, en particulier, dans les strates basses du *morro* qui voit leur pouvoir d'achat soudainement s'améliorer l'*auxílio emergencial* étant bien supérieur au *Bolsa Familia*. Les commerçants soulignent l'impact positif sur le niveau de leurs ventes. Mais lors de mon terrain suivant, en février 2021, la consommation a rechuté et la situation financière des familles a replongé.

### **Encadré 2: La mise en place de l'*auxílio emergencial* (revenu d'urgence) (avril 2020)**

Toutefois, le cahier ne rend pas compte des économies réalisées par Cira sur les dépenses alimentaires. Celle-ci parvient à contrôler le budget familial en calquant ses dépenses d'alimentation sur les offres promotionnelles des supermarchés. Cela implique des allers et retours réguliers entre sa maison, située sur les cimes du *morro*, et les supermarchés, situés au pied du *morro*. Le 27 octobre 2020, je croise Cira dans la rue

principale, en tenant Liu par la main. « *C'est la course depuis ce matin. Il y a une promotion de mortadelle à 9,99 reais le kilo, contre 15 en général. Je suis déjà allée au supermarché et là j'y retourne pour acheter la mortadelle* ». Cira va presque tous les jours au supermarché. Parfois, elle y va même deux fois par jour. Or, une simple descente et remontée entre chez elle et le supermarché Extrabom implique environ une heure trente si l'on prend en compte le temps d'effectuer une dizaine d'achats.

Après avoir souligné la forte productivité du travail de Cira durant cette période critique, j'analyse l'importance donnée à certains postes de dépenses symboliques.

### ***E. Ce qui compte, les usages de l'argent***

Les marquages de l'argent permettent d'étudier « *ce qui compte dans la vie* » de la famille Arca (Zelizer, 2005 ; Cottureau et Marzok, 2012). Ils montrent que la reproduction sociale ne se limite pas à un processus matériel, mais qu'elle implique des principes de dignité ainsi qu'une éthique de la liquéfaction monétaire. Les trois exemples suivants permettent de souligner l'importance des fêtes, des loisirs et du respect des défunts.

#### **1. Les anniversaires**

Les pics de dépenses sont liés notamment aux anniversaires, concentrés au mois de mars (Bada, Cira, Fabio), et au mois de novembre (Liu, Kevin, Jo). Les sommes relativement élevées dépensées à ces occasions témoignent de l'importance des liens de parenté et de la conception pratique et élargie qui les sous-tend. En témoigne la fête des deux ans, réalisée pour Liu en novembre 2019. Cira a dépensé 858 reais (environ 220 euros). Elle a fait une fête sur le thème de Spiderman en décorant la terrasse et en achetant des petits cadeaux pour chaque enfant, des sodas et des bières. Les efforts budgétaires pour organiser cet anniversaire traduisent la concrétisation de nouveaux liens de parenté entre Liu et sa famille adoptive.

Les anniversaires constituent l'une des rares exceptions à la gestion minutieuse des dépenses par Cira. Puisque Bada, Cira et Fabio sont nés tous les trois en mars, les dépenses du mois d'avril sont systématiquement plus élevées<sup>158</sup>. L'achat de viande, de bière et de cadeaux (un téléphone pour Cira) entraîne un pic de dépenses. Enfin, l'importance des dépenses liées aux anniversaires est le reflet de l'intensité des liens de sociabilité noués par

---

<sup>158</sup> La facture de carte de crédit est à régler au mois d'avril pour des dépenses qui concerne le mois de mars.

Cira avec ses amies du *morro*. En témoigne le fait que le second poste de dépense budgétaire du ménage soit la commerçante Zora, chez qui Cira achète les vêtements de ses fils et les cadeaux d'anniversaire où elle est invitée. Les sommes relativement importantes dépensées dans ces événements sont le corollaire de l'étendue du réseau de Cira.

## 2. La bière, substance de loisir

Comme le montre l'ouverture de ce chapitre, la bière est associée à un moment de loisir. Certaines femmes, comme Cira ou Dandara, insistent sur leur plaisir de se retrouver entre femmes pour boire, plaisanter ou danser. La consommation de bière intervient dans les moments de suspension des obligations familiales et du travail. À choisir entre l'achat du litre ou d'une bouteille de 60 cl, Cira choisit la première. C'est l'option la plus économique qui permet aussi de boire le plus, le litre étant à 8 reais contre 7 reais pour les 60 cl.

L'importance des dépenses pour les fêtes d'anniversaire et de la bière montre la prévalence des moments de détente sur une gestion ascétique de l'argent. Certes, les possibilités d'épargne sont rares. Mais Cira n'envisage pas de garder des sommes d'argent sur son compte pendant plusieurs mois dans le cas où elle obtiendrait des recettes supplémentaires. Cela témoigne d'une éthique de la liquéfaction où *l'argent entre et sort (o dinheiro entra e sai)* rapidement. Dans un contexte où la vie est vulnérable, la valorisation de moments quotidiens de loisirs l'emporte sur l'anticipation à long terme. En revanche, certaines dépenses échappent à cette logique.

## 3. Le paiement d'une assurance funéraire pour une mort digne

Le paiement de l'assurance funéraire est un poste de dépense fixe que Cira place dans la colonne des dettes. Elle est d'un montant faible, 47 reais par mois, mais Cira et Bada la paient depuis plus de dix ans. Cela revient donc à 5 500 reais environ. Le couple projette de continuer à la payer sur le long terme comme le montre l'extrait suivant :

*Timothée : Pourquoi vous payez tous les mois la funéraire ?*

*Bada : C'est plus pratique. Si tu dois payer (un enterrement) pour un particulier et que tu n'as pas cotisé, c'est 4-5 mille reais. Généralement la personne n'a pas d'argent. Si tu paies la funéraire, tu as tout : le cercueil, la croix, tout, jusqu'au trou de Belavista<sup>159</sup>. Ça vaut plus le coup.*

*Cira : Dès que tu as payé 6 mois, tu as déjà un droit de carence. Ma mère et mon père paient depuis 30 ans. Tu peux aussi te permettre de ne pas payer pendant un an, et tu gardes tes droits.*

*T : Tu ne peux pas faire une cagnotte collective (vaquinha) ?*

---

<sup>159</sup> Nom du cimetière.

*C : Ça c'est moche, emprunter la carte de crédit d'un autre.*

*T : Donc les gens planifient ?*

*C : Si l'on veut être tranquille à l'heure de la mort, on doit payer.*

*B : Payer, c'est avoir un enterrement digne, Timo, un enterrement digne. Celui qui ne paie pas devra jusqu'à payer la voiture des pompes funèbres pour l'emmener au cimetière. Avec la carence, tu as déjà le bus. T'imagines si tu as beaucoup de monde. Ils vont t'envoyer trois bus. Ils vont t'envoyer le bus pour que tout le monde puisse y aller et revenir.*

L'enterrement revêt une dimension collective. Les voisins, amis, parents et connaissance du *morro* sont invités à prendre le bus ensemble pour descendre au cimetière de Maruipe. « *Si tu échelottes, tu paies pendant une année entière ou plus. Le corps est déjà en lambeaux, mais tu continues à payer* » explique Bada. L'usage de la carte de crédit pour payer un enterrement est vu comme un manque de respect vis-à-vis du défunt. Si cotiser revient nettement plus cher d'un point de vue monétaire, c'est la seule solution viable pour ne pas être pris de court lors du décès d'un proche. Il existe donc une barrière morale. On peut s'endetter pour beaucoup de choses, mais pas pour payer les funérailles. Le mode de financement par cotisation témoigne donc d'une planification à long terme de la part des habitants du *morro*. Il permet de réduire l'incertitude et de ne pas faire peser sur les autres le coût de ses propres funérailles.

Après avoir suivi les *luttés* financières de Cira, la partie suivante montre comment Maria gère les *apertos* de sa famille depuis que sa fille étudie à l'université et habite Rio.

Fin de journée, Luna étend le linge<sup>160</sup>



Photo 2: Luna étend le linge (auteur : Timothée Narring)

---

<sup>160</sup> Cette photo représente Luna, une de mes interlocutrices de terrain qui n'est ni mentionnée dans ce chapitre ni dans le reste de la thèse.

## II. Pour Vitória sans victoire

« La lutte, c'est la course pour emprunter cet argent, le mettre là, retirer cela, arriver à le faire tenir, c'est cela quotidiennement. T'en rêves même de tout ça ! » (Maria, décembre 2018).

Je fais la rencontre de Pedro, 63 ans, dans la file d'attente de la banque communautaire en décembre 2016. Il vient retirer sa pension de retraite et effectuer un virement pour sa fille, Vitória, 20 ans qui habite à Rio de Janeiro. Affable, Pedro m'invite à boire un café chez lui l'après-midi même. Je lui présente ma recherche sur les dettes des habitants du *morro*. Il réagit en critiquant le coût des intérêts et l'opacité des conditions des crédits. Puis, je lui demande de me raconter comment il est arrivé à Vitória, ce qui donne lieu à un long récit.

### A. Une famille de la strate stable de retour au morro

Pedro Ruego est le fils de Manuel Ruego, communiste espagnol, engagé dans la lutte anti-franquiste en Asturies. Ce dernier a mis à disposition de la résistance locale son petit atelier de fabrication d'armes et d'explosifs. Après un séjour en prison, il trouve le moyen de s'enfuir en bateau grâce à la complicité de moines. Le navire est censé accoster aux États-Unis, mais une erreur de navigation le conduit au Brésil. En arrivant, Manuel enchaîne les petits boulots. Il trouve finalement un travail dans un atelier d'explosifs. C'est là qu'il rencontre Lorena, avec qui il fonde un foyer. Ensemble, ils ont six enfants. Pedro naît en 1955. Pendant son adolescence, il suit son père dans les occupations du Mouvement des Sans Terres (MST). Cette expérience le marque au point qu'il tentera lui-même de s'installer, quarante ans plus tard, au sein d'un campement. À 20 ans, Pedro travaille dans le bâtiment. À 32 ans, il devient un *lion* (*leão*). C'est le surnom que les chauffeurs de bus *cariocas*<sup>161</sup> se donnent entre eux. Pendant 25 ans, Pedro subit les affres du trafic urbain de Rio et les cadences horaires épuisantes. Il ne prend pas de vacances pour financer la construction de la maison familiale de Seropética, à 72 km de Rio de Janeiro. Le récit de Pedro me tient en haleine pendant plusieurs heures. Lorsque je reviens le lendemain chez lui, il me présente sa femme. Maria s'affaire avec les problèmes financiers à régler, les conflits avec leur fille, le travail et les coups de main à sa mère et ses trois sœurs qui habitent la maison voisine.

---

<sup>161</sup> Habitants de Rio.

Pedro et Maria font partie de la strate stable du *morro*. Pedro est retraité et gagne trois salaires minimums par mois. De son côté, Maria alterne des contrats de courte durée d'employée de ménage pour un salaire minimum. En plus, Pedro et Maria louent une partie de leur maison de Seropética, divisée en deux appartements. Le premier est loué pour 650 reais, l'autre pour 400 reais. Leur revenu mensuel varie entre 3 et 5 salaires minimum, alors que la plupart des habitants du *morro* ne gagnent pas plus de deux salaires minimum (Biscoito, 2019). Enfin, Pedro dispose d'un accès au crédit formel alors que Maria est fichée depuis 2016. Pedro rembourse actuellement un crédit consigné de 18 000 reais, souscrit pour rénover la maison de Vitória entre 2013. La Caixa Economica, l'une des principales banques du pays, lui prélève tous les mois 499,71 reais. Pedro ne reçoit donc que 2 464 reais sur sa pension de 2 963,71 reais. Si l'on ajoute au crédit consigné, le prélèvement du crédit étudiant (480 reais) de sa fille, le montant du remboursement mensuel de la dette atteint 32 % de sa pension de retraite.

Entre septembre 2018 et février 2019, je visite Pedro et Maria tous les deux jours en moyenne. C'est sur cette situation que je me concentre pendant cette période courte. L'entrée dans la vie quotidienne du couple est rendue possible par la disponibilité de Pedro, qui s'ennuie à Vitória. Ma curiosité l'amène à s'épancher sur son histoire de vie et à faire le bilan rétrospectif des différentes étapes. De son côté, Maria me tient régulièrement informée de la situation financière du ménage. Elle me demande d'intervenir plus directement dans leur vie financière en proposant des pistes pour économiser certains postes de dépense et pour gérer les tensions avec sa fille. Au début de l'enquête, je propose de dresser des tableaux de dépenses et de recettes, en m'inspirant de la démarche de Cottreau et Marzok (2012). Mais les nombreux imprévus me prennent de court et empêchent d'établir des régularités dans les dépenses familiales.

Ma présence permet de tenir compagnie à Pedro qui a souvent le moral en berne. Un lien étroit d'amitié se noue au cours de ces quatre mois, grâce au temps conséquent passé à leur domicile. En avril 2019, Maria me demande, par message audio, un prêt équivalent à un salaire minimum (1 000 reais, soit 220 euros). Déjà revenu en France, je lui envoie l'argent par l'application Transferwise. Elle me rembourse le mois suivant à la date prévue. Maria me demande de ne rien dire à Pedro car, selon elle, ce prêt le vexerait.

La plupart des discussions ont lieu dans le salon familial. Pedro, assis la quasi-totalité de la journée en raison de douleurs à la colonne vertébrale, m'ouvre la porte en boitant légèrement. Puis nous nous asseyons sur le canapé et discutons entre une heure et trois

heures. Maria nous rejoint une partie du temps car elle est surmenée. Sa sœur, Leda, qui habite à une vingtaine de mètres, nous interrompt parfois. Elle vient chez Maria pour mesurer sa tension. Dans la partie suivante, je décris comment Maria gère l'emballement des dettes provoquées par l'inscription de sa fille à l'université et par son déménagement à Rio entre septembre 2018 et janvier 2019.

## ***B. Le jonglage budgétaire de Maria (septembre 2018-janvier 2019)***

Guérin et Villarreal (2015) définissent le jonglage budgétaire, comme « une succession ininterrompue d'actions périlleuses comportant la combinaison, l'articulation et parfois la substitution l'une à l'autre de plusieurs formes de capital, qui n'acquièrent de valeur que par leur circulation perpétuelle et leur imbrication avec d'autres formes » (41). Maria décrit son activité quotidienne de mise en circulation de l'argent et de gestion des dettes sous le terme de jongleries (*malabarismo*). Dans cette partie, je présente les extraits les plus édifiants de mon journal de terrain.

### 23 septembre 2018 : le redéploiement budgétaire de Maria (*remanejo*)

Maria détaille les multiples coûts engendrés par les études de sa fille : la mensualité de l'université est de 500 reais ; le loyer est de 800 reais ; les frais de transport quotidien (métros, bus) ainsi que les retours réguliers de Rio à Sêropética coûtent entre 360 et 400 reais par mois. « *Cela donne 1 800 reais, je parle même pas de la carte de crédit, des dépenses alimentaires qui coûtent 1 000 reais en plus. Il y a aussi la clinique qu'elle paie, elle doit faire son épilation au-delà du nécessaire* ». Pedro en tire la conclusion suivante. « *Nous sommes à la limite. Pour qu'on puisse continuer à marcher, ce qui veut dire payer la faculté de Vitória, son loyer, et nos dépenses, on est à la limite. Soit, il faudrait que Vitória et Maria commencent à travailler. Soit, il faut couper dans certaines dépenses. Aujourd'hui avec ce budget, on n'a pas les moyens* ». En outre, à partir de février, la mensualité de la faculté passera de 480 à 600 reais.

La situation s'est compliquée ces dernières semaines car la locatrice d'une des maisons de Seropética a suspendu le paiement de son loyer (480 reais), prévu le 6 septembre. Maria « *comptait là-dessus* » pour payer la facture de carte de crédit de sa fille à la date prévue, c'est-à-dire le 19 septembre. Lorsque je lui demande comment elle s'est arrangée pour payer, elle me répond : « *Tu sais ce que c'est que remanejar (« redéployer ») ? Tu retires l'argent d'un endroit pour le mettre autre part. Les Brésiliens font ça. J'ai emprunté à ma sœur, Carla, qui avait (de l'argent) disponible, ça m'a fait gagner du temps. Je la paierai plus tard. J'ai déjà envoyé cet argent à Vitória pour*

*payer la facture. (...) En fait, j'ai emprunté l'argent en bas dans la caisse de son magasin. Ici on fait ça : chaque sœur utilise l'argent de l'autre ou le chèque de l'autre... Comme ça quand il y en a une qui casse... c'est toute la chaîne qui casse (rires) !* ». Pour Pedro, *remanejar* traduit la nécessité de « *récréer de la liquidité* » pour pouvoir éponger les dettes de cartes de crédit et éviter un retard qui provoque l'emballement des intérêts. Maria s'appuie sur ce prêt de sa sœur, obtenu grâce au fond de caisse de son commerce, pour régler la facture de sa fille. L'emploi de la catégorie *chaîne* témoigne de l'interdépendance monétaire entre elle et ses sœurs et de l'effet en cascade d'un éventuel défaut de paiement de l'une sur toute la soeurerie.

#### 29 septembre : un arrangement triangulaire pour régler la dette de Maria à sa sœur

Le 26 septembre, Maria a commencé un travail d'aide-soignante au domicile d'une personne âgée. Elle travaille 12 heures d'affilée toutes les 36 heures, et gagne un salaire minimum. Maria compte utiliser cette nouvelle entrée d'argent pour couvrir les dépenses de sa fille à Rio. Il s'agit donc d'un *travail pour la dette* au bénéfice de sa fille.

Cet après-midi, Pedro m'explique l'arrangement par lequel la dette de Maria envers Carla a été soldée. Au lieu de rembourser sa sœur avec son argent à elle, elle a utilisé la carte de Pedro pour payer les courses alimentaires de sa mère, Chichiu, au supermarché le 24 septembre. Et Zé Carlos, l'ex-mari de Chichiu, a rendu l'argent des courses en liquide à Carla. Le remboursement de la dette a donc mobilisé quatre membres de la famille et occasionné la réalisation de trois opérations financières. L'intervention, « en bout de chaîne », de Zé Carlos<sup>162</sup>, retraité a permis de restituer l'argent emprunté à Carla.

Ce nouveau *remanejo* a conduit Maria à se déplacer en de multiples lieux du *morro*. Elle est descendue au magasin de sa sœur pour lui demander l'emprunt ; puis, le jour suivant, elle est retournée au supermarché de la place Evaristo en allant faire les courses avec elle ; enfin, Maria est allée chez son beau-père, qui habite à dix minutes de chez elle, en bas de la rue Elza Soares, pour lui demander de rendre en liquide l'argent qu'elle a dépensé avec la carte de crédit de Pedro. Elle a pu ainsi redescendre à Evaristo et remettre en main propre l'argent à Carla. Le règlement de la dette implique donc les déplacements de Maria entre sa maison, celles de sa mère et de son ex-beau-père, le commerce de Carla et le supermarché situés tous deux au pied de la colline (voir figure 1 page 74). Pour payer une simple facture de cartes de crédit, tout un travail ingénieux de redéploiement des

---

<sup>162</sup> Zé Carlos est en mesure de restituer l'argent emprunté par Maria à Carla parce qu'il dispose d'un revenu confortable, combinant sa pension de retraite et son travail non déclaré au port de Vitoria.

ressources budgétaires familiales et de déplacements physiques a été nécessaire. La descente et remontée du *morro* à trois reprises représente au moins 1 heure 45 (15 minutes pour descendre, 20 minutes pour remonter). Combiné au temps passé à faire ses courses et celles de sa mère (30 minutes) et à se rendre chez son beau-père (10 minutes), il faut compter près de 2 heures 30 espacées sur deux jours pour régler cette dette. La topologie accidentée du *morro* contribue à rallonger le temps de paiement des dettes et à exiger des efforts physiques plus importants de la part des débitrices.

Pedro est mécontent de l'usage de la carte de crédit pour faire les courses alimentaires. « *Maria a échelonné (le paiement) en deux fois avec ma carte. Comme ça, elle gagne la moitié de l'argent et 30 jours en plus. Elle gagne du temps ! Mais ça peut exploser à tout moment* ». Comme le souligne Pedro, la dette permet à Maria de se redonner du temps en reportant et en échelonnant les paiements sur les deux prochains mois (Han, 2012, Anderson et al, 2019). Mais il perçoit cela comme un risque, susceptible de déstabiliser la situation financière du ménage en cas d'autres imprévus. Deux conceptions des usages du crédit s'affrontent au sein du couple : un usage limité et précis du crédit pour des dépenses d'investissements pour Pedro ; un usage variable et étendu pour se redonner des marges de manœuvre budgétaire pour Maria.

Ce récit permet aussi de souligner les rôles genrés dans la gestion de l'argent et le règlement des dettes. Les hommes (Zé Carlos, Pedro) mettent en commun leur pension de retraite tout en restant passifs dans le règlement des factures et les courses alimentaires ; les femmes (Carla, Maria, Chichiu) s'activent pour faire circuler l'argent, trouver des arrangements et négocier entre elles le moyen de renégocier leurs dettes. Alors que les corps masculins sont statiques, les corps féminins sont mouvants.

10 octobre 2018, « la banque a prélevé par erreur la mensualité de la fac »

Maria déboule nerveusement dans le salon. Elle comptait sur le fait que le paiement de l'université ne démarre qu'en novembre. Or, l'argent prélevé par la banque est celui qu'elle comptait utiliser pour payer le loyer de sa fille. Le marquage de l'argent prévu par Maria est contredit par un nouvel imprévu de calendrier (Zelizer, 2005). « *Chaque mois, on a une dépense en plus. Il reste toujours quelque chose en suspens (pendurado). Voilà que la banque retire l'argent prévu pour toutes les dépenses du mois.* » (Maria, 10 octobre 2018).

Pedro porte un regard critique sur la situation financière du ménage qu'il juge insoutenable à moyen terme : « *on n'arrivera pas à couvrir les dépenses de la fac. Ce qui se passe, c'est*

*qu'on vit pratiquement au compte-goutte. Si on s'arrête pour penser, on gagne 2 464 et 1 000 reais, elle, soit 3 464 reais, c'est un revenu considérable pour une famille de trois personnes. Les pauvres vivent avec un salaire minimum mais tu vois comment on galère nous. On achète des petites choses et on échelonne. La perspective pour la fin de l'année, c'est qu'on va se retrouver fauchés avec ce loyer. Ses dépenses alimentaires et son électricité, d'accord. Mais ses crèmes de cheveux, je vais l'appeler pour lui dire : tu ne travailles pas, et c'est moi qui dois payer tes crèmes de cheveux ? » Pedro critique les dépenses inutiles de Vitória (crèmes de cheveux, cliniques d'épilation, toilettes du chien) et veut la pousser à les réduire. Il distingue ainsi les usages légitimes de l'argent (études, loyers) des usages superflus, bien que les seconds représentent une part mineure du budget familial.*

### 23 octobre : la nécessité de déterrer pour payer la facture du 19 octobre

Pour le second mois consécutif, Maria n'a pas reçu l'argent des locataires de Seropética ce mois-ci. Elle comptait sur cette entrée d'argent pour régler la facture de carte de crédit de Vitória qui expire le 19 du mois. « *Pour payer, j'ai dû déterrer 500 reais de (l'argent de) la mensualité. Je comptais utiliser l'argent des loyers. Sauf que la locataire qui me devait 200 reais est partie. Et l'autre locataire n'a pas encore payé* ». Le manque financier provoqué par cette baisse imprévue des recettes (680 reais de loyers impayés) oblige Maria à puiser dans l'argent prévu pour payer les mensualités de la faculté. Cet exemple montre qu'une fois de plus, le marquage anticipé de l'argent (Zelizer, 2005), est redéfini par l'obligation de régler la dette la plus coûteuse en termes d'intérêts, à savoir celle de la carte de crédit de Vitória. Le non-paiement des loyers a pour conséquence de vider le compte bancaire de Pedro et d'empêcher le prélèvement de la mensualité de l'université de sa fille. Le terme *déterrer* illustre le creusement de la dette familiale.

### 30 octobre : le rachat d'un iPhone suite au vol du téléphone

Vitória s'est fait voler son téléphone lors du braquage d'un bus à Rio le 24 octobre. Elle achète un téléphone de remplacement de 220 reais le 25, puis un iPhone de 4 000 reais le 30. Face à la colère de Maria, Pedro est sarcastique :

*P : celle qui est sur le cheval maintenant c'est toi ! (rires)*

*M : Je vais tomber et toi avec !*

*P : Je vais pleurer de mon côté. C'est mon nom qui est en jeu.*

*M (d'un ton sérieux) : malheureusement, c'est pas la joie, je dirais qu'elle nous impose ça, mais (il y a) l'espoir qu'elle aide à payer.*

*Timothée : Mais comment elle a réussi à acheter ?*

*M : Elle a épuisé le plafond de ses trois cartes de crédit. Les mensualités vont être divisées sur les trois cartes de crédit... Il y aura une mensualité sur chaque carte.*

*T : Et comment elle compte payer ?*

*M : Elle va louer sa chambre à Seropética pour pouvoir payer la moitié. Et je paierai l'autre moitié. Mais comme ces deux mois-ci, elle a des dettes à payer, je vais payer et je sais pas comment, car d'autres factures arrivent. Elle aidera qu'à partir de janvier en louant...*

*P : et voilà le coup de pied dans la fourmilière*

*M : voilà les nouvelles du jour vu que tu suis notre histoire*

*P : ou plutôt notre sac financier !*

*P : ça me donne envie de tout casser, elle me serre l'esprit, elle me serre l'esprit ! (aperta minha mente). Ce mois-ci était déjà difficile, et il manque encore la fac à payer. J'ai affreusement déterré avec ces renflouements (de loyer) que j'ai pas encore payé les deux mensualités en retard.*

Le rachat d'un téléphone portable provoque l'accroissement de la dette familiale pour un an. Il est réparti sur trois factures de carte de crédit et rajoute de nouvelles échéances de paiement. La difficulté à réunir l'argent nécessaire au paiement des autres dépenses se renforce.

#### 7 novembre : les prélèvements de la fac depuis septembre étaient normaux

Maria m'apprend que, contrairement aux informations données par la faculté, les prélèvements de la banque devaient bien commencer en septembre. Pour régler les deux mensualités en retard, Maria emprunte 1 600 reais à son beau-père, Zé Carlos<sup>163</sup>. Pedro est hostile à cet emprunt. Il critique le fait que sa femme s'habitue à emprunter de l'argent à chaque difficulté. Maria rétorque que ce n'est que la deuxième fois en six ans qu'elle emprunte à Zé Carlos, et qu'avec la réception du 13<sup>e</sup> mois de Pedro en décembre, elle sera en mesure de le rembourser. Ce dernier ironise sur le fait que les sœurs de Maria empruntent à leurs pères et laissent des « trous ». « Ton frère me doit de l'argent » rétorque aussitôt Maria. Évoquer les emprunts familiaux amène Maria à comparer cette situation avec la dette d'Ignacio, le frère de Pedro, qui ne l'a pas encore remboursée. Maria revendique l'usage de l'argent dû par Ignacio à Pedro, conséquence de l'absence de séparation financière entre eux. Par cette discussion, j'apprends que les trois sœurs de Maria effectuent des emprunts fréquents à leur père, qui se transforment en dons lorsqu'elles ne remboursent pas, à l'image de Carla. Zé Carlos apporte un filet de sécurité à ses filles du fait de ses économies, liées au

---

<sup>163</sup> Zé Carlos ne lui facture aucun intérêt.

cumul de sa retraite et de son travail non déclaré au port. Dans la famille de Tonio comme dans celle de Maria, les retraités jouent un rôle central de prêteur et de payeur en derniers recours.

14 décembre : « je compte sur l'œuf dans le cul de la poule »

Maria avait déposé 500 reais à la banque, mis de côté pour payer au moins l'une des mensualités en retard du paiement de la faculté. Mais la locatrice de Seropética n'a pas payé le loyer (480 reais) le 2 décembre. Du coup Maria a utilisé les 500 reais sur son compte pour régler les factures du début de mois : le loyer de Vitória et la mensualité de décembre.

De plus, elle pensait recevoir un salaire de 1 100 reais mais elle n'a perçu que 918. Éprouvant de la « honte » envers son église, car elle n'a pas « collaboré » les derniers mois, elle avait prévu de « rendre 10 % » de son salaire à Dieu. Mais elle a appliqué ce calcul sur les 1 100 reais, « rendant » 110 reais au lieu de 91. Pour finir d'enterrer les dépenses mensuelles de Vitória (gaz, billet de bus, téléphone portable), Maria a dû troquer son ticket-restaurant (300 reais) contre 200 reais en liquide avec sa mère.

Maria est contrainte de puiser dans les maigres réserves d'épargne pour payer les factures immédiates. « Parfois, je retire (l'argent du compte bancaire) parce que les dates ne coïncident pas. Je compte sur une chose et elle n'arrive. Et j'entre dans ce processus, en comptant sur l'œuf dans le cul de la poule. Je dépense ici parce que l'argent sur lequel je compte n'est pas entré. S'il n'entre pas, je suis foutue ». Hier, Maria a dû faire les courses avec la carte de crédit de Pedro « parce qu'il n'y avait pas d'argent ». Ces redéploiements budgétaires, observés depuis septembre, sont la conséquence d'un déficit de recettes de la famille et des nouvelles dépenses de Vitória.

23 décembre : « ta lisa, lesa, louca ! » (« On est lisse, bête et fou »)

Le lundi 17, Maria a échangé le restant de son ticket alimentaire contre de l'argent liquide avec sa sœur (100 reais). Étant donné qu'elle a reçu le paiement du loyer de Seropética (300), elle a pu transférer mardi l'argent nécessaire à Vitória pour enterrer la facture de carte de crédit du lendemain. Cette dernière inclut la première mensualité de l'iPhone. Maria est en colère d'avoir dû utiliser son ticket alimentaire pour sa fille : « ce ticket aurait dû me servir à moi-même, à faire les courses alimentaires, à acheter plus de viande ! Il n'était pas censé (se retrouver) incorporé à la dette de Vitória. Ça fait deux mois que je fais ça ! Sur 630 reais de ticket, je n'ai utilisé que 110 pour moi, le reste est allé à Vitória ». Pedro en conclut : « ta lisa lesa louca, »<sup>164</sup>.

---

<sup>164</sup> Littéralement (« on est lisse, bête et fou ») Cette expression signifie qu'« on n'a plus rien dans les poches » mais qu'« on s'en fout ». Elle traduit une conception frivole de l'argent répandue au sein des milieux populaires

Jeudi 20, Maria emprunte 90 reais à sa mère pour payer la mensualité de la seconde carte de crédit, liée au paiement du téléphone portable. Dimanche 23, elle réemprunte 130 reais à sa mère pour payer la troisième mensualité liée au paiement du téléphone portable. Ces deux avances monétaires permettent à Maria de s'adapter aux nouvelles échéances des mensualités.

#### Dimanche 6 janvier, Maria seule à la maison

Pedro est parti à Seropética pour faire des travaux dans la maison des locataires. Maria est épuisée, car elle vient de laver la maison de sa mère. Elle fait le bilan de Noël et du Nouvel an : l'achat des sandales (140 reais) pour Vitória, avec sa carte de crédit, en échelonnant l'achat sur trois mois et un bermuda pour Pedro.

Ce mois-ci Maria doit payer non seulement les trois mensualités, liées à l'achat du téléphone portable, mais aussi la première mensualité du permis de conduire. Contrairement à ce qui a été prévu, Vitória n'a pas trouvé de locataire de sa chambre à Sérópética. Maria va devoir se débrouiller seule pour payer l'ensemble des factures de carte de crédit. *« Je vais devoir demander à la gérante de mon entreprise une avance. Parce que le 17, c'est l'examen du permis de conduire, et que la facture doit être payée le 20 ».*

Maria est inquiète car février est son dernier mois de contrat. Elle ne sait pas encore si elle sera prolongée. *« Comment je vais me débrouiller si l'argent ne suffit pas ? Il ne me reste même pas 10 reais en poche. Et je dois payer ma mère ce mois-ci (390 reais). Probablement je vais devoir échanger mon ticket d'alimentation pour la payer ! Mais je n'ai toujours pas trouvé de locataire pour Seropetica. Et si demain on me renvoie au travail, comment je vais faire ? ».* De plus, Pedro a acheté une nouvelle serrure à Seropética, en puisant dans ses propres réserves puisque l'argent des loyers n'était pas suffisant pour payer.

Maria conclut l'inventaire en se plaignant de la pénibilité de ses efforts qui ne lui permettent même pas de régler ses dettes. *« Ceux qui aiment boire sortent boire, ceux qui aiment sortir, sortent. Mais moi je ne fais rien dans ma vie. À part cette question de l'argent, j'essaie tout le temps (de voir) où je peux voler<sup>165</sup> pour tenter de régler les factures. »* Maria exprime la préoccupation constante de rassembler l'argent nécessaire à la gestion et au remboursement des multiples

---

brésiliens. Mais dans ce contexte, Pedro ne l'utilise pas dans ce sens mais plutôt pour ironiser sur leur situation financière qui s'est aggravée.

<sup>165</sup> Le terme « voler » illustre ici la difficulté à trouver de nouvelles entrées d'argent pour payer les dettes.

dettes. Le *travail de la dette* occupe l'essentiel de son temps et de son esprit. Il la prive de temps et d'argent pour s'accorder des loisirs.

Lundi 14 janvier : « je suis en train de gagner du temps » (Maria)

Le 7 janvier, Maria a fait un virement de 210 reais pour Vitória. « Le 7, j'ai dû déposer 210 reais pour elle : 150 de la clinique et 50 pour enterrer (la dette) du réfrigérateur<sup>166</sup>. Sauf que le locataire a eu besoin de changer un robinet dans la maison. Donc j'ai dû déterrer un peu de ce qui me restait pour payer la facture du 19. J'ai donc retiré de l'argent du 19. Le locataire n'a pas encore payé, et je croyais que j'allais réussir à louer l'autre appartement à partir d'hier. Sauf que ça n'a pas fonctionné et ça a laissé un trou de 400 reais. Je vais devoir m'efforcer pour arriver (à le combler). ». Maria a dû, en plus des dépenses mensuelles, puiser dans les réserves de Pedro pour changer un robinet dans l'appartement du locataire. Vu que celui-ci n'a pas encore payé son loyer et qu'elle n'a pas de locataire dans le nouvel appartement, Maria a aussi ponctionné ses réserves pour payer les factures de carte de crédit du 12 et du 13, équivalentes à 610 reais. Dès qu'elle recevra le loyer du premier locataire, elle va remettre (*repor*) l'argent sur le compte de Pedro. Par cette *jonglerie (malabarismo)*, décriée par Pedro, Maria assure qu'elle est « en train de gagner du temps (*ganbando tempo*) ». L'usage du gérondif éclaire l'action en train de se faire, consistant à obtenir une avance sur les réserves de Pedro, afin de compenser le non-versement des loyers. « Gagner du temps » est le moyen de combler les décalages entre les entrées d'argent, insuffisantes et en retard, et les factures à payer en temps et en heure. D'ailleurs Maria prévoit de négocier un mois supplémentaire avec sa mère pour la rembourser des 390 reais.

23 janvier : « Nous arrivons aux limites de notre fonds d'urgence » (Pedro)

Maria n'a pas toujours pas reçu le paiement des loyers, qu'elle devait utiliser pour payer la facture de carte de crédit du 19. Du coup, Pedro a pioché dans son « fonds d'urgence ». C'est la première fois qu'il est fait mention de cette réserve. Distinct du compte courant de Pedro, son compte épargne est désigné comme ce « fonds d'urgence ». Pedro assure que ces derniers mois, le solde de ce compte a fondu de 2000 à 600 reais.

Pedro et Maria font des économies sur leurs dépenses quotidiennes, mais cela ne suffit pas à enrayer l'épuisement des réserves d'argent. « On fait des coupes dans toutes les dépenses mais j'ai pas encore réussi à remettre ce que j'ai retiré du fond ce mois-ci, parce que le locataire n'a pas déposé le loyer et que l'autre appartement est vide. C'est ça qui tue. Si j'ai une maison louée, je compte dessus, c'est

---

<sup>166</sup> Vitória et ses colocataires ont acheté un réfrigérateur en décembre. Maria est censée rembourser la part de sa fille début janvier.

*comme si c'était un travail qu'on avait fait ! Et là on reçoit rien !* » (Maria). Maria considère les retards et non-versements des loyers comme une dévalorisation des efforts consentis par Pedro pour les construire. « *J'ai l'habitude de dire que les maisons de Séropética, ce sont les chemises, les vêtements, que je n'ai pas achetés.* » (Pedro, 26 janvier). Ainsi, la stratégie de se constituer un revenu stable, grâce au travail et aux investissements dans les maisons, s'avère un échec.

### ***C. Circulations élargies et jeux sur le temps***

Au terme de ces quatre mois d'observations condensées, je constate que Maria déploie trois types de stratégies pour dégager immédiatement des liquidités et régler les dettes : soit elle emprunte à son beau-père, sa mère ou ses sœurs, soit elle compte sur son travail salarié et sur des extras (*bicos*) ; en dernier ressort, Maria puise dans le « *fonds d'urgence de Pedro* ». La première stratégie permet de souligner l'importance des circulations d'argent et de cartes de crédit entre la maison de Maria, le supermarché et les maisons de ses sœurs. Comme dans le cas de la famille Arca, l'endettement s'inscrit dans des *configurations de maison* (Marcellin, 1999, Motta, 2014). La seconde stratégie témoigne des sacrifices consentis par Maria pour financer les études et les désirs de consommation de sa fille. La dernière option montre l'appauvrissement des réserves monétaires de cette famille de la strate stable du *morro*.

À la différence de la famille Arca, les circulations monétaires ont lieu dans un triangle nettement plus étendu, formé par Vitória, Rio et Seropetica. La plupart des revenus familiaux transitent de Vitória à Rio pour financer les études de Vitória et soutenir son mode de vie urbain ; mais dans le sens inverse (Seropética-Vitória), les transferts sont ralentis et restreints. La reproduction sociale repose sur des sacrifices, au présent, pour garantir un meilleur futur à Vitória sur le long terme. Comme les familles afro-américaines de classes moyennes, étudiées par Caitlin Zaloom (2019), les parents se privent de loisirs et mènent une vie ascétique pour que leur fille concrétise ses études et dispose d'une vie plus confortable que la leur. On peut donc parler d'une reproduction sociale élargie dans le sens où l'objectif n'est pas la répétition ou perpétuation des existences sociales et matérielles, mais l'acquisition d'un confort et d'un statut supérieur d'une génération à l'autre.

De plus, l'observation ethnographique permet de souligner le déplacement incessant des marquages de l'argent (Zelizer, 2005). Pour s'ajuster aux nombreux aléas, Maria modifie sans cesse l'usage qu'elle compte faire de telle ou telle entrée financière ;

L'ethnographie suggère de distinguer l'usage prévu ou planifié par Maria et l'usage final. Les incertitudes qui caractérisent l'économie domestique se retranscrivent dans des arrangements mouvants au cours du temps. Entre l'assignation d'une finalité à une ressource monétaire et son usage effectif, l'irruption d'autres priorités ou imprévus transforme son usage. Alors que Maria doit payer immédiatement le loyer ou la facture de carte de crédit pour que sa fille garde son logement et puisse continuer à utiliser sa carte, le flou qui entoure le paiement du financement étudiant l'amène à reléguer au second plan la préoccupation de l'université. On observe le remplacement d'une finalité, susceptible de produire ses effets d'ici quelques mois, par une finalité aux répercussions immédiates.

Les priorités s'ordonnent donc suivant la projection des dettes dans le temps, en fonction de leurs effets présumés. Même en difficulté financière, Maria anticipe les effets de la dette, elle compare les obligations financières les unes avec les autres en fonction de leurs retombées matérielles, à commencer par le coût des intérêts et le risque d'un défaut de paiement jouant sur les études de sa fille et sur ses conditions d'habitat. Le déplacement des marquages des obligations financières témoigne d'un jeu sur le temps : la substitution du paiement du crédit étudiant par les factures domestiques de Vitória, le report au mois suivant du paiement des mensualités de l'université, le report à moyen terme du règlement des dettes de Maria envers la banque Itaú qui lui envoie des propositions de négociation par la poste<sup>167</sup>.

Dans la seconde partie, je réinscris la *lutte* de Maria dans l'histoire familiale de longue durée.

#### ***D. L'échec d'un projet familial***

Maria et Pedro livrent une analyse critique de leur déménagement de Seropética à Vitória. Maria regrette le manque de soutien moral de sa famille concernant les tensions avec sa fille. À l'heure de revendre la maison de Vitória, Pedro regrette la dévalorisation de son travail de construction. Enfin, le couple critique à l'unisson l'ingratitude de leur fille. L'excès de dépenses et l'égoïsme de Vitória sont l'une des raisons de leurs problèmes

---

<sup>167</sup> Ces dettes datent de 2014 et sont liées au commerce de Maria et ses sœurs. Leur règlement est laissé au second plan par Maria, car elles ne produisent pas de répercussions immédiates.

financiers. L'ethnographie met en évidence les valeurs opposées qui animent Vitória et ses parents, issus de générations différentes (Pinheiro Machado, 2014).

### **1. Déménager à Vitória pour ressouder les liens familiaux**

Fin 2014, Maria et Pedro déménagent à Vitória. En 2017, Pedro réalise un crédit consigné de 18 000 reais pour financer la rénovation complète de la maison. La dette est remboursée en 72 mensualités de 499,71. La contraction de cette dette traduit le projet de déménagement familial et les aspirations respectives de Maria et Pedro : pour la première, revenir auprès de ses sœurs et de sa mère et pour le second, vivre une retraite paisible en s'appuyant sur sa pension de retraite et sur les locations de Seropética.

L'ethnographie montre à quel point Pedro développe une vision « productive » de la dette (Fotta, 2017). Elle doit générer des retombées matérielles destinées à assurer une vie stable et confortable, notamment pour sa fille. La construction de la maison permet de remplir le premier objectif. Pedro parvient à achever seul l'ensemble des travaux. Le crédit sert à financer le déménagement et à acheter le matériel. Par son travail, Pedro économise le coût de la main-d'œuvre. L'endettement sert d'investissement matériel dans la construction de maisons.

À la différence de la famille Arca, l'accès au crédit bancaire permet de lever des fonds équivalents à 18 salaires minimum à un taux d'intérêt de 38,18 % par an, soit bien moins cher que les prêts effectués par Cira dans un établissement de crédit. La différence de niveau de vie entre une famille de la strate stable et de la strate moyenne du *morro* se traduit par un accès plus restreint au crédit et par un degré d'usure plus prononcé dans le second cas (Ducourant, 2011).

Pour Maria, ce projet familial vise à retrouver une proximité physique et émotionnelle vis-à-vis de sa famille. Elle souhaite être plus présente à l'égard de sa mère, affaiblie depuis son AVC, ainsi qu'auprès de ses sœurs, qui ont enchaîné plusieurs déconvenues et difficultés ces dernières années. Le retour familial est lié aux attentes et aux obligations que Maria se donne. Il s'accompagne de la création d'une activité commerciale entre Maria et sa sœur, Leita, pour vendre des repas à emporter sur le marché « en bas » du *morro*. La « *baraque des sœurs* » ouvre en 2015 sur la place d'Evaristo. Maria met à disposition ses trois cartes de crédit, aux plafonds élevés (respectivement 10 000, 7 000 et 3 000) pour assurer l'approvisionnement en matière première et l'achat du stand. À cette époque, elle

est le pilier financier de sa *soeurerie*. L'usage des cartes de crédit est mutualisé à l'échelle de la *soeurerie* comme dans la famille Arca.

## 2. « *Toute ma lutte a été à moitié vaine* »

A posteriori, Maria associe le déménagement à Vitória à un processus de déstabilisation financière et émotionnelle. « *Toute ma lutte a été à moitié vaine. Parce qu'en venant ici, j'ai nui à toute ma famille. J'ai toujours eu une vie très bien contrôlée. J'étais celle des sœurs la plus stable. Je suis venue ici, en me battant comme une lionne. J'avais du plaisir à faire mes ongles, mettre des talons hauts. Tout a changé depuis que je suis arrivée, je ne suis pas la même Maria. Avant, j'avais l'esprit plus tranquille et la maîtrise des finances* ». (6 janvier 2019, Maria). La ville de Vitória est associée à la perte d'équilibre financier et à la détérioration de la relation avec sa fille, à l'inverse de leur vie harmonieuse à Seropética. Maria analyse son retour au *morro* comme une déconvenue non seulement collective, mais surtout individuelle. La comparaison entre l'« ancienne Maria », caractérisée par sa crédibilité financière, sa bonne gestion et son élégance, et la « Maria actuelle », qui a perdu la maîtrise des finances familiales et l'estime d'elle-même, révèle à quel point dettes et émotions s'entremêlent.

Dans nos discussions à trois, Pedro insiste sur la perte de contrôle financier de Maria, laquelle se défend ainsi : « *Je ne me suis pas perdue. Ce que je vois c'est que la demande de dépenses a augmenté et que notre revenu est resté pratiquement le même. Et vu que j'ai été un peu perturbée, tu penses ça. Mais le revenu est resté stable alors que les dépenses ont augmenté. Il n'y a pas moyen de payer ceci, cela, avec cet argent qui est resté le même qu'avant* ». Puis Maria ajoute : « *je n'ai pas eu une seule fille, pour vivre un enfer comme celui-là, donc c'est une lutte.* » Elle en conclut que « *cette lutte est autant financière que psychologique.* » (29 novembre, Maria) Les dimensions émotionnelles et matérielles s'entremêlent ainsi dans le *travail de la dette*.

De son côté, Vitória joue sur le sentiment de culpabilité de sa mère pour l'obliger à se mettre en quatre. Elle incombe à Maria l'échec du retour familial à Vitória et met en doute sa qualité de mère. L'omniprésence du registre émotionnel dans les discussions financières entre mère et fille pousse la première à s'efforcer de concrétiser les désirs de la seconde. En reconnaissant qu'elle a « *une dette envers sa fille* », Maria se responsabilise de l'ensemble des problèmes familiaux. Rien n'est plus efficace que de mettre en cause l'amour maternel pour renforcer l'*étreinte de la dette* (Illouz, 2019). Les aspirations démesurées et la pression psychologique mise par Vitória sur les épaules de sa mère provoquent donc l'emballement de la dette familiale.

### 3. La maison, symbole de la dévalorisation du travail

L'aiguïsement des tensions familiales et la déception de Maria face au manque d'empathie et de soutien de ses sœurs conduisent le couple à envisager un retour à Seropética. Maria a mis la maison en vente en septembre 2018 à un prix de 50 000 reais (12 000 euros). Pendant près d'un an, elle affiche les annonces sur les pylônes électriques des *favelas* Garrincha et Da Paz mais ne trouve aucun acheteur crédible. Les rares acheteurs potentiels proposent de verser, tout au plus, 15 000 reais et d'échelonner les paiements restants. Pedro et Maria refusent.

Pedro est particulièrement sceptique quant à l'issue de la vente. Selon lui, « *tout le monde est dur* », c'est-à-dire dépourvu d'argent, alors que la maison a une valeur élevée par rapport aux autres constructions du *morro*. « *Une maison comme celle-là, avec cette structure-là, cela devrait être au minimum 70 000 reais, avec l'argent en main. Mais ici, je devrais la vendre 50 000 en un seul versement. Le truc, c'est que personne n'a cet argent.* » (29 octobre). Ce prix de vente témoigne notamment de la dévalorisation du foncier du *morro*, associé au trafic de drogue par les médias locaux. Pedro imagine que si la maison était au pied de la *colline*, son prix de vente serait deux fois plus élevé. La sous-évaluation du prix de la maison est ici analysée comme une forme de dévalorisation de son travail.

En outre, les retards et les impayés des loyers de Seropética exacerbent cette sensation. Relire la trajectoire Rio-Seropética-Vitória sous l'angle du travail et des maisons montre que le labeur de Pedro n'a pas été récompensé. Le sentiment qu'il éprouve aujourd'hui d'être un retraité improductif tranche avec sa vie de *lion* : celle qu'il aime raconter.

Au-delà de l'échec du déménagement à Vitória, les tensions familiales illustrent l'antagonisme de valeurs entre les générations.

### ***E. Subjectivités de classe : l'abîme entre les générations***

Les conflits entre Vitória et ses parents illustrent un antagonisme de valeurs entre générations.

#### 1. Des trajectoires de vie contrastées

Le rapport antagonique à la consommation, et au recours à la dette pour concrétiser un achat ou investissement, exacerbe le conflit entre Vitória et ses parents. Il témoigne de

la formation d'une subjectivité de classe, Vitória se considérant comme proche de la nouvelle classe moyenne (Neri, 2008), alors que Maria et Pedro se définissent comme des *pauvres favorisés*. J'interprète ces contrastes à l'aune des transformations politiques et macroéconomiques intervenues depuis l'arrivée au pouvoir du Parti des Travailleurs. À l'inverse de ses parents, Pedro (63 ans) et Maria (44 ans), tous deux confrontés à des périodes de forte précarité tout en étant issue de classes d'âge différentes, Vitória, née en 1998 a grandi dans une période de stabilité et de consommation abondante, au cours de laquelle de nouvelles opportunités d'études et de loisirs ont émergé. Elle a été élevée dans une famille qui a amélioré ses conditions d'existence, grâce au travail de Pedro, comme en témoigne la maison de Séropética. Maria bénéficie, depuis ses 12 ans, d'une grande chambre avec une salle de bains. Elle a un chien depuis ses 15 ans et ses parents prennent en charge la toilette et les dépenses de vétérinaire.

Choyée par sa mère, qui reste à la maison pour l'élever, assurer les tâches domestiques et les ventes de l'épicerie familiale entre 1998 et 2014, Vitória vit une enfance et une adolescence où les périodes de pénurie monétaire et les privations matérielles sont absentes. Elle concrétise la plupart de ses désirs de consommation, en particulier en matière d'esthétique et de télécommunications. Depuis ses 16 ans, ses parents paient ses soins d'épilation ainsi que des produits particulièrement chers qu'elle utilise depuis qu'elle a envisagé d'entrer dans une agence de mannequinat (crèmes pour les cheveux, shampoings spécifiques, maquillages). Vitória possède un appareil photo professionnel, un téléphone portable, puis un iPhone. Mais l'incapacité de Maria à répondre à toutes les demandes de sa fille provoque des frustrations et des tensions croissantes à son adolescence. L'exemple du refus de projet d'échange de fille au pair aux États-Unis en témoigne à partir de 2015. Pour Vitória, ses parents devraient s'adapter à son projet de tenter sa chance loin du Brésil. À l'inverse, Pedro fustige les caprices et les illusions de sa fille, qui l'oblige à s'endetter massivement pour réaliser des rêves sans lendemain. La personnalité de Vitória témoigne de manière caricaturale des possibilités nouvelles et abondantes de consommation. Il convient de reconnaître sa spécificité, en soulignant l'exubérance de ses réactions et de son comportement dépensier. En revanche, comparer ses pratiques de consommation à celles de ses parents, et son ingratitude face à l'humilité prônée par ces derniers permet de souligner l'abîme qui les sépare.

Le marquage de l'argent de Pedro et Maria témoigne de la primauté donnée aux investissements domestiques, comme la construction de la maison et aux postes de dépense

de la vie courante (Zelizer, 2005). À l'inverse, pour Vitória, le recours à la dette est le moyen de concrétiser des rêves, peu réalisables, compte tenu des ressources financières limitées de ses parents (Marambio-Tapia, 2017). En témoigne le projet d'un échange aux États-Unis qu'elle ressasse jusqu'à aujourd'hui. Pedro critique le fait de vouloir vivre au-dessus de ses moyens et souligne la fragilité de cette nouvelle classe moyenne, à laquelle sa fille s'identifie. « *Cette période du Parti des Travailleurs a créé une nouvelle classe, même si elle est temporaire. En même temps, cette classe peut redevenir ce qu'elle était, on sait ce que c'est que la misère. Je sais ce que c'est que la misère (...) Si vous ne pouvez pas avoir une vie humble et essayer d'être ce que vous n'êtes pas, comment voulez-vous dépenser ce que vous n'avez pas ?* » (10 novembre). Le crédit permet de nourrir des aspirations démesurées par rapport au revenu familial et entraîne la formation de subjectivités antagonistes au sein de la famille Ruego.

## 2. Un père *Sans-Terre*, une fille de classe moyenne

Cet abîme entre valeurs est en partie lié aux opportunités de consommation qui ont émergé depuis le début du XXe siècle, ainsi qu'à la socialisation de Vitória au contact des technologies de communication et des shoppings. Il s'agit de tensions intergénérationnelles qui révèlent une transformation accélérée des manières de se définir et de se projeter dans le temps.

Timothée : *Aujourd'hui vous vous sentez encore pauvres ?*

Pedro : *Oui, on est encore pauvres.*

Maria : *On est des pauvres qui ont une certaine condition (...). On est des pauvres favorisés.*

P : *Officiellement on n'est pas en dessous du seuil de pauvreté, mais nous sommes pauvres.*

M : *Mais Vitória pense que nous sommes de classe moyenne.*

P : *Moi, Timothée, j'ai cette simplicité, cette facilité d'être simple, j'ai beaucoup vécu avec les Sans Terres. J'ai travaillé en soutenant des exclus pour mettre la pression sur le gouvernement. Je dis souvent à Maria : s'il fallait recommencer d'en bas, avec une cabane en toile, je recommencerais calmement, je mettrais du riz et des haricots à manger, je monterais une tente, nous travaillerions et nous aurions le reste. Mais Vitória pense qu'elle est de classe moyenne.* (23 décembre 2018)

Alors que Pedro se raccroche à l'identité politique et l'humilité des *Sans-Terres*<sup>168</sup>, Vitória impose à ses parents un mode de vie de classe moyenne fondé sur l'endettement massif. La formation de subjectivités antagoniques obstrue le dialogue entre père et fille.

---

<sup>168</sup> L'expérience de participation à une occupation pendant plusieurs mois (2014) a été une expérience essentielle pour lui. Mais la volonté de Maria de revenir auprès de sa famille et les tensions liées à Vitória les ont conduits à mettre fin à cette expérience.

Maria joue alors le rôle de conciliatrice. La dette est donc le marqueur de valeurs opposées entre les générations qui composent cette famille. L'effritement de la cohésion familiale est alimenté par les sentiments de culpabilité et par les aspirations que la massification de l'accès au crédit a rendu possible. Après avoir mis en lumière le *travail de la dette* de Maria pour gérer les tensions entre les projets de sa fille, et la situation financière du ménage, j'analyse une facette singulière des *luttés* des femmes au morro : les dettes masculines de trafic.



**Photo 3: Démêler et prendre soin des cheveux** (auteur : Timothée Narring)

*Hydrater les cheveux crépus, les couper et les coiffer est une activité de plus pour laquelle les femmes du morro s'entraident. Cela leur évite d'aller chez le coiffeur et de générer des dépenses supplémentaires.*

### III. Les fils partent, les dettes restent<sup>169</sup>

« Dans ma vie, il y a deux choses qui m'ont nui : mon fils et le Plan Collor. » (Maria Teresa, 2018)

Maria Teresa (MT), 55 ans et João Dos Santos, 66 ans, tiennent une épicerie depuis leur arrivée au *morro*, en 1978. Le 15 juin 2009, leur fils, Rodrigo, est expulsé de la *favela*. Son départ est provoqué par le non-remboursement d'un prêt accordé par le chef du trafic local et par la tentative d'escroquerie de ce dernier par Rodrigo. Dès lors, les parents de Rodrigo doivent assumer les dettes de voisinage et les crédits bancaires souscrits par leur fils depuis décembre 2008. Cet événement conduit à mettre en évidence la priorité donnée au règlement des dettes internes à la *favela* ainsi que la brutalité des modes de recouvrement des dettes de trafic. Les dettes interpersonnelles<sup>170</sup> doivent être payées au plus vite pour ne pas entacher la réputation familiale. En revanche, les dettes financières peuvent être renégociées à la suite d'un défaut de paiement.

À partir du récit de Maria Teresa, la mère de Rodrigo, cette partie montre la responsabilité des femmes dans le remboursement des dettes. Sur la trentaine de familles étudiées au *morro*, dix mères ont dû régler les dettes de trafic de leurs fils. Ce cas d'étude est donc exemplaire même s'il présente deux particularités : la famille de Maria fait partie de la strate stable du *morro* et Rodrigo n'est pas impliqué dans la vente de drogues, mais dans le transport de personnes.

Pour collecter ces données, j'ai habité 8 mois chez les Dos Santos, espacés entre janvier 2018 et janvier 2021. Le partage quotidien des repas, des courses, des fêtes de famille et de discussions intimes ont créé un lien fort entre nous, en particulier entre Maria Teresa et moi. C'est elle qui a proposé, dès mon deuxième terrain, en décembre 2016, de m'héberger la fois suivante. Elle a aménagé une chambre à l'étage qu'elle venait de faire construire en assurant que ce serait la mienne. J'ai eu la sensation d'avoir trouvé une famille d'adoption au *morro*. En novembre 2018, Maria Teresa a levé le voile sur les raisons de l'absence de son fils, en racontant l'histoire des dettes de Rodrigo.

---

<sup>169</sup> Cette dernière partie est extraite d'un article à paraître dans la revue *Terrains et Travaux*.

<sup>170</sup> Les dettes de voisinage et de trafic sont des dettes interpersonnelles puisqu'elles concernent des obligations monétaires fixées entre deux individus. Le qualificatif « interpersonnel » permet de les distinguer des dettes financières qui sont nécessairement personnelles.

Le récit de Maria Teresa a été retranscrit à partir de quatre discussions dans la cuisine familiale. Les discussions avec sa fille, Nadia, et son beau-fils, Pedro ont permis de compléter le recueil d'informations et de préciser certains faits. La narration est faite au discours indirect afin de rendre compréhensible l'enchaînement des événements. Néanmoins, le flou des souvenirs de Maria Teresa sur le montant de ses dettes et les usages de la « *voiture noire* » rendent la narration parfois imprécise.

Dans un premier temps, je présenterai les dettes de Rodrigo, d'après le récit fait par sa mère, ainsi que leur règlement après son départ de la *favela*. Puis, je montrerai que les sanctions pour impayés sont nettement plus violentes pour les dettes interpersonnelles que pour les dettes bancaires, bien que ces obligations financières s'imbriquent au sein de la famille étudiée. Enfin, j'analyserai, à partir de nombreux cas, le transfert des dettes des fils vers leurs mères pour souligner comment ces dernières assument le douloureux processus de recouvrement.

### ***A. Banni de la colline (Corrido do Morro)***

Rodrigo Dos Santos, 38 ans, travaille comme chauffeur de bus à son compte et vit chez ses parents. Zé Cali, *chef* du trafic du quartier, sollicite régulièrement ses services pour lui et ses frères qui contrôlent la vente de drogue sur l'ensemble du *morro*. Rodrigo les conduit à des réunions, à la prison ou à des fêtes. Début 2008, il prévoit d'investir dans le transport de longue distance, en achetant un bus. Ce projet le conduit à solliciter l'aide financière de Zé. « *Zé avait une voiture blindée. Il l'a donnée à Rodrigo pour qu'il la vende en faisant tout de façon clean. Rodrigo a emmené la voiture au garage. Il a vendu la voiture pour acheter le bus. Ils lui ont aussi prêté de l'argent mais il a fait n'importe quoi* ». Maria Teresa insiste sur l'aide fournie par Zé et l'ingratitude de son fils. Au contraire, Clara, voisine des frères Cali, met l'accent sur l'exploitation de Rodrigo. Elle lui demande plusieurs fois comment il peut accepter de rendre autant de services gratuits. En étant aussi dévoué, Rodrigo s'assure de la confiance de Zé, ce qui lui permet sans doute d'obtenir ce prêt.

À l'inverse de la coupure induite par les représentations opposées entre *bandit* et *travailleur*, la prolifération des transferts en argent et voitures entre Rodrigo et Zé témoigne de la complexité de ces enchevêtrements monétaires (Telles et Hirata, 2009). Rodrigo utilise les 20 000 reais de la vente de la voiture de Zé comme dépôt initial afin d'acquérir son

propre véhicule, financé à crédit<sup>171</sup>. Mais il tarde à rembourser ce dernier. À deux reprises, il demande à Zé de reporter le paiement. Ce dernier accepte mais les mois suivants, Rodrigo ne rembourse pas non plus. La pression de Zé s'accroît. Rodrigo sollicite son père, João, pour qu'il emprunte 10 000 reais à la banque. Grâce à un crédit *revolving*, il rembourse la moitié de sa dette. Mais Rodrigo tarde à payer la moitié restante. Zé commence alors à déduire de sa paie les 10 000 reais à régler. En mai 2009, Rodrigo assure, à sa demande, le transport jusqu'au *Maracana*<sup>172</sup> pour assister à la finale de la Coupe du Brésil. Lors du retour au *morro*, Zé lui annonce qu'il ne le paiera que lorsqu'il aura fini d'*enterrer* sa dette.

Quelques semaines plus tard, Zé fait une proposition à Rodrigo. Les Cali veulent s'acheter un bus. Ils lui proposent de lui racheter le sien en déduisant le coût de sa dette. Rodrigo suggère un autre plan. Il connaît un pasteur qui vend le bus de son église. Il fera l'intermédiaire de la vente et leur ramènera le véhicule, clef en main à la *favela*. Zé accepte et lui remet la somme nécessaire à l'achat. Rodrigo ramène le bus et la facture de la transaction. Mais la qualité du véhicule est nettement inférieure à son prix. Zé envoie l'un de ses hommes vérifier les conditions de la transaction auprès du pasteur. Il s'aperçoit alors que Rodrigo a gonflé le prix de l'opération de 10 000 reais détournant son avance monétaire en plus-value. Quelques heures plus tard, un groupe d'hommes entre dans l'épicerie des Dos Santos. Ils exigent la présence immédiate de leur fils cadet. Lucas s'enquiert des faits reprochés à son frère et négocie pour l'accompagner. Arrivé en haut de la colline, les jeunes du trafic commencent à frapper Rodrigo. Lucas tente de s'interposer en proposant de *remettre la clef du bus dans l'heure*. Rodrigo est redevable, à la fois de la moitié du prêt initial accordé par Zé, soit 10 000 reais et de la plus-value de 10 000 reais réalisée sur la vente du véhicule. Or, le véhicule de son entreprise, qu'il est encore en train de payer à la banque, est évalué à 50 000 reais. Zé accepte l'offre. Lucas redescend à l'épicerie, récupère la clef et la lui rapporte. Le jour suivant, il aide à finaliser les documents administratifs. La voiture de Rodrigo est vendue à un intermédiaire qui remet 20 000 reais afin de liquider les dernières mensualités du bus à la banque<sup>173</sup>. Si Rodrigo a payé sa dette monétaire grâce à la médiation de son frère, il doit fuir. En le bannissant du *morro*, Zé honore la promesse accordée à MT quelques semaines plus tôt. Lors d'une visite chez elle, il s'est engagé à ne pas attenter à la

---

<sup>171</sup> D'une valeur de 50 000 reais, ce dernier est financé pour la grande partie à la banque (30 000) ; le prêt de Zé permet un auto-financement partiel afin de limiter le coût des intérêts.

<sup>172</sup> Célèbre stade de football, situé à Rio de Janeiro.

<sup>173</sup> D'après le témoignage de Maria Teresa, aucun intérêt n'est facturé. Rodrigo doit juste acquitter la somme égale à sa dette, conformément à l'estimation faite du camion.

vie de son fils. Plusieurs années après cet événement, MT n'a de ressentiment qu'à l'égard de son fils. « *Le fautif de tout, c'est Rodrigo. Je n'ai même pas une goutte de rancœur contre Zé. S'ils l'avaient tué, j'aurais souffert, mais je n'aurais pu en vouloir à personne* » (octobre 2018). Le départ de Rodrigo en juin 2009 oblige alors ses parents à assumer ses dettes.

## ***B. Des dettes réclamées à la maison***

Rodrigo s'enfuit trois mois à São Paulo, puis, il revient à Vitória et bénéficie de l'aide financière d'une maîtresse afin de payer son nouveau loyer. Pendant ce temps, les démarches avec la banque, la police et l'avocat occupent la plupart du temps de MT. Celle-ci égrène les dettes à payer.

Le remboursement des voisins vient en premier. Par son expérience du milieu automobile, Rodrigo a proposé de faire faire des permis à moindre coût à deux d'entre eux. Il a reçu 2 000 reais de la part de chacun. Il a gardé la moitié pour lui et les voisins ont dû repayer 1 000 reais pour pouvoir récupérer leurs permis. Leur avance monétaire a été détournée par Rodrigo sans que le document officiel leur soit remis. Tous deux viennent se plaindre à l'épicerie. « *J'ai dû payer 4 000 reais, même si j'étais pleine de dettes, malade et en dépression* » conclut-elle.

La « *voiture noire* », financée à crédit par MT, est ce qui pose le plus problème. Cette voiture d'occasion, achetée dans un garage automobile, est financée par la banque HSBC en 60 mensualités de 1 200 reais. Or, quelques mois après l'achat, la police se présente au domicile de Maria Teresa pour saisir le véhicule. Celle-ci angoisse en croyant que la situation va lui retomber dessus. « *Cela lui permettait de rester en bons termes avec eux, de leur montrer sa disposition à les aider, à maintenir le statut du bon mec* » (Pedro, gendre de MT, octobre 2018). La saisie de la police conduit MT à imaginer les conséquences pénales de l'usage détourné de sa voiture. « *Ils ont mis mon nom pour ne pas avoir de soucis. Ils pouvaient prendre la voiture et faire des conneries avec. Qui irait en prison ? Moi. La police penserait que je suis leur complice. Encore heureux qu'il y ait eu un autre problème qui n'avait rien à voir* » (octobre 2019). La saisie de la voiture n'avait, en fait, aucun lien avec son usage mais avec l'illégalité de sa vente<sup>174</sup>.

MT porte plainte contre le garage automobile avec l'aide de son gendre qui épluche le contrat dans le détail. Puis, elle mobilise sa fille cadette pour trouver un avocat grâce à

---

<sup>174</sup> Volées au départ, les plaques d'immatriculation et papiers ont été clonés sur un autre véhicule.

ses contacts à l'université. En l'espace d'un an, MT débourse 8 000 reais. Maria et Pedro avancent chacun une partie de la somme que MT paie en trois fois. Lors de l'audience de médiation, son avocat exige la restitution de la voiture et une indemnisation de 10 000 reais pour dommages moraux. Mais l'avocat de l'entreprise automobile exhibe une promesse de dette de la même somme. Rodrigo l'a fait signer à sa mère sans qu'elle ne sache de quoi il s'agissait, vu que Maria Teresa ne sait pas lire. Par conséquent, le juge ordonne la restitution du véhicule sans aucune réparation financière. Pendant le temps de l'instruction, MT doit continuer à payer les mensualités.

Mais les ventes de l'épicerie sont insuffisantes pour couvrir leur coût. Le remboursement est suspendu au bout de huit mensualités. MT reçoit plusieurs appels de la banque informant de la saisie à venir du véhicule. Mais, depuis 2013, elle n'a plus aucune nouvelle de la banque et la « *voiture noire* » est toujours dans le garage familial. Bien que le véhicule reste inutilisé, le maintenir à distance de Rodrigo soulage sa mère.

La dette de la « *voiture noire* » est également à l'origine de l'emprunt effectué par João pour couvrir la moitié de l'avance de Zé à Rodrigo. Rodrigo a insisté auprès de son père pour effectuer un crédit *revolving* afin de réduire sa dette à l'égard de Zé. Le remboursement est fixé en 15 mensualités de 1 500 reais chacune<sup>175</sup>. Avant de partir, Rodrigo a déjà payé les trois premières mensualités, soit 4 500 reais. Mais après son départ, João se retrouve dans l'incapacité d'acquitter le reste des mensualités. Il raconte qu'il a entendu « *une voix de Dieu qui disait qu'il devait garder l'argent mis sur le compte épargne* » (novembre 2018). Pour renégocier la dette, MT se rend à la banque avec lui en 2012. Elle explique qu'elle souhaite régler cette dette au plus vite. La gérante propose de payer en un seul versement de 7 000 reais pour s'en débarrasser. MT accepte et vide le compte épargne de son mari pour payer.

Rodrigo a aussi acheté une moto en utilisant le *nom de son père*. Après son départ, son frère aîné, Lucas, a proposé de la payer et d'en récupérer l'usage. Mais il est lui-même suspecté d'avoir aidé des policiers à retrouver de la drogue dans le jardin mitoyen de son terrain et expulsé du *morro* en juin 2013. Pour des raisons totalement distinctes de son frère, Lucas subit le même sort que lui.

Au fil de nos discussions, MT se souvient d'autres dettes comme les arrangements frauduleux entre Rodrigo et un employé d'une station d'essence de la ville voisine. Ce dernier accepte de remplir le réservoir de son bus en échange de chèques non débités et

---

<sup>175</sup> Cela revient à un taux mensuel de 8.33 % et à un taux annuel de 100 % selon les estimations orales de MT.

d'argent en liquide. Le préjudice aurait été de 20 000 reais pour l'entreprise qui a envoyé des employés au *morro* afin d'obtenir le paiement. Ces derniers se sont adressés aux jeunes de la faction locale, croyant qu'ils étaient liés à Rodrigo. Mais les membres du trafic leur ont barré la route. Rodrigo ayant quitté la *favela*, cette dette n'a jamais été payée.

### **Les dettes de Rodrigo sur l'ensemble de l'année 2010**

Date de souscription	Montant (en reais)	Créditeurs	Remboursement	Taux d'intérêt annuel	Motif
Fin 2008	10 000	Zé (chef du trafic local)	Oui	Aucun	Avance monétaire pour l'achat d'une voiture
Juin 2009	10 000	Zé	Oui	Aucun	Surfacturation de l'achat du bus
Mars 2009	10 000	HSBC (banque)	Acquittée après renégociation	140%	Crédit <i>revolving</i>
Décembre 2008	60 000	Caixa Economica (banque)	Suspension au bout de 4 mois	Entre 30 et 40%	Achat d'un véhicule
Janvier 2009	4000	Voisins	Oui	Aucun	Avances du permis de conduire
Février 2009	2000	Entreprise de Serra	Non	Aucun	Achat d'essence

**Tableau 7 :** Tableau synthétisant les dettes de Rodrigo en 2010 (*source* : Timothée Narring ; *auteur* : Cécile Mouchel).

Le départ de Rodrigo a provoqué des répercussions encore palpables aujourd'hui. « *Avec toute cette histoire, je suis tombée en dépression pendant cinq ans. Depuis, je prends des médicaments pour dormir et contrôler ma pression. On ne faisait que travailler pour payer. Je ne mangeais presque rien, je cuisinais même plus* » (MT, octobre 2018). Se souvenir de cette *époque de suffocation* amène MT à une comparaison avec le début des années 1990 : « *dans ma vie, il y a deux choses qui m'ont nui : mon fils et le Plan Collor* ». Ce vaste programme gouvernemental, destiné à juguler la crise d'hyperinflation par des mesures drastiques de gel des prix, des salaires et des comptes bancaires, a amputé la quasi-totalité de leur épargne (Neiburg, 2007). Cela s'est traduit par le report du projet de construction de maison en béton. MT a dû aller travailler à l'extérieur du *morro*, comme employée de ménage, pour reconstituer leur épargne. Aujourd'hui, elle associe l'extorsion de *Collor* et l'irresponsabilité de son fils aux périodes les plus douloureuses de sa vie.

### ***C. La primauté des dettes interpersonnelles, internes à la favela***

Le récit de Maria Teresa éclaire la pertinence d'une analyse de la dette sous le prisme du territoire, des corps et des temporalités (Peebles, 2010). L'endettement bancaire de la famille Dos Santos est subordonné à l'endettement de Rodrigo vis-à-vis du chef du trafic,

Zé.

C'est le non-respect de ses obligations financières qui précipite son expulsion et la fait basculer vers le surendettement. Ce cas d'étude montre comment le territoire est producteur de dynamique et de différenciation entre les dettes, à l'inverse de l'approche de Lazzarato<sup>176</sup> (2012) qui reproduit un cadre d'analyse euro-américain pour penser la figure universelle d'homme endetté (Harker, 2019).

Comparer les périodes antérieures et postérieures au départ de Rodrigo permet de délimiter la frontière territoriale, morale et temporelle entre son intégration aux business et réseaux d'entraide locaux et son exclusion de ces circulations.

### **1. La violation d'obligations territoriales, point de bascule vers le surendettement**

Le départ forcé de Rodrigo nous ramène à la figure littéraire et politique du banni en rupture avec sa communauté. Il implique, de façon irréversible, l'impossibilité de renouveler ses relations d'endettement. À l'inverse des crédits, sans cesse refinancés au guichet des établissements de crédit, la dette ne se reproduit pas dans ce cas.

L'isolement de Rodrigo tranche avec son intégration au morro qui lui permettait de mener à bien son activité de transport tout en bénéficiant de conditions matérielles et affectives stables. Il éclaire l'intensité des arrangements, des prêts informels et des solidarités de voisinage, élaborées en contrepoint à la précarité de droits sociaux. Mais participer à ces pratiques implique de se conformer étroitement à l'obligation de rendre, de respecter ses promesses et de tenir sa langue.

Dans le cas de Rodrigo, on pourrait distinguer les causes de son bannissement, en insistant sur l'escroquerie de la vente du bus plutôt que sur le non-remboursement du crédit ; ou bien mettre l'accent sur la trahison de l'obligation morale plutôt que sur le paiement de la dette (Testard, 2006). Mais cette distinction conduit à faire fi de l'imbrication des faits. En réalité, il y a un continuum de transferts monétaires et d'échanges de faveurs entre Zé et Rodrigo, irréductibles les uns des autres. Ceux-ci mobilisent des principes communs, de réciprocité et de hiérarchie, engageant les valeurs d'honnêteté et de loyauté vis-à-vis du chef du trafic local. De plus, la visite de Zé et le recours au crédit de son père, quelques mois avant son départ, révèle la dégradation progressive de la confiance envers

---

<sup>176</sup> Pour Lazzarato (2012), la dette est devenue, sous l'effet de la transformation néolibérale des États, le fondement des relations sociales. Son analyse de la culpabilisation des débiteurs est particulièrement éclairante. En revanche, elle néglige la particularité des contextes historiques et culturels ainsi que le genre de la dette.

Rodrigo. La dette monétaire et l'obligation morale de tenir ses engagements sont donc enchevêtrées (Guérin, 2018).

Ainsi, les dettes bancaires ne constituent pas le facteur déclencheur du surendettement (Morvant Roux et Guérin, 2014). C'est l'exclusion territoriale du payeur qui les rend insoutenables. Contrainte d'arbitrer entre diverses obligations, MT priorise alors le paiement des dettes internes à la *favela*.

## 2. Priorité au remboursement des dettes interpersonnelles

Si elles sont moins coûteuses en termes d'intérêts, les dettes interpersonnelles sont plus rigides en termes de recouvrement. Leur priorisation, observée dans des contextes extrêmement diversifiés, traduit l'importance de la crédibilité auprès de l'entourage. Le cas des visites de voisins au domicile de Maria Teresa est emblématique des pressions physiques et morales des créanciers. MT doit alors s'employer à rembourser au plus vite pour éviter que les commérages (*fofocas*) sur les mauvais payeurs atteignent sa famille (Fonseca, 2 000). Adopter le comportement inverse l'exposerait à de possibles sanctions, allant de la diffamation à la mobilisation des membres du trafic pour recouvrer sa dette.

C'est l'inverse pour les dettes externes à la *favela* dont la suspension du remboursement n'engendre ni saisie ni poursuite pénale (station d'essence, voiture noire). Si les dettes bancaires sont extrêmement coûteuses en termes d'intérêts<sup>177</sup>, elles sont renégociables lorsque le débiteur fait défaut, comme le montre le cas du crédit de João. À cause de la voiture noire, MT se retrouve à son tour fichée dans le registre des débiteurs. Mais la qualité et l'ancienneté de sa relation de clientèle lui permettent de continuer à effectuer ses achats avec deux de ses cartes de crédit et de magasin qu'elle utilise depuis 1990. Ainsi, le surendettement bancaire reste une situation transitoire atténuée par le maintien des solidarités familiales et les liens de clientèle avec certaines grandes enseignes. La faiblesse des poursuites bancaires octroie une marge de manœuvre pour qui dispose d'un réseau social capable de lui procurer un accès au crédit. À l'inverse, la pression de rendre ce qui a été emprunté est d'autant plus forte si le débiteur est localisable et que son créancier dispose des moyens directs de le contraindre. L'exemple de la fraude à la station essence fournit ici un contre-exemple pertinent. L'incapacité des créanciers à localiser Rodrigo les empêche de réclamer leur dû. Par conséquent, les dettes interpersonnelles réunissent la double condition de proximité physique et d'importance morale primordiale au vu des

---

<sup>177</sup> De 140 % par an pour le crédit revolving, qui est l'un des crédits les plus coûteux (BCB, 2015).

principes d'honneur et de confiance. Leur primauté et leurs imbrications avec les dettes bancaires contredisent l'un des arguments centraux de Graeber (2011), fondé sur les vertus corruptrices de la monnaie et l'imposition du paiement d'intérêts exorbitants. Dans le cas étudié, les dettes interpersonnelles sont dépourvues d'intérêts. Elles témoignent donc moins de l'usure des créanciers que de la nécessité de tenir sa parole, sans quoi les débiteurs s'exposent à de lourdes sanctions.

### 3. Dettes de trafic et sanctions corporelles

Le bannissement du morro illustre le pouvoir du trafic sur le corps de Rodrigo. Il fait écho aux punitions arbitraires et aléatoires relayées par les médias locaux<sup>178</sup>. À l'inverse, à São Paulo, les assassinats pour dettes impayées se sont considérablement réduits au profit de l'accroissement de la pression à rembourser par le travail. Cette mutation découle de l'hégémonie croissante du Premier Commando de la Capitale (PCC)<sup>179</sup> et de l'application de formes de justice délibératives et proportionnelles aux délits commis. Comme le montre Gabriel Feltran (2017), la mise en place de "tribunaux" internes aux crimes a permis d'éviter le recours à la vengeance individuelle et l'application des principes du PCC proportionnels aux crimes commis.

À Vitória, l'absence de régularités dans les sanctions appliquées rend, jusqu'à aujourd'hui, l'analyse plus complexe. Il n'y a pas d'organisation hégémonique, comme le PCC, déterminant un ensemble de règles communes qui orientent les sanctions. Chaque faction semble disposer d'une autonomie sur l'exercice de la violence au sein de son territoire, ce qui explique sans doute la persistance de pratiques aléatoires (Possmozer, 2016, Freitas, 2019)<sup>180</sup>. Au morro, les sanctions varient selon les leaders locaux du trafic impliqués dans le litige. En témoigne l'affirmation de Maria Teresa : « *Si ça avait été Leo (le frère de Zé en prison), ils l'auraient tué* » (maison de MT, octobre 2018). La résolution des litiges est tributaire de la personnalité du leader local du trafic et fluctue au rythme des incarcérations et des changements de leadership. Toutefois, la légitimité du trafic à décider du sort de Rodrigo est reconnue par sa mère, ce qui illustre la prévalence des principes de

---

<sup>178</sup> Sur les assassinats pour dettes pratiqués par le trafic, voir la Gazeta, journal régional, 2009. [http://gazetaonline.globo.com/\\_conteudo/2009/09/540074-crueldade+traficante+mata+por+divida+de+r+3.html](http://gazetaonline.globo.com/_conteudo/2009/09/540074-crueldade+traficante+mata+por+divida+de+r+3.html)

<sup>179</sup> Nom de la première organisation criminelle du pays, née au sein de l'État de São Paulo.

<sup>180</sup> À Vitória, le PCV (Premier Commando de Vitória) est vu comme une tentative d'articulation des factions locales de la région métropolitaine à partir de 2013. Mais il est davantage un projet qu'une réalité achevée.

responsabilité individuelle et de libre arbitre. Elle traduit ainsi l'acceptation d'une mort potentielle, sort brutal infligé à de nombreux jeunes hommes.

En fuyant le quartier, Rodrigo protège sa vie à condition de ne jamais revenir. La pente du morro objective ici la frontière à ne pas franchir. Elle traduit l'existence de règles particulières et la limitation de la circulation pour les bannis, sanctionnée par la domination de la faction locale du trafic. Ici, la proximité spatiale entre son lieu de vie actuel et le morro n'est pas synonyme de danger. Elle témoigne au contraire de la coexistence, à quelque kilomètre près, de régimes de droits distincts et de formes de micro-souveraineté propres à chaque *favela* de Vitória (Hirata, 2010).

Si Rodrigo subit des châtiments corporels et fuit la *favela* pour préserver son intégrité physique, Maria Teresa redouble d'efforts pour pouvoir rembourser. On peut remarquer ici la dualité des sanctions corporelles infligées aux endettés. MT endure, pendant plusieurs années, les pressions morales et financières des voisins, des banques et de la justice, alors que Rodrigo a déjà entamé une « seconde vie » après avoir frôlé la mort. Il y a ainsi une double opposition dans le rapport physique et temporel de la mère et du fils vis-à-vis du territoire. D'un côté, MT fait face aux créditeurs puisqu'elle reste assignée à l'administration de la maison où ces derniers la menacent alors que Rodrigo doit nécessairement partir pour protéger sa vie. De l'autre, Maria Teresa assume la gestion quotidienne des obligations de remboursement sur le long terme tandis que la bifurcation, subie brutalement par Rodrigo, l'amène à rompre avec le temps quotidien de la dette. L'écart des sanctions corporelles entre le fils et la mère montre que le genre constitue une dimension centrale de la dette qui s'articule avec le pouvoir coercitif des trafiquants sur les habitants de la *favela*. Sur la longue durée, les femmes endossent donc la responsabilité des dettes, ce sur quoi je me focaliserai à présent.

#### ***D. L'incorporation des dettes des fils par les mères***

Le terme d'« incorporation » permet de rendre compte de l'implication totale de Maria Teresa dans le processus de recouvrement aboutissant à faire siennes les obligations morales et financières de son fils. Son cas résonne avec celui de Marilen, décrit par Thais Rosa dans sa thèse (2012). Pour sauver son fils impliqué dans le trafic local, Marilen assume tour à tour le paiement des dettes, la négociation des sanctions avec les chefs du trafic, la démonstration de son innocence à la police et la mise à l'abri de son fils. L'incorporation

désigne ainsi un processus autant physique que psychique, comme le prouvent les stigmates laissés par les dettes et le départ des fils : une longue dépression pour Maria Teresa et des états psychotiques pour Marilen<sup>181</sup>.

Le recouvrement des dettes de trafic par les mères est courant au sein de nombreuses familles brésiliennes de Vitória, São Carlos et São Paulo (Rosa, 2012, Feltran, 2016), mais aussi chiliennes (Han, 2012). On peut distinguer trois types de dettes. Outre celles liées aux arrangements entre « travailleurs » et « bandits », comme dans le cas de Rodrigo, on trouve des dettes de consommation et des dettes contractées lors de la vente de substances psychotropes (marijuana, cocaïne et crack). Elles peuvent être amorties et réglées par le travail au sein du trafic, en réalisant des tâches pénibles et risquées de vigiles (*olheiro*) et de transport de marchandises (*aviãozinho*). Dans cette section, j'analyse le remboursement des dettes de trafic, puis le long travail de recouvrement des dettes ainsi que leurs effets sur la santé mentale des mères.

### 1. Payer les dettes de trafic

Dans douze cas sur trente familles interrogées lors de mon enquête, il est arrivé que les fils ne paient pas leurs dettes de trafic. À chaque fois, leurs mères en ont assumé le paiement. L'ethnographie montre que les trafiquants ciblent la maison familiale dont elles ont la responsabilité pour assurer le recouvrement des dettes impayées.

Dandara, Carla Nina, Selia et Adele ont dû *enterrer* les dettes de consommation de leurs fils à plusieurs reprises. La première explique ainsi : « *le plus gros problème que j'ai dû affronter, c'est de payer 5 mille reais pour la drogue de mon fils, parce qu'un bandit armé est venu à la maison* » (maison de Dandara, octobre 2019). Dandara insiste sur les menaces et le délai imposé d'une semaine pour réunir une telle somme, supérieure à 1 000 euros. Pour ce faire, elle a mobilisé l'aide de ses six frères et sœurs ainsi qu'une avance de ses patrons sur ses prochains salaires. Carla, chez qui j'ai habité en septembre 2020, a épongé les dettes de consommation de crack de son fils, Kleber, entre 2001 et 2003 en recourant au crédit *revolving*. Pour payer, elle remettait des chèques en blanc, signés aux trafiquants qui le menaçaient de mort. Pendant un certain temps, le crédit a constitué une ressource essentielle pour respecter les délais fixés, du fait de sa facilité d'accès (Han, 2012). Mais le

---

<sup>181</sup> Après que son fils a été tué dans une embuscade, Marilen dit « survivre » en passant son temps à arpenter le quartier. Elle a l'impression que son fils est réellement présent lorsqu'elle aperçoit des hordes d'enfants en marchant dans les rues. Les états presque hallucinatoires de Marilen témoignent du processus de deuil mais aussi de la transformation subjective de Marilen par la nécessité de s'engager comme « *mère de trafiquant* », (Rosa, 2012).

coût élevé des intérêts et l'abondance des dettes de son fils ont entraîné un défaut de paiement et la fin de son usage. Dès lors, Carla a organisé le départ de Kleber du quartier pour la ville voisine en payant son loyer. Ces différents exemples montrent que, pour se conformer aux ultimatums de paiement, les mères empruntent auprès des patrons et des institutions financières ou sollicitent l'aide de leur famille. Maria Teresa a pu, elle, bénéficier d'un large soutien financier de son mari et de ses trois enfants. Néanmoins, elle a dû assurer l'ensemble des démarches financières et juridiques et les répercussions des pressions des créditeurs.

On peut faire un parallèle entre la lutte pugilistique analysée par Loïc Wacquant (2000), à partir de son ethnographie d'une salle de boxe, et la *lutte* des mères pour payer les dettes de trafic de leurs fils (Rosa, 2012). Toutes deux entraînent l'intériorisation de dispositions autant physiques qu'émotionnelles et mentales de telle manière que corps et âme tendent à se retrouver imbriqués. Si la boxe est la conséquence du long apprentissage de cette « *science sauvage* » (2000, 20), le rôle de « *mère de trafiquant* » résulte davantage d'un ajustement brutal à une situation extrême. Cette dernière n'est pas de l'ordre du jeu mais de la survie, d'où les séquelles que les efforts et les situations traumatiques endurées laissent sur la santé. La notion d'incorporation me semble ici la plus pertinente pour rendre compte de ce travail d'intériorisation et les séquelles psychiques que ce dernier laisse.

## **2. Assumer le douloureux travail de recouvrement des dettes**

MT est sollicitée par les trafiquants et par les voisins qui se rendent à l'épicerie. Elle est leur seule interlocutrice dans la mesure où son mari reste à l'écart des problèmes avec son fils. D'allure frêle, João se caractérise par son travail minutieux à l'épicerie et sa pudeur à l'égard de ses enfants, ce qui tranche avec le caractère agressif et ostentatoire de Rodrigo. Face à ces masculinités opposées, Maria Teresa assume la conflictualité des relations familiales. Elle tient tête à son fils tout en encaissant seule les menaces de Zé et des voisins.

Elle se déplace également à l'extérieur du quartier pour assurer l'ensemble des requêtes financières, administratives et juridiques. Renégocier les dettes aux guichets de la banque, payer les mensualités et l'avocat, porter plainte contre l'entreprise automobile, se présenter aux convocations de la police et au tribunal sont des tâches chronophages et épuisantes. En témoignent le litige de la « voiture noire » et la peur d'être inculpée pour son usage par les leaders du trafic. Maria Teresa tente de désamorcer le risque d'éventuelles poursuites en mobilisant un avocat par l'intermédiaire d'un professeur d'université de sa fille et en sollicitant l'aide de son gendre pour épulcher les contrats automobiles. De plus,

elle se rend à de multiples reprises auprès de la police pour prouver qu'elle n'a jamais utilisé cette voiture. L'accumulation soudaine de dettes est donc atténuée par son engagement comme interlocutrice et négociatrice des crédateurs et comme responsable des paiements. Ceci implique de se mobiliser pour contrecarrer les rumeurs au sein du voisinage, rassembler l'argent en mobilisant ses proches et se rendre aux convocations pour clamer sa bonne foi.

Sur le long terme, le départ de Rodrigo transforme les obligations parentales et entraîne de nouvelles responsabilités pour sa mère (Weber, 2005). MT se retrouve à devoir compenser le non-paiement de la pension du fils de Rodrigo. Sous l'effet des pressions de son ex-belle fille, elle fournit aide monétaire et alimentaire à son petit-fils.

L'accumulation des dettes et des séparations a pour conséquence la dégradation de la santé physique et mentale des mères (Rosa, 2012). Maria Teresa associe sa dépression à l'effet du stress et de la pression continue des crédateurs qui s'étale pendant plusieurs années. Elle rattache l'intensification des maux de tête, des insomnies et de l'oscillation de son rythme cardiaque aux dettes et aux départs de ses fils. C'est depuis cet événement que la prise de multiples médicaments (anxiolytiques, antihypertensifs, cardiotoniques, anticoagulants) est devenue aussi régulière. Endurer autant de pressions morales et financières contribue ainsi à fragiliser sa santé jusqu'à aujourd'hui<sup>182</sup>.

Alors que le corps des fils est soumis de manière circonstancielle aux châtiments physiques et au risque de mort, le corps des mères est quotidiennement et durablement affecté par la gestion des obligations morales et financières. Les fils partent et les mères restent. Assumer la charge monétaire et morale des dettes signifie alors tout un travail relationnel de médiation et de persuasion auprès du chef du trafic, des banques et de la justice.

L'analyse menée conduit à enrichir les théories de la dette focalisées sur la critique globale du capitalisme financiarisé (Graeber, 2011, Lazzarato, 2012). Il convient de prendre en compte les configurations particulières de l'endettement familial, façonnées par le territoire. Or, ces *écologies de la dette* échappent à ces approches structuralistes (Harker, 2019). De plus, la dette ne se réduit pas à des rapports hiérarchiques, comme le suggère Graeber, mais elle s'imbrique avec les obligations morales visant à rétablir la réputation familiale et à

---

<sup>182</sup> J'accompagne par exemple MT chez le cardiologue en septembre 2020 car elle se plaint de douleurs aux cœurs et d'un rythme cardiaque irrégulier. Après avoir fait un électrocardiogramme, la médecin qui nous prend en charge assure qu'il n'y a aucun problème. MT, en colère, se sent incomprise.

cohabiter pacifiquement entre semblables. Enfin, ces obligations morales sont éminemment genrées. Si *les fils partent* (qu'ils fuient ou qu'ils meurent), *les dettes restent* à régler pour leurs mères. Le territoire des dettes se restreint alors aux corps des femmes, sous la pression constante des créditeurs.

### **Conclusion**

Les trois cas présentés dans ce chapitre permettent de souligner la dimension territoriale et genrée du *travail de la dette* (Guérin, 2022). Ce dernier repose sur la *mise en mouvement* (*movimentação*) des femmes des maisons du *morro* aux institutions financières et commerciales en passant par les ruelles escarpées des *favelas*. Il trace une géographie particulière des circulations monétaires et physiques. Les femmes doivent non seulement jongler entre de multiples dettes mais aussi s'ajuster aux divers ordres normatifs qui façonnent cette *écologie de la dette* (Harker, 2019). Avoir affaire tantôt aux établissements de crédit, aux trafiquants, aux tribunaux, à leurs voisins ou leurs parents exige des capacités de discernement et d'ajustement à des logiques diverses.

Dans le cas de Maria et Cira, le *travail de la dette* donne lieu à la constitution de réseaux de crédit à l'échelle de la famille élargie. Alors que les pratiques de crédit de Cira tendent à se concentrer au sein du *morro*, celles de Maria s'inscrivent dans des circulations plus larges, liées aux possibilités de crédit et d'investissement dans les études de sa fille. La catégorie de *chaîne* (*cadeia*) explicite le degré élevé des interdépendances qui se nouent entre sœurs pour accéder au crédit et préserver la solvabilité de l'ensemble de la famille. Se raccrocher à la *chaîne* permet de contourner les restrictions d'accès au crédit produites le fichage. Un seul nom ou une seule carte de crédit peut ainsi servir à une multitude d'utilisateurs. Il implique en retour l'autodiscipline individuelle et des compétences de coordination pour maintenir la crédibilité familiale (Ossandón, 2014).

La précarisation du travail, analysée au chapitre 1, a provoqué un surcroît de défauts de paiement depuis la récession de 2014-2015 au *morro*<sup>183</sup>. La période 2016-2021 est marquée par l'élargissement des chaînes de la dette. En contrepartie, la suspicion envers les amies ou parents éloignés qui cherchent à intégrer s'est renforcée. Chacun a en tête un exemple personnel ou d'un proche qui a *sali son nom* (*sujou o nome*), en utilisant sa carte sans payer. Par

---

<sup>183</sup> En témoignent Cira et Maria qui ont sali leur nom la même année 2015.

conséquent, la dette soude, protège et resserre les liens entre parents, amis ou voisins autant qu'elle met en tension, épuise, et parfois exclut (Schijman, 2017).

Les *chaînes* de la dette relient plusieurs maisons déjà connectées entre elles par les transferts d'aliments, de soin, de vêtements. Elles constituent un élément de plus pour ces *configurations de maisons* (Marcellin, 1999, Motta, 2014) qui contribuent à tisser une *parenté pratique*. Puisqu'un simple défaut de paiement est susceptible de briser la *chaîne* et de priver tous les membres de l'accès au crédit, il faut prioriser les dettes financières souscrites au nom d'un tiers. Ainsi, d'un côté, le fichage produit à la fois une marginalisation vis-à-vis de l'accès au crédit formel ; mais dans le même temps, les re-branchements assurés par le réseau social conduisent à un ré-encastrement du crédit dans des obligations plus rigides. Les *chaînes* de dettes constituent donc un « collatéral » du capitalisme financiarisé (Guérin, 2022) : participer au réseau familial de crédit engendre un surcroît de responsabilité et renforce la discipline des paiements. Le capitalisme financiarisé se nourrit indirectement de la marginalisation des populations fichées pour resserrer la contrainte du paiement, en transformant la promesse de payer la banque en promesse de rembourser sa belle-mère, sa nièce ou sa sœur. L'*étrointe* de la dette repose donc sur l'emboîtement des obligations familiales dans des obligations financières plus larges à l'égard du système financier.

Le cas de la famille Dos Santos conduit, tout de même, à nuancer l'analyse critique de l'exploitation par la dette (Graeber, 2013), effectuée au chapitre 2. Le sens des obligations financières envers les banques est reconfiguré par l'endettement du fils vis-à-vis du trafic de drogue et par la nécessité de rétablir la crédibilité auprès du voisinage. Les logiques territoriales et morales de l'économie domestique déterminent alors l'usage et la circulation des crédits (Peebles, 2010). La priorité donnée au paiement des dettes interpersonnelles par rapport aux dettes bancaires est le produit du recours potentiel à la violence physique par les trafiquants et de la force des principes de réputation et d'honnêteté au sein du voisinage. L'expulsion du *morro* pose une limite au processus incessant de renouvellement des dettes, observé au guichet de Da Casa. La trahison de la confiance et le non-remboursement des dettes provoquent la rupture définitive de la relation d'endettement. De cette manière, les leaders du trafic affirment la légitimité de leur autorité en assurant la perpétuation des principes d'honneur et de masculinité. Ces principes se reproduisent donc, à l'inverse des dettes.

Dans ces trois cas, la robustesse de la morale féminine du remboursement participe de la perpétuation du capitalisme financiarisé et du patriarcat, comme le montre Isabelle

Guérin dans *La Femme Endettée* (2022). Qu'il s'agisse des trafiquants ou des agents de crédit, les femmes sont au cœur des processus de recouvrement. Des travaux extraits de divers contextes sociaux le prouvent sur divers continents et à diverses périodes de l'histoire (Han, 2012, Guérin, 2014). En tant que gardienne du foyer et de la vie de leurs enfants (Rosa, 2012), les mères du *morro* sont tenues responsables du paiement des dettes.

Après avoir décrit de manière exhaustive les luttes financières, je propose de conceptualiser la reproduction sociale à l'échelle de la famille au chapitre suivant.

## Chapitre 4 : Autour des retraités, la reproduction de la famille endettée

Le chapitre 2 met en exergue un processus de transformation des dettes et des problèmes domestiques de court terme en dettes financières de moyen terme. Il montre que le calibrage des dispositifs de prêts sur les temporalités des milieux populaires légitime le paiement d'intérêt usuriers envers Da Casa. Le chapitre 3 décrit le *travail de la dette*, réalisé par les femmes pour contourner les restrictions d'accès au crédit, gérer les dettes quotidiennes de consommation et faire face aux dettes de trafic.

Le présent chapitre élargit l'analyse des solidarités à l'ensemble des générations qui composent la famille du *morro*. L'idée n'est plus de décrire et d'analyser le temps quotidien de la gestion des dettes mais de conceptualiser la reproduction sociale des familles à moyen et à long terme. Or, ce processus est indissociable de la cohabitation résidentielle et de la dette.

\*\*\*\*

« Pourquoi autant de retraités retournent travailler ? À cause des dettes », assure Felipe, 45 ans. Sa mère, Dona Gê, 74 ans, est censée gagner deux salaires minimum pour le cumul d'une pension de retraite (1 000 reais) et d'une pension de veuve (1 000 reais). Mais elle ne perçoit que 400 reais de la première et 500 reais de la seconde. Plus de la moitié de son revenu est prélevée par les institutions financières. Felipe a été mis au courant par sa femme. Deux ans plus tôt, cette dernière accompagne Dona Gê à la financière car les prélèvements atteignent 1 500 reais. Elle négocie l'abaissement des mensualités et leur étalement sur une durée plus longue. Depuis, Gê ne se plaint plus de ses dettes. Elle s'habitue à composer avec un revenu réduit grâce à une gestion économe de l'argent et à la vente de gâteaux au sein du voisinage.

Le *travail pour la dette* n'épargne pas les retraités. Outre ceux qui compensent les prélèvements bancaires par le travail sur les chantiers, comme Seu Val, il y a celles, comme Maria et Nina, qui travaillent pour réunir l'argent nécessaire au paiement des mensualités à Da Casa. Le premier cas correspond aux crédits consignés, prélevés automatiquement sur les pensions, le second cas aux prêts à la consommation, remboursés en liquide au guichet de Da Casa. Dans un certain nombre de familles, ces deux types de crédits se combinent.

*Quand il y a une dette, c'est qu'il y a un membre de la famille au milieu.* Cette phrase, prononcée par Felipe, fait écho à une perception répandue au sein de la *favela* : les enfants et les petits-enfants sont suspectés d'endetter les personnes âgées pour assouvir leurs désirs personnels. Dona Gê dit ne se rappeler ni des usagers du crédit ni du nom des institutions financières. Son silence rend suspect l'ensemble des membres de la famille qui se partage les trois étages de la maison. En même temps, il évite des tensions sur l'accès inégal au crédit et les discussions interminables sur les usages controversés du crédit des retraités.

Des représentations antagonistes émergent, au sein des familles, en réaction à l'intrication croissante des relations de parenté et des relations financières. Selon une première vision, les retraités sont manipulés, autant par les managers des banques que par leurs enfants et leurs petits-enfants qui dilapident leur argent. Les uns comme les autres sont critiqués pour leur logique rentière. À cette représentation s'oppose l'éloge de l'unité et de la solidarité familiale. La famille est alors envisagée comme une entité intemporelle, mue par le don et l'amour des uns envers les autres.

Dans la pratique, les personnes âgées assument leur rôle de pourvoyeuses de revenus et de crédit envers plusieurs de leurs enfants et petits-enfants. La redistribution de leurs ressources financières à leur descendance permet la concrétisation des projets d'agrandissement de maison et des désirs de consommation. Surtout, elle protège les membres les plus vulnérables de la famille, confrontés au chômage et au déclin des activités informelles. Dans la période 2016-2021, l'amplification des solidarités intergénérationnelles s'impose pour « joindre les deux bouts », comme en Espagne à la suite de la crise des *subprimes* (Blavier, 2019, Narotzky, 2021).

Le titre de ce chapitre donne une acception large de la catégorie de retraitées. Cette dernière inclut les bénéficiaires de pension de veuve et du minimum vieillesse, soit l'ensemble des personnes de 60 ans et plus qui disposent d'un revenu de l'État ou de la Sécurité Sociale. Quant à l'emploi du féminin, il met en lumière la présence majoritaire des femmes au sein de cette classe d'âge et leur place centrale au sein de la famille. Certains hommes âgés sont tout de même présents, et impliqués comme pourvoyeurs de crédit et de revenus.

### ***Famille et capitalisme financiarisé***

Ce chapitre vise à étudier les relations entre les familles brésiliennes et le capitalisme financiarisé. Au *morro*, la famille est intergénérationnelle et nombreuse (Lomnitz, 1989 ; Aaros, 2019). Soit elle cohabite au sein de la même maison, le plus souvent celle des grands-parents, soit ses membres vivent à proximité les uns des autres. Quant au capitalisme financiarisé, il repose, au Brésil, sur la dette publique et privée, avec des taux d'intérêt exorbitants (Dowbor, 2015).

L'analyse de ce chapitre part de la thèse selon laquelle « le fonctionnement même du capitalisme exclut la prise en charge de la reproduction de la force de travail, donc de la vie » (Meillassoux, 1992, 5). Il lui faut préserver un extérieur, soit un espace qui ne soit pas régi par la logique de profit inhérente à ce système économique, pour s'approvisionner en main-d'œuvre à moindre coût (Lautier, 2007). « Dans une société capitaliste, la reproduction humaine ne peut être assurée que par des institutions facultatives de sécurité sociale fonctionnant sur des principes, non seulement étrangers, mais contraires aux normes d'une économie de profit » (Meillassoux, 1992, 5). La théorisation de l'extérieur s'applique aussi bien à l'impérialisme, comme stratégie de nouveaux débouchés de main-d'œuvre bon marché et de consommateurs (Lenine, 1960 ; Luxembourg, 1967) ; qu'à l'espace domestique, où le travail gratuit et invisible des femmes, assure le renouvellement de la force de travail (Federici, 2019).

Dans le contexte des sociétés industrielles, des féministes italiennes reprennent le concept d'usine sociale, fondé par Mario Tronti (1963), pour montrer que le travail productif au sein des entreprises ne peut s'accomplir sans le travail productif et reproductif des femmes au sein de la maison. « L'usine sociale trouvait son point de départ et d'équilibre essentiel dans les cuisines, les chambres à coucher, les logements, puis de là, gagnait l'usine en passant par l'école, le bureau et le laboratoire » (Federicci, 2012, 8). Ces travaux féministes, qui rejoignent ceux de Frédéric Le Play (1848) sur les budgets des ouvriers européens au XIXe siècle, amènent à considérer la famille comme une unité de production à part entière.

Dans les années 1970, Claude Meillassoux montre que le capitalisme tire profit du maintien d'une économie de subsistance, en Afrique occidentale, et du travail gratuit des femmes aux champs et à la maison pour approvisionner la force de travail. Les migrations tournantes des travailleurs des usines du Nord vers leurs pays d'origine permettent de reporter la plupart des coûts de la reproduction sociale des employeurs vers la famille.

Meillassoux met en lumière comment les principes de séparation et d'imbrication entre l'économie domestique et l'économie capitaliste contribuent à la perpétuation de ce système économique. « Afin de maintenir cette articulation, il faut préserver l'une pour continuer à lui soustraire sa substance, sans la détruire, pour alimenter l'autre. Cela implique de conserver la sphère domestique en dehors de la sphère de production capitaliste, tout en maintenant les liens organiques entre les deux sphères. » (Verschuur, 2013, 4). Il y a une forme d'accumulation primitive permanente qui se réalise ainsi, non pas par la destruction d'un mode de production au profit d'un autre, comme avec le passage d'un système féodal à un système capitaliste (Marx<sup>184</sup>), mais par la « préservation du mode de production dominé » (Meillassoux, 1992, 5).

La question de l'articulation des sphères domestiques et capitalistes ressurgit aujourd'hui dans le cadre d'une économie financiarisée ayant la dette pour moteur (Fraser, 2020). Elle actualise l'idée de double mouvement, avancée par Karl Polanyi (1944), pour penser la tension historique entre la marchandisation et l'autoprotection des sociétés face aux effets déstabilisateurs de l'endettement à des taux d'intérêt exorbitants. Les familles tentent de se protéger de l'usure et de l'excès de dettes en se répartissant les coûts au sein de la famille élargie et parfois, en restreignant leurs usages du crédit. Mais dans le même temps, l'opposition entre marchandisation et protection tend à s'estomper puisque les familles recourent au crédit pour faire face aux risques sociaux.

L'imbrication de l'économie financière avec l'économie de la maison amène à explorer les transformations du travail domestique sous l'effet de la première (Adkins et Dever, 2016 ; Guérin, 2022). Pour Allon (2010), la maison devient un espace de calcul financier. Adkins et Dever assurent que le travail domestique est désormais moins essentiel à la reproduction de la force de travail qu'à la reproduction du capital financier (2016, 141). Le concept de *travail de la dette*, mobilisé par Isabelle Guérin (2022), permet d'envisager l'ensemble des obligations, des tâches, des sensations et des émotions qui guident l'activité des femmes pour parvenir à emprunter et à jongler entre de multiples dettes. Pour appliquer cette analyse au cas brésilien, on peut distinguer le travail de gestion propre à la dette, qui assure la reproduction sociale de la famille endettée (le *travail de la dette*), du travail nécessaire au paiement de la dette elle-même qui assure la reproduction du capitalisme financiarisé (le *travail pour la dette*). Mais, plutôt qu'une frontière rigoureusement tracée entre deux types de

---

<sup>184</sup> Ce processus est décrit au chapitre XXVI du Capital. Il implique la destruction des biens de l'église, des terres communales,

travail qui s'enchevêtrent, il s'agit d'une distinction conceptuelle qui permet de relier la reproduction des familles du *morro* à la reproduction du capital. La spécificité du cas brésilien étant le niveau élevé des taux d'intérêt (BCB, 2015, 2021), le *travail pour la dette* revêt une dimension centrale de la vie des familles.

Pour explorer cette hypothèse, je propose de partir de la maison des *favelas* au sein et autour de laquelle s'organise l'économie domestique des familles.

### ***La maison des favelas, en dedans ou en dehors du capitalisme ?***

Au *morro*, l'absence de titres de propriété maintient le foncier en dehors de la logique d'accumulation financière. Malgré l'hostilité initiale des pouvoirs publics, l'occupation des *morros* et la construction des maisons se sont légitimées et consolidées au fil des décennies (Soares, 2010). Sans être propriétaires, plus de trois quarts des familles du *morro* ont l'usufruit de leur maison (Biscoitto, 2019). En l'absence de titre de propriété, elles ne peuvent pas souscrire de crédits immobiliers pour construire leur logement. La maison n'est pas gagée en échange de l'accord d'un emprunt. Les habitants du *morro* ne sont donc pas expulsables, à l'inverse de ce que l'on a pu observer en Espagne et aux États-Unis, lors de la crise des *subprimes* (Martin et Niedt, 2015). Le maintien du foncier et de la maison en dehors de la logique capitaliste constitue un gage de stabilité pour les familles. L'ancienneté au sein du territoire crée les conditions propices à l'agrandissement des maisons et à l'amélioration du confort domestique au fil des générations<sup>185</sup>.

Pourtant, la maison est au cœur du processus d'accumulation financière. Les dettes financières s'immiscent à l'intérieur des maisons : dans les cuisines, les réfrigérateurs et les garde-manger, les chambres à coucher, les compteurs d'eau et d'électricité, les murs inachevés et les toitures percées. L'argent emprunté et les cartes de crédit transitent du rez-de-chaussée habité par les personnes âgées aux étages supérieurs, habités par les enfants et les petits-enfants. À l'image du lierre, la dette s'enroule autour des fils électriques et grimpe le long des murs.

Les appareils électroménagers et les objets de télécommunications redessinent l'intérieur des maisons depuis une vingtaine d'années. En outre, les matériaux employés dans la construction des maisons (briques, ciments, sables) sont fournis par de grandes industries nationales. Enfin, les installations qui raccordent la maison aux réseaux

---

<sup>185</sup> 55 % des habitants du *morro* sont là depuis plus de 30 ans, 21 % depuis plus de 20 ans, d'après une enquête communautaire réalisée auprès de 400 familles (Biscoitto et al, 2019).

d'électricité ont été privatisées au cours des années 1990<sup>186</sup> (Pilo, 2017). Comme je l'ai expliqué précédemment, la régularisation des connexions clandestines, entamée en 2015 au *morro*, oblige une part croissante des familles à payer leurs dettes d'électricité sous peine d'amendes coûteuses. Par conséquent, si le foncier et le bâtiment restent en dehors de la logique financière, les composantes matérielles et institutionnelles de la maison sont déterminées par la logique marchande et financière. La *financiarisation de la reproduction sociale* s'arrête à la maison tout en la pénétrant.

Ce chapitre interroge dans quelle mesure les processus de dissociation et d'articulation de l'économie de la maison avec l'économie financière placent la reproduction sociale des familles du *morro* au service de la reproduction du capitalisme financiarisé. Il montre comment les solidarités intergénérationnelles garantissent à la fois le maintien et le renouvellement de profits financiers élevés, et la capacité des familles à « tenir » face à la chute des revenus du travail. Au quotidien, le *travail pour la dette* alimente l'économie financière. Il est à la fois concentré sur les épaules des grands-mères et réparti entre les différents membres à mesure que le coût du crédit devient difficilement soutenable.

Dans un premier temps, je montre comment l'accès des personnes âgées à une protection sociale élargie les amène à jouer un rôle nouveau au sein de la famille. Dans un second temps, j'analyse la manière dont la famille se reproduit par la cohabitation résidentielle et la mise en commun des ressources financières des retraités. Enfin, j'analyse l'amplification des solidarités intergénérationnelles entre 2016 et 2021 pour faire face à la chute des revenus du travail et à l'emballlement des dettes.

## **I. La transformation de la famille sous l'effet des politiques publiques**

*« Il y a une vingtaine d'années, c'était rare de toucher sa retraite. Il y avait peu de retraités. Aujourd'hui, la majorité des personnes âgées ont une retraite ou une pension. Ça a changé entre le gouvernement Lula (2002-2010) et maintenant. Avant tu marchais dans la communauté, et tu voyais à quel point de nombreuses personnes âgées étaient délaissées, alitées, ignorées de la famille. Aujourd'hui, les personnes âgées ont des baskets, elles ont une maison avec un toit. »* (Yuri Nunes, leader local, *morro*, 10 février 2021)

---

<sup>186</sup> L'entreprise transnationale Énergie du Portugal (EDP) dispose de la concession publique pour la distribution de l'électricité dans l'État de l'Espírito Santo. Le cas de l'eau est différent : l'entreprise d'économie mixte Cesan est encore contrôlée à 99,77 % par le gouvernement de l'État de l'Espírito Santo.

L'élargissement de la protection sociale confère aux personnes âgées un rôle central au sein de la famille. Celles et ceux qui étaient associés à une charge pour leurs enfants, deux décennies plus tôt, sont devenus d'importants pourvoyeurs de logement et de revenus pour leurs enfants et leurs petits-enfants.

Bien que les catégories statistiques utilisées doivent être prises « avec des pincettes », contextualiser l'ethnographie à l'aune d'études macroéconomiques sur l'ensemble de la population brésilienne permet de souligner la dépendance croissante des générations actives vis-à-vis de leurs parents et de leurs grands-parents. Dans cette partie, je fais le constat de la contribution croissante des personnes âgées au revenu familial l'échelle du Brésil (A), produit de l'expansion des politiques sociales au début des années 2000 (B). Enfin, j'insiste sur le rôle des grands-parents comme pourvoyeurs de revenus, en particulier dans les familles monoparentales dirigées par les grands-mères (C).

### ***A. La contribution croissante des personnes âgées au revenu familial***

Les Brésiliens âgés jouent un rôle essentiel dans la reproduction de leur famille, en particulier dans les milieux populaires (de Freitas, 2017). En 2019, plus d'un tiers des ménages brésiliens (35 %) contient au moins un résident âgé de plus de 60 ans, contre 18,9 % en 1987 (Camarano, 2020). Dans ces ménages, la contribution des personnes âgées au revenu est passée de 46,6 % en 1980 à 58,5 % en 2000 (Camarano, Kanso et Mello, 2004). Elle atteint 70,6 % en 2019 (IBGE, 2019). Dans le même temps, l'indice du vieillissement brésilien<sup>187</sup> est passé de 15,9 à 21 entre 1980 et 1991, puis il a bondi et atteint 48,8 en 2010 (Debert, Guimarães et Hirata, 2020). Ce processus de vieillissement rapide débouche sur l'augmentation du nombre de personnes âgées d'environ 13 millions en l'espace de trois décennies et de 5 millions entre 2012 et 2017 (IBGE, 2017)<sup>188</sup>.

Si l'on regarde plus en détail la répartition des revenus et l'activité des membres du ménage, on s'aperçoit que la plupart des personnes non âgées ne disposent pas de revenus du travail. Les ménages avec au moins un résident âgé comptent, au total, 65,3 millions de personnes, soit 2,6 personnes en moyenne. 30,9 millions de personnes non âgées y vivent,

---

<sup>187</sup> Ratio entre le nombre de personnes âgées de 60 ans ou plus pour 100 personnes de moins de 15 ans.

<sup>188</sup> Entre 2012 et 2017, le rythme de croissance des Brésiliens de 60 ans est plus est d'environ 18 % (IBGE, 2017).

parmi lesquelles 16,9 millions ne travaillent pas. De plus, 62,5 %<sup>189</sup> du revenu du ménage provient des retraites ou des bénéfices sociaux (pension de veuvage, minimum vieillesse) obtenus par les personnes âgées (IBGE, 2019). Les 28,5 % restants sont issus du revenu du travail ; et ce dans la mesure où un tiers des hommes retraités et 15 % des femmes retraitées continuent à exercer des activités rémunérées (Camarano, 2013). La contribution du revenu des personnes âgées au revenu familial n'a donc cessé d'augmenter. Ces données restent toutefois imprécises puisqu'elles ne prennent en compte que le travail rémunéré, déclaré par les personnes, alors qu'une grande partie des activités sont informelles.

Le poids croissant du revenu des personnes âgées au sein du revenu des ménages résulte, en premier lieu, de l'élargissement du système de protection sociale au début des années 2000 (De Freitas, 2017) et, dans une moindre mesure, de la poursuite du travail rémunéré au-delà de 60 ans. Le maintien d'une activité rémunérée est souvent la conséquence de la faiblesse des pensions versées par la Sécurité Sociale et l'État. Au *morro*, la plupart des personnes âgées concluent des arrangements tacites avec leurs patrons pour continuer à rendre des services même après avoir obtenu leurs retraites. La période allant de 60 à 68 ans, voire plus, est donc souvent très productive en termes de revenus monétaires.

Ces statiques macroéconomiques confortent l'ethnographie quant à l'importance des retraités pour le reste de leur famille. Elles permettent de saisir le renversement des représentations de la personne âgée, perçue comme dépendante jusque dans les années 1990, mais reconnue désormais comme l'un des piliers de la famille. En revanche, ces données focalisées sur l'échelle du ménage ne permettent pas de rendre compte des transferts monétaires plus vastes au sein de la famille élargie. Nombreuses sont les *configurations de maison* (Marcellin, 1999) reliées entre elles par les circulations d'argent, de cartes de crédits et d'emprunt. Seule l'ethnographie permet de comprendre de quelle manière ces transferts s'organisent et participent à la reproduction sociale des familles. Enfin, ces données illustrent l'importance des transferts monétaires issus de la protection sociale dans un contexte d'assèchement des revenus du travail. Or, c'est sur les pensions de retraite et les bénéfices sociaux que les institutions financières se branchent pour sécuriser la vente de crédit, comme le montre l'exemple du crédit consigné (Lavinias, 2017).

---

<sup>189</sup> Ce chiffre est inférieur de 8 points, environ, à la contribution totale des personnes âgées au revenu des ménages où ils habitent. La différence tient sans doute au fait qu'une partie non négligeable des personnes âgées complètent les revenus des pensions de retraite et des bénéfices sociaux par du travail rémunéré.

Examinons maintenant comment l'amplification des politiques sociales à destination des personnes âgées transforme leur rôle au sein de la famille.

### ***B. L'élargissement des politiques sociales au début des années 2000***

L'institutionnalisation de politiques sociales jusqu'ici fragmentées consacre la reconnaissance des droits sociaux des personnes âgées. Elle entraîne la chute de la pauvreté au sein de cette classe d'âge.

En octobre 2003, la loi 10 741 institue le statut des personnes âgées sur un critère d'âge, fixé à 60 ans et plus. Si ce critère fait l'objet de critiques pour son caractère arbitraire et restrictif (De Freitas, 2017), la constitution d'un statut demeure une avancée sans précédent. Elle donne une priorité concernant l'accès et la prise en charge des personnes âgées dans les administrations publiques et sociales. Cette reconnaissance de droits s'accompagne de l'amplification des politiques sociales et de la consolidation des droits à la retraite.

L'allocation continue (Beneficio de Prestação Continuada, BPC), prévue par la Constitution de 1988 et mise en œuvre à partir de 1996, devient accessible aux personnes de 65 ans, à partir de 2004, contre 70 ans jusqu'à cette date. Elle constitue, pour ces dernières, l'équivalent d'un minimum vieillesse. L'avancement de cinq ans de l'âge d'attribution de cette aide sociale entraîne la démultiplication du nombre d'allocataires. En 2011, 11 687 826 personnes âgées y ont accès, soit 10,65 % de la population de 65 ans et plus. Grâce au BPC, un nombre considérable de personnes âgées commencent à bénéficier d'un revenu mensuel bien que celui-ci ne dépasse pas un salaire minimum.

De plus, l'universalisation de la retraite, entamée par la Constitution de 1988, est parachevée par la baisse de l'âge légal de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, contre 65 et 60 ans jusque-là. « Elle rompt avec le caractère restrictif et discriminatoire du système » (De Freitas, 2017, 78).

Enfin, la pension de retraite pour les travailleurs ruraux, fixée à la moitié d'un salaire minimum pour le seul chef de famille, est doublée et rendue accessible à l'ensemble des membres du ménage éligible : aux femmes à partir de 55 ans et aux hommes à partir de 60 ans. Ainsi, un ménage ne disposant que de la moitié d'un salaire minimum voit son revenu augmenter et atteindre jusqu'à l'équivalent de deux salaires minimum (Camarano, 2013). En conséquence, l'avancement de l'âge légal combiné à la création de 15 millions d'emplois

formels entre 2002 et 2010 contribue à l'avènement tardif de la première génération de retraités dans la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle (De Freitas, 2017).

Au terme du second mandat de Lula (2010), les principaux instituts de statistique s'accordent sur le fait que la pauvreté<sup>190</sup> des personnes âgées a chuté ; et qu'elle est nettement inférieure au sein de cette classe d'âge par rapport au reste de la population (IBGE, 2011, IPEA, 2011). La pauvreté<sup>191</sup> ne dépasse pas 2 % chez les personnes de plus de 65 ans au terme du second mandat de Lula (IBGE, 2011). Les pensions de retraite rurales qui ne sont pas liées à des cotisations préalables, le plancher universel de la Sécurité Sociale adossé au salaire minimum, et l'existence d'un plafond pour les cotisations et les prestations ont contribué de manière significative à une baisse des inégalités plus forte chez les personnes âgées que dans l'ensemble de la population<sup>192</sup>.

Ces politiques sociales ont pour conséquence la transformation de la représentation de la personne âgée au sein des familles du *morro*. En ouverture de cette partie, Yuri insiste sur l'amélioration substantielle des conditions de vie des personnes âgées depuis le début des années 2000. Il associe ce changement aux *années Lula* (2003-2010). La misère et l'isolement des veuves et des retraitées, à la fin des années 1990, tranchent avec leur relative stabilité actuelle, d'un point de vue financier. Dans la mesure où elles font partie des rares membres de leur famille à disposer d'un revenu mensuel stable, les veuves et les retraitées occupent une place centrale au sein de l'économie domestique. Les données de revenus, à l'échelle macroéconomique, s'accordent ainsi avec les représentations des habitants du *morro* sur cette transformation. Cette centralité se renforce depuis la récession économique de 2014-2015 comme le montrent des données démographiques (Camarano, 2020) et ethnographiques.

Toutefois la concrétisation des droits d'accès à la retraite ou à un minimum vieillesse reste un processus long et laborieux. Pour échapper aux limites établies les critères administratifs, les familles mettent en place des stratégies résidentielles et monétaires. Elles organisent par exemple, le déménagement d'une personne âgée en simulant la séparation

---

<sup>190</sup> La pauvreté est ici entendue dans un sens monétaire. Le seuil de pauvreté est défini soit, en appliquant la définition de la Banque Mondiale (2 dollars par jour en 2010) ; soit en appliquant le niveau de la *Bolsa Família* (154 reais en 2015, soit 40 dollars). Néanmoins, Lena Lavinás (2017) critique l'absence de réajustement de la *Bolsa Família* par rapport à l'inflation entre 2009 et 2013 (+31,83 %), ce qui relèverait le seuil de pauvreté de 154 à 201 reais.

<sup>191</sup> La définition de la pauvreté utilisée par la PNAD est celle de la Banque Mondiale.

<sup>192</sup> Il y a consensus sur le fait que les retraites et les pensions ont davantage d'impact que les transferts monétaires compensatoires, comme la *Bolsa Família*, sur la réduction de la pauvreté (Lavinás, 2017).

de son mari, pour obtenir le droit au minimum vieillesse ; ou transmettent leur commerce à leurs enfants en simulant l'absence de revenus pour obtenir un revenu pour leurs vieux jours. Grâce à ces stratégies, les personnes âgées jouent un rôle de pourvoyeurs de revenus pour le reste de leur famille, en particulier dans les strates basses et moyennes du *morro*.

### ***C. Les pourvoyeuses de revenus dans les familles monoparentales***

La mise à disposition du revenu des grands-parents à destination de leurs enfants et de leurs petits-enfants intervient de deux manières principales : elle est exacerbée au sein des familles monoparentales, dirigées par les grands-mères ; mais elle intervient aussi à travers les circulations d'argent entre les maisons ou entre les différents étages d'une même maison dans les strates moyennes.

À l'échelle nationale, la part des personnes âgées constituant la référence principale (chefe de famille) du ménage a augmenté progressivement entre 1992 et 2012, passant de 18,62 à 24,30 % (IBGE, 2012). Au *morro*, les grands-mères représentent une figure centrale au sein des familles. Leur responsabilité est renforcée en raison de la mortalité masculine précoce et du refus d'assumer la paternité dans un certain nombre de cas. Outre l'absence des hommes, la difficulté des enfants et des petits-enfants à trouver un emploi stable accroît la dépendance monétaire à l'égard des grands-mères.

Prenons un exemple. Dina, retraitée, 76 ans, élève seule ses quatre petits-enfants. Elle est mère de deux filles : Beca, incarcérée entre 2013 et 2020, Maria, expulsée du *morro* en 2012. Du fait du départ de ses filles, Dina est devenue la principale responsable du ménage, qui dépend de sa pension de retraite équivalente à un salaire minimum. Cette dernière est complétée par la *Bolsa Familia* (un tiers du salaire minimum) dont Dina est titulaire tant que Beca est en prison. Dina assure les courses, cuisine, lave la maison et veille sur ses petits-fils. Pour Yuri, le tissage de relations fortes entre grands-mères et petits-enfants découle de l'âge relativement jeune auquel les filles ont leurs premiers enfants :

*« L'espace physique de la maison est petit comparé à la quantité de personnes qui y vivent. Aujourd'hui, les personnes n'attendent pas l'âge adulte pour construire une famille. Les enfants construisent des familles. Donc, automatiquement : soit, ils quittent la maison, soit ils ramènent des personnes en plus. Dans ce cas, la grand-mère ne peut pas les mettre à la rue. Du coup, elle doit alimenter cette nouvelle famille car les jeunes n'ont pas d'argent. C'est très différent de nos deux familles à Simone et à moi, où chacun a sa propre maison. » (Yuri, Garrincha, février 2021).*

La naissance des petits-enfants alors que les enfants ne sont pas majeurs conduit les grands-mères à assumer un rôle essentiel dans les dépenses et le soin apporté au nouveau-né. À cause de l'absence des pères, les petits-enfants se retrouvent entre le giron de la mère et de la grand-mère (Schijman, 2017). À cela s'ajoute la faiblesse des perspectives de travail et de revenus propres pour les jeunes :

*« S'appuyer sur la pension ou la retraite, c'est lié au manque d'expérience professionnelle. Il n'y a pas de travail, pas de contrôle des ressources ; alors les enfants s'appuient sur les revenus des grands-parents ou des parents. Et puisque la personne est vieille, il n'y a plus la même ostentation, elle dépense moins et garde plus. Du coup, les jeunes achètent telle chose avec la carte de crédit de la grand-mère, une autre avec la carte de crédit de la mère ou du père. Vu que le père ou la mère ont leur propre maison, le fils et le petit-fils vont vivre avec eux. Comme ça, ils n'auront pas de dépense courante parce que la personne âgée achète déjà tout. Du coup l'argent qui reste est pour « ostenter » : boire, sortir le soir, s'acheter un portable moderne ».*

La description des familles pauvres du *morro* permet de souligner la concentration des responsabilités familiales et financières sur les épaules des grands-mères. Elle donne à voir les catégories morales mobilisées par Yuri pour critiquer la dilapidation de l'argent par les jeunes (Fassin, 2009). Le sens de l'épargne et de la famille des grands-mères s'opposerait ainsi au consumérisme des petits-enfants, rendu possible par l'utilisation du crédit des premières (Machado et Scalco, 2022). On peut se demander si avec la récession économique, puis la pandémie de Covid-19, le rôle de pourvoyeuse de revenu, endossé par les personnes âgées, ne concerne plus seulement les familles monoparentales, de la strate pauvre, du *morro* mais aussi les familles de la strate stable.

En ciblant les politiques sociales et de crédit sur les personnes âgées, l'État renforce la centralité de la famille intergénérationnelle comme instance de régulation des conflits et des risques sociaux, ainsi que comme pourvoyeuses de surplus financiers. Si l'accès aux ressources financières se fait principalement par le biais des personnes âgées, retraitées et veuves, leurs enfants et petits-enfants sont incités à rester auprès d'eux plutôt que de quitter la maison. C'est ce que je vais montrer dans la partie suivante.

## II. La reproduction de la famille par la cohabitation résidentielle et la mutualisation des ressources

Au *morro*, les familles cherchent à se reproduire comme une entité intergénérationnelle capable de perdurer dans le temps par la cohabitation résidentielle et par la dette. La reproduction sociale des familles se matérialise par les agrandissements et réaménagements successifs de la maison au fil des générations. La base des maisons actuelles est, la plupart du temps, celle construite par les personnes âgées, aujourd'hui retraitées. Leurs enfants et petits-enfants construisent « au-dessus » ou « à côté » de cette maison (Aaros, 2019), en s'appuyant sur l'accès privilégié au crédit de ces derniers. La maison constitue ainsi une base solide qui se consolide à travers le temps et ancre la présence des familles, sur la longue durée.

### A. « Vivre ensemble », la maison intergénérationnelle

« Nous sommes ensemble depuis que nous sommes nés » assure Linda Bireiro, 75 ans. « Nous avons acheté ce terrain en 1982. Depuis, nous vivons ici. » Linda et son mari, Carlos ont 4 enfants, 10 petits-enfants et 3 arrière-petits-enfants. En entrant dans le salon, mes yeux se fixent sur la photo du journal, affichée sur le mur, où l'on aperçoit leur fille diplômée. Linda répète que sa fille a deux licences, en droit et en administration publique, mais qu'elle a échoué au concours d'avocat à une place près. À part leur fille aînée, qui habite la ville voisine avec ses quatre enfants, le reste des membres de la famille habitent sur ce même terrain. 12 personnes de quatre générations se répartissent ainsi sur les trois étages de la maison principale et le rez-de-chaussée d'une seconde maison (voir schéma p. 257).

La famille Bireiro condense les principales caractéristiques des familles du *morro* : ancienne sur ce territoire, nombreuse et intergénérationnelle. Quatre générations cohabitent ici « à côté » et « au-dessus » les unes des autres (Aaros, 2019). La première phrase, prononcée par Linda, en ouverture de cette partie, témoigne d'une représentation de la famille comme entité immuable à laquelle chaque membre est rattaché pour toujours, depuis le jour de sa naissance. Le « nous » s'applique moins à Linda et Carlos qui ont acheté le terrain et construit les deux premiers étages de la maison actuelle qu'à leur descendance qui n'a habité qu'à cet endroit. Les enfants et petits-enfants de Linda et Carlos ont ainsi vécu toute leur vie sur le même terrain. *Nés et élevés au morro (nascido e criado no morro)* répètent ainsi de nombreux habitants. Cette expression signifie à la fois l'attachement au *morro* et la

pugnacité dont ils ont fait preuve pour endurer les multiples difficultés associées à ce territoire.

Faire famille consiste ici à rester ensemble, génération après génération, au sein d'une même maison ou entre des maisons rapprochées. Ce processus passe par le fait de construire son propre étage de la maison ou sa propre maison. Il renforce sa stabilité en tant que groupe social. Les familles du *morro* s'organisent à partir de la maison, voire des terrains mis à disposition par les plus anciens, qui disposent d'un accès privilégié aux ressources foncières. Au début de l'occupation des collines, les lots ont été distribués gratuitement par le leader de ce processus, le « Sergent Baiano », dans les années 1960-1970. Au cours de la décennie suivante, certains habitants obtiennent un terrain, grâce à la revente à des prix réduits, par les fondateurs du quartier. La base des maisons actuelles, en ciment, est construite par les retraités actuels, entre le début et la fin des années 1990. Leurs enfants bâtissent leur foyer « au-dessus » de la maison de leurs parents ou sur le même terrain, à partir du début des années 2000. Cette décennie voit la plupart des habitants accéder, pour la première fois de leur vie, à une maison en ciment grâce à un programme public de construction. Entre 2016 et 2021, j'ai pu observer un processus d'agrandissement des maisons par la troisième génération d'habitants et parfois, par la quatrième génération.

Ces arrangements résidentiels sont à la fois le produit d'ajustements aux faibles perspectives de mobilité résidentielle et sociale et la conséquence de compromis domestiques. Pour les personnes âgées, l'unité familiale et la cohabitation résidentielle constituent un principe symbolique et matériel. Au nom d'un amour inconditionnel, la famille doit rester ensemble et perpétuer les liens affectifs qui la façonnent. De manière plus concrète, les anciens comptent sur la présence de leurs enfants et de leurs petits-enfants pour prendre soin d'eux lorsqu'ils deviennent dépendants. Dans un contexte où la prise en charge de la vieillesse est déléguée par l'État aux familles, il est essentiel de maintenir sa descendance à proximité de soi : « Bien vieillir, c'est vieillir en famille. En famille, c'est-à-dire aux bons soins de conjoints et proches, et surtout de filles et petites-filles » observe Blandine Destremau (2021, 25) à Cuba. Cette conception du vieillissement s'applique au *morro*. Les gens distinguent clairement la *familia* des *parentes* : la famille comprenant grands-mères, enfants et petits-enfants ; et les *parentes*, le reste de la parentèle, formée par les oncles, tantes, cousins à des degrés divers (Cortado, 2020). Généralement, les premiers habitent la même maison ou des maisons voisines tandis que les seconds résident un peu plus loin.

Pour les enfants et les petits-enfants, la perspective de quitter le *morro* est, le plus souvent, inenvisageable. Elle découle de la faiblesse des opportunités professionnelles et de l'absence de formation technique et supérieure. Seule une minorité infime de diplômés quitte la *favela*. Pour la plupart des jeunes, en dehors des *morros*, la ville est associée à un univers inconnu où ils sont dépourvus de repères et de connaissances. Elle expose aux brutalités et aux arrestations policières, en particulier ceux qui sont impliqués dans le trafic et qui redoutent les attaques de groupes rivaux. Enfin, déménager du *morro* impliquerait d'assumer l'ensemble des dépenses du foyer, à commencer par le loyer, alors que résider chez ses parents ou grands-parents permet de vivre à moindres frais.

Dès lors, rester au *morro* assure une stabilité à la fois matérielle et émotionnelle. Comme l'observe Dalmaso en Haïti (2014), en tant que chefs de la maison, les parents ou les grands-parents assument le paiement des principales factures de la maison. Ce marquage de l'argent tend à se maintenir, même si les enfants travaillent (Zelizer, 2005). Il permet aux enfants de mettre de l'argent de côté pour construire leur propre foyer ; mais aussi d'utiliser leur argent pour l'achat de biens de consommation et pour faire la fête. En outre, si la mobilité résidentielle des jeunes est faible, c'est que rester groupé permet d'accéder au crédit et aux revenus des retraités.

Les départs du *morro* sont rares et le plus souvent, subis. La dernière vague de départ remonte peu de temps avant mon arrivée. À la suite de la guerre entre deux factions rivales de Garrincha et Da Paz, une vingtaine de familles sont expulsées en 2015. Entre 2016 et 2021, sur l'ensemble des familles visitées, seule une famille acquiert la propriété d'un appartement dans la périphérie de Serra, grâce au programme *Minha Casa Minha Vida*<sup>193</sup>. En revanche, une dizaine de jeunes impliqués dans le trafic de drogue sont expulsés en raison de la violation des règles qui structurent l'organisation de la faction locale. Dans ce cas, les départs individuels produisent des séparations douloureuses qui laissent des traces dans la vie des familles. C'est ce qu'il s'est passé dans ma famille d'adoption avec l'expulsion des fils, Rodrigo et Lucas. Leur mère, Maria Teresa, a mis plusieurs années à se remettre de sa dépression.

L'entrelacement des liens de parenté et le regroupement de familles intergénérationnelles dans un périmètre réduit posent le défi de la catégorisation de l'échelle à laquelle s'organise l'économie domestique.

---

<sup>193</sup> « Ma maison, ma vie », programme public d'accès à la propriété privée du logement (Rizek, 2017).



Photo 4: football entre Leo et son petit-fils (*auteur* : Timothée Narring)

### ***B. L'emboîtement complexe de plusieurs unités de consommation***

La complexité de l'organisation familiale pose question lorsqu'il s'agit de préciser à quelle échelle l'économie domestique s'organise. Les statisticiens de l'IBGE emploient la catégorie de ménage (*domicilios*) dans les enquêtes de recensement, de gestion des budgets et de consommation domestique qui servent de référence à l'échelle nationale. Le ménage est ici défini comme le « lieu structurellement séparé et indépendant qui est destiné à être

ou est utilisé comme logement par une ou plusieurs personnes » (IBGE, 2012). Cette définition met en lumière deux principaux critères : la séparation et l'indépendance<sup>194</sup>.

Le premier problème de cette catégorisation est qu'elle présuppose l'existence d'un espace construit et d'un ménage avant celle de la famille (Motta, 2014). Au *morro*, c'est le mouvement inverse qui préfigure l'organisation de l'économie domestique : la famille intergénérationnelle précède l'existence du ménage. Les arrangements entre les divers membres et générations qui composent la famille déterminent l'organisation des ménages. Au cours de mon terrain, j'ai observé que la construction d'un nouvel étage de la maison, par les petits-enfants, coïncide, généralement, avec la naissance de leur premier enfant ou second enfant. La dynamique des naissances impulse la construction des espaces physiques et la formation de nouveaux ménages.

En outre, le critère de séparation pose problème puisqu'il tend à isoler le ménage en présupposant que ses membres n'appartiennent qu'à une seule unité fixe. En pratique, l'intensité des transferts d'aliments, d'argent et de soins entre étages et entre maisons reliées entre elles, montre la nécessité de dépasser l'échelle du ménage pour comprendre l'économie domestique des familles du *morro*. C'est ce que j'ai montré au chapitre précédent, en mettant en évidence des *configurations de maisons* (Marcellin, 1999). Forcée par la thèse avant-gardiste de Marcellin sur « l'invention de la famille afro-américaine » (1996), à partir d'une ethnographie à Cachoeira (Bahia, Nord-Est), cette catégorie est féconde pour penser les manières d'habiter au sein des *favelas* (Motta, 2013) et des périphéries urbaines (Léobal, 2019, Cortado, 2020). Les *configurations de maisons* désignent « un ensemble de maisons liées entre elles par une idéologie de la famille et de la parenté » (1996, 37). Pour Marcellin, « la maison n'existe que dans le contexte d'un réseau d'unités domestiques. Elle est pensée et vécue en interrelation avec d'autres maisons qui participent à sa construction, au sens symbolique et concret ». Les maisons de Cira et de Maria sont au cœur de configurations reliant entre elles, des maisons de famille nucléaire<sup>195</sup>, à la maison de leurs sœurs et de leur mère, situées à une cinquantaine de mètres de là. Chaque maison comporte à la fois une

---

<sup>194</sup> « La séparation est caractérisée lorsque le logement est limité par des murs, des clôtures ou des enclos et couvert par un toit, permettant à une ou plusieurs personnes qui y vivent de s'isoler des autres, pour dormir, préparer et/ou consommer leur nourriture et se protéger de l'environnement, tout en supportant, totalement ou partiellement, leurs dépenses de nourriture ou de logement. L'indépendance est caractérisée lorsque le lieu d'habitation dispose d'un accès direct, permettant à ses habitants d'entrer et de sortir sans avoir à traverser les lieux d'habitation d'autres personnes » (IBGE, 2012, note méthodologique, traduction personnelle).

<sup>195</sup> La maison de Cira devient tri-générationnelle en 2019 avec l'arrivée du petit-fils.

certaine autonomie domestique tout en étant en interdépendance avec les autres maisons. « Il n'y a pas exclusion mais renforcement réciproque, sous la forme de pratiques collectives ». (Cortado, 2020, 18). Les habitants de ces maisons appartiennent ici à la fois à l'unité domestique de la maison et à la fois à celle des *configurations de maison*.

Néanmoins, alors que Cira et Maria ont construit « à côté » de la maison de leur mère, leur propre maison, plusieurs de leurs sœurs ont construit « au-dessus » de la maison de leur mère (Aaros, 2019). Dans cette situation, la définition de l'unité de consommation implique à la fois de considérer la maison dans sa totalité et de la décomposer en différents étages. Plusieurs noyaux cohabitent ainsi au sein de la maison, en étant en partie autonomes, en partie connectés les uns autres. Chaque étage de la maison correspond à une famille nucléaire disposant de leurs propres chambres à coucher et de leur propre cuisine. Néanmoins, il existe des transferts quotidiens de personnes, de soins et d'argent entre les différents étages de la maison. Les résidents appartiennent à la fois à l'unité resserrée de ce ménage nucléaire, à l'échelle d'un étage et à l'organisation en famille tri-générationnelle, à l'échelle de la maison. Enfin, elles s'inscrivent dans une « configuration de maisons ». Les sœurs de Cira et Maria témoignent de l'emboîtement de trois unités de consommation.

Dans ce cas, on peut également parler de maisonnée dans la mesure où l'économie domestique englobe « l'ensemble des cohabitants » (Weber, 2005, 13) qui se mobilisent au quotidien pour une cause commune : la reproduction sociale de la famille. Cette catégorie éclaire la centralisation de l'organisation de l'économie domestique dans un espace commun dans lequel les résidents de chaque étage s'impliquent. Elle inclut également d'éventuels « proches réunis par le partage du quotidien » (*Ibid*). Au *morro*, ces proches désignent surtout les ascendants directs et indirects qui habitent à proximité et partagent repas et garde des enfants et s'entraident, parfois, financièrement. Ainsi, la catégorie de maisonnée est suffisamment élastique pour retranscrire l'organisation à dimension variable de l'économie domestique. Elle contient en elle-même la possibilité d'une appartenance à plusieurs unités de consommation et d'une articulation entre l'échelle de la maison et celle des « configurations de maisons » (Marcellin, 1999 ; Machado, 2019).

Une tendance semble se dégager selon les conditions socio-économique et résidentielle des résidents : plus les familles appartiennent aux strates stables du *morro*, plus les familles nucléaires des générations actives acquièrent une certaine indépendance par rapport à l'étage des parents et des grands-parents. Chacune confectionne ses propres repas et gère le paiement de ses factures d'eau et d'électricité. Plus les familles appartiennent aux

strates basses, plus cette indépendance est faible et les transferts sont réguliers et conséquents entre les différents étages de la maison. L'unité de consommation la plus pertinente tend alors à se confondre avec l'ensemble de la maison.

Ainsi, la question de l'unité de la consommation la plus pertinente montre qu'il est nécessaire de partir de la famille intergénérationnelle pour ensuite reconnaître l'inscription de ses membres dans plusieurs unités de consommation imbriquées les unes aux autres, de différentes manières. Si dans certains cas, on observe l'emboîtement de la maison et des ménages polynucléaires dans des *configurations de maison* plus larges, dans d'autres situations, l'organisation de la famille se concentre au sein de la maison.

En revanche, alors que Weber définit la maisonnée comme un « *groupe provisoire* », celle-ci est une entité permanente au *morro*. Les habitants vivent et demeurent sur ce territoire la totalité de leur existence. La famille intergénérationnelle se situe ainsi au carrefour de la maisonnée, en tant que groupe domestique partageant le même espace quotidiennement, et de la parentèle, au sens de la cohabitation et de la proximité de l'ensemble des personnes ayant entre elles des liens de parenté. J'ai ici dressé les principaux traits de l'organisation résidentielle des familles. En pratique, on observe un certain nombre de variations d'une famille à l'autre, que l'ethnographie permet d'affiner par rapport à cette tentative de conceptualisation.

Cette légère digression apporte une compréhension plus subtile des unités de consommation, en soulignant l'emboîtement de plusieurs niveaux d'organisation de l'économie domestique. Ce dernier est étroitement lié au processus même de construction des maisons, au-dessus et à côté des parents proches.

### ***C. Construire et agrandir la maison, un processus modelé par la dette***

Le processus de construction constitue une étape matérielle et symbolique d'autonomisation vis-à-vis des parents ou des grands-parents. Avoir son propre étage ou sa propre maison induit la capacité à gérer par soi-même une partie ou la totalité des dépenses de son foyer.

À la suite de Marcellin (1994), j'envisage la maison comme un processus mouvant. La prééminence de fratries nombreuses, parmi les adultes en âge de procréer, et la fréquence resserrée entre deux naissances, pousse à se lancer dans des travaux d'agrandissements. Mais, ces projets sont sans cesse ralentis du fait du manque d'argent ou des imprévus. La

mise en attente des travaux est visible à travers l'empilement des sacs de ciment et de sable, des briques et des tuelles devant les maisons. En outre, la maison est parfois convoitée pour héberger un petit-fils d'adoption, une tante malade, un cousin en conflit avec ses parents ou un voisin orphelin. Ce type d'hébergement témoigne de la *parenté pratique*, où le partage du quotidien prime sur les liens de sang (Weber, 2013 ; Schijman, 2017).

La dette façonne les processus de construction et d'agrandissement de la maison. Pour mener à bien leurs projets, les petits-enfants s'endettent auprès des institutions financières ou des magasins de matériel de construction. Le crédit consigné est la source d'emprunt la plus convoitée pour les travaux puisque les taux d'intérêt, situés autour de 30 à 35 % par an, sont les plus bas du marché (Brandão, 2021). Mais, seuls les fonctionnaires publics et les bénéficiaires de la protection sociale peuvent y accéder. Les jeunes générations sollicitent souvent le *nom* de leurs parents ou grands-parents retraités pour construire à moindre coût. Puisque la banque prélève à la source les mensualités sur les pensions des retraités, la question du remboursement de la dette se pose au sein de la famille et donne lieu à des arrangements variables. Prenons deux exemples pour montrer comment ces arrangements résidentiels et familiaux sont modelés par la dette.

Eda, coiffeuse, mère de six enfants, a utilisé le crédit consigné de sa mère, en 2007, pour construire une maison de deux pièces. Avec sa pension de retraite, sa mère a acheté un terrain auprès d'un voisin. Puis Eda a emprunté 2 000 reais (environ 600 euros), au nom de cette dernière pour acheter le matériel nécessaire à la construction. En moins de deux ans, les travaux ont été réalisés, permettant à Eda de s'émanciper de son ex-mari qui la violentait. Eda le rembourse chaque mois à sa mère en lui remettant l'argent en main propre le jour où la banque la prélève. La mère d'Eda décède en février 2010, un mois après que le crédit a fini d'être remboursé. Eda y voit un signe divin : le moment où sa mère peut « *partir en paix* » puisqu'elle a concrétisé le souhait que sa fille ait sa propre maison. La dette témoigne ici de la force des liens mère/fille et de l'affirmation de l'autonomie féminine. Depuis, la maison constitue une base de sécurité autour de laquelle s'organise l'économie domestique.

D'autres situations concernent l'agrandissement de la maison et la construction de nouveaux étages, à l'image de la famille Morreira. Cette dernière habite l'impasse où les familles de communautés *quilombola* du nord de l'Espírito Santo, se sont installées au début des années 1980. Dona Mira, 72 ans, est veuve et mère de six enfants (quatre filles et deux garçons). Elle habite le rez-de-chaussée de la maison. Sa fille aînée, Zinha, 39 ans, habite le premier étage de la maison avec ses deux enfants.

En 2014, la fille cadette, Marcia, 30 ans, revient vivre chez sa mère après une séparation. L'année suivante, elle entreprend la construction du deuxième étage de la maison où elle emménage avec sa fille. Au début, Marcia finance l'achat du matériel de construction en doublant ses heures de travail. Elle est serveuse dans une cafétéria, de 6 heures à 13 heures, et secrétaire dans une école, de 14 heures à 20 heures. Au bout de quelque mois, l'argent du travail ne suffit plus à financer le matériel de construction. Comme son frère, deux ans plus tôt, Marcia se tourne vers sa mère afin de réaliser un crédit consigné. Dona Mira accepte et se rend à la Caixa Economica, accompagnée de sa fille. Deux jours plus tard, l'argent a été versé sur le compte bancaire de Dona Mira un jour plus tard. Marcia achète aussitôt la toiture pour terminer la construction. Un oncle maçon fournit la main-d'œuvre gratuite avec l'aide du nouveau compagnon de Marcia.

Ni Léo ni Marcia n'ont remboursé leur mère. Dona Mira s'est retrouvée avec une pension de veuve, réduite de 30 % entre 2013 et 2014, puis entre 2015 et 2016. Aucun des quatre autres membres de la fratrie ne s'est opposé à l'usage du crédit et de la pension de retraite de Dona Mira pour Léo et Marcia. Dans le cas de la famille Morreira, la redistribution des ressources financières de la mère aux enfants permet de concrétiser les projets d'agrandissement de la maison et de constitution d'un foyer propre. La mise à disposition des ressources familiales, comme le crédit consigné des grands-mères et le savoir-faire des maçons de la famille, permet de concrétiser les travaux d'agrandissement de la maison. Si ce processus reste inachevé, il permet à la fois de maintenir les filles et les petites-filles à proximité de mères et de leurs grands-mères, dont les soucis de santé se multiplient.

Voyons maintenant comment le fait de cohabiter à plusieurs générations au sein d'une même maison ou entre des maisons voisines permet d'économiser sur les dépenses de reproduction sociale et de faire face aux risques sociaux par la mutualisation des ressources.

#### ***D. Mutualiser les ressources***

« Rester ensemble », en habitant au-dessus ou à côté les uns des autres, crée les conditions propices à la mise en commun des ressources financières et à la rapidité des circulations de personnes, d'argent et de soins entre les maisons. La reproduction sociale des familles brésiliennes du *morro* est diamétralement opposée à celles des familles cubaines et vénézuéliennes, qui reposent sur les stratégies de migrations et de transferts de fonds

entre ceux qui habitent à l'étranger et ceux qui restent au pays (Destremau, 2019, Bloch, 2018). Au lieu de partir, les jeunes générations restent et s'appuient sur la mise en commun des ressources par les retraités. Plutôt qu'une famille fragmentée et étirée par les migrations et les circulations d'argent à des milliers de kilomètres (Meillassoux, 1975 ; Destremau, 2021), la famille est groupée et resserrée sur un périmètre réduit : soit celui de la maison des retraités, où cohabite l'ensemble de la famille, soit celui qui relie la maison des retraités aux maisons des enfants et des petits-enfants. La distance entre elles dépasse rarement une centaine de mètres.

La cohabitation résidentielle garantit la mutualisation des risques et des ressources. Elle permet de réduire les coûts de la reproduction sociale, à commencer par le coût du logement et de l'alimentation. Habiter ensemble évite de payer un loyer pour les jeunes générations. Cuisiner en grande quantité permet d'économiser alors que les apports multiples d'aliment et de colis alimentaires, par les enfants et les petits-enfants, réduisent les dépenses d'alimentation.

En outre, plus les familles sont nombreuses et les femmes interchangeables pour assurer le travail domestique, plus l'organisation du travail est souple et permet d'absorber les chocs économiques. Dans les familles du *morro*, les grands-mères, les mères, les filles et les belles-filles s'arrangent entre elles pour gérer l'équilibre entre le travail monétaire, à l'extérieur, et le travail domestique. Elles ajustent leur organisation aux possibilités d'activités rémunérées, en prenant en charge les enfants et les courses de celles qui travaillent à l'extérieur du *morro* en journée.

Le cas de la famille Arca, présenté au chapitre 2, illustre ces arrangements mouvants et flexibles. Cira étant la seule de ses sœurs à ne pas avoir d'emploi salarié, elle se substitue à ses sœurs pour gérer le paiement des factures, une partie de leurs courses et la prise en charge des enfants. Pendant les deux mois où elle remplace une aide-soignante, ces tâches sont déléguées : soit à Céu, la belle-mère de ses sœurs, qui met à disposition de la soeurerie son plafond élevé de carte de crédit ; soit à Iris, la nièce de Cira. Le partage des tâches et la proximité des maisons des sœurs Arca permettent de concilier l'administration de la maison et la prise en charge des enfants avec le fait d'être des pourvoyeuses de revenus. En outre, j'ai montré, à travers la description de Cira la superposition de deux activités rémunératrices en plus du travail domestique gratuit : la garde d'enfant de voisines et la vente de boissons et de sucettes. Cette polyvalence du travail domestique contribue à démultiplier la production de valeur : d'abord, sous la forme de compléments de revenu et d'une maison

parfaitement entretenue, où les tiroirs sont remplis d'aliments ; ensuite, par l'éducation des enfants, qui à terme, garantit le renouvellement de la force de travail. Ainsi, habiter à proximité les uns des autres crée les conditions propices à l'organisation efficace du travail domestique et à la rapidité des circulations de personnes, d'argent et de cartes de crédit. Cette organisation spatiale contribue non seulement à réduire les coûts de la reproduction sociale et à renforcer la capacité des familles à faire face aux chocs macroéconomiques et aux imprévus.

Toutefois, l'usage du crédit des parents ou grands-parents, retraités, est source de tensions concernant l'accès et l'usage du crédit. Au chapitre précédent, j'ai souligné les conflits de valeurs entre générations, provoqués par la mise à disposition du crédit des retraités. Mais celle-ci provoque aussi des tensions intragénérationnelles. Au cours du terrain, j'ai pu observer qu'à chaque conflit entre frères et sœurs, la dette ressort et s'entremêle avec l'évaluation du sens de la famille et des mœurs de chacun. Invité à passer Noël 2018 dans la famille Mariano, je me retrouve au milieu d'injures et de menaces physiques entre deux frères éméchés. L'aîné fait l'inventaire de ce que lui doit son cadet depuis qu'il l'a hébergé et aidé financièrement à sa sortie de prison. Le second balaie ces accusations, en critiquant le comportement agressif de son frère vis-à-vis de sa femme.

La question du recouvrement des dettes déclenche aussi des conflits au sein des soeureries. Le 1<sup>er</sup> février 2019, une dispute éclate sur la place de Garrincha entre Zinha et sa sœur, Marcia, à propos du remboursement du crédit consignado effectué par la seconde au nom de sa mère. « *Marcia est venue avec d'autres filles pour parler mal de moi, dire que j'étais une piranha<sup>196</sup>, car j'ai embrassé un homme marié. C'est à cause de ce truc d'emprunt qu'elle a fait avec ma mère et qu'elle ne veut pas payer. Mais je ne vais pas lâcher mon argent.* ». Selon Zinha, Marcia cherche à délégitimer son droit à gérer la pension de leur mère dépendante et à être remboursée des mensualités du crédit. Pour ce faire, elle mobilise d'autres femmes pour critiquer les mœurs de sa sœur et l'accuse de gaspiller l'argent au profit d'hommes mariés pour disqualifier. Puisque le crédit consigné est prélevé directement par la banque, Marcia se permet, comme son frère, avant elle, de ne pas rembourser. Mais cette fois-ci, Zinha met sa sœur sous pression car elle est au chômage et que les factures en retard s'accumulent. Après plusieurs jours de tension, la plupart de la soeurerie prend parti pour Zinha. Marcia finit par lui remettre l'argent des mensualités. Le soin (*cuidado*) émerge ici comme un critère central,

---

<sup>196</sup> Insulte à l'égard de femmes qui entretiennent des relations avec plusieurs hommes à la fois.

pour imposer l'exigence de remboursement de Zinha envers Marcia. C'est parce que Zinha prend en charge sa mère, la nourrit et la lave, que ses frères et sœurs reconnaissent son droit à disposer de la pension de retraite. La mise à disposition du crédit des personnes âgées est donc un processus heurté, source de multiples tensions au sein des soeureries.

Dans cette partie, j'ai montré que les familles du *morro* se reproduisent comme entité intergénérationnelle par la cohabitation résidentielle et la mise en commun des ressources foncières (terrain et maison), financières (argent et crédit) et humaines (travail domestique). Vivre les uns au-dessus des autres ou les uns à côté des autres contribue à la protection des membres les plus vulnérables de la famille grâce à la fluidité et à la rapidité des circulations. La redistribution des ressources financières des personnes âgées à leurs enfants et à leurs petits-enfants contribue à maintenir auprès d'elles les jeunes générations, amenées à s'occuper d'elles et de la maison lorsqu'elles deviennent dépendantes.

Si la mutualisation des ressources réduit le coût de la reproduction sociale, alors le surplus extractible est plus grand. Les économies réalisées par la fixité du groupe familial, autour d'une maison ancienne, et la mise en commun des ressources apportées par les divers membres créent les conditions d'une accumulation financière élargie au « bas de la pyramide » (Prahalad, 2004). Outre cette logique comptable, l'architecture du travail domestique et la forte productivité des femmes rendent la famille adaptable à la ponction de ses revenus par les intérêts et capable de dégager de nouvelles entrées d'argent pour payer la dette.

Cette période de crise qui voit s'aggraver les conditions d'insertion sur le marché du travail, en particulier des jeunes, met en évidence la puissance de ces phénomènes. L'intensification des solidarités intergénérationnelles amortit, toutefois, les effets de la récession économique entre 2016 et 2021.

### **III. L'amplification des solidarités intergénérationnelles**

La redistribution des ressources financières des retraités à leurs enfants et petits-enfants permet de compenser l'effritement des revenus du travail. Les transferts de crédit et d'argent entre les générations s'intensifient au cours de cette période, pour couvrir la chute des revenus du travail et l'emballage des dettes domestiques. Les personnes âgées prennent sur elles les risques sociaux auxquels leurs enfants et leurs petits-enfants sont

exposés, en endossant les rôles de pourvoyeurs de revenus et de crédit et parfois celui de payeurs en dernier ressort. Si les solidarités familiales s'intensifient aussi bien dans les strates stables que dans les strates basses du *morro*, elles prennent, toutefois, des formes diverses selon les configurations de parenté, la situation professionnelle et financière des enfants et le degré d'autonomie résidentielle par rapport à leurs parents et grands-parents. Après avoir souligné la pertinence de la catégorie de « solidarités intergénérationnelles » dans le contexte brésilien, je montre comment ces dernières s'activent dans deux familles issues de fractions sociales différentes du *morro*.

### ***A. La pertinence de la catégorie de « solidarités intergénérationnelles »***

Avant d'entrer dans l'ethnographie, il me semble important de clarifier l'emploi du terme de « solidarités intergénérationnelles ». À partir du contexte français, Michel Messu souligne l'ambiguïté que recouvre la notion de « solidarité familiale » (2019) : « C'est bien parce que cette notion véhicule l'image de l'unité anthropologique, celle du clan, de la horde, du groupe restreint en lutte pour se perpétuer, que cette notion reçoit notre assentiment premier et fascine en outre le sociologue en quête des mécanismes, plus ou moins cachés de l'ordonnement social ». (Messu, 2019, 2).

Cette citation pose l'exigence d'une définition précise et d'un emploi précautionneux de la notion de « solidarité familiale ». Elle met en évidence le risque de confondre et de réunir des pratiques sociales hétérogènes sous cette même notion. Plutôt qu'une catégorie « commode pour décrire ce que le sociologue observe » (Messu, 2019, 3), la « solidarité familiale » doit être envisagée comme un concept pertinent pour analyser des rapports sociaux qui relèvent moins de la contingence que de l'obligation. Je la définis ainsi comme une norme sociale, intériorisée par les membres de la famille, constituant une nécessité pour assurer sa permanence et sa stabilité en tant que groupe social.

Passer de l'emploi de la notion de « solidarité familiale » à celle de « solidarité intergénérationnelle » est motivé par la prévalence, au *morro*, d'une famille quadrigénérationnelle sur la famille nucléaire. L'agrégation et la redistribution des ressources prennent forme à l'échelle de familles intergénérationnelles, comme dans d'autres pays du sud de l'Europe (Maloutas, & Padovani, 2004, Papadopoulos et Roumpakis, 2013). Susana Narotzky (2021) montre que la récession espagnole, provoquée par l'explosion de la bulle immobilière, a été suivie d'un processus de retour massif des jeunes adultes chez leurs

parents retraités. Au *morro*, la plupart des enfants vivent déjà au-dessus ou à côté de chez leurs parents. La période 2016-2021 se caractérise moins par le regroupement résidentiel que par l'exacerbation des dépendances monétaires. En outre, Susana Narotzky souligne l'intérêt stratégique de la dépendance accrue des générations actives vis-à-vis de leurs parents retraités, du point de vue du capital. Celle-ci permet une minoration des coûts du travail puisque le coût de la reproduction sociale est transféré des employeurs vers les familles et financé par les pensions de retraite versées par l'État. Dans l'optique d'améliorer la compétitivité nationale dans une période de crise, les retraités subventionnent leurs enfants au chômage en attendant qu'ils s'insèrent sur le marché du travail.

Au Brésil, l'abaissement du coût du travail et l'affaiblissement des droits sociaux, lignes directrices de la réforme du travail, connaissent une nouvelle étape avec la mise en place du *contrat vert et jaune* fin 2019. Sorte de « contrat première embauche », il permet l'exonération des cotisations dans le cas où les entreprises recrutent des jeunes qui n'ont jamais eu d'emploi. Cette tentative de réforme illustre, au plus haut point, la réduction du coût du travail des jeunes générations actives que les retraités compensent en mettant à leur disposition leurs pensions de retraite. Toutefois, une forte opposition au sein du congrès brésilien permet de bloquer, provisoirement, cette réforme.

La catégorie de solidarités intergénérationnelles désigne, dans le contexte du *morro*, l'ensemble des transferts d'argent, de crédits, de soins et de logements qui se déroulent entre les retraités, leurs enfants et leurs petits-enfants, voire leurs arrière-petits-enfants. Au nom des retraités, le crédit circule entre les générations pour protéger celles et ceux qui se retrouvent sans travail ou qui font face à des imprévus. La mise à disposition du crédit des personnes âgées s'intensifie, y compris dans les familles de la strate stable, entre 2016 et 2021. Toutefois, elle tend à rester un processus transitoire, comme le montre l'exemple de la famille Belio.

## ***B. L'activation des solidarités intergénérationnelles pour faire face aux chocs économiques***

La famille Belio, rencontrée au premier chapitre, appartient à la strate stable du *morro*. Luisa, 70 ans, retraitée, et Rosemar, 72 ans, habitent à proximité de la place centrale de la *favela*. La maison de Luisa repose sur une séparation claire des espaces résidentiels. Un escalier, installé à l'extérieur de la maison, donne un accès immédiat à l'étage de Simone et

Yuri sans avoir à entrer chez Luisa et Rosemar. Les deux étages comportent respectivement une cuisine, un compteur d'eau et d'électricité. Chaque ménage mange de manière séparée et paie ses factures au début du mois.

Le chômage de Diego entre 2015 et 2018 pousse Bui et Luisa à s'activer en mettant à la disposition de leurs fils leur accès privilégié au crédit et leurs pensions de retraite. Le 26 décembre 2018, Luisa est assise dans le salon, en compagnie de Josefina, une amie à elle de l'église catholique du quartier. Elles échangent sur la période délicate où elles ont aidé leurs fils respectifs au chômage.

*J : Une des grandes luttes, que Luisa et moi, on a traversé ces derniers temps, c'est d'avoir nos fils au chômage, mais grâce à Dieu maintenant ils travaillent*

*L : Tu as déjà pensé ce que c'est de recevoir un salaire minimum ? Que Dieu augmente ce salaire minimum ! Parce qu'aider un fils au chômage pendant trois ans, avec un petit-fils et qui paie un loyer.*

*J : Ça, c'est une lutte.*

*L : C'est une grande lutte ! Et victorieuse, car tu vois qu'aujourd'hui il ne paie plus de loyer, il a un travail. Beaucoup de gens abandonnent. Aujourd'hui, je l'ai vu vaincre, la lutte passe, il paie ses factures avec son argent. Le souci, c'est qu'il s'est retrouvé au chômage (février 2015) quand son fils est né, en devant payer un loyer de 600 reais, avec plusieurs loyers de retard. Il avait des dettes et pas les moyens d'acheter le lait des enfants. Je remercie Dieu qui m'a donné cette victoire pour « sustenter » (sustentar) mon fils. C'est comme pour monter le morro (la colline), tu vas abandonner au premier obstacle ? Non, tu vas insister pour monter jusqu'en haut ! Aujourd'hui, je lui donne ma carte (de crédit) pour faire ses courses, et il revient avec l'argent pour payer ses trucs à lui. Au départ, c'était pas comme ça. J'ai dû me débrouiller avec son père pour subvenir à ses dépenses et à ses dettes, qui étaient très élevées. C'est la grande lutte que nous avons menée (...) il faut toujours lutter et ne jamais abandonner.*

La métaphore entre la difficulté de monter les pentes raides du *morro* et la nécessité de redoubler d'efforts pour aider financièrement enfants et petits-enfants illustre les *lutttes* financières de ces retraitées. Une forte continuité relie ainsi les *batailles* des femmes quadragénaires du chapitre précédent avec celles des grands-mères de ce chapitre. Entre février 2015 et octobre 2018, Luisa et Rosemar contribuent au paiement du loyer de Diego, à l'achat d'aliment, de lait et de couches pour leur petit-fils. Tous deux sont retraités et gagnent, au total, deux salaires minimums. Luisa déplore la faiblesse du salaire minimum brésilien. Mais, elle parvient à compenser cela par un plafond de crédit six fois supérieur à son revenu. Lorsque Diego perd l'usage du crédit, suite au non-paiement d'une facture de carte de crédit fin 2015, sa mère prend l'habitude de lui prêter la sienne quand il passe au *morro*, le samedi ou le dimanche. Luisa finance, ainsi, par sa carte de crédit, les dépenses

liées à la naissance de son petit-fils : couches, laits, aliments, poussettes. Disposer d'un large plafond de carte de crédit évite de souscrire un crédit à Da Casa, en payant un surcroît d'intérêts. En outre, Luisa et Rosemar disposent d'une réserve d'épargne de 7 000 reais qu'ils utilisent à deux reprises pour payer les loyers en retard de Diego.

En février 2018, Luisa tire un bilan positif de la situation et souligne la capacité de la famille à faire face à cette période critique. Diego a retrouvé un emploi de technicien au sein d'une pharmacie. Il gagne un salaire minimum et demi et un excédent variable, ajusté en fonction de ses ventes. Luisa continue à lui prêter sa carte de crédit, de manière régulière ; mais il lui remet en liquide l'argent qu'elle lui a avancé avant que la facture n'arrive à échéance<sup>197</sup>. Si la situation de travail de Diego s'est résorbée et qu'il gagne désormais un peu plus de deux salaires minimums, il reste dépendant du crédit de sa mère pour financer les dépenses de sa famille jusqu'à la fin de l'année 2019.

En mars 2020, c'est au tour de Simone de solliciter l'aide de sa mère pour lui prêter de l'argent afin de payer un crédit revolving. À la suite de la faillite du restaurant qu'elle tient avec Yuri, Luisa et Rosemar puisent de nouveau dans leurs pensions de retraite et de leurs économies. Cette fois l'argent transite au sein de la maison : du premier au deuxième étage. La famille Nunes témoigne de l'activation d'un principe de solidarité monétaire entre les générations durant les périodes de crises financières traversées par Simone et Diego. Les transferts d'argent ont lieu de manière régulière pendant deux ans pour la première et trois ans pour le second.

Par ailleurs, Luisa se relaie avec ses quatre sœurs, entre 2016 et 2020, pour rester au chevet de sa mère Dona M. Chacune paie 300 reais par mois pour financer la venue d'une aide-soignante trois fois par semaine. Les cinq sœurs se cotisent également pour l'achat d'une chaise convertible en lit lorsque Dona Deitinha perd en autonomie. La réciprocité entre sœurs permet ainsi la prise en charge de Dona Deitinha.

Au terme de la période 2016-2020, l'ensemble des réserves d'épargne de Luisa et Rosemar sont épuisées sous le coup des crises financières de leurs enfants et de la prise en charge de l'arrière-grand-mère en fin de vie. Prendre en charge sa mère et soutenir ses enfants et ses petits-enfants s'avère une lourde charge financière et morale pour Luisa. Néanmoins, ses deux enfants retrouvent une certaine indépendance financière au début de

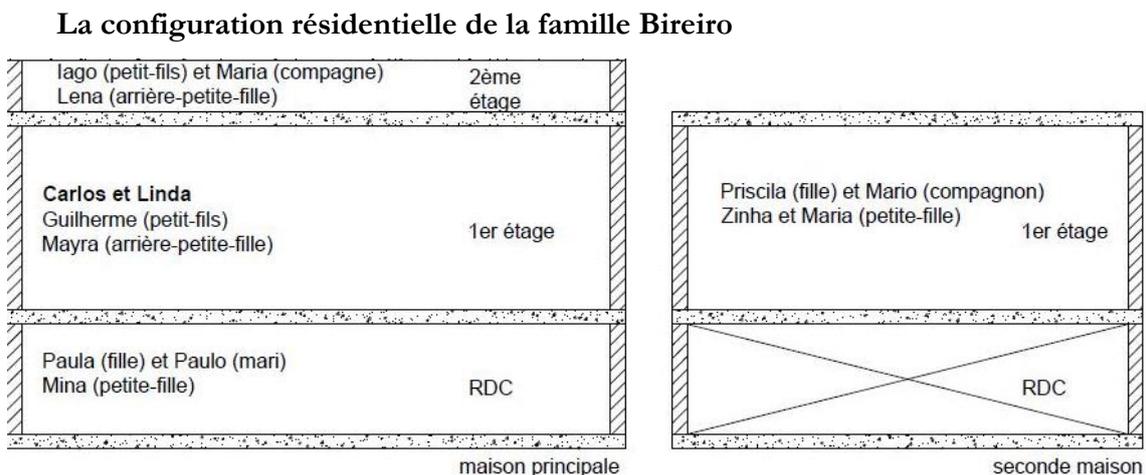
---

<sup>197</sup> L'ensemble des dépenses réalisées avec la carte de crédit ne sont pas débitées directement sur le compte bancaire ; elles sont payées en liquide le 5 du mois et précédées de la réception de la facture au domicile de Neneca.

l'année 2021. Les circulations intergénérationnelles de crédit et d'argent demeurent ainsi transitoires, alors que dans les familles de la strate moyenne, elles sont permanentes.

### ***C. La famille Bireiro : l'imbrication des sphères domestiques et capitalistes à l'échelle de la maison***

À la différence de la famille Nunes, où l'aide financière des retraités est circonscrite dans le temps, la solidarité est un principe permanent de l'organisation familiale chez les Bireiro. Cela tient à la faible autonomie résidentielle des petits-enfants, à la concentration de la vie sociale au sein de la cuisine et du salon des retraités, ainsi qu'à la centralisation des responsabilités financières sur les épaules de ces derniers.



Graphique 10: La configuration résidentielle de la famille Bireiro (source : Timothée Narring ; auteure : Mira Mina)

Linda et Carlos ont élevé deux de leurs petits-enfants, Iago et Guilherme, suite aux problèmes d'addiction au crack de leur mère, Paula, et à l'assassinat de leur père. Aujourd'hui, Guilherme a 17 ans et dort dans la chambre voisine de ses grands-parents. Iago, 23 ans, employé au supermarché, habite l'étage supérieur de la maison avec sa compagne et sa fille, née en 2019. Puisqu'il n'a construit encore qu'une seule chambre, sa seconde fille, Mayra, 4 ans, dort dans la chambre de Linda et Carlos, au premier étage. Paula habite le rez-de-chaussée avec son second mari et leur fille cadette. Priscila habite la maison voisine avec son compagnon et dispose de sa propre cuisine et de son propre compteur d'eau et d'électricité.

Dans la maison principale, la vie familiale se concentre dans la cuisine et le salon des retraités, au premier étage de la maison. Au quotidien, Linda cuisine pour au moins 7 personnes en semaine, et 9 à 12 personnes le week-end. Puisque Iago et sa femme n'ont pas de cuisine, au second étage de la maison, ils prennent tous leurs repas dans la cuisine de Linda. Le salon est le principal lieu de vie où l'ensemble des générations défilent tout au long de la journée. Assis sur le canapé, Linda et Carlos regardent la télévision en gardant un œil sur leurs petits-enfants en bas âge qui jouent. Puis, Linda accompagne ses petits-fils à l'école pendant que Carlos se met à cuisiner.

Les responsabilités financières se concentrent sur les épaules de Linda et Carlos. Il existe un seul compteur d'eau et d'électricité pour l'ensemble de la maison. Cela signifie que la consommation des dix habitants de la maison est centralisée sur une facture, dont les retraités assument le paiement. Outre les compteurs d'eau et d'électricité, la mutualisation des espaces de sociabilité et de repas entre les multiples générations témoigne du rôle de pilier de l'organisation de l'économie domestique, joué par Linda et Carlos.

J'ai pris l'habitude de leur rendre visite régulièrement depuis notre rencontre à la banque communautaire en février 2016. À cette période, la situation financière des Bireiro est encore à peu près stable. Linda est fière de tenir les échéances de paiement des crédits et des factures alors que de plus en plus de gens se retrouvent fichés « *Il y a des gens qui sont au SPC<sup>198</sup> partout au Brésil et moi je paie mes factures le 2 du mois* » assure-t-elle lors de notre première rencontre. L'agente de la banque communautaire assure que « *le crédit est comme une facture fixe pour eux* » mais qu'ils parviennent à « *s'en sortir comme ça et à payer toutes leurs dettes.* » En novembre 2018, j'entame l'ethnographie des pratiques de crédit au guichet de Da Casa. Cela me permet d'appréhender la situation financière des Bireiro sous un prisme nouveau : celui des vendeurs de crédit et des intérêts ahurissants payés à Da Casa. On qualifie Linda et Carlos de *clients VIP (clientes VIP)* pour leur capacité à enchaîner les crédits et à les rembourser, presque toujours, dans les temps. Au guichet, je collecte des données statistiques sur le niveau d'endettement de ce couple de retraités entre janvier 2015 et 2020.

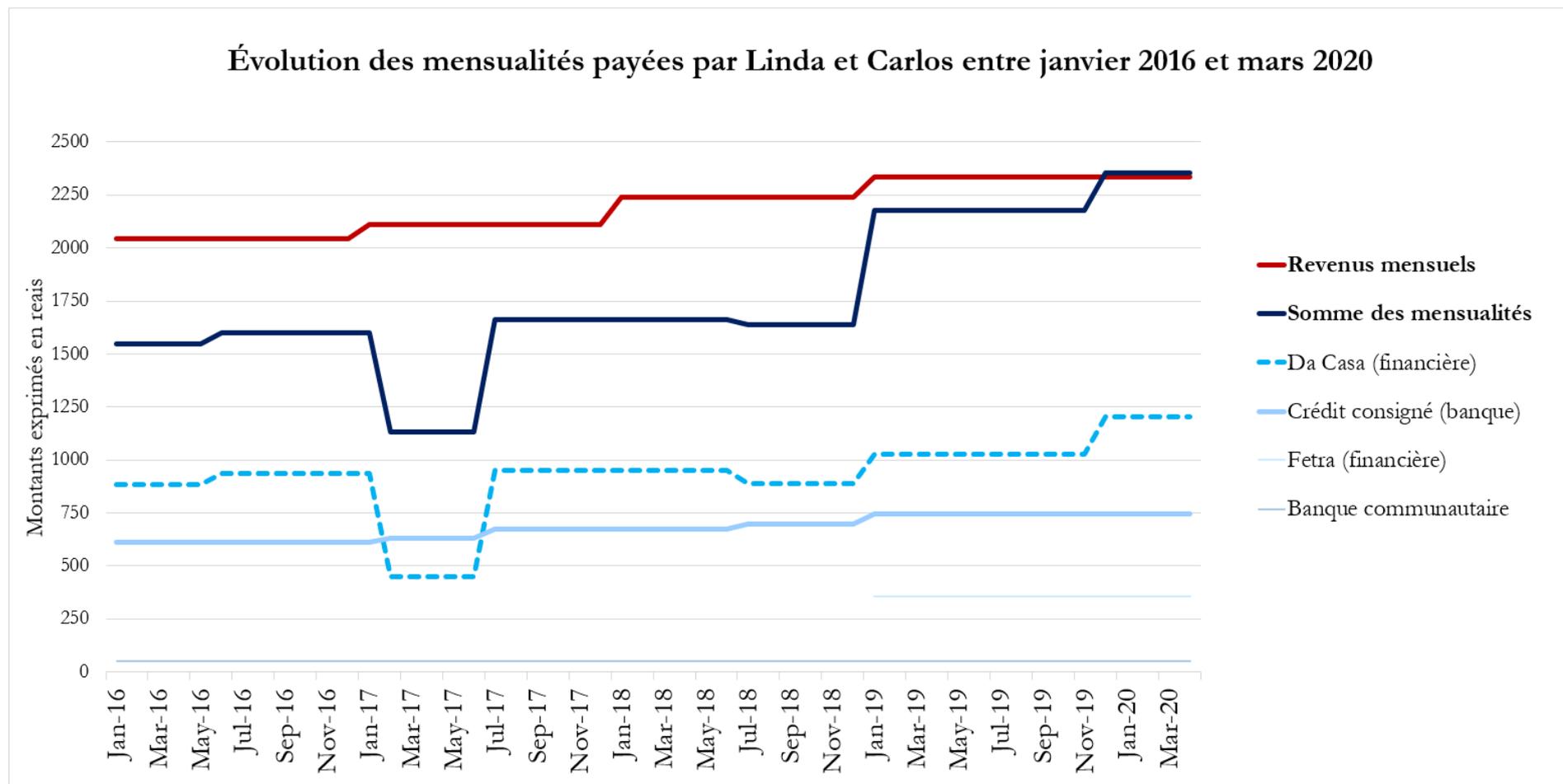
En combinant une analyse de l'intérieur de la maison des Bireiro, à une observation des relations de clientèle au guichet, je constate un processus d'articulation croissante de l'économie de la maison avec celle de Da Casa Financeira (« De La Maison Financière »). À mesure de l'emballage des dettes domestiques et de la naissance des arrière-petits-

---

198 Service de Protection du Crédit. Nom de l'un des trois principaux instituts de fichage des débiteurs en défauts de paiement.

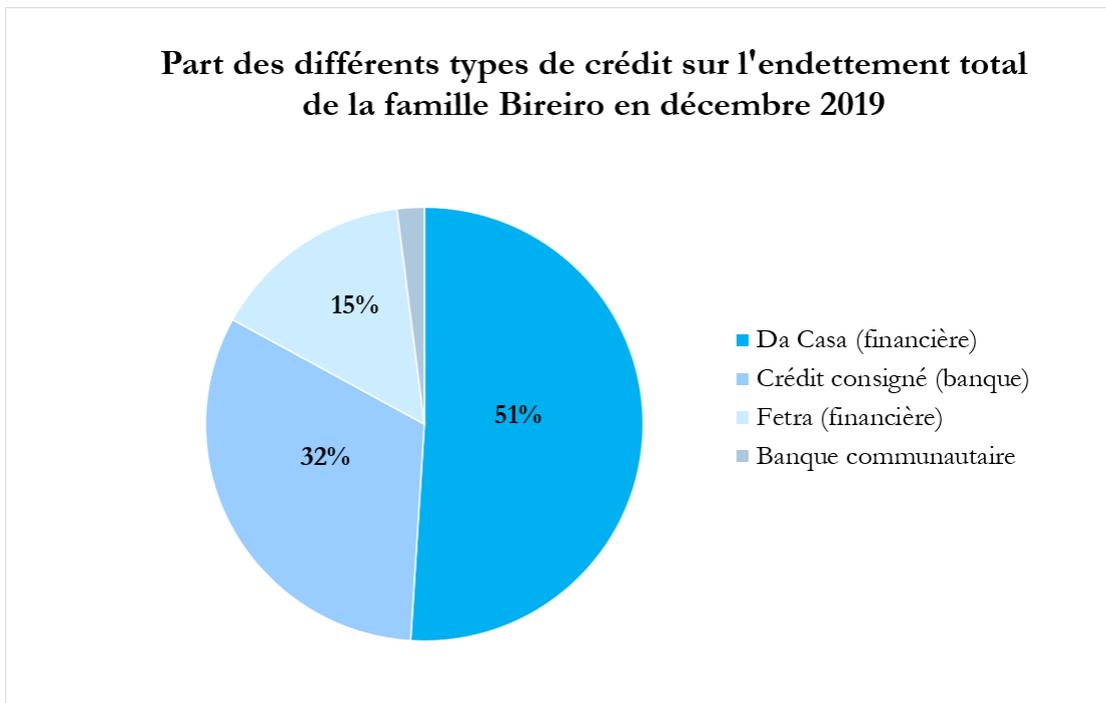
enfants, la souscription et le refinancement du crédit deviennent les principaux moyens de financement des dépenses de reproduction sociale. À la différence des familles Nunes et Belio, la dette n'est pas cantonnée à des périodes spécifiques, où les enfants se retrouvent privés de revenus du travail. Elle est routinière et ancrée dans les principaux espaces de la maison des Bireiro : la cuisine, la chambre à coucher, le salon et le réseau d'électricité. Le crédit finance l'achat de denrées alimentaires, de deux nouveaux lits, de vêtements et de couches pour les enfants en bas âge. Il s'imbrique avec les pratiques de care, prodigués par les retraités aux nouveaux membres de la famille. L'économie financière capte ainsi les flux d'argent liés à la prise en charge des petits-enfants et arrière-petits-enfants. Endettements financier et domestique s'alimentent mutuellement jusqu'à provoquer l'épuisement des revenus du couple de retraité au début de l'année 2020.

Le graphique ci-dessous met en perspective le gonflement de la dette financière par rapport à l'évolution stagnante des revenus entre janvier 2016 et décembre 2019. Il montre la combinaison de deux principales sources de crédit : les prêts à la consommation de Da Casa, dont le refinancement provoque une augmentation des dettes et des intérêts à payer ; les crédits consignés prélevés sur leur pension de retraite. À ces deux principales sources de crédit s'ajoute le prêt à la consommation, souscrit à la financière Facta en janvier 2019, ainsi que des petits crédits à la consommation réalisés à la banque communautaire.



Graphique 11: évolution du rapport entre les mensualités de crédit et les revenus de Linda et Carlos Bireiro de janvier 2016 à mars 2020 (source : Timothée Narring ; auteure : Cécile Mouchel)

### Part des différents types de crédit sur l'endettement total de la famille Bireiro en décembre 2019



**Graphique 12: Part des différents types de crédit sur l'endettement financier total de Linda et Carlos en décembre 2019** (source : Timothée Narring ; auteure : Cécile Mouchel)

Lecture : Les mensualités de crédit, réglées à Da Casa, en décembre 2019 représentent 51 % de l'ensemble des dettes financières de Linda et Carlos.

Le diagramme 1 permet de souligner le poids respectif de chaque crédit au mois de décembre 2019, moment où le montant des mensualités à rembourser dépasse le revenu des retraités<sup>199</sup>.

Cette photographie de la situation financière démontre que l'exploitation financière prend une forme composite. Elle est la combinaison de crédits de moyen terme, prélevés automatiquement sur la pension de retraite, à des taux d'intérêt de 35 % par an (BCB, 2015) ; et des crédits de court terme renouvelables vis-à-vis de la financière Da Casa Financeira à des taux d'intérêt de plus de 210 % par an (voir chapitre 3). La dette à l'égard de Da Casa est la plus pesante pour le couple de retraités. En décembre 2019, plus de 30 % de leurs revenus ont été absorbés sous la forme d'intérêts payés au guichet de Da Casa. La spécificité

<sup>199</sup> Les données ont été principalement collectées à l'agence de la compagnie financière de Da Casa la plus proche du *morro*. De plus, je me suis appuyé sur les déclarations de Linda pour le crédit à Fetra. Enfin, ce diagramme permet de distinguer les mensualités prélevées directement sur la pension de retraite (crédit consigné) de Carlos et de Linda ou sur le compte bancaire de Linda (Fetra), des mensualités payées au guichet de la financière Da Casa.

de ce cas est toutefois l'absence de dettes interpersonnelles, ce qui signifie que la sphère financière a absorbé l'ensemble des revenus du couple.

Ces données chiffrées montrent l'ampleur de l'extraction de valeur réalisée par les institutions financières au détriment de la famille Bireiro. À partir de ce cas, il convient de se demander ce que le capitalisme financiarisé capte au juste en tirant profit des solidarités intergénérationnelles. Suely Rolnik apporte une clef d'interprétation stimulante, en proposant d'explorer les liens entre capital et force vitale. Elle suggère de dépasser la critique marxiste orthodoxe focalisée sur l'extorsion de la force du travail pour envisager ce processus. « C'est la vie elle-même que le capital s'approprie, plus précisément, son pouvoir de création et de transformation dans l'émergence même de son impulsion, ainsi que la coopération dont dépend ce potentiel pour se réaliser dans sa singularité. La force vitale de la création et de la coopération est ainsi canalisée par ce régime pour construire un monde conforme à ses desseins. » (Rolnik, 2019, 28)<sup>200</sup>.

Le concept de « force vitale » apporte une clé d'interprétation pertinente pour montrer comment le capitalisme financiarisé tire profit du sens des obligations intergénérationnelles. Celui-ci s'approprie l'énergie déployée par l'ensemble des membres de la maisonnée pour assurer leur reproduction sociale. Pour élever, nourrir et prendre soin de leurs petits-enfants et de leurs arrière-petits-enfants, les retraitées s'endettent au prix fort. Les naissances produisent un emballement des dettes domestiques qui alimentent en retour les dettes financières et produisent de nouveaux intérêts. La concentration de la vie sociale au sein de la maison des grands-parents constitue une condition essentielle de ce processus. Si les jeunes habitaient séparément de leur maison, ils seraient insolvables et inutiles pour les institutions financières. La cohabitation résidentielle en fait donc une niche pour le capitalisme financiarisé, à condition que les grands-parents jouent le rôle de collatéraux pour régler les dettes. Enfin, lorsque ces dernières deviennent insoutenables pour les grands-parents, leurs petits-enfants, leurs filles et leur gendre doivent s'activer pour s'approvisionner gratuitement en aliments et régler les dettes les plus urgentes, comme l'électricité. Ainsi, « les obligations morales deviennent un actif pour le capital », comme le souligne Susana Narotzky (2015, 8). La force du capitalisme réside non pas dans la capacité à « dissocier l'économie des autres relations sociales et des domaines de valeur, mais plutôt (...) à transformer la réciprocité en capital social » (Narotzky, 2015, 27). Le sens de la famille,

---

<sup>200</sup> Traduction personnelle.

intériorisée au plus haut point par les grands-mères, permet l'extraction de cette « force vitale ».

Tant qu'elles vivent, les retraitées sont des pourvoyeuses de crédits pour leur descendance et de profits pour le capitalisme financiarisé. Conformément à la loi en vigueur, en cas de mort, la dette n'est pas reportée sur le conjoint ou les enfants survivants. Linda et Carlos associent l'extinction de leurs dettes à leur mort. En témoigne la visite du 16 septembre 2020.

*T : Vous avez encore un crédit consigné ?*

*L : Oui*

*T : Tous les deux ?*

*C : Oui*

*T : Et jusqu'à quand ?*

*L : Jusqu'à ce qu'on meure..., (ça) prélève, prélève, prélève, puis quand on mourra, ils arrêteront.*

*C : quando on meurt, tout se termine. Une fois qu'on meurt, c'est fini*

La mort prochaine est associée à la fin de la dette alors que la vie est associée au prélèvement incessant des pensions de retraite. À partir de ce constat, on peut aller plus loin en faisant l'hypothèse que Linda et Carlos intériorisent l'idée de leur propre mort en prenant sur eux le coût des dettes afin de ne pas le faire reposer sur leur descendance.

Enfin, le décès de Carlos en février 2021, rappelle que la dynamique d'intérêts se nourrit jusqu'au dernier jour de la force vitale des endettés. Seule la mort interrompt le processus d'accumulation financière. Cela signifie qu'une personne âgée continue à être extrêmement productive, du point de vue des institutions financières. Ainsi, bien qu'elles puissent être devenues une charge pour la famille, les personnes âgées constituent un rouage essentiel du capitalisme financiarisé au Brésil.

Après avoir montré comment les solidarités intergénérationnelles permettent de gérer les tensions entre la reproduction sociale des familles et du capital, je m'attelle à montrer comment les familles s'organisent et se démènent pour payer les dettes.

## IV. Le travail pour la dette

Vu le coût exorbitant des intérêts au Brésil, le travail pour payer la dette représente une activité chronophage. Il désigne l'ensemble des efforts, réalisés pour assurer le remboursement de la dette et le paiement des intérêts. Dans la plupart des familles du *morro*, le *travail pour la dette* est polarisé chez les femmes, en particulier celles qui prennent le rôle de cheffe de famille et d'organisatrice de la reproduction familiale : les femmes âgées, qui agissent à la fois comme mère et grand-mère. Les institutions financières tirent profit de leur sens des responsabilités familiales, fondées sur une éthique du dévouement à l'égard de leurs enfants et de leurs petits-enfants. La concentration de la responsabilité du paiement sur les épaules des personnes âgées s'accompagne de formes de socialisation du paiement entre plusieurs membres de la famille. Quand la dette s'emballe, le partage de son coût s'impose et les solidarités intergénérationnelles se rééquilibrent pour absorber le poids exorbitant des intérêts.

### ***A. Des grands-parents dévoués***

À mesure que l'imbrication des sphères domestiques et financières se resserre, les ressources monétaires de Linda et Carlos s'épuisent et le temps quotidien est scandé par de plus en plus de tâches : obtenir des avances d'argent chez les anciens patrons de Linda, payer les mensualités de crédit et les factures de la maison au guichet de Da Casa, saisir les opportunités d'offres promotionnelles qui expirent au bout de quelque jour au supermarché, se rendre à la pêcherie de l'Ensuada do Suã pour obtenir du poisson gratuit en contrepartie d'une thermos de café. Il faut alors descendre et remonter le *morro* plusieurs fois par jour. De cette manière Linda et Carlos parviennent à tenir la cadence des paiements auprès de Da Casa entre 2015 et 2019<sup>201</sup>. Le paiement des dettes est rendu possible par les prêts des anciens patrons de Linda et par les économies réalisées sur les dépenses alimentaires, grâce à la récupération des invendus au sein de plusieurs marchés de la ville. Linda travaille également deux jours par semaine chez son ancienne patronne, entre février et avril 2019 pour remplacer l'employée domestique en congé de maternité. À cette occasion, elle reprend contact avec une amie de ses patrons dont elle sollicite les dons d'aliments plusieurs fois dans l'année, notamment à Noël. Linda utilise les 300 reais de l'argent des ménages pour payer les mensualités de Da Casa durant ces trois mois. Cette

---

<sup>201</sup> Sauf en juillet 2017 où Linda connaît un premier défaut de paiement avec Da Casa.

entrée d'argent aide à faire face à l'augmentation du coût des mensualités de plus de 500 reais suite à un refinancement de crédit au début de l'année 2019.

Les femmes âgées, mères et grands-mères, assument une partie importante du travail destiné au remboursement de la dette et au paiement des intérêts. Elles se démènent pour réunir l'argent nécessaire, en empruntant auprès de leurs anciens patrons et de leurs réseaux familiaux et en dégageant de nouvelles entrées d'argent par le travail. C'est à ce prix que se reproduisent ensemble la famille endettée et le système financier.

Le cas de la famille Bireiro se distingue dans la mesure où Linda peut compter sur l'implication de son mari pour l'aider à payer la dette. Tous deux gèrent en commun l'argent et se relaient dans les multiples tâches à assurer pour tenir la cadence des paiements. Dans la plupart des familles, les grands-mères assument seules le paiement des dettes. Cela est sans doute lié à la mortalité plus précoce des hommes et à l'assignation des femmes à l'ensemble des tâches domestiques. Au guichet et au siège de Da Casa, les agents commerciaux et les cadres font l'éloge de ces *clientes VIP*. « *Ces personnes pauvres remboursent mieux que les personnes de classe moyenne* ». Le terme de clientes VIP s'applique aux clientes qui souscrivent de nombreux crédits et font preuve d'une discipline de remboursement exemplaire. Du point de vue des institutions financières, le ciblage de ces femmes âgées constitue une stratégie lucrative et à moindre risque.

Pourquoi ces femmes âgées se démènent-elles autant pour réaliser ce travail nécessaire au paiement des dettes ? Selon l'explication la plus courante, il faut payer en temps et en heure les mensualités de crédit pour maintenir son accès au crédit. « *Le truc du crédit, c'est qu'il faut payer correctement maintenant pour obtenir un crédit dans le futur. Si tu arrêtes de payer et que ton nom est sale, tu ne peux plus rien faire* » (Maria, 28 novembre 2019). Maria explique le marquage prioritaire de l'argent pour le paiement des mensualités de Da Casa par la nécessité de maintenir l'accès au crédit des grands-parents. De son côté, Iraci assure qu'elle est prête à redoubler d'effort pour ne pas perdre son accès au crédit « *Pour maintenir mon nom propre, je suis prête à faire n'importe quoi. J'ai toujours bataillé pour avoir mes choses à moi et payer en temps et en heure.* » (Iraci, agence de Da Casa, novembre 2019).

Ce principe matériel se combine avec des principes de droiture et d'honnêteté à consonance religieuse. Les grands-mères du *morro* répètent souvent les mêmes adages : *Dieu nous a donné deux choses en privilège : la vie et le nom* ; ou encore *les pauvres n'ont qu'une chose : leur nom*. La principale ressource, offerte aux pauvres par Dieu, serait donc la vie et leur réputation. Les pauvres ont le devoir d'entretenir leur crédibilité, en faisant preuve de

droiture dans l'ensemble de leurs actes. Pour être dignes de confiance, il faut donc s'efforcer de tenir ses obligations financières.

Ces préoccupations se fondent sur une éthique du dévouement des personnes âgées vis-à-vis de leur parenté. Si les personnes âgées endossent le rôle de payeuses des dettes de leurs fils et de leurs petits-fils, elles le font au nom d'un amour illimité pour leur descendance et de l'unité de leur famille. J'observe cela y compris dans les familles marquées par des tensions et des ruptures familiales, comme la famille Dos Santos, où j'ai habité le plus longtemps. Quand bien même le fils cadet, Rodrigo, expulsé de la *favela*, a fait faire des crédits à ses parents qu'il n'a jamais remboursés, il continue à appeler sa mère pour qu'elle l'aide à payer ses crédits. Maria Teresa, assure avoir rejeté ces demandes à cause de l'égoïsme et de l'ingratitude de son fils. Mais sa fille, Nadia, me confie qu'elle continue à transférer de l'argent à Rodrigo pour « *ne pas culpabiliser* ».

Dans d'autres familles, les femmes âgées se retrouvent amputées de la majeure partie de leurs revenus, prélevées par la banque, pour payer les dettes de leur descendance ou pour concrétiser leurs désirs de consommation. L'amour, à l'origine de cette éthique du dévouement, est modelé par des affinités variables entre les générations. Par exemple, Maria, rencontrée au guichet de Da Casa, a souscrit un crédit pour financer la moto de son petit-fils dont elle assurera le remboursement. « *Je fais ce crédit pour mon petit-fils. Il travaille au port. Il veut s'acheter une moto mais il n'arrive pas. Je l'aime. Dans la famille personne ne le sait. Sinon, les autres vont vouloir.* » Ici, les liens forts tissés entre grands-mères et petits-enfants expliquent la détermination des premières à concrétiser les aspirations des seconds. Le crédit est appréhendé, par Maria, comme un marqueur affectif, synonyme d'amour pour son petit-fils (Han, 2012). Puisque les générations actives disposent d'un accès restreint à l'endettement, les personnes âgées sont prêtes à sacrifier une partie importante de leurs revenus pour concrétiser leurs aspirations matérielles.

La solidarité familiale relève ici d'une « représentation imaginaire du social » fortement ancrée chez les personnes âgées (Messu, 6). Alors que leur mort se rapproche, ces dernières continuent à œuvrer pour maintenir sa cohésion. En outre, le fait d'être en vie et que les dettes ne se transmettent pas aux enfants explique, sans doute, que les personnes âgées assument leur coût pour redonner des marges de manœuvre budgétaires à leur descendance. Puisque les dettes meurent avec les grands-mères, concentrer la dette en leurs mains redonne des marges de manœuvre à leur descendance.

Ainsi, le sens de l'obligation et l'éthique du dévouement, vis-à-vis de leur descendance, soutient le travail pour la dette. L'expansion du marché du crédit dans les milieux populaires brésiliens a pour corollaire l'émergence d'une femme endettée, à la fois mère et grand-mère (Guérin, 2022). Celle-ci va jusqu'à sacrifier sa santé mentale pour défendre la solvabilité de sa famille vis-à-vis des institutions financières. Cette *lutte* financière se combine, au sein du *morro*, avec la défense de la crédibilité des fils endettés vis-à-vis du trafic de drogue, comme l'a montré le chapitre précédent.

Bien qu'il soit inconditionnel, le dévouement des personnes âgées montre ses limites dans un contexte de resserrement budgétaire. Les dettes finissent par atteindre des proportions telles que le partage de leur coût s'impose entre les générations.

### ***B. Au tour des filles et des petits-fils***

La mutualisation de la dette prend le relais lorsque les dettes deviennent insoutenables pour les personnes âgées. Vu le poids exorbitant des intérêts au Brésil, il est parfois impossible pour une seule personne d'éponger l'ensemble d'une mensualité de crédit. C'est pourquoi le partage entre les différentes générations s'impose dans bien des cas. Par exemple, la famille Da Penha est parvenue à financer la construction du premier étage de sa maison de cette manière après six ans d'attente. « *Mes fils m'ont dit, « maman on va faire un crédit et acheter pour de bon ce matériel » »* (Raiulda, mère, 2021). Raiulda a souscrit un emprunt de 6 000 reais à la banque Santander. Elle doit rembourser 12 mensualités de 600 reais, soit 7 200 reais. Seule, Raiulda n'aurait pas été en mesure de financer les travaux, vu qu'elle a arrêté son travail d'employée domestique, à la suite de problème de santé. « *Mais tout le monde aide à payer ici : ma fille, mes deux fils, mon gendre »* (*Ibid*). Chaque mois, chaque membre de la famille participe à hauteur de ses revenus au paiement de la mensualité. La socialisation du paiement crée les conditions de financement de la construction de la maison et du remboursement de la dette.

Chez les Bireiro, un nouveau partage des tâches s'établit entre les générations à partir de la fin de l'année 2019. Début décembre, le réfrigérateur ne marche plus. Deux semaines plus tard, le téléphone sonne : l'entreprise d'électricité menace de couper l'électricité. La dette atteint 2 000 reais, soit deux salaires minimums, dont un peu plus de 200 reais de pénalités de retard. Il faut payer un quart de la dette d'ici la fin de la semaine pour que l'électricité ne soit pas coupée.

Ces deux évènements consécutifs poussent les filles et les petits-fils à s'activer. Puisque les pensions de retraite sont totalement amputées par le paiement des dettes, Iago et sa compagne mettent bout à bout leurs économies. Priscila met aussi la main à la poche. Carlos réunit 500 reais et se rend à l'agence du centre-ville. Le reste de la dette est rééchelonné et sera intégré aux factures des prochains mois. Par ailleurs, l'un des petits-fils, qui habite Guarapari, à une vingtaine de kilomètres de Vitória, fait don d'un nouveau réfrigérateur.

Depuis le coup de fil d'EDP, la responsabilité du paiement des factures d'électricité et d'eau est transférée de Linda et Carlos à leur petit-fils, Iago, et sa compagne. Puisque les chefs de famille ne sont plus en mesure de pourvoir au paiement des dettes, les solidarités intergénérationnelles se renversent pour éponger les factures. Iago donne aussi 100 à 200 reais à sa grand-mère pour compléter l'argent nécessaire au paiement de sa mensualité à Da Casa. En outre, c'est lui et Mario qui s'occupent d'approvisionner la famille en aliments. Iago utilise les promotions réductionnelles, dont il dispose en tant qu'employé du supermarché, pour faire les courses. Au cours de mes visites de février et septembre 2020, j'observe que Linda doit attendre le retour de son petit-fils en fin d'après-midi pour se mettre à cuisiner. Le bruit des pas de Iago sur les escaliers de la maison est accueilli avec soulagement par Linda assise sur le canapé. Cette dernière loue également l'engagement de Mario qui parvient à ramener divers colis alimentaires et vêtements gratuits de la résidence privée où il travaille. *« Ce gendre, mais quel gendre c'est ! Tout ce qu'il obtient, il me le redonne. Les colis alimentaires. À La Plage de grande da Costa, ils donnent beaucoup de choses : des vêtements, des aliments, des chaussures, des sous-vêtements ».* (27 septembre 2020). Linda souligne la contribution importante de son gendre à l'approvisionnement alimentaire de la famille, relativement à l'ensemble des hommes qui manquent à leurs obligations.

L'excès de dettes de Linda et Carlos conduit le reste de la famille à se solidariser pour le paiement des dettes domestiques et à contribuer, parfois, au paiement des crédits. D'un côté, les petits-enfants, filles et gendres se démènent en dehors de la maison et dégagent l'argent et les dons matériels nécessaires à la subsistance du ménage. De leurs côtés, les grands-parents sont assignés à leur domicile. Ils changent les couches et nourrissent les nouveau-nés et surveillent leurs petits-enfants en gardant un œil sur la télévision toujours allumée. La répartition plus équitable du travail pour la dette entre les générations se traduit par le renforcement des activités de care à l'étage des grands-parents. Alors que Linda et Carlos passent leur temps à garder les plus jeunes, les générations actives jouent un rôle central dans le paiement des dettes domestiques et l'approvisionnement en aliments.

Les solidarités intergénérationnelles se renversent définitivement à la mort de Carlos le 11 janvier 2021, sous l'effet de la Covid-19. Carla, chez qui j'ai habité en septembre 2020, m'apprend la nouvelle par un message vocal. Enfants et petits-enfants se retrouvent à prendre soin de Linda, gérer le paiement des factures, l'entretien de la maison et l'approvisionnement alimentaire. Lors de ma dernière visite, le 9 février 2021, l'ambiance est silencieuse. Linda est abattue. Les mouvements de son corps sont ralentis. Je lui apporte du bœuf sec. Elle réagit avec un bref enthousiasme : « *la viande sèche, il y a moyen de la cuisiner deux fois : tu la fais la première, puis t'en gardes un peu pour utiliser le bouillon avec les légumes* ». Linda me raconte qu'elle a encore cuisiné à Noël, du poulet rôti et de la *farofa*. Mais depuis le décès de son mari, elle est nourrie par la femme de son petit-fils, Maria. La maison est nettoyée tous les matins par sa fille, Paula, qui habite l'étage du bas. Les courses sont réalisées par Iago et parfois par son gendre. C'est aussi Iago qui assure le règlement des factures de la maison. Filles, petits-enfants et gendre prennent donc définitivement le relais des retraités. La solidarité familiale se concentre vers la prise en charge de la personne la plus diminuée physiquement et psychologiquement. Même avec un revenu amputé par la dette et ces circonstances délicates, la famille Bireiro continue à produire et faire circuler les biens et les services nécessaires à la reproduction sociale et à la reproduction du capital entre 2019 et le début de l'année 2021.

De façon générale, l'excès de dettes pousse les retraitées et les membres impliqués de la famille à travailler davantage pour payer leurs dettes.

### ***C. La remise au travail par la dette***

Pour payer les dettes financières, les retraitées s'engagent dans de nouvelles activités, sources d'entrées d'argent immédiates.

Dans le contexte de Soldati, un grand-ensemble de Buenos Aires, Emilia Schijman observe que les résidents les plus pauvres paient leurs dettes de logement à d'autres habitants en effectuant des heures de travail à un prix trois fois inférieur au salaire horaire. « Tandis que payer ses dettes avec du travail asservit, le payer avec de l'argent libère » (Schijman, 2017, 71). Au *morro*, c'est l'empressement pour trouver une activité rémunérée et disposer de l'argent suffisant le jour du paiement de la mensualité de crédit qui pousse à s'asservir au travail. Plutôt que payer leurs dettes en effectuant des corvées, comme à Soldati, les gens se mettent en quête de nouveaux travaux rémunérés pour réunir l'argent

nécessaire au remboursement. En outre, les habitants du *morro* ne s'activent pas seulement auprès de leur réseau social, à l'intérieur de la *favela*, mais surtout, ils contactent leurs anciens patrons ou collègues pour trouver des activités rémunératrices à l'extérieur de la *favela*.

Le retour des retraités sur le marché du travail se traduit par le retour de certains hommes sur les chantiers et des femmes dans la maison de leurs anciens patrons ou d'amis de ces derniers. Puisqu'ils ne peuvent pas déclarer leur travail, de peur de perdre leurs pensions, ces retraités sont exemptés de l'ensemble des droits des salariés (chômage, fonds d'épargne des travailleurs, congés payés). Seu Val, rencontré au chapitre 1, et Manuel gagnent 80 reais par journée de travail, contre 100 à 110 reais lorsqu'ils étaient employés. Linda réalise des journées de ménage pour 70 reais chez ses anciens patrons, alors que le prix de la journée d'une travailleuse domestique non déclarée varie, généralement, entre 100 et 130 reais au *morro*. Ici, la principale extraction de valeur n'a pas lieu entre résidents et logeurs comme à Buenos Aires, mais entre les travailleurs d'un côté, et de l'autre, les familles de classes moyennes et riches des quartiers littoraux ainsi que les institutions financières. En fin de compte, l'abaissement du salaire horaire bénéficie à la fois à l'économie financière, qui capte une partie des fruits de ce travail lors du paiement de la dette, et à l'économie marchande, qui s'approprie une main-d'œuvre à un coût inférieur aux tarifs en vigueur.

En outre, les femmes âgées effectuent également des activités domestiques depuis chez elles pour générer des entrées d'argent, soit pour payer les mensualités de crédit, soit pour contribuer à leur subsistance, lorsque leurs pensions sont amputées par la dette. La couture, la cuisine et la vente de gâteaux ou encore les heures de ménage chez des voisins apportent de petites entrées d'argent. Mais bien souvent, ces activités sont très peu rémunérées. Par exemple, Tia Lili, rencontrée au chapitre 3, effectue une journée de ménage chez une voisine pour 50 reais.

Ranha, 65 ans, rencontrée au guichet de Da Casa, m'explique l'importance d'assembler différentes entrées d'argent pour payer sa mensualité de crédit. « *Je paie en joignant l'argent des ventes de gâteaux salés, des gardes d'enfant et de la pension de retraite.* » Le travail pour la dette implique de cuisiner une à deux après-midi par semaine et de vendre les gâteaux le vendredi et le samedi soir dans la rue principale de son quartier ; ainsi que de garder les petits-enfants d'une voisine deux à trois fois par mois. Ranha explique la nécessité de planifier en avance les tâches nécessaires pour dégager des revenus suffisants pour payer la dette le jour où la mensualité expire. « *Tu dois apprendre à administrer l'argent. Le truc, c'est que si tu laisses retarder une mensualité, c'est déjà trop tard, tu t'emmêles les pinceaux. Il suffit que tu achètes une chose en plus et*

*tu perds le contrôle* ». Le travail pour la dette incorpore l'énergie déployée dans des activités laborieuses, synonymes d'entrées d'argent, ainsi que les compétences de planification et de calcul mental pour ajuster cette énergie à la finalité du paiement de la dette.

C'est ainsi que l'économie financière capte les revenus des territoires et des familles populaires. Elle s'approprie les fruits du travail pour le paiement de la dette tout comme elle bénéficie indirectement des distributions de charité organisées par les églises, les services sociaux et certains patrons. La dette provoque une double extraction de valeur : en premier lieu, par le paiement d'intérêts exorbitant aux banques et financières ; en second lieu, par la vente de la force de travail à moindre prix. Elle constitue ainsi un redoutable système de drainage<sup>202</sup> des revenus de la protection sociale et de l'État (Lavinas, 2017) ainsi que des heures et journées de travail supplémentaires des milieux populaires vers les institutions financières (Roig et Chena, 2017).

## ***Conclusion***

Cette ethnographie aboutit à la conceptualisation du processus de reproduction sociale qui s'est transformé sous l'influence de l'expansion du crédit depuis 2003. Elle montre qu'au *morro*, la famille se reproduit à la fois comme entité intergénérationnelle et comme collectif endetté. À ce stade, reprenons les résultats des deux derniers chapitres pour souligner les trois principales conditions de ce processus.

La cohabitation et la proximité résidentielle de trois à quatre générations constituent le premier critère. Les familles « tiennent » parce qu'elles restent ensemble. La reproduction sociale se matérialise par la construction et l'agrandissement de maisons, rapprochées dans l'espace, au fil des générations. Construire « au-dessus les uns des autres » et « à côté les uns des autres » garantit la mise en commun des ressources (financières, alimentaires, foncières et monétaires) et la gestion collective des risques (Aaros, 2020, Cortado, 2020). Cela permet de compresser les dépenses d'alimentation, de logement et de soin grâce à l'intensité des flux de personnes, d'argent, de cartes de crédit et de colis alimentaires gratuits. En outre, les familles sont nombreuses en plus d'être rapprochées. Les coûts fixes sont partagés, donc les familles ont intérêt à vivre sur le même terrain ou à l'intérieur de la même maison.

---

<sup>202</sup> J'emprunte le terme de drainage à Blandine Destremau (2013) qui montre un processus similaire de captation du travail des femmes du Sud. Les politiques de développement se traduisent par le drainage du travail domestique et de subsistance vers le marché, la salarisation des femmes au sein d'économies capitalistes et l'implication de leur temps et de leurs subjectivités dans les projets des ONG.

Etroitement liée à ce premier critère, la solidarité familiale structure les relations au sein de la parenté élargie. Elle se traduit par la redistribution des ressources entre les générations et par la prise en charge des personnes dépendantes et vulnérables (Messu, 2013). Ce processus se décline par l'assignation d'obligations spécifiques en fonction de la génération et du genre. D'une part, les personnes âgées endossent le rôle de pourvoyeurs de revenus et de crédits pour concrétiser les aspirations et les désirs de leur entourage, mais aussi pour les protéger (Candido, 2007). D'autre part, les femmes s'activent et se coordonnent pour assurer la prise en charge des membres parents dépendants. Elles mettent en mouvement les ressources monétaires et financières nécessaires à la reproduction sociale des familles et au contournement du fichage.

La proximité résidentielle et la solidarité intergénérationnelle vont de pair avec la dette pour assurer la reproduction sociale des familles. Loin de se substituer aux formes d'endettement préexistantes, le crédit s'imbrique avec les ardoises des commerçants, les avances des patrons, les dettes de trafic et d'autres prêts informels. Il contribue à financer la construction et l'agrandissement des logements ainsi que les dépenses de santé, d'éducation, d'habillement. Toutefois, l'application de taux d'intérêt exorbitants produit une extraction colossale des revenus des familles et des territoires populaires au profit du système financier. L'expansion du crédit contribue à l'intensification et l'entremêlement des pratiques d'endettement qui se renouvellent à travers le temps, à l'exception de certaines dettes, comme celles de Rodrigo envers le trafic. En se reproduisant comme collectif endetté, la famille contribue donc, à une échelle bien plus large, à la reproduction du capitalisme financiarisé.

Ces trois conditions ne sont pas intemporelles mais intrinsèquement liées aux processus historiques de constitution des *favelas* de Vitória et d'expansion du crédit dans les couches populaires du Brésil. L'ethnographie, réalisée entre 2016 et 2021, met en évidence l'amplification des solidarités intergénérationnelles pour compenser les pertes de revenus et atténuer les contradictions entre la reproduction des familles et la reproduction du capital (Fraser, 2020, Narotzky, 2021). Ce processus, commun aux diverses strates du *morro*, aboutit à l'intensification du *travail de la dette et pour la dette*. Le premier se traduit par l'élargissement des réseaux féminins de crédit et par l'accélération des circulations de cartes et d'argent pour compenser les restrictions d'accès au crédit qui affectent de plus en plus d'habitants. Le *travail de la dette* implique que des femmes de diverses générations accentuent et coordonnent leurs efforts pour assurer la reproduction de la solvabilité de l'ensemble du

groupe familial (Guérin et Villareal, 2015). Le second est polarisé chez les personnes âgées. L'excès de dettes remet une partie des retraitées au travail, en particulier à partir de 2018 au *morro*. En réalisant des activités extras, à l'intérieur et à l'extérieur de la maison, et en mettant bout à bout cet argent du travail avec celui des pensions, les grands-parents tentent d'absorber le coût des intérêts. Le capitalisme financiarisé tire donc profit de leur sens des obligations familiales. Mais souvent, les dettes atteignent des montants trop élevés pour qu'une ou deux personnes puissent les régler. Cette situation pousse à un partage plus équitable de la dette entre les générations. La mutualisation des ressources entre plusieurs unités de consommation, reliées les unes aux autres, contribue à atténuer le coût des intérêts et de s'ajuster à la cure d'austérité imposée par le règlement des dettes.

Par conséquent, la famille émerge comme une *institution du commun* (Cortado, 2020, 1) lors des crises financières, au sens où la coactivité de ses membres (Dardot et Laval, 2015) garantit le paiement des dettes. Les inégalités de genre et de générations se réduisent au profit d'un partage plus équitable du coût de la dette et des obligations domestiques. Les membres de la maisonnée se rassemblent derrière un même objectif de survie et de maintien de la solvabilité familiale. Leurs efforts conjoints dans le *travail pour la dette* contribuent à maximiser les profits pour les banques et les établissements de crédit. En agissant comme une *institution du commun* (Cortado, 2020), la famille participe donc à la reproduction de l'économie financière.

Vieillir à crédit est la locomotive de ce processus dans le cas des milieux populaires brésiliens. Tant que les enfants et petits-enfants apportent les soins et l'affection nécessaire au maintien de la vie des personnes âgées surendettées, les institutions financières peuvent continuer à les prélever. Par-delà la dette, le capitalisme s'approprie donc la *force vitale* des personnes âgées et des membres de leur famille engagés dans l'économie domestique (Rolnik, 2013).

Néanmoins, l'endettement atteint souvent des proportions telles que les efforts collectifs ne suffisent plus à absorber le coût des intérêts. Dans ce cas, des possibilités de temporisation émergent pour préserver la reproduction sociale des familles. En relâchant la pression sur les débiteurs pendant des périodes conséquentes, ces pratiques permettent aux familles de « tenir » pour que le système financier puisse à son tour se reproduire. C'est ce que va montrer le chapitre 5.

## Chapitre 5 : Les temporalités de la dette

En novembre 2019, la dette est devenue une *boule de neige* (*bola de neve*) pour Linda et Carlos. Cette expression est fréquemment employée, au Brésil, pour parler d'une situation financière incontrôlable. Elle témoigne de la vitesse exponentielle à laquelle la dette gonfle sous l'effet des intérêts et des pénalités de retard. Au départ, la dette n'est qu'une petite *boule de neige*. Mais l'allure à laquelle elle dévale une pente raide entraîne une avalanche financière. Le rythme quotidien à laquelle la dette produit de nouvelles pénalités de retard devient trop élevé par rapport aux temporalités mensuelles des revenus des milieux populaires (Saiag, 2020).

Début décembre, je me rends à la *Foire de récupération du crédit* (*Feirão de recuperação do crédito*) de Vitória. Cet événement rassemble des milliers de débiteurs en défaut de paiement. Assis à côté d'une agente de recouvrement de Da Casa, j'observe les clients de la financière se succéder au guichet. Les histoires de défauts de paiement, qu'ils racontent pour se justifier, évoquent des maladies, interventions chirurgicales, pertes de travail, décès de proches ou encore des problèmes de dépression. L'écoute attentive et empathique de l'agente de recouvrement contribue à atténuer le sentiment de culpabilité qui afflige les débiteurs. Les misères s'expriment et se mettent en scène au guichet. Des affinités se nouent entre endettés et agentes de recouvrement, tous deux issues de milieux populaires.

Quand les débiteurs *suffoquent* sous le poids croissant des dettes, l'*étrointe* financière finit par se relâcher. N'ayant aucune emprise sur leur corps et leur maison, Da Casa les contacte par téléphone. Presque toutes les semaines. Puis, les appels sont plus espacés. Les sonneries se font plus rares, signifiant en creux une certaine tolérance face à l'interruption des paiements.

Lorsqu'ils se présentent au guichet début 2020, les débiteurs sont entrés en défauts de paiement depuis plus d'un an, pour la plupart. Certains n'ont plus donné de nouvelles à la financière depuis plusieurs années. Leur silence montre que le *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012) s'est détendu. Au Brésil, les dispositifs et les stratégies de temporisation des débiteurs s'alimentent mutuellement pour préserver la reproduction sociale des familles, réduites à la survie par l'excès de dettes. En l'absence de pouvoir coercitif, les créanciers négocient dans la mesure où leur propre soutenabilité passe par le rétablissement des capacités d'endettement des débiteurs.

*En vert, les agentes de recouvrement de Da Casa ; de l'autre côté de la table, des débitrices viennent négocier leurs dettes seules ou avec certains de leurs proches. Les négociations ont lieu à l'intérieur d'un box de négociation, dissocié du parterre de client (au second plan).*



Photo 5: Négociations en face-à-face au guichet de Da Casa (auteur : Timothée Narring)

Ce chapitre s'inscrit dans la perspective de « rouvrir la question du temps capitaliste » (Bear, 2014, 1). Laura Bear enjoint les anthropologues à explorer la question du temps moderne, restée longtemps sous-explorée dans cette discipline. « Il faut entendre ici le temps moderne comme un produit historique complexe, centré sur la perception abstraite du temps du capitalisme, qui fait fonction de mesure universelle de la valeur mais entre toujours en conflit avec l'expérience concrète du temps » (Bear, 2014, 28). Le temps moderne est dominé par le chronométrage abstrait du capitalisme qui fixe, a priori, la valeur des relations de travail, de dettes et d'échange. Bear suggère d'explorer les rapports conflictuels entre ce temps abstrait, produit d'une logique comptable, et le temps concret, vécu de manière sensible par les travailleurs (Marx, 1992, Postone, 2004). Son approche repose sur l'étude des représentations divergentes du temps, des techniques et des rythmes pluriels, humains et non humains, impulsés par les institutions. Pour les appréhender, les anthropologues doivent se focaliser sur le travail « dans et sur le temps (labour in/of time)».

(Bear, 2014, 6). Cette formule est particulièrement heuristique pour penser comment les débiteurs agissent dans les temps, fixés par les crédateurs, mais aussi sur le temps, en renégociant leurs dettes et en retardant leur paiement. Le concept de *jonglage*, présenté au chapitre 3, permet d'appréhender la façon dont les débiteurs, et surtout les débitrices, manient de multiples dettes en s'ajustant aux diverses temporalités qui leur correspondent.

Ce chapitre montre que la dette est productrice de temporalités spécifiques (Adkins, 2014) qui s'enchevêtrent entre elles et entrent en collision avec les temporalités de la reproduction sociale et du travail précaire (Millar, 2017). Le temps abstrait des contrats de crédit et de refinancement des dettes produit des effets d'étranglement temporel sur les débiteurs, du fait de l'accumulation exponentielle des intérêts. Toutefois, les débiteurs déploient des stratégies de temporisation des paiements pour tenter de maîtriser et d'atténuer ces dynamiques. Une approche matérialiste de la dette vise à examiner comment les frictions et les divergences entre les rythmes de vie des dettes et des endettés sont gérées par les débiteurs et par crédateurs. Elle cherche à comprendre, à une échelle micro, comment les endettés composent avec des taux d'intérêt usuriers ; et, à un niveau théorique, comment la contradiction entre l'accumulation financière et la reproduction sociale des familles peut être atténuée.

À la suite d'Adkins (2017), je définis les temporalités de la dette comme les rythmes, les séquences de remboursement et les sensations des débiteurs. Dans le cas brésilien<sup>203</sup>, il faut distinguer les dettes régies par des temporalités mécaniques, comme le crédit consigné, des dettes régies par des temporalités variables, comme les prêts à la consommation de Da Casa. Les remboursements des premiers sont directement prélevés, par l'État ou la Sécurité Sociale, sur les prestations sociales des retraités et transférés aux institutions financières. À l'inverse, les seconds sont payés en liquide au guichet des établissements de crédit. Dans ce cas, l'absence de dispositif automatique de recouvrement rend les temporalités de la dette plus variables. Un débiteur peut suspendre le paiement de sa dette à tout moment. À l'exception de l'inscription dans un fichier de débiteur, le non-paiement de la dette n'est pas sanctionné juridiquement ou physiquement.

Au Brésil, les situations de défaut de paiement ne concernent pas seulement les travailleurs pauvres. En 2019, environ 60 millions de Brésiliens sont inscrits dans un registre national de débiteurs en défaut de paiement. Cela signifie que près de 40 % de la population

---

<sup>203</sup> Je me concentre ici sur le cas des dettes financières, en laissant de côté la question des prêts informels.

adulte n'a pas honoré ses engagements financiers et se retrouve privée de l'accès au crédit en utilisant son nom propre<sup>204</sup>. Les juristes et les associations de consommateurs s'activent pour proposer une législation plus protectrice à l'égard des débiteurs, en particulier les personnes âgées (Martins et Marques, 2021, Martins, 2022). Ils alertent les pouvoirs publics sur l'expansion du surendettement, défini comme une situation où les dettes menacent la satisfaction des nécessités essentielles des endettés. D'après l'Institut de Défense du Consommateur (2019), ce problème public concerne 30 millions de Brésiliens, soit 20 % de la population adulte. Une loi est mise en place, en 2021, pour prévenir et traiter ses effets sur les débiteurs. Mais elle ne s'attaque pas à la racine du problème, à savoir le niveau élevé des taux d'intérêt (Encadré 3).

Dans ce contexte, j'analyse comment les renégociations de dette scandent les dynamiques et provoquent des bifurcations dans les trajectoires d'endettement, reconfigurant ainsi les projections individuelles et familiales. L'enchaînement de séquences variées m'amène à étudier la transformation des représentations des endettés au cours du temps, sous l'effet des techniques de refinancement et de recouvrement mises en place par les crédateurs. Les crédits à la consommation, souscrits à Da Casa, serviront de point de départ à l'analyse.

Dans sa théorisation du *gouvernement par la dette*, Lazzarato (2012) montre que la dette dépossède les débiteurs de leurs temps. Sa thèse est confortée par l'ethnographie des milieux populaires brésiliens. Toutefois, le temps de la dette est loin d'être linéaire et régulier comme Lazzarato le suppose. Ce chapitre montre qu'il est, à l'inverse, marqué par l'alternance de séquences contrastées et par des périodes d'accélération et de ralentissement des rythmes de paiement et d'accumulation financière. Dans un contexte d'appauvrissement des familles brésiliennes, il se caractérise par une incertitude de plus en plus forte quant à la capacité des débiteurs à tenir la cadence des remboursements. Dans l'immédiat, les débiteurs fichés ont une faible emprise sur le coût de la dette qu'ils subissent. En revanche, à partir du moment où ils entrent en défaut de paiement, la dette ne produit plus d'effet d'étau. Les débiteurs jouent alors sur l'attente de la tenue de négociations en vue d'obtenir des remises de dettes qui facilitent la sortie du fichage et le déblocage de l'accès au crédit. On peut donc se demander si, au lieu d'être un instrument de pouvoir qui

---

<sup>204</sup> Un certain nombre d'entre eux accèdent au crédit sous une autre identité, comme je l'ai montré tout au long de cette thèse, notamment au chapitre 3.

accentue la pression sur les débiteurs, le temps n'est pas un levier de négociation pour lisser le coût de la dette.

Pour répondre à cette question, je tenterai de fournir une vision d'ensemble des principales séquences qui forment le cycle de la dette des débiteurs de Da Casa. Puis, je me focaliserai sur un la *Foire de récupération du crédit* de Vitória. Cet évènement, organisé à la fin de chaque année, propose aux milliers de consommateurs inscrits dans un registre de débiteur, de renégocier leurs dettes afin de débloquer leur accès au crédit.



Photo 6: Parterre de clients en attente au premier jour du feirão (auteur : Timothée Narring)

### **Encadré 3 : La loi de prévention et de traitement du surendettement**

- la loi n°14.181/2021 prévoit de nouveaux instruments de prévention du surendettement et de négociation entre consommateurs surendettés et créiteurs, tels que la mise en place d'instance de conciliation et de résolution des conflits et le renforcement de l'éducation financière.
- les consommateurs acquièrent le droit de négocier en même temps avec tous leurs créiteurs ainsi que la reconnaissance d'un « minimum existentiel » pour les dépenses de base qui ne peut être prélevé par les institutions financières ;
- il est également interdit aux institutions financières de harceler ou de faire pression sur les consommateurs pour qu'ils contractent des prêts.
- en revanche, Jair Bolsonaro a mis son veto à l'article qui interdisait, de manière expresse, les offres de crédit publicitaires proposant des crédits "sans intérêt" ou "avec taux zéro".
- la disposition qui établissait que, dans les contrats de crédit consigné, la somme des versements réservés au remboursement de la dette ne pouvait pas dépasser 30 % de la rémunération mensuelle du consommateur, a aussi été refusé.

#### Encadré 3 : La loi de prévention et de traitement du surendettement (2021)

## **I. La reproduction du cycle de la dette**

La trajectoire des milieux populaires de Vitória, endettés vis-à-vis de la financière Da Casa, est caractérisée par trois séquences. La première séquence est marquée par l'accélération du rythme de paiement sous l'effet des refinancements de crédit et des retards de remboursement (A). L'incapacité à tenir la cadence des paiements entraîne l'ouverture d'une seconde séquence où les rythmes de vie des endettés et de gonflement de la dette divergent (B). Seule la renégociation aboutit à la normalisation de la situation des débiteurs, à travers le rééchelonnement de la dette (C). À partir du moment où le client sort du fichage, le cycle de la dette peut recommencer. La trajectoire financière de Linda et Carlos illustre l'enchaînement de ces trois séquences et la reproduction quasi-complète du cycle de la dette en l'espace de cinq ans.

## ***A. Le gouvernement par la dette du temps des milieux populaires (séquence A)***

La séquence A illustre la thèse du *gouvernement par la dette*, défendue par Maurizio Lazzarato. Le *gouvernement par la dette* repose sur l'extorsion du futur des débiteurs et sur la culpabilisation de ces derniers. La dette permet de neutraliser l'incertitude de l'avenir en prolongeant et amplifiant l'inégalité actuelle entre débiteurs et crédateurs. « Toute l'innovation financière n'a qu'une finalité : disposer à l'avance de l'avenir en l'objectivant. (...) Cette objectivation est d'une nature toute autre que celle du temps de travail ; objectiver le temps, en disposer à l'avance signifie subordonner toute possibilité de choix et de décision que l'avenir recèle à la reproduction des rapports de pouvoir capitalistes. » (Lazzarato, 2012, 39). La préemption du futur est le produit du démantèlement de l'État-providence et de la transformation de citoyens titulaires de droits sociaux en hommes endettés. « La dette s'approprie ainsi non seulement le temps d'emploi présent des salariés et de la population dans son ensemble mais elle préempte aussi le temps non chronologique, le futur de chacun et l'avenir de la société dans son ensemble » (*Ibid*).

Cette théorie s'applique de façon pertinente aux milieux populaires de Vitória. À partir du moment où les clients de Da Casa souscrivent un crédit, ils doivent s'ajuster au rythme régulier des mensualités des crédits de cette financière. Pour Linda et Carlos, le refinancement des dettes provoque l'accélération des rythmes de paiement et l'intensification du travail de la dette afin de réunir l'argent nécessaire au paiement des mensualités. Pendant cette séquence, le temps des débiteurs est régi par le métronome des versements à régler. L'emploi de la métaphore du métronome, appareil qui mesure la régularité des pulsations rythmiques pour l'exécution d'un morceau de musique, permet de souligner la constance et la ponctualité avec laquelle un endetté doit acquitter ses mensualités (Lazzarato, 2012).

Néanmoins, le temps chronologique de la dette est remodelé par les stratégies de refinancements anticipés des agents commerciaux de Da Casa. Ce réassemblage de la dette actuelle avec un nouveau crédit déclenche l'accélération du tempo à laquelle les intérêts s'accumulent. Les refinancements anticipés conduisent à étendre le gouvernement des clients par la dette sur un an supplémentaire en gonflant le montant des mensualités. L'accélération du tempo des mensualités et l'intensification du *travail pour la dette* entraînent

le resserrement de l'étreinte financière pour les débiteurs. « *Il n'y a plus de frein pour ralentir* » observe Carlos en décembre 2019.

Comme on l'a vu au chapitre précédent, les Bireiro mettent en place une gestion du temps pour s'adapter à cette situation. En témoignent les journées de ménage et les ventes de gâteaux de Linda pour absorber une partie du paiement des intérêts de la dette. Celle-ci explique qu'elle doit joindre l'argent de sa pension de retraite à l'argent des extras pour pouvoir payer ses mensualités, à la fin de l'année 2019. Mettre bout à bout ces deux sources d'argent implique une accentuation du travail relationnel extérieur à la maison et d'une gestion économe du budget familial pour limiter les dépenses de la maison, comme la viande. Linda compense aussi l'assèchement des ressources monétaires du couple en sollicitant les dons d'une amie de ses anciens patrons ainsi que de son ancienne patronne. Avec son mari, ils se rendent plus fréquemment à la pêcherie d'Ensuada de Sua pour récupérer les poissons invendus en échange de tasses de cafés servis aux commerçants. L'aide alimentaire permet alors de remédier au manque d'argent causé par le gonflement de la mensualité.

L'intensification du *travail de la dette et pour la dette* se traduit ainsi par la conversion de la plupart des entrées additionnelles d'argent en intérêt. La répétition et l'accumulation des crédits entraînent ainsi une accélération du métronome de la dette pour tenir les échéances de paiement. L'accroissement des gestes à faire pour réunir l'argent nécessaire tout en assurant la subsistance familiale témoigne du temps croissant consacré au *travail de la dette* au cours d'un mois.

La séquence A s'achève lorsque les endettées n'arrivent plus à tenir la cadence des mensualités. Mais, avant son achèvement définitif, les retards de paiement engendrent des profits financiers records grâce aux paiements de pénalités de retard. En décembre 2019, le retard de paiement d'un mois engendre un pic de profit pour Da Casa. Avec les refinancements, les retards constituent le principal moment d'accélération de la vitesse de production des intérêts. Pour les cadres de la financière, un retard de paiement est lucratif entre 1 et 60 jours.

Ainsi, le ralentissement du rythme de paiement par rapport au métronome de la dette produit, en retour, l'accélération brutale de la production des pénalités de retard. Il constitue une phase transitoire durant laquelle le paiement en retard des mensualités produit un pic de profit durant un à deux mois. Une fois passée ce temps court, la dette est devenue une *boule de neige*, impossible à payer.

## ***B. La dissociation entre la dette et le débiteur (séquence B)***

À la suite du défaut de paiement, une seconde séquence s'ouvre. Elle se caractérise par la dissociation entre la dette et le débiteur, du fait de la divergence croissante entre le rythme accéléré de la production des intérêts et le rythme ralenti de la reproduction sociale des familles.

Les endettés ne peuvent plus tenir la dynamique d'emballlement de la dette. Cette dernière échappe à leur contrôle et continue à grossir de façon exponentielle sans se répercuter sur les débiteurs. Lors de cette séquence, le temps abstrait de la dette, engendré par l'application de pénalités de retard démesurées, n'a plus d'effet direct sur le temps concret dans lequel vivent les endettés (Bear, 2014).

En l'absence de mécanisme coercitif de recouvrement, la dette devient une abstraction mathématique. Elle demeure une fiction arithmétique tant qu'aucune négociation ne permet de recalibrer les montants et les temporalités en les ajustant aux marges de manœuvre budgétaires des milieux populaires. Le défaut de paiement entraîne le relâchement de la pression financière sur les épaules des débiteurs. Il est synonyme de répit.

Pour entrer en défaut de paiement, il suffit d'arrêter de se rendre au guichet de Da Casa pour régler sa mensualité. À la suite de la défection des débiteurs, les agents de recouvrement intensifient les appels téléphoniques. Ils suggèrent au débiteur de fixer oralement une nouvelle échéance de paiement. Mais le plus souvent, les engagements pris par certains débiteurs sont vains car la dette est déjà hors de contrôle. Cette situation amène à se demander si les débiteurs pourront à nouveau emprunter par la suite ; et si c'est le cas, par quels moyens ils retrouveront leurs *nom propre (nome limpo)*.

La séquence B ouvre un temps indéterminé, vécu de façon inégale par les débiteurs (Adkins, 2017). Celles et ceux qui disposent d'un réseau social suffisamment solide peuvent contourner le fichage et accéder à la consommation, en empruntant le nom de leurs proches. Ils peuvent alors laisser de côté leurs dettes anciennes en se projetant dans de nouveaux crédits. Le *gouvernement par la dette* est suspendu dans le cas des premières. En revanche, il s'applique aux seconds du fait de l'encastrement du crédit dans des obligations familiales ou amicales. À l'inverse, l'inscription dans un fichier de débiteur bloque l'accès au crédit

pour les débiteurs incapables de mobiliser leur entourage. Ceux qui ne peuvent pas utiliser le crédit d'un tiers se retrouvent empêchés de satisfaire une partie de leurs nécessités de reproduction sociale et leurs aspirations de consommation. Paradoxalement, se retrouver en dehors du *gouvernement par la dette* entraîne une sensation de paralysie et entrave toute projection dans l'avenir.

Au Brésil, il est couramment admis qu'une dette devient caduque cinq ans après un défaut de paiement. Cette croyance est suffisamment répandue pour inciter un certain nombre d'endettés à attendre pour espérer sortir du fichage. Néanmoins, lorsqu'ils se renseignent plus en détail auprès de leur créancier, ils apprennent que si leur dette n'apparaît plus dans les registres de fichage, elle reste toujours inscrite dans les registres de l'entreprise créditrice. Par conséquent, le passage par la case renégociation et la souscription d'un plan d'apurement des dettes est nécessaire, ne serait-ce que pour retrouver l'accès au crédit avec cette entreprise. De plus, avec la mise en place de fichier positif, depuis la loi de 2019, les entreprises coopèrent plus étroitement entre elles et s'échangent leurs données pour ajuster leurs pratiques de crédit au score des clients. La stratégie d'attendre que la dette soit caduque est donc encore moins efficace qu'elle ne l'était auparavant.

Entre 2015 et avril 2020, Linda et Carlos connaissent deux défauts de paiement : un premier ciblé, celui de Linda en juin 2017, et un défaut de paiement général, début 2020. Le défaut de paiement avec Da Casa crée une sensation de paralysie pour Linda et Carlos dans la mesure où ils subissent les prélèvements automatiques de deux crédits consignés et d'un autre prêt à la consommation (encadré A). Même en suspendant leur paiement à Da Casa, leur reste à vivre demeure faible.

En revanche, dans d'autres cas, le défaut de paiement peut être source de soulagement puisque le rythme de paiement ralentit et la pression financière se relâche. Par exemple, Cira, rencontré au chapitre 2, a pu achever la construction de sa maison en 2016 grâce au crédit souscrit avec Da Casa. Elle ne l'a pas remboursée du fait de son chômage et de l'hospitalisation de son fils, ce qui lui a permis de se concentrer sur l'achèvement de la maison sans se préoccuper du crédit. La dissociation entre le rythme de vie des endettés et de la dette a donc permis de desserrer à l'étreinte financière et de se focaliser sur les problèmes urgents et le projet de maison. Le détournement du crédit en don constitue même une forme de redistribution au service de la conclusion des travaux. Dans ce cas précis, le fichage n'est pas un problème puisque Cira fait partie d'un vaste réseau féminin

de crédit avec ses sœurs et dispose de la confiance des commerçants du *morro*<sup>205</sup>. Ici, le *travail de la dette* reste intense, mais il est relocalisé dans des obligations familiales et personnelles.

Au contraire, certains habitants du *morro* souffrent de leur réputation et de liens familiaux distendus, ce qui provoque une double peine : exclusion du crédit formel et des systèmes de crédit locaux. C'est le cas d'Elena, à qui j'ai prêté une petite somme d'argent en novembre 2018 pour avancer le changement de sa bonbonne de gaz. En faisant l'expérience du non-remboursement, je me suis rendu compte que d'autres personnes avaient connu le même sort que moi : des commerçants, des amies d'enfance et connaissance du quartier. Lorsque j'évoque le nom d'Elena, on me rétorque qu'*elle doit à Dieu et au monde (ela deve a Deus e o mundo)*. De même, Léo, mon voisin, est tombé en défaut de paiement avec Da Casa et l'entreprise EDP s'est retrouvée sans électricité depuis que ses sœurs ont séparé leur compteur d'électricité du sien. Elles ont fait sienne la promesse de la compagnie d'électricité : « *un compteur par maison* ». Léo n'est pas parvenu à payer toutes les factures en retard. L'électricité a été coupée. Il n'a pas pu emprunter à Da Casa pour renégocier avec EDP. Pour cuisiner ses plats et se rendre sur les marchés, Léo demande à Maria Teresa de stocker ses brochettes de viande dans le congélateur de l'épicerie et de lui prêter son téléphone pour appeler un chauffeur Uber. Mais à la suite de *fofocas* (commérages) de ses sœurs, selon lesquelles Maria Teresa déplorerait le manque d'abnégation au travail de Léo, celui-ci prend ses distances avec elle et se retrouve bloqué dans ses démarches quotidiennes. Cette anecdote montre la puissance des *fofocas* sur la circulation du crédit et les relations sociales (Fonseca, 2004).

Au lieu de neutraliser toute incertitude, le *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2014) se traduit par une forte différenciation des projections et des sensations des endettés après leur défaut de paiement. La séquence B témoigne de situations extrêmement disparates : d'un côté, des débiteurs qui entament une seconde vie de crédateurs, en empruntant au nom d'un tiers, et de l'autre, des débiteurs, isolés socialement, qui se retrouvent bloqués par le fichage. Les premiers s'en sortent grâce à la confiance de leur entourage et la solidité de leur réseau social. À l'inverse, les seconds sont marginalisés. Sans crédit, Elena « *a l'impression de ne rien pouvoir faire* » (novembre 2019). Léo évoque un « *sentiment de décadence et de gêne* ». Entre la sensation de paralysie, exprimée par Elena, et la sensation de vivre à cent à l'heure,

---

<sup>205</sup> Cinq ans plus tard, Cirá n'a toujours pas contacté Da Casa pour renégocier sa dette. Elle estime qu'emprunter au nom de sa nièce et de la belle-mère de ses sœurs est suffisant pour financer la consommation du ménage.

ressentie par Cira, les rythmes éprouvés par les endettés varient sensiblement. Ils ne sont plus déterminés par la valeur abstraite de la dette mais par la capacité à s'adapter au fichage en mobilisant leur réseau social.

Du côté des créiteurs, la phase B ouvre un temps de pertes financières. Les institutions financières sont sommées par la Banque Centrale de provisionner une part croissante des créances en défauts de paiement à mesure du temps, en vertu des accords de Bâle III.

### ***C. La normalisation des débiteurs (séquence C)***

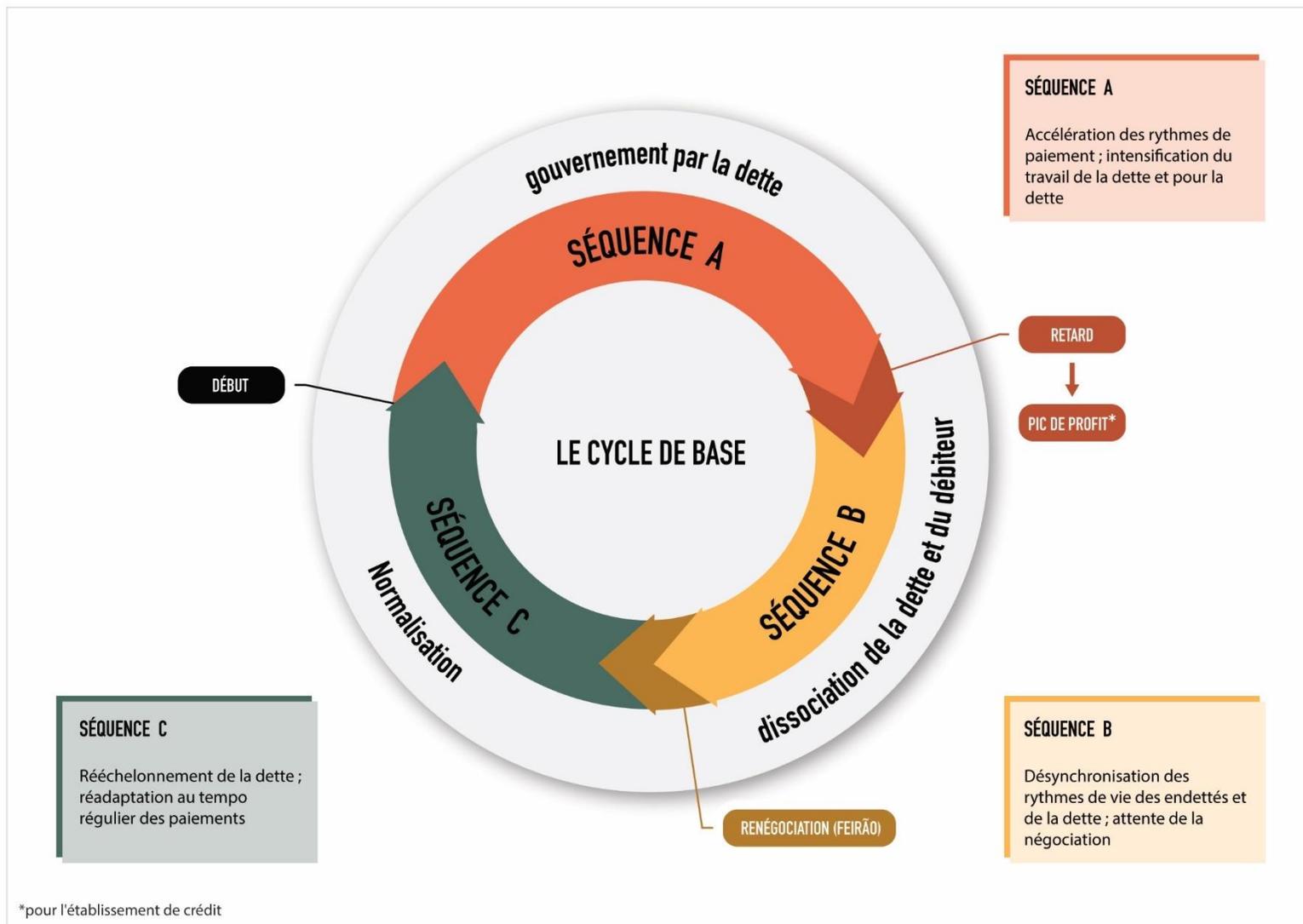
Ouverte par la renégociation des dettes, la séquence C permet aux débiteurs de sortir du fichage, grâce à la redéfinition des montants et des temporalités de la dette dans un nouveau calendrier de paiement étendu sur plusieurs années. À la suite de Foucault (1978), je la qualifie de phase de *normalisation* des consommateurs surendettés. La normalisation désigne un processus par lequel une technique de gouvernement se calque sur les oscillations d'un phénomène qui affecte la population dans l'optique de les réguler et d'orienter les comportements humains (Foucault, 1978). « Dans les disciplines, on partait d'une norme et c'est par rapport à ce dressage effectué par la norme que l'on pouvait ensuite distinguer le normal de l'anormal. Là, au contraire, on va avoir un repérage du normal et de l'anormal (...) et l'opération de normalisation va consister à faire jouer les unes par rapport aux autres ces différentes distributions de normalité (...). C'est le normal qui est premier et c'est la norme qui s'en déduit, ou c'est à partir de cette étude des normalités que la norme se fixe et joue son rôle opératoire » (Foucault, 1978, 64) ». À l'inverse de la discipline qui présuppose l'application rigoureuse d'un principe de conduite, la normalisation articule laisser faire et régulation de l'activité humaine (Foucault, 1978).

On peut tout à fait transférer cette distinction au cas de la dette. Plutôt que de sanctionner les défauts de paiement, les institutions financières relâchent la pression sur les débiteurs et les incitent à s'engager dans des plans de rééchelonnement des dettes. Elles les invitent à jouer le jeu de la négociation en face-à-face, lors du *feirão*. Pourtant, l'issue des négociations est prévisible en raison de l'application de critères, définis au préalable, par la financière. Les constats partagés par les agentes de recouvrement et les clients se ressemblent d'un guichet à l'autre de Da Casa : la dette est impayable en un seul versement, le rééchelonnement est le seul moyen de la rendre soutenable et de débloquent l'accès au

crédit. La *normalisation* suppose que les débiteurs se rendent à cette évidence grâce à l'application subtile de procédures de négociations définies par le créateur. Elle implique de s'autodiscipliner financièrement et de redoubler d'effort pour tenir le rythme régulier des versements lors des mois suivants.

De cette manière, le consommateur fiché redevient client de l'établissement de crédit et renoue avec l'accès au crédit. La normalisation aboutit ainsi à la réinsertion progressive du débiteur au sein du *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012). Pour les créanciers, l'enjeu est de contrôler, à nouveau, le temps des débiteurs en attente de négociation. Pour cela, il est proposé de fixer, de manière contractuelle, un rythme régulier et modéré de remboursement, échelonné sur le moyen terme. Pour les débiteurs, le rééchelonnement est un moyen de racheter du temps puisque dans l'immédiat, la dette, gonflée par les intérêts et les pénalités de retard, est impayable. La révision de la valeur de la dette et son étalement sur plusieurs années permettent de réintégrer la société de consommation à crédit.

Le schéma 13 présente l'enchaînement de ces trois séquences qui caractérisent le cycle de la dette pour les débiteurs de Da Casa. La représentation d'un cadran, à lire dans le sens des aiguilles d'une montre, illustre la reproduction de la dette et des consommateurs endettés à travers le temps. Les trois séquences, présentées au cours de cette partie, sont ici rendues visibles. Cette représentation s'inspire des dettes de Linda et Carlos entre 2015 et 2021, vis-à-vis de Da Casa. Ceux-ci ont enchaîné les séquences A-B-C-A-B, soit presque deux cycles complets en six ans à peine. Leur trajectoire montre une intensification du rythme de la dette (séquence A, janvier 2015-juin 2017) suivie par l'interruption partielle du gouvernement par la dette, avec le défaut de paiement de Linda (juin 2017-juillet 2017), enfin une période de normalisation de la dette de cette dernière (juillet 2017-juillet 2018). À la fin du mois de juillet 2018, un nouveau cycle est réinitié.



Graphique 13: Le cycle de base de la dette et du débiteur (source : Timothée Narring ; auteure : Lilian Papini)

La répétition et le refinancement des crédits entraînent l'accélération du rythme des paiements (séquence A, juillet 2018-février 2020), synonymes de pics de profit pour Da Casa et de *suffocation financière* pour les endettés. Un défaut de paiement général interrompt le *gouvernement par la dette* et entraîne la dissociation entre le rythme de vie de la dette et celui des endettés (séquence B, mars 2020-janvier 2021). La répétition de deux défauts de paiement dans des intervalles de temps plus courts montre que le *gouvernement par la dette* a duré moins longtemps lors du second cycle. La vitesse excessive d'accumulation des intérêts et des pénalités de retard par rapport à la stagnation des pensions de retraite provoque cette situation.

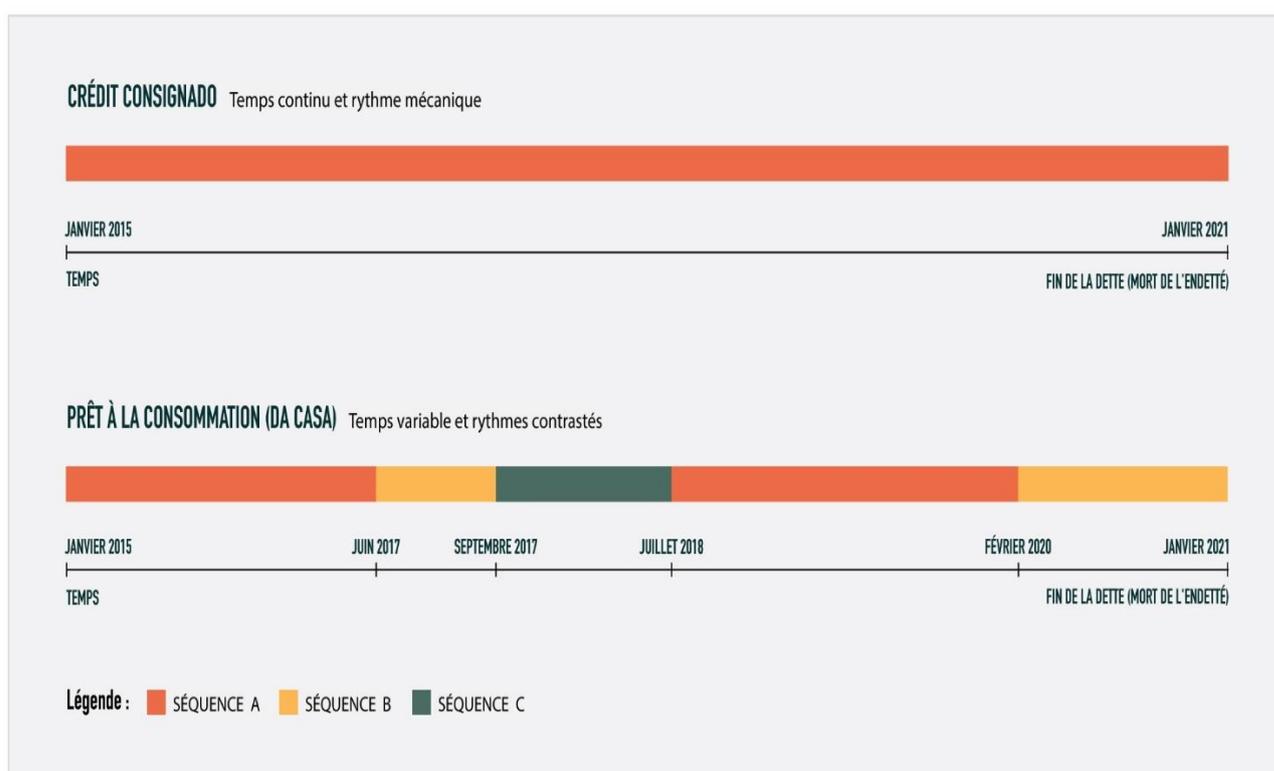
Cette première conceptualisation des séquences de la dette montre que la thèse du *gouvernement par la dette* s'applique pleinement lors de la séquence A et constitue la finalité de la séquence C. La normalisation des débiteurs passe par la réadaptation du débiteur au tempo régulier du plan de rééchelonnement des dettes en vue de sortir du fichage et de retrouver son accès au crédit. En revanche, le cycle de la dette montre aussi les limites de la thèse de Lazzarato. Le défaut de paiement engendre la désynchronisation des rythmes de vie de la dette et des endettés et la suspension de l'obligation de paiement.

De plus, le cycle que j'ai conceptualisé ici, concerne le cas d'un type de dette : celle des financières où le paiement intervient au guichet. Dans la pratique, il s'imbrique avec le cycle d'autres dettes, comme les crédits consignés directement prélevés sur les pensions des retraités. Il est donc nécessaire d'étoffer le cycle de base de la dette pour rendre compte des enchevêtrements de plusieurs temporalités.

#### ***D. La superposition de plusieurs cycles de la dette***

Le cas de Linda et Carlos témoigne d'une imbrication du temps indéterminé et flexible des prêts à la consommation de Da Casa au temps mécanique des crédits consignés. Si ces retraités interrompent à deux reprises le paiement de Da Casa et renégocient une fois un plan de rééchelonnement des dettes, les prélèvements des crédits consignés se maintiennent jusqu'à la mort de Carlos. Le temps mécanique des prélèvements garantit ainsi l'extraction des revenus des ménages tant que les endettés sont en vie. Le temps irrégulier des paiements permet, quant à lui, de dégager des profits très élevés à court terme pour Da Casa, tout en provoquant des défauts de paiement, du fait du coût élevé des intérêts. Le schéma 2 représente la superposition de deux cycles de la dette : la courbe rouge représente le temps continu et linéaire du crédit signé, caractérisé par le rythme mécanique des prélèvements des mensualités ; la courbe verte représente, à l'inverse, les

rythmes contrastés et les temporalités variables de la dette à Da Casa, à partir des trois séquences (A, B, C) présentées ci-dessus. L'imbrication de temporalités mécaniques et de temporalités variables de la dette témoigne des dissonances rythmiques du « gouvernement par la dette » (graphique 14). En même temps qu'ils sont gouvernés par les rythmes réguliers et mécaniques des crédits consignés, il arrive que les débiteurs s'extraitent de l'obligation de paiement avec Da Casa. Le rythme des paiements devenant insoutenable en raison du coût du crédit, le défaut de paiement permet d'obtenir un peu de répit.



**Graphique 14: La superposition des temporalités variables et mécaniques de la dette** (source : Timothée Narring ; auteure : Lilian Papini)

Comment ces rythmes pluriels de la dette sont-ils éprouvés par les débiteurs ? Le cas de Lili, rencontrée au chapitre 2, montre que, bien qu'il soit nettement moins coûteux en termes d'intérêts, le crédit consigné est, parfois, ressenti de manière nettement plus violente par les endettés. Quatre ans après notre première rencontre, Lili n'a qu'une préoccupation à l'esprit lorsque je la croise dans la rue : « *Jusqu'à quand je vais payer ?* » (septembre 2020). Son questionnement fait écho au constat amer dressé par une agente de crédit quelque mois plus tôt : « *le crédit consigné n'a pas de fin* ». Lili a suspendu le paiement des prêts à la consommation avec Da Casa en priorisant les

dépenses contraintes, comme l'électricité, l'eau et l'alimentation. En revanche, elle n'a aucune prise sur le crédit consigné et fait part de son sentiment de dépossession. Le rythme des prélèvements est ressenti de manière coercitive car il est impossible de le ralentir ou l'interrompre, à l'inverse du rythme des paiements à Da Casa.

Comme Lili, plusieurs retraitées se plaignent de la sensation de compression du présent provoquée par la captation d'une part importante de leur pension de retraite. Au *morro*, j'ai relevé le cas de six personnes âgées, comme Linda, recevant à peine 30 % de leurs pensions de retraite ou de veuve en raison de la superposition de plusieurs prélèvements. Alors que la loi prévoit que les prélèvements ne dépassent pas 40 % du revenu du débiteur, certaines institutions surfent sur l'élan du crédit consigné pour appliquer, à leur tour, le prélèvement mécanique des mensualités (Lavinias, 2017). Ces pratiques sont illégales mais aucun de mes interlocuteurs n'envisage de porter plainte. Ces situations montrent que l'imbrication de crédits consignés et de prêts des financières exacerbe les situations d'étranglement. Elles empêchent aux retraités de jouer un rôle de pourvoyeurs auprès de leur famille. Néanmoins, dans la plupart des cas, le temps de la dette est moins souvent mécanique que variable, de par la prééminence des financières au sein des milieux populaires de Vitória.

La seconde partie se focalise sur les foires de la dette, point de bascule entre la séquence de défaut de paiement (B) et la séquence de normalisation du débiteur (C). Dans quelle mesure ces négociations de dette permettent-elles de réintégrer les consommateurs surendettés au sein du gouvernement par la dette ?

## **II. La révision du passé de la dette pour envisager le futur**

Pour penser les foires de la dette, je m'inspire de la proposition théorique de Lisa Adkins<sup>206</sup> (2017). À la différence de Lazzarato, cette sociologue envisage la dette comme productive du temps, et non comme une simple fermeture des possibles :

« À l'époque de la dette titrisée, le passé, le présent et le futur n'ont pas de relation préétablie les uns avec les autres, mais sont ouverts à un état constant de révision : ils peuvent être dessinés et redessinés, assemblés et désassemblés, fixés et réinitialisés. (...) Loin de vider les futurs, la société de la dette exige des sujets qui doivent constamment s'ajuster aux recalibrages des passés, des

---

<sup>206</sup> Adkins tente de conceptualiser les stratégies d'accumulation financière, comme la titrisation, dans un contexte d'endettement de masse et de politiques d'austérité.

présents et des futurs ainsi qu'aux changements dans les relations entre et à travers ces états.» (Adkins, 2017, 468<sup>207</sup>)

Le « temps spéculatif » pensé par Adkins est un temps dans lequel les passés, présents et les futurs ne sont pas dissociés, mais interdépendants et redéfinis constamment les uns par rapport aux autres. Une différence notable entre les crédits titrisés, conceptualisés par Adkins, et les prêts à la consommation de Da Casa est que les seconds ne sont pas titrisés. Pour autant, on observe à la foire de la dette un processus similaire à celui décrit par Adkins. La réécriture du passé de la dette doit permettre aux débiteurs d'honorer leur promesse de payer dans un futur étendu. Dans cette partie, je montre que les pratiques d'effacement de dettes sont partielles et rares au *feirão*. Toutefois, la large médiatisation des situations de remises de dette façonne les représentations des débiteurs et favorise leur participation.

### ***A. Les foires de la dette : l'actualisation de pratiques anciennes d'effacement de dettes ?***

Début décembre 2019. Les journaux et les télévisions locales concentrent leurs unes sur la tenue de la foire de récupération du crédit qui se tient dans quelques jours dans le centre-ville de Vitória. Les réductions atteindraient jusqu'à 90 % de la dette d'après les organisateurs de l'évènement. Hélène Ducourant, sociologue française, spécialiste du crédit à la consommation, me rejoint pour suivre cet évènement.

La première question qui nous traverse l'esprit est de savoir si le *feirão* s'inscrit dans la continuité des pratiques d'effacement de dettes analysées par David Graeber dans *Dettes 5 000 ans d'histoire*. Cet ouvrage montre que les annulations de dettes remontent à la Mésopotamie de 2 350 avant Jésus Christ. La fête du Nouvel An « était l'occasion parfaite pour effacer l'ardoise financière de Babylone » (Hudson, 1993, cité par Graeber, 266). « Les rois babyloniens supervisaient le rituel du « bris des tablettes », c'est-à-dire des dettes archivées et rétablissaient ainsi l'équilibre économique dans le cadre du renouvellement calendrique de la société » (Ibid). David Graeber montre que l'effacement des dettes permet de réduire le risque d'insurrections populaires et de relégitimer les souverains. Elles jalonnent l'histoire humaine et s'étendent à diverses régions du

---

<sup>207</sup> Traduction personnelle.

monde<sup>208</sup>. Par son analyse historique de longue durée, Graeber renverse l'énoncé moral selon lequel il faudrait toujours payer ses dettes.

À première vue, la foire de récupération du crédit de Vitória ressemble aux rituels anciens d'effacement de dettes. Elle intervient chaque année à l'approche des fêtes du nouvel an et vise à remettre les compteurs à zéro. Elle donne lieu à des annulations spectaculaires de dette : une dette de 18 000 *reais* tombe à 1 000 *reais* d'après les reportages<sup>209</sup>. Le *feirão* semble une bulle hors du temps de l'usure où les rapports de pouvoir s'anesthésient et s'équilibrent le temps de quelques jours<sup>210</sup>. Les organisateurs de cet événement invitent les débiteurs à *laver leur nom* (*lavar o nome*) pour débloquent leur accès au crédit. Cette expression emprunte au langage biblique : *laver son nom* signifie se libérer des péchés. Elle montre à quel point la dette est associée à la culpabilité et à la perte de son honneur.

Néanmoins, le cas spécifique du *feirão* ne peut être que partiellement assimilé aux jubilés étudiés par Graeber. La tenue générale des négociations aboutit au rééchelonnement de la plupart des dettes sur plusieurs années. Elle ne débouche sur des effacements de dettes qu'en de rares situations. Pourtant, les médias se focalisent sur ces situations marginales où des dettes très anciennes sont presque entièrement effacées. Cela contribue à infuser la représentation de relations apaisées entre débiteurs et crédateurs. Ainsi, les *foires* ont une visée commune à celle des jubilés de la dette, en mettant en scène le soulagement des débiteurs et la pacification des rapports entre institutions financières et milieux populaires. Toutefois, le contenu de ces événements diverge en lui-même.

Au *feirão*, les débiteurs négocient à la baisse le premier versement de la nouvelle dette, appelé *entrada* (entrée), car son paiement déclenche la fin du fichage. En échange de la réduction de cette première mensualité, la durée de la dette est prolongée sur plusieurs années. Les débiteurs et les crédateurs s'accordent ainsi sur un compromis entre les temporalités présentes et futures de la dette pour gérer l'insolvabilité massive des endettés en l'état actuel. L'analyse du *feirão* amène à envisager une troisième voie entre le temps long de l'exploitation financière et les moments exceptionnels d'annulation de dette, dépeints par Graeber.

---

<sup>208</sup> « Les déclarations de ce genre reviennent sans cesse dans les documents sumériens et plus tard babyloniens et assyriens et elles toujours les mêmes raisons : le rétablissement de la justice et de l'équité, la protection de la veuve et de l'orphelin- "pour que le fort n'opprime pas le faible", proclame Hammourabi quand il efface les dettes à Babylone en 1761 av. J.-C. » (Graeber, 266).

<sup>209</sup> Reportage de la télévision locale « Tribuna » du 5 décembre 2018.

<sup>210</sup> Cela fait écho à l'analyse de Roberto Da Matta sur le carnaval (1978).

Pour saisir les enjeux du *feirão*, je présente d'abord l'organisation de cet évènement et analyse le barème des négociations appliqué par Da Casa.

### **Encadré 2 : L'organisation du *feirão***

Le *feirão* de Vitória réunit environ 15 000 personnes chaque année pendant cinq jours en décembre. Il est organisé par la chambre de commerce locale, en partenariat avec l'un des organismes de fichage national, le SPC. Le premier *feirão* a lieu en 2011, sous l'impulsion du directeur du recouvrement de Da Casa et du directeur de la chambre de commerce locale. L'idée est de réunir en un seul lieu les débiteurs et les « grands comptes locaux ». En décembre 2019, sont présents deux financières, les entreprises concessionnaires de la distribution de l'électricité et de l'eau dans l'État de l'Espírito Santo, une banque régionale et plusieurs banques nationales représentées par la chambre de commerce locale. Les deux entreprises les plus sollicitées sont Da Casa et EDP (Énergie du Portugal).

En revanche, aucun argent n'est échangé lors du *feirão*. Crédeurs et débiteurs n'échangent que des promesses. D'abord, l'agente de recouvrement recalcule la dette et soumet une proposition de paiement au client. Puis, ce dernier négocie les temporalités et le montant de la dette. La négociation débouche généralement sur un nouveau calendrier de paiement. La première échéance de ce calendrier intervient la semaine suivant le *feirão*. Le client doit payer un premier versement (*entrada*) afin de sortir du fichage.

Le dispositif du *feirão* est fondé sur la distinction entre les espaces collectifs où les clients attendent et les espaces de négociation en face-à-face où ils négocient leurs dettes avec les agents de recouvrement. Les négociations se déroulent dans des boxes séparés de l'espace d'attente par une vitre transparente. Les négociations sont donc visibles, mais inaudibles depuis le parterre où les débiteurs attendent.

Focalisons-nous ici sur Da Casa Financeira pour achever l'ethnographie entamée lors de la souscription du crédit au guichet. Son stand est de loin le plus fréquenté. À l'extérieur, un fond vert, la photo d'une femme blanche, cheveux blonds, levant le pouce, à côté d'un numéro de téléphone, invitant les clients à entrer en contact avec la centrale de négociation. À l'intérieur, le stand est orné de ballons en plastique verts gonflés, donnés aux enfants qui accompagnent les débiteurs. Les agentes de recouvrement ont enfilé un gilet vert. On peut y lire : « *Récupère ton crédit !* » suivi de « *Compte sur moi* ». Les agentes de recouvrement sont épaulées par trois gérants et les visites régulières du directeur du recouvrement qui a facilité notre accès aux renégociations. Le caractère accueillant et chaleureux du stand de Da Casa se distingue nettement de tous les autres stands. La

plupart des décorations se limitent au nom de l'institution, mis en valeur par un néon de lumière claire.



**Photo 7: De multiples dettes** (source : Feirão, 2019 ; auteur : Timothée Narring)

*Le débiteur tient en main les trois tickets correspondants aux factures d'électricité (EDP), d'eau (Cesan) et dettes financières (Da Casa) qu'il est venu renégocier ;*



Photo 8: La dissociation entre les espaces de négociation (individuelle) et d'attente (collective) (auteur : Timothée Narring)

*Au premier plan, une débitrice en train de renégocier dans les boîtes de Da Casa. Au second plan, le parterre de clients attendant que leur numéro s'affiche à l'écran.*

## ***B. Barèmes et ancienneté de la dette : le temps comme arbitre du feirão***

L'ancienneté des défauts de paiement et le mode de paiement (immédiat ou échelonné) déterminent la réduction des intérêts et des pénalités de retard appliquée par la financière. Plus le défaut de paiement est ancien, plus la réduction (*desconto*) sera forte, ce qui incite à faire défaut sur de longues périodes. Si le client s'engage à payer en un seul versement sa dette, il bénéficiera de remises de dettes plus significatives.

Ce barème est construit, par Da Casa, en fonction de l'obligation de provisionnement des créances non remboursées, imposé par les accords de Bâle III et contrôlé par la Banque Centrale Brésilienne. La Provision des Débiteurs Défectueux (PDD) s'accroît à mesure de l'antériorité du défaut de paiement (tableau 1). Elle est de 3 % du principal pour un défaut de paiement entre 30

et 60 jours, de 10 % pour un défaut de 60 à 90 jours. Au bout de 180 jours, l'institution financière doit provisionner 100 % (BCB, 2020). Dès lors, la dette disparaît de la comptabilité de l'institution, qui la considère comme perdue.

Risque	Nombre de jours de retard	Mise en provision du principal (en %)
A	1 à 15	0,5
B	15 à 30	1
C	31 à 60	3
D	61 à 90	10
E	91 à 120	30
F	121 à 150	50
G	151 à 180	70
H	>180	100

Tableau 8: La Provision des Débiteurs Défectueux (PDD) (source : Da Casa, feirão 2019)

Dans ce tableau 1, la première colonne indique le niveau de risque, la seconde le nombre de jours de retard, et la troisième la part du crédit que l'institution financière doit provisionner pour couvrir le risque d'un défaut de paiement du débiteur. Du point de vue de Da Casa, la « perte » de la dette, six mois après le défaut de paiement, détermine le barème de renégociation appliqué durant le *feirão* (tableau 2 et 3).

Le barème est scotché sur la table des négociations, du côté de l'agent de recouvrement. Les clients ne le voient pas. La première colonne concerne le nombre de jours de retard, la seconde le taux de réduction des pénalités de retard, la troisième le taux de réduction de la dette. Une règle générale s'applique aux négociations : pour un défaut de paiement antérieur à six mois (180 jours), la dette n'est pas réduite et des pénalités de retard s'appliquent ; pour un défaut de paiement de plus de six mois, la dette est réduite en fonction de son ancienneté et il n'y a plus de pénalités de retard.

Nombre de jours de retard	réduction des pénalités de retard (en %)	Réduction de la dette (en %)
0 à 60	0,56	0
61 à 90	0,26	0
91 à 120	0,21	0
121 à 150	0,16	0
151 à 180	0,11	0
181 à 360	100	5
361 à 720	100	10
721 à 1080	100	15
1081 à 1800	100	20
>1800	100	30

Tableau 9 : Le barème de négociation pour les rééchelonnements (source : feirão ; auteur : Timothée Narring)

Tableau 10: Le barème en cas de rééchelonnement de la dette (« Novação ») (source : Da Casa, feirão 2019)

Les conditions de renégociations se déclinent en deux types de barème. Le barème principal, intitulé « renouvellement » (*novação*), concerne les situations où la dette est rééchelonnée ou refinancée. Le rééchelonnement intervient pour les défauts de paiement de six mois et plus. Lorsqu'une dette est en souffrance de paiement depuis plus de 1 800 jours, soit 5 ans, les pénalités de retard sont entièrement supprimées (100 %) et la dette est diminuée de 30 %. Le rééchelonnement est la situation la plus répandue, que j'analyserai en détail dans la dernière partie de ce chapitre.

De son côté, le refinancement intervient uniquement pour les défauts de paiement antérieurs à six mois. Il aboutit à multiplier par deux, voire trois le coût de la dette, du fait des pénalités de retard et de l'application de nouveaux intérêts. Par exemple, João, qui a 173 jours de retard sur le paiement de son crédit, et une dette recalculée de 8 912 *reais*, se retrouve avec un plan de refinancement de 31 mensualités de 529,6 *reais*, soit 17 317 *reais*. Les conditions de négociation sont donc particulièrement défavorables aux débiteurs pour les défauts de paiement récents.

Le second barème, intitulé *règlement (quitação)* concerne les dettes renégociées et payées en un seul versement. La réduction maximale intervient au-dessus de 1 800 jours. L'ensemble des pénalités de retard sont supprimées et la dette est réduite de 55 %. Ce barème est donc nettement plus avantageux que le barème « renouvellement » qui applique 30 % au même stade. Mais encore faut-il que le client puisse payer sa dette en un seul versement, ce qui n'intervient qu'en de rares situations.

Nombre de jours de retard	réduction des pénalités de retard (en %)	Réduction de la dette (en %)
0 à 60	0,3	0
61 à 90	0,2	0
91 à 120	0,1	0
121 à 150	0,05	0
151 à 180	0,02	0
181 à 360	100	15
361 à 720	100	25
721 à 1080	100	35
1081 à 1800	100	45
>1800	100	55

Tableau 11: Le barème du règlement immédiat des dettes (source : feirão ; auteur : Timothée Narring)

Le temps de la dette est donc réversible selon l'ancienneté de la dette et son paiement échelonné ou immédiat. Les opérations mathématiques, réalisées au cours du *feirão*, montrent que

la dette fait l'objet de processus comptables contradictoires. Le défaut de paiement entraîne l'accélération de la vitesse à laquelle les intérêts s'accumulent. Mais lorsque le débiteur s'assoit à la table de négociation, cette dynamique exponentielle est brisée par la division des intérêts et le retrait des pénalités de retard. Le *feirão* vise à impulser une nouvelle séquence de paiement régulier, grâce au re-calcul de la dette. Les crédateurs s'écartent ici d'une logique purement mathématique selon laquelle la dette augmente, de façon linéaire, au cours du temps. Le résultat de ces opérations est censé créer les conditions d'acceptabilité par le débiteur du nouveau contrat et les conditions de possibilités de paiement de cette somme ou de ce plan de rééchelonnement. La dette n'est ainsi ni complètement annulée, comme dans les jubilé réécrits par Graeber (2013), ni continuellement répétée, comme le suggère Lazzarato (2011) avec la thèse du *gouvernement par la dette*. L'enjeu du *feirão*, pour les crédateurs, consiste à ranimer la promesse du paiement, par le dévoilement d'une logique purement mécanique. Les opérations de division et de soustraction, déterminées par l'ancienneté des dettes, marquent une rupture avec la dynamique d'accumulation exponentielle des montants de dette. Elles constituent un point de bascule, permettant la ré-association de la dette et du débiteur : soit par un versement ponctuel, soit par la reprise du rythme régulier des paiements. Le guichet est ce lieu de reconversion des consommateurs surendettés en futurs clients. La première étape de la négociation consiste à ce que l'agente de recouvrement mette en scène la réduction spectaculaire du montant de la dette de manière à surprendre et à rassurer le débiteur.

### ***C. Un arrêt sur image : la chute des dettes astronomiques***

Lors des négociations en face-à-face, les agents de crédit procèdent à une actualisation de la dette à l'instant T. Cette mise à plat permet de constater la démesure du coût des dettes anciennes par rapport aux faibles revenus des participants du *feirão*<sup>211</sup>. Chaque interaction est ponctuée de l'énonciation de trois montants : le montant de la dette actuelle, le montant de la dette sans les pénalités de retard et le montant de la proposition de paiement en un seul versement. Prenons un exemple tiré du premier jour du *feirão* :

Maria, femme de ménage journalière, s'avance au guichet. L'agente de recouvrement consulte silencieusement son dossier. La cliente a deux créances en souffrances de paiement : le

---

<sup>211</sup> Da Casa dispose, dans son système, d'une fiche sur chaque client avec le montant approximatif de ses revenus, déclarés par le client lors de la souscription du crédit. Mais vu que la plupart des revenus sont informels, ils varient et divergent souvent du revenu déclaré au guichet.

paiement d'un emprunt (1 120 *reais*), et le paiement d'une facture de carte de crédit (620 *reais*). L'agente de recouvrement observe que le défaut de paiement est de 1 501 jours de retard. Les pénalités de retards sont donc entièrement retirées et la dette, qui incorpore les intérêts du crédit, est réduite de 45 %. Puis, à voix haute, l'agente de recouvrement assure : « *Votre dette totale est de 13 400 reais. J'ai retiré toutes les pénalités de retard, cela fait 1 740 reais. Puis je vous ai fait une remise : ça ne vous revient qu'à 1 050 reais en payant comptant (a vista).* » En quelques secondes, trois montants sont ainsi présentés : un montant de dette initial élevé et inconnu de la débitrice, un montant intermédiaire nettement plus bas, la dette est divisée par 8, et enfin un dernier montant, encore plus faible mais assorti d'une condition : le paiement en un seul versement. Cette présentation semble déclencher la surprise de la débitrice. En quelques coups de crayon, la dette passe de l'équivalent de treize salaires minimums brésiliens à un seul. Entre le caractère ahurissant du premier montant et une proposition de paiement nettement plus accessible, la débitrice semble quelque peu désarçonnée. Puis, elle apparaît plus détendue, esquissant un léger sourire. La somme à payer d'ici les prochains jours correspond plus ou moins à la moitié de son revenu mensuel. Mais Maria devra payer seule alors qu'elle comptait sur l'aide de sa belle-fille, qui a utilisé sa carte de crédit, pour partager la charge du remboursement.

Cette mise en scène de montants contrastés, énoncés dans un ordre décroissant, contribue, au moins, à saisir les effets produits sur le visage des débiteurs : l'optimisme et la détente succèdent à l'effarement. Elle permet de saisir la dimension stratégique des négociations et le caractère structurel de l'usure au Brésil. L'annulation incomplète des dettes les plus anciennes, lors du *feirão*, ne fait que partiellement compenser le gonflement des dettes par les pénalités de retard et par les intérêts. Si le taux d'intérêt moyen d'un crédit dépasse 200 % par an, une réduction de 45 % de la dette ne fait qu'atténuer le poids de l'usure. Ainsi, la dimension performative de la mise en scène des remises de dettes est à la hauteur de la démesure des pénalités de retard et des intérêts. En même temps, ces effacements de dettes sont répartis selon des règles très aléatoires : une partie des débiteurs assument totalement le poids des intérêts usuraires alors que d'autres parviennent à s'y soustraire partiellement grâce à la stratégie de longues périodes de défaut de paiement.

La focalisation des médias sur les premiers provoque la sensation de faire la bonne affaire pour un certain nombre de clients « *À Da Casa, tu paies la dette réelle grâce aux réductions alors que chez EDP (entreprise d'électricité), ils ne retirent pas les intérêts et les pénalités de retard* » (client, file d'attente). Cette phrase illustre une impression répandue au sein des participants du *feirão* : alors que l'entreprise d'électricité applique un barème rigide et défavorable aux débiteurs, Da Casa est plus flexible et propose des réductions importantes aux débiteurs capables de saisir la « bonne affaire ».

Elle dispose ainsi d'une image favorable auprès d'une majeure partie de sa clientèle. Le contrôle du récit médiatique du *feirão* permet de la renforcer.

### ***D. La performativité de la mise en scène médiatique***

Je mobilise la catégorie de *dettes visibles* pour caractériser les négociations de dettes que les médias relaient dans leurs reportages. La mise en lumière des réductions exceptionnelles contribue à insuffler l'idée que cela vaut la peine de participer au *feirão*. Elle accrédite l'issue quasi -miraculeuse des négociations. Pour ce faire, les médias mettent l'accent sur le sentiment de délivrance exprimé par les débiteurs à l'écran.

La mise en lumière des clients soulagés par l'effacement de la majeure partie de leur dette passe sous silence les deux conditions nécessaires à un tel effet. D'une part, les *dettes visibles* concernent des défauts de paiement supérieurs à trois ans. De l'autre, les clients peuvent s'en acquitter en un seul versement. Ils n'ont pas besoin de s'engager dans un (énième) plan de rééchelonnement. Prenons l'extrait d'un reportage paru en 2018 à la télévision locale<sup>212</sup>. Le reporter (R) s'entretient avec une débitrice, Lucilene (L), une femme noire aux cheveux bouclés courts après avoir été introduit par une Voix Off (VO).

#### Reportage 1 : La foire des dettes se déroule à Vitória

*VO : Le feirão est une opportunité pour régler ses dettes*

*Débitrice 1 (assise dans la file) : Je n'ai pas les moyens de m'acquitter de cette dette, donc j'ai l'espérance d'y parvenir. Et aussi qu'ils vont baisser les intérêts.*

*VO : Dona Lucilena a profité du feirão et en a terminé avec une dette de 2 000 reais*

*Lucilena : J'étais pleine d'espérance, je suis arrivé là, ma dette était de 2000 reais. Elle est tombée à 100 reais, grâce à Dieu !*

*R : Sans dettes, votre fin d'année va être tranquille maintenant ?*

*Lucilena : Grâce à Dieu, en paix...*

*R : Et vous ne referez plus de dettes ?*

*L : Plus jamais.*

*R (rires) : Vous avez appris la leçon ?*

*L : J'ai appris la leçon.*

---

<sup>212</sup> Les conditions de négociation sont sensiblement les mêmes qu'en décembre 2019.

Le reportage montre la concrétisation des espoirs de la débitrice dont la dette vient d'être divisée par vingt. L'écart abyssal entre la dette avant et après négociation relève d'une logique divine pour la débitrice (« grâce à Dieu »). Lucilene donne une preuve tangible de la réussite de la négociation. Cet exemple laisse augurer la possibilité de passer de la séquence de défaut de paiement (B) à celle du renouvellement de l'accès au crédit (A) sans passer par la séquence de rééchelonnement de la dette (C). Ici, le *feirão* met en scène la fluidité du passage d'une séquence à une autre, en procédant à une accélération du cycle de la dette. Il en ressort le sentiment d'apaisement de la cliente, enthousiaste au moment d'aborder la nouvelle année. Le journaliste conclut le reportage par une leçon de morale distillée sur un ton joyeux et léger : la cliente ne fera plus de dettes, au sens où elle respectera scrupuleusement les échéances de paiement. Toutefois, cette conclusion est aux antipodes du discours des organisateurs. Les foires n'incitent pas les débiteurs à ne pas s'endetter, comme le fait ce journaliste, mais au contraire à s'endetter à nouveau grâce à un nom désormais « propre ».

Pour les organisateurs, les médias et les créiteurs ont un intérêt commun à se focaliser sur les *dettes visibles*. Sans avoir besoin de faire pression sur le récit médiatique, les médias contribuent à mettre en lumière les négociations réussies. En témoigne le directeur du recouvrement de Da Casa : « *Les médias parlent de façon positive du feirão parce que c'est bon pour eux de dire que la personne peut de nouveau consommer. Ils montrent les cas positifs. Ils veulent une belle histoire de la personne qui sort du feirão avec une énorme réduction* ». (Ubiratan N. directeur de recouvrement, Da Casa, 5 décembre 2019).

Alors que les remises de dette concernent une part marginale de clients, elles font l'objet d'une sélectivité médiatique qui façonne les espoirs des débiteurs. La plupart des débiteurs expliquent être venus après avoir assisté aux reportages des télévisions locales. Ils ont vu, depuis leur poste de télévision, des personnes qui leur ressemblent, obtenir des réductions spectaculaires. Les cas de *dettes visibles* contribuent ainsi à forger les attentes des débiteurs et à massifier leur présence lors du *feirão*. Par ce biais, Da Casa reprend également contact avec des clients dont elle n'a plus de nouvelles depuis plusieurs années.

Pour montrer que les *dettes visibles* sont davantage une exception qu'une régularité, je mets en évidence les conditions à réunir pour obtenir une issue favorable.

## ***E. La fabrique des dettes visibles***

4 décembre 2019. Je suis les négociations durant l'ensemble de la matinée du côté des agentes de recouvrement de Da Casa. La première cliente à s'avancer est Beatriz, une habitante du *morro*. Elle est crispée et timide contrairement aux airs rieurs et colériques qu'elle arbore à la *favela* où je l'ai rencontrée. Beatriz présente sa pièce d'identité à l'agente de recouvrement. Après quelques recherches, le dossier de la cliente apparaît à l'écran. Son défaut de paiement date de 2012. Il concerne deux crédits : le premier avait pour encours initial 512 *reais* et le second s'élevait à 500 *reais*. L'ancienneté de la dette, l'accumulation des pénalités et des frais de retard expliquent l'évolution du montant énoncé par Tatiana, l'agente de recouvrement.

*T : Votre dette est de 11 225 reais.*

*B (effrayée) : Je ne vais pas payer ça.*

*T : Mais ça, c'est avec les intérêts. Je vais regarder le montant de la dette et enlever tous les intérêts.*

*B : C'est que j'ai besoin de mon nom.*

Tatiana retire les pénalités de retard. Elle consulte le barème dont elle dispose pour les dettes anciennes et constate qu'elle peut retirer 55 % de l'encours car la dette est supérieure à 1 800 jours.

*T : Donc ta dette est de 11 225 reais, mais il te suffit de payer 940, à vue !*

*B : C'est trop élevé pour moi.*

*T : Combien peux-tu payer par mois ?*

Beatriz reste silencieuse. Elle semble contrariée et hostile à l'idée d'échelonner. Quelques instants plus tard, elle glisse : « *Je prends mes médicaments pour le cœur à cause de cette dette* ».

Tatiana appelle l'une des gérantes, Fabianna, qui dispose d'un petit pouvoir discrétionnaire. Fabianna (F) constate l'ancienneté de la dette. Elle propose d'abaisser le montant de 940 à 600 *reais*.

*F : Comme ça, Madame, vous ne payez plus que 600 reais, en une seule fois, et vous lavez votre nom.*

*B : Ma patronne ne va me donner que 500. Je ne peux les récupérer que demain, parce qu'elle m'aide aussi avec les médicaments pour le cœur.*

*F : Elle va te les donner demain ?*

*B : Oui.*

*F : Cela va se faire à l'agence de l'avenue Vargas ?*

*B : Je crois que je vais chez elle, puis je paie ça. Ou sinon, (si) c'est plus simple : je vais là-bas aujourd'hui et je passe demain à l'agence, comme ça, je ne dois plus rien à personne ?*

*F : Oui, Madame !*

*B : Grâce à Dieu, je ne referai jamais une chose pareille.*

Ainsi, en douze minutes, Beatriz s'est vu proposer une solution qui rend sa dette remboursable. On remarque que le montant de la dette est inconnu de la débitrice, si bien que l'interaction se tend au moment de son dévoilement. Mais l'annonce de la réduction finale, provoquée par la très grande ancienneté de la dette, supérieure à 7 ans, ouvre tout à coup la possibilité de sortir du fichage à très court terme. Les liens de patronage de la débitrice vont permettre de réunir l'argent nécessaire au règlement et d'obtenir ainsi une remise exceptionnelle. D'une certaine façon, Beatriz fait preuve d'habileté dans la négociation pour décrocher ses faveurs : elle évoque ses problèmes de santé, en insistant sur le fait que cette dette en est la cause ; surtout, elle joue sur le prêt de sa patronne, qu'elle peut obtenir dès aujourd'hui, mais qui ne dépassera pas 500 *reais*. Cet exemple nous permet de voir que de multiples critères doivent être réunis pour que cette négociation trouve une issue favorable : défaut de paiement de plus de cinq ans, intervention d'une supérieure hiérarchique, avance de la patronne et sens de la négociation.

Or, bien qu'elles retiennent l'attention médiatique, les négociations de ce genre aboutissant au paiement comptant de dettes très anciennes et dont les montants sont largement réduits représentent statistiquement des exceptions. Elles concernent 4 négociations sur les 57 auxquelles nous avons assisté (tableau 4). La plupart des débiteurs ne disposent pas de liquidités suffisantes pour régler des dettes très largement supérieures à leurs faibles revenus mensuels. Ainsi, face à la proposition de paiement au comptant d'une dette équivalente en termes d'ancienneté et de montant à celle de Maria, Luziane, retraitée de 71 ans, rétorque : « *Personne ne paie en une seule fois, mon cher ! Seulement quelqu'un qui gagne plus de cinq milles reais le pourrait* (soit mille euros, l'équivalent de 5 salaires minimum brésiliens). *Je gagne le salaire minimum, je vais manger quoi si je paie comptant ?* ». Les multiples conditions à remplir pour qu'une dette soit payable en un seul versement prouvent que ces négociations représentent des situations exceptionnelles. Leur surmédiatisation par rapport aux négociations régulières, aboutissant au rééchelonnement des dettes, a pour effet de stimuler la participation des débiteurs. Mais elle génère aussi la déception d'un certain nombre de clients.

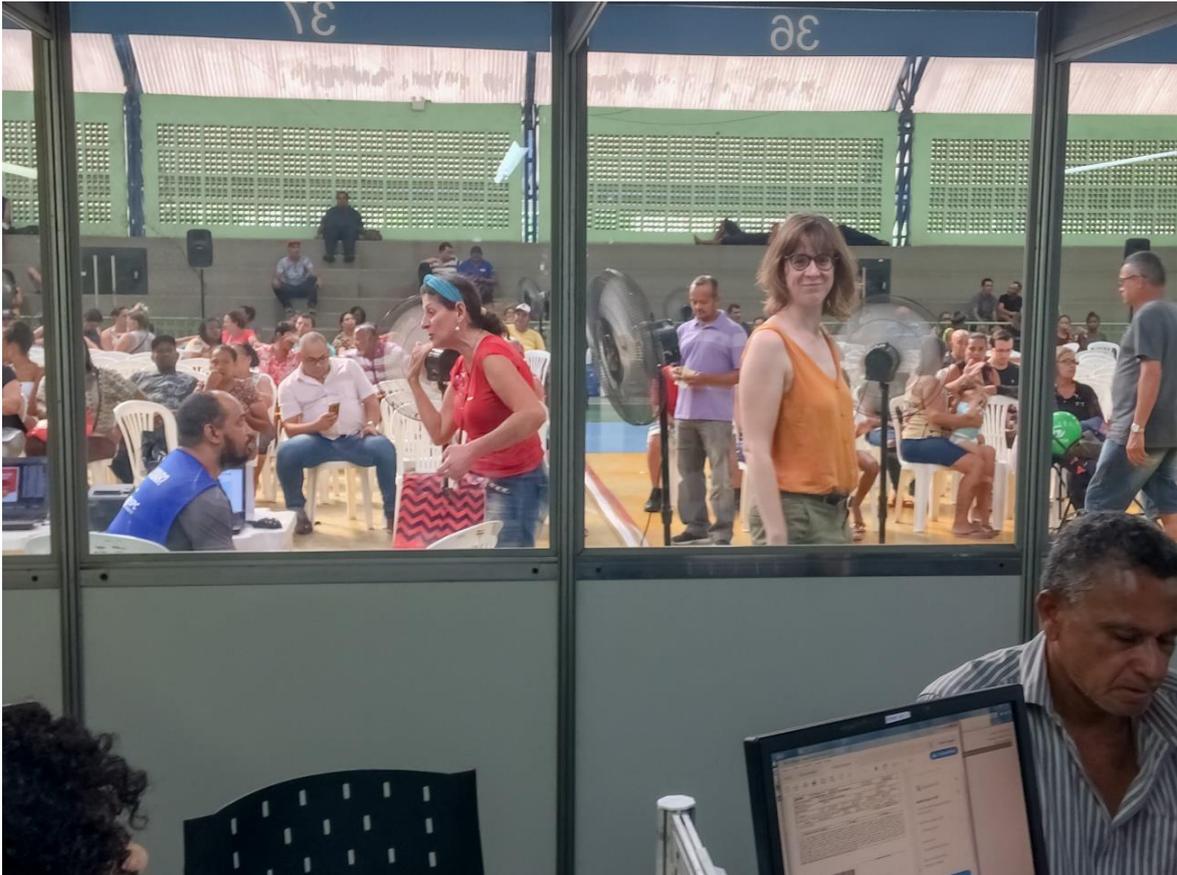


Photo 9: Déception et interpellation des organisateurs (auteur : Timothée Narring)

*Depuis le box de négociation, cette photo représente d'un côté, une débitrice (en rouge), qui se plaint, aux organisateurs, du fait qu'elle ne pourra pas payer sa dette car elle n'a « pas de famille, pas de mari, pas d'enfants » pour l'aider à rembourser ; de l'autre côté, une sociologue, Hélène Ducourant, en train d'observer.*

Voyons, dès lors, comment le rééchelonnement des dettes constitue l'issue la plus régulière pour tenter de réintégrer les débiteurs au *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012).

### **III. Rééchelonner les dettes pour réintégrer les débiteurs au « gouvernement par la dette »**

La négociation aboutit à un compromis temporel entre l'objectif de sortir à court terme du fichage, pour le débiteur, et l'objectif, pour la financière, de renouer avec ses clients et de leur vendre de nouveaux crédits. Dans la plupart des cas, l'actualisation des dettes aboutit au constat qu'il est impossible de les régler en un seul versement. Les dettes sont trop élevées par rapport aux ressources monétaires que l'endetté peut mobiliser d'ici le jour du paiement, fixé dans les sept jours qui suivent la négociation. Puisqu'il est impossible de remettre les compteurs à zéro à court terme,

les dettes sont étalées sur plusieurs années. Le rééchelonnement permet aux débiteurs de racheter du temps aux crédateurs (Han, 2012).

Puisque leur emprise sur le montant de la dette est faible, les débiteurs négocient la temporisation des dettes. Ils obtiennent l'abaissement du premier versement en échange de l'étalement de son paiement sur une période plus longue. Le rééchelonnement de la dette est donc provoqué par un arbitrage où le court terme prévaut sur le long terme. Ce qui compte est la sortie du fichage et la récupération des marges de manœuvre financières garanties par l'accès au crédit. La négociation se focalise sur la fixation du premier versement (*entrada*) dont le paiement déclenchera la sortie du fichage.

De son côté, l'établissement de crédit crée les conditions de la *normalisation* des débiteurs, en roue libre, et de leur réintégration au *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012). La fixation d'un nouveau calendrier de paiement est censée impulser la reprise des paiements à intervalle régulier à un rythme soutenable pour le débiteur. Pour déterminer le plan de rééchelonnement, l'agent de recouvrement propose un tempo modéré, de manière à ce que le client puisse tenir ce rythme de paiement et redevenir client.

### ***A. Étaler dans le futur les dettes impayables dans le présent***

Quand les débiteurs ne peuvent plus payer, les créanciers leur redonnent du temps. Sur les 57 négociations que nous avons observées, 36 aboutissent à un rééchelonnement des dettes sur des durées allant d'un an et demi à quatre ans. Le scénario de dettes payables à comptant, évoqué par les organisateurs et les médias locaux, ne se vérifie pas dans la pratique. Même après avoir retiré les pénalités de retard et une petite partie des intérêts, les dettes restent excessivement élevées par rapport aux faibles revenus des débiteurs. La réécriture du passé de la dette ne suffit pas à créer les conditions du règlement immédiat des dettes. Les réductions pratiquées par Da Casa sont insuffisantes compte tenu des conditions budgétaires de ses clients. Il faut donc hypothéquer l'avenir des endettés en répartissant le coût de la dette sur une période étendue.

Une femme d'une quarantaine d'années s'assoit au guichet de Rayani, une agente de recouvrement qui habite un quartier périphérique de Cariacica. Elle est accompagnée de ses deux enfants et de sa mère. Sans mot dire, la femme la plus âgée tend sa pièce d'identité. La dette à négocier est à son nom, mais c'est sa fille qui mène la discussion. Rayani accède au dossier de la cliente et découvre deux dettes en défaut de paiement : l'une concerne un crédit à la consommation souscrit directement auprès de l'établissement de crédit, l'autre a trait à un achat financé à l'aide

d'une carte de crédit estampillée au nom d'un magasin partenaire de l'établissement de crédit. Pendant qu'elle calcule le montant de la dette totale, mère et fille patientent silencieusement. Les allers-retours entre l'écran et le barème présent sur le bureau permettent de deviner qu'il s'agit de dettes anciennes, ouvrant le droit à des réductions d'intérêt et de pénalités de retard. Deux minutes plus tard, Rayani déclame avec enthousiasme : « *Votre dette totale est de 20 000 reais. J'ai retiré toutes les pénalités de retard, cela fait 4 800 reais. Puis, j'ai fait une remise : ça ne vous revient qu'à 3 160 reais si vous payez en une seule fois !* »

La mère et la fille, étonnées par ces chiffres, restent silencieuses. La fille prend enfin la parole et annonce que ni elle ni sa mère ne disposent de cette somme. Rayani leur propose alors de rééchelonner la dette recalculée, débarrassée des pénalités de retard et d'une petite partie des intérêts. Pour sortir du fichier, il importe de réaliser un premier versement. Le plan de rééchelonnement s'enclenchera ensuite de façon mensualisée. Conformément à la règle en vigueur, Rayani suggère un premier versement appelé « *entrée* » de 300 reais. Celui-ci équivaut à 10 % de la dette recalculée. Mais là encore, les deux dames suggèrent que ce montant est trop élevé. Après quelques hésitations, Rayani accepte de la baisser à 200.

R : *Je vous propose un plan de 200+215,35\*18. Vous payez les 200 reais d'entrée dans les sept prochains jours, et le plan s'appliquera à partir du mois prochain.*

Fille : *C'est le mieux que vous puissiez faire ?*

R : *Oui.*

La mère : *Si je paie 200, je sors du fichier SPC ?*

R : *Oui, vous avez sept jours pour payer en agence.*

L'agente de recouvrement imprime l'accord. Ce plan d'échelonnement reviendra au total à 4 076,3 reais, soit 876 reais de plus que si la cliente avait payé comptant. Pendant que la mère signe le nouveau contrat, la fille réagit avec entrain :

Fille : *Ah, c'est rapide !*

Rayani : *Maintenant, il reste la meilleure partie : payer ! (rires des deux côtés) Mais l'accord est bon, c'est bien pour votre mère (en s'adressant à la fille).*

F : *Bon pour moi aussi !*

Ce cas montre que l'impossibilité de payer à comptant entraîne une réduction limitée des intérêts du crédit initial. Le rééchelonnement est une manière de s'ajuster à cela, en s'accordant sur une mensualité qui rentre dans le budget du ménage. La cliente perd la remise des intérêts mais

obtient l'effacement des pénalités de retard, responsable du quadruplement du montant de la dette. Si cela était prévu, par le barème, la réduction du premier versement est négociée par la fille de la débitrice elle-même. Elle représente un élément crucial puisque c'est le paiement de cette *entrée* qui précipite la sortie du fichage.

Dans la sous-partie suivante, je montre que, face aux maigres possibilités de renégociation des intérêts, les clients se focalisent sur le montant du premier versement dans l'optique de renouer avec le crédit à court terme.

## ***B. Racheter du temps***

Les débiteurs négocient l'abaissement du premier versement en échange d'un allongement du temps de la dette. Puisque le barème de redéfinition des montants des dettes est peu flexible, ils jouent sur le temps afin d'assurer la sortie, à court terme, du fichage.

A priori, le montant du premier versement (*entrada*) est de 10 % du montant de la dette recalculée selon les consignes donnés aux agents de recouvrement par les cadres de Da Casa. Les négociations en face-à-face montrent que les clients insistent sur leur manque d'argent pour négocier à la baisse cette *entrée* qui leur ouvre la possibilité de récupérer leur accès au crédit. Prenons un exemple :

Un homme âgé s'assoit au guichet. Il n'a plus de dents. L'agente de recouvrement constate qu'il a une facture et trois crédits en défaut de paiement. La dette totale est de 13 119. En retirant les pénalités de retard, la dette tombe à 9 200. Puis, en appliquant les 30 % de réduction, elle tombe à 6 440. L'agente de recouvrement propose de « *tout rassembler* » en une seule dette et de les rééchelonner. Le paiement comptant n'est même pas évoqué. Un premier versement de 640 *reais*, assorti d'un plan de rééchelonnement en 18 mensualités, est proposé au client. Ce dernier s'y oppose, assurant qu'il ne peut payer que 200 *reais* comme premier versement. L'agente accepte et propose 25 mensualités de 236 *reais*. La mensualité est encore trop élevée par rapport à ses conditions budgétaires. Finalement, débiteur et créancier s'accordent sur un premier versement de 200 *reais*, puis un plan de 30 mensualités de 197 *reais*. L'agente explique au client l'importance de payer le premier versement (*entrada*) avant la fin de la semaine prochaine. Elle imprime le contrat et rappelle au client qu'il a eu une réduction. Ce dernier se dit satisfait.

Cet exemple montre que le débiteur est en mesure de négocier le montant du premier versement ainsi que sa capacité mensuelle à rembourser lors du plan de rééchelonnement. Le client obtient un abaissement du premier versement de 640 à 200 *reais*. Ainsi, il n'a qu'à payer 3 % de la

dette pour sortir du fichage et récupérer son accès au crédit. En contrepartie, la dette est étalée non pas sur un an et demi, mais sur deux ans et demi.

De plus, les agents de recouvrement acceptent de donner un délai supplémentaire à certains clients pour payer la première mensualité. Alors que les débiteurs n'ont a priori qu'une semaine pour payer la première mensualité, ce délai est parfois étendu. Une cliente a une dette totale de 47 663 *reais*, ancienne de presque quatre ans. En retirant les pénalités de retard, la dette tombe à 7 181,6. Puis avec les 55 % de réduction, la dette se réduit à 3 950 *reais* en payant comptant. La cliente assure qu'elle ne dispose pas de cette somme actuellement mais fait une proposition : « *Je suis en train de vendre ma voiture pour régler Da Casa. Si j'arrive à vendre et qu'ensuite je veux payer, je fais comment ?* ». L'agente de recouvrement consulte son supérieur. Ce dernier assure à la cliente qu'elle n'aura qu'à appeler Da Casa une fois qu'elle a vendu la voiture pour finaliser le contrat et « laver son nom ». Il assure que les conditions seront les mêmes que celles du *feirão* et note ces dernières sur la fiche de la cliente. Puis il assure : « *La cliente attend de vendre la voiture pour pouvoir régler sa dette* ». Puis, il note les conditions du paiement comptant et celles du paiement échelonné sur la fiche de la cliente. Cette flexibilisation des délais de remboursement permet d'adapter le rythme de paiement aux entrées d'argent des clients. L'exemple de la voiture montre que toute entrée d'argent exceptionnelle est susceptible d'être employée à l'élimination de la dette.

Ainsi, le *feirão* se distingue des négociations habituelles avec les services de recouvrement par la possibilité de négocier un temps supplémentaire pour entamer le paiement du plan d'apurement et d'un temps étendu pour régler ce dernier. Si le coût de la dette est faiblement réduit, hormis pour les dettes très anciennes, le temps, lui, demeure plus flexible. Et ce d'autant que la promesse de payer reste incertaine. À tout moment, le client peut suspendre le règlement avec pour seule sanction un retour initial de débiteur fiché par le SPC.

Le rééchelonnement des dettes est la principale issue du *feirão*. Toutefois, dans un certain nombre de situations, la dette atteint des proportions telles qu'il vaut mieux attendre pour renégocier. La réintégration des personnes surendettées est ainsi reportée à une date ultérieure.

### ***C. Prolonger l'attente***

Dans 8 situations sur 57, le défaut de paiement est trop récent pour envisager un rééchelonnement des dettes. Il faut attendre le vieillissement suffisant de la dette pour que les réductions de pénalités et d'intérêts s'appliquent.

#### **Les principales issues des négociations de dette au guichet de Da Casa**

<b>Issue</b>	<b>Ancienneté des défauts de paiement</b>	<b>Nombre de cas (sur 57)</b>
Paiement comptant	Plus de 4 ans	3
Rééchelonnement des dettes	6 mois et plus	37
Refinancement des dettes	Inférieurs à six mois	9
Attente prolongée	Moins d'un an	8

**Tableau 12: Les principales issues des négociations au guichet de Da Casa lors du feirão** (source : Timothée Narring et Hélène Ducourant)

Dans un certain nombre de cas, l'application rigoureuse des conditions de refinancement des dettes récentes<sup>213</sup> en souffrance rend impossible toute réduction substantielle. Puisqu'il n'y a rien à négocier : montant des intérêts, des pénalités et du capital, puisque les clients disposent rarement de l'argent nécessaire au paiement des mensualités d'un refinancement, les agentes de recouvrement entérinent dans la conversation le fait que ces dettes sont insoutenables et qu'il vaut mieux patienter de sorte que la dette puisse être plus tard amputée des intérêts et pénalités conformément au barème.

Les agentes de recouvrement de Da Casa sont elles-mêmes formées à proposer aux clients d'attendre lorsqu'une dette reste insoutenable après négociation. En témoigne la formation dispensée, quelque jour avant le feirão, où j'ai assisté dans les locaux de la financière : « *Au feirão, vous aurez devant vous, c'est sûr, le cas d'une vieille dame, de plus de 60 ans, avec une dette kilométrique<sup>214</sup> et qui gagne un salaire minimum. Le refinancement n'est pas bon pour elle !* ». (Rafael, formateur, décembre 2019).

<sup>213</sup> Dont le défaut de paiement est antérieur à six mois.

<sup>214</sup> Dont la liste des dettes est longue.

Via cet exemple, tiré du *feirão* de l'année passée, le formateur illustre le fait qu'il ne sert à rien de perdre du temps à étaler des dettes d'une personne âgée occupée qui semble être « *droite et honnête avec ses obligations* ». Que faut-il lui conseiller ? Rafael lui suggère d'aller voir d'abord son petit-fils, et de « *revenir plus tard pour avoir une meilleure réduction de dettes* ». Ici, l'incitation à laisser courir la dette s'explique une fois de plus par le fait que le refinancement systématique ne produit pas forcément le paiement. Mieux vaut qu'il s'accompagne d'une réduction conséquente du montant qui rende alors la dette remboursable, réduction conditionnée à l'ancienneté de la dette.

Nous avons vérifié l'application de la consigne de « ne pas refinancer à tout va » lors du *feirão*. Ainsi, une femme âgée marchant avec difficulté s'avance au guichet. Elle est accompagnée de son fils, handicapé. Elle esquisse un sourire en notre direction. Nous reconnaissons alors Dona Maria, ancienne couturière de 80 ans, rencontrée au guichet de l'agence Da Casa quelques mois plus tôt. Les agentes de recouvrement diront plus tard à son propos qu'elle est une « *cliente VIP* », c'est-à-dire une excellente payeuse qui a déjà cumulé de nombreux crédits par le passé.

En effet, l'écran de l'ordinateur de Magna indique que Dona Maria a déjà réalisé et remboursé près de vingt crédits depuis 2002. Actuellement, elle dispose de trois crédits en cours : deux sont à jour, par contre, elle a accumulé sept mensualités impayées pour le troisième crédit, lequel a déjà fait l'objet d'un refinancement. Magna met en garde la cliente vis-à-vis d'un nouveau refinancement que Dona Maria ne parviendrait pas à payer. « *Si je refinance ce crédit, vous allez encore payer plus cher : si vous refinancez, ça va entraîner de nouveaux intérêts. Qui dit refinancement dit toujours de nouveaux intérêts !* ». Magna propose tout de même une simulation de refinancement avec l'application d'un nouveau taux d'intérêt, étalé sur 36 mois. L'encours total s'en trouve triplé car le défaut de paiement a moins de six mois.

*M : Si je refinance, cela donne  $400 + 36 * 245,82$ , donc 9 249,52 reais ! Ça entraîne plus d'intérêts d'échelonnement. Ça va étendre le nombre de mensualités à trois ans, étendre dans le temps.*

*Dona Maria : Il n'y a pas moyen de juste payer les mensualités en retard, pour les mettre à jour ?*

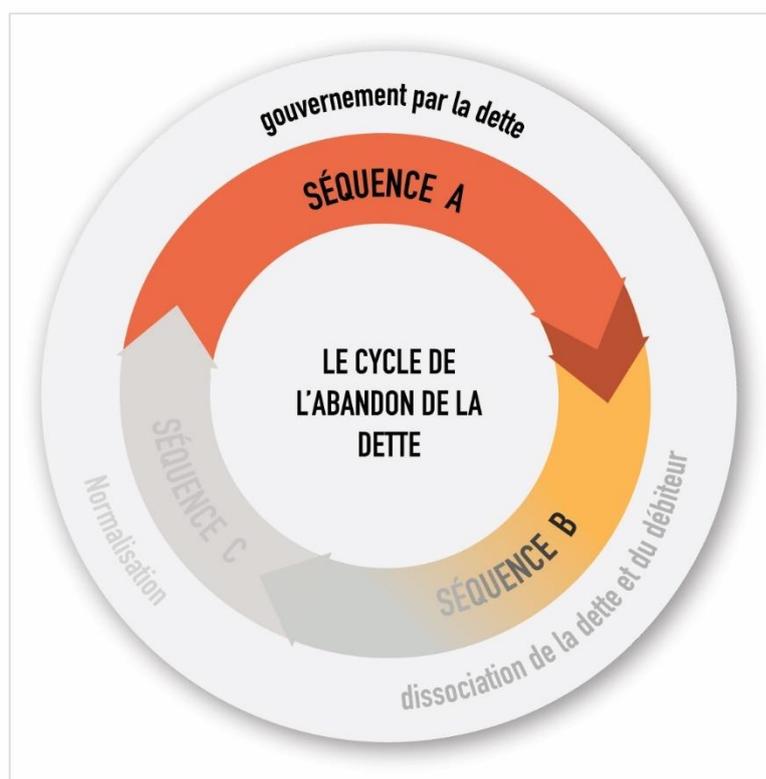
*Magna : Cela donnerait 5 077 avec les intérêts de retard. Mais je peux les retirer, donc 2 912 et je peux vous donner une réduction : cela donne 2 475 reais pour mettre à jour votre crédit de la cinquième mensualité à la douzième mensualité.*

*DM : Je n'ai pas les moyens, je ne touche qu'un loyer de 660 et un autre de 800. Et chez moi je paie l'eau, la lumière [l'électricité] et le téléphone.*

*Magna (avec un ton attentionné mais ferme) : terminez de payer les deux crédits à jour. Ensuite, Madame, rappelez-nous pour le troisième.*

Dona Maria acquiesce. Ainsi, pour Magna et Maria, il vaut mieux attendre. C'est par l'attente que la dette délestée des intérêts et pénalités redeviendra soutenable. Mais cette attente n'est pas pour autant synonyme d'incitation au non-paiement. Les agentes encouragent en effet les débiteurs à payer quand ils le peuvent une mensualité ici ou là. Dans l'interaction, la suspension de l'obligation, pourtant inscrite dans le contrat, de rembourser chaque mois une somme convenue au profit d'une pratique d'attente, reconnue pertinente par les deux parties, manifeste ici les limites du *gouvernement par la dette* des consommateurs surendettés décrite par Mauricio Lazzarato (2012). Gouverner par la dette implique pour l'auteur la culpabilisation des débiteurs, le contrôle de leur temps et la préemption de leur futur, dominée par le « *travail de la dette* » (Lazzarato, 2011). Le débiteur se doit alors de s'activer, et ce, de multiples manières - travailler, contracter d'autres dettes, solliciter de l'aide, pour pouvoir rembourser son dû.

Au contraire, les consommateurs surendettés observés lors du *feirão* sont loin d'être complètement soumis aux exigences de paiement. Nos observations et entretiens font état du fait que nombre d'entre eux déclarent avoir laissé le montant de la dette augmenter en ayant en tête la tenue du *feirão* et la promesse de réduction qu'il contient. Et les agentes de recouvrement, on l'a vu, reconnaissent aussi qu'attendre est souvent la seule solution. Ce faisant, le *travail de la dette* et *pour la dette* ne s'applique plus, il est repoussé à une date ultérieure, seules les entraves à la consommation restent présentes via le fichage dont les mauvais payeurs font l'objet. D'une certaine façon, pour les institutions financières, pousser les clients débiteurs à l'attente signe bien la reconnaissance que l'endettement a atteint un plafond au-dessus duquel l'exploitation financière n'est (temporairement) plus possible. Pour les débiteurs surendettés, qui n'ont aucunement les moyens de payer, le temps est l'une des rares ressources qui leur permet de mettre à distance les injonctions de rembourser et de patienter jusqu'à la prochaine foire en espérant que leur dette aura diminué. Attendre plutôt que rééchelonner montre que la dette doit vieillir suffisamment pour arriver à maturité et devenir renégociable. Dans ce cas, le temps où le débiteur s'extrait du *gouvernement par la dette* se prolonge sur plusieurs mois, voire plusieurs années (Lazzarato, 2012).



**Graphique 15: Quand le temps des débiteurs n'est plus contrôlé par la dette** (source : Timothée Narring ; auteure : Lilian Papini)

En outre, même dans le cas de plan de rééchelonnement, la capacité des débiteurs à tenir la cadence régulière est très incertaine. Après le *feirão*, j'ai gardé contact avec une dizaine de clients de Da Casa ayant rééchelonné leurs dettes. Tous ont signé le contrat du plan d'apurement des dettes, mais la plupart ne se font guère d'illusion sur la capacité à tenir le rythme des mensualités. Maria et Lisa évoquent leur déception. Le coût des mensualités, après négociation, est encore trop élevé par rapport à leurs revenus faibles et variables de femmes de ménage journalières. Toutes deux renoncent d'emblée à payer, préférant attendre une négociation ultérieure pour obtenir l'abaissement de la dette. 7 clients de Da Casa sur 57 avaient déjà des plans d'échelonnement des dettes, négociés lors d'un *feirão* antérieur. Leur retard a provoqué la rupture du contrat et le retour au *feirão*. Au vu de ces situations, on peut, aisément, faire l'hypothèse qu'un certain nombre de débiteurs retardent ou interrompent le paiement du rééchelonnement d'autant que la situation économique a continué à se dégrader, à partir d'avril 2020, avec la pandémie de Covid-19. Tout imprévu ou variation du revenu peut alors entraîner l'échec du plan de rééchelonnement et la séquence B de dissociation entre le débiteur et sa dette se prolonge sur le moyen terme.

Par ailleurs, certains clients refusent explicitement de signer les contrats de rééchelonnement en arguant que le crédit a été souscrit en leur nom pour un tiers qui n'a pas remboursé. Leur venue au *feiroa* permet de justifier le défaut de paiement et de se délecter de leur responsabilité. Très fréquente dans le cas des dettes d'électricité, l'expression « *cette dette n'est pas la mienne* » est employée à quelques reprises au guichet de Da Casa. Dès lors, il est difficile pour la financière d'identifier le titulaire réel de la dette et d'exiger remboursement.

Malgré ces limites, certaines clientes parviennent toutefois à tenir la cadence du plan de rééchelonnement aux termes d'une *luta* éprouvante.

#### ***D. Du feirão aux Colombiens***

J'ai rencontré Beta, 64 ans, à la foire de renégociation des dettes. Allure joviale, visage plissé par les rides, Beta s'est avancée au guichet. « *Je suis au chômage, j'ai une tendinite aux mains, je n'arrive pas à obtenir d'allocation sociale. Je travaille comme femme de ménage (faxinheira) et vendeuse de sucettes. Je suis pauvre, mais je ne vais pas voler pour payer. Je paie mes médicaments, je suis dépressive* ». L'agente de recouvrement a pris le temps d'écouter ses problèmes de santé, puis à appliquer le barème des rééchelonnements scotché sur sa table. Beta a acquiescé. Son plan de rééchelonnement consiste à un premier versement de 300 reais, à payer avant le 12 décembre, suivi de 18 mensualités de 264 reais. Très affable, Maria m'invite à lui rendre visite sur la place du centre-ville historique de Vitória où se déroulent ses ventes. Elle me griffonne son téléphone sur un bout de papier pendant que l'agente de recouvrement imprime son nouveau plan de rééchelonnement. Nous échangeons quelques messages par WhatsApp et nous donnons rendez-vous deux semaines plus tard.

Le 19 décembre, je retrouve Beta sur la place Costa Pereira. Elle est assise à côté d'une vendeuse d'eau de coco, Rose, et d'un homme aux mains entièrement tatouées. Beta me serre dans ses bras et me parle assez spontanément de ses dettes. Elle me présente aux autres comme « *le gamin de Da Casa* ». L'homme aux mains tatouées se lève de sa chaise et s'efface discrètement. Dix minutes plus tard, un jeune homme à l'accent hispanique prononcé achète une sucette à Beta. Casque de moto à la main, il porte un t-shirt noir à manches longues et un appareil dentaire. Beta et Rose plaisantent avec l'un des policiers municipaux, chargé de faire la circulation. Puis, une autre femme nous rejoint. Elle fait l'éloge de mes yeux bleus et me demande : « *T'es Colombien ?* » Une fois le policier parti, Beta remet 30 reais au petit jeune. Ce dernier traverse ensuite la rue et rejoint l'espace de stationnement des taxis. Une portière s'ouvre, et quelques billets lui sont glissés dans la main. Je le vois disparaître au loin.

Beta m'explique que pour payer sa première mensualité de crédit, elle a emprunté de l'argent à ces deux *Colombiens* : le *petit jeune* et *l'homme tatoué*. Ces derniers font partie d'un réseau plus vaste qui propose de petits prêts journaliers, remboursable en 20 jours à un taux de 20 %, aux commerçants de Vitória. Beta a emprunté 300 reais aux *Colombiens* pour payer le premier versement de son plan de rééchelonnement avec Da Casa. Elle paie désormais 18 reais par jour à l'un des prêteurs, et 30 reais à l'autre ainsi que 32 reais d'un autre prêt souscrit avant le feirão pour payer des factures en retard. « *Presque tout le monde emprunte avec les Colombiens sur la place* », commente Rose. « *Pas seulement les petits pauvres comme nous, les autres commerçants aussi* », assure Beta, en montrant du doigt les pharmacies, boulangeries, taxis, épiceries et bars, concernés par ces emprunts réguliers. La plupart des commerces donnant sur cette place historique de Vitória sont endettés avec les *Colombiens*. Rose y voit une preuve du dépérissement du centre-ville de Vitória, « *où plein de commerces ont fermé depuis cette crise* ».

L'amplitude de ces réseaux de prêteurs illégaux pourrait faire l'objet d'un chapitre entier afin de souligner le lien étroit entre le fichage massif et la croissance de réseaux illégaux de prêteurs. Mais concentrons-nous ici sur *le travail pour la dette* de Beta et les temporalités quotidiennes des prêts des *Colombiens* auxquelles elle s'adapte pour tenir la cadence mensuelle des plans de rééchelonnement de Da Casa et d'Agoracred, un autre établissement de crédit. Les deux nouveaux emprunts contractés par Beta après le feirão témoignent de sa détermination à sortir du fichage. Le marquage de l'argent des *Colombiens* est donc déterminé par la volonté de retrouver son accès au crédit (Zelizer, 2006). « *Quand j'ai commencé à m'embobiner les pinceaux avec les financières et les magasins, je suis tombée en dépression. Je pensais : "Je ne suis plus capable de rien." À ce moment, j'ai rencontré les Colombiens. Si Dieu veut, je vais être de nouveau cliente de Da Casa. J'ai emprunté de l'argent aux Colombiens pour payer Agoracred. J'ai même embrassé le carnet<sup>215</sup> de joie (au feirão) quand j'ai su que je pourrais payer.* » Le baiser du carnet de crédit exprime l'attachement au crédit. L'importance matérielle, de la récupération de marges de manœuvre financière, se conjugue à l'importance symbolique et morale d'avoir expié ses dettes.

Si Beta a pu solder sa dette avec Agoracred, six mois après le feirão, sa priorité est de redevenir cliente de Da Casa car les cartes de magasin estampillées par cette dernière sont acceptées dans la quasi-totalité des commerces de la ville. Beta doit payer 264 reais à Da Casa tous les mois et 80 reais par jour aux « Colombiens » à partir de janvier 2020.

---

<sup>215</sup> Évoqué au chapitre 2, le carnet matérialise la dette. Il a la forme d'un carnet de chèque et chacune de ses feuilles correspond à une mensualité.

La capacité à régler ses dettes implique une gestion habile des temporalités. Beta multiplie les activités pour s'assurer des entrées quotidiennes d'argent : le lundi et le mardi, elle effectue ses ménages. Avec les 170 reais qu'elle reçoit des ménages, elle n'a qu'à compléter par des ventes éparses de sucettes pour pouvoir payer les *Colombiens*. En revanche, les mercredis et jeudis, elle doit intensifier ses ventes car c'est la seule activité qu'elle réalise. Il arrive souvent que les recettes soient insuffisantes pour payer les « Colombiens » sur ces deux jours. Mais le vendredi, elle cumule ventes de sucettes et de pop-corn devant le théâtre de la ville, ce qui lui permet de dégager un « *bon argent* ». Beta compense ainsi les retards et les absences de paiement du mercredi et du jeudi en payant davantage le vendredi. En outre, elle travaille souvent le week-end comme commis de cuisine pour des mariages. Cet argent permet de faire les courses alimentaires pour la semaine suivante. Enfin, Beta reçoit l'aide au logement délivré par la municipalité. Avec les 600 reais, elle paie son loyer (450) et ses dépenses de gaz ou d'électricité.

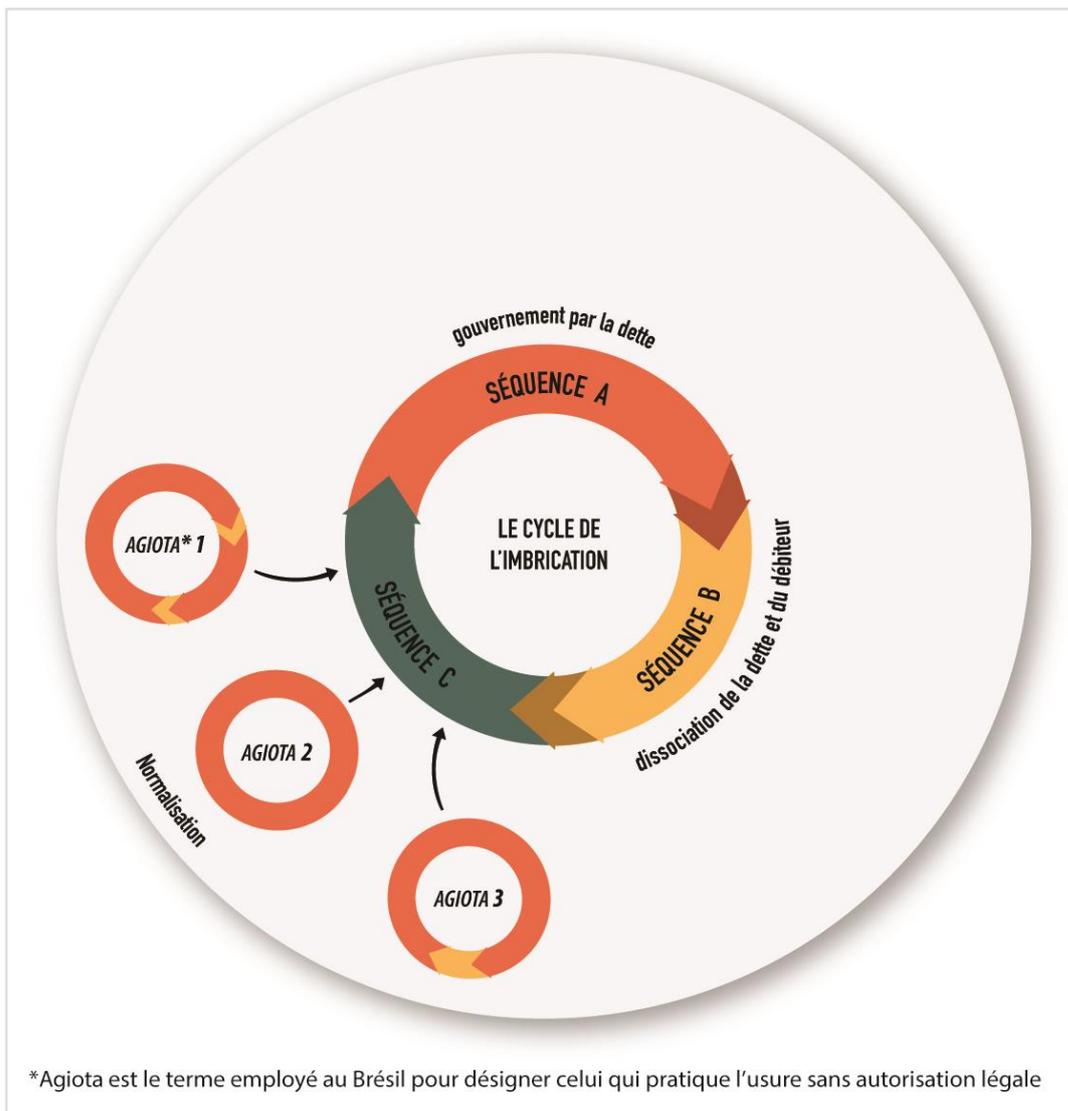
Fin janvier 2020, la situation se dégrade pour Beta et Rose. La Caixa Economica, banque semi-publique, a contacté Beta pour l'informer d'une dette non remboursée. Maria dit qu'elle n'avait pas connaissance de ce débit. Elle a dû emprunter 300 reais avec un Colombien pour couvrir la première mensualité de cette dette et « sortir du SPC ». Beta paie désormais 120 reais par jour. « *J'ai emprunté de nouveau. J'ai eu besoin de payer le premier versement à la Caixa (300) et pour payer Da Casa, et ne pas retarder, sinon ça casse le contrat avec Da Casa ; j'ai dû emprunter 256, plus 80 et à Da Casa j'ai payé 110.* » Normalement, Beta utilise l'argent de ses ventes et ce qu'il reste de l'allocation logement pour payer ses dettes (150). Sauf que la bourse au logement n'a pas encore été versée ce mois-ci et que les ventes ont été insuffisantes. Du coup, Beta a réemprunté avec les « Colombiens ». « *J'en avais fini avec deux Colombiens, et là tout recommence de nouveau. Ça donne envie de pleurer.* » (30 janvier 2020).

Avec la pandémie, Beta a perdu son activité de ménage en avril. Vu qu'il n'était pas déclaré, elle n'a reçu aucune indemnité. La place s'est vidée entre fin mars et fin mai 2021. « *Deux mois à l'arrêt, sans travail, avec les dettes, je suis retombée en dépression* » (septembre 2020). Beta a arrêté de payer les *Colombiens* à ce moment-là, mais pas Da Casa. Par sa présence régulière sur la place, Beta négocie du temps en plus pour payer avec eux. À l'inverse des récits de menaces physiques et de saisie des commerces en cas d'impayés<sup>216</sup>, elle fait l'éloge des *Colombiens*. De même pour Rose qui a continué à travailler sur la place, y compris les deux semaines d'avril où le gouverneur régional a ordonné la fermeture de tous les commerces et des administrations publiques. Le dévouement et la présence

---

<sup>216</sup> Récits largement relayés par les principaux journaux de Vitoria, notamment à la suite de l'arrestation de plusieurs *Colombiens* début 2020.

quotidienne de Beta et Rose ont ainsi permis de légitimer les retards de paiement au pire moment de la pandémie.



Graphique 16: L'imbrication des rythmes quotidiens des prêts illégaux avec le rythme mensuel des plans de rééchelonnement (source : Timothée Narring ; auteure : Lilian Papini)

Début mai, Beta a trouvé une nouvelle activité de ménage deux jours par semaine, bien mieux rémunérée que la précédente. Elle gagne 300 *reais* pour deux jours de travail. Au même moment, elle a commencé à recevoir les 600 *reais* du bénéfice social d'urgence mis en place par l'État pour toute personne dépourvue de revenus formels. « Ça m'a aidé à payer trois des agiotas et à améliorer la situation ». Elle continue à vendre des sucettes presque tous les jours et à travailler en cuisine le week-end. « Depuis juin, je paie deux mensualités à Da Casa chaque mois » pour pouvoir redevenir cliente plus rapidement. Maria règle ainsi 528 *reais* par mois. « Je travaille, travaille, travaille

(déclamé de plus en plus vite) *et il n'y a pas d'argent* ». Ainsi, Beta est parvenue à accélérer le rythme des échéances grâce à l'intensification de ce travail *pour la dette* ainsi qu'à la réception de l'aide d'urgence versée par l'État. L'usage de cette aide pour payer des dettes corrobore une étude quantitative, qui souligne la corrélation entre la mise en place de cette allocation et la baisse des défauts de paiement de 14 % entre juin 2020 et juin 2021 (Fecocomercio, 2021). Cette étude souligne l'ampleur des profits financiers au cœur de la pandémie :

« Les familles brésiliennes ont payé 233,5 milliards de reais d'intérêts au premier semestre 2021, un montant qui correspond à 73 % de la totalité de l'injection de l'aide d'urgence de 2020. Ces données proviennent d'une étude de la Fédération du commerce des biens, des services et du tourisme de l'État de São Paulo (*FecomercioSP*), qui montre également que ces dépenses ont représenté environ 6 % du produit intérieur brut (*PIB*) semestriel et 11,79 % du revenu familial au cours de cette période. Les intérêts constituent le deuxième poste de dépenses le plus important pour les Brésiliens, juste après le loyer, et dépassent le coût total annuel de l'éducation, des services de santé et de l'habillement. »<sup>217</sup>.

Bien que ces données doivent être prises avec mesure, vu qu'elles ne prennent pas en compte les revenus formels et se focalisent sur les dettes financières, elles soulignent une tendance claire : la perpétuation du processus d'accumulation financière malgré la pandémie. On peut ainsi faire l'hypothèse que l'État a contribué à atténuer le *paradoxe socio-reproductif*, en assurant la survie des ménages tout en permettant le renouvellement des profits. À l'image de Beta, *l'auxilio emergencial* a contribué à payer son plan de rééchelonnement des dettes. La phase de normalisation (C) a donc été accélérée grâce au *travail pour la dette* et aux transferts monétaires de l'État.

La rencontre de Maria au *feirão* m'a amené à une bifurcation du chemin des dettes, en soulignant la force de réseaux illégaux de crédit auprès de petits commerçants fichés. Elle montre qu'il est nécessaire d'intensifier le travail de la dette et de redoubler d'efforts pour accroître les entrées d'argent afin de tenir le plan de rééchelonnement et sortir du fichage. Les temporalités mensuelles des dettes financières s'imbriquent aux temporalités journalières des prêts des « Colombiens ». Cela engendre une autodiscipline et un travail quasi-permanent des endettées. Maria comme Rose sont animées par un état de vigilance et de stress aigu du fait de ce rythme accéléré des paiements (Adam et al, 2015).

---

<sup>217</sup> L'étude a été menée par la Fédération des Commerces de Biens, de Service et de Tourisme de São Paulo (Fecocomercio <https://www.fecomercio.com.br/noticia/em-seis-meses-familias-gastaram-com-juros-o-equivalente-a-73-do-auxilio-emergencial-pago-em-2020-1> (Consulté le 30/09/2022). Traduction personnelle.

## ***Conclusion***

Ce chapitre montre que la dette est productrice de séquences plurielles et de rythmes contrastés éprouvés de diverses manières par les débiteurs. Dans la première séquence (A), le temps abstrait des contrats, fixés par les crédateurs, engendre un effet de compression du présent et une sensation d'étranglement temporel sur les milieux populaires de Vitória. Les débiteurs se soumettent au rythme métronomique des mensualités et s'ajustent aux accélérations brutales de tempo, impulsées par les refinancements. À mesure que l'étreinte financière se resserre, le *travail de la dette et pour la dette* s'intensifie (Guérin, 2022). Les journées de travail et les heures extras, réalisées en dehors de l'économie salariale, sont absorbées par l'économie financière, tout comme les prêts informels et illégaux effectués pour tenir cette cadence accélérée.

Néanmoins, le temps de la dette n'est pas linéaire et continu, comme le présuppose Lazzarato (2012). Les défauts de paiement massifs constituent des ruptures temporelles qui précipitent l'ouverture de phases incertaines où le rythme de vie des endettés et le rythme d'emballlement des dettes ne coïncident plus. Lors de la deuxième séquence (B), l'économie financière n'est plus en mesure de contrôler le temps des endettés. Au-delà d'un certain seuil de dettes, la suspension du paiement est nécessaire pour ne plus soustraire la reproduction sociale des familles à la reproduction du capital. L'absence de sanction physique et juridique est la condition par laquelle la reproduction sociale des familles est sauvegardée. J'interprète cela comme une technique de gouvernement (Foucault, 1979), au sens où le relâchement des pressions des crédateurs sur les épaules des débiteurs vise à les réintégrer au sein du *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012). Du point de vue des institutions financières, il faut desserrer l'*étreinte de la dette* pour pouvoir convertir les consommateurs surendettés d'aujourd'hui en clients solvables de demain.

La troisième séquence voit s'accomplir le processus de *normalisation* des débiteurs (C) (Foucault, 1979). Le *feirão* impulse le recalibrage des montants et des calendriers de la dette en fonction du niveau et des temporalités de revenus des clients. Au lieu de culpabiliser les débiteurs, les crédateurs prennent le temps d'écouter leurs plaintes et leurs misères. La négociation contribue ainsi à retisser du lien de clientèle. Pour dynamiser la participation des débiteurs, les institutions financières bénéficient de la circulation d'informations déformées par les médias locaux. La négociation aboutit à redonner du temps aux débiteurs pour payer (Han, 2012, Anderson *et al*, 2019) sans pour autant que la dette ne s'éteigne. Elle illustre à la fois l'assouplissement du rythme

mensuel de paiement et la prolongation de l'obligation à rembourser sur une période étendue. Il revient alors aux débiteurs de faire preuve d'autodiscipline dans la gestion de l'argent et d'efforts supplémentaires en travaillant pour payer la dette afin de débloquent leur accès au crédit.

En définitive, ce chapitre contribue à conforter et complexifier la thèse du *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012). Il affine la compréhension des temporalités de la dette, en intégrant les rythmes et les sensations des débiteurs à ce cadre d'analyse (Adkins, 2017). Pour « tenir » sur le long terme, le *gouvernement par la dette* mobilise des techniques de *relâche* et de *normalisation*. La première donne du répit aux familles lorsque la dette menace de façon excessive leur reproduction sociale. La seconde repose sur un ensemble d'incitations destinées à transformer les consommateurs surendettés en débiteurs solvables. Le *gouvernement par la dette* repose donc sur un subtil dosage entre donner du répit aux débiteurs et les pousser à se conformer aux plans de rééchelonnement.

L'État brésilien a créé les conditions d'une extraction sans limite des revenus des milieux populaires par la dette (Dowbor, 2015 ; Lavinias, 2017), si bien qu'à un certain seuil de dettes, la durabilité et la légitimité des pratiques d'exploitation financière impliquent de recadrer les temporalités et les montants de la dette. L'atténuation et le rééquilibrage des asymétries entre créditeurs et débiteurs se font moins par l'effacement momentané des dettes (Graeber, 2013) que par un compromis sur les temporalités de la dette. Ces pratiques subtiles consistent à donner aux consommateurs surendettés la possibilité de se reproduire comme débiteurs solvables afin d'être exploités dans le futur. Elles contribuent ainsi à la soutenabilité des établissements de crédit tout en produisant un équilibre précaire entre la reproduction des familles et la reproduction du capital.

De premiers éléments ethnographiques montrent que la réintégration au *gouvernement par la dette* demeure, toutefois, laborieuse et incertaine. L'exemple de Maria montre l'intensification du *travail pour la dette*, à travers l'imbrication des pratiques financières légales et illégales, afin d'ajuster ses revenus faibles et variables aux montants et échéances de paiement. Dans d'autres cas, le montant des dettes reste, après négociation, trop élevé par rapport aux revenus. Il faut donc patienter davantage. Enfin, l'issue des plans de rééchelonnement est sources de nombreuses incertitudes. Le premier retard de paiement provoque la rupture du contrat et le retour à la séquence de dissociation de la dette et du débiteur. Or, on a vu que la vie des milieux populaires de Vitória est marquée par l'irruption d'imprévus et d'urgences de manière récurrente. Face aux maladies, aux accidents, à la perte de travail ou à l'emprisonnement d'un proche, le règlement de la dette est une priorité secondaire. La pandémie de Covid-19 ne fait que renforcer les incertitudes sur la capacité des débiteurs à rembourser compte tenu des baisses et des variations de revenus. Cette situation

pousse les institutions financières à multiplier les assouplissements et recalibrages du *gouvernement par la dette* de manière à préserver la solvabilité de leurs clientèles.

À Vitória, la faillite de Da Casa, en février 2020, résulte de l'appauvrissement et la déstabilisation financière de sa clientèle. Si les cadres de Da Casa expliquent cette situation, en partie par des facteurs internes (la corruption d'un ancien directeur, parti aux États-Unis avec une partie des profits de l'entreprise et la faillite de Dadalto, l'entreprise d'électroménager, à l'origine de Da Casa), les défauts de paiement constituent une explication centrale, favorisés par la dégradation de la situation macroéconomique et l'application de taux d'intérêts démesurés ont provoqué des défauts de paiements massifs. Les « pertes financières », déplorées par les dirigeants de Da Casa (chapitre 2), montrent que le *paradoxe socio-reproductif* est devenu insoutenable pour cette entreprise. Toutefois, les dettes se reproduisent et se transmettent à d'autres institutions, comme les entreprises de recouvrement et de la financière Portocred. Cette dernière a racheté une partie du portefeuille de Da Casa quelque mois avant sa faillite. En outre, la faillite de Da Casa laisse un espace plus important à sa principale concurrente locale, la financière Agoracred. Or, cette dernière a été créée par des anciens de Da Casa en appliquant une démarche similaire : proximité, traitement chaleureux et prêt en liquide à des taux d'intérêt exorbitants. Ainsi, on peut faire l'hypothèse d'une reconfiguration du marché du crédit à l'échelle régionale aboutissant à la continuité de pratiques usurières.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette thèse interroge en quoi la dette permet la reproduction sociale des familles brésiliennes tout en la menaçant en permanence. Elle intervient dans un contexte historique particulier, marqué par l'éviction d'une présidente démocratiquement élue, Dilma Rousseff, en août 2016, et par l'élection de Jair Bolsonaro, héritier assumé de la dictature militaire, en octobre 2018.

Parce que les revenus s'affaissent et que les dettes s'emballent, le *paradoxe socio-reproductif* s'intensifie à partir de la récession économique de 2015-2016 (Fraser, 2020). La dépendance des milieux populaires envers le système financier s'accroît pour qu'ils soient en mesure de financer les dépenses d'alimentation, de santé et pour régler les factures domestiques en retard. L'application de taux d'intérêt exorbitants engendre une extraction colossale des revenus des familles et des territoires populaires. Elle provoque des défauts de paiement massifs, aggravés par la baisse de revenus du travail toujours plus volatiles. Cette situation se répercute aussi sur les commerces et sur les établissements de crédit. En témoigne la faillite de Da Casa Financeira en février 2020. Le *paradoxe socio-reproductif* éclaire ainsi les tensions causées par la dette, tout au long de la chaîne qui va des milieux populaires aux crédateurs.

Si ces tensions s'approfondissent entre 2016 et 2021, elles couvent dans l'absence de régulation du coût du crédit par l'État depuis le début des années 2000. À son arrivée au pouvoir, en 2003, le Parti des Travailleurs (PT) et ses alliés renoncent à la mise en œuvre de mesures d'encadrement des taux d'intérêt pour juguler l'hostilité du capital privé (Grün, 2007). Ce choix découle de négociations antérieures à la campagne présidentielle entre les représentants du PT et des principales banques du pays. Il explique que, pour la première fois en quatre élections, Lula ne soit plus considéré comme une menace pour l'élite financière.

Depuis deux décennies, le Brésil nous apprend que la dette est, pour l'essentiel, le produit des intérêts. Hormis le crédit conquis, les principales formes d'emprunts destinées aux milieux populaires cumulent des intérêts à trois chiffres. Entre le moment où le créateur prête et où le débiteur termine de payer, le montant total de la dette est deux, trois, voire quatre fois supérieur au montant initial. David Graeber (2013), qui définit la dette par le pouvoir de quantification et de coercition des créateurs, voit sa critique de l'exploitation financière confortée. La force de la dette réside, bel et bien, dans une abstraction mathématique. Le pouvoir de quantification des créateurs est, au Brésil, un pouvoir de multiplication de l'argent emprunté. Mais l'absence du recours à la violence physique n'est pas nécessairement un frein au remboursement. La dette tire son pouvoir des dispositions matérielles et morales des milieux populaires : d'un côté, l'importance de préserver

sa crédibilité pour financer sa consommation quotidienne et ses aspirations ; de l'autre, la ténacité des principes de droiture et d'honnêteté intériorisés par une grande partie des débiteurs.

Entre 2015 et 2021, les profits élevés des institutions financières favorisent le rétrécissement de la reproduction sociale des familles. La récession de 2015-2016 déclenche une première salve de licenciements, de retards et de défauts de paiement. Telle une *boule de neige (bola de neve)*, la dette grossit à vue d'œil sous l'effet des pénalités de retard. Cette situation se traduit, à l'échelle du *morro*, par la chute du commerce local et l'emballlement des dettes d'électricité entre 2016 et fin 2018. Puis, l'inflation des denrées alimentaires entraîne une seconde salve d'impayés en 2019. Enfin, la situation s'aggrave à la fin de l'année 2020, lorsque le montant du revenu social d'urgence (*auxilio emergencial*) est définitivement diminué après une suspension de plusieurs mois. En baisse, les transferts monétaires de l'État et les dons d'aliments ne compensent plus la chute des revenus informels début 2021.

Toutefois, ma thèse montre que l'excès de dettes ne provoque ni l'indigence ni l'éclatement des familles. Ces situations hypothétiques désignent un seuil plancher en dessous duquel les familles ne reproduiraient plus leur existence sociale et matérielle. Elles ne surviennent pas au sein de la cinquantaine de familles que j'ai suivies entre 2016 et 2021. L'ethnographie met plutôt en évidence leur endurance face à l'approfondissement de la crise. Les familles « tiennent » grâce aux *luttas (lutas)* des femmes, à l'amplification des solidarités intergénérationnelles et aux stratégies de temporisation du paiement des dettes. En combinant l'analyse des trajectoires de vie (Guérin, 2011) à une démarche inspirée de *l'ethno-comptabilité domestique* (Cottureau et Marzok, 2012), cette recherche souligne la centralité du *travail de la dette* (Guérin, 2022) et *pour la dette*, polarisée chez les femmes, en particulier les grands-mères. Les rapports de genre s'imbriquent ainsi aux relations intergénérationnelles pour expliquer l'endurance monétaire des familles. Quant aux stratégies de temporisation, elles désignent la capacité à retarder le paiement des dettes domestiques et à suspendre le paiement des dettes financières lorsque ces dernières mettent en péril la reproduction sociale. Pendant que la dette « aspire » leur argent (Fraser, 2020), les milieux populaires gagnent du temps (Han, 2012 ; Anderson *et al*, 2020).

À l'entame de cette conclusion, je souhaite insister sur l'épineuse question des dettes financières parce qu'elle reflète les contradictions du Parti des Travailleurs lorsqu'il était au pouvoir (2003-2016). Si la politique de crédit a contribué, dans un premier temps, à l'affermissement des conditions matérielles d'existence des milieux populaires, le renoncement à encadrer les taux d'intérêt a créé les conditions du surendettement actuel. Il entrave, de façon durable, la consommation des ménages alors que c'est elle qui tira la croissance du pays entre 2003 et 2013

(Borça et Guimar, 2016). La dette produit alors des effets contrastés selon les temporalités auxquels on se place (Peebles, 2010 ; Adkins, 2017). À court terme, le crédit gonfle les espoirs de mobilité sociale qui se concrétisent par certaines avancées en termes de logement et de consommation (Pinheiro-Machado et Scalco, 2022) ; à moyen terme, l'emballement des dettes engendre des situations de déclassement (Ravelli et Lemoine, 2019). La retombée est d'autant plus douloureuse pour la strate stable des milieux populaires qui s'est surendettée pour assouvir ses espoirs d'ascension sociale. La période 2016-2021 est donc marquée par l'évaporation de la « nouvelle classe moyenne » (Braga, 2012), conçue par des économistes et le gouvernement Lula quelques années plus tôt (Neri, 2008). En témoigne la réaffirmation de la condition de *pauvres* parmi les familles stables du *morro*.

Les sciences sociales ont longtemps œuvré à dissimuler les conflits qui structurent la société brésilienne, en mobilisant des approches culturalistes et essentialistes, comme l'affirme Jesse Souza (2009). Ces dernières ont fait l'apologie du métissage et glorifié la cordialité tout comme la débrouillardise (*jeitinbo*) des Brésiliens, au détriment de l'analyse des dominations héritées de l'esclavage et de la colonisation. Ma réflexion va dans le sens de cette critique en explorant comment la dette reproduit les inégalités sur la longue durée. Elle rejoint l'approche de la reproduction sociale, défendue par Bourdieu et Passeron (1970), au sens où les dominations se perpétuent et les positions subalternes, de classe et de race, se répètent. Les endettés d'aujourd'hui sont, pour la plupart, noirs et descendants d'esclaves au sein des *favelas* de Vitória. Toutefois, le rapport entre crédit et question raciale reste insuffisamment abordé dans cette thèse alors qu'il est au cœur des enjeux de pouvoir et de reconnaissance symbolique.

Affronter la question des inégalités conduit à focaliser les discussions autour de la mise en place d'une loi d'encadrement des taux d'intérêt. Dans cette perspective, Didier Fassin nous rappelle « que ce que nous tenons pour acquis n'est qu'une forme possible de réel ; et que si le monde peut être ou a été autrement, alors le changement est toujours possible » (2020, 26). Si l'usure constitue le socle du capitalisme financiarisé au Brésil, elle a déjà été limitée par le passé. La mobilisation conjointe des mouvements sociaux, des associations de consommateurs et des partis politiques pourrait permettre d'en limiter les effets.

Après avoir dressé les enjeux politiques soulevés par les dettes financières, il convient de replacer ces dernières dans le mouvement plus vaste des multiples dettes qui circulent au sein et au-delà des *favelas*.

## *Du chemin des débiteurs au labyrinthe de la dette*

Au cours de cette ethnographie, j'ai suivi le chemin des débiteurs depuis les cimes de la *favela* Garrincha<sup>218</sup> jusqu'aux foires de récupération du crédit, en passant par les prêts informels des *Colombiens* auprès des petits commerçants du centre-ville de Vitória. Cette approche en mouvement (Biondi, 2017), inspirée d'Ana Tsing et d'ethnographes brésiliens (Hirata, 2019, Feltran, 2022), éclaire la porosité des frontières entre pratiques formelles et informelles. Elle souligne les entremêlements entre réseaux criminels et institutions financières dans la mesure où les crédits souscrits aux uns permettent de rembourser les autres.<sup>219</sup> Sous l'effet du fichage, les petits commerçants jonglent entre les crédits de Da Casa et les prêts des *Colombiens*. Leurs pratiques monétaires « relie les marchés légaux et illégaux », (Feltran, 2019, 152). Elles montrent que *l'écologie de la dette* (Harker, 2019) de Vitória est façonnée par l'interpénétration de pratiques licites et illicites de crédit.

La critique du pouvoir excessif des crédateurs, portée par Graeber (2013) et Lazzarato (2012), est confortée par cette ethnographie, qu'ils soient banquiers, trafiquants ou *Colombiens*. En revanche, l'affirmation de l'unicité des formes de dettes est battue en brèche par la diversité des dettes, subordonnées à des intérêts et à des pratiques de recouvrement variables selon leur nature. Les dettes financières représentent un coût démesuré mais les défauts de paiement ne sont pas sanctionnés physiquement, hormis par l'inscription dans les fichiers de consommateurs défaillants. À l'inverse, les dettes de trafic vont jusqu'à mettre en jeu la vie des débiteurs et provoquent des déplacements forcés alors que les intérêts sont peu élevés. Enfin, les prêts des *Colombiens*, souscrits en dehors des *favelas*, cumulent menace physique et usure quotidienne, même quand certains assouplissements sont possibles.

Tracer le chemin des dettes m'a conduit à alterner successivement plusieurs échelles d'analyse pour reconstituer les chaînes de dettes. J'ai d'abord replacé l'ethnographie des pratiques financières des familles du *morro* dans un contexte national de précarisation du travail. Le chapitre 1 a permis de souligner le lien étroit entre l'érosion des revenus du travail et l'emballement des factures domestiques. Cela se répercute, à l'échelle du *morro*, par la chute de la consommation locale et l'atténuation des différences de revenus et de statut entre les familles de commerçants, issus de la strate stable du *morro*, et les familles de la strate moyenne des habitants. Toutefois, alors que les

---

<sup>218</sup> Nom inventé.

<sup>219</sup> Le cas de Rodrigo illustre la souscription de crédits bancaires pour payer des dettes de trafic (chapitre 3). Les cas de Maria et Rose éclairent la situation inverse de prêts souscrits auprès des *Colombiens* pour payer un plan de rééchelonnement des dettes à Da Casa (chapitre 5).

premières disposent d'un vaste réseau social et d'un petit patrimoine pour atténuer les effets du surendettement, les secondes doivent s'endetter pour assurer leur survie d'un mois à l'autre. Pour peu que les liens familiaux se distendent et que l'accès au crédit se restreigne, ils sombrent alors dans une précarité généralisée.

L'ethnographie s'élargit, au chapitre 2, avec la description de l'endettement des milieux populaires de Vitória à la financière Da Casa. Le guichet est le lieu de transformation de dettes domestiques de court terme en dettes financières de moyen terme. L'application de taux d'intérêt annuels supérieurs à 200 % est légitimée par l'encastrement du crédit dans des relations de clientèle, fondées sur la proximité et la mobilisation d'affect chaleureux. Surtout, l'usure est rendue possible par l'adaptation des dispositifs de concession du crédit aux besoins *d'argent urgent (dinheiro urgente)* des familles.

Les *lutas (lutas)* financières des femmes contribuent, toutefois, à amortir le coût excessif du crédit et à contourner les restrictions d'accès au crédit. À partir des cas de trois familles, le chapitre 3 souligne le jonglage quotidien des femmes entre de multiples obligations financières et familiales. Par la mutualisation des cartes de crédit et de magasin, les femmes redonnent des marges de manœuvre budgétaire à leur famille. Cela implique la mise en commun de l'accès privilégié des grands-mères au crédit, l'intensité des déplacements des mères entre les maisons du *morro* et les institutions financières ainsi que l'engagement des filles à renouveler l'approvisionnement en cartes de crédit lorsqu'elles atteignent la majorité.

Ce même chapitre contribue aussi à nuancer la critique de l'exploitation financière. Les défauts de paiement ne sont pas sanctionnés physiquement par les banques et les financières. À l'inverse, les dettes de trafic sont caractérisées par la brutalité des modes de recouvrement au sein du *morro* : emprise physique des créanciers sur le corps des fils et emprise psychique sur le corps des mères.

La description des solidarités entre les générations débouche sur une conceptualisation de la famille du *morro* au chapitre 4. La cohabitation et la proximité résidentielle, la mutualisation des ressources et le recours au crédit permettent sa reproduction en tant qu'entité intergénérationnelle et collectif endetté. L'accès privilégié des retraités au crédit les conduit à financer les désirs et les aspirations de leurs enfants et petits-enfants. Cela ne va pas sans effets pervers au sein des familles : rivalités sur l'accès au crédit, conflits moraux sur les usages de l'argent et suspicions d'abus de faiblesse des personnes âgées.

En dépit de ces tensions, les solidarités entre les générations s'amplifient entre 2016 et 2021 pour compenser les effets de la précarisation du travail et de l'augmentation des dettes. À l'instar

de la récession espagnole (Blavier, 2019, Narotzky, 2021), le chapitre 4 souligne le rôle clef des personnes âgées et retraitées pour faire face à la crise brésilienne. Elles n'assument pas seulement des rôles de pourvoyeuses de logement ou de revenus, elles endossent aussi le rôle de payeuses des dettes en dernier ressort et de fournisseuses de crédits. Les grands-mères absorbent une part importante des dettes de leur descendance grâce à leurs pensions et à des activités rémunérées. Parce qu'elles intériorisent le sens des obligations familiales, elles agissent comme un rouage essentiel du capitalisme financiarisé. Mais la concentration du paiement des dettes sur leurs épaules suffit rarement à absorber le coût des intérêts. Souvent la dette donne lieu à un partage de son coût entre les membres de la famille élargie. La constitution de vastes chaînes de dettes, reliant plusieurs maisonnées entre elles, permet de tenir la cadence accélérée des paiements.

Néanmoins, les dettes atteignent souvent un seuil au-delà duquel les efforts collectifs ne suffisent plus à contenir l'envolement des intérêts et des pénalités de retard. Dans ce cas, des possibilités de temporisation émergent pour préserver la reproduction sociale des familles.

Le chapitre 5 analyse les techniques de relâche et de normalisation des consommateurs surendettés, mises en place par les établissements de crédit, pour atténuer le *paradoxe socio-reproductif* (Fraser, 2020) Il explore les temporalités diverses et les rythmes contrastés qui caractérisent la vie des consommateurs. (Adkins, 2017), en mettant en lumière trois séquences : le contrôle du temps par la dette (A) ; l'interruption du *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012) par les défauts de paiement (B) ; le rééchelonnement de la dette (C). En impulsant cette dernière phase, le *feirão* contribue à apaiser les liens entre créditeurs et débiteurs. En redonnant du temps pour payer à ces derniers, il facilite leur réintégration au sein du *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012). Ses effets demeurent toutefois incertains puisqu'au premier incident de paiement, le contrat de rééchelonnement sera annulé. Or, le chemin des dettes apparaît, souvent, comme un labyrinthe à ce stade de la vie des consommateurs. La multiplicité des dettes en souffrance de paiement et la complexité des arrangements informels risquent de freiner le déblocage de l'accès au crédit.

Au global, l'ethnographie des circulations de dette met en évidence un processus d'*accumulation par captation* (Tsing, 2017). Ce concept désigne un processus par lequel des entreprises accumulent des profits sans contrôler les conditions dans lesquelles ces derniers sont produits. À Vitória, la majorité des habitants du *morro*, tout comme les petits commerçants du centre-ville ne sont ni salariés ni insérés dans l'économie productive. Pourtant, leurs revenus sont appropriés par l'industrie financière. La captation est rendue possible non seulement par l'endettement auprès des

financières mais aussi par les chaînes de la dette qui reconnectent des réseaux informels et criminels au système financier<sup>220</sup>.

L'*accumulation par captation* (Tsing, 2017) apporte une clef supplémentaire d'analyse du capitalisme financiarisé au Brésil. Lena Lavinás (2017) a mis en lumière un circuit planifié et sécurisé par l'État, reliant les fonctionnaires, les retraités et les bénéficiaires sociaux aux principales banques du pays. Elle souligne comment les politiques sociales et les politiques de crédit, mises en place au début des années 2000, ont créé les conditions d'une « financiarisation du social » (Lavinás, 2017, 12). L'*accumulation par captation* se superpose à ce processus à une autre étape de la chaîne de valeur. Elle est formée par une multitude de circuits diffus, reliant des travailleurs informels, des financières et des réseaux de crédit mafieux. À l'image des *Colombiens*, ces réseaux éclatés de migrants latino-américains prolifèrent, à Vitória, sous l'effet du surendettement et du fichage des petits et moyens commerçants.

Poursuivre la recherche initiée dans cette thèse impliquerait de déterminer de manière, plus précise, les différents acteurs des réseaux illégaux de crédit et d'étudier la répartition des profits tout au long de la chaîne<sup>221</sup> : des agents du recouvrement des dettes aux têtes de réseaux, en passant par les commissions versées à certains policiers. Cette approche permettrait aussi d'explorer, de façon plus précise, le recours à la violence en cas d'impayés ainsi que la part des dettes financières qui sont payées avec les prêts des *Colombiens*. N'ayant pas suffisamment approfondi ces éléments au cours de la thèse, il reste à explorer lors de prochains terrains.

Les conclusions de cette thèse m'amènent également à revenir sur ce qui fait la spécificité de ma démarche de terrain.

### ***Ethnographier les dettes en s'impliquant dans des relations de crédit***

Outre l'immersion de longue durée et la présence quotidienne du chercheur au sein du *morro*, deux éléments ont été décisifs pour que je puisse approfondir le rapport des milieux populaires à la dette : la participation à la vie quotidienne des familles qui m'ont hébergé et l'implication dans des réseaux de crédits. Le premier élément m'a donné une fenêtre d'analyse

---

<sup>220</sup> L'exemple de Beta, présenté au dernier chapitre, illustre cette double dimension de l'*accumulation par captation*. Beta utilise les revenus dégagés dans ses activités journalières de vente de sucette et de ménage ; et la souscription de prêts, auprès de plusieurs *Colombiens*, pour payer Da Casa.

<sup>221</sup> Par exemple, Gabriel Feltran et Deborah Fromm (2022) remontent l'ensemble des acteurs impliqués dans le marché des voitures volés à Sao Paulo (assureurs, commissaires-priseurs, receleurs, trafiquants, juges et policiers).

privilegiée pour comprendre les arbitrages délicats entre les diverses obligations familiales et financières. Il m'a permis de saisir comment et à quel point l'organisation de l'économie domestique gravite autour des grands-parents. Le second élément s'est avéré aussi bien inattendu que décisif dans l'issue de cette thèse. L'implication dans des relations d'endettement a permis de percevoir avec acuité les émotions et les dilemmes auxquels les débiteurs sont confrontés, tout en faisant émerger plusieurs questions éthiques. À l'instar d'autres ethnographies (Stacks, 1978 ; Wacquant, 2000), elle m'amène à me distinguer de la plupart des sociologues qui étudient la dette en restant à l'écart des relations de crédit. Je souhaite revenir sur ce point dans le paragraphe suivant.

J'ai effectué cinq avances d'argent, concentrées entre janvier 2019 et septembre 2020. L'acte de prêter illustre, à mon sens, une forme de redevabilité envers les personnes qui m'ont invité chez elles, donné de leur temps pour répondre à des questions délicates ou ont pris soin de moi dans des moments délicats<sup>222</sup>. Il traduit la reconnaissance à l'égard de celles et ceux qui ont facilité mon intégration au *morro*. Cette expérience me conduit à souligner la possible ambivalence des relations entre un chercheur en sciences sociales et ses interlocuteurs. Je ne peux nier le risque d'une instrumentalisation des « enquêtés » par l'appât de l'argent dont ils manquent justement, dans l'optique d'accéder aux données. Mais, en l'occurrence, ces prêts se sont inscrits dans un ensemble de transferts beaucoup plus larges de dons, de cadeaux et d'attentions, depuis mon arrivée en février 2016. Ils sont circonscrits à un moment particulier d'une relation sociale, bien qu'ils confortent les liens tissés au cours de ces dernières années.

M'impliquer dans des réseaux de crédit m'a donné un accès privilégié à l'observation des rapports entre dettes, argent et intimité, étudiés par Viviana Zelizer (2006). Être soi-même l'objet d'une hiérarchisation des priorités entre les dettes à régler permet de mieux déceler les critères utilisés par les habitants du *morro*. Cette expérience conforte l'idée selon laquelle les débiteurs s'efforcent de « gagner du temps » avec une partie de leurs créanciers (Han, 2012 ; Anderson et al, 2019). Ainsi, des cinq personnes à qui j'ai emprunté, trois d'entre elles m'ont demandé un délai supplémentaire pour rembourser. Elles ont justifié cela par d'autres dettes prioritaires : le remboursement à des membres de leurs familles ou des amis qui les avaient aidés aux moments les plus délicats ou qui ont un besoin immédiat de cet argent ; le remboursement de commerçants locaux, dont elles sont clientes depuis longtemps.

---

<sup>222</sup> Je fais référence ici à ma perte de mémoire de janvier 2018, à la suite d'un choc lors d'un match de foot, et à une rupture du ligament croisé en novembre 2018 sur le terrain de football d'Evaristo. Yuri a passé toute la soirée avec moi à l'hôpital lors de ce premier évènement.

Les éléments matériels, comme le coût des intérêts, ou coercitifs, comme la brutalité des sanctions pour les dettes de trafic, orientent l'ordre des priorités de remboursement. Mais d'autres critères entrent également en ligne de compte. Par exemple, la reconnaissance envers un ami ou un membre de la famille peut amener le débiteur à prioriser son remboursement (Müller, 2014). Cela témoigne d'une autre dimension de la dette selon laquelle l'entraide se révèle un puissant facteur de cohésion familiale et de marquage de l'argent (Zelizer, 2006).

L'implication dans des relations d'endettement m'a rendu aussi plus attentif aux émotions et aux sensations corporelles des habitants du *morro*. En entrant dans la vie financière de certains amis, j'ai moi-même été pris par ces émotions. Vertiges, anxiété, troubles de sommeil plusieurs jours de suite ont marqué les derniers jours de mon terrain en février 2021. Ils sont intervenus en réaction à l'exacerbation des problèmes d'endettement de Yuri et de Simone ainsi qu'à plusieurs décès : celui de Carlos et de João, sous l'effet de la Covid-19, et de Leonardo<sup>223</sup>, un de mes amis dont j'ai appris l'assassinat à mon retour sur le terrain.

Mon engagement dans des relations amicales a été stimulé par une forte empathie, provoquant une perméabilité aux émotions exprimées par mes interlocuteurs. Celle-ci a constitué un puissant ressort d'identification pour explorer les effets psychologiques et corporels des dettes. En même temps, elle pouvait conduire à une perte des capacités de discernement. Constatant que la confusion de mes émotions avec celles de mes interlocuteurs constituait un risque pour l'engagement ethnographique et pour ma santé mentale, j'ai interrompu le terrain, de façon anticipée, à la mi-février 2021. En témoigne la dernière note de mon journal de terrain :

« C'est l'accumulation des récits de dettes en souffrance, de décès, de perte de travail, de dépressions et désengagement communautaire, qui m'atteint aujourd'hui. En panne d'énergie et d'imagination, je mets fin au terrain.

Comme l'a dit Yuri ce matin, les dettes l'« ont atteint jusqu'au cou », au point de suspendre son engagement de leader local. La dégradation des conditions de vie de mes amis les plus proches du *morro* et la prise de conscience de l'intensification de leurs souffrances engendrent une sensation de vertige, des douleurs intestinales et des insomnies depuis trois nuits. Sur la corde raide de l'anxiété, j'arrête aujourd'hui. » (10 février 2021)

Comme l'a montré Jeanne Favret-Saada (1977) dans le contexte tout à fait différent de la sorcellerie dans le bocage mayennais, le fait de se retrouver affecté par « son terrain » peut constituer

---

<sup>223</sup> À la suite d'accusations de pédophilie de la part d'une de ses belles-filles, des membres du trafic local sont venus le chercher chez lui, l'ont fait descendre le *morro* et l'ont lynché avec des barres de fer. Dans ce cas, l'exercice débridé de la violence, commandité par certains leaders du trafic, témoigne de caractéristiques propres aux factions de Vitoria : des formes variables d'exercice de la violence, liées à la personnalité des chefs ; à l'inverse, des pratiques calibrées et institutionnalisées du PCC à São Paulo (Feltran, 2017).

une ressource importante pour accéder à une compréhension sensible de son objet d'étude. Il implique, toutefois, de distinguer le temps de l'action en cours de celui de l'analyse rétrospective. Cette dernière m'amène à souligner l'accentuation de l'anxiété financière des habitants du *morro*, au fur et à mesure de mes retours sur le terrain. Une analyse distanciée montre à quel point le surendettement et le déclassement ressentis par certaines familles de la strate stable, comme les Nunes, constituent un « effet boomerang » aux tentatives de mobilité sociale et d'entrepreneuriat, façonnées par le crédit.

Ainsi, l'implication de l'ethnographe dans des réseaux de crédit, à partir d'un engagement quotidien et de long terme sur le terrain, est susceptible de contribuer à une approche sensible de la dette, partant des sensations physiques et émotionnelles qui animent les débiteurs. Elle permet de rompre avec l'extériorité du chercheur, qui n'est plus simplement observateur, mais un acteur à part entière de son terrain, affecté par ce dernier. Une telle méthode présente néanmoins un certain nombre de questions éthiques concernant tant la monétarisation sociale des relations entre « enquêtés » et chercheur que la prise en compte de la propre santé mentale de ce dernier.

Enfin, habiter au *morro* et m'engager dans des réseaux de crédit m'a permis de saisir la prégnance de logiques territoriales dans l'endettement des milieux populaires. À l'heure où je finis l'écriture de cette thèse, Yuri ne m'a pas encore remboursé. Lors du dernier terrain, il m'a demandé un délai supplémentaire, compte tenu de la persistance ses difficultés. Depuis mon départ, je n'ai que de brèves nouvelles de sa part. Le non-remboursement est facilité par la distance spatiale et par l'absence d'interactions physiques régulières entre lui et moi. Si nous nous rencontrions tous les jours, Yuri n'échapperait sans doute pas à une certaine pression et culpabilisation de s'être dérobé de cette obligation. La suspension du remboursement intervient lorsqu'il n'est plus possible de réinscrire la dette dans un territoire commun entre créiteurs et débiteurs.

### ***Les territoires de la dette, apports et limites***

Si l'analyse de la dette sous le prisme du territoire constitue l'une des contributions majeures de cette thèse, c'est aussi là que réside l'une de ses principales limites. Les conclusions de l'ethnographie restent circonscrites aux milieux populaires de Vitória, une ville du Sud-est brésilien. De plus, la faillite de Da Casa Financeira en février 2020 ouvre une période d'incertitudes spécifique au territoire étudié. La concurrente, Agoracred, fondée par des cadres de Da Casa, en 2014, semble en mesure de récupérer une partie de sa clientèle. Elle s'inspire directement des pratiques de Da Casa, en mobilisant des techniques similaires : proximité physique, liens de clientèle et octroi rapide

de l'argent. Plus largement, on peut aussi se demander dans quelle mesure l'étreinte du crédit se reconfigure dans un contexte où les services de crédit en ligne se développent.

Des travaux comparatifs ultérieurs avec d'autres territoires seraient nécessaires pour pouvoir élargir et conforter mes conclusions. Une prise en compte des diverses *écologies de la dette* (Harker, 2019) plaide pour une analyse des territoires qui façonnent le rapport à l'endettement des milieux populaires. Entre une *favela* de Rio, une périphérie de Fortaleza, l'arrière-pays de Salvador, ou la région aride de Pernambuco (*sertão*), on peut se demander en quoi les pratiques de crédit des milieux populaires se différencient les unes des autres. Des recherches futures permettraient de comprendre en quoi les contrastes économiques, culturels, historiques, raciaux et sociaux, qui traversent un pays aussi immense influent sur les pratiques d'endettement.

Outre la comparaison entre divers territoires, la connaissance des institutions financières qui ciblent les milieux populaires me semble devoir être approfondie. À cet effet, il serait, à mon sens, souhaitable d'étudier la première financière du pays, Crefisa. Cette institution s'est spécialisée dans le ciblage des clients « négatifs », inscrits dans un registre national de débiteurs. L'objectif d'une recherche future serait d'interroger les conditions sociales, politiques et technologiques aboutissant à la construction d'un marché du crédit pour les personnes fichées. L'étude de Crefisa permettrait d'approfondir les temporalités contradictoires des dettes financières, puisqu'un débiteur peut avoir à la fois un pied en dehors du *gouvernement par la dette* (Lazzarato, 2012) après un défaut de paiement, et un autre à l'intérieur s'il souscrit un crédit auprès de cette institution. Elle pourrait ainsi étoffer l'analyse des temporalités de la dette, initiée dans la présente thèse.

De plus, cette recherche sur Crefisa poursuivrait l'analyse des circulations de dettes des familles populaires jusqu'aux marchés financiers, en explorant le rapport entre les mécanismes de titrisation et la reproduction sociale, comme le suggère Lisa Adkins (2017). En quoi ces mécanismes de titrisation se répercutent-ils sur le *travail de la dette* (Guérin, 2022) ? Au Brésil, l'observation des ramifications entre familles populaires et marchés financiers s'imbrique avec la question de l'usure, qui pourrait également s'enrichir d'une étude historique. L'enjeu de recherches ultérieures serait donc d'approfondir l'ethnographie des dettes, en investissant des lieux connectés aux marchés internationaux, à l'image des marchés boursiers ou d'établissements de crédit internationaux, comme Cetelem (Neiburg *et al.*, 2014). L'analyse méso et micro, réalisée dans ma thèse pourrait ainsi s'étoffer d'une approche supranationale de la dette des ménages, en suivant les pratiques financières d'une institution au sein de différents États.

À ces perspectives de recherches futures s'ajoute un autre champ d'investigation qui pourrait s'avérer particulièrement pertinent dans les prochaines années du fait de l'amplification possible des procédures de renégociations.

### ***Vers une bureaucratisation de la gestion du surendettement ?***

Le sujet de l'endettement des familles s'est invité dans la campagne présidentielle de 2022. L'adoption par le gouvernement du projet de loi élargissant l'accès du crédit consigné aux familles bénéficiaires de l'*Auxílio Brasil*, prestation sociale qui remplace, depuis octobre 2021, la *Bolsa Família*, a suscité un tollé de réactions. Le fait que les banques puissent prélever directement une allocation sociale censée garantir la survie des familles pauvres a été jugé comme immoral par plusieurs journalistes et influenceurs privés<sup>224</sup>. Certains journalistes ont dénoncé une stratégie politicienne, « *multipliant l'effet électoral de l'Auxílio Brasil en donnant accès jusqu'à 2 600 reais* » aux plus pauvres, à la veille de l'élection<sup>225</sup>. De son côté, le candidat Lula a critiqué le niveau élevé des taux d'intérêt envisagés par le gouvernement<sup>226</sup> : « *Avec ce taux d'intérêt dont il (Bolsonaro) parle, cela conduira le peuple à une suffocation sans précédent dans l'histoire du pays. Le crédit consigné doit être de 1 % par mois. Il ne peut pas dépasser 8 %, 9 % par an. Si vous avez 8 % par mois, cela atteindra 200 %, 300 % par an.* »<sup>227</sup>. Finalement, le gouvernement annonce le 21 septembre 2022 que cette loi ne serait pas mise en œuvre avant le premier tour de l'élection présidentielle.

Si elle aboutissait, une telle réforme engendrerait une imbrication encore plus étroite entre le financement de la survie des familles pauvres et les profits de l'industrie financière. L'État prélèverait automatiquement les mensualités sur les allocations sociales et les transférerait aux banques. Lula insiste sur la menace que fait courir une telle proposition pour la reproduction sociale des familles. Ce faisant, il oublie qu'une grande partie des milieux populaires s'endettent déjà à des taux d'intérêt usuriers pour assurer leur subsistance. La *suffocation* financière est déjà au cœur des discours et des plaintes des habitants du *morro*. Les réactions à la proposition de Bolsonaro illustrent, toutefois, une conscientisation accrue du problème de surendettement au sein de l'espace public.

---

<sup>224</sup> « Voir des gens défendre l'utilisation de l'Auxílio Brasil comme garantie d'un prêt est le comble de la mauvaise foi » a par exemple tweeté Nath Finanças, une administratrice d'entreprise privée.

<sup>225</sup> Auxílio Brasil: Empréstimo consignado multiplica efeito eleitoral do benefício, dando até 2.600 reais a famílias | Economia | O Globo

<sup>226</sup> Selon la Banque Centrale, les taux varient de 3,29 % à 5,85 % par mois, contre 1,66 % à 2,47 % par mois actuellement pour le crédit consigné.

<sup>227</sup> Auxílio Brasil: Empréstimo consignado multiplica efeito eleitoral do benefício, dando até 2.600 reais a famílias | Economia | O Globo.

Pour y répondre, Lula et Ciro Gomes proposent d'amplifier les dispositifs de renégociation des dettes entre crédateurs et débiteurs. Le premier insiste sur le rôle des banques publiques dans la renégociation des dettes bancaires et sur l'importance de renégocier aussi les dettes d'électricité et d'eau. Il prévoit le lancement de *Desenrola* (« Débloque ») programme spécifique à destination des familles surendettées, gagnant moins de trois revenus minimums. L'économiste Guilherme Mello, membre de l'équipe de campagne de Lula, dresse les contours de ce programme lors d'un entretien à la presse :

*« L'idée est que les entreprises offrant les plus gros rabais seront privilégiées pour accéder aux fonds de crédit. La proposition est une sorte de partenariat public-privé (PPP). Le secteur public, qui coordonnera, intervient en capitalisant un fonds de garantie des crédits, pour pratiquement éliminer le risque de défaut et garantir au secteur privé qu'il peut offrir de meilleurs taux. Les entreprises commencent à offrir des remises, des conditions et des taux adéquats dans la renégociation des dettes. Et les familles contribueront également en payant cette renégociation. Nous prévoyons également d'accorder un bonus pour le paiement dans les délais. Ceux qui paient à temps auront une prime à la fin pour avoir honoré leur engagement »<sup>228</sup>.*

Telle qu'elle est présentée ici, la lutte contre le surendettement repose sur la mise en place d'un système de garantie publique. L'État est censé impulser et médiatiser ce processus, en jouant le rôle de garant financier de manière à minimiser les risques de défaut de remboursement. De leur côté, les débiteurs sont incités à se conformer à l'issue des négociations, en payant ce qu'ils doivent en contrepartie de réductions avantageuses.

En dépit de leur intérêt, ces propositions ignorent la racine du problème de la dette. Aucune mesure n'est envisagée pour limiter le pouvoir démesuré des crédateurs. Ciro Gomes reste, à l'heure actuelle, le seul candidat à évoquer la mise en place d'une loi qui limiterait le taux d'intérêt de tous les crédits à 100 % et les pénalités de retard à 0,8 %. Cette idée a toutefois peu de chances d'aboutir vu la polarisation des intentions de vote entre Bolsonaro et Lula.

D'après les données quantitatives les plus récentes<sup>229</sup>, l'endettement financier des familles s'est accru de 6,4 points entre août 2021 et août 2022, atteignant 79 %. Dans le même temps, la part des familles ayant des factures en retard a augmenté de 3,4 points, atteignant 29 %. L'absence de mesures d'encadrement du coût du crédit et le possible renforcement des dispositifs de renégociation m'amènent à faire l'hypothèse d'une « bureaucratization <sup>230</sup> » du traitement du

---

<sup>228</sup> Economista de Lula prevê bônus a famílias na renegociação de dívida (metropoles.com) (consulté le 21/09/2022).

<sup>229</sup> Données collectées auprès de 17 000 ménages, réparties dans l'ensemble des capitales régionales du pays pour la période août 2021-août 2022 Percentual de famílias com dívidas a vencer atinge recorde de 78% | Agência Brasil (ebc.com.br).

<sup>230</sup> Cette hypothèse a d'abord été dressée par Blandine Destremau, que je remercie vivement.

surendettement au Brésil. J'entends, par ce terme, l'usage croissant de normes, de procédures et de formalités administratives, conçues par des entreprises privées à la demande de l'État (Hibou, 2013), dans l'optique d'apaiser les conflits entre débiteurs et crédateurs. Ce mouvement est déjà en cours depuis la fin des années 2000, comme l'ont montré de multiples travaux (Leal, 2016 ; Fernandes, 2019). Il risque de s'amplifier si l'État encourage et rationalise ces pratiques en renforçant le cadre législatif actuel.

L'analyse de la foire de la dette à Vitória montre que les établissements de crédit privés et les associations de représentants des commerçants ont été à l'origine d'une bureaucratie de la dette dans l'État de l'Espírito Santo (Ducourant et Narring, 2022). Si l'on replace ce phénomène à l'échelle du Brésil, des millions de fichiers informatiques s'empilent et chaque année, des centaines de foires réunissent des millions de débiteurs, depuis l'Amazonie jusqu'au Rio Grande do Sul. Le surendettement met en mouvement une pléthore d'acteurs, des organismes de fichage aux établissements de crédit, en passant par les juristes, les associations de consommateurs, les institutions financières, les sociétés de recouvrement et les entreprises d'évènementiel.

Ce processus semble étayer la thèse de Graeber (2015) selon laquelle la consolidation de l'hégémonie de l'économie de marché ne va pas sans un renforcement significatif de la bureaucratie. Cela conduit à analyser le redéploiement de l'État et l'affinement des formes de domination entre créateur et débiteur. « Cette priorité donnée au pragmatisme et à l'efficacité économique sur toute autre rationalité politique représente un choix fort, celui d'une approche instrumentaliste et utilitariste du pouvoir » (Hibou, 2013, 10), qui légitime l'ordre actuel. Cette analyse, construite à partir de l'étude de plusieurs États africains, éclaire la finalité des négociations de dettes au Brésil : fluidifier le marché du crédit, en confortant la domination des institutions financières sur les endettés.

Avec les premières mesures, annoncées durant la campagne présidentielle, le PT semble en passe de répéter les choix qui ont précipité sa chute<sup>231</sup> et la désaffiliation d'une grande partie des milieux populaires<sup>232</sup>. Sa stratégie de conciliation de classe risque d'être difficilement tenable en

---

<sup>231</sup> Le choix de Geraldo Alckmin, comme vice-président du candidat Lula, présente plusieurs similarités avec celui de Michel Temer, qui a évincé Dilma Rousseff à la tête de la présidence du Brésil en 2016 : Comme Temer, Alckmin est un homme de droite, issu de l'élite de Sao Paulo qui maîtrise parfaitement les rouages de la politique brésilienne. Si la stratégie de nommer un homme du « *centrao* » pour obtenir la majorité du congrès est compréhensible, on ne peut que souligner le poids conséquent de la droite traditionnelle sur le prochain gouvernement, en cas de victoire de Lula.

<sup>232</sup> Mes observations de terrain rendent compte d'une adhésion encore forte à Lula mais d'un rejet du PT parmi les habitants du *morro*.

l'absence de croissance forte pour financer les politiques de redistribution et de revalorisation du salaire minimum<sup>233</sup>.

Pour achever les conclusions de ma recherche, je propose de revenir, en quelques mots, sur les principaux enseignements à tirer de cette thèse.

La *financiarisation de la reproduction sociale* s'intensifie sous l'effet de la précarisation du travail entre 2016 et 2021 à Vitória. Ma recherche met en évidence les ressorts et les effets de ce processus afin de contribuer aux approches de la *financiarisation par le bas* et du *gouvernement par la dette*. En envisageant le crédit selon la double dimension, des rapports de pouvoir et des subjectivités, je montre que le capitalisme financiarisé tire profit de la subsistance et des aspirations des milieux populaires brésiliens. Ce processus est rendu possible par le *travail pour la dette* des personnes âgées, qui intériorisent le sens des obligations familiales. Il entraîne un affaiblissement de la cohésion sociale et menace la reproduction sociale des milieux populaires. Mais, en adoptant une posture originale, d'ethnographe impliqué dans les circuits de crédit, je fais apparaître la capacité des familles à « tenir » grâce à l'amplification des solidarités intergénérationnelles. Cette thèse met ainsi en évidence l'articulation de plus en plus soudée et fragile entre la reproduction sociale des familles et la reproduction du capitalisme financiarisé.

---

<sup>233</sup> Et ce d'autant plus qu'on assiste à une haute de l'inflation de 10 % pour l'année 2021 (IBGE, 2022).

## **Postface**

*Le chemin des dettes est tissé de liens de parenté*

*Tissu de tensions et de nœuds à démêler*

*Façonné par les lutas (luttas) et les lutos (deuils) des habitants du morro*

*Jour d'aperto*

*Il descend le long de la rue Elza Soares*

*Pour arriver sur l'avenue Vargas*

*Où les agences de Da Casa et de la Caixa se font face*

*Le chemin des dettes contourne les restrictions du SPC*

*Il s'étend dans les ruines commerciales du centre-ville de Vitória*

*Où les Colombiens se faufilent*

*Après des taxis, des vendeuses ambulantes et des pharmacies*

*Une portière ouverte*

*Et l'argent repart sur une mobylette*

*Aujourd'hui Beta a emprunté 150 reais*

*Pour payer son plan de rééchelonnement*

*Pour retrouver le nom propre*

*Pour pouvoir « avoir ses choses à elle »*

## BIBLIOGRAPHIE

- Adkins, L., 2018. Money : A feminist issue. *Australian Feminist Studies* v. 33, 167 – 171.
- Adkins, L., 2017. Speculative Futures in the Time of Debt. *The Sociological review* 65(3), 448-462.
- Adkins, L., Dever, M., 2016. The financialisation of social reproduction : Domestic labour and promissory value, in : Adkins, L., Dever, M. (Eds.), *The Post-Fordist Sexual Contract : Working and Living in Contingency*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, pp. 129–145.
- Aitken, R., 2017. Fringe finance : crossing and contesting the borders of global capital, RIPE series in global political economy. Routledge, Abingdon, Oxon ; New York, NY.
- Aitken, R., 2013. Finding the Edges of Payday Lending. *Perspectives on Global Development and Technology* v. 12, 377–409. <https://doi.org/10.1163/15691497-12341263>
- Aitken, R., 2010. Regul(ariz)ation of Fringe Credit : Payday Lending and the Borders of Global Financial Practice. *Competition & Change* v. 14, 80–99. <https://doi.org/10.1179/102452910X12587274068150>
- Allen, J., Pryke, M., 2013. Financialising household water : Thames Water, MEIF, and “ring-fenced” politics. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* v. 6, 419–439. <https://doi.org/10.1093/cjres/rst010>
- Allon, F., 2015. Money, Debt, and the Business of “Free Stuff.” *South Atlantic Quarterly* v. 114, 283–305. <https://doi.org/10.1215/00382876-2862718>
- Allon, F., 2014. The Feminisation of Finance : Gender, Labour and the Limits of Inclusion. *Australian Feminist Studies* v. 29, 12–30. <https://doi.org/10.1080/08164649.2014.901279>
- Allon, F., 2010. Speculating on Everyday Life : The Cultural Economy of the Quotidian. *Journal of Communication Inquiry* v. 34, 366–381. <https://doi.org/10.1177/0196859910383015>
- Althabe, G., 1990. Ethnologie du contemporain et enquête de terrain. *Terrains. Carnet du patrimoine ethnologique*, v14, 126-131.
- Anderson, B., Langley, P., Ash, J., Gordon, R., 2020. Affective life and cultural economy : payday loans and the everyday space-times of credit-debt in the UK.', *Transactions of the Institute of British Geographers.*, 45 (2). 420-433.
- Araos, C., 2020. Mouvements et reconnaissances : circulations résidentielles et gouvernement de la parenté à Santiago. *Etnografica* v. 24, 725–748. <https://doi.org/10.4000/etnografica.9507>
- Araos, C., 2016. When Family Lives Nearby : Kinship, Poverty and Domestic Economies in Santiago, Chile. *Cuadernos ISUC* v. 1, 1–18.
- Araujo M., 2018. Obras, casas e contas : uma etnografia de problemas domésticos de trabalhadores urbanos no Rio de Janeir (tese de doutorado), Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- Balibar, É., 2021. Reproductions : une généalogie. *Actuel Marx*, 70, 12-29. <https://doi.org/10.3917/amx.070.0012>

- Badue, A.F., Bireiro, F.A., 2018. Economia do aperto : Bolsa Família, dinheiro e dívida no dia-a-dia de mulheres paulistanas, in : Marques, A.C., Leal, N.S. (Eds.), *Alquimias Do Parentesco*. Casas, Gentes, Papéis e Territórios. Gramma/Terceiro Nome, Rio de Janeiro, pp. 101–132.
- Banco Central do Brasil (BCB)., 2022. Pessoa Física - Crédito pessoal não consignado. <https://www.bcb.gov.br/estatisticas/reporttxjuros?parametros=tipopessoa:1;modalidade:221;encargo:101>
- Banco Central do Brasil (BCB)., 2021a. Estatísticas Monetárias e de Crédito : Nota para Imprensa 1–6. [https://www.bcb.gov.br/content/estatisticas/hist\\_estatisticasmonetariascredito/202105\\_Texto\\_de\\_estatisticas\\_monetarias\\_e\\_de\\_credito.pdf](https://www.bcb.gov.br/content/estatisticas/hist_estatisticasmonetariascredito/202105_Texto_de_estatisticas_monetarias_e_de_credito.pdf)
- Banco Central do Brasil (BCB)., 2021b. Nota técnica do Banco Central do Brasil nº 55 : Estimativa mensal da Renda Nacional Disponível Bruta das Famílias 1–12. [https://www.bcb.gov.br/content/publicacoes/notastecnicas/NT\\_55\\_202112.pdf](https://www.bcb.gov.br/content/publicacoes/notastecnicas/NT_55_202112.pdf)
- Banco Central do Brasil (BCB)., 2021c. Relatório de Estabilidade Financeira Volume 20, Número 2. <https://www.bcb.gov.br/content/publicacoes/ref/202110/RELESTAB202110-refPub.pdf>
- Banco Central do Brasil (BCB)., 2019. Relatório de Estabilidade Financeira Volume 18, Número 2. <https://www.bcb.gov.br/content/publicacoes/ref/201910/RELESTAB201910-refPub.pdf>
- Banco Central do Brasil (BCB)., 2015. Relatório de inclusão financeira Número 3. <https://www.bcb.gov.br/Nor/reincfin/RIF2015.pdf>
- Bear, L., 2014., Doubt, conflict, mediation : the anthropology of modern time. *Journal of the Royal Anthropological Institute* v. 20, 3–30. <https://doi.org/10.1111/1467-9655.12091>
- Bear, L., Ho, K., Lowenhapt Tsing, A., Yanagisako, S., 2015. Gens : A Feminist Manifesto for the Study of Capitalism. *Fieldsights* v. 20. <https://culanth.org/fieldsights/gens-a-feminist-manifesto-for-the-study-of-capitalism>
- Belluzzo, L.G., 2013. *À Internacionalização Recente Do Regime Do Capital*. Santiago do Chile : CEPAL, XII Catedra Raul Prebisch.
- Biondi, K., 2018., *Proibido roubar na quebrada : território, hierarquia e lei no PCC*. São Paulo : Terceiro Nome.
- Biondi, K., 2010. *Junto e misturado : uma etnografia do PCC*. São Paulo : Terceiro Nome.
- Bhattacharya, T., (Ed.), 2017. *Social Reproduction Theory : Remapping Class, Recentring Oppression*. Pluto Press, London.
- Bhattacharya, T., (Ed.), 2020. *Avant 8 heures, Après 17 heures. Capitalisme et reproduction sociale*. Blast, Toulouse.
- Biscoitto, D., Morreira, J., 2008. *Pesquisa : saberes, fazeres e perfil dos moradores do territorio do Bem Sebraes*.
- Blavier, P. 2019., Tenir son budget en temps de crise. Enquête auprès d'un couple espagnol après la récession de 2008. *Les Études Sociales*, 169, 71-90. <https://doi.org/10.3917/etsoc.169.0071>
- Blavier, P. 2018., Les réaménagements de la consommation en contexte de récession. *Revue française de sociologie*, 59, 7-36. <https://doi.org/10.3917/rfs.591.0007>

- Borça, G., Guimarães, D., 2015. Impacto do Ciclo Expansivo do Crédito à Pessoa Física no Desempenho da Economia Brasileira. *Revista do BNDES*. v43.119–159.
- Bourdieu, P., Passeron, J.-C., 1970. *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris. Les éditions de Minuit.
- Boyer, R., Julliard, M., Saillard, Y., 2002. Régimes d'Accumulation, in : *La Théorie de La Régulation : État Des Savoirs*. La Découverte, Paris, pp. 225–235.
- Braga, R., 2012. *À Política do precariado : do populismo à hegemonia lulista*. São Paulo : Boitempo.
- Bryan, D., Martin, R., Rafferty, M., 2009. Financialization and Marx : Giving Labor and Capital a Financial Makeover. *Review of Radical Political Economics* v. 41, 458–472. <https://doi.org/10.1177/0486613409341368>
- Bryan, D., Rafferty, M., 2014. Financial Derivatives as Social Policy beyond Crisis. *Sociology* v. 48, 887–903. <https://doi.org/10.1177/0038038514539061>
- Burawoy, M., 2003. L'étude de cas élargie. Une approche réflexive, historique et comparée de l'enquête de terrain. Dans D. Cefai (dir.), *L'enquête de terrain*. Paris, France : La Découverte/MAUSS, 425-464.
- Burchell, G., Gordon, C., Miller, P., 1991. *The Foucault Effect : Studies in Governmentality*, Chicago, University of Chicago Press.
- Cabanes, R., Georges, I., Rizek, C.S., Telles, V. da S., 2015. *Saídas de emergência : Ganhar/perder a vida na periferia de São Paulo*, 1st ed. Boitempo Editorial, São Paulo.
- Callon, M. 1998., Introduction : The Embeddedness of Economic Markets in Economics', In Callon, M. (ed). *The Laws of the Markets*, Oxford, Blackwell, pp. 1–57.
- Camarano, A. A. 2020. Os dependents da renda dos idosos e o coronavirus : órfãos ou novos pobres?. Nota técnica. IPEA.
- Camarano, A. A. O estatuto do Idoso: avanços com contradições. 2013. Rio de Janeiro: IPEA. (Texto para Discussão).
- Camarano, A. A. 2001. *O idoso brasileiro no mercado do trabalho*. Rio de Janeiro: IPEA.
- Candido, L.F., 2007., *Crédito sob a ótica da terceira idade : significados da utilização do empréstimo pessoal para os idosos* (End of course paper). Degree in Social Sciences at PUCR, Porto Alegre.
- Carneiro, R (org.), 2006. *À supremacia dos mercados e a política econômica do governo Lula*, São Paulo : UNESP.
- Caplovitz, D., 1963. *The poor pay more : consumer practices of low-income families*. Free Press of Glencoe, New York.
- Carelli, R., 2019., La réforme du droit du travail de 2017. *Chronique Internationale de l'IRES*, 166, 29-37. <https://doi.org/10.3917/chii.166.0029>

- Carlos Lima, J., Bridi, M.A., 2019. Trabalho digital e emprego : a reforma trabalhista e o aprofundamento da precariedade. Caderno CRH v. 32. <https://doi.org/10.9771/ccrh.v32i86.30561>
- Caskey, J.P., 1994. Fringe Banking : Check-Cashing Outlets, Pawnshop and the Poor. Russel Sage Foundation, New York.
- Castel, R., 2007., Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire, in : Paugam, S. (Ed.), Repenser La Solidarité. L'apport Des Sciences Sociales. Presses Universitaires de France, Paris, pp. 415–433.
- Cavalcanti, M., 2009. Do barraco à casa : tempo, espaço e valor(es) em uma *favela* consolidada. Revista Brasileira de Ciências Sociais (RBCS) v. 24, 69–80. <https://doi.org/10.1590/S0102-69092009000100005>
- Cavalcanti, M., 2007., Of shacks, houses, and fortresses : an ethnography of favela consolidation in Rio de Janeiro (PhD Thesis). University of Chicago, Department of Anthropology, Chicago.
- Cavallero, L., Gago, V., 2019. Una lectura feminista de la deuda. Fundación Rosa Luxemburgo, Buenos Aires.
- Collins, D., Morduch J., Rutherford, S., Ruthven, O. 2009 Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day. Princeton University Press.
- Cordilha, A.C., 2015. Desoneração da Folha de Pagamentos : Impactos na Competitividade e Política Social. (Master's Dissertation, Programa de Pós-Graduação em Políticas Públicas, Estratégia e Desenvolvimento). Instituto de Economia, Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- Cortado, J.T., 2020. La maison des périphéries urbaines au Brésil: une institution du commun. Brésil(s). <https://doi.org/10.4000/bresils.7726>
- Cortado, J. T. 2018. « *Artefacts urbanistiques en périphérie de Rio de Janeiro: la technologie du lotissement.* » Vibrant. Virtual Brazilian Anthropology 15. <https://doi.org/10.1590/1809-43412017v15n1a502>
- Cottureau, A., Mokhtar Mohatar. M., 2012. Une famille andalouse : Ethnocomptabilité d'une économie invisible, coll. « Méditerranée ». Bouchene, Paris.
- Dalcomuni S. M., 1990. À implantação da Aracruz Celulose no Espírito Santo principais interesses em jogo. Master's dissertation in agricultural development. UFRJ, ICHS - Rio de Janeiro.
- Dalmaso, F., 2018. Heranças de família : terras, pessoas e espíritos no sul do Haïti. Mana v. 24, 96–123. <https://doi.org/10.1590/1678-49442018v24n3p096>
- Daskalaki, M. ; Fotaki, M ; Simosi, M. 2021. The gendered impact of the financial crisis : Struggles over social reproduction in Greece. *Environment and Planning A : Economy and Space*, 53(4), 741–762. <https://doi.org/10.1177/0308518X20922857>
- de Blic, D., Lazarus, J., 2021. Sociologie de l'argent. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.debli.2021.01>
- de Santis Feltran, G., 2017. Paix entre nous, guerre au système : la justice du crime à São Paulo. *Mouvements* v. 92, 137–144. <https://doi.org/10.3917/mouv.092.0137>
- de Santis Feltran, G., 2016. La valeur des pauvres : Le pari sur l'argent comme médiateur du conflit social contemporain. *Confins*. <https://doi.org/10.4000/confins.11198>

- de Santis Feltran, G., 2011. Fronteiras de tensão : política e violência nas periferias de São Paulo. Editora UNESP, São Paulo.
- Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Sócio-Econômicos (DIEESE), 2021. Nota técnica, Salário mínimo necessário.
- Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Sócio-Econômicos (DIEESE), 2020. À Construção Civil e os Trabalhadores : panorama dos anos recentes v. 95 – 08.
- Destremau, B., 2021. Vieillir sous la révolution cubaine. Une ethnographie. Éditions de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL). <https://doi.org/10.4000/books.iheal.9300>
- Destremau, B., 2013. 9. Au four, au moulin... et à l'empowerment. La triple captation et l'exploitation du travail des femmes dans le développement, in : Maruani, M. (Ed.), Travail et Genre Dans Le Monde : L'état Des Savoirs. La Découverte, Paris, pp. 89–97. <https://doi.org/10.3917/dec.marua.2013.01.0089>
- Destremau, B., Georges, I., 2017. Le « care », face morale du capitalisme. Assistance et police des familles en Amérique latine, coll. « Action publique ». Peter Lang.
- Destremau, B., Salama, P., 2002. Mesures et démesure de la pauvreté. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.sala.2002.01>
- Deville, J., 2016. Debtor Publics : Tracking the Participatory Politics of Consumer Credit. Consumption Markets & Culture v. 19, 38–55. <https://doi.org/10.1080/10253866.2015.1068169>
- Deville, J., 2015. Lived Economies of Default : Consumer Credit, Debt Collection and the Capture of Affect. Routledge, London. <https://doi.org/10.4324/9780203383254>
- Dos Santos, L., 2019. Jessé Souza (dir.). À Ralé Brasileira. Quem é e como vive. Belo Horizonte, Editora UFMG, 2018 (3e rééd.), 484 pages. Critique internationale v. 84, 213–216.
- Dalla Costa M., 1975. Women and the subversion of the community, in M.Dalla Costa et S.James, The power of women and the subversion of the community, Bristol, Falling wall press.
- Dowbor, L., 2016. À era do Capital improdutivo. Autonomia Literária.
- Dowbor, L., 2015. Resgatando o potencial financeiro do Brasil. (<https://library.fes.de/pdf-files/bueros/brasilien/12046-20160212.pdf>)
- Druck, G., Dutra, R., Silva, S.C., 2019. A contrarreforma neoliberal e a terciarização : a precarização como regra. Caderno CRH v. 32, 289–306. <https://doi.org/10.9771/ccrh.v32i86.30518>
- Drysdale, L. ; Keest, K. E. 2 000. The Two-Tiered Consumer Financial Services Marketplace : The Fringe Banking System And Its Challenge to Current Thinking about the Role of Usury Laws in Today's Society, South Carolina Law Review : Vol. 51 : 3, 5.
- Ducourant, H., 2009a. Le crédit revolving, un succès populaire. Ou l'invention de l'endetté permanent ? Sociétés contemporaines v. 76, 41–65. <https://doi.org/10.3917/soco.076.0041>
- Ducourant, H. 2009b. Du crédit à la consommation à la consommation de crédits : Autonomisation d'une activité économique, Thèse de doctorat, Lille 1.
- Dufy, C., Weber, F., 2007. L'ethnographie économique. La Découverte, Paris.
- Engels F., 1845. La situation de la classe laborieuse en Angleterre.

- Instituto Equit, Gênero, Cidadania Global (Org.), 2020. O Sistema financeiro e o endividamento das mulheres. Rio de Janeiro.
- Faris, R., Stegman, M.A., 2003. Payday Lending : A Business Model that Encourages Chronic Borrowing. *Economic Development Quarterly* v. 17, 8–32. <https://doi.org/10.1177/0891242402239196>
- Fassin, D., 2020. De l'inégalité des vies, coll. « Leçons inaugurales ». Collège de France ; Fayard, Paris.
- Fassin, D., 2018. La vie, Mode d'emploi critique, Condé-sur-Noireau, coll. « La couleur des idées ». Seuil.
- Fassin, D., 2012. Économies morales et justices locales. *Revue française de sociologie* v. 53, 651–655. <https://doi.org/10.3917/rfs.534.0651>
- Fassin, D., 2009. Les économies morales revisitées. *Annales. Histoire, Sciences Sociales* v. 64, 1237–1266.
- Federici, S., 2019. Le capitalisme patriarcal. La Fabrique Éditions, Paris.
- Federici, S., 2018. Women, Money and Debt : Notes for a Feminist Reappropriation Movement. *Australian Feminist Studies* v. 33, 178–186. <https://doi.org/10.1080/08164649.2018.1517249>
- Federici, S., 2014. From commoning to debt : Financialization, microcredit, and the changing architecture of capital accumulation. *South Atlantic Quarterly* v. 113, 231–244. <https://doi.org/10.1215/00382876-2643585>
- Fellowes, M., Mabanta, M., 2008. Banking on Wealth : America's New Retail Banking Infrastructure and Its Wealth-Building Potential (Research Brief). Metropolitan Policy Program, Washington, D.C. : Brookings.
- Feltran, G. (ed) *Stolen Cars: a journey through São Paulo's urban conflict*. 2022.
- Feltran, G., 2020. *The Entangled City : Crime as Urban Fabric in São Paulo*. Manchester University Press, Manchester.
- Fernandes, V., 2019. *Cuidando Da Saude Financeira : Uma Etnografia Sobre Endividamento* (Tese de Doutorado). Universidade Federal de Rio de Janeiro - Museo Nacional, Rio de Janeiro.
- Filgueiras, V.A., Lima, U.M., Souza, I.F. de, 2019. Os impactos juridicos econômicos e sociais das reformas trabalhistas. *Caderno CRH* v. 32, 231–252.
- Fligstein, N., Goldstein, A., 2015. The emergence of a finance culture in American households, 1989–2007. *Socio-Economic Review* v. 13, 575–601. <https://doi.org/10.1093/ser/mwu035>
- Fonseca, C., 2000. *Família, fofoca e honra : etnografia das relações de gênero e violência em grupos populares*. Editora da Universidade/UFRGS, Porto Alegre.
- Fotta, M., 2018. *From Itinerant Trade to Moneylending in the Era of Financial Inclusion : Households, Debts and Masculinity among Calon Gypsies of Northeast Brazil*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-96409-6>
- Foucault, M., 2004. *Naissance de la Biopolitique : Cours au Collège de France (1978-1979)*. Gallimard, Paris.
- Fourcade, M., Healy, K., 2017. Seeing Like A Market. *Socio-Economic Review* v. 15, 9–29.

- Fourcade, M., Healy, K., 2014. Credit Scores and the Moralization of Inequality, unpublished manuscript, presented at the annual meeting of the American Sociological Association.
- Fourcade, M., Healy, K., 2013. Classification Situations : Life-Chances in the Neoliberal Era. *Accounting, Organizations and Society* v. 38, 559–572. <https://doi.org/10.1016/j.aos.2013.11.002>
- Fourcade, M., Healy, K., 2007. Moral Views of Market Society. *Annual Review of Sociology* v. 33, 285–311.
- França Filho (de) G. C., 2005, L'économie populaire et solidaire au Brésil » dans J.-L. Laville, J.-P. Magnen, G. C. França Filho (de) et A. Medeiros, *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Érès, p. 75-90.
- França Filho (de) G. C., 2013, Bancos Comunitários de Desenvolvimento (BCD's) como expressão de finanças solidárias : por uma outra abordagem da inclusão financeira, Fortaleza, Arte Visual. França Filho.
- Fraser, N., 2020. Crise du care ? Paradoxes socio-reproductifs du capitalisme contemporain dans : Bhattacharya, T. (Ed.). *Avant 8 heures, Après 17 heures. Capitalisme et reproduction sociale*. Blast, Toulouse, 41-65.
- Fraser, N., 2016. Contradictions of Capital and Care. *New Left Review* v. 100. <https://newleftreview.org/issues/II100/articles/nancy-fraser-contradictions-of-capital-and-care>
- Fraser, N., Delruelle, É., Bada, V., 2018. Derrière « l'autre secret » de Marx : Pour une conception élargie du capitalisme. *Les Temps Modernes* v. 699, 2–24. <https://doi.org/10.3917/ltm.699.0002>
- Freitas, A.C.V. de, 2016. E isso é bandido ? Engajamentos à vida do crime na Região Metropolitana da Grande Vitória (Tese de Doutorado). Universidade Federal do Rio de Janeiro/Instituto de Filosofia e Ciências Sociais, Rio de Janeiro.
- French, S., Leyshon, A., Wainwright, T., 2011. Financializing Space, Spacing Financialization. *Progress in Human Geography* v. 35, 798–819. <https://doi.org/10.1177/0309132510396749>
- Freitas, J., 2005. Identidade quilombola e a re-elaboração do conflito sócio-ambiental entre Aracruz Celulose e comunidades negras rurais do Norte do Espírito Santo. In : XI Semana De Planejamento Urbano E Regional, 2005, Rio de Janeiro. Anais da XI Semana de Planejamento Urbano e Regional.
- Machado, R. F. As folhas vermelhas do mangue: uma etnografia sobre os mortos, a morte e a maré em Matarandiba (BA). 2019. Tese (Doutorado em Antropologia Social) - Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo, São Paulo. doi:10.11606/T.8.2019.tde-17092019-155646.
- Fridman, D., 2016. *Freedom from Work : Embracing Financial Self-Help in the United States and Argentina*. Stanford University Press, Stanford CA.
- Fridman, D., 2010. À New Mentality for a New Economy : Performing the Homo Economicus in Argentina (1976–83). *Economy and Society* v. 39, 271–302. <https://doi.org/10.1080/03085141003620170>
- Galvao, A., et al., 2019. Reforma trabalhista : a precarização do trabalho e os desafios para o sindicalismo. *Caderno CRH* v. 32, 253–270.

- Ganem, V. 2020. Héritage de l'esclavage transatlantique et conduites actuelles des travailleurs pauvres au Brésil. *Travailler*, 44, 53-70. <https://doi.org/10.3917/trav.044.0053>
- Geertz, C. 1998. La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture. *Enquête*, v 6, 73-107.
- Geertz, C. 1980. Jeu d'enfer : Notes sur le combat de coqs balinais. *Le Débat*, v7, 86-146. <https://doi.org/10.3917/deba.007.0086>
- Glenn, N., 1992. From Servitude to Service Work : Historical Continuities in the Racial Division of Paid Reproductive Labor. *Signs : Journal of Women in Culture and Society* v. 18, 1–43. <https://doi.org/10.1086/494777>
- González-López, F., 2021. The financialization of social policy and the politicization of student debt in Chile. *Journal of Cultural Economy* v. 14, 176–193. <https://doi.org/10.1080/17530350.2020.1831574>
- Gonçalves, Soares R. 2010. *Les favelas de Rio de Janeiro : histoire et droit, XIXe-XXe siècles*. L'Harmattan, Paris.
- Graeber, D., 2013. *Dette : 5 000 ans d'histoire*. Les Liens qui libèrent, Paris.
- Graeber D., 2015. *Bureaucratie*. Les Liens qui libèrent, Paris.
- Grillo C.C., 2013. *Coisas da vida no crime : tráfico e roubo em favelas cariocas*. Rio de Janeiro, tese de doutorado, Programa de Pós-graduação em Sociologia e Antropologia da Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- Grün, R., 2007. Decifra-me ou te devoro : as finanças e a sociedade brasileira. *Mana. Estudos de Antropologia Social*, v. 13, pp. 381-410.
- Guérin, I., 2022. (à paraître). *The Indebted Woman*. Stanford University Press.
- Guérin, I., 2018a. Pour une socioéconomie de la dette, in : Farinet (Ed.), *Pour Une Socioéconomie Engagée*. Monnaie, Finance et Alternatives. Classiques Garnier, Paris, pp. 127–152.
- Guérin, I., 2018b. Pour une socioéconomie de la dette, in : Blanc, J., Guérin, I., Hillenkamp, I., Morvant-Roux, S., Saiag, H. (Eds.), *Pour Une Socioéconomie Engagée*. Monnaie, Finance et Alternatives. Classiques Garnier, Paris, pp. 77–93.
- Guérin, I., 2014. Juggling with Debt, Social Ties, and Values : The Everyday Use of Microcredit in Rural South India. *Current Anthropology* v. 55, S40-50.
- Guérin, I., 2011. *Le recours aux trajectoires de vie pour étudier les pratiques financières des ménages* (document de travail).
- Guérin, I., Morvant-Roux, S., Villarreal, M. (Eds.), 2013. *Microfinance, Debt and over-Indebtedness : Juggling with Money*, 1st ed. Routledge, London. <https://doi.org/10.4324/9780203508817>
- Guérin, I., Nordman, C., Reboul, E., 2019. *The Gender of Debt and the Financialisation of Development. Insights from Rural Southern India (Working Papers CEB 19-016)*. ULB - Université Libre de Bruxelles.
- Guillaumin, C., 1996. *Sexe, race et pratique du pouvoir*. Odile Jacob, Paris.

- Guillaumin, C., 1984. Masculin banal / Masculin général. *Le Genre humain* v. 10, 65–73. <https://doi.org/10.3917/lgh.010.0065>
- Guseva, A., Rona-Tas, A., 2001. Uncertainty, risk and trust : Russian and American credit card markets compared. *American Sociological Review* v. 66, 623–646. <https://doi.org/10.2307/3088951>
- Han, C., 2012. *Life in Debt : Times of Care and Violence in Neoliberal Chile*, 1st ed. University of California Press, Berkeley.
- Helg, A. 2016. Plus jamais esclaves : De l'insoumission à la révolte, le grand récit d'une émancipation (1492-1838). *La Découverte*. <https://doi.org/10.3917/dec.helg.2016.01>
- Hennigen, I., Bonazza, G. L. 2014. Publicidade do Crédito : O que se vende junto com o dinheiro. *Barbarói*, (40), 222-245.
- Hillenkamp, I., Servet, J.-M. (Eds.), 2015. *Le marché autrement : Marchés réels et marché fantasmé*, coll. « Bibliothèque de l'économiste ». Classiques Garnier, Paris.
- Hirata, D.V., 2019. *Sobreviver na adversidade : entre o mercado e a vida*. Editora da Universidade Federal de São Carlos (EdUFSCar), São Carlos.
- Hibou, B., 2013. La bureaucratiation néolibérale. *La Découverte*. <https://doi.org/10.3917/dec.hibou.2013.01>
- Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), 2016. *Sistema de Contas Nacionais : Brasil. Ano de referência 2010.*, 3<sup>a</sup>. ed, Séries Relatórios Metodológicos. IBGE, Rio de Janeiro.
- Instituto Humanitas Unisinos (IHU), 2021. 43 milhões de brasileiros, ou seja, 21 %, vivem sem renda do trabalho. Entrevista especial com Wal-dir Quadros. <https://www.ihu.unisinos.br/614709-21-dos-brasileiros-nao-tem-acesso-a-renda-do-trabalho-entrevista-especial-com-waldir-quadros>
- IPEIC., 2022. O perfil do endividamento das famílias brasileiras em 2021 1–8. <https://static.poder360.com.br/2022/01/peic-cnc-2021.pdf>
- James, D., 2014. *Money from Nothing : Indebtedness and Aspiration in South Africa*, 1st ed. Stanford University Press, Stanford.
- Jullien, F., 2012. *L'écart et l'entre. Leçon inaugurale de la chaire sur l'altérité*. Editions Galilée.
- Krein, J.D., Oliveira, R.V. de, Filgueiras, V.A., 2019. As reformas trabalhistas : promessas e impactos na vida de quem trabalha. *Caderno CRH* v. 32, 225–229.
- Lacan, L., 2015. L'argent des crédits : Un argent neutre ? *Idées économiques et sociales* v. 182, 16–24. <https://doi.org/10.3917/idee.182.0016>
- Lainez, N., 2013. L'exploitation de la sexualité des femmes par leur famille au Vietnam : financer les chocs exogènes et le crédit informel. *Autrepart* v. 66, 133–152. <https://doi.org/10.3917/autr.066.0133>
- Langley, P., 2008a. Sub-Prime Mortgage Lending : A Cultural Economy. *Economy and Society* v. 37, 469–494. <https://doi.org/10.1080/03085140802357893>
- Langley, P., 2008b. *The Everyday Life of Global Finance : Saving and Borrowing in Anglo-America*, Originally published. ed. Oxford University Press, Oxford.
- Lanna, F., 2019. À propos du chantage « droits ou emploi », focus sur le Brésil. *Délibérée* v. 8, 61–66.

- Laslett, B., Brenner, J., 1989. Gender and Social Reproduction : Historical Perspectives. *Annual Review of Sociology* v. 15, 381–404. <https://doi.org/10.1146/annurev.so.15.080189.002121>
- Lautier, B., 2007. « L'étrange altérité du travail. Parcours d'un socio-économiste du développement », *Revue Tiers-Monde*, 2007/3 (n° 191), 627-646. DOI : 10.3917/rtm.191.0627. URL : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2007-3-page-627.htm>
- Lavinas, L., 2018. The collateralization of social policy under financialized capitalism. *Development and Change* v. 49, 502–517.
- Lavinas, L., 2017. *The takeover of social policy by financialization : the Brazilian paradox*, 1st ed. Palgrave Macmillan, New York, N.Y.
- Lazarus, J., 2016a. Gouverner Les Conduites Par L'éducation Financière, in : Dubuisson-Quellier, S. (Ed.), *Gouverner Les Conduites*. Presses de Sciences Po, Paris, pp. 93–125.
- Lazarus, J., 2016b. The Issue of Financial Literacy : Low Finance between Risk and Morality. *Economic Sociology : The European Electronic Newsletter* v. 17, 27–34.
- Lazarus, J., 2012. *L'Épreuve de l'argent : Banques Banquiers Clients*. Calmann-Lévy, Paris.
- Lazarus, J., 2009. L'épreuve du crédit. *Sociétés contemporaines* v. 76, 17–39. <https://doi.org/10.3917/soco.076.0017>
- Lazzarato, M., 2014. *Gouverner par la dette*, coll. « Essais ». Les Prairies ordinaires, Paris.
- Lazzarato, M., 2011. *La Fabrique de l'homme endetté : essai sur la condition néolibérale*, 1st ed. AMSTERDAM, Paris.
- Leal, C., 2016. Getting out of the « Red » : Debt Negotiation at a Public Debt Settlement Advice Center (Paper Presented at the Annual Conference of SASE, Mini-Conference Domesticizing Financial Economies). London.
- Lemoine, B., 2022. *L'ordre de la dette : Enquêtes sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché. La Découverte*.
- Lemoine, B., Ravelli, Q., 2019. Ce que la financiarisation fait aux classes sociales. *Savoir/Agir*, 48, 65-77. <https://doi.org/10.3917/sava.048.0065>.
- Lénine, V., 1960. *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Essai de vulgarisation, Tome 22*. ed. Editions sociales, Paris.
- Leplay, F., 1855. *Les Ouvriers européens. Etudes sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe, précédées d'un exposé de la méthode d'observation*. Imprimerie Imperiale, Paris.
- Logemann, J., 2012. From Cradle to Bankruptcy ? Credit Access and the American Welfare State, in : Logemann, J. (Ed.), *The Development of Consumer Credit in Global Perspective : Business, Regulation and Culture*, Coll. « Worlds of Consumption Series ». Palgrave Macmillan, New York, pp. 201–219.
- Lomnitz, L.A., 1989. *Cómo sobreviven los marginados*. Siglo XXI Editores, México.
- Lula, L., 2002. *Carta ao Povo Brasileiro*. Brasilia.
- Luxemburg, R., 1967. *L'Accumulation du capital*, coll. « Bibliothèque socialiste ». F. Maspero, Paris.

- Machado da Silva, L.A., 2002. Da Informalidade à Empregabilidade : Reorganizando a Dominação no Mundo do Trabalho. *Cadernos do CRH* v. 37, 81–109.
- Machado da Silva, L.A. (Ed.), 1984. *Condições de Vida das Camadas Populares, Debates Urbanos*. Zahar Editora, Rio de Janeiro.
- Machado da Silva, L.A. (Autor), Cavalcanti, M., Motta, E., Araujo, M. (Eds.), 2018. *O mundo popular : trabalho e condições de vida*. Papéis Selvagens, Rio de Janeiro.
- Marambio-Tapia, A., 2017. Narratives of Social Mobility in the Post-Industrial Working Class and the Use of Credit in Chilean Households. *Revue de la régulation*, 22 :1-18.
- Marazzi, J., 2010. *The Violence of Financial Capitalism*. Translated by Kristina Lebedeva.
- Marcelin, L.H., 1999. À linguagem da casa entre os negros no Recôncavo Baiano. *Mana* v. 5, 31–60. <https://doi.org/10.1590/S0104-93131999000200002>
- Marcelin, L.H., 1996. *L’Invention de la famille afro-brésilienne : famille, parenté et domesticité parmi les noirs du Recôncavo da Bahia, Brésil (Thèse de Doctorat en anthropologie)*. Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), Rio de Janeiro.
- Marques-Perreira, J., Théret, B., 1999. Regímenes políticos, mediaciones sociales y trayectorias económicas. Algunas enseñanzas regulacionistas de la divergencia entre las economías brasileña y mexicana desde los años setenta. Los Angeles, CA : Semiotext(e).
- Maestri, M. 2001. Escravidão e a gênese do Estado Nacional Brasileiro. In : ANDRADE, Manuel Correia de (Org). *Além do apenas moderno : Brasil séculos XIX e XX. Seminário Internacional*, 2001. Recife : Fundação Joaquim Nabuco ; Brasília, CNPq, 2001. pp. 49-77.
- Marron, D., 2014. « Informed, Educated and More Confident » : Financial Capability and the Problematization of Personal Finance Consumption. *Consumption Markets & Culture* v. 17, 491–511. <https://doi.org/10.1080/10253866.2013.849590>
- Marron, D., 2007. « Lending by Numbers » : Credit Scoring and the Constitution of Risk within American Con-sumer Credit. *Economy and Society* v. 36, 103–133. <https://doi.org/10.1080/03085140601089846>
- Martin, R., 2002. *Financialization of Daily Life*. Temple University Press, Philadelphia.
- Marx, K., 1971. *Le capital, critique de l’économie politique, Livre I. Édition française*. Ré. ed. Éditions sociales, Paris.
- Maurer, B., Musaraj, S., Small, I.V. (Eds.), 2018. *Money at the Margins : Global Perspectives on Technology, Financial Inclusion, and Design*, coll. « The human economy ». Berghahn Books, New York.
- Meillassoux, C., 1975. *Femmes, greniers et capitaux*, coll. « Textes à l’appui ». F. Maspero, Paris.
- Messu, M. 2019. La solidarité familiale : Heurs et malheurs d’un syntagme « affectif ». *Recherches familiales*, 16, 65-82. <https://doi.org/10.3917/rf.016.0065>
- Miguel, A.C., 2012. Microcrédito no Brasil : uma agenda de política pública para o mercado de microfinanças. *REED* v. 4, 183–204.

- Misse, M., 2010. Les organisations criminelles au Brésil : la complexité des marchés illégaux en milieu urbain. *Problèmes d'Amérique latine* v. 76, 43–60. <https://doi.org/10.3917/pal.076.0043>
- Montgomerie, J., 2009. The Pursuit of (past) Happiness ? Middle-Class Indebtedness and American Financialisation. *New Political Economy* v. 14, 1–24. <https://doi.org/10.1080/13563460802671196>
- Mora, M., 2022. À evolução do crédito no Brasil entre 2003 e 2010 (Texto para discussão). Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA).
- Montenegro, M., Contel, F., 2017. Financeirização do território e novos nexos entre pobreza e consumo na metrópole de São Paulo. *EURE (Santiago)*, 43(130), 115–139. <https://dx.doi.org/10.4067/s0250-71612017000300115>
- Morduch, J., Schneider, R. 2017. *The Financial Diaries: How American Families Cope in a World of Uncertainty*. Princeton University Press.
- Morvant-Roux, S. 2009. Accès au microcrédit et continuité des dynamiques d'endettement au Meque : combiner anthropologie économique et économétrie. *Revue Tiers Monde*, 197, 109–130. <https://doi.org/10.3917/rtm.197.0109>
- Morvant-Roux, S., Guérin, I., Roesch, M., Moisseron, J.-Y., 2014. Adding Value to Randomization with Qualitative Analysis : The Case of Microcredit in Rural Morocco. *World Development* v. 56, 302–312. <https://doi.org/10.1016/J.WORLDDEV.2013.03.00>
- Motta, E., 2014. Houses and economy in the favela. *Vibrant – Virtual Brazilian Anthropology* v. 11, 118–158. <https://doi.org/10.1590/S1809-43412014000100005>
- Motta, E., Neiburg, F., Rabossi, F., Müller, L., 2014. Foreword : Ethnographies of Economy/ics : Making and Reading. *Vibrant : Virtual Brazilian Anthropology* v. 11, 50–55. <https://doi.org/10.1590/S1809-43412014000100002>
- Müller, L., 2014. Negotiating Debts and Gifts : Financialization Policies and the Economic Experiences of Low-Income Social Groups in Brazil. *Vibrant : Virtual Brazilian Anthropology* v. 11, 191–221. <https://doi.org/10.1590/S1809-43412014000100007>
- Müller, L., 2012. Os grupos de baixa renda e o crédito no cenário brasileiro, in : Pinto, M.L.P., Pacheco, J.K. (Eds.), *Juventude, Consumo e Educação 4 : Reflexões, Experiências e Diálogos Contemporâneos*. Porto Alegre : ESPM, pp. 16–26.
- Müller, L.H.A., et al., 2009. À dimensão simbólica dos processos de inclusão financeira e oferta de crédito a grupos populares (Relatório de pesquisa.), Edital PRAIAS 2009. Porto Alegre : PUCRS. Mimeo.
- Müller, L.H.A., 2009b. “Então eu fui à luta!?”: repensando as representações e práticas econômicas de grupos populares a partir de uma trajetória de ascensão social. *Política & Sociedade*, n. 8, p. 145–171, 2009.
- Narotzky, S., 2021. The Janus face of austerity politics : Autonomy and dependence in contemporary Spain. *Focaal* 22–35. <https://doi.org/10.3167/fcl.2021.900103>
- Narotzky, S., 2015. The Payoff of Love and the Traffic of Favours : Reciprocity, Social Capital, and the Blurring of Value Realms in Flexible Capitalism, in : Kjaerulff, J. (Ed.), *Flexible Capitalism :*

- Exchange and Ambiguity at Work. Berghahn Books, Oxford, pp. 268–310. <https://doi.org/10.2307/j.ctt9qd1b7>
- Narring, T., 2018. Banco Bem (Vitória, Brésil) : une banque communautaire de développement entre résilience et normalisation. RECMA, 350, 85-99. <https://doi.org/10.3917/recma.350.0085>
- Narring, T., 2016. Les banques communautaires, protection ou normalisation des populations périphériques ? Mémoire de recherche. EHESS. Mention Etudes comparative du développement.
- Neiburg, F., 2011. La guerre des indices au Brésil (1964-1994). Genèses v. 84, 25–46.
- Neiburg, F., 2010. Os sentidos sociais da economia. Horizonte das ciências sociais no Brasil–Antropologia. São Paulo : ANPOCS.
- Neiburg, F., 2007. As moedas doentes, os números públicos e a antropologia do dinheiro. Mana v. 13, 119–151.
- Neri, M. (Ed.), 2008. A nova classe média. FGV, Rio de Janeiro.
- Ossandón, J., 2020. Consumer Credit and Credit Assessment, in : Borch, C., Wosnitzer, R. (Eds.), The Routledge Handbook of Critical Finance Studies. Routledge, New York, pp. 300–316. <https://doi.org/10.4324/9781315114255-19>
- Ossandón, J., 2017. « My Story Has No Strings Attached » : Credit Cards, Market Devices and a Stone Guest, in : McFall, L., Cochoy, F., Deville, J. (Eds.), Markets and the Arts of Attachment. Routledge, London, pp. 132–146.
- Ossandón, J., 2014. Sowing Consumers in the Garden of Mass Retailing in Chile. Consumption Markets & Culture v. 17, 429–447. <https://doi.org/10.1080/10253866.2013.849591>
- Paugam, S., Vendramin, P., 2020. 24. Le précaire, une nouvelle classe sociale ?, in : Paugam, S. (Ed.), 50 Questions de Sociologie. Presses Universitaires de France, pp. 243–251.
- Peebles, G., 2010. The Anthropology of Credit and Debt. Annual Review of Anthropology v. 39, 225–240. <https://doi.org/10.1146/annurev-anthro-090109-133856>
- Perrin-Heredia, A., 2011. Faire Les Comptes : normes Comptables, Normes Sociales. Genèses v. 84, 69–92. <https://doi.org/10.3917/gen.084.0069>
- Perrin-Heredia, A., 2009. Les logiques sociales de l'endettement : gestion des comptes domestiques en milieux populaires. Sociétés contemporaines. V.76, 95-119.
- Pinheiro-Machado, R. 2014. Les *rolezinhos* sont « bons à penser » : marques, consommation et ségrégation dans la société brésilienne. *Les Temps Modernes*, 678, 60–72. <https://doi.org/10.3917/lm.678.0060>
- Pinheiro-Machado, R., Scalco, L. M., 2022. Le droit de briller : pauvreté, consommation et (dé)politisation dans le Brésil néolibéral. *Journal of Consumer Culture*, 0(0)
- Poon, M., 2009. From New Deal Institutions to Capital Markets : Commercial Consumer Risk Scores and the Making of Subprime Mortgage Finance, Accounting, Organizations and Society, 34, 654–674.
- Prahalad, C.K., 2004. The fortune at the bottom of the pyramid : eradicating poverty through profits. Wharton School Publishing, Upper Saddle River, NJ.

- Ramsay, I., 2017. *Personal Insolvency in the 21st Century : A Comparative Analysis of the US and Europe*. Hart Publishing, Oxford.
- Ravelli, Q. 2020. Les limbes de la dette : Crise économique et mouvements sociaux : des banquiers de Wall Street aux militants espagnols. *Revue française de sociologie*, 61, 641-671. <https://doi.org/10.3917/rfs.614.0641>
- Ravelli, Q., 2019. Debt Struggles : How Financial Markets Gave Birth to a Working-Class Movement. *Socio-Economic Review* v. 19, 441–468. <https://doi.org/10.1093/ser/mwz033>
- Rizek, C., 2016. Um balanço de pesquisa, 10 anos na Zona Leste e um social reconfigurado. *Revista Cidades* v. 13. <https://doi.org/10.36661/2448-1092.2016v13n22.11926>
- Rizek, C., Amore C., Moreno C., 2014. Política social, gestão e negócio na produção das cidades : o programa minha casa minha vida "entidades". *Caderno CRH*. v. 27, n. 72, pp. 531-546. <https://doi.org/10.1590/S0103-49792014000300006>.
- Rizek, C. S., Georges, I., 2013. Emergência e reinvenção : novas e velhas políticas sociais no Brasil, CENEDIC/IRD, Projeto de cooperação bilateral, São Paulo.
- Roberts, A., 2018. Financialization and the Production of Gender and Class Relations, in : Woehl, S., Scheele, A. (Eds.), *Feminismus & Marxismus*. Beltz Juventa, Weinheim, pp. 187–201.
- Roberts, A., 2016. Household Debt and the Financialization of Social Reproduction : Theorizing the UK Housing and Hunger Crises, in : Soederberg, S. (Ed.), *Risking Capitalism*, Coll. « Research in Political Economy ». Emerald Group Publishing Limited, pp. 135–164. <https://doi.org/10.1108/S0161-723020160000031009>
- Roberts, A., 2015a. Gender, Financial Deepening and the Production of Embodied Finance : Towards a Critical Feminist Analysis. *Global Society* v. 29, 107–127. <https://doi.org/10.1080/13600826.2014.975189>
- Roberts, A., 2015b. The Political Economy of « Transnational Business Feminism » : problematizing the corporate-led gender equality agenda. *International Feminist Journal of Politics* v. 17, 209–231. <https://doi.org/10.1080/14616742.2013.849968>
- Roberts, A., 2014. Doing Borrowed Time : The State, the Law and the Coercive Governance of « Undeserving » Debtors. *Critical Sociology* v. 40, 669–687. <https://doi.org/10.1177/0896920513507788>
- Roberts, A., 2013. Financing social reproduction : The gendered relations of debt and mortgage finance in 21st century America. *New Political Economy* v. 18, 21–42.
- Roberts, A., Elias, J., 2018. Financial Crises in Historical Perspective, in : Elias, J., Roberts, A. (Eds.), *Handbook of International Political Economy of Gender*. Edward Elgar, Cheltenham, pp. 281–297.
- Roberts, A., Zulfiqar, G., 2019a. Financing Social Reproduction : The Gendered Relations of Debt and Mortgage Finance in Twenty-first-century America. *Capital & Class* v. 43, 581–597.
- Roberts, A., Zulfiqar, G., 2019b. Social reproduction, finance and the gendered dimensions of pawnbroking. *Capital & Class* v. 43, 581–597. <https://doi.org/10.1177/0309816819880788>

- Roberts, A., Zulfikar, G., 2018. The political economy of women's entrepreneurship initiatives in Pakistan : Reflections on gender, class, and « development ». *Review of International Political Economy* v. 26, 410–435. <https://doi.org/10.1080/09692290.2018.1554538>
- Rolnik, S., 2019. *Esferas de la insurrección : Apuntes para descolonizar el inconsciente*, Colección Nociones Comunes. Ediciones Tinta Limón, Ciudad Autónoma de Buenos Aires.
- Rona-Tas, A., Guseva, A., 2014. *Plastic Money : Constructing Markets for Credit Cards in Eight Postcommunist Countries*. Stanford University Press, Stanford.
- Roubaud F., Razafindrakoto M., Saludjian, A., 2021. Crises, informalité et reconfigurations sur le marché du travail : quatre décennies de bouleversements économiques au Brésil. Working Papers DT. DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation).
- Saiag, H., 2020. Financialization from the margins :: Notes on the incorporation of Argentina's subproletariat into consumer credit (2009-2015). *Focaal — Journal of Global and Historical Anthropology* v. 87, 16–32. <https://doi.org/10.3167/fcl.2020.012804>
- Saiag, H., 2016. *Monnaies locales et économie populaire en Argentine*. Karthala. Paris.
- Savage, M., 2017. Déclin et renouveau de l'analyse de classe dans la sociologie britannique, 1945-2016. *Actes de la recherche en sciences sociales* v. 219, 42–55.
- Schijman, E., 2019. À qui appartient le droit ? Ethnographier une économie de pauvreté, coll. « Droit et société, Recherches et travaux ». L.G.D.J, Lextenso, Issy-les-Moulineaux.
- Schijman, E., 2016. De l'intérieur des économies pratiques : Produire de la valeur en situation de pauvreté à Buenos Aires. *Les Études Sociales*, 164, 231-253. <https://doi.org/10.3917/etsoc.164.0231>.
- Schijman, E., 2013. *Vivre à crédit. Pauvreté, économie et usages du droit dans un grand ensemble à Buenos Aires*, thèse pour le doctorat en sociologie, sous la direction de Numa Murard, Université Paris Diderot-Paris 7.
- Scott, J.W., 1986. Gender : A Useful Category of Historical Analysis. *The American Historical Review* v. 91, 1067.
- Silva, M.C. de A., 2017. *Obras, casas e contas : uma etnografia de problemas domésticos de trabalhadores urbanos no Rio de Janeiro (Tese de Doutorado)*. Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Instituto de Estudos Sociais e Políticos, Programa de Pós-Graduação em Sociologia.
- Singer A., 2011. *Os Sentidos do Lulismo. Reforma Gradual e Pacto Conservador*. São Paulo : Cia das Letras.
- Souza, J. (Ed.), 2018. *À Ralé Brasileira. Quem é e como vive*, 3e ré. ed. Editora UFMG, Belo Horizonte.
- Souza, J. (Ed.), 2010. *Os batalhadores brasileiros : nova classe média ou nova classe trabalhadora*. Editora UFMG, Belo Horizonte.
- Stack, C., 1974. *All our kin : strategies for survival in black community*. Harper & Row, New York.
- Standing, G., 2017. *Le précaire. Les dangers d'une nouvelle classe*. Les Éditions de l'Opportun [2014 au Royaume-Uni], Paris.

- Stanley, L., 2014. « We're Reaping What We Sowed » : Everyday Crisis Narratives and Acquiescence to the Age of Austerity. *New Political Economy* v. 19, 895–917. <https://doi.org/10.1080/13563467.2013.861412>
- Stanley, L., Deville, J., Montgomerie, J., 2016. Digital Debt Management : The Everyday Life of Austerity. *New Formations* v. 87, 64–82. <https://doi.org/10.3898/NEWF.87.4.2016>
- Stearns, J., Tepe, D., 2010. Social reproduction in international political economy : Theoretical insights and international, transnational and local sitings. *Review of International Political Economy* v. 17, 807–815. <https://doi.org/10.1080/09692290.2010.481928>
- Stearns, D. L. 2011. *Electronic Value Exchange*, London, Springer.
- Tabet, P., 2004. *La grande arnaque : Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, coll. « Bibliothèque du féminisme ». Editions L'Harmattan, Paris.
- Telles, V., Hirata, D.V., 2007. Cidade e práticas urbanas : nas fronteiras incertas entre o ilegal, o informal e o ilícito. *Revista de Estudos Avançados da USP* v. 21, 173–191. <https://doi.org/10.1590/S0103-40142007000300012>
- Tepe-Belfrage, D., Montgomerie, J., 2016. Broken Britain : Post-crisis austerity and the trouble with the Troubled Families programme, in : True, J., Hozic, A. (Eds.), *Scandalous Economics : Gender and the Politics of Financial Crises*, Coll. « Oxford Studies in Gender and International Relations ». Oxford University Press, Oxford, pp. 79–91.
- Testart, A., 2018. *L'institution de l'esclavage : Une approche mondiale*. Gallimard, Paris.
- Théret, B., 1998. De la dualité des dettes et de la monnaie dans les sociétés salariales. Dans : Michel Aglietta éd., *La Monnaie souveraine*. 253-287. Odile Jacob. <https://doi.org/10.3917/oj.aglie.1998.01.0253>
- Théret, B., 1993. Hyperinflation de producteurs et hyperinflation de rentiers : le cas du Brésil. *Revue Tiers Monde* v. 34, 37–67.
- Thompson, H., 2013. UK Debt in Comparative Perspective : The Pernicious Legacy of Financial Sector Debt. *The British Journal of Politics and International Relations* v. 15, 476–492. <https://doi.org/10.1111/1467-856X.12014>
- Tsing Lowenhapt, A., 2020. *Friction. Délires et faux-semblants de la globalité. La Découverte/Les Empêcheurs de penser en rond*, Paris.
- Tsing Lowenhapt, A., 2017. *Le Champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme. La Découverte/Les Empêcheurs de penser en rond*, Paris.
- Turner, A., 2015. *Between Debt and the Devil : Money, Credit, and Fixing Global Finance*, 1st ed. Princeton University Press, Princeton, New Jersey.
- Valladares, L., 2006. *La favela d'un siècle à l'autre : Mythe d'origine, discours scientifiques et représentations virtuelles*, coll. « Horizons américains ». Maison des sciences de l'homme, Paris.
- Valladares, L., 2005. *À invenção da favela : Do mito de origem a favela.com*, 1st ed. FGV, Rio de Janeiro.
- Valladares, L., 2000. À gênese da favela carioca. À produção anterior às ciências sociais. *Revista Brasileira de Ciências Sociais* v. 15, 5–34. <https://doi.org/10.1590/S0102-69092000000300001>

- Vargha, Z. 2011. From Long-Term Savings to Instant Mortgages : Financial Demonstration and the Role of Interaction in Markets Organization, 18, 215–235.
- Verschuur, C., 2013. Reproduction sociale et care comme échange économique-affectif. L'articulation des rapports sociaux dans l'économie domestique et globalisée, in : Verschuur, C., Catarino, C. (Eds.), Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale, coll. « Cahiers genre et développement ». L'Harmattan, Paris, pp. 23–38. <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5944>
- Villarreal, M., Guérin, I., Kumar, K.S.S., 2015. Carola and Saraswathi : Juggling Wealth in India and Mexico, in : Maurer, B., Musaraj, S., Small, I.V. (Eds.), Money at the Margins : Global Perspectives on Technology, Financial Inclusion, and Design. Berghahn Books, New York, pp. 128–150.
- Vogel, L., 1983. Marxism and the oppression of women : toward a unitary theory, New Brunswick, Rutgers University Press.
- Wacquant L. 2000. Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur.
- Weber, F., 2013. Le Calcul Economique Ordinaire, in : Steiner, P., Vatin, F. (Eds.), Traité de Sociologie Economique. Presses Universitaires de France, Paris, pp. 399–438. <https://doi.org/10.3917/puf.stein.2013.01.0399>
- Weber, F., 2005. Le sang, le nom, le quotidien : Une sociologie de la parenté pratique, coll. « Mondes contemporains ». Aux lieux d'être, La Courneuve.
- Weber, M., 2019. Economy and Society : A New Translation. Harvard University Press, Cambridge.
- Wilks, A., 2017. The Moral Power of Money : Morality and Economy in the Life of the Poor, 1st ed. Stanford University Press, Stanford, California.
- Zaloom, C., 2019. Indebted : How Families Make College Work at Any Cost. Princeton University Press, Princeton, New Jersey.
- Zaluar A. A máquina e a revolta: as organizações populares e o significado da pobreza. Rio de Janeiro: Brasiliense, 1985.
- Zanetti, Valéria. 2002. Escravos e libertos em Porto Alegre. (1840-1860).
- Zanotelli, C. 2005. L'espace des Homicides e L'espace socio-économique. L'agglomération de Vitória-Brésil. Cultures&Conflics, n. 59, Autono 2005, pp. 117 – 148.
- Zanotelli, C. ; Lacerda, L. ; Galvao, V. 2008. A. Cidade Fragmentada : Os Usos das Redes Elétricas em Favelas no Município de Vitória – ES. Geografares, n°6, p. 115-129.
- Zanotelli, C. 1990. La croissance périphérique de l'agglomération de Vitória. Le cas de São Pedro. Mémoire de Master.
- Zelizer, V., 2011. Economic Lives : How Culture Shapes the Economy. Princeton University Press, Princeton.
- Zelizer, V., 2005. The Purchase of Intimacy. Princeton University Press, Princeton and Oxford.
- Zelizer, V., 1994. The Social Meaning of Money : Pin Money, Paychecks, Poor Relief, and Other Currencies. Princeton University Press, Princeton, New Jersey.
- Zelizer, V., 1979. Morals and Markets : The Development of Life Insurance in the United States. Columbia University Press, New York.

Zwan, N. V., 2014. Making Sense of Financialization' Socio-Economic Review, 12, 99–129.